



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

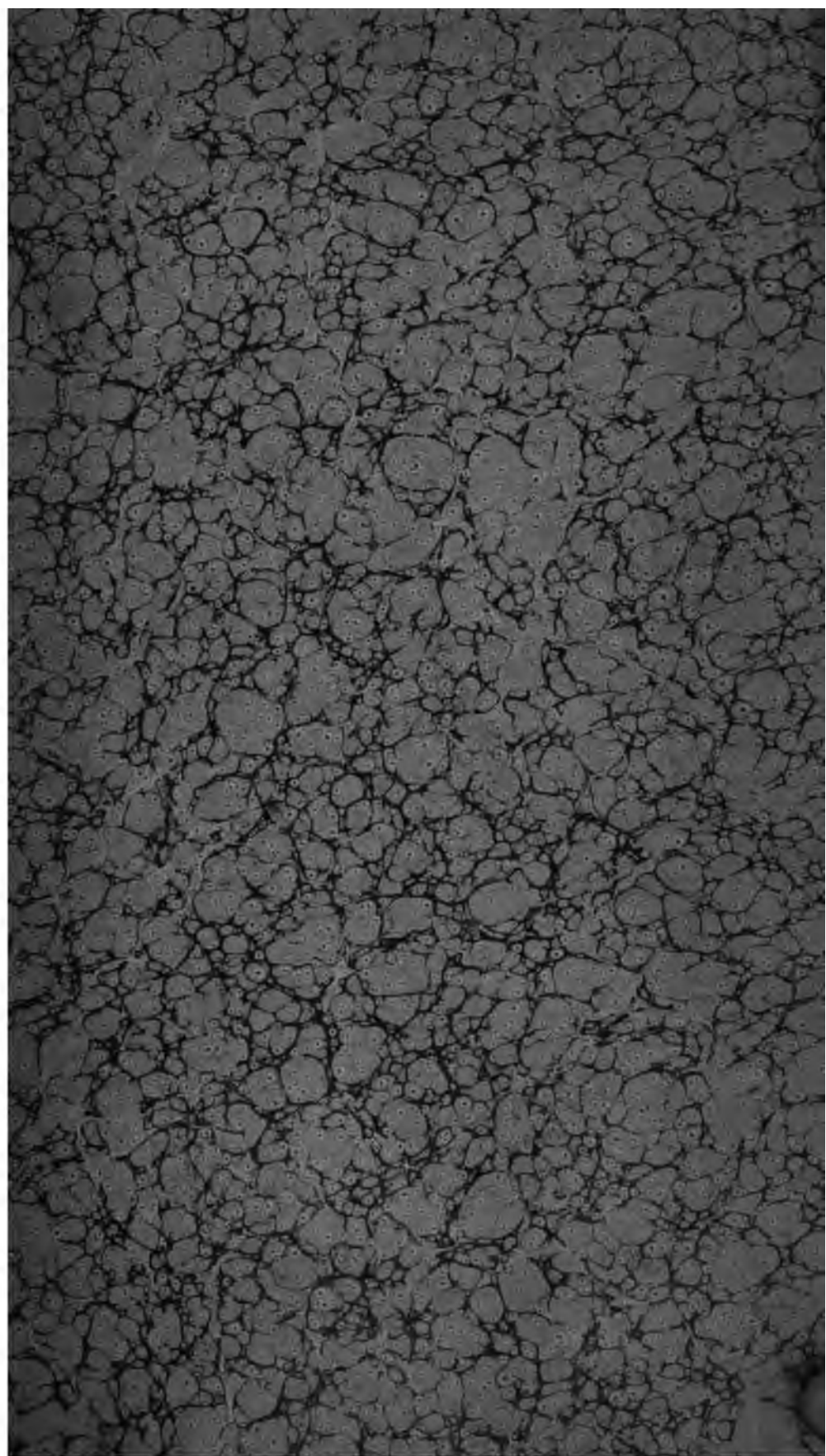
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES





STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES



BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS
DE LA SARTHE

II^e SÉRIE. — TOME XIII.
XXI^e TOME DE LA COLLECTION

1871-1872



LE MANS
IMPRIMERIE EDMOND MONNOYER, PLACE DES JACOBINS

1872

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS

DE LA SARTHE

Date de la réception dans la Société.	MM.
6 févr.	1857. DE CAUMONT, *, direct. de l'Institut des provinces, à Caen (corresp., 24 mars 1835).
6 mars	1857. TOURANGIN, G.O. *, anc. préf. de la Sarthe (corresp., 11 août 1830).
6 mars	1857. MANCEL, *, ancien préfet de la Sarthe (corresp., 8 décembre 1843).
6 mars	1857. MIGNERET, G. O. *, ancien préfet de la Sarthe (corresp., 8 décembre 1849).
6 mars	1857. PRON, O *, ancien préfet de la Sarthe.
2 déc.	1859. ETOC-DEMAZY, *, médecin de l'Asile de la Sarthe, memb. de l'Académie de méd. et de l'Institut des provinces (tit., 26 août 1834).
13 déc.	1865. LEPELLETIER DE LA SARTHE, *, membre de l'Académie de médéc. (tit., 5 mai 1818).
13 déc.	1865. GUÉRANGER (Ed.), memb. de l'Inst. des Prov. et de plus. soc. acad. (tit., 12 fév. 1828).

Membres titulaires.

24 mars	1835. LEPRINCE, ex-professeur de langues.
21 mars	1843. VOISIN (Auguste), ancien curé, membre de l'Institut des provinces.
17 fév.	1846. SURMONT, *, juge au tribunal civil, président de la Société d'horticulture de la Sarthe.
22 mai	1849. HUCHER, *, corr. du min. de l'inst. publique pour les trav. hist., membre de l'Institut des provinces.
6 mai	1851. VÉTILLART (Marcel), négociant, membre de l'Assemblée nationale.

Date de la réception dans la Société.	MM.
25 nov.	1851. MORDRET, *, docteur-médecin.
16 déc.	1851. DAVID, architecte.
21 déc.	1852. BONHOMET, pharmacien.
6 janv.	1853. RICHARD, avocat.
15 fév.	1853. LIZÉ, docteur-médecin, membre de la Soc. de chirurgie.
6 fév.	1855. LE BÈLE (Jules), docteur-médecin.
20 mai	1856. BAILHACHE, professeur.
16 déc.	1856. MARTIN, O *, ing. en chef des ponts et chaussées.
16 déc.	1856. GARNIER, professeur.
6 janv.	1857. GAUNÉ, professeur de dessin.
20 nov.	1857. THORÉ (Henri), *, ing. des ponts et chaussées.
8 janv.	1858. DE VILLIERS DE L'ISLE-ADAM (le vicomte), propriétaire-agronome.
20 juill.	1860. PEAU-SAINT-MARTIN, juge de paix.
20 juill.	1860. JULIEN, *, ingénieur des mines.
18 janv.	1861. BOISSEAU, *, président du tribunal civil.
18 déc.	1863. DUGUÉ, propriétaire.
3 févr.	1864. CHARDON (Henri), avocat, ancien élève de l'école des Chartes.
4 mars	1864. CLOUET (le baron), ingénieur.
8 avril	1864. HÉBERT, O *, commandant du génie en retraite.
6 avril	1866. GUILLIER, conduct. des ponts et chaussées, membre de la Société géologique de France.
21 déc.	1866. BLIN, professeur.
15 fév.	1867. DE PONTON D'AMÉCOURT, *, ing. des ponts et chaussées.
20 déc.	1867. BELLÉE, archiviste du département.
20 déc.	1867. L'abbé ESNAULT (Gustave).

Date de la réception
dans la Société.

MM.

- 6 mars 1868. PELLIER (Edmond), propriétaire-agronome,
à Yvré-le-Pôlin.
- 24 avril 1868. PERCHERON, propriétaire.
- 6 nov. 1868. CHARAULT, prof. de physique au Lycée.
- 16 avril 1869. VÉREL, propriétaire, agronome.
- 16 avril 1869. VIGNEAU, architecte.
- 19 avril 1869. BOUDY, profess. d'agric. à l'École normale.
- 7 janv. 1870. GASTÉ, professeur de rhétorique au Lycée.
- 7 janv. 1870. GROUAS, commis de l'inspection académique.
- 21 janv. 1870. OGIER D'IVRY (Émile), propriétaire.
- 5 juillet 1870. DE MAILLY (comte), ancien pair de France,
au château de la Roche-Mailly.

Membres associés.

- 24 mars 1835. DOM GUÉRANGER, abbé de Solesmes.
- 18 déc. 1849. DAVOUST, curé-doyen de Brûlon.
- 3 déc. 1850. DE LORIERE (Gustave), géologue, membre
de l'Institut des provinces, à Chevillé,
près Brûlon.
- 4 août 1854. PAUGOUÉ, méd.-vét., à La Chartre.
- 18 déc. 1855. DOM PIOLIN, bénédictin à Solesmes.
- 19 fév. 1856. CHARLES, archéologue, à La Ferté-Bernard,
correspondant du ministère de l'ins-
truction publique.
- 19 fév. 1858. LAIGLE DES MAZURES, *, agronome, à
Saint-Pierre-des-Ormes.
- 8 nov. 1861. DE VILLIERS DE L'ISLE-ADAM (le baron),
propriétaire-agronome, à Sargé (tit.,
2 décembre 1856).
- 4 mars 1864. DE CUMONT (le comte), propriét., à Crissé.
- 21 déc. 1866. COURTILLER, agronome, à Précigné.
- 6 déc. 1867. CHARBONNIER, doct.-méd., à Saint-Calais.
- 18 fév. 1870. LECOMTE, propriétaire.

Date de la réception
dans la Société.

MM.

- 20 mai 1870. BRIÈRE, négociant.
17 juin 1870. BOËTEAU, orfèvre.
17 juin 1870. RODIER, architecte.
17 juin 1870. QUENTIN DE POLIGNY, propriétaire.
5 août 1870. SOYER, architecte.
5 août 1870. FOURNIER, propriétaire.
5 août 1870. GAULLIER, sculpteur.

Membres correspondants.

- 27 déc. 1832. VERGNAUD-ROMAGNÉSI, homme de lettres, à Orléans.
11 avril 1843. MALO, inspect. génér. del'Agricult., à Caen.
16 mai 1843. BELLIN, juge suppléant, à Lyon.
29 avril 1845. LETRÔNE, propriét., à Saint-Jean-de-Luz.
23 janv. 1846. PAPE-CARPENTIER (Mme), directrice de l'école normale des salles d'asile, à Paris.
4 août 1846. BOULARD, *, capit. en retraite, à Châlons-sur-Marne.
4 juill. 1848. DE LESTANG, *, off. de marine, anc. membre de la Soc. de l'hist. de France, à Paris.
11 nov. 1854. GUILLORY, membre de plus. soc. savantes, à Angers.
20 mai 1856. CHARLOT, propriétaire, à Tours.
6 mars 1857. DE LORIÈRE (Léon), memb. de plusieurs sociétés savantes, à Chéméré-le-Roi.
15 fév. 1861. GISTEL, professeur, à Munich.
8 nov. 1861. GOMART, *, membre de l'Institut des provinces, à Saint-Quentin (Aisne).
20 déc. 1861. DE MARSEUL, membre de la Société des provinces et de la Soc. entomologique de France, à Paris.
7 fév. 1862. THIELENS (Armand), docteur-médecin, à Tirlemont (Belgique).

Date de la réception dans la Société.	MM.
1 ^{er} août 1862.	LEMAIRE, médecin-vétérinaire, à Lecelles (Nord).
21 nov. 1862.	JOUSSET, doct.-méd., à Bellême (Orne).
22 avril 1864.	TEILLEUX, directeur-médecin de l'asile départemental d'Auxerre.
4 nov. 1864.	DE CAPELLA, O ✱, inspecteur général des ponts et chaussées, à Montauban (tit., 16 décembre 1856).
4 nov. 1864.	CHARPENTIER, inspecteur d'académie, à Bourges (tit., 6 fév. 1857).
21 janv. 1865.	CHATEL (Victor), prés. du comice agricole de Campandré-Valcongrain (Calvados).
9 fév. 1866.	TROUILLARD, avocat à Mayenne.
19 fév. 1869.	DE NEUFBOURG, conseiller à la cour d'appel de Poitiers (tit., 21 déc. 1866).
4 juin 1869.	DUBOIS (Gaston), attaché à la Bibliothèque nationale.
4 mars 1870.	LA SICOTIÈRE (DE), avocat à Alençon, membre de l'Assemblée nationale.

Sociétés correspondantes.

Sociétés françaises.

ABBEVILLE	Société d'émulation.
AIX	Académie des sciences, arts et belles-lettres.
ALGER	Société d'agriculture.
AMIENS.	Académie des sciences, agr., com., belles-lettres et arts de la Somme.
—	Société des antiquaires de Picardie.
ANGERS.	Société d'agriculture, sciences et arts.
—	Société d'horticulture.
—	Société académique.
—	Société linnéenne.
—	Société industrielle de Maine-et-Loire.

- ANGOULÊME..... Société d'agriculture, arts et com. de la
Charente.
- ARRAS..... Société centrale d'agriculture.
— Académie d'Arras.
- AUXERRE..... Société des sciences historiques et na-
turelles.
- BEAUVAIS Société académique d'archéologie, sciences
et arts.
- BESANÇON..... Société d'émulation du Doubs.
- BÉZIERS Société archéologique, scientifique et litté-
raire.
- BLOIS..... Société des sciences et lettres.
- BORDEAUX..... Académie des sciences, belles-lettres et
arts.
— Société d'agriculture de la Gironde.
— Société linnéenne.
- BOULOGNE-S.-MER. Société d'agricult., du comm., des sciences
et des arts.
- CAEN Académie des sciences, arts et belles-
lettres.
— Société des antiquaires de Normandie.
— Institut des provinces.
— Société linnéenne de Normandie.
— Société d'agriculture et de commerce.
— Société centrale d'horticulture du Calvados.
- CAMBRAI..... Société d'émulation.
- CARCASSONNE..... Société d'agriculture de l'Aude.
- CASTRES..... Société littéraire et scientifique.
- CHALONS-S.-MARNE Société d'agr., comm., sciences et arts de
la Marne.
- CHALON-S.-SAÔNE. Société d'histoire et d'archéologie.
- CLERMONT-FERR.. Société centrale d'agric. du Puy-de-Dôme.
- COLMAR..... Société d'histoire naturelle.
- COMPIÈGNE..... Société d'agriculture de l'arrondissement.
- DIGNE..... Société d'agriculture des Basses-Alpes.

DIJON	Académie des scienc., arts et belles-lettres.
—	Comité central d'agric. de la Côte-d'Or.
DOUAI	Société d'agriculture, sciences et arts.
DUNKERQUE	Société Dunkerquoise.
ÉPINAL	Société d'émulation des Vosges.
ÈVREUX	Société d'agric., sciences, arts et belles-lettres de l'Eure.
GRENOBLE	Académie delphinale.
—	Société de statistique du départ. de l'Isère.
LAON	Société académique.
LAVAL	Société de l'Industrie, section des lettres.
LE HAVRE	Société havraise d'études diverses.
LE MANS	Société de médecine de la Sarthe.
—	Association médicale.
—	Conseil départemental d'hygiène.
—	Société d'horticulture de la Sarthe.
—	Société du Matériel agricole.
LE PUY	Société d'agriculture, sciences, arts et commerce.
LILLE	Société des sciences, de l'agriculture et des arts.
—	Comice agricole de Lille.
LIMOGES	Société d'agric., des sciences et des arts de la Haute-Vienne.
LYON	Académie des scienc., belles-lettres et arts.
—	Société littéraire.
MACON	Académie de Mâcon.
MARSEILLE	Société de statistique.
—	Académie des sciences et lettres.
—	Société d'horticulture.
MAYENNE	Société d'agriculture.
—	Société archéologique.
MEAUX	Société d'agric., sciences et arts.
MELUN	Société d'archéologie, sciences, lettres et arts.

MENDE.....	Société d'agric., indust., sciences et arts de la Lozère.
METZ.....	Académie.
MONTBÉLIARD....	Société d'émulation.
MONTPELLIER....	Société centrale d'agriculture.
MULHOUSE.....	Société industrielle.
NANCY.....	Académie de Stanislas.
NANTES.....	Société académique.
—	Société archéologique.
NICE.....	Société d'agriculture, d'horticulture et d'acclimatation.
NIMES.....	Académie du Gard.
NIORT.....	Société centrale d'agriculture des Deux- Sèvres.
ORLÉANS.....	Société archéologique de l'Orléanais.
—	Société d'agriculture, sciences, belles- lettres et arts.
PARIS.....	Académie des sciences.
—	Société centrale d'Agriculture de France.
—	Société zoologique d'acclimatation.
—	Société des agriculteurs de France.
—	Société protectrice des animaux.
—	Société philotechnique.
—	Société de numismatique et d'archéo- logie.
PERPIGNAN.....	Société d'agriculture, sciences et belles- lettres.
POITIERS.....	Société acad. d'agriculture, belles-lettres, sciences et arts.
—	Société des antiquaires de l'Ouest.
PRIVAS.....	Société d'agriculture du département de l'Ardèche.
REIMS.....	Académie.
ROCHEFORT.....	Société d'agric., belles-lettres, sciences et arts.

ROUEN	Académie des sciences, belles-lettres et arts.
—	Société centrale d'agric. de la Seine-Infér.
—	Société d'émul. du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure.
SAINT-ÉTIENNE . . .	Société d'agric., industr., scienc., arts et belles-lettres du département de la Loire.
SAINT-LO	Société d'agriculture, d'archéologie et d'histoire naturelle.
SAINT-OMER	Société d'agriculture.
—	Société des antiquaires de Morinie.
SAINT-QUENTIN . . .	Société académique de Saint-Quentin.
—	Comice agricole de Saint-Quentin.
SENS	Société archéologique.
—	Société des sciences, agriculture.
STRASBOURG	Société d'horticulture.
—	Société académique.
TOULON	Société des sciences, belles-lettres et arts du département du Var.
TOULOUSE	Académie des scienc., insc. et belles-lettres.
—	Société d'agr. prat. de la Haute-Garonne et de l'Ariège.
TOURS	Société d'agric., scienc., arts et belles-lettres d'Indre-et-Loire.
—	Société archéologique.
TROYES	Société d'agric., scienc., arts et belles-lettres de l'Aube.
VALENCE	Société d'agriculture de la Drôme.
VALENCIENNES	Société d'agriculture, sciences et arts.
VANNES	Société polymatique.
VENDÔME	Société archéologique du Vendômois.
VERSAILLES	Société d'agriculture et des arts.
VESOUL	Société d'agric., sciences et arts de la Haute-Saône.

Sociétés étrangères.

BOSTON(États-Unis)	Société d'histoire naturelle.
COLUMBUS (Id.)...	Board of agriculture of the state of Ohio.
LAUSANNE.....	Société vaudoise des sciences naturelles.
MANCHESTER.....	Letterary and philosophical society.
Vienne(Autriche).	Kaiserlich-Koniglichen, geologischen reich- sanstalt.
WASHINGTON.....	Smithsonian Institution.
—	Patent office.
—	Department of agriculture.

INSTALLATION DU BUREAU.

ALLOCUTION DE M. CLOUET, PRÉSIDENT SORTANT

MESSIEURS,

Depuis le jour où vous me fîtes l'honneur de m'appeler au fauteuil que vient occuper M. le président Boisseau, que d'événements qui semblent reléguer ce passé à la distance d'une génération ! Tout a changé, pour ne pas dire tout est tombé autour de nous. Cependant, après cet orage, avant même qu'il ne soit entièrement apaisé, nous avons la bonne fortune de nous retrouver unis, dans cette confraternité littéraire, qui fait tant de bien au calme et à la dignité de la vie.

Ce n'est pas que nous aussi nous n'ayons payé tribut aux malheurs du temps. Notre séve productrice a paru s'alanguir, pendant que l'inflexible loi des armes dominait dans notre foyer ; et la manifestation bisannuelle, où nous avions coutume de convoquer le public à juger nos travaux en les partageant, a dû être différée jusqu'à un terme plus opportun. Le *Studiis florentem ignobilis otii* ne pouvait

s'appliquer à notre Société, alors que chacun de ses membres devait veiller sans relâche, devant l'ennemi, à tant d'intérêts chers et sacrés.

Vous n'avez pas négligé cependant, Messieurs, la fonction économique de notre institution : il y a peu de jours encore, vous avez acquitté votre dette envers les pacifiques vainqueurs de la lutte du travail agricole. Avant la tourmente, vous aviez agité, devant ces mêmes agriculteurs, les problèmes, alors notre plus anxieuse préoccupation, de la liberté des échanges. Et si, dans ces questions complexes, l'unanimité des opinions n'a pu s'établir, chacun du moins a dû se rendre ce témoignage, que le but de sa polémique, même la plus vive, était toujours le bien public. Vous avez ainsi mis en pratique, Messieurs, la belle maxime du moyen âge, celle qui devrait être la régulatrice de tous les corps délibérants : *In necessariis unitas, in dubiis libertas, in omnibus charitas.*

J'espère, Monsieur le Président, qu'il vous sera donné de développer les travaux de notre Société pendant une période plus tranquille, et que sous votre habile direction, elle retrouvera les jours les plus heureux de son activité féconde et de son influence légitime. Vous avez tout ce qu'il faut pour marcher avec succès dans la voie où vous allez nous précéder. Pour moi, je vous suivrai d'un pas inégal, mais résolu, me rappelant avec plaisir les jours déjà lointains où nous cheminions, enfants, vers le collège royal de Tours, pour tendre nos lèvres au premier lait de la science, et balbutier ensemble le même rudiment. Je suis heureux de pouvoir, grâce au choix de nos collègues, saluer en mon successeur un condisciple !

DISCOURS

DE M. BOISSEAU, PRÉSIDENT ENTRANT

MESSIEURS,

Ma première parole, comme président de cette Société, sera pour vous remercier de l'honneur que vous m'avez fait en me conférant ce titre. Je ne dois pas vous dissimuler cependant que je n'en suis guère moins effrayé que flatté. La responsabilité qu'il m'impose est grande ; le zèle heureux de mes prédécesseurs vous a donné le droit de vous montrer exigeants, et, déjà surchargé de travaux qui laissent peu de loisir, je crains de ne pouvoir consacrer à mes nouveaux devoirs tout le temps qui me serait nécessaire pour m'en acquitter à votre satisfaction comme à la mienne. J'aurai donc trop souvent besoin de recourir à l'obligeance de mes honorables collègues ; je sais que je puis compter sur leur dévouement au bien de la Société. Permettez-moi, Messieurs, d'espérer qu'à la seule condition de faire de mon mieux, je pourrai compter également sur votre indulgence.

Permettez-moi aussi d'adresser à l'éminent Président à qui je succède mes remerciements particuliers pour son cordial compliment de bienvenue. Je n'accepte les éloges, trop peu mérités, qu'il m'adresse, que comme l'un de ces encouragements par lesquels, à cette époque, hélas ! bien lointaine dont il a évoqué le souvenir, un maître bienveillant se plaisait à stimuler notre ardeur. Il y joint, aujourd'hui comme alors, des exemples que je m'efforcerai de suivre.

A n'en juger que par les apparences, l'heure présente ne serait pas favorable à la reprise de nos pacifiques travaux. Ils ont été interrompus par la guerre. Nous avons vu l'étranger ravager nos champs, s'asseoir en maître à nos foyers, et de sa main brutale disperser nos innocentes archives. La

France, qui s'enorgueillissait de l'envie des autres peuples, a été réduite, en quelques mois, à un tel degré de misère, qu'elle est devenue un objet de pitié jusque pour ses ennemis. Une paix, dont nos arrière-neveux rougiront comme nous, nous a été imposée par l'irrésistible loi de la force. Nous nous disposions à panser nos blessures, et peut-être à profiter des rudes enseignements du malheur, lorsqu'un mal plus horrible encore est venu fondre sur nous. Cette ville, notre capitale, notre joie, notre orgueil, notre dernier rempart au moment de l'invasion, mécontente de quelques mesures, impatiente de quelques réformes, s'est révoltée contre l'unique et dernier principe que tant de révolutions successives nous ont laissé ; au nom d'une minorité violente, qu'enhardissait le silence de la majorité, elle s'est insurgée contre la souveraineté du peuple, la seule autorité après laquelle il n'y a plus de refuge, plus d'autre pouvoir que celui de la force obtenue par violence ou par ruse. La lutte se poursuit ; le sang français coule à flots, versé par des mains françaises, et nos vainqueurs d'hier, que la rapidité inespérée de leur triomphe intimidait et inquiétait, assistent, l'arme au bras, à cette guerre fratricide, uniquement attentifs à ne pas laisser percer toute leur joie, de peur de réconcilier les deux partis dans le sentiment de leur commun péril.

Voilà où nous en sommes. Témoins et victimes de ces événements redoutables, comment nous en distraire ; comment nous défendre des angoisses patriotiques auxquelles nous sommes en proie ; comment rendre à nos pensées le calme et la sérénité qui sont les conditions indispensables de la science ?

La tâche, Messieurs, est sans doute difficile ; mais elle ne vous a pas paru au-dessus de vos courages. C'est à vous, en effet, c'est aux membres des Sociétés savantes qu'il appartient de combattre, par leur exemple, les germes de découragement que la succession de tant de maux pourrait jeter dans les âmes. La science n'admet qu'une seule passion, celle de la

vérité. *Non indignari, non flere, sed intelligere*, voilà sa devise. Elle sait qu'à part de rares exceptions, si même il en existe, les hommes ne sont tout à fait ni des démons, ni des anges. Leurs fautes, leurs crimes même ont leur cause, et cette cause, il faut la chercher, la comprendre, pour en trouver le remède. Or, parmi les causes multiples des maux dont nous souffrons, l'une des plus manifestes et des plus actives, c'est notre ignorance. Il n'est que trop vrai qu'enivrée de ses gloires, engourdie dans sa prospérité, notre patrie a négligé la recherche des moyens de conserver et d'accroître les biens dont elle jouissait. Elle n'a pas vu l'orage qui s'amoncelait autour d'elle, ni le germe de mort qui se formait dans son sein. Puisse cette leçon terrible nous apprendre que la prévoyance et le travail sont les conditions de la vie !

Reprenons donc, Messieurs, nos travaux. Vous avez beaucoup à faire. Vous avez à seconder, par tous les moyens, les efforts de nos cultivateurs pour réparer les désastres de ce quadruple fléau : la sécheresse, la gelée, la peste bovine et la guerre. Votre passé vous oblige. Dans l'une de nos dernières réunions, un des plus éminents agriculteurs de ce pays reportait sur vous tout l'honneur du progrès agricole de la contrée. Vous avez fait la part de la courtoisie dans cet éloge. Il n'en est pas moins vrai que par vos conseils, par vos publications, par des récompenses d'autant plus enviées qu'elles sont plus impartiales, par la mise en lumière des procédés utiles, vous exercez une action considérable et féconde sur les progrès de l'agriculture dans ce département.

Vous avez, d'un autre côté, à faire sortir de la poussière et de l'oubli tous ces vieux monuments, toutes ces œuvres d'un art plus ou moins parfait, qui nous révèlent les mœurs, les habitudes, les sentiments et les pensées de nos pères. Témoins des erreurs comme des gloires d'un autre âge, ils rappellent souvent un passé funeste. Vous blâmez le passé, mais vous vous gardez bien de condamner le monument à périr.

Vous avez encore à faire jaillir des enseignements de l'histoire la lumière qui doit éclairer la route de l'avenir. Vous avez enfin, peut-être avez-vous surtout à demander à la science la formule exacte, la définition précise des lois morales, économiques et politiques qui doivent régir les sociétés modernes. Si ces lois étaient mieux connues, quelques ambitieux pervers auraient moins beau jeu pour soulever les multitudes à l'aide de mots sonores ou de formules absolument vides, et nous verrions moins souvent la guerre civile ensanglanter nos rues.

Donc, Messieurs, je le répète, reprenons nos chères études. Ne nous en laissons pas distraire, même par le bruit odieux des discordes civiles ; élevons nos âmes vers ces régions se-reines où règne la vérité seule, et, sans esprit de parti, sans autre passion que celle du bien, mettons-nous à l'œuvre : *Laboremus*.

RÉUNION AGRICOLE DU 28 AVRIL 1871

DISTRIBUTION DES RÉCOMPENSES DU CONCOURS AGRICOLE DE 1870

ET

DISCUSSION SUR LA PESTE BOVINE

Le vendredi 28 avril 1871, à une heure du soir, à la mairie du Mans, a eu lieu en présence de M. le préfet et de M. le maire une réunion dont le principal objet était de proclamer les lauréats du dernier Concours agricole du département, et de leur faire la remise des prix, forcément retardée jusqu'à ce jour par les malheurs publics. Les deux Sociétés d'Agriculture, Sciences et Arts et du Matériel agricole de la Sarthe avaient ouvert ce Concours en mai 1870, entre les agriculteurs des trois cantons de Brûlon, de Sablé et de Malicorne. Les deux Sociétés étaient représentées par la plupart de leurs membres dans cette séance, à laquelle s'étaient rendus un cer-

tain nombre de cultivateurs et d'agriculteurs, pour entendre les deux comptes rendus présentés par M. Percheron, l'infatigable rapporteur, dont le zèle avait été soumis à cette double épreuve.

Après cette lecture, les récompenses ont été décernées ainsi qu'il suit :

Par la Société d'Agriculture :

1^{er} Prix (400 fr.), à M. Jouanneaux, fermier de la Greno-chère (commune d'Auvers-le-Hamon), canton de Sablé.

2^e Prix (200 fr.), à M. Bamas, fermier métayer de Maupertuis (commune d'Auvers-le-Hamon).

3^e Prix (100 fr.), à M. Métivier, fermier de Longé (commune de Fontenay), canton de Brûlon.

Puis, en outre, deux diplômes conférant chacun une médaille d'or, *hors Concours*, à MM. le vicomte de Charnacé et Courtyllier, propriétaires dans le canton de Sablé.

Par la Société du Matériel agricole :

1^{er} Prix (200 fr.), à M. Jouanneaux, déjà nommé.

2^e Prix (150 fr.), à M. Métivier, déjà nommé.

3^e Prix (100 fr.), à M. Dutertre, Claude, fermier du Domaine (commune de Courcelles), canton de Malicorne.

Puis une mention très-honorable à M. Bamas, déjà nommé, et un hommage public très-chaud à MM. le vicomte de Charnacé et Courtyllier qui s'étaient généreusement mis hors concours, mais dont les outillages agricoles, si complets et si bien conduits et entretenus, doivent être cités comme modèles à suivre par les cultivateurs dans la mesure respective de leurs forces.

L'intérêt de la séance ne s'est pas borné à l'objet principal de la convocation. Une étude intéressante et actuelle sur la peste bovine a été exposée par M. Charault avec sa lucidité habituelle. Sa conclusion, corroborée par les faits, et notamment par le témoignage et l'expérience de plusieurs propriétaires présents, a été que les remèdes efficaces contre la redoutable maladie sont jusqu'à ce jour inconnus. Quant aux

préservatifs, il les a énumérés dans les lignes suivantes, dont l'Assemblée s'est empressée de réclamer la publication.

Voici l'ensemble de ces mesures préservatrices particulières, nonobstant celles si sages et si nécessaires, déjà prescrites, pour éviter toute agglomération de bestiaux, par la fermeture des marchés :

1° Purger tous les murs et plafonds des étables, des toiles d'araignées et détritrus de pailles, etc., puis les blanchir avec un lait de chaux.

2° Laver largement à l'eau pure les râteliers, crèches, auges, en un mot tous les vases et ustensiles servant à l'alimentation du bétail.

3° Faire succéder à ce lavage un second lavage très-largement effectué avec un liquide ayant la composition suivante :

Eau.	1 litre.
Acide phénique.	40 grammes.

On laissera le liquide de ce lavage imbiber au moins pendant deux heures les objets lavés.

4° Nouveau et large lavage à l'eau pure, exécuté avec soin, après ce délai de deux heures.

Les lavages indiqués seront renouvelés tous les huit ou dix jours.

5° Laver tous les jours les portes, fenêtres, vasistas, avec le liquide phéniqué indiqué au paragraphe 3, sans faire succéder à ce lavage aucun lavage à l'eau pure (ceci est très-important).

6° Localiser les bestiaux à un abreuvoir ou à une prairie, qui ne soient fréquentés que par des bestiaux du pays, connus du propriétaire ou fermier, et dont ils puissent suivre constamment l'état sanitaire.

7° Ne laisser toucher ses bestiaux, fréquenter sa ferme par aucun inconnu, celui-ci ayant pu s'approcher d'animaux malades, y toucher et ne pas avoir pris ensuite des précautions suffisantes pour ne pas servir de véhicule au typhus.

8° Eliminer tout objet, quel qu'il soit, ayant eu le contact des animaux malades ou morts du fléau, cet objet aurait-il même simplement séjourné quelques instants dans une étable infectée.

9° Faire boire tous les trois jours à chaque bête, à l'aide d'une bouteille, le liquide suivant :

Eau	100 grammes.
Acide phénique.	1 décigramme.

10° Entretenir dans chaque étable trois terrines contenant l'une du chlorure de chaux bien humecté, et les deux autres le mélange suivant :

Eau	1 litre.
Acide phénique.	1 kilogramme.

Nous ne saurions trop recommander l'étude et la pratique de ces moyens préservatifs à tous nos lecteurs intéressés à voir la terrible maladie se circonscrire d'abord, puis s'éteindre bientôt, ainsi que les faits l'ont toujours constaté et vérifié, là où les mesures de précaution ont été scrupuleusement et sévèrement suivies.

NOTE

SUR DES NODULES DE PHOSPHATE DE CHAUX

DÉCOUVERTS

DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SARTHE

Par **M. A. GUILLIER**

Membre titulaire

L'insuffisance des engrais employés en agriculture, dès les temps les plus reculés, et puisés seulement dans les produits

du règne animal ou du règne végétal, a fait rechercher depuis un certain nombre d'années, dans le règne minéral, des matières fertilisantes, c'est-à-dire pouvant restituer au sol les éléments que lui enlèvent les moissons. On a employé ainsi le plâtre, la chaux, la marne, et plus récemment le phosphate de chaux fossile. C'est à M. de Molon qu'est due la découverte en France de nombreux gisements de cette matière utile ; c'est aussi grâce à lui que son emploi s'est vulgarisé et a donné naissance à une branche importante de commerce qui occupe maintenant des milliers d'ouvriers.

Les principaux gisements de nodules de phosphate de chaux se trouvent dans les départements des Ardennes, de la Meuse et du Pas-de-Calais, et c'est seulement dans le premier qu'ils sont exploités sur une grande échelle, en sorte que les exploitations sont loin de suffire aux besoins ; il est donc intéressant de chercher de nouveaux gisements partout où il peut s'en rencontrer.

Sur l'invitation de M. de Molon, nous avons, en faisant nos courses géologiques, étudié dans ce but une partie du département. Malheureusement, l'étage géologique qui fournit les gisements exploitables connus, le Gault ou terrain albien, n'existe pas chez nous. Nous avons cependant rencontré du phosphate de chaux en plusieurs points, et bien qu'il ne nous semble exploitable en aucun d'eux, nous croyons utile de faire connaître dans quelles conditions on le rencontre, car les mêmes couches peuvent en renfermer sur d'autres points en plus grande quantité.

Tous les gisements reconnus appartiennent au terrain crétacé ; le tableau ci-contre montre leur distribution dans les différents étages de ce terrain.

TABLEAU montrant la distribution des nodules de chaux phosphatée dans le terrain crétacé du département de la Sarthe.

ÉTAGES.	POSITION des NODULES.	ÉPAISSEUR ORDINAIRE des ASSISES	DÉSIGNATION DES ASSISES.
T. Verti.			Terrains tertiaires.
SÉNONIEN.	-----	15 ^m	Craie à <i>Ostrea auricularis</i> . Banc de nodules. (Dissay-sous-Courcillon, Château-du-Loir.)
TURONIEN.	-----	20	Banc de nodules. (Duneau près Connerré.) Craie à <i>Terebratella Bourgeoisii</i> .
		10	Craie à <i>Ammonites peramplus</i> et <i>papalis</i> .
		10	Craie à <i>Inoceramus problematicus</i> .
		3	Craie à <i>Terebratella carentonensis</i> et grès à <i>Catopygus obtusus</i> et <i>Nucleolites parallelus</i> .
CÉNOMANIEN.		9	Marne à <i>Ostrea blauriculata</i> .
	-----	10	Sables Cénomaniens supérieurs à <i>Rhynchonella compressa</i> . Nodules disséminés. (Le Mans, Yvré-l'Évêque, Ballon.)
		42	Sables et grès ou craie à <i>Scaphites aequalis</i> .
		30	Sables ou craie à <i>Pecten asper</i> .
	-----	10	Glaucanie à <i>Ostrea vesiculosa</i> . Nodules disséminés. (La Ferté, Cormes, Saint-Cosme, etc.)
T. Juras.			Terrain jurassique.

Le plus élevé de ces dépôts existe donc dans la craie à *Ostrea auricularis* ; nous l'avons rencontré, d'abord, dans une tranchée du chemin de fer de Tours, à 3 kilomètres environ au delà de la station de Saint-Paterne ; il existe entre la couche à *Spondylus truncatus* et la couche à *Rhynchonella vespertilio*. Nous avons rencontré depuis ce même gisement à Dissay-sous-Courcillon et à Château-du-Loir.

Les nodules sont de grosseur variable, souvent gros comme le poing ; ils sont verdâtres en dessus, l'intérieur est blanc avec points de glauconie, ils sont très-nombreux et forment un banc presque régulier d'environ 0 m 30.

La couche connue aux environs de Lille sous le nom de Tun, et renfermant des nodules de phosphate de chaux, correspond à peu près à ce premier horizon, ainsi que celle qui a été signalée, il y a quelques années, aux environs de Périgueux.

Nous avons trouvé le second dépôt de nodules à la partie supérieure de la craie à *Terebratella Bourgeoisii*, dans une tranchée du nouveau chemin vicinal qui va de Duneau à la ferme du Grand-Croizé ou Croset, près Conneré, à 5 ou 600 mètres avant d'arriver à cette ferme.

La tranchée en question est très-intéressante, elle offre la succession suivante :

1 ^o Sables quartzeux avec blocs de grès à pavés. . . .	3 ^m 0
2 ^o Sables à silex.	5 "
3 ^o Argile glauconieuse à silex.	0 20
4 ^o Craie quelques nodules à <i>Ostrea auricularis</i> et <i>Crania lonsbergensis</i>	2 30
5 ^o Craie nodulieuse à <i>Ostrea columba</i>	0 05
6 ^o Craie sablonneuse à bryozoaires, <i>Ostrea columba</i> et <i>Columba</i> <i>sculpturata</i> avec quelques silex.	2 "
7 ^o Banc de nodules de phosphate de chaux avec <i>Ostrea</i> <i>columba</i>	4 45
8 ^o Craie blanche sablonneuse à nombreux bryozoaires avec <i>Terebratella Bourgeoisii</i>	1 30

Les nodules sont souvent très-grands, il n'est pas rare d'en trouver de plus d'un kilogramme, leur surface est verte,

l'intérieur gris avec points de glauconie ; ils forment un banc assez régulier.

Les nodules sont très-abondants dans ces deux premiers gisements, malheureusement ils sont pauvres en acide phosphorique ; un grand nombre d'entre eux n'en renferment même que des traces.

Le troisième dépôt se rencontre au Mans même dans les carrières de la Butte, près les Carmélites, presque immédiatement au-dessus du banc que les ouvriers nomment Jalais, banc bien connu des géologues à cause de la grande quantité de fossiles qu'il renferme. Les nodules se trouvent dans des sables fins, micacés, jaunâtres ou dans des blocs de grès blanchâtre ; leur surface est peu nette, ils se fondent le plus souvent dans la masse du sable ou du grès. Leur intérieur est noir et présente généralement des débris de crustacés. Ils semblent assez riches, mais ne sont pas abondants ; nous avons aussi constaté ce même niveau à Yvré-l'Évêque, à Ballon et à Saint-Mars-sous-Ballon.

Le quatrième dépôt existe à la base même du terrain crétacé presque à son contact avec le jurassique, dans la glauconie, à *Ostrea vesiculosa* ; on en rencontre à ce niveau aux environs de La Ferté-Bernard, Saint-Cosme, etc. Quelques-uns peuvent avoir été arrachés au Gault, mais la plus grande partie se trouve en place, car on rencontre quelquefois l'*Ostrea vesiculosa* empâtée dans des nodules. Ceux-ci sont généralement disséminés dans l'épaisseur de la couche, cependant on les trouve quelquefois en bancs ; ainsi, sur la route du Mans, à environ quatre kilomètres de La Ferté-Bernard, une tranchée présentait à 1^m 50 au-dessus du jurassique un petit banc de nodules tuberculeux.

Cet horizon inférieur est certainement le plus important de ceux que nous avons signalés ; les nodules sont blanc-verdâtre en dessus et deviennent même presque blancs lorsqu'ils

ont été exposés à l'air pendant quelque temps, l'intérieur est noir-verdâtre ; ils sont assez abondants, quelquefois gros comme le poing et semblent assez riches. Nous avons constaté ce même dépôt dans plusieurs points de la Normandie et du Bas-Boulonnais, mais il n'est encore exploité nulle part.

Nous n'espérons pas sans doute voir s'établir actuellement dans la Sarthe d'exploitation importante de ces nodules de phosphate de chaux, mais il y aurait peut-être plus de chances favorables en certains points des départements de l'Orne et d'Eure-et-Loir, particulièrement dans les environs de Ceton (Orne) où nous avons constaté, au-dessous de la glauconie, à *Ostrea vesiculosa*, des couches plus compactes à *Ammonites inflatus* et *Arca carinata* qui semblent devoir présenter des gisements assez importants, susceptibles d'apporter un contingent important d'amendements si utiles pour l'agriculture.

Nous serions heureux que la courte note que nous avons l'honneur de vous lire pût avoir ce résultat d'éveiller l'attention des agriculteurs et des industriels sur les faits signalés, afin d'en tirer, s'il est possible, des conséquences pratiques.

ÉTUDES BIOGRAPHIQUES SUR LA RÉVOLUTION

UN MARATISTE

PEINT PAR LUI-MÊME

Par M. Henri CHARDON

Membre titulaire

De même que l'écorce terrestre se compose de diverses couches de terrains déposés à des époques successives, et qui contiennent chacune des vestiges d'êtres différents, de même dans les Révolutions on voit se succéder l'une à l'autre, se superposer, plusieurs couches d'hommes, dont chacune renferme les types de diverses espèces révolutionnaires. Mais, tandis que dans la série des bouleversements géologiques du globe, ce sont les terrains les plus anciens qui montrent les restes des espèces les plus étranges, tandis que la nature a débuté par des *monstres*, les révolutions, au contraire, débutent le plus souvent par des hommes généreux, rêvant le triomphe désintéressé de nobles idées, et c'est seulement pour leur dernière heure, pour leur période extrême, et leurs couches les plus récentes qu'elles tiennent en réserve leurs monstruosité morales. Il y a longtemps déjà que Rivarol a dit dans un même ordre d'idées :

« S'il est vrai que les conjurations soient quelquefois tracées par des gens d'esprit, elles sont toujours exécutées par des bêtes féroces. »

C'est ainsi qu'à partir de 1789, on voit s'échelonner les différents groupes des hommes de la Révolution, qu'on ne saurait trop distinguer les uns des autres, les Constituants, les Girondins, les Montagnards, Marat enfin, et les Hébertistes.

Voici d'abord les hommes de 89 : Malouët, Mirabeau, Barnave, Thourret, aimant tous la liberté d'un amour énergique, ardent et sincère, et voulant l'unir indissolublement à la royauté. Puis, à la fin de 1791, apparaît la Gironde, avec les Condorcet, les Guadet, les Vergniaud, l'âme pleine de rancunes, de soupçons et d'impatiences ; les uns rêvant les décevantes douceurs d'une république athénienne, les autres ayant l'impuissant désir de républicaniser la monarchie plutôt que de la renverser, et de transformer le descendant de Louis XIV en une sorte de Thémistocle ou de Périclès.

Plus tard, viennent les Robespierre, les Saint-Just, les Couthon, les proconsuls de la Montagne, faisant du comité de salut public l'instrument de la plus absorbante centralisation et du plus cruel despotisme, sans aucun souci de la vie et de la liberté des individus, sacrifiant tout à la raison d'état et au triomphe de leurs utopies égalitaires, dût-il ne rester qu'eux seuls à jouir du bénéfice de leur application.

Avec ces froids logiciens de la Terreur, on pourrait croire être parvenu au *nec plus ultra* du révolutionnaire et n'avoir plus devant soi que des déserts inhabités, des steppes sans nom. On se tromperait : derrière eux, voici venir, non plus les adversaires des privilégiés, du clergé, de l'aristocratie, de la royauté, voici courir à la curée les ennemis de toute organisation sociale, Marat et les hommes de la commune de Paris, Hébert et *Cromwell* Ronsin, Chaumette et Momoro, les gens de l'*Ami du peuple* et du *Père Duchesne*, les héros des saturnales de frimaire an II, dignes successeurs de ceux des journées de septembre (1).

Paris n'a pas eu le monopole de ces révolutionnaires de la

(1) Camille Desmoulins a dit à propos des Hébertistes exagérateurs de Marat : « Au delà de ce que Marat propose, il ne peut y avoir que délire et extravagances ; au delà de ses motions il faut écrire comme ces géographes de l'antiquité à l'extrémité de leurs cartes : Là, il n'y a plus de cités, plus d'habitations ; il n'y a que des déserts et des sauvages, des glaces ou des volcans. » (Deuxième numéro du *Vieux Cordelier*, p. 37. Collection des mémoires relatifs à la Révolution.)

dernière heure, qui voulaient éclipser leurs aînés, grâce à leur exagération, et racheter par leurs violences leur apparition tardive sur la scène politique. La province, elle aussi, a eu sa tourbe d'imitateurs de Marat et sa bande d'Hébertistes, d'autant plus ardents à la curée, qu'ils craignaient que leurs devanciers ne leur permettent pas de s'y faire une large part (1).

C'est la vie d'un de ces Maratistes du Maine, que je viens ici raconter : vie courte comme celle de tous ses pareils, carrière sans passé, comme sans lendemain, qui se réduit à quelques jours vécus dans la fièvre aux heures les plus sombres de la Révolution (2). Sortis un instant de l'ombre, ces

(1) Desmoulins a écrit d'Hébert : « Ce qui est certain, c'est que tu « n'étais pas avec nous en 1789 dans le cheval de bois... ; c'est que, comme « les goujats, tu ne t'es fait remarquer qu'après la victoire, où tu t'es signalé « en dénigrant les vainqueurs, comme Thersite, en emportant la plus forte « part du butin. » (N° V du *Vieux Cordelier*, p. 99.)

(2) Je viens raconter cette vie, restée jusqu'ici complètement inconnue, grâce à une suite d'autographes, empruntés à la nombreuse collection de pièces que j'ai réunies sur l'histoire de la Révolution. Je n'ai pu les rassembler qu'à l'aide de patientes recherches, en suivant le personnage à la piste. Epars à Rennes, à Laval, au Mans, à Paris, dans différentes collections publiques ou privées, ces autographes qui n'avaient, isolés, qu'un intérêt fort restreint, serviront, je l'espère, dans leur ensemble, à prouver ce qu'étaient les révolutionnaires de bas étage, servant d'instruments aux principaux meneurs, et surtout à juger des chefs de file par leurs soldats. Sans cela, ce serait faire trop d'honneur à leur auteur, que de tirer de l'oubli ses turpitudes, bien que ses relations avec Hébert, Vincent, d'Aubigny, Levasseur, Philippeaux, et son grade d'adjudant général à l'armée des côtes de Brest, lui donnent sa petite importance personnelle. Jusqu'ici, il n'a obtenu que deux lignes de Danican, *les Brigands démasqués*, 3^e édition, p. 153, et de Nougaret, *Histoire de la guerre civile en France*, t. II, p. 411. Je me suis contenté d'encadrer ses autographes tous inédits et ceux de ses amis dans le récit des événements. Je me suis effacé le plus possible pour laisser la parole à leur auteur, ainsi que l'indique le titre : *Un Maratiste peint par lui-même*. Je regrette que le peintre, bien qu'il ait broyé du rouge, soit fort incolore, que son dessin soit lâche, flasque et monotone, et qu'il ait trempé son pinceau à satiété dans une pâte molle et grisâtre. Mais heureusement les faits, qui font l'objet de ces lettres, compensent par leur intérêt la phraséologie si lourde, si flân-dreuse de l'écrivain, qu'on risquerait de trouver ennuyeux dans ses longueurs sans fin, si l'on ne se rappelait que sa plume est trempée dans le sang.

hommes sont bientôt replongés dans l'oubli, semblables à ces fucus étranges que vomit sur la grève la vague irritée, dans un jour de tempête, et qu'une autre vague remporte avec elle, pour les ensevelir, après le calme, dans les profondeurs de l'Océan.

§ 1.

D'où venait Paul-Isaïe Valframbert ? Son nom apparaît pour la première fois, au Mans, au commencement de 1792, heure à laquelle est entré en ligne tout l'arrière-ban révolutionnaire, et où les hommes du premier mouvement sont depuis longtemps déjà débordés. A voir le complet silence qui l'entoure jusqu'alors, tandis qu'on trouve des vestiges de ses futurs amis, on se prend à songer que Le Mans a dû n'être pour Valframbert qu'un pays d'adoption.

Il tenait, en effet, par son origine autant à la Normandie qu'au Maine, puisqu'il était né le 28 octobre 1764, dans la paroisse de Montsort, d'Alençon (qui dépendait religieusement du diocèse du Mans), du mariage d'Isaïe Valframbert, marchand, avec Nicole Rimbault. Son grand-père paternel était lui-même marchand (1).

Ce nom se rencontre d'ailleurs très-fréquemment alors dans le département de l'Orne ; il y a même été ennobli par le martyr du P. Charles-Louis Valframbert, capucin, massacré à Alençon, le 6 septembre 1792 (2).

Après avoir quitté son pays pour des causes que j'ignore, déjà discrédité peut-être parmi ses concitoyens, Paul-Isaïe dut conserver encore des relations avec quelques-uns de ses compatriotes, car nous trouverons plus tard à sa table des gens d'Alençon, y compris le trop fameux auteur du *Père*

(1) Je dois ces renseignements généalogiques à l'obligeance toujours si courtoise de M. de La Sicotière.

(2) Ainsi qu'on le verra plus loin, Danican fait de Paul Valframbert lui-même un ex-capucin, comme Chabot ; peut-être l'a-t-il confondu avec le P. Charles ? Cependant quelques expressions de Valframbert et même son exagération rendent cette assertion assez plausible.

Duchesne. Pendant son séjour au Mans, on ne voit près de lui ni femme, ni enfants, ni parents. Il habite avec une domestique, rue Dorée. Quelle était sa profession ? Il n'en avait pas d'autre que d'être révolutionnaire, quand il surgit de l'ombre dans la Sarthe, aux premiers mois de 1792, âgé d'un peu plus de 30 ans.

A cette époque, à la différence de la plupart des révolutionnaires indigènes, il n'était pas encore membre du club, qui commençait à dominer la ville et à la faire trembler. Pourtant, la *Société* d'Outre-ponts, siégeant jadis à Saint-Victeur, renfermant tous les esprits violents et surtout l'élément populaire, s'était réunie à celle des Minimes ou de la Couture au commencement de février 1792 ; les deux Sociétés n'en faisaient désormais plus qu'une seule, dans l'église de Saint-Hilaire, que bientôt trois membres de la Convention appelleront *un antre souterrain*.

Valframbert, en sa qualité de tard-venu, n'était encore à ce moment que simple garde national du bataillon de Saint-Benoît. C'est avec ce titre que son nom se révèle pour la première fois au club, auquel il venait d'adresser une dénonciation contre les aristocrates. Un pareil début, c'est, au reste, l'entrée en scène de ses pareils ; ce fut le chemin de la fortune de tous les Hébertistes.

Le procès-verbal de la *Société des amis de la Constitution* s'exprime ainsi, le 8 mars 1792 (1) :

« Monsieur Valframbert, *citoyen* du bataillon de Saint-Benoît (2), a écrit
« à la Société pour lui annoncer les manœuvres qu'emploient les ennemis
« du bien public pour la détruire. Il l'a invitée à faire une pétition à la
« municipalité, pour qu'elle surveillât tous les étrangers et autres agents
« payés par l'aristocratie qui, sous le masque du patriotisme, sèment la
« division parmi le peuple et cherchent à le soulever contre les magis-
« trats. — La Société, en votant des remerciements au zèle de M. Val-
« frambert, a arrêté les mesures qu'il avait proposées. »

Les habiles s'épuisaient alors en vertu d'un mot d'ordre à prêcher le respect à la loi. La rareté des subsistances semait

(1) *Archives municipales du Mans.*

(2) On pouvait encore dire alors : « Appelons-nous messieurs et soyons citoyens. »

depuis longtemps de vives inquiétudes et une violente irritation parmi le peuple. Aigri par les soupçons qu'on n'avait cessé de lui inspirer contre les accapareurs, voyant partout les marchés mal approvisionnés, il ne voulait rien comprendre aux bienfaits résultant de la liberté du commerce ; il l'accusait même de ses souffrances et, habitué au triomphe de l'émente, menaçait de se soulever. Déjà des scènes tumultueuses et des soulèvements partiels, promptement comprimés, avaient eu lieu sur plusieurs points du département (1).

Les meneurs voyaient bien que la garde nationale n'était pas encore assez complètement inféodée au parti populaire ; ils craignaient que « les prolétaires » mis aux prises avec elle n'éprouvassent une cruelle défaite, et que « l'aristocratie » ne se prévalût de cette insurrection avortée pour les dire indignes de la liberté. La Société, pensant que l'heure n'était pas encore venue, s'était donc opposée à toute démarche insurrectionnelle. Elle avait prêché au peuple qu'il était souverain quand il obéissait aux lois, et prêté le serment de reconnaître comme traître et comme aristocrate quiconque le soulèverait contre la libre circulation (2).

Cependant, des voix discordantes parvinrent à se faire entendre. Une scène orageuse, le dimanche 22 avril, vint de nouveau donner matière au zèle de Valframbert pour les dénonciations, et contribuer à le mettre plus en évidence. Depuis le bienveillant accueil et le succès encourageant que ses délations avaient reçu du club, il avait eu bien garde, du reste, de ne pas continuer d'entretenir avec lui des relations suivies. La Société, le 20 mars, avait nommé des commissaires pour faire fabriquer des piques, et armer les sans-culottes. Le

(1) De février à avril 1792, il y eut des troubles pour les subsistances, à Courcemont, à Bonnetable, au Grand-Lucé, etc. Le 21 mars, une insurrection d'ouvriers de la forêt de Jupilles se porta sur Lucé pour taxer les blés — voir le *Courrier patriote*. Ces émeutes, du reste, avaient commencé dès juillet 1789 et étaient sans cesse renaissantes depuis.

(2) Voir le *Défenseur de la vérité*, du 8 mars 1792, n° 6 ; le *Courrier patriote*, du 4 mars, n° 3.

Mans avait la fureur des piques, ainsi que le disait dès décembre 1791, le rédacteur du *Journal du département de la Sarthe*. Valframbert ayant déjà distribué ces armes démocratiques à différents citoyens, en envoya la liste, le 22, à la Société, afin de lui éviter un double emploi.

Le 22 avril, pour en revenir à la scène dont j'ai parlé, un intrus se faufila à la tribune de la *Société des amis de la Constitution*, et fit entendre un discours complètement opposé aux visées des chefs du parti. L'orateur improvisé, François Cormier, jeune ouvrier du quartier Saint-Jean de la Chéverie, accusa la Société, ainsi que les différentes autorités de la ville, de ne pas soulager les citoyens, d'entretenir la cherté des grains, de réduire les indigents au désespoir. Il indiquait, comme moyen de guérir le mal, ces mesures violentes, arbitraires, contraires à la liberté du commerce qui devaient être bientôt employées dans le cours de la Révolution et frapper les villes du fléau de la famine. Mais son discours, qui s'apitoyait sur le sort du peuple, était de ceux qui séduisent et égarent toujours les foules affamées : aussi les auditeurs des galeries en grand nombre encourageaient-ils de leurs applaudissements, du geste et de la voix, le jeune orateur. Les chefs du club, au contraire, le considérèrent comme un émissaire de l'aristocratie « qui lui avait sifflé son discours » et voulurent imposer silence à cet appel au mépris de la loi et des magistrats. Il s'ensuivit une scène des plus orageuses qui menaçait de devenir tragique : au milieu de la prévention et du tumulte, Philippeaux, à peine de retour de Paris, voulut en vain prêcher au peuple la liberté du commerce. La séance fut levée en désordre. Fort avant dans la soirée, les attroupements continuèrent, ainsi que les menaces contre les corps administratifs et les chefs de la Société ; ils ne cessèrent qu'à l'arrivée de la garde nationale (1).

(1) Voir le *Défenseur de la vérité*, du 3 mai, n° 14 ; le *Courrier patriote*, du 29 avril, n° 13.

Valframbert profita de cet événement, qu'on flétrit comme une trame aristocratique, pour se poser en redresseur des torts et s'établir le Don Quichotte révolutionnaire de son quartier. Il n'était plus, d'ailleurs, simple garde national ; il était devenu commandant en second du bataillon de Saint-Benoît. La garde nationale avait, dès lors, remplacé ses anciens chefs par les hommes les plus exagérés, qui, par leurs violentes et flatteuses déclamations, avaient acquis un dangereux empire sur les imaginations populaires.

Dès le lendemain de la séance orageuse que je viens de raconter, Valframbert remettait au juge de paix, contre le motionneur de la veille, la dénonciation qu'on va lire, et à laquelle j'ai bien soin de conserver son style, mais non son *orthographe* fantaisiste, qui la rendrait illisible :

« Aujourd'hui 23 août, an IV de la liberté, je soussigné, Paul-Isaïe Valframbert, commandant en second du bataillon de Saint-Benoît, demeurant rue Dorée, susdite paroisse de Saint-Benoît, dénonce à qui il appartient :

« Le nommé François Cormier, fils, demeurant rue Saint-Jean, paroisse du Pré, chez qui je me suis transporté ce même jour, *pour prendre des renseignements et lui faire faire des réflexions* sur une motion incendiaire qu'il a faite au club de cette ville, le dimanche 22, et qui ne tenoit qu'à une insurrection prochaine. Sur la première observation que je lui fis, il me répondit d'une manière assez honnête qu'il n'avoit fait cette motion que pour le bien public et faire diminuer le pain. Je lui répondis que la municipalité avoit assez pris de précautions, que la libre circulation des grains étoit décrétée ; il me répondit, voyant le peuple s'assembler et en s'approchant d'eux :

« Que l'Assemblée nationale étoient des scélérats d'avoir fait le décret
« de l'exportation des bleds ; que ce n'étoit que pour affamer le pauvre
« peuple, que le département, le district, la municipalité, les comman-
« dants et officiers de la garde nationale vouloient faire périr par la fa-
« mine ; qu'ils étoient tous de f..... gueux, pour leur avoir fait prêter le
« serment, que nous leur avions caché le motif de ce serment ; qu'il
« n'étoit exigé que pour tenir ses frères, ces pauvres malheureux, dans la
« misère, les priver de grains que nous acaparions, et les faire périr de
« faim ; qu'il avoit demeuré *chez le cy devant curé de Saint-Pavin-des-*
« *Champs*, qui étoit le seul honnête homme qu'il connut, et que depuis

« ce temps il avoit travaillé chez le sieur Duquesnois ; de ne pas écouter
« mes remontrances ; et que j'avois une langue dorée comme les autres,
« et que je voulois, d'accord avec la municipalité, le département, le dis-
« trict, les induire en erreur, et les faire égorger ; que nous traitions
« les gens de la campagne pour accaparer leur bled ou leur empêcher d'en
« conduire à la ville ; qu'il persistoit dans tout ce qu'il avoit dit au club,
« où il n'y avoit que des gens qui vouloient faire périr le peuple, qu'il en
« étoit bien sûr puisqu'ils avoient voulu lui imposer silence et même le
« menacer, lorsqu'il avoit pris l'intérêt de ses frères ; que depuis trois
« semaines il méditoit ce projet et qu'il n'avoit été excité que *par les au-*
« *tres* à le mettre au jour ; que, si la municipalité n'avoit pas voulu faire
« périr le peuple, elle auroit acheté des bleds et en auroit fait passer
« de Tours, d'Angers, et qu'il faudroit que la garde nationale fut dans les
« campagnes mesurer les bleds des citoyens, et les faire conduire ici
« en cas de besoin. »

« Mes réponses et remontrances en exécution de la loi furent inutiles ;
il vint même à son appui un jeune homme, habillé de bleu, qui au milieu
de la foule s'écrioit avec lui, que je voulois avec la municipalité, etc.,
les induire en erreur, qu'ils en sçavoient et en verroient plus long. Et
voulant m'honorer de sa protection, il me cria de me retirer en disant au
peuple : « Mes amis, mes frères, laissez passer ces Messieurs (M. Chasse-
« vent étoit avec moi), ne leur faites point de mal, je vous en prie, je
« vas plutôt les reconduire. » Je lui répondis comme je le devois, que je
ne craignois pas ; et quoique mes observations en exécution de la loi
n'aient pu se faire entendre, je dois rendre la justice au peuple honnête
qui étoit spectateur, et j'assure que pas un seul ne nous a manqué.

« Fait au Mans les dits jours et an que dessus.

« Du 24 avril 1792, sur les onze heures du matin, devant nous juge de paix
soussigné, est comparu le citoyen Paul-Isaïe Valframbert, lequel a remis à
nous Jacques-Pierre Vallet, l'un des juges de paix du Mans, pour les pa-
roisses de la Couture et du Pré, la dénonciation ci dessus, et de l'autre
part, laquelle il nous a affirmée véritable et nous a indiqué pour témoins
le sieur Chassevent, marchand de papier, demeurant rue Dorée, la femme
Cahoreau, demeurant rue Saint-Jean, paroisse du Pré.... Et a signé avec
nous (1). »

Qui croirait à entendre ce patelinage, ce ton hypocritement
douceux, que bientôt Valframbert lui-même devait être à la
tête de l'insurrection des subsistances et devenir l'apôtre d'un
maximum illégal !

Ainsi, par ses dénonciations relatives à un fait public, il avait

(1) Archives de la Sarthe.

devancé l'action des magistrats (1). Ce n'est pas tout encore. Il vint le 26 à la *Société populaire*, au nom du quartier Saint-Gilles, qui se considérait comme souillé par les motions de l'orateur soi-disant aristocrate, désavouer « la catastrophe du « 12 avril. » — « Au nom de ce quartier, dit le procès-verbal, « il exprime, dans un discours applaudi plusieurs fois, la douleur de tous les habitants du désordre occasionné par le « discours incendiaire du citoyen Cormier. La Société sait, « du reste, que ces habitants ne partagent pas les sentiments « de ce petit turbulent et arrête qu'il va être fait mention « honorable de ce désaveu. »

Ce fut au club pendant quelques jours, jusqu'au 6 mai, une procession continuelle. Tous les bataillons de la garde nationale, qui aimaient mieux parader dans des promenades civiques, que de faire exécuter la loi, envoyèrent successivement à la Société des députations, pour lui exprimer en termes énergiques leur dévouement à ses principes, leur respect (*provisoire*) pour les corps administratifs et leur haine (*intermittente*) contre les perturbateurs. Le bouquet fut l'arrivée de la musique militaire jouant l'air fraternel : « *Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille.* Son orateur prononça un discours plein d'oraison et de philanthropie, assaisonné de plusieurs reprises du *Ça ira*, et des cris de *vivre libre ou mourir* (2).

Dans ce dernier événement, Valframbert avait gagné ses chevrons de révolutionnaire ; aussi, pour le récompenser de son zèle, fut-il élu, le 28 mai, un des secrétaires de la Société. Mais cette fonction fut une sinécure pour Valframbert, dont la plume n'avait aucune des qualités littéraires et *ortho-*

(1) Le même jour, 24 avril, le juge de paix écrivit à l'accusateur public près le tribunal criminel, lui demandant de lui indiquer les lois réglant la poursuite et la punition du délit de François Cormier. L'accusateur public, Juteau, lui répondit le 26, en lui indiquant la loi du 29 septembre 1791. (*Archives de la Sarthe.*)

(2) Voir le *Défenseur de la vérité*, du 10 mai 1793; le *Courrier patriote*, du 13 mai, n° 13.

graphiques qu'on avait rencontrées jusque-là dans les précédents secrétaires, et dont la nomination même avait été, sans doute, une concession faite au parti le plus avancé. Il fut suppléé par le vicaire épiscopal, Boulanger, qui signa à sa place les procès-verbaux. Son importance se trouvait cependant accrue ; il se croyait un personnage, et cherchait à étendre son influence, à jouer le rôle de mouche du coche, ainsi que le donne à entendre une lettre qui lui avait été adressée le 26 avril, par le procureur-syndic du district, Mortier-Duparc, à propos de sa signature apposée en marge d'un brevet de pension (1).

Outre la rareté des subsistances, la principale cause de troubles était alors l'obstacle qu'on mettait à l'exercice du culte par les prêtres insermentés, depuis longtemps l'objet de la haine la plus violente du parti populaire. Valframbert ne pouvait manquer de jouer un rôle dans la question religieuse, à l'exemple de tous les coryphées de son parti ; voyons-le donc à l'œuvre dans la série d'actes ayant pour but l'expulsion et l'exil des prêtres, qui avaient refusé de prêter un serment contraire à leur liberté de conscience.

Le conseil général du département ordonnait, le 1^{er} août, à tous les prêtres *réfractaires*, de sortir du département, ou de se rendre à la Mission, sous la *protection* d'une garde soldée, dans un délai de trois jours, à partir de la notification de l'arrêté, sauf le cas de maladies et d'infirmités constatées. Les municipalités étaient autorisées à employer la garde nationale pour appréhender et faire conduire les contrevenants à la Mission.

Valframbert fut un de ceux qui eurent à cœur de mettre à exécution, avec le plus de rigueur, cet arrêté du département. Il déploya tout son zèle intempérant contre un vieux prêtre septuagénaire, dont ni l'âge, ni les infirmités ne vinrent fléchir la haine qu'il portait au clergé insermenté.

Lisez cette lettre qui est un modèle d'astuce et d'hypocrisie.

(1) *Archives de la Sarthe.*

Elle est écrite par Valframbert à MM. les administrateurs de l'hôpital :

« *Le Mans, 18 août 1792, l'an IV^e de la liberté.*

« Messieurs,

« Commandant du bataillon de Saint-Benoît, je ne souffrirai jamais que qui que ce soit s'hazarde à porter atteinte à sa conduite, son honneur et ses sentiments.

« Un détachement s'est hier matin transporté chez le cy devant chapelain de l'hôpital, l'abbé Rigault ; il fut saisi de la présence des citoyens, qui n'avoient d'autre intention, dans ce moment, que de lui demander ses armes, s'il en avoit. Le commandant du détachement, M. Herpin, fut très-mécontent de sa conduite et a su l'exprimer ce matin devant moi à la domestique de cet abbé, qu'il m'a envoyée, pour me prier d'empêcher les citoyens d'aller chez lui, etc. Je ne puis m'y opposer, et *au contraire*, en approuvant leur conduite honnête, *je ne pouvois que les y engager*, pour exciter ce prêtre à rentrer en lui-même et quitter une maison, que sa présence seule peut perdre et maintenir dans les mauvais principes, plutôt que d'y exister malgré le vœu, dont *vous n'ignorez point*, des habitans de cette maison, qui réclament sans cesse la sortie de ce prêtre non assermenté..... Toutes réflexions sont inutiles ; on dit uniquement et à haute et intelligible voix, que puisque l'hôpital a bien voulu se charger de fournir le logement à son cy devant chapelain, il n'en coûtera pas plus de lui fournir dans son district ou dans cette ville ; que l'on évitera par cette sage conduite le scandale et les propos..... et aussi les observations indiscrètes de ce non assermenté, dont les citoyens honnêtes de mon bataillon n'iront point troubler le repos et la tranquillité, tant qu'il sera hors de cette maison, dont il perdra les communications et qu'il n'y sera plus regardé comme suspect..... Ce projet paroît bien juste, Messieurs, et peut seul couper court à bien des inconvéniens.

« VALFRAMBERT. »

Les administrateurs de l'hospice transpirent à la municipalité la lettre de Valframbert, avec les réflexions suivantes :

« 18 août 1793.

« A MM. du conseil de la Commune, à la municipalité.

« Nous avons l'honneur de vous adresser ci-joint une lettre de M. Valframbert, qui parait réunir sa voix à celle du peuple, pour exiger que M. Rigault, ancien chapelain de l'hôpital, sorte de cette maison. Le sieur abbé est âgé de 74 ans, n'exerce plus depuis longtemps les fonctions de son ministère ; ses infirmités sont constatées par un certificat du chirurgien désigné par l'administration ; la modicité de sa fortune rend son déplacement plus difficile. En conséquence, nous avons cru jusqu'à ce jour

devoir respecter la délibération de nos prédécesseurs, qui accorde au sieur Rigault un logement pendant sa vie, dans ledit hôpital, à raison de ses anciens services (1). »

Le conseil de la Commune ne prit aucune décision, mais le club alla plus vite en besogne.

« Le 19 août, dit le procès-verbal de la séance, M. Valframbert a fait un discours, dans lequel il accusait l'abbé Rigault, ancien chapelain de l'hôpital, et a lu une lettre qu'il a écrite à la municipalité sur les plaintes mal fondées de ce chapelain. Il a demandé que l'hôpital, qui s'est chargé du traitement de ce prêtre, paye sa pension à la Mission. Le président a répondu que tout ecclésiastique, ayant un traitement ou non, doit aller à la Mission. Il a été décidé que l'abbé Rigault irait à la Mission. » Cette décision dictatoriale du club était un nouveau triomphe pour Valframbert, qui allait bientôt en obtenir d'autres encore.

Le 10 août et la déclaration de *la patrie en danger* permettaient à l'émeute d'imposer ses exigences aux autorités. Elle en usa largement pendant l'interrègne d'anarchie, qui se prolongea jusqu'à la réunion de la Convention. La garde nationale elle-même, dont les chefs de légion avaient été élus le 5 août, et appartenaient tous aux exagérés, prit l'initiative des mesures les plus violentes. Ce fut elle qui joua le principal rôle, surtout dans la scène tumultueuse du lundi 27 août, qui suivit la découverte, faite si à propos pour les meneurs, de la lettre adressée au curé de Courcelles, et détermina la brusque déportation des prêtres insermentés.

Les officiers de la garde nationale, accourus à la municipalité avec la foule, dont le bruit et les cris ne laissaient pas à l'Assemblée la faculté de délibérer, firent conduire tout d'abord une pièce de canon et une forte garde près de la

(1) Je dois à une bienveillante communication ces deux lettres qui font partie d'une des plus riches collections de pièces sur la Révolution dans le Maine.

Mission où étaient enfermés les prêtres, et demandèrent impérieusement, avec les femmes, que la déportation s'effectuât sur-le-champ. L'Assemblée, composée de la municipalité, du district, de commissaires du département envoyés pour connaître les causes du rassemblement populaire, parlait en vain de la légalité. Un commandant de bataillon dit hautement : « Messieurs les administrateurs, vous entendez le vœu et les cris du peuple. » Puis, il eut l'air de faire d'inutiles efforts pour rappeler les réclamants à l'ordre et à la tranquillité. Les cris redoublèrent ; la foule excitée, et sûre de l'appui des chefs de la force armée, exigeait la déportation immédiate des prêtres et ne voulait pas qu'il y fût procédé légalement.

Un des commandants de la garde nationale proposa au peuple de se retirer dans les sections pour y signer une pétition conforme à ses vœux (1). On accéda à cette mesure.

Le soir, à quatre heures, quarante députés, pris dans les cinq sections, apportèrent au département la pétition demandant une déportation prompte et générale. Elle fut convertie en motion par un des administrateurs ; bien que le principe de la déportation fût seulement consacré par l'Assemblée législative, et que le décret ne fût pas encore parvenu officiellement, le département céda à la pression de la garde nationale et de la foule. Dès le 17 mai 1791, il s'était laissé imposer leur volonté, en consentant à l'expulsion des dragons de Chartres. Il ordonna la déportation immédiate des prêtres, le danger, dit-il, lui imposant cette obligation.

Dès le lendemain matin, quatre-vingt-deux prêtres partirent à pied : Levasseur avait été nommé par le district, pour accompagner le détachement de garde nationale, chargé d'escorter les exilés jusqu'à la limite du département. Il devait être d'abord composé de soixante hommes et de quatorze

(1) Ces sections étaient celles de la Cigogne, du Collège, des Halles, d'Outre-pont, devenues plus tard sections de la Liberté, de Marat, de la Montagne, de l'Égalité.

officiers ; mais le chef de légion, Girard, dit que soixante-quatorze hommes étaient insuffisants. On décida donc que le détachement serait formé de cent hommes, d'une pièce de canon et d'une brigade de gendarmerie (1).

Le commandant, c'était Valframbert ; on était sûr d'avance de le trouver à cette place, et en l'y voyant, ce n'est pas faire un jugement téméraire que de penser qu'il devait être du nombre des instigateurs des scènes révolutionnaires du 27 août, surtout lorsqu'on lit deux mois plus tard, dans une déposition judiciaire, qu'il avait dit à plusieurs personnes qu'il fallait mettre le feu aux quatre coins de la Mission. On peut voir, dans les différents récits de la déportation des prêtres, quelle fut à leur égard, dans cette première étape de leur chemin vers l'exil, la conduite de Levasseur et de Valframbert, dont nous retrouverons plus d'une fois les noms réunis, et qui dans ce voyage, fait en union intime jusqu'à La Flèche, resserrèrent sans doute les nœuds de leur amitié.

Le rôle de la garde nationale ne se borna pas à avoir arraché violemment un arrêté aux corps administratifs. Bientôt le département recevait le décret du 26 août, qui exemptait de la déportation les sexagénaires et les infirmes, et permettait de délivrer des passeports, pour sortir sans délai du royaume, à ceux qui en feraient la demande. En conséquence, le 30 août, ne voulant pas excéder la loi, il interpréta, ou plutôt il modifia son arrêté du 27. Le district de La Flèche fut chargé de retenir ou de ramener les vieillards et les malades, et l'administration de Maine-et-Loire priée de délivrer les passeports qui seraient demandés. Ces mesures ne furent malheureusement pas effectuées ; leur exécution eût empêché les sexagénaires et les infirmes d'aller jusqu'à Nantes, où plusieurs, restés malades, devaient tomber victimes de Carrier.

(1) *Courrier patriote*, du 2 septembre, n° 311 ; *Défenseur de la vérité*, du 30 août, et surtout les registres du département aux *Archives de la Sarthe*.

Au Mans même, les officiers des divers bataillons de la garde nationale s'opposèrent à la délivrance des passeports, aux prêtres insermentés qui voudraient sortir du royaume, conformément à la loi du 26 août. La municipalité sursit pendant trois jours à les délivrer, déterminée, dit-elle, par des motifs de prudence et de tranquillité, c'est-à-dire dominée encore une fois par la garde nationale. Enfin, le 7 septembre, après la réception d'une lettre du ministre de l'Intérieur, et sur les instances du département représentant que le refus serait une contravention aux lois, la Commune reconnut la nécessité d'exécuter l'art. 2 de la loi du 26 août, et le délai de franche huitaine pour sortir du royaume fut augmenté de trois jours pendant lesquels avait duré le refus de passeports (1).

Ce fut pendant ce mois de septembre que l'influence de Valframbert parvint à son apogée. Les corps administratifs, à la veille de voir leurs fonctions expirer, n'avaient plus aucune autorité réelle, et étaient débordés depuis longtemps. Il n'y avait d'autre pouvoir que l'anarchie ; la populace était maîtresse de la ville. Elle était encore surmenée par les excitations du dehors. Le Mans avait à la fois dans ses murs deux commissaires nommés par l'Assemblée pour presser la levée des 30,000 hommes, et deux de ces commissaires du pouvoir exécutif, de triste mémoire, envoyés dans les provinces au moment des massacres de septembre. C'étaient le trop célèbre Jean-Baptiste-Henri-Antoine Félix et François Giraud ; ils portaient le bonnet rouge, et à leur exemple, un assez grand nombre de citoyens l'avaient arboré.

(1) Les administrateurs du département avaient eux-mêmes demandé au ministre de faire tout ce qui était en lui pour qu'ils ne fussent pas responsables des suites d'un premier arrêté, que leur avaient arraché les menaces du peuple et le desir d'arrêter l'effusion du sang. — « Une sorte d'émancipation populaire nous a déterminés pour éviter des malheurs. » Ces concessions pusillanimes allaient entraîner, de chute en chute, les administrateurs anachorètes, à n'être plus que le point des insurrections.

Un arrêté du département, provoqué par le commissaire du pouvoir exécutif, Leignonier, et destiné à faciliter le prompt armement des volontaires, vint donner à Valframbert une nouvelle occasion, digne de lui, de montrer l'exubérance de sa fougue patriotique. Les armes des citoyens devaient être déposées à la maison commune, pour armer les enrôlés ; les municipalités devaient opérer des visites domiciliaires, et faire aussi la perquisition des chevaux, chariots, harnais, qui seraient mis à la disposition de la nation, et au paiement desquels il serait ultérieurement pourvu.

On doit aisément se représenter à combien de mesures arbitraires et de violences donna lieu cet arrêté. Il comblait les vœux de la Société populaire, qui ne cessait de demander des visites domiciliaires chez les suspects et leur désarmement (1). Valframbert s'élança à la tête de la garde nationale du Mans, pour le mettre à exécution dans les communes voisines, et il n'eut garde de ne pas en dépasser les limites. Le 8 septembre, on le voit à Trangé, au château de la Groyrie, appartenant à M. Samson de Lorchère, alors à Paris, et au château de Coulans, propriété de M. Pasquier, où il opéra avec un détachement de la garde nationale de cette commune, faisant ouvrir toutes les armoires et subir des interrogatoires aux habitants. Non content de requérir, au nom de la loi, la remise des armes, des chevaux, des charrettes, il fit main basse sur le mobilier et les vêtements d'église, qui se trouvaient dans les chapelles de ces deux châteaux.

« J'avons trouvé M. Dolbeau qui nous a remis aux mains les effets ci-après, » dit le curieux reçu, énumérant le mobilier de la chapelle du château de Coulans, signé par Valframbert et par un des capitaines de son bataillon qui lui servit de

(1) Voir le registre du club au 15 août, et la séance du 9 septembre, d'après le *Courrier patriote* du 16, n° 33.

secrétaire (1). Un cheval, du *ci-devant* château de la Groyrie, était alors au Mans; « nous nous sommes réservés à le prendre demain, en revenant de la tournée que nous nous disposons de faire, » dit le procès-verbal. Il fut, en effet, saisi le lendemain 9, à trois heures après midi, au retour de Coulans. Valframbert regretta beaucoup de ne pas trouver à la Groyrie le calice de la chapelle, qu'on lui dit avoir été emporté par l'abbé Drouin, ci-devant chapelain. En revanche, il emporta deux fusils simples de chez le curé de Chauffour.

Le même jour, une compagnie du bataillon de Saint-Benoît, en vertu de l'ordre de son commandant, se transportait à sept heures du soir, à la Vagotière, à Degré, chez M. Négrier, et y procédait, ainsi que dans quelques autres fermes, à la perquisition des armes, chevaux, équipages et chariots (2).

On ne tarda pas à s'apercevoir des dangers de cet arrêté. « Les mal intentionnés » jetaient le trouble dans les campagnes. Intimidées et persuadées que tous les chevaux devaient être mis en réquisition, elles cessaient de transporter leurs denrées à la ville.

Le 11, le département voulut les rassurer contre les entreprises de ceux qui excédaient le sens de son arrêté. Il décida que les commissaires, chargés de faire la perquisition des chevaux, devaient se borner à ceux de luxe et de pure commodité, son arrêté ne comprenant pas les chevaux utiles au commerce, à l'agriculture, et nécessaires au service personnel des particuliers pour faire leurs approvisionnements. Les troubles n'en continuèrent pas moins. Les volontaires, du côté de Beaumont, exigeaient des particuliers leurs chevaux et des contributions jusqu'à 800 livres, se répandaient dans les maisons, mettaient au pillage les châteaux sur la route ;

(1) Ce reçu qui constate les objets trouvés ou remis par le régisseur du château de Coulans, énumère entre autre « une sacrée pierre de marbre blanc. »

(2) *Archives de la Sarthe.*

la municipalité de Beaumont se disait impuissante à réprimer ces excès et ce brigandage. Le 14, l'ancien constituant Livré, commandant du bataillon de Lavardin, était l'objet dans cette commune même de fort graves sévices.

Tout cela faisait entrevoir bientôt pour Le Mans des scènes orageuses. Elles eurent lieu le 17 septembre : Valframbert fut le principal instigateur de ces scandaleux excès ; ce jour-là, il fut le vrai dictateur de la ville et commit ses plus beaux exploits. Il était devenu maître de la populace de son quartier qu'il avait lâchement flagornée, et pouvait la déchaîner à son gré ; il lui lâcha la bride le 17 septembre, le lendemain de l'expulsion des religieuses, et fit fouetter et tondre des femmes !!!

Ce jour-là, était arrivé au Mans le bataillon des volontaires d'Angers ; les meneurs choisirent ces gens de passage pour être les dociles instruments de leurs vengeances ; ils les poussèrent à commettre d'indignes violences dans les quartiers de Saint-Benoît, Saint-Jean et Saint-Gilles. Les volontaires répandus dans les rues de la ville, entrèrent dans les boutiques des gens suspects d'aristocratie ou de sentiments religieux, s'emparèrent des femmes connues pour ne pas aller à la messe des *intrus*, les accablèrent de mauvais traitements et d'odieux sévices, les menèrent soit sur un âne, soit dans une brouette, soit les bras en l'air, tête nue, les cheveux épars, pieds nus même, à la *Pyramide*, située place des Halles, en face du Soleil-d'Or, et là leur tondirent les cheveux, ainsi qu'à leurs maris. Il y eut une douzaine de femmes ou de filles, ainsi promenées, fouettées et tondues à la *Pyramide*.

Le 9 septembre, une fête civique avait été célébrée en l'honneur « des patriotes qui avaient succombé le 10 août, en défendant la liberté et l'égalité. » Une pyramide avait été élevée au milieu de la place des Halles, surmontée de l'autel de la patrie, sur lequel reposait une urne funéraire. Sur les différents côtés de la base se lisaient de nombreuses inscrip-

tions patriotiques ; quatre sapins, auxquels on avait suspendu des couronnes de chêne, étaient plantés aux quatre coins où s'élevaient quatre autres petites pyramides (1).

C'était à ce pilori qu'on tondait les femmes, et qu'on leur fit ensuite prêter serment.

C'était un coup monté ; une liste de personnes à tondre avait été, dit-on, dressée à l'avance par le commandant Valframbert et par Letourneau, officier de son bataillon, qui, orné de son bonnet rouge, désignait les maisons suspectes. Habituellement, le cortège s'arrêtait rue Dorée, devant la porte de Valframbert et prenait ses ordres. Il y eut des femmes qui lui demandèrent grâce, le priant d'avoir pitié d'elles et de leurs petits enfants. Il demeurait impassible ; tantôt il répondait ironiquement : « Je suis bien charmé de la journée qui vous arrive, je m'en félicite beaucoup ; il y a longtemps que je l'attends avec impatience. Cela vous apprendra à avoir une opinion différente de celle des autres... Allez, Messieurs, conduisez-la à la Halle, faites votre devoir, et faites-lui prêter serment. » Tantôt il disait : « Que m'amenez-vous là ? ce sont des p..... d'aristocrates ; il ne faut pas plus les épargner que les autres. Elles sont sur la liste. » Des citoyens voulurent s'interposer et lui dirent : « C'est donc vous qui avez fait cette liste ? » Valframbert leur intima d'avoir à se taire, sans quoi il les ferait mettre à la chambre de discipline. Il donna un billet de confiance de cinq sols, un *patriote*, comme on disait alors, à un gamin qui avait conduit

(1) Voir le *Courrier patriote*, n^{os} 32 et 33, 9 et 16 septembre, et aux *Archives municipales du Mans*, la pièce suivante :

« Mémoire de l'ouvrage que moy Poirrié, charpentier et fait etourny pour la pyramide, qui est levée place des Halles, et de l'estade que l'on a fait dans le marchay de Saint-Pierre, pour chanter l'hymne des Marceolois, par l'ordre de la Commune et sous la conduite de M. de Mauny, commissaire pour ses partis.

« Du 4 septembre, a été fait 19 journées à la pelle pour la construire et allé cherchay les quatre sapins et les planté, avec quatre autre petite pyramide au 4 coins, à 35 sols par jour. 33 l. 15 s. »

les volontaires à une maison d'aristocrate, et lui promit pareille récompense pour de nouvelles indications. Il avait aussi demandé, dit-on, une demi-douzaine d'ânes pour promener les femmes. La soldatesque, excitée par les meneurs, le vin et les filles qui vomissaient des injures contre les s..... *mâtines* d'aristocrates, fut tout un jour maltresse de la ville, dont les honnêtes gens terrifiés n'essayaient que de timides remontrances.

A la fin, les officiers des volontaires s'interposèrent. A six heures, une jolie jeune fille de vingt ans, *sans sa bonnette*, ses beaux cheveux épars, était à la pyramide. Deux officiers s'opposèrent à ce qu'on lui coupât sa chevelure : « Je vous somme de « laisser cette dame, dirent-ils aux insulteurs ; les volontaires « du bataillon ne sont pas faits pour servir la furie des habi- « tants du Mans ; s'ils ont du mal à faire, qu'ils le fassent eux- « mêmes. Vous nous déshonorez, vous ne voyez donc pas que « ce sont des brigands qui vous font commettre ce brigandage, « pour faire passer le tout sur votre compte ? » Des officiers du bataillon de la Couture s'élevèrent aussi contre cette conduite indigne qui déshonorait la ville. Deux grenadiers reconduisirent chez elle la pauvre fille, pour la protéger contre les insultes et les cris des « gueuses » des basquartiers qui criaient au privilège et à l'injustice.

Le soir, fort avant dans la nuit, Valframbert, buvant dans sa maison avec les volontaires et les officiers de son bataillon, fit prêter serment chez lui à des demoiselles, ses voisines, demeurant dans sa cour, et qui s'étaient cachées pendant le jour pour échapper à ses indignes traitements.

Le lendemain, devant la crainte de voir de pareils faits se renouveler, on songea, mais trop tard, à arrêter ces ignominies, que les victimes n'osaient pas dénoncer, tant était grande la crainte inspirée par Valframbert. Il commandait si bien au peuple, qu'il disait aux citoyens que, s'ils n'allaient pas où il voulait, il ferait tomber la populace chez eux. C'était pour s'en faire un instrument docile, que l'ambitieux jacobin

flattait ainsi ses plus mauvaises passions. Pour empêcher le retour de pareilles scènes, le 19, les femmes de la ville, même les grandes dames (comme le disait Philippeaux, étonné de *ce miracle*), divisées en quatre bataillons, prêtèrent le serment civique, ayant au bras les officiers municipaux, et la cocarde et les rubans tricolores à leurs bonnets. On jura dans de mutuels embrassements d'oublier tout ressentiment, et de faire à la patrie le sacrifice de ses haines ; le curé de la Couture entonna lui-même un *Te Deum* en l'honneur de ce nouveau *baiser Lamourette* (1).

La conduite éhontée de Valframbert dans la journée du 17 finit cependant par inspirer du dégoût à ses frères d'armes. Le commandant en second du bataillon de Saint-Benoît, Carthemont, avait été le premier à vouloir arracher les femmes aux insultes des volontaires. Le chef de légion Girard et l'adjudant général Potier La Morandière eux-mêmes rougirent pour la garde nationale de la voir souillée par d'aussi dégoûtantes vilénies. Les temps étaient devenus relativement plus calmes depuis la réunion de la Convention.

On chercha une occasion de détruire l'ascendant de Valframbert. Le 18 octobre, le chef de légion lui envoya un ordre qui le consignait à la salle de discipline, pour avoir fait battre la générale sans ordres. Valframbert, sans hésitation, dit à l'adjudant du bataillon de la Couture, chargé du message, « qu'il n'obéirait pas, que s'il allait à la salle de discipline, il mettrait la garde nationale sens dessus dessous. » Le 24, le chef de légion le suspendit de tout service pour le punir de sa rébellion et fit enlever de chez lui le drapeau du bataillon. Valframbert commençait à ne plus être invulnérable. Le 28 octobre, l'accusateur public, Juteau, chargea enfin le juge de paix, Vallet, « d'informer sur les délits, excès, indécences graves et mauvais traitements, exercés dans la ville sur une très-

(1) *Courrier patriote*, du 23 septembre, n° 34 ; *Défenseur de la vérité*, du 20 octobre.

« grande quantité de femmes qu'on s'était permis de fouetter publiquement sur la place des Halles, de tondre et de mal-traiter. La loi, disait-il, veut punir surtout les agitateurs de pareilles scènes scandaleuses. » Seize témoins furent entendus du 29 au 31 octobre, et l'information se termina par un mandat d'amener contre Valframbert, auquel, toutefois, il ne semble pas qu'on ait donné suite, à cause des craintes qu'il inspirait encore (1).

Le commandant du bataillon de Saint-Benoît sentait cependant son étoile pâlir : aussi, à l'occasion de plusieurs de ces faits, adressait-il son apologie à la Société populaire, le 4^{er} novembre, dans la curieuse et interminable lettre que voici :

« Citoyens,

« Mes ennemis, des aristocrates sans doute, en existeroit-il encor !... se sont réunis de toutes parts pour m'ensevelir sous leur ruines. Ils ont eu pour coadjuteur, le sieur Girard, chef de légion ; leur cause en sera-t-elle meilleure ! La loi fait mon partage et non les partis... ; depuis *six semaines* environ, en but aux traits les plus envenimés des malveillants, je serois tombé sous leurs coups, si le feu qu'ils entretenoient n'eût éclaté dans un instant. Je comptois jusqu'à ce jour inutile de vous entretenir de si faibles détails, mais je me vois forcé, par les propos qui circulent de toutes parts, de vous mettre au fait de mon affaire avec le sieur Girard. Je compte que vous y prendrez tout l'intérêt qu'exigent la loi et l'honnête homme, et que les citoyens, vos auditeurs, reconnoîtront facilement l'erreur dans laquelle on cherche à les induire sur mon compte. La jalousie seule connue, j'ai lieu de le croire, eut voulu couronner mon infortune, si je n'eus saisi les moyens d'arrêter ses progrès.

« Le sieur Girard, avant sa nomination de chef de légion, à laquelle je n'ay pas peu contribué sans doute, vivoit avec moy dans la plus parfaite intelligence. On l'a depuis forcé à croire que *je voulois lui ravir sa place* et que toutes mes démarches et actions ne tendoient qu'à sa destruction. Il l'a cru, m'en a fait part lui-même, et pour m'en témoigner son mécontentement, il s'opposa *le 18 septembre dernier*, à un instant de plaisir que je procurois à mon voisinage, en m'écrivant par une patrouille, (ce sont ses propres paroles ; j'ai encor l'ordre par écrit) : « *de dissoudre sur le champ la danse, les filles, la musique, et disperser le rassemblement que je tenois chès moy.* » Il eût du voir qu'il s'oubbloit, et qu'il n'a-

(1) Archives de la Sarthe.

voit aucun droit ; mais pour éviter l'embarras, j'obéis sur le champ. Le jeudi, 18 octobre, la générale battit pour le feu qui prit chès le citoyen Duflot, on lui assura que c'étoit moy qui l'avois fait battre. Quoiqu'après m'avoir entendu et reconnu mon innocence, il me consignât pour le lendemain à me rendre à la salle de discipline, je fus d'abord d'avis d'obéir. Je réfléchis cependant...., j'écrivis à la municipalité qui voulut bien, comme plus raisonnable et convaincue de mes motifs, sur les certificats que je lui adressay ainsi qu'au chef de légion, me dispenser de cette peine que je n'avois pas méritée. Mécontent sans doute du parti sage que je venois de prendre, il me fit passer un ordre pour me rendre chès lui le dimanche... Du vendredy au dimanche *j'oubliai* ; il m'envoya chercher par un *capitaine d'ordonnance*, je m'y rendis dans la salle de madame veuve Bouvet, rue Saint-Placeau, où devant les quatre états-majors de cette ville et Sainte-Croix réunis, avec ses adjudants, La Morandière et Rocheteau, il me traita indignement..... Il me dit : « *que j'étois un fa-*
« *lieux, un scélérat, un gueux, que je soulevois le peuple contre lui et*
« *les corps administratifs, que j'avois fait et payé pour tondre les fem-*
« *mes, que je déshonois la garde nationale, qu'il étoit lui-même désho-*
« *noré de servir avec moi, que si la patrie n'étoit pas en danger, il feroit*
« *sa démission, ne voulant pas servir avec un scélérat de mon espèce,*
« *que je m'étois arrogé les droits de faire venir chès moy des filles et*
« *des femmes pour leur faire prêter serment, que je trahissois mes*
« *confrères, etc., etc.* »

« Je répondis à tous ses compliments que quand je serois attaqué juridiquement je répondrais... et sur le champ je me retiray, voulant m'occuper de la plainte que je devois porter contre lui, et voulant aussi me dédommager du profond silence que j'avois observé. Le mardy 23, après m'avoir si grièvement inculpé le dimanche, il me fit passer un ordre pour tenir le conseil de discipline, contre ou en faveur du sieur Cartemont, commandant en second de mon bataillon, qui, sans autre forme de procès et conformément à l'ancien régime, avoit fait mettre sans autre forme que sa volonté, à la salle de discipline, le citoyen Touchet, sergent aussi de mon bataillon, pour quelques mots qu'ils avoient eus ensemble et qui en sortit sur le champ, par ordre de la municipalité. Je tins le conseil, comme il m'étoit enjoint ; le sieur Cartemont s'y rendit, où sans aucun respect pour les représentants du bataillon, il interrompit à plusieurs reprises nos opérations et m'y traita indignement. (Il est lié très-étroitement avec le chef de légion), par la loy il fut cependant condamné à autant de salle de discipline qu'y avoit été le citoyen Touchet. Le mercredi 24, le chef de légion me fit passer par écrit une suspension de tout service et garde nationale, et me prévint qu'on alloit enlever le drapeau de chès moy, pour le porter chez le sieur Cartemont. Quoiqu'injustement je consentis à tout ; il sentit sûrement son tort et donna ordre de me le rapporter le vendredy : mon bataillon se refusa aux ordres du sieur Cartemont et cependant on me le rapporta le samedi. J'ignore encore pour quelle raison on a tant cherché à me déshonorer !... J'ai dressé plainte contre le chef de légion

et le commandant en second de mon bataillon ; ils allèrent ensemble le 26, chez le citoyen Faribault, juge de paix, pour répondre à ma plainte, j'ignore ce qui s'y passa. Le dimanche 28, le chef de légion fit convoquer tous les citoyens officiers des quatre bataillons, pour se trouver à neuf heures du matin à l'Oratoire, où devant eux, il répéta toutes les inculpations qu'il avoit faites sur mon compte ; il comptoit sûrement me déshonorer entièrement, mais je peux rendre justice au mérite des braves et honnêtes citoyens, qui dirent au chef de légion que son affaire avec moy ne les regardoit pas, qu'ils n'en avoient aucune connaissance, qu'il pouvoit répondre à ma plainte et en porter contre moy, s'il avoit quelques reproches à me faire. J'avois cependant assés de témoins et pouvois m'en procurer davantage. Depuis ce temps, citoyens, j'ai suivi l'affaire non pas avec autant de vigueur qu'exigeoit la poursuite, vu que je suis empêché par les travaux d'enquête de nos juges, qui n'ont pas un instant à perdre.

« Invités, je vous prie, dans mon nom, les citoyens à rester neutres dans ces deux causes. Qu'ils les voient de sang froid, qu'ils croient que la loy est pour tous les citoyens, et que l'on rend justice à qu'il appartient, qu'ils s'aiment, qu'ils s'unissent, qu'ils vacquent à leurs occupations, qu'ils goûtent à longs traits le bonheur de la Révolution, qu'ils se prémunissent contre les séducteurs et qu'ils sachent se convaincre que les partis du perdant, ou du gagnant, dans une cause quelconque, ne font qu'aigrir les esprits, au lieu de les adoucir. Qu'ils voient que souvent ils condamnent sans avoir entendu, et qu'ils pèchent sans cesse contre ce principe si juste « qu'il ne faut faire à autrui ce que l'on ne voudroit pas qu'on « nous fit à nous-mêmes » et que l'on ne doit être jugé qu'après être entendu.

« VALFRAMBERT,

« *Commandant en chef du bataillon de Saint-Benoît.*

« P.-S. Il y a même encore le nommé Rouillard, capitaine de la compagnie de Saint-Gilles, tailleur, rue Dorée, qui ne cherche que les moyens de perdre ma réputation, sans doute par reconnaissance des services très-importants que je lui ay rendus. Je connois tous les citoyens que l'on a trompés sur mon compte (1). »

Cette phraséologie pâteuse et prétentieuse, ce singulier appel à l'union, ces larmes de crocodile, ces caresses de chat-tigre permettent de percer à fond l'hypocrisie de Valframbert. Pour que le chef de légion, Girard, lui dit qu'il était déshonoré de servir avec un scélérat de son espèce, il fallait qu'il se fût bien avili, aux yeux même du parti révolutionnaire.

(1) *Archives municipales du Mans.*

François Girard n'était rien moins qu'un aristocrate ou même un modéré. Il était étranger au Mans par son origine. Né à Metz, ayant figuré à Paris au nombre des vainqueurs de la Bastille, devenu marchand de vin, cafetier dans la paroisse Saint-Julien, au Mans, il avait été élu adjudant, puis commandant du bataillon de Saint-Julien ; enfin à la veille du 10 août, le 5, il avait été nommé chef de la 3^e légion, dont Potier La Morandière avait été nommé, le même jour, adjudant. Il était dévoué entièrement au parti populaire, et devait pactiser avec l'insurrection des subsistances, à la fin de novembre, ce qui amena sa destitution.

Plus tard, lors de l'insurrection du district de Sablé, il commanda le bataillon du Mans de l'armée révolutionnaire, formée le 13 septembre 1793. Il passa avec le conventionnel Thirion dans Maine-et-Loire, en qualité de commandant du 7^e bataillon de la Sarthe, organisé le 13 vendémiaire, resta à sa tête, malgré une affaire de vente de chevaux de réquisition, et combattit en Vendée, avec l'armée de l'Ouest, pendant dix-huit mois.

C'est assez dire que ce n'était pas un modéré, et pour achever de convaincre les incrédules, il me suffira de citer un court extrait de la correspondance qu'il envoyait à la Société populaire et au comité révolutionnaire du Mans, en pluviôse an II, pour se plaindre de la désertion des hommes de son bataillon stationné à Varades, et chargé de poursuivre les derniers débris des Vendéens : « *Citoyens Montagnards, les déserteurs continuent, et l'on ne sait où ils passent, et cela se ne sont que tous des s..... nom d'un sinistres de sacerdosse et grande partys de milles noms de s.... matin de calisse, j... f.... de ci-devant tonsurés, qui méritent d'être traités et regardés comme brigands. Oui ! j'enrage.* » Parlant de l'arrestation et de la fusillade d'un Vendéen, « d'un brigand, » qui avait des correspondants au Mans, il ajoutait : « *Avant de mourir le s.... matin ne nous voulu jamais nous dire leurs noms, disant qu'il ne vouloit pas racheter sa vie par une bas-*

« sasse (1). » D'après un pareil style on peut juger ce qu'était le chef de légion du Mans. Que devait donc être Valframbert, que Girard rougissait d'avoir pour frère d'armes ! »

Les troubles des subsistances de la fin de novembre vinrent de nouveau mettre en scène le commandant du bataillon de Saint-Benoît. La misère de l'hiver et la disette avaient enfin amené l'insurrection, qui menaçait depuis deux ans. Le temps était passé, où dans un service célébré à la Cathédrale, le 3 mai, en mémoire du maire d'Étampes, mort martyr de la loi dans une émeute, on pouvait lire sur un drapeau offert au maire du Mans :

*Étampes vit périr l'intègre Simonneau,
Le Mans voit triompher et les lois et Rameau.*

En vain Roland et les vrais amis du peuple s'étaient-ils attachés à lui rappeler que la taxe des blés amènerait la famine ; la faim, cette éternelle mauvaise conseillère, fut plus disposée à ajouter foi aux déclarations anarchistes de Marat qu'aux sages remontrances du ministre girondin et de ses pareils.

Le vendredi 23 novembre, jour du marché, à neuf heures du matin, un attroupement, composé de plus de 2,000 individus venant de Bonnétable et de Savigné, entra en ville, annonçant avec menaces la volonté de réduire le prix du pain et d'établir la taxe des blés. Déjà cette taxe venait d'être établie violemment dans le district de Saint-Calais, premier foyer de l'insurrection, à La Ferté, à Bonnétable, à Ballon (1). La veille, la municipalité avait donné au chef de légion, Girard, une réquisition de commander la garde nationale pour s'opposer à l'entrée des attroupés. Il répondit que c'était inutile, parce qu'une grande partie du peuple était disposée à favoriser leur demande, et à se joindre à eux pour la taxe. La presque totalité de la garde

(1) Sur cette insurrection des subsistances, voir la *Proclamation du conseil exécutif*, du 1^{er} décembre ; le *Courrier patriote*, n° 43 ; le *Défenseur de la vérité*, du 8 décembre ; les *Affiches du Mans*, etc.

nationale annonça, en effet, la volonté de se réunir aux factieux. Ils entrèrent, au milieu des acclamations et de la joie du peuple, des gardes nationaux, et du bruit du canon tiré en réjouissance de leur arrivée, avec la permission des officiers supérieurs, mêlés dans leurs rangs. Ils étaient armés de sabres, piques, faux, volants, brocs, fourches, *vouges*, bâtons ferrés, haches, couteaux, couperets liés au bout de bâtons. Les bandes pénétrèrent vers deux heures dans la salle de la municipalité, accompagnées de soi-disant membres du corps électoral alors assemblé, et exigèrent violemment l'adoption de la taxe qu'ils venaient imposer au marché. La municipalité, intimidée par les menaces, frappée de terreur panique, sanctionna les exigences de l'émeute, et l'attroupement se porta aux Halles pour faire la taxe des grains. Les tambours de la garde nationale battaient la générale, escortés des factieux armés ; la foule grossie, forte de près de 10,000 hommes, se porta à quatre heures au département, afin d'obtenir la sanction de l'arrêté municipal, voulant de plus une taxe générale, et *pour l'avenir, pour toujours*. Elle menaçait d'abattre le col, de couper les têtes à quiconque parlerait de la loi, de tout mettre à feu et à sang, sûre de l'appui de 20,000 citoyens. Les sabres étaient tirés, le sang allait couler.

Les magistrats sans appui, à la veille de voir expirer leur mandat, reculèrent devant le sort de Simonneau ; pour prévenir de plus grands malheurs et arrêter l'effusion du sang, ils sanctionnèrent la taxe imposée par la révolte (1). Le froment fut taxé à 2 livres 5 sous le boisseau de trente-deux livres, et le pain michard (qui valait 40 sous), à 20 sous les douze livres. Des expéditions de cet arrêté furent aussitôt transcrites et

(1) La complicité de la garde nationale rendait la ville sans défense et abattait tous les courages. Maguin et Hardouin montrèrent seuls de l'énergie. Si Sablé, La Flèche et Mamers opposèrent aux attroupés une victorieuse résistance, c'est que là, ni la garde nationale, ni ses chefs ne pactisaient avec les émeutiers. Au Mans, le *Courrier patriote* approuva, tout d'abord ouvertement l'insurrection.

livrées à la foule ; les tambours de la garde nationale recommencèrent à battre et à publier aux bataillons la taxe, arrachée par la menace aux autorités.

La, ne se borna pas le triomphe de l'émeute ; elle mit en liberté deux prisonniers, et se fit délivrer des billets de logement. Les meneurs enfin exigèrent le départ de leurs concitoyens de la garde nationale, pour aller faire la taxe dans les marchés voisins. Ils publiaient que ceux qui ne marcheraient pas « seraient punis par la souveraineté du peuple, qu'on leur ferait entrer des piques dans le ventre. » Six cents hommes des bataillons du Mans, assemblés par la générale, partirent dans la nuit, avec l'attroupement, pour se rendre dans les différents marchés du samedi, notamment à Château-du-Loir. Marchaient à la tête de ce dernier rassemblement : Potier La Morandière, adjudant général de la garde nationale, qui venait d'être élu membre du nouveau département à la veille de se réunir ; Cartemont, commandant en second du bataillon de Saint-Benoît, et Jacques Vallée, officier municipal. Le peuple, qui commandait, avait voulu avoir à sa tête des membres des diverses administrations. Château-du-Loir céda ; mais à Sablé les taxateurs furent traités de brigands, on arbora contre eux le drapeau rouge, et on les repoussa à coups de fusils. L'attroupement de Sablé se porta alors sur Loué, où il reçut des renforts de nouvelles bandes parties du Mans, le lundi (1).

Valframbert ne pouvait être resté étranger à l'insurrection ; il avait été même du nombre de ceux qui avaient exigé le départ de leurs concitoyens, pour aller établir la taxe dans tous les marchés du département. Voici plusieurs preuves écrites de sa présence à la tête des bandes qui se rendirent à Loué :

« Les citoyens du bataillon du Pré voudront bien se rendre à Auvers avec les canonniers ~~et~~ adresser au citoyen maire, qui voudra bien les recevoir et les loger, vu qu'ils vont à Loué, pour demain matin neuf heures, pour annoncer la diminution des bleds.

« VALFRAMBERT (2). »

(1) Marc, *Recherches historiques sur Sablé*, 1830, in-8°, p. 133.

(2) *Archives de la Sarthe*.

On verra plus bas le récit qu'a présenté lui-même Valframbert de ses opérations à Loué; il les aurait sans doute poussées plus loin, sans les revers qu'éprouvèrent différentes bandes des attroupés. Le 27, les taxateurs du bataillon de Saint-Julien, qui marchaient sur La Flèche, furent battus et mis en déroute à Foulletourte et plusieurs faits prisonniers. Une partie de l'attroupement de Loné, qui s'était portée sur Brûlon pour revenir se venger de son échec de Sablé, s'arrêta à cette nouvelle, cédant aussi aux conseils de deux membres des nouveaux corps administratifs du Mans. Ces deux commissaires avaient été nommés le 27, à l'effet d'employer tous leurs efforts pour faire rétrograder le détachement armé marchant vers La Flèche, et de disposer à la clémence, envers les détenus de cette commune et ceux de Sablé, les administrations de ces deux villes. Mamers avait également repoussé les attroupés, le 26, avec le plus grand courage (1).

Ces échecs avaient apaisé la fougue de Valframbert, ainsi qu'on s'en apercevra par cette lettre pleine de réticences, affectant le respect des magistrats, écrite le 28 aux officiers municipaux après son retour précipité au Mans :

« *Le Mans, 28 novembre 1792, l'an 1^{er} de la République.*

« Citoyens maire et officiers municipaux.

« Excité par mes concitoyens du bataillon de Saint-Benoist, auquel se sont réunis nos concitoyens de celui du Pré, à nous transporter à Loué, et y mettre en vigueur l'arrêté que vous avez pris avec le département, en date du vendredi 23 novembre dernier, concernant la taxe *pour toujours* du pain et du bled, nous n'avons respiré partout que le plus pur patriotisme, et reconnu la soumission la plus grande à vos arrêtés; nous n'avons trouvé dans toutes les paroisses sur notre route et dans les endroits où nos concitoyens par détachement ont logé, que des cœurs pour nous recevoir. Le 26, lundi au soir, j'arrivai à Loué, où la municipalité pénétrée d'avance de nos sentimens fit des préparatifs nécessaires pour la réception de nos frères d'armes de cette ville et de la campagne, qui y

(1) Outre les indications citées plus haut, voir *Courrier patriote*, n° 44, et M. Marc, *Recherches historiques sur Sablé*.

arrivèrent le 27, au matin, dans le meilleur ordre et dans la plus parfaite union.

« Les citoyens officiers municipaux, accompagnés de la garde nationale vinrent au devant et ne nous accueillirent qu'avec fraternité ; assurés de nos intentions ils nous accompagnèrent sur leur place, où à l'ouverture de leur halle, et au milieu des applaudissemens, on fit la taxe, des bleds qui n'éprouva aucune difficulté ; sur les midy, les citoyens maire et officiers municipaux la firent publier, et parurent bien reconnoissants de nos démarches, que nous devions pousser jusqu'à Vallon, lorsque le citoyen procureur de la Commune nous vint annoncer qu'ils avoient procédé à la ditte taxe, conformément à votre arrêté, le 23 courant, et nous engagea vivement au nom de la Commune et des concitoyens à y porter nos pas et fraterniser ensemble ; nous lui en témoignâmes notre reconnaissance.

« Remplis de notre objet et sur le point de partir pour Sillé ou Conlie, on nous prévint de l'événement qui venoit d'arriver à nos frères de Saint-Julien. Notre projet pour ce voyage s'évanouit sur le champ, et nous nous empressâmes d'arriver dans nos murs, pour y offrir nos services et porter les secours que l'on croiroit nécessaires. Disposez maintenant, citoyens, vous pouvez compter sur nous.

« VALFRAMBERT. »

« P.-S. Nos frères des campagnes nous ont offert et promis des bleds, il y en a en abondance. Ce jourd'huy ou demain le citoyen Bourgeois de la paroisse de Brains doit vous conduire trente-neuf boisseaux de la plus belle qualité, dont vous voudrez bien prendre note et lui donner un reçu ; il y en a une quantité de neuf cents boisseaux, aux Grands-Aulnais, à Brains ; il y en a aussi, nous a-t-on assuré, une très-grande quantité chez M. Deslonde, à Saint-Ouen, demeurant icy Grande-rue, je vous prie de l'inviter à nous en faire conduire au plutôt. Il y en a aussi en quantité dans les paroisses de Lognes, Chassillé, *Nardé*, Saint-Ouen, Epineul-le-Chevreuil, Cranue, Amné, etc.

« Nous nous en serions assuré nous-mêmes et nous en aurions conduit, sans doute, si nous ne nous fussions point autant empressé de rentrer dans nos murs.

« Les citoyens des paroisses que nous avons vus désireroient bien que nous puissions nous former des magasins ; ils paroissent d'autant mieux fondés dans leur désir, qu'ils ont dit que leurs travaux les empêchoient de venir à la ville toutes les semaines et que s'il existoit des magasins ils prendroient leur commodité et que nous ne serions jamais au dépourvu (1). »

Valframbert allait bientôt reconnaître par lui-même combien la roche Tarpéienne est voisine du Capitole. Le jeudi 29,

(1) Archives de la Sarthe.

arrivaient enfin au Mans les commissaires envoyés par la Convention, pour rappeler dans le département l'ordre et la paix, à la place de l'anarchie. Ces députés étaient Couppé, Mathieu et Lehardy. Leurs mesures énergiques et sages rétablirent le règne de la loi. Non-seulement ils cassèrent les arrêtés illégaux, pris tant par les anciens administrateurs que par les nouveaux corps administratifs, qui, pour éloigner la famine, avaient le 27 provisoirement porté la taxe à trois livres; mais pour replacer promptement les pouvoirs constitués à la hauteur de leurs fonctions, ils essayèrent de leur donner un appui dans la force armée réorganisée. La garde nationale, séditieuse ou paralysée, avait commis « le crime le plus destructeur du lien social et le plus punissable. » Elle s'était avilie aux yeux de la nation, en se rendant indigne de porter l'uniforme de l'honneur et les armes qui ne devaient servir qu'à protéger la loi. Les commissaires de la Convention prononcèrent son licenciement, qui fut opéré le 8 décembre, et procédèrent à sa réorganisation. Le nouvel armement ne devait comprendre que les défenseurs de la loi et non des furieux toujours prêts à l'enfreindre; il séparait les défenseurs de la liberté d'avec les ennemis de la patrie, les véritables républicains d'avec les agitateurs qui tramaient sa ruine.

« Tout individu accusé d'avoir provoqué ouvertement l'infraction à la loi, disait l'art. 6, n'aura pas part à la distribution des armes, sauf à prononcer par la suite sur ses réclamations. » La conduite des officiers avait été justement flétrie dans la proclamation des commissaires du 7, comme dans celle du Conseil exécutif du 1^{er} décembre. « Pourrait-on, disait la première, se promettre un civisme soutenu, un service exact et régulier, un zèle républicain à maintenir l'exécution des lois, de la part de ceux qui, au mépris des grades honorables dont ils avaient été décorés par le suffrage libre de leurs concitoyens, ont excité, favorisé ou partagé des mouvements séditieux qu'ils devaient réprimer, auxquels ils devaient opposer une courageuse résistance...

« Qu'ont-ils fait de leur serment?... ils l'ont violé, ils ont
« trompé votre espoir ; ils ont compromis l'honneur et la
« sûreté de ce département ! Les méchants, ils ont terni sa
« gloire, cette propriété si précieuse pour des Français (1) ! »

Les chefs de la légion qui, loin de s'opposer à l'entrée des factieux, avaient ouvertement pactisé avec l'émeute, furent eux-mêmes écartés. Au refus de Batard de Fontenay et de Mersan des Barres, Guillemaux de Montbrais, ancien colonel de la ville, fut nommé chef de légion ; Rocheteau fils et Bérard le jeune, de Pontlieue, furent nommés adjudant général et sous-adjudant (2).

L'expulsion des factieux de la garde nationale, leur désarmement qui enlevait désormais des forces à l'insurrection, n'étaient pas pour eux une répression suffisante. Le conseil exécutif avait ordonné au procureur-syndic du département, de dénoncer aux tribunaux les auteurs et les complices des attroupements.

Dès le 7 décembre, ce magistrat invitait la municipalité, le district, les juges de paix, à lui faire passer les procès-verbaux concernant les fauteurs, les provocateurs de ces violences, les officiers de la garde nationale qui avaient avili leurs fonctions jusqu'à se mettre à la tête des factieux. Le 13 décembre, l'accusateur public Varossum chargeait le juge de paix Vallet d'instruire contre ceux qui avaient exigé le départ de leurs concitoyens pour aller faire la taxe dans les marchés ; il désignait formellement le commandant du bataillon de Saint-Benoît, Valframbert, et transmettait au juge

(1) *Proclamation et adresse des commissaires de la Convention*, du 30 novembre ; *Adresse des administrateurs du conseil général*, du 2 décembre ; *Proclamation des commissaires*, du 7 ; *Courrier patriote*, n^{os} 45 et 46 ; *Rapport des députés à la Convention*, etc.

(2) Les sans-culottes se vengèrent de Guillemaux en le comprenant dans la vaste incarcération de suspects d'octobre 1793. M. Bérard n'échappa plusieurs fois aux dénonciations que par les réparties que lui suggéra sa présence d'esprit.

de paix les deux lettres de lui que j'ai citées, relatives à sa présence à Loué. L'instruction commença le 19 : elle ne devait pas aboutir. Un décret, du 9 décembre, de la Convention attribuait au tribunal criminel d'Eure-et-Loir la connaissance des attroupements formés dans la Sarthe, sous prétexte de la taxe. Tous les efforts des sans-culottes tendirent à obtenir la mise en liberté et le pardon de leurs amis, détenus ou compromis dans ces troubles. Enfin, grâce à Philippeaux et à Levasseur, et malgré l'opposition de la Gironde, qui repoussait ce mépris de la loi comme un gage dangereux donné aux anarchistes, l'Assemblée, le 11 février, prononça l'amnistie pour tous les délits relatifs à l'insurrection des subsistances, et annula les poursuites judiciaires commencées (1).

La haine des sans-culottes (c'est ainsi que s'appelaient dès lors eux-mêmes les jacobins) n'en poursuivit pas moins avec acharnement les trois commissaires de la Convention, qui avaient marqué leur passage dans tout le département par des mesures réparatrices (2). Celle de Valframbert accompagna Lehardy jusqu'au pied de l'échafaud, où monta dix mois plus tard ce courageux girondin, victime de son ardeur à défendre l'ordre et les lois contre les anarchistes. Aux yeux des jacobins de la Sarthe, les trois députés furent de *vrais désorganiseurs*, des despotes se faisant entourer de gardes comme des tyrans, les auteurs de l'oppression du peuple livré à l'aristocratie, « des fléaux qui en éloignant les sans-culottes de la garde nationale, *écartaient les sentinelles de la tranquillité publique.* » Plus tard, quand ils furent en lutte contre Garnier de Saintes, une des injures qu'ils lui lancèrent

(1) Voir nos *Députés de la Sarthe à la Convention*, p. 23.

(2) Pesche, en disant que ces commissaires avaient eux-mêmes souscrit la taxe, a commis une regrettable confusion avec la conduite d'autres députés envoyés dans Eure-et-Loir. Cette erreur a été malheureusement reproduite par d'autres historiens. On ne saurait trop écrire de monographies, pour contrôler les assertions émises à la légère dans les ouvrages d'ensemble sur le Maine.

fut de dire de lui : « Voilà Couppé et Lehardy revenus. » Ils ont, du reste, longuement dépeint, à leur manière, la mission des trois courageux commissaires :

« Une insurrection éclata dans notre voisinage relativement aux grains; une étincelle apporta l'incendie dans nos foyers, et on envoya pour l'éteindre le *scélérat* Lehardy, le *brissotin* Couppé et le *faible* Mathieu. Ils achevèrent de pervertir l'opinion publique, ils inoculèrent dans le sein de la Société populaire le poison de leurs affreux principes. Elle devint la proie des ridicules déclamations de quelques pédans défroqués et de quelques visionnaires politiques, idolâtres du vertueux Rolland. Les sans-culottes opprimés par les jugemens et les décisions infamantes de ces trois représentans, privés de leurs droits de citoyen, avilis à leurs propres yeux, n'osoient plus lever leur tête abattue sous le poids des humiliations, ni porter leurs pas dans l'enceinte de l'égalité. C'en étoit fait, si au milieu de ce chaos ne s'étoient agités quelques hommes courageux, de ces hommes que l'on traita jadis d'enragés, puis d'anarchistes, et qu'à présent on ose désigner sous celui d'intrigans (1). »

Valframbert étoit au nombre de ces anarchistes, que le département, un instant animé après le départ des députés d'un noble courage, ne manqua pas de flétrir pour désabuser le peuple. En vain ils répandirent le faux bruit que le ministre de l'intérieur désapprouvait la réorganisation de la garde nationale, comme contraire à la loi. Une vigoureuse proclamation, du 23 janvier, démasqua les perfides agitateurs et leur fit entrevoir la ruine définitive de leurs coupables ambitions : « en vain, disait-elle, ils s'adresseraient aux administrations pour acquérir le droit de regagner une confiance qu'ils ont perdue avec l'honneur, quand ils ont faussé leurs serments. »

Ce fut sans doute cette perspective de ne pouvoir désormais revenir au pouvoir au Mans, qui détermina Valframbert à tenter de relever sa fortune sur un nouveau théâtre, où il serait à la fois moins connu et les sans-culottes plus puissants. La dernière mention que j'aie rencontrée de sa présence au Mans, se rapporte au don de quatre paires de souliers, fait

(1) *La Société populaire du Mans aux Sociétés populaires de la République*, adresse du 12 ventôse an II.

par lui le 12 janvier 1793 aux volontaires de la Sarthe (1). Son départ cependant ne dut pas être antérieur (je le soupçonne du moins) au commencement du printemps de 1793. Il dut assister au réveil des sans-culottes, au Mans, amené par les événements du 11 mars (2) ; mais son impatience et son discrédit ne lui permettaient pas d'attendre leur triomphe définitif, qui n'eut lieu qu'au commencement d'octobre, après la chute des administrateurs.

§ II.

Valframbert émigra à Paris, où venait surnager de toutes parts l'écume révolutionnaire des provinces. C'est de là qu'à partir du triomphe des sans-culottes au 31 mai et au 2 juin, il entretint avec ses frères de la Société populaire du Mans une correspondance suivie, où il joua le rôle de grand exciteur, pour les animer *d'une rage* égale à celle qui dévorait les jacobins de Paris.

Cette correspondance forme la partie curieuse et la seule importante de la carrière de Valframbert ; les événements auxquels il se trouva mêlé, allaient aussi lui donner une place dans l'histoire générale, et étendre le bruit de son nom demeuré jusque-là dans les étroites limites du département.

Valframbert, toutefois, disons-le de suite, ne s'était pas rendu uniquement à Paris pour se nourrir de la viande creuse des clubs, et y contempler dans tout son éclat la pleine expansion du jacobinisme ; il y était en quête d'une position sociale. Un de ses amis du Mans, ancien vicaire constitutionnel de Saint-Benoît, secrétaire de la Société populaire, alors en lutte acharnée avec les administrateurs, écrivait

(1) *Etat de la souscription de la Société populaire, en faveur de l'équipement des volontaires nationaux*, du 12 janvier 1793. (Archives municipales du Mans.)

(2) Voir les *Vendéens dans la Sarthe*, t. 1^{er}, p. 5.

le 22 juillet, à un autre clubiste devenu curé d'Étival-lès-le-Mans, également ancien ami de Valframbert, et ancien vicaire de Saint-Benoît (1) : « Le citoyen Valframbert, qui est à Paris, « est refusé d'un certificat de civisme qui lui empêche d'avoir « une place. Je lui en ai fait avoir un à la section de la Ci- « gogne, qu'il a habitée pendant longtemps, et la Société lui « a aussi accordé le sien (2). »

Avant cette date, avait commencé la correspondance de Valframbert avec la Société du Mans, dont voici de nombreux échantillons. Ce sont, pour la plupart, d'intéressants autographes révolutionnaires, qui rendent compte sur le vif de la physionomie de Paris, et des sentiments intimes des jacobins. On ne saurait les lire avec trop d'attention, malgré leur phraséologie lourde et prétentieuse ; ce sont des types du genre et quelques-uns sont vraiment curieux :

« 5 juillet 1793, l'an 1^{er} de la mort du tyran, le 11^e de la République une et indivisible, et le dernier des despotes.

« Citoyen président et sans-culottes,

« Malgré les menées sourdes des despotes et des aristocrates de votre pays, malgré les moyens qu'ils emploient pour vous perdre, redoublez d'efforts, ranimez votre courage. Ils sont déjà abattus et confondus, nous les voyons vaincus. Quelle sera leur surprise, quand ils sauront que le côté droit vient d'échouer, qu'il est le jouet de lui-même et qu'il se couvre du plus souverain mépris. Quand ils sauront, que l'acte constitutionnel républicain a fait dans Paris et dans les endroits où il a été envoyé, et où il est parvenu, la plus vive sensation. Quand ils sauront que tous les enfans divisés ont cherché de concert les entrailles de leur mère, y restent attachés, et ont juré de ne faire désormais qu'une seule et même famille. Quand ils sauront que jusqu'à douze et quinze mille citoyens, plus ou moins, réunis dans chaque section de Paris, ont entendu la lecture de la Constitution, l'ont méditée, ont fait ensemble leurs observa-

(1) Ces deux citoyens, tous deux correspondants de Valframbert, se surnommeront bientôt, l'un *Marat Cincinnatus*, l'autre *Marat*.

(2) Lettre autographe aux *Archives de l'hôtel Soubise*. Au sujet de ce certificat refusé par les administrateurs du Mans, voir plus bas ce qu'en disent les lettres de Valframbert et de Levasseur.

tions, ont déclaré, les uns qu'ils ne la connoissoient pas, les autres qu'ils n'étoient pas de bonne foy, et ont fini, saisis de leur égarement, par l'accepter unanimement et à l'envi ; en se témoignant une amitié éternelle, que suivoient de bien près les vœux les plus sacrés et les plus solennels pour l'exécution et pour les représentants de la Montagne, rappelant à l'appuy de leur serment les journées de may et juin dernières. Quand ils scauront, que toutes les sections de Paris ont annoncé au son du canon, au chant de l'hymne des Marseillois et de *Ca ira*, leur acceptation. Quand ils scauront, que toutes ces sections dans le plus grand ordre, portant leur drapeau, accompagné seulement d'une douzaine de fusils, le reste, en nombre infini des deux sexes, par chaque section, au son des tambours et de la musique, se sont présentées à la Convention, y ont porté dans les expressions les plus énergiques leur vœu et leur serment, y ont juré la mort des tirans et des despotes, ont applaudi et béni tous les travaux de la Convention, y ont offert leurs veilles et leurs fatigues, en répétant sans cesse que jamais personne n'oseroit y porter atteinte, qu'ils acceptoient la Constitution une et indivisible etc., etc., qu'ils préféreroient plutôt s'ensevelir sous leurs propres ruines que de la laisser violer dans le moindre des points, etc.

« J'en sens plus, chers sans-culottes, montagnards et républicains, que je puis vous en exprimer moy même. Ce seul aspect a saisi tous les cœurs, qui n'ont respiré dans ces doux instans que la plus flatteuse allégresse. Jamais il n'en fut de plus attendrissant. La Montagne y a cueilli les fleurs qui lui étoient préparées, elle a entendu un million de fois répéter son nom ; elle a vu avec plaisir et enthousiasme les yeux, les figures tournées vers elle, et ne bénir que ses travaux... Mais le coté droit, mais les aristocrates, quelle métamorphose ! Ils étoient saisis d'horreur ; ils connoissoient, mais trop tard, leur crime, ils n'ont osé le confesser encor, ils ont cru trouver leur salut, leur honneur ou le repentir dans leur fuite ; ils se sont retirés. Mais bientôt, ont succédé à leur place les membres des sections des deux sexes, qui n'ont cessé de faire retentir la voute de leurs plus vifs applaudissements. Tous ont apporté des bouquets, des couronnes civiques, des bonnets de liberté dont ils ont couvert le citoyen président, qui les a reçus du ton le plus majestueux, et en les recevant, a prononcé les discours les plus éloquentes et les mieux suivis, et tous proportionnés aux circonstances et aux sections qui avoient plus ou moins rendu de services, ou qui avoient des scélérats été les premières victimes. Les lettres abondent de toutes parts et toutes portent l'acceptation unanime.

« Il n'est pas douteux, citoyens, que les mêmes sensations ne se fassent sentir dans tous les cœurs de nos braves sans-culottes, et que cet acte n'y soit accepté aussi à l'unanimité, d'après les soins que vous vous êtes donnés vous-mêmes, pour éclairer les citoyens de notre ville qui sont généralement bons, dont l'intention ne tend qu'au bien et que les scélérats jusqu'à ce jour ont supposé mauvaises, parce qu'ils n'ont pu les gagner.

« Continuez vos travaux, chers compatriotes, déjà vous avez su mériter de la patrie, elle reconnaît vos bienfaits en dépit de vos ennemis (1) ; et bientôt encor, ce qui vous attend si vous persévérez comme vous l'avez fait, elle vous donnera la couronne civique que vous avez justement méritée. Que les aristocrates clabaudent, qu'ils essaient de renverser le grand œuvre de la Révolution, ils n'auront point assez fait encore, *il leur manquera des cœurs et des bras, ils en trouveront en vous pour les vaincre et les battre.*

« Réunissez-vous, chers compatriotes, éclairez les campagnes, déjouez les manœuvres perfides de nos aristocrates, découvrez leur cabales et leurs machinations infernales. Surprenez-les dans l'atteinte qu'ils vont essayer de donner contre les droits qui vous sont acquis, veillez, rendez-vous éternels par votre acceptation. Je la vois déjà placée dans vos cœurs, et en peu elle vous assurera votre bonheur et la reconnaissance qui sera due à vos travaux. Bénissez sans cesse ceux de la Montagne, offrez-lui vos secours, y joint l'intention où vous serez, sans doute, de les lui procurer effectifs au 10 août prochain. Le courrier part.

« Salut et fraternité.

« VALFRAMBERT. »

« Hôtel d'Hainault, rue Neuve-Saint-Roch, (quartier du Palais-Royal).

« P.-S. Il est un titre qu'il nous faut acquérir, citoyens, c'est celui d'anarchistes, d'agitateurs ou de désorganiseurs dont les aristocrates nous qualifient, quand ils connoissent notre civisme. Ils changeront ces mots bientôt, sans doute, car ils voient que nous savons qu'ils n'appartiennent qu'à eux seuls, qu'ils nous flattent et nous excitent à crier vive la République une et indivisible et la mort des Tyrans.

« Les citoyennes ont aussi juré de n'épouser que des patriotes (2). »

Les excitations de cette lettre anarchique, clairement résumées dans ses dernières lignes (*in caudâ venenum*), vinrent ranimer la lutte des jacobins du Mans avec les administrateurs, assoupie en apparence, grâce à la réconciliation *plâtrée*, tentée par Philippeaux à son passage, le 1^{er} juillet.

La Constitution *bâclée* de 1793 fut d'ailleurs acceptée au Mans, dans les assemblées primaires qui durèrent d'une façon permanente du 20 au 24 juillet. On y demanda l'impression

(1) La Société populaire, à la fin de juin, avait dénoncé les administrateurs girondins du Mans, et la Convention, à l'instigation de Levasseur, avait déclaré qu'elle avait bien mérité de la patrie.

(2) Archives municipales du Mans.

du nom des votants et de la liste des absents. Ceux qui votèrent négativement furent déclarés indignes du titre de citoyen : le vote eut lieu au cris de : *A bas les aristocrates* (1) !

Le président de la Société populaire, le jeune Rigomer Bazin, instigateur avec Roustel de la lutte acharnée contre les administrateurs, et secrétaire de l'Assemblée primaire, reçut tous les suffrages pour être le porteur de l'acceptation de l'acte constitutionnel à Paris, au 10 août. Il devait, dans ce voyage, augmenter encore son exaltation, s'aboucher avec Valframbert et les chefs du parti jacobin, et préparer la chute des membres du département, zélés défenseurs de l'ordre et de la loi.

Mais avant ce voyage, la Société avait reçu une nouvelle lettre de Valframbert, écrite neuf jours après la première, et où il exhalait l'immense douleur que lui causait la mort de Marat :

« Paris, ce 14 juillet, l'an dernier des despotes.

« Eh bien, citoyens, voilà ces Lafaillettes, ces Dumouriers, ces Vergniauds, ces Brissot, ces Pethions, leurs agents, etc., voilà ces aristocrates qui n'ont d'autres armes, (à les entendre), que l'indulgence et le bon cœur et qui ne se servent que du fer et du poison. Voilà ces prétendus amis du peuple, ces exécuteurs des loix, ces gens nous traitant d'anarchistes et de désorganiseurs, voilà ces auteurs des crimes, voilà ces scélérats enfin, sans Dieu, sans loi et sans religion, qui, depuis les divisions qu'ils ont semées parmi nous, éguisoient les poignards qui devoient, du 10 au 15 présent mois, terminer nos jours, si leurs projets n'eussent été découverts.

« Marat, ce père du peuple français, Marat, ce digne Marat devient seul leur victime. Ces lâches ! ils ont fait éclater leur rage et leur fureur sur un cadavre déjà détruit et anéanti et qui n'avoit d'autre espoir de guérison, que celui dont il se flattoit en vain lui-même. Une femme de Caen, âgée de vingt-cinq ans (mais belle), en bonnet et ruban verd, entre chez lui sur les huit heures du soir, le demande en particulier, le trouve au bain et le poignarde... Elle le voit expirer, et dit qu'elle est satisfaite !... Elle comptoit trouver sans doute pour juges le côté droit ou ses complices, mais non c'est la loi... Leur crime n'est point encor à son comble, ils nous dési-

(1) La totalité des voix, pour l'acceptation de l'acte constitutionnel, fut de quatre mille environ. On votait à vingt-un ans. La Constitution fut acceptée partout dans la Sarthe. Les autorités du district et de la commune de Fresnay furent cependant dénoncées, le 1^{er} août, pour n'avoir pas accepté la Constitution et n'avoir pas voté dans les assemblées primaires.

gnent tous pour victimes. Voilà leur probité, leur délicatesse et les sentimens qui les guident... L'on vous menace, citoyens, veillez; la mort de Marat sera la vôtre et vos assassins seront ceux qui paroissent vous flatter eux-mêmes, car ils me dénoncent, je dis la vérité!...

« Veillez et vous découvrirez leurs manœuvres et la mort qu'ils devront subir eux-mêmes.

« Sans-culottes, Marat pardonne, nous devons le venger et détruire les tyrans; il est mort, mais il doit vivre en nous et nous devons mourir pour lui. Ses intentions étoient pures, il n'a jamais commis aucun mal.

« ... Voilà la justice qu'on a scu lui rendre; lisez, méditez et répétez souvent ces vers; ils sont collés sur sa porte, ils resteront sans doute profondément gravés dans vos cœurs :

« Hélas ! il ne vit plus ce vray républicain :
La terreur des tirans et du peuple le père.
Une femme exécrable osa porter sa main
Sur ce dépôt sacré, sur ce dieu tutélaire.
Citoyens, que vos pleurs ne cessent de couler,
Que Marat, par sa mort, enflamme votre zèle,
Songez qu'il vous laisse le soin de le venger,
Et durant votre vie, ayez-le pour modèle. »

« Citoyens, la horde criminelle et aristocrate se sert de cocardes placées à l'anglaise dont la moitié surpasse le chapeau, et les femelles de rhubans foncés d'une seule couleur, les verts sont ceux qu'elles ont spécialement adoptés; détruisez-les aussitôt, et si le tricolore les déshonore, qu'elles sachent qu'elles ne sont pas faites pour en porter. Paris donne l'exemple... et toutes les femmes, exceptées celles que l'horreur de leurs crimes empêche de se montrer, sont toutes revêtues de leur cocarde.

« Je vous envoie le vrai portrait de Marat; si le temps m'eut permis, je vous l'eusse adressé sous verre, mais, tel qu'il soit, il vous sera précieux parce qu'il représente ce que l'on aime...

« J'aurai le plaisir de vous instruire des suites de ces malheurs, aussitôt qu'elles auront lieu.

« Paris ne dit rien, Paris veille. Le pain vaut trois sols la livre. On en manque quelquefois. Les citoyens courent en foule chez Marat. On le regrette, on pleure; on découvre des complices, à la tête desquels on dit déjà Fauchet et Doucey.

« Les quarante-huit sections vont aller à la Convention pour l'acceptation solennelle de la Constitution. Le courrier part.

« Salut et fraternité.

« VALFRAMBERT.

« Hôtel d'Hainault, rue Neuve-Saint-Roch, quartier du palais de l'Egalité (1). »

(1) Archives municipales du Mans

Cette lettre, écrite alors que le cadavre de l'*Ami du peuple* n'était pas encore refroidi, prouve de quel amour le maratiste Valframbert brûlait pour son vrai chef de file, Marat, « le digne Marat, ce père du peuple français, » dont il envoyait les traits chéris à ses frères de la Société pour leur servir de modèle. Mais elle démontre encore quelque chose de plus : elle prouve bien clairement qu'en s'armant du poignard des Euménides, Charlotte Corday n'accomplit pas seulement un crime, elle commit une faute politique, ainsi qu'aurait pu dire M. de Talleyrand. En protestant par l'assassinat de Marat contre l'abaissement général des âmes, terrifiées par les sauvages vociférations du sanguinaire tribun, la parente du vieux Cornille croyait abattre d'un seul coup le parti jacobin. Elle se trompait. En tuant Marat, le couteau de Charlotte ne fit que provoquer de sanglantes représailles. Elle croyait consommer la ruine des anarchistes ; elle précipita, au contraire, la ruine de la Gironde, la chute des têtes de Vergniaud, de Gensonné et de leurs compagnons d'échafaud. Elle fut cause du triomphe posthume et définitif de Marat, qui mort reçut des hommages et une apothéose qu'on n'eût pas osé lui prodiguer de son vivant.

Marat devint un dieu, même pour le parti jacobin des départements, qui jusque-là avait fait encore quelques réserves à son égard. Les excitations de Valframbert produisirent surtout leur effet dans la Sarthe.

Jusque-là, l'*Ami du peuple* y avait été l'objet de l'exécration quasi-générale. Une vive sympathie avait accueilli les administrateurs du département, écrivant dans une adresse à la Convention, à la fin de janvier 1793 :

« Législateurs, frappez, il est temps. Écrasez tous ces monstres..., ou vomissez-les à jamais de votre sein ces anarchistes affreux, dont le nom seul est l'opprobre de la France et le fléau des lois. Vomissez Marat et les complices de ses forfaits ; ils ne sortent de leur caverne que pour se repaître de sang... Quoi ! ils siègent encore dans le sanctuaire des lois à côté des Catons, et la France souffrirait plus longtemps que le crime fût placé à côté de la vertu ! »

Marat était considéré, dans presque toute la province, comme un homme de sang, un lâche agitateur, un vil libelliste, le chef d'infâmes factieux. Ses diatribes anarchistes étaient en horreur. Philippeaux lui-même en éprouvait du dégoût, et se disait honoré par ses insultes (1). A différentes époques, la Société populaire du Mans l'avait ouvertement flétri ; au milieu de novembre 1792, elle avait failli une première fois rompre avec le club des jacobins de Paris, parce que Marat trouvait des partisans dans son sein. « Nous ne nous attendions pas, disait-elle dans son adresse, à trouver dans vos lettres l'éloge de la Commune de Paris... et du corps électoral qui a nommé Marat. Soyons unis plus que jamais, mais soyons-le pour combattre les Marat et leurs partisans. » En février, plusieurs citoyens proposèrent de nouveau, à l'exemple de la Société de Laval, la rupture avec les jacobins, indignés surtout de voir le sanguinaire Marat siéger au milieu d'eux. En avril, le *Courrier patriote*, devenu l'organe du club, n'en applaudissait pas moins à la mise en accusation de Marat et écrivait : « Celui qui dégrade le plus la dignité auguste du représentant, le vociférateur, le furibond Marat, a été réprimé par la majorité et décrété d'accusation (2). »

L'horreur qu'inspirait cet homme, avait été en grande partie la cause de la sympathie que les girondins avaient trouvée dans les départements, après leur proscription du 2 juin. Il m'a été donné de vivre avec des vieillards, ayant encore présents à l'esprit l'effroi et le dégoût causés par le féroce tribun demandant 200,000 têtes !

Hélas ! à la mi-juillet tout était bien changé : déjà le succès de la révolution du 31 mai, qui avait été vraiment son ouvrage, l'avait grandi. Les modérés des départements, les *fédéralistes*, comme on disait alors, le considéraient bien comme un odieux anarchiste et un dictateur ambitieux, mais

(1) V. *Les Députés de la Sarthe à la Convention*, p. 27.

(2) N° du 21 avril 1793, p. 143.

leurs attaques même avaient surfait et accru son importance, en faisant tourner à son profit l'effroi qu'inspirait l'énergumène tribun, à moitié mourant.

Le parti jacobin, exploitant sa victoire, l'avait adopté, malgré d'anciennes répugnances, pour son véritable chef. La mort vint enfin, même au Mans, lui donner la consécration du martyr et transformer ses crimes en vertus.

Le 26 juillet, un des principaux membres du club du Mans, écrivant à un ami, lui faisait part *de la perte inappréciable* de Marat : « C'était vraiment, disait-il, l'ami du peuple. La Société a demandé l'appel nominal de ses détracteurs. Il » seront sommés de se rétracter ou expulsés (1). »

Des femmes, hélas ! ne rougirent pas de faire l'éloge de l'affreux tribun. Le *Courrier patriote*, converti à Marat, mais qui expirait alors faute d'abonnés, a présenté ce compte rendu de la séance du 21 juillet, de la Société des amis de la République (2) :

« Un membre donne lecture, à cette séance, de l'apologie de Marat, faite par une citoyenne de cette ville, déjà connue par des discours patriotiques, et un civisme aussi pur qu'éclairé : tous les sans-culottes ont vu avec plaisir que cette citoyenne n'étoit point restée au-dessous de son sujet. Elle a surtout convaincu tous les patriotes, qui jusqu'à présent avoient calomnié Marat, que ce législateur étoit véritablement l'ami du peuple. En effet, quoi qu'on ait pu dire, la vérité est que Marat est mort dans la pauvreté et assassiné par une ci-devant noble.

« La Société a aussitôt arrêté que cette citoyenne seroit reçue au nombre de ses membres ; et voulant enfin bannir ce reste d'inégalité et d'injustice, qui fait que les hommes se regardent tellement supérieurs aux femmes, qu'ils cherchent à les réduire à une nullité absolue, la Société a arrêté qu'elle recevrait dans son sein toutes les femmes dont l'énergie, les lumières et le civisme pourroient être utiles à la patrie. »

D'autres excitateurs que Valframbert venaient convertir le Mans aux principes de Marat, *maratiser* la ville. Le 23 juillet, le président du département, *qui se défait des apôtres et des*

(1) Archives de l'hôtel Soubise.

(2) *Courrier*, du 26 juillet.

prophètes de ces doctrines, dénonçait au maire, d'après l'avis qui lui en avait été donné, « un particulier venant de Paris, logé au Grand-Dauphin, professant et évangélisant le pur maratisme. »

Dans certains districts, des administrateurs, qui avaient louvoyé jusqu'alors, n'avaient pas honte de renier leur passé, et d'écrire eux-mêmes sur les registres officiels : « Nous déclarons nous désister de tout ce que nous aurions pu dire contre le citoyen Marat, et ceux qui sont dans ses principes, que nous reconnaissons pour avoir bien mérité de la patrie. » Des citoyens ajoutèrent bientôt à leur nom, dans la Sarthe, celui de Marat : ainsi firent, les premiers, deux amis de Valframbert, anciens bénédictins, qui se plaçaient par peur sous cette égide, Marat Roustel, Marat Cincinnatus Jourdain ; puis Marat H....., Marat B..... qui tous ont signé de ces prénoms des adresses imprimées. Je m'arrête, car il faudrait épuiser toutes les lettres de l'alphabet. Ainsi, faisait encore le vice-président de l'administration renouvelée de la Mayenne, Marat Q....., qui mettait en tête de son *Rapport sur l'invasion des rebelles à Laval*, fait par le sans-culotte Q....., à la séance des jacobins de Paris, le 21 brumaire an II :

« Et moi aussi je suis Marat, je veux être libre ou mort. »

C'étaient, aux Sociétés populaires, des éloges furibonds. Marat Cincinnatus, dans son apostasie cynique et imprimée du 30 brumaire, s'écriait à la tribune de la Société républicaine : « Si je sens aujourd'hui circuler dans mes veines la fièvre révolutionnaire qui consumait l'immortel Marat, ce ne sont point les circonstances qui ont fait naître en moi les grands principes que je vous professe, j'étais républicain avant la Révolution.

« Citoyens, le sans-culotte Jésus voulut révolutionner son pays, il voulut renverser l'empire des prêtres... En dévoilant leur perversité, leur hypocrisie, il s'entoura de sans-culottes comme lui et se garda bien d'y admettre des pré-

« tres. C'est pourquoi les prêtres l'assassinèrent comme ils « ont égorgé l'*Ami du peuple* (1). »

Enfin Marat passa tout à fait à l'état de dieu, auquel le destinait cet infâme parallèle. Le 26 ventôse an II, Garnier de Saintes écrivait de Vendôme au département de la Sarthe, qu'on répandait le bruit, dans le district de Fresnay, que Marat était le dieu qu'on devait adorer, et qu'on disait au peuple que s'il manquait de subsistances, c'était à la colère de son ancien dieu qu'il devait sa disette (2). A Sillé, on gémit sur l'insulte faite aux mânes de Marat, quand à la veille du 9 thermidor on trouva son buste brisé dans le temple de l'Être suprême.

Par ces quelques exemples, on peut voir que Valframbert avait été obéi à souhait, et que le maratisme avait recruté de nombreux et fervents adhérents dans la Sarthe.

Depuis que nous l'avons un instant perdu de vue, l'ancien commandant du bataillon de Saint-Benoît continuait à souffler à la Société du Mans la haine contre les girondins et les modérés, ainsi que le faisait également le club des jacobins qui correspondait avec elle.

Voici une nouvelle lettre de Valframbert du 27 août :

« Du palais marchand, ce 27 août 1793, l'an 1^{er} de la République française, une et indivisible.

« Sans-culottes,

« Roustel, notre ami commun, vous aura sans doute témoigné ma reconnaissance de l'intérêt que vous avez bien voulu prendre aux miens, en m'adressant le certificat de civisme que vous avez arraché à l'injustice du district.

« J'aurais cru que cette administration auroit rendu publiques les deux lettres que je lui ay adressées; elle n'a osé sans doute, crainte de faire connaître ses manœuvres. L'homme pur n'a rien à craindre et dans cette

(1) *Bulletin du département*, du 8 frimaire an II. — *Profession de foi civique* d'un *sans-culotte*, prononcée dans la séance du 30 brumaire, à la Société républicaine du Mans, en présence des Représentants du peuple, Garnier de Saintes et Thirion....., par le *sans-culotte* Marat Cincinnatus, J.....

(2) *Archives de la Sarthe*.

qualité j'ai écrit à ces *Messieurs* non pour me justifier, puisque je n'ai fait que mon devoir, mais pour leur dire, en un mot, que la peine qu'ils méditent pour les sans-culottes est celle qui les atteindra.

« Il est malheureux, citoyens, pour la ville et pour vous, d'être au milieu de vos assassins, des ennemis de la loi et des tirans du peuple; il est malheureux pour vous, qui vous êtes épuisés pour la Révolution, d'avoir été sur le point d'en être la victime (comme nous l'avons ici appris immédiatement) par les attroupemens qui se sont faits dans votre ville et que les corps administratifs eussent dû réprimer dès leur renaissance (1). Vous eussiez dû les dénoncer à la République entière, les destituer, vous emparer des coupables, et les faire juger sur le champ. Votre indulgence devient criminelle, et vous ne devez en user que lorsqu'il ne peut résulter aucun mal, quoique vous ne deviez en user dans aucune circonstance lorsque la loi a prononcé. Nous en avons tous frémi, quand Bazin nous l'a annoncé.

« Les sans-culottes sont bons, ils sont purs, faites en un cordon inséparable du lieu sacré que vous habitez, la Société, et si quelque scélérat ose y porter ses pas encore, son crime n'en sera que plus énorme; il en devra devenir et tomber la victime sur le champ. Ignorez-vous encore, citoyens, la cause de tous nos maux; nous en portons le principe dans nous-mêmes, c'est notre bonne foy. Nous avons commis des fautes, nous les connaissons, n'y retombons plus. Éloignons de nous cette maudite idée qu'un homme riche, qu'un conseiller, qu'un avocat, un procureur, un huissier, enfin tous les gens de robe, soient les seuls qui aient de l'esprit, ils n'en ont que trop pour nous, car il n'y a qu'eux qui peuvent nous tromper.

« Rappelons-nous l'ancien régime; ils étoient nos chefs et nous ne pouvions les supporter, et ce sont eux qui aujourd'hui ont encore toute notre confiance; empressons-nous de la retirer. Pensons donc que s'ils ne peuvent plus aggraver nos fortunes particulières, ils ne désirent qu'enrichir celle qui nous regarde tous.

« Quand on a du nommer aux places, qu'ont-ils fait pour y parvenir? D'abord modestement, ils ont dit qu'ils n'accepteroient pas et ils étoient déjà rongés de l'envie de les occuper; ils ont dit que ces places étoient trop pénibles, qu'ils ne seroient pas en état de les remplir, et ils n'ont ainsi parlé que pour nous empêcher d'y parvenir nous-mêmes, et pour les occuper tous ensemble. Rassurez-vous, citoyens, il ne faut pour remplir une place que de l'honneur, un peu d'intelligence et de bonne foy et vous ne trouverez ces titres que dans les sans-culottes. Quels services n'ont pas rendus Toury et Chassevent, je les ay moi-même forcés d'accepter parce que j'étois sûr de leur probité. Quels maux n'ont-ils pas soufferts, qu'ils le

(1) Ceci se rapporte aux scènes menaçantes contre la Société populaire, du 28 juillet, que j'ai rapportées ailleurs. (*Les Vendéens dans la Sarthe*, t. 1^{er}, p. 72.)

déclarent aujourd'hui; ils ont rempli leur devoir, nous leur devons de la reconnaissance; ils n'ont pas toujours réussi, parce qu'ils étoient en trop petit nombre et qu'il ne falloit que des sans-culottes.

« Il est bien des gens d'esprit et de bons patriotes qui valent bien tous ces robins, et qui n'ont point voulu se montrer, parce qu'il ne voyoient que des difficultés à éprouver avec les gens de robe de grande qualité et par de beaux discours des emporte-pièces. — Allez dans les bas quartiers, dans les chaumières, dans le centre même de la ville, vous y trouverez des gens éclairés, des amis des lois, de bons patriotes; ils seront méprisés parce qu'ils ne seront pas de haute volée, peu nous imposeront, chargés de notre confiance, nous les soutiendrons par les armes qui seront en notre pouvoir, et par nos conseils. Que notre conduite passée, citoyens, soit pour nous un exemple à l'avenir; nous avons toujours été trompés... Suivons Paris, il n'y a que des sans-culottes. Les grands n'osent parler, ils étouffent; les apoticaire y gagnent, car on a besoin de leur ministère tous les jours et les sans-culottes se portent bien.

« Eclairez vos amis, éclairez et écrivez aux campagnes. Les crimes de Custine leur paroissent des vertus, il a avec Pitt et Cobourg des agents partout; il a ces Brissot ces Pethions etc., qui soulèvent la République entière qui sera forcée de succomber, si elle n'est éclairée. Je demande donc que vous fassiez des adresses à tout le département. Elles détruiront les fausses opinions, telles que celles de Pethion qui sont imprimées et qui sont répandues partout. Elles exciteront les sans-culottes à leur devoir, elles leur diront que la République est leur ouvrage, qu'ils ont de la gloire à la soutenir, qu'ils en recevront et les lumières et les bienfaits, etc. Mais que si elle vient un jour à cesser, ils seroient eux-mêmes la première victime...

« Les décrets les plus salutaires sont sortis, vous les avez demandés, c'est à vous à les faire exécuter sur le champ.

« Notre concitoyen Bazin est parti de Paris dans les meilleures dispositions, soutenez-le vigoureusement et ça ira : il n'emporte avec lui que les vrais sentiments des jacobins et de la majorité de Paris.

« Hier soir, j'étois aux Jacobins. Danton étoit inculpé par le *père Duchasne*. Ils ont l'un et l'autre monté à la tribune et se sont expliqués dans le plus grand calme, sur tous les faits, et tous deux se sont retirés au milieu des applaudissements. Danton y a démontré toute sa conduite la plus pure et la plus révolutionnaire. Il est prouvé aussi qu'il n'a reconnu que quarante mille livres à sa femme.

« Veillez, travaillez à exécuter la loi, il est temps.

« Je vous embrasse tous fraternellement.

« VALFRAMBERT (1). »

(1) *Archives municipales du Mans.*

On voit que Valframbert était comme le boute-feu du jacobinisme dans notre province. La *Société* le considérait encore comme un de ses membres invisibles et présents, et l'inscrivait au nombre des siens, sur la liste faite après le scrutin épuratoire du mois d'août : « *Valframbert, à Paris.* » Il avait profité, on le voit, du voyage fait à Paris par Bazin, lors de l'acceptation solennelle de la Constitution par les départements, pour le styler à sa façon, le mettre « dans les meilleures dispositions » et lui inculquer « les vrais sentiments des jacobins. » Bazin, qui devait plus tard renier Valframbert, était donc bien alors son ami, et s'il faut en croire Levasseur « il sollicita Lemarchand, employé au bureau de la guerre, de procurer une place à Valframbert dont il lui fit le plus grand éloge. »

En revenant au Mans, où il annonça devoir être bientôt revêtu de grands pouvoirs, Bazin rapportait le plus pur des doctrines de Valframbert, l'élixir du jacobinisme. « Bazin est arrivé... » disait une lettre du 29 août, écrite par un de ses partisans, deux jours après celle de Valframbert, « il se propose « et moi j'en ai été témoin, hier soir, *aux amis de la Constitution*, de suspendre les administrations, d'en faire élire de « nouvelles, de réorganiser la garde nationale : il attend de « jour en jour les commissaires de la Convention. »

Il attendait avec impatience ces députés « dont la lenteur, « disait-il, enchaînoit par degré le courage des patriotes. Ce « moment sera celui où l'énergie républicaine se déploiera : un « grand changement doit s'opérer dans cette cité que des manœuvres perfides ont toujours réduite au modérantisme ; les « administrations renouvelées, la garde nationale réorganisée, « tout doit prendre une forme imposante. Il faut chasser de « notre sein ces froids égoïstes, ces avares que l'opulence a « plongés dans la plus profonde et la plus criminelle inertie (1). »

Ce programme devait sourire à Valframbert qui pouvait y reconnaître ses idées ; il devait être en partie réalisé, après

(1) Lettres des 29 août et 6 septembre. (*Archives de l'hôtel Soubise.*)

une lutte sans trêve, lors de l'arrivée du conventionnel Thirion, par la destitution et l'emprisonnement des administrateurs du département de la Sarthe, le 6 octobre 1793 (1).

Cependant la terreur devenait chaque jour plus sombre, et les coryphées du parti jacobin s'accrochaient enfin au pouvoir. Les bureaux du ministre de la guerre étaient comme la sentinelle de la Révolution. Valframbert y avait trouvé naturellement des protecteurs ; à la fin d'octobre, il était enfin pourvu d'une place, ainsi qu'il l'espérait depuis longtemps, et cette place, ah ! j'en rougis pour mon pays, était celle d'adjudant général près l'armée des côtes de Brest. Il était fait d'emblée, lui, le factieux, l'anarchiste, l'insulteur de femmes, l'égal (hiérarchiquement du moins) de tous ces braves qui avaient défendu la noble France contre l'étranger, qui avaient acquis tous leurs grades au prix de leur sang, de leur courage et de leurs victoires, l'égal des Marceau, des Kléber, des Savary, des Delaage, des Marigny !

Un de ses acolytes, un Manceau, hélas ! faisait ainsi part de sa nomination à la Société populaire du Mans :

« Le 7 de la troisième décade de la deuxième année de la République, une et indivisible.

« Citoyens frères et amis,

« Les sans-culottes triompheront en dépit du diable et des aristocrates. Valframbert, leur plus cruel ennemi, vient d'être nommé depuis quelques jours adjudant général, chef de bataillon, près l'armée des côtes de Brest, il ne le saura que demain. Il m'a conduit au bureau de la guerre, et au moment où il s'est absenté, on m'a confié ce secret.

« J'ignore s'il acceptera, car il ne vouloit que la place de commissaire des guerres, mais la loi s'y oppose. On lui avoit déjà même devant moi proposé plusieurs places, il les a refusées dans la crainte de n'être pas en état de les remplir ; mais malgré lui sa modestie triomphera. Il est ici infiniment aimé, il m'a paru qu'on a beaucoup de confiance en lui ; il devoit encore être nommé inspecteur des charrois, je ne sais lequel il optera, car il étoit bien éloigné d'y penser. Je vais lui conseiller d'accepter cette dernière ; la surveillance ne lui manque pas, c'est ce qu'il faut dans cette place avec un peu d'activité.

(1) Voir les *Vendéens dans la Sarthe*, t. I^{er}, p. 109.

« Nous pardons en lui un ami, mais je me plais à croire que la reconnaissance ne lui fera jamais oublier les sans-culottes du Mans.

« Nous avons été voir hier le buste de Marat dont il vous fait présent; vous le recevrez sous peu de jours.

« Rien autre chose de nouveau. On poursuit vivement nos scélérats brissotins, Manuel, Bailly, et beaucoup d'autres; ils iront bientôt tous sur la place de la Révolution, payer le tribut de leur scélératesse. *La louve autrichienne* leur a frayé le chemin. N'épargnez rien, que votre surveillance et votre intrépidité soient toujours en activité, je vous en conjure, au nom du salut de la République.

« Je vous embrasse tous fraternellement.

« Je vous envoie le nouveau calendrier avec le décret (1). »

Les places, on peut le dire, accouraient enfin au-devant de Valframbert et venaient le combler. Son heure et celle de ses pareils était enfin arrivée. Deux jours avant cette lettre, le cinquième jour de la troisième décade du premier mois (16 octobre 1793), Thirion, épurant et réorganisant définitivement l'administration départementale de la Sarthe, nommait *Valframbert, du Mans*, membre du département. L'heureux sans-culotte avait mieux que cela; il se donna bien garde d'accepter. Il se disposa à aller prendre possession de sa nouvelle fonction d'adjutant général, pour laquelle il s'était déterminé, et avant de partir il écrivit comme adieu cette lettre horrible à la Société du Mans. On croit entendre le rugissement de l'hyène heureuse de dévorer sa proie :

« Paris, le deuxième jour de la deuxième décade du deuxième mois.

« Sans-culottes, mes amis,

« La Morandière votre maire est parti hier à 10 heures du soir; il n'a pas eu beaucoup de temps pour se reposer. Il vous a porté des nouvelles satisfaisantes et pourra lui-même vous parler de Philippeaux.

(1) *Archives municipales du Mans*. — Le 17 brumaire, un autre Citoyen, représentant de la Sarthe, qui comme P..... fut un des convives de Valframbert, au dîner du 7 brumaire, dont nous allons bientôt parler, écrivait au département: « Hier, à cinq heures du soir, la tête de Philippe-Égalité est tombée sous le glaive de la loi : voici la réponse aux vils calomnieux qui prétendaient que la Montagne en voulait faire un roi. » (*Archives de la Sarthe*.)

« Des républicains doivent être vrais et ne doivent rien cacher. Telle est ma manière de voir et celle des sans-culottes.

« Je ne puis approuver vos opérations que lorsque je verrai *que vous n'aurez rien épargné*. Il ne suffit pas d'avoir de la bonne volonté, il faut la réduire à l'acte et ne pas se laisser tromper par les apparences. J'apprends que Macé de la rue Dorée, n'est pas encor enfermé et bien d'autres. N'a-t-il pas perdu votre confiance, ne l'avez-vous pas expulsé des places qu'il avait osé occuper ? C'est plus que suffisant pour le faire conduire à Chartres.

« Vous-mêmes, avez-vous, sur le point d'être la victime, envie de *laisser* vos ennemis parmi vous ? Ils sont à vos portes, sur ce que nous a dit le citoyen La Morandière et vous voulez ne pas vous saisir de ceux du dedans ! Au nom de la loi et de la sûreté générale, je demande que vous les renfermiez sur le champ et qu'ils partent pour Chartres, si vous voulez vous sauver.

« Six manceaux réunis ensemble avons conduit à *la guillotine* nos scélérats du côté droit. J'ai vu avec plaisir Lehardy, qui nous a tant fait de mal, je lui ay dit : « Va, Lehardy, va dans l'autre monde me rendre justice. » Il m'a regardé et nous a tous vus, tous reconnus, et nous a salués trois fois de trois coups de tête. Il a poussé la scélératesse jusqu'au dernier moment.

« On épargne ici, comme vous le voyez, personne. Il est temps, et si vous laissiez même le moindre homme suspect par sa conduite ou ses paroles, vous êtes perdus, car il ne perdra pas un seul instant pour exécuter ses intentions perfides. Qu'ils périssent, tous ces monstres, et que vous puissiez vous sauver !

« La patrie s'est déclarée et est reconnoissante ; l'auriez-vous oublié ?

« Le Vasseur en a bien mérité, vous le savez, c'est le seul de notre département dont le nom fait reculer les ennemis, c'est lui qui, à l'armée s'est montré en représentant ; ses lauriers sont les vôtres, vous les partagez avec la République entière. C'est lui qui eût du espérer de vous des remerciemens, si des Républicains en devoient ; c'est à lui, c'est à son cheval, à qui nous devons des succès. Le cheval a fait sa course, il est revenu de l'armée triomphant ; c'est ce cheval que vous avez mis en réquisition. Le Vasseur, content de ses services, l'avoit acheté, j'en ay vu les reçus. Le comité de salut public en est instruit. Le citoyen La Morandière le sait. Le Vasseur l'aime parce qu'il lui a sauvé la vie ; il espéroit le conserver, et en avoir soin, vous le privez de sa consolation lui-même. C'est sans doute par erreur, citoyens, et je crois que vous serez trop justes pour ne pas lui rendre sur le champ ; si tous les chevaux de votre département étoient en réquisition, je réclamerois peut-être encore pour celui-là, qui nous a ramené l'ami des patriotes, la terreur des aristocrates, et le seul qui, jusqu'à ce jour, a rendu les plus grands services à notre département, avec B..... et

Letourneur, ces trois ne font qu'un. Puissiez-vous à leur exemple en faire autant.

« Je le désire, je vous aime et vous embrasse tous.

« VALFRAMBERT,
« Adjudant-général.

« Ecrivez-moi pour la dernière fois à Paris, par le premier courrier.

« *Que la rage seule vous conduise ; poursuivez vos ennemis, et n'en laissez pas exister un seul.* Vous m'obligerez si vous écrivez au Levasseur. Salut (1). »

Une pareille lettre ne se commente pas : c'est à la conscience de chacun à la juger et à en faire justice !

Je me bornerai seulement à faire remarquer les relations de Valframbert avec Potier La Morandière, devenu maire du Mans au commencement de septembre, et avec Levasseur, qui avait fait son chemin depuis qu'il conduisait, en compagnie du commandant du bataillon de Saint-Benoît, les prêtres du département à La Flèche, et était allé s'asseoir au haut de la Montagne, sur les bancs de la Convention.

Potier La Morandière avait été envoyé, le 7 brumaire, à Paris, requérir du Comité de salut public des hommes et des armes, pour défendre le département menacé de l'invasion des Vendéens. Il y vit Levasseur, Valframbert et Boulanger, ancien vicaire épiscopal du Mans, ancien président de la Société populaire, devenu Commissaire du pouvoir exécutif, qui avait été envoyé en cette qualité dans la Sarthe, à la fin de juillet, et n'avait pas conservé toutes les sympathies du club manceau auquel il venait d'être dénoncé. Levasseur écrivait à ses frères et amis de la Société, le deuxième jour de la deuxième décade du deuxième mois de l'an II de la république une et indivisible (précisément le même jour que Valframbert), en faveur de Boulanger :

« J'ai été témoin d'une explication qui a eu lieu entre Valframbert, Potier et Boulanger ; ce dernier est accusé de faits

(1) *Archives municipales du Mans.*

« qui se sont passés depuis que je suis ici..... Potier vous
« rendra compte de ce que Boulanger a dit de sa justifica-
« tion, etc..... (1). »

La suite des faits prouvera, du reste, plus complètement l'intimité des rapports de Valframbert et du député de la Sarthe, dont il recommandait si chaudement le cheval de bataille à ses amis de la Société.

Ce cheval mérite avoir son histoire comme Bucéphale, et j'espère qu'on me pardonnera la digression qu'amène naturellement la recommandation de Valframbert en faveur de son protégé.

Levasseur avait ramené avec lui, de l'armée du Nord, son cheval de bataille, dont il a parlé avec esprit dans ses *Mémoires*. Ce coursier, ainsi qu'il l'a dit avec une franchise rare, et que pouvait seul se permettre un homme d'une intrépidité aussi bien établie que la sienne, ce coursier l'avait emporté bon gré mal gré à Thuin, au milieu des lignes ennemies des Autrichiens, et avait par là contribué à augmenter la juste renommée de courage qu'il s'était à bon droit acquise (2). A son retour, Levasseur l'avait envoyé à la campagne, à sa terre de l'Épine, appartenant jadis à l'abbaye du Pré et qu'il avait achetée comme bien national. D'après le décret qui prescrivait la levée de 30,000 chevaux, ce cheval du conventionnel de la Sarthe fut mis en réquisition, comme tous les autres, comme ceux des simples mortels. Il y eut des propriétaires se rendant à la campagne, montés sur leurs chevaux, qui furent même démontés, par voie de réquisition, en pleine place de l'Éperon. Levasseur vit avec peine qu'on lui appliquait la loi commune ; Valframbert se rendit l'écho de son mécontentement. Mais au Mans « les malveillants, » comme il disait, prétendirent qu'il voulait soustraire ses chevaux à la réquisition. Potier La Morandière lui-même demanda que

(1) *Archives municipales du Mans.*

(2) *Mémoires de Levasseur*, t. II, p. 132.

le cheval du représentant passât sous le niveau de l'égalité, et l'indiqua au président du district, La Faverie. Ce fut un rude coup pour l'irascible chirurgien, choqué de ce manque d'égards et de ce rappel aux principes républicains. Il se pourvut devant le Comité de salut public, qui prit un arrêté enjoignant au district de remettre à Levasseur le cheval qu'il réclamait, et chargea le représentant de la Sarthe, François Primaudière, en mission dans la Mayenne et l'Ille-et-Vilaine, de le notifier à l'administration du Mans. Ce fut une longue et terrible affaire, qui ne contribua pas peu à brouiller Levasseur avec les membres de la Société populaire, qu'il fit tous ses efforts pour envoyer à l'échafaud. Quand son beau-frère La Faverie, un des envoyés en mission à Paris pour sauver le département de la famine, le rencontra sur la terrasse de la Convention, le 18 pluviôse, Levasseur, tout d'abord, le reçut froidement et le repoussa alors qu'il venait pour l'embrasser, parce que Potier La Morandière lui avait naguère représenté faussement La Faverie comme l'auteur de la mise en réquisition du cheval (1). Les membres de la Société populaire du Mans, de leur côté, représentèrent comme arbitraire et comme inconstitutionnel l'arrêté du comité qui, trompé suivant eux, avait ordonné de rendre au représentant un cheval inutile pour ses fonctions, destiné à labourer la terre à sa ferme de l'Épine et sujet comme les autres à la loi sur la levée des 30,000 chevaux. Ils proposèrent de le rendre public, afin de le porter à la connaissance de tous les amis de l'égalité.

Ce cheval, du reste, occupe, dans la correspondance de Levasseur, une place aussi large que les intérêts de la République. On voit que l'affaire lui tient au cœur, ainsi qu'on va pouvoir en juger.

Le 22 pluviôse, après son explication à Paris avec les envoyés du Mans, il écrivait à Garnier de Saintes, commissaire de la Convention dans la Sarthe :

(1) *Archives de l'hôtel Soubise.*

« J'avois écrit à ma femme d'aller trouver Franchet (procureur-syndic du district), et lui proposer pour réquisition un jeune cheval de cinq ans environ, que l'on m'avoit dit assez beau. Il n'a pas été trouvé de la taille convenable. Je l'ignorois ; les deux autres étoient de vieilles rosses. Il étoit bien naturel que je désirasse conserver ceux que j'ai fait venir du Nord. Je l'en parlai, mon cher collègue, pour répondre à quelques malveillans qui ont prétendu que je voulois soustraire mes chevaux à la réquisition : oui, les deux jumens et le cheval gris, mais non celui qui, sur les trois, pouvoit servir, du moins je le croyois, puisque je l'ai offert. *C'est trop parler d'une pareille misère.* Potier, qui plaisante sur mon cheval de bataille, n'en mènera jamais un aussi près du feu... (1). »

Cette pareille misère préoccupait pourtant si bien Levasseur, qu'il écrivait, le 6 ventôse, à son collègue François :

« Je te remercie de ton empressement à mettre à exécution l'arrêté du comité de salut public. Je crois qu'il y a eu un mal entendu, que mon cheval a été conduit au Mans au dépôt et non chez moi. Le reçu de Bissy (conventionnel de la Mayenne) n'est pas de mon beau-frère, et je ne serois pas étonné que ces messieurs ne fissent voyager mon cheval. Tu peux charger de le faire remettre à mon beau-frère Goué de la Faverie, président du district. Je l'ai vu à Paris, où il est venu pour des subsistances. Il n'est pour rien dans ce qui se fait à la Société. Tu m'obligeras de lui écrire pour lui donner cette réquisition et *sans retard* ; car à force de faire travailler mes chevaux pour aller chercher des blés, ils ont déjà fait périr une de mes jumens ; ce qui est pour moi une grande perte. »

L'impatient représentant trouva trop longues les lenteurs de François qui avait tardé à recevoir sa lettre. Dès le 11, il écrivit de nouveau « au citoyen François, représentant, envoyé dans l'Ille-et-Vilaine, à Rennes, ou partout où il sera : »

« Un mal entendu, mon ami, détient mon cheval dans les écuries du département où il a été conduit, et non chez moi. Un mot de ta part à Legoué de la Faverie, qui en est prévenu, me le fera rendre. Je suis d'autant plus *pressé*, qu'une de mes jumens est morte de fatigue, en allant chercher des grains pour mes concitoyens. Je voudrois laisser reposer l'autre (2). »

(1) Cette lettre a été citée par Dom Piolin, *la Conspiration des Bazinistes*.

(2) Voir ces deux lettres autographes et inédites de Levasseur, aux Archives de la Mayenne.

Le même jour, il écrivait encore, comme par surcroît, à Garnier de Saintes, aimant mieux deux protecteurs qu'un :

« Notre collègue François a donné des ordres pour que mon cheval me fut rendu, il y a eu un mal entendu. Il est dans les écuries du département, et on attend un mot de toi pour qu'il me soit rendu. Ecris à La Faverie, président du district : il le fera conduire chez moi. Déjà une de mes jumens, toujours en réquisition, est morte de fatigue ; l'autre pourroit avoir le même sort. *Mon cheval travaillera et remarque bien que c'est pour aller chercher des grains pour mes concitoyens (1).* »

Le représentant François avait écrit le 14 ventôse au district du Mans, et mis enfin un terme à cette affaire. Le cheval de Levasseur put aller pâtre en paix, et sans crainte de mourir pour la patrie, les pâturages de l'Épine. Il était temps : il y avait quatre mois que le sort du protégé de Valframbert était en suspens, il préoccupait le Comité, les conventionnels, les administrations, la Société populaire du Mans, et surtout son inquiet propriétaire.

J'ai pensé que ce curieux épisode pourrait me faire pardonner d'avoir un instant perdu de vue le nouvel adjudant général des armées de la République.

§ III.

Avant que Valframbert ne quittât Paris, quatre jours même avant qu'il ne traçât sa lettre du 12 brumaire, avec une plume qu'on pourrait croire trempée dans le sang, sa demeure avait été le théâtre d'un dîner dont on peut dire, en imitant un mot bien connu, que ce fut le jour le plus célèbre de sa vie. Ce dîner suffit seul pour inscrire son nom dans l'histoire de la Révolution ; il nous renseigne de plus sur ses illustres amitiés, sur les personnages de la Révolution avec lesquels il était en rapport, depuis son séjour à Paris.

Pour célébrer sa nomination d'adjudant général et remer-

(1) Dom Piolin, *la Conspiration des Bazinistes*.

cier ceux qui lui avaient donné un coup d'épaule, Valframbert avait réuni, dans un dîner, des députés de son département, quelques compatriotes de ses amis, du Mans et d'Alençon, des membres du bureau de la guerre et de la Commune, la fine fleur des hébertistes, Vincent, Daubigny, Sijas, Chaumette et l'Alençonnais Hébert, le *Père Duchesne* lui-même en personne. Là eut lieu la fameuse rixe entre Philippeaux et Vincent, le secrétaire général du ministre de la guerre, le *Pitt de Georges Bouchotte*, comme disait Camille Desmoulins.

Philippeaux était revenu récemment de sa mission dans la Vendée, l'âme profondément ulcérée, violemment irrité contre Vincent, le *secrétaire ministre*, et contre les bureaux de la guerre. Leur obstination à maintenir à la tête des armées des chefs ineptes et des désorganiseurs tels que les Ronsin, les Rossignol, mauvais caporaux de corps de garde, leur habitude invétérée de destituer impitoyablement tous les généraux de talent comme les Canclaux, les Tuncq, les Dubayet, lui faisaient voir, dans ces bureaux du ministère, l'ancre d'où sortaient tous les désastres de la Vendée. Déjà il avait exhalé son irritation dans ses lettres et ses rapports au Comité de salut public. Quelques jours à peine avant le dîner, le 1^{er} brumaire, conformément à la demande d'une députation de la Société populaire de Tours, il avait obtenu de l'Assemblée la nomination d'une commission chargée d'examiner la conduite de Rossignol et des chefs de l'armée des côtes de La Rochelle. Brève satisfaction, court triomphe sur le conseil exécutif et le Comité de salut public ! Car dès le lendemain, 2 brumaire, Barère, qui promulguait les oracles du Comité, exposait à la Convention le récit des victoires de Cholet et de Beaupréau, s'écriait qu'il n'y avait plus de Vendée, et exploitait habilement l'enthousiasme de la victoire, en faisant rapporter le décret de la veille. Cette alternative de succès et d'échecs avait violemment irrité l'un contre l'autre les deux partis. C'était quelques jours plus tard que les deux principaux antagonistes, Vincent et Philippeaux, se rencontrèrent à

la table de Valframbert, donnant son dîner d'adieux, voulant fêter ses galons et leur donner le baptême du vin à défaut du baptême du feu qu'ils n'avaient pas reçu jusqu'alors.

On a deux comptes rendus de ce dîner, émanés de chacun des deux partis, l'un de Philippeaux, l'autre de Daubigny. Philippeaux en a présenté lui-même deux récits. Le premier, inséré dans son factum intitulé : *Philippeaux, représentant du peuple, au Comité de salut public*, 16 frimaire an II, est la reproduction de la dénonciation qu'il avait déposée le 22 brumaire au Comité de sûreté générale, contre Vincent, « le bureaucrate et l'impudent petit coquin (1) : »

« Du 22 brumaire, l'an II de la République française une et indivisible.

« Conformément au décret de ce jour, je dénonce au Comité de sûreté générale, que m'étant trouvé le 7 de ce mois, rue Neuve-des-Petits-Champs, avec mes collègues B..... et Levasseur (2) sur l'invitation réitérée d'un citoyen de mon département, nommé adjudant général de l'armée des côtes de Brest, survint un des commis du bureau de la guerre, nommé Vincent, avec deux officiers de l'armée révolutionnaire, un adjoint du ministre nommé d'Aubigny, les citoyens Hébert et Chaumette. Le repas fut gai d'abord, ensuite on fit tomber la conversation sur la guerre. Vincent, que je ne connoissois pas, dit qu'il avoit été indigné d'apprendre qu'on eut osé dire du mal des meilleurs généraux de la République, tels que Ronsin et Rossignol; que leurs antagonistes se repentiroient de leur audace; qu'il avoit déjà dénoncé l'un d'eux, nommé Philippeaux, au club des Cordeliers, et qu'on l'auroit bientôt mis à la raison. Vincent assaisonna cette sortie des épithètes les plus outrageantes. Tous les yeux se fixèrent sur moi dans ce moment, je répondis que j'avois fait mon devoir en révélant des vérités importantes et dévoilant les manœuvres d'hommes qui avoient mis la République à deux doigts de sa perte; que ces hommes étant les idoles du jour, comme l'avoient été Lafayette, Pétion, Dumouriez, je ne m'étois pas dissimulé le danger de ma dénonciation, et que si j'avois tout bravé pour le salut de mon pays, cet acte de dévouement civique ne pouvoit courroucer que les fripons, ni m'attirer les menaces que des agens de Pitt et de Cobourg.

« Tu as, reprit Vincent, avec un rire sardonique, provoqué une com-

(1) *Philippeaux au Comité de salut public*, 20 pages in-8°, sans nom d'imprimeur; voir p. 11.

(2) Philippeaux habitait dans le voisinage, rue de l'Échelle-d'Honoré, 3; B....., maison de la Virginie, rue Saint-Honoré, 330, et Levasseur, rue Saint-Honoré, 1477.

« mission pour examiner la conduite de Ronsin et de Rossignol, mais
« nous en avons fait justice, et nous saurons faire *ébouler* les députés
« qui, comme toi, oseront critiquer la conduite des généraux investis de
« notre confiance. »

« Je ne pus tenir à un tel excès d'impudence, je témoignai ma surprise
de voir assaillir aussi indignement, par des agens publics, un représentant
du peuple et un de ses plus zélés défenseurs; qu'au surplus, s'il exsistait
une nouvelle conjuration contre la République, j'aurais le courage de dé-
masquer tous les traitres. Cette réponse me valut un torrent de sarcasmes
et d'imprécations. Ne voulant pas qu'une scène aussi scandaleuse se
prolongeât plus longtemps, j'eus la prudence de me soustraire, par la
retraite, à des provocations qui pouvoient aller jusqu'aux derniers
excès. »

Peu de temps plus tard, le 6 nivôse, dans son écrit intitulé :
*Philippeaux, représentant du peuple, à ses collègues et à ses
concitoyens*(1), le député de la Sarthe a accentué davantage
le récit de ce dîner et de cette rixe :

« Un être que j'avois *secouru dans l'adversité*, le croyant honnête
homme (2), vint me prier d'un repas fraternel qu'il donnoit, disoit-il, à ses
bienfaiteurs. Je résistai trois jours de suite, parce que je n'aime pas à
manger chez les autres; enfin je me laissai vaincre et me rendis le 7, au
lieu indiqué, rue Neuve-des-Petits-Champs. J'y trouvai, avec Levasseur et
B..... mes collègues, plusieurs visages inconnus tels qu'Hébert, Vin-
cent, Daubigny et Sijas adjoints du ministre de la guerre, deux ou trois
épaulettiers de l'armée révolutionnaire, Chaumette, procureur de la Com-
mune, et un muscadin que tous mes concitoyens virent, en 1790, cracher
au visage des patriotes : c'étoit une sorte de guet-à-pens.

« Après une demi-heure de conversation indifférente, Vincent m'assaillit
d'outrages et de menaces sur le décret que j'avois fait rendre contre Ron-
sin et Rossignol. Je répondis que des fripons ou des traitres pouvoient
seuls me faire un crime de cette action civique. Là-dessus, Hébert et les
épaulettiers firent chorus avec Vincent; celui-ci osa me dire d'un ton im-
pudent : « Je t'ai dénoncé aux Cordeliers, nous avons fait justice de ta
« Commission, et nous saurons faire *ébouler* les députés qui, comme toi,
« oseroient critiquer la conduite des généraux investis de notre con-
« fiance. » A ce propos atroce que personne ne releva et qui fut assai-
sonné d'imprécations, je me crus transporté à Coblenz; je reprochai à l'hôte
de m'avoir fait trouver au milieu d'un essaim de contre révolutionnaires

(1) 44 pages in-8°, Paris, Desenne : voir p. 16.

(2) Cela se rapporte, sans doute, à la protection donnée par Philippeaux
aux gens compromis dans les troubles des subsistances, à la fin de 1792,
et fait supposer que Valframbert avait été lui-même emprisonné.

et je sortis promptement de ce séjour infect, pour ne pas en venir aux derniers excès. »

L'autre version émane aussi d'un des convives, mais d'un ami de Vincent, l'ancien avocat Vilain d'Aubigny, nommé membre de la Commune dans la nuit du 9 au 10 août, devenu adjoint du ministre de la guerre, célèbre encore plus par sa conduite au 10 août, aux Tuileries, que par l'hospitalité qu'il avait un instant donnée à Marat. C'était un ami, un protégé de Robespierre qui l'avait défendu contre les accusations de Bourdon de l'Oise. MM. Hamel et Louis Blanc en ont fait un dantoniste, uniquement parce qu'après le 9 thermidor il n'était pas resté fidèle à la mémoire de Robespierre, son ancien patron (1). Voici le récit que Daubigny fit du dîner de Valframbert, dans sa réponse à Philippeaux, intitulée : *V. Daubigny, membre du Comité révolutionnaire de la section des Tuileries et adjoint au ministre de la guerre, à Philippeaux, député à la Convention nationale* (2). Il prétend naturellement que le représentant de la Sarthe a tronqué, altéré, dénaturé les faits *avec une effronterie rare*; puis, dans sa déclaration faite devant le commissaire de police de la section des Tuileries, il dit :

« Le 8 ou le 9 brumaire, étant à dîner au ci-devant hôtel, dit du Saint-Esprit, avec une société de patriotes, du nombre desquels étoient B..... et Levasseur, députés, et Vincent, secrétaire du département de la guerre, (les autres personnes étoient les citoyens Valframbert, adjudant général, Jouennault, inspecteur des vivres, Préval, d'Alençon, Viger, inspecteur pour l'armement, Chaumette, procureur de la Commune, Hébert, substitut, Boissay, commissaire ordonnateur, Marquet, coopérateur d'Hébert, Rigeasse, notaire public, P..... du Mans, Buquet, aide de camp), on s'entretint d'abord de l'affaire dont le tribunal révolutionnaire étoit alors occupé, celle de Brissot et de sa faction.... des efforts que faisoient encore leurs dignes compagnons les modérés, les feuillans par le sys-

(1) Sur les cent mille francs des Tuileries restitués par la femme de Daubigny, voir les *Mémoires de Mathon de la Varenne*; la séance de la Convention du 30 septembre, où Bouchotte, Robespierre et Saint-Just témoignèrent du patriotisme et des vertus de Daubigny; M. Hamel, *Histoire de Robespierre*, t. III, p. 140, 341, 468.

(2) De l'imprimerie du département de la guerre, l'an II, 76 pages in-8°, 27 frimaire; voir p. 63.

tème de calomnie, que ces messieurs ont mis depuis quelque temps à l'ordre du jour contre tous les patriotes..., qui se sont conservés purs, malgré les cris et les vaines déclamations de tous ces scélérats.

« Alors Vincent observa avec chaleur : « que ce système perfide, quel-qu'adroits que fussent ceux qui en étoient les auteurs et les apôtres, n'auroit pas plus de succès que tous ceux que les ennemis de la République avoient employés jusqu'à présent ; que malgré l'intrigue, l'or de Pitt, de Cobourg et de Brunswick, la trahison des généraux, le machiavélisme des ennemis du peuple, et les efforts combinés de tous les tyrans de la terre, la République resteroit une et indivisible ; que les sans-culottes avoient juré de les exterminer tous, quels qu'ils soient et qu'ils tiendroient parole ; qu'inutilement, ajouta-t-il, en fixant les regards sur un particulier qui étoit à sa droite, qu'il avoit appris être député, mais dont j'ignorois le nom, certains hommes connus par leurs principes équivoques, et qui lors du jugement du dernier de nos tyrans, ont eu la lâcheté d'écrire pour et contre, s'acharnèrent-ils à favoriser l'intrigue, et soutenir jusque dans le sein de la Convention des administrations fédéralistes et contre révolutionnaires, et à persécuter des patriotes connus et éprouvés, en les dénonçant sur des faits faux et calomnieux, particulièrement Ronsin et Rossignol, en demandant des commissions pour les faire juger ; que les girondins et les brissotins, créateurs de la trop fameuse commission des douze, étoient prêts de payer leurs forfaits de leurs têtes, et que tous ceux qui seroient tentés de les imiter dans leurs principes et leur conduite auroient le même sort ; que la Montagne, les jacobins, les Cordeliers étoient là pour les surveiller, les démasquer et les confondre eux et leurs projets.

« Ce même particulier, dont jusqu'à ce moment j'avois ignoré le nom, et que j'ai su alors être Philippeaux, s'étant levé, dit avec emportement à Vincent : « Je vois bien que tous les intrigans ne sont point à la Vendée, « mais je me f... de toi, de tous ceux qui sont à la tête de la faction qui « domine les jacobins, et de tous ceux qui te ressemblent ; oui, j'ai de- « mandé une commission pour faire juger ton Ronsin et ton Rossignol, et « f... ils le seront, malgré toi et toute ta clique. » « Tu as raison, lui ré- « pliqua Vincent, les intrigans, comme tu le dis, ne sont pas tous à la « Vendée, puisque tu es ici ; mais tu as beau faire et tous ceux qui « partagent non tes opinions, tu n'en as pas à toi, mais tes vucs perfides et secrettes, tous les efforts contre Ronsin, Rossignol et contre « tous les patriotes tourneront à ta confusion et à la ruine de ton parti. « Tu es connu, ton masque est tombé ; les bons montagnards et tous les « amis de la République, dans quelques lieux qu'ils soient, leur rendent « la justice qu'ils ont droit d'en attendre, et les soutiendront contre l'in- « trigue et la calomnie. La Convention toujours grande, toujours juste, « toujours populaire, depuis qu'elle s'est purgée des hommes sous les « étendards desquels tu as toujours marché, sait les apprécier. Leur « triomphe est assuré, parce qu'il est fondé sur un patriotisme qui ne « s'est jamais démenti, et s'ils cessoient un seul instant d'être ce qu'ils

« sont, quoique tu en dises, je serois leur premier dénonciateur, et je demanderois que leurs têtes tombassent sous le fer de la loi, juge-moi « d'après cela. »

« Philippeaux, qui pendant cette réplique, s'étoit levé de table et avoit été se placer contre la cheminée, s'étant permis des injures graves et des grossieretés, non-seulement contre Vincent, mais encore contre toutes les personnes présentes qu'il qualifioit d'assassins, de guet-à-pens, le déclarant observe qu'il avoit gardé le silence le plus absolu jusqu'alors et qu'il ne le rompit que pour l'inviter à être plus mesuré dans ses expressions, en lui disant qu'il ne croyoit pas qu'aucune d'entre elles méritât cette qualification odieuse. Ses collègues eux-mêmes, B..... et Levasseur, en furent tellement indignés qu'ils dirent au citoyen Valframbert, chez lequel nous étions, de le mettre à la porte, sinon qu'ils l'y mettroient eux-mêmes. Valframbert, lui, ajouta :

« Je savois bien que tu es un aristocrate et un feuillant connu pour « tel dans notre département, que tu t'es efforcé de rendre aussi mauvais « que toi et y prêchant continuellement le modérantisme, soutenant les « contre révolutionnaires et persécutant les patriotes (1), » ce que dirent également la plupart de ceux qui y étoient, surtout Hébert qui ne put s'empêcher, d'après les invectives souvent répétées de Philippeaux, d'être le *vrai père Duchesne*.

« Enfin, après plus d'une heure d'agitation, Philippeaux ayant cédé aux instances que lui faisoit le citoyen Valframbert de sortir, afin de lui éviter le désagrément d'être forcé de le mettre à la porte, la tranquillité se rétablit à l'instant, et l'on continua à s'entretenir de ce qui nous étoit à tous le plus cher, des intérêts de la République (2). »

Ce dîner occupa la République entière. La Convention, les Jacobins, les Cordeliers en retentirent. Robespierre en parla dans son *Rapport sur la faction Fabre d'Eglantine*. Les parties, on l'a vu, n'étaient pas d'accord sur les faits. Levasseur et Hébert se rangèrent du côté de leur ami Daubigny pour attaquer Philippeaux. Levasseur, qui était devenu l'ennemi acharné de son collègue, l'accusa à la tribune des Jacobins d'avoir dit à ce dîner (appelé par Philippeaux le fameux

(1) On vu Valframbert écrire le 12, à la Société du Mans : « Potier « pourra vous parler lui-même de Philippeaux... ; des républicains doivent « être vrais et ne rien cacher » et l'exclure de l'éloge qu'il faisait de Levasseur et de deux de ses collègues.

(2) Après le 9 thermidor, Vilain d'Aubigny, dans son *Précis justificatif et historique*, devait être un des premiers à stigmatiser les assassins de Philippeaux, lui qui avait été un de ses plus ardents accusateurs!

coupe-gorge du 7), que les Jacobins étaient des gredins et des factieux. Philippeaux nia le propos, Levasseur interpella Hébert de lui servir de garant. Le père *Duchesne*, qui fut l'allié intime de Levasseur dans sa double lutte contre son collègue de la députation de la Sarthe, et les Bazinistes, peiné aussi de voir « qu'on faisait siffler la linotte au patriote Vincent, » son bon ami, à qui il vendait tant et à si bon prix des numéros de sa feuille cynique, attesta la vérité des assertions du chirurgien de la Sarthe. Il écrivit dans son numéro 330, dirigé contre les Philippotins :

« Moi-même, je suis accusé par Philippeaux d'être un muscadin soudoyé par l'Angleterre, pour avoir rivé son clout à ce Philippeaux, dans un dîner patriotique, où il étoit venu écrémer la marmite, sans être prié, et pour l'avoir rembaré de la bonne sorte, lorsqu'il osa dire en ma présence que les Jacobins étoient des scélérats et qu'il les feroit sauter. »

Philippeaux a toujours nié s'être exprimé de la sorte :
« Le propos injurieux qu'on me prête contre les Jacobins, « a-t-il dit, était un chef-d'œuvre de l'art pour arriver au dénouement de la catastrophe. J'ai bien dit à la bande qui m'outrageait qu'elle était composée de contre-révolutionnaires et de fripons, mais je n'ai pas dit un seul mot des Jacobins ni en bien, ni en mal (1). » Levasseur, à la Convention, le 14 pluviôse (2 février), pour obtenir la mise en liberté de Vincent, alla jusqu'à démentir le propos qu'on lui attribuait au dîner. Philippeaux lut un passage d'un écrit de Levasseur, où il disait lui-même que Vincent avait dit que ceux qui voudraient culbutter d'aussi bons patriotes que les Ronsin, le seraient eux-mêmes. Levasseur répondit que ce propos n'avait aucun trait à la Convention, que c'était un propos de table qu'il aurait tenu lui-même, et que ceux qui calomniaient et voulaient perdre les bons patriotes se perdraient en personne (2).

(1) V. *Histoire parlementaire de la Révolution*, t. III, p. 444; *Philippeaux à ses collègues*, p. 37 et suiv.

(2) *Journal des trois décades*, N° du 16 pluviôse. Vincent eut encore d'autres accusateurs relativement à des propos de table. Le représentant

Valframbert ne s'attendait certes pas à ce que son dîner eut un tel retentissement. Il était devenu, on le voit, un des principaux épisodes de la lutte des *hébertistes* et des *philippotins*, qui devait se terminer par le supplice des deux partis, tombés victimes à quelques jours de distance des vengeances du Comité de salut public. Le sort des principaux convives de Valframbert ne laisse pas que d'être, en effet, une navrante et curieuse leçon.

Vincent et Hébert sont guillotiné les premiers, le 1^{er} germinal an II. Philippeaux est envoyé à la mort le 16 germinal avec Danton et Camille Desmoulins ; puis voici venir Chaumette, supplicié le 21 germinal avec les plus vils restes du parti d'Hébert. Attendez quelques mois, c'est le tour de Sijas qui tombe sous le couperet de Samson, le 10 thermidor, en compagnie de Robespierre. Bientôt, le 13 germinal an III, Levasseur est proscrit, mis hors la loi, après l'insurrection de germinal ; un mois plus tard, Daubigny est traduit devant le tribunal criminel avec Pache et Bouchotte après les événements de prairial, puis déporté enfin aux Iles Seychelles par Bonaparte en 1804. Le 17 brumaire an V, c'est Jouennault, devenu commissaire du pouvoir exécutif dans la Sarthe, qui est révoqué comme terroriste. Je m'arrête, ne voulant parler que des convives de Valframbert qui appartiennent pleinement à la vie publique. Quant à leur hôte, voyons ce qu'il devint.

§ IV.

Valframbert, à la fin de brumaire, s'était dirigé vers l'armée des côtes de Brest où il devait rencontrer de ses pareils.

Le Got déclara que, sur la fin d'un repas dont il était, ainsi que Vincent, il lui avait entendu dire : « Nous forcerons bien la Convention d'organiser le gouvernement aux termes de la Constitution : aussi bien sommes-nous las d'être les valets du Comité de salut public. » (*Histoire parlementaire de la Révolution*, t. XXX, p. 369 et 384.)

Qu'on ne s'étonne pas trop, en effet, de voir ce chef de factieux fait d'emblée adjudant général. C'était le procédé habituel des bureaux de la guerre. Le sans-culotisme tenait lieu de tout, de talents et d'états de services. Rossignol, le type du genre des généraux sans-culottes, qui commandait alors cette armée des côtes de Brest, disait lui-même : « Je ne suis pas f... pour conduire une armée ; » mais c'était « un patriote sans tache, un sans-culotte sans signolerie, un cœur sans feinte ; » aussi le Comité de salut public l'appelait-il le fils aîné de la Convention, le Dauphin de la République (1).

N'avait-on pas vu des gens sauter des tréteaux aux plus hauts grades des armées, l'adjudant Grammont, le général Dufraisse, le chef de l'armée révolutionnaire Ronsin (2) ? Le brasseur Santerre, le marchand d'orviétan Fabrefond, n'avaient pas non plus gagné leurs grades sur les champs de bataille. Le chef d'état-major de Rossignol, Robert, ex-comédien du Marais, ancien aide-de-camp de Fabrefond, n'était-il pas devenu en huit jours général de brigade, général de division, et le bras droit de Léchelle, dont les soldats disaient qu'ils avaient honte d'être commandés par un pareil j... f..... ? Valframbert, dans cette armée des côtes de Brest, qui avait recueilli les débris de la cour de Saumur, « ces géné-

(1) Grille, *la Vendée*, t. III, p. 31.

(2) Voir sur ces généraux improvisés, Danican, *les Brigands démasqués*, 3^e édit, p. 153, et Nougaret, *Histoire de la guerre civile en France*, in-8^e, 1803, tome II, p. 411. Tous deux citent Valframbert et lui donnent la qualité de capucin. Danican, dont Nougaret n'a fait que reproduire les assertions, avait dû entendre parler de Valframbert dans la Mayenne, où il se trouvait aussi en frimaire ; peut-être l'a-t-il confondu avec son homonyme et compatriote, le capucin massacré à Alençon, le 7 septembre 1792. L'absence des renseignements sur les antécédents de Valframbert, qui semble sortir de terre, en 1792, à l'âge de trente ans, ne me permet pas de rien dire de plus sur cette prétendue similitude de Valframbert avec Chabot. — Des membres de l'ancienne société se vengèrent par des épigrammes, des ex-comédiens devenus généraux. C'est ainsi qu'un jour Dufraisse, s'étant introduit avec trop de sans gêne dans le salon d'une ci-devant, s'entendit dire : « Monsieur, vous avez manqué votre entrée. »

raux gabionnés d'histrions et de courtisanes, » justement flétris par Philippeaux, devait donc se trouver en compagnie d'hommes qui le valaient, sachant renouveler sans cesse de perfides dénonciations, mais se faisant toujours battre par l'ennemi, les Rouyer, les Tribout, les Robert, les Rossignol (1).

A quel moment précis arriva-t-il à son corps ? Je l'ignore ; il y avait encore à la fin de brumaire un autre commandant au poste qu'il allait occuper. Je le retrouve pour la première fois le 17 nivôse, sur les frontières de la Mayenne et de l'Ille-et-Vilaine, adjudant général, commandant à la Gravelle. Il avait été attaché à une division de l'armée de Cherbourg. Cette armée, trop longtemps conduite par le lâche et odieux Sepher enfin destitué, avait été divisée en deux corps, l'un qui, sous le commandement du brave Tilly, fut joint à l'armée de l'Ouest et poursuivit les débris des Vendéens, l'autre qui resta dans l'Ille-et-Vilaine, pour seconder l'armée des côtes de Brest, dont Rossignol était le général. Cette dernière division était placée sous la direction de l'adjudant général Beaufort qui la commandait provisoirement, en attendant le général Vialle. De Vitré, qui était son centre d'opérations, Beaufort avait organisé de nombreux cantonnements pour cerner la forêt du Pertre, devenue le principal asile où s'étaient réfugiés les Chouans, et comme le noyau de la *petite Vendée*, où le prince de Talmont avait inutilement tenté de chercher un abri. Pendant tout le mois de nivôse, Beaufort fit une rude guerre à ses ennemis. Valframbert commandait le cantonnement établi à la Gravelle par ce général, parfois moins inhumain que beaucoup de ses compagnons d'armes (2).

Le 17 nivôse, il écrit au commissaire des guerres, à Laval,

(1) V. Grille, *la Vendée*, t. III, p. 70.

(2) V. Savary, *Guerre des Vendéens et des Chouans*, t. III, p. 116 et suiv. ; M. Crétineau-Joly, *la Vendée militaire*, t. III, p. 9 et 137 ; de Beauchamp, t. III, p. 209.

pour lui demander de fournir des subsistances pour mille trente-six citoyens stationnés à la Gravelle, et des fourrages pour quatre-vingt-dix chevaux, à partir du 18. Le lendemain, il écrit aux administrateurs du district que c'est par erreur qu'il n'a demandé la veille que quatre-vingt-dix rations de fourrages complets. Il était mal instruit, c'est cent quatre-vingt-dix rations qu'il lui faut et qu'il attend avec les subsistances. Le 20, nouvelle lettre au district et nouvelle demande de subsistances : il se plaint aussi de n'avoir reçu que du foin, au lieu de fourrages complets, et prie de lui envoyer cent livres de chandelle pour les troupes (1).

On se rend bien compte de ce que devaient être, sous le rapport de la discipline, du respect des personnes et des propriétés, les soldats commandés par Valframbert. Le 25 nivôse, la municipalité de la Gravelle se plaignait des brigandages commis sur cette commune par les volontaires, qui ne s'étaient pas même abstenus du pillage et de l'incendie dans l'église. Quelques jours plus tard, elle faisait entendre de nouvelles réclamations et se plaignait de ce que quatre citoyens, mis en réquisition par Valframbert, n'avaient reçu aucune indemnité. Peut-être Valframbert avait-il trouvé des Sarthois à la Gravelle ; car le quatrième bataillon de la Sarthe, commandé par Houdiard, de Fresnay, qui avait quitté Le Mans lors de l'entrée des Vendéens, avec Chabot, était passé ainsi que ce général dans la Mayenne et était parti le 9 pour la Gravelle (2).

Le nouvel adjudant général devait seconder les vues de Rossignol, qui ne faisait pas de prisonniers, expédiait et *rac-courcissait les chouans* sur place. Il devait l'aider à *les envoyer au Père éternel*. Toutefois, je regrette de ne connaître aucun de ses exploits.

Beauchamp dit que, chaque jour, le cantonnement de la

(1) Voir ces trois lettres autographes aux *Archives de la Mayenne*.

(2) *Archives de la Mayenne*.

Gravelle, voisin de la forêt principal repaire des insurgés, en venait aux mains avec les chouans (1). Mais Valframbert ne resta pas longtemps à ce poste avancé.

Le nouvel adjudant cessa bientôt, en effet, d'être en possession de son commandement. Il se croyait au pinacle, il était au contraire bien voisin d'une seconde chute et celle-là définitive, à la différence de la première. L'heure du châtiement avait sonné pour lui.

Les délations alors étaient fréquentes contre les généraux : tous étaient plus ou moins dénoncés. Beaufort lui-même l'avait été et Garnier de Saintes avait donné contre lui, le 14 nivôse, un ordre d'arrestation, révoqué, il est vrai, le même jour. Cependant, à cette époque, ce n'étaient pas les pareils de Valframbert, qu'on avait l'habitude de voir encourir des dénonciations.

Il fut sans doute moins heureux que ses collègues. Vers le 6 pluviôse, il était arrêté et emprisonné à Rennes, dans cette prison de la tour Lebat, dont Billard de Vaux a fait dans ses *Mémoires* l'affligeant tableau (2). La cause qui plongea Valframbert dans les cachots de Rennes, n'apparaît pas fort clairement ; la dénonciation fut-elle motivée par sa conduite politique ou par des abus de pouvoir et des excès commis par lui, en sa qualité de chef de corps ? Je serais plutôt porté à l'attribuer à des ressentiments particuliers, à des motifs intimes remontant à une date déjà lointaine. Le dénonciateur de Valframbert est son propre adjoint, son aide-de-camp lui-même, un des Manceaux assis à sa table le 7 brumaire, et qui, au dire de l'accusé, avait tramé autant d'intrigues pour devenir son adjoint qu'il en trama bientôt pour le perdre. C'était Bucquet, le fils de Bucquet, de Fresnay, ancien administrateur du dé-

(1) Voir sur cette période de la guerre, Savary, *Guerre des Vendéens et des Chouans* ; de Beauchamp, t. III, p. 210 ; Patu-Deshautschamps, *Dix ans de guerres intestines*, p. 215-224 ; Crétineau-Joly ; Duchemin-Descépeaux, *Souvenirs de la Chouannerie*, etc.

(2) *Bréviaire du Vendéen*, 1838, in-8°, t. I, p. 303-306.

1^{er}-2^e Trim. de 1871. — Tome XXI.

partement, ancien président du tribunal criminel et suppléant à l'Assemblée législative. Par ses antécédents, de même que son père, Bucquet n'appartenait nullement au même parti que Valframbert. En le voyant s'attacher à la personne de l'ancien factieux, on est presque tenté de se demander si ce n'est pas par esprit de vengeance politique et pour abattre enfin l'ancien *enragé* du Mans. Les documents que je citerai accusent seulement Valframbert d'être un *contre-révolutionnaire*, un *aristocrate*. De pareilles accusations, ou ne sont que des prétextes, ou sont trop vagues pour nous révéler leur nature précise. Les hébertistes n'ont-ils pas été accusés, eux aussi, de tramer la ruine de la République et le retour de la royauté? Dire comme Levasseur, qui essaye de le faire croire dans une lettre, que Valframbert fut la victime des philippotins, serait faire une supposition non-seulement gratuite, mais fautive : car Bucquet ne pouvait être l'agent de Philippeaux. C'est lui, selon toute vraisemblance, que désigne le député de la Sarthe, parmi les convives du 7 brumaire, en parlant « du muscadin que tous ses concitoyens virent en 1790 « cracher au visage des patriotes. » Le père de Bucquet avait été élu en 1791 président du tribunal criminel du Mans, au lieu de Philippeaux, porté par les exagérés et qui avait été vivement affecté de ses nombreux échecs d'alors. Cela suffit pour montrer clairement que Bucquet ne devait pas être l'instrument des philippotins, et que la rancune de Levasseur contre ce parti lui a fait émettre une assertion à la légère. Au lieu donc de me lancer dans des suppositions plus ou moins erronées, je me bornerai à mettre sous les yeux de chacun les pièces officielles de cette ténébreuse affaire.

Le 27 pluviôse, Valframbert comparait pour la première fois devant la Commission militaire de Rennes, afin d'y être interrogé. Cette Commission militaire révolutionnaire avait été créée à Antrain le 1^{er} frimaire, par les représentants à la suite des armées de l'Ouest, avec pouvoir de juger les délits militaires, de prononcer sur le sort des brigands faits

prisonniers et des espions, et de connaître de tous les faits attentatoires à la liberté. Le 3 frimaire, elle était autorisée à prendre toutes les mesures de sûreté générale propres à sauver la patrie, telles que d'incarcérer ceux qu'elle jugerait suspects et d'adresser ses réquisitions à toutes les autorités. Son personnel (depuis le 1^{er} nivôse, date de l'adjonction d'un cinquième juge) se composait des citoyens Brutus Magnier, président, le plus fameux de tous ses membres ; Defiennes, accusateur militaire ; Lefébure, Demoget, Cluny, juges. Le greffier Scévola Biron avait pour adjoint le citoyen Briquet. Quand Valframbert comparut devant la Commission, elle avait déjà prononcé cent dix-neuf condamnations à mort (dont trente et une le 4 nivôse), atteignant en grande partie les débris des Vendéens et des Chouans (1).

Le 27 pluviôse, Valframbert fut interrogé par le vice-président de la Commission. Voici les mentions de ses interrogatoires successifs, que j'ai extraits tous à leur date du

« *Registre pour servir à inscrire les arrêtés particuliers pris et les réquisitions faites aux autorités constituées, par la commission militaire révolutionnaire, établie par les représentants du peuple près les armées de l'Ouest et des côtes de Brest réunies. Commencé à Antrain le 1^{er} frimaire, l'an deuxième de la République une et indivisible. Collé et paraphé par moi président de la dite Commission, Brutus Magnier, t. 1^{er} (2).* »

• 1^o Séance du 27 pluviôse, au soir.

• L'adjudant général Valframbert, attaché à l'armée des côtes de Cher-

(1) Jusqu'au 15 prairial, date de sa fin, elle prononça deux centsoixante-huit condamnations à mort (dont celles de dix-huit femmes). Plusieurs enfants de brigands de onze, douze et treize ans, furent condamnés à la réclusion jusqu'à vingt ans. Les suppliciés subirent leur sort tant à Rennes qu'à Fougères, Châteaubriant et Antrain. Plusieurs jugements ordonnèrent la translation des têtes des condamnés sur les clochers ou les portes de leurs communes. — Voir *Compte que rendent de leurs opérations, les membres de la ci-devant commission militaire révolutionnaire séante à Rennes, 20 prairial an II* (38 pages in-4^e, non paginées, imprimées à Rennes, chez Vatar fils). Ce curieux document, resté inconnu d'abord à M. Berriat-Saint-Prix et que je lui ai fait connaître (voir *la Justice révolutionnaire en France*), contient les listes de toutes les condamnations et acquittements de la Commission. C'est une des pièces imprimées les plus importantes de l'histoire de la justice révolutionnaire, histoire que la mort de M. Berriat-Saint-Prix vient de laisser inachevée.

(2) Ce registre inédit est conservé au greffe de la Cour de Rennes, qui a bien voulu m'en donner communication.

bourg, est fait venir pour répondre à tous les chefs d'accusation qui lui sont imputés. Ne pouvant y répondre à cette séance, il est réintégré pour être demain entendu sur les mêmes faits.

« Scévola BIRON,
« Greffier.

« LEFÉBURE,
« Vice-président. »

« 2^e Séance du 28 pluviôse, matin.

« Cette séance est employée toute entière aux interrogatoires et réponses faites par Valframbert, de résultante de la dite dénonciation portée en notre tribunal contre lui, et vu l'heure tarde, la Commission renvoie en prison pour être entendu, et a permuté d'interrogatoire à quatre heures.

« 3^e Séance du 28 pluviôse, au soir.

« On procède toujours à l'interrogatoire de Valframbert. Enfin, on parvient à cette séance, à l'entendre entièrement sur tous les faits dont il est inculpé. La séance est levée à dix heures.

« 4^e Séance du 29 pluviôse, au matin.

• Cette séance est employée à entendre Bucquet, adjoint de l'adjudant général Valframbert, dénonciateur de ce dernier.

« Est encore amené Sarot, aussi prétendu adjoint au dit adjudant général.

• Ceux-ci sont renvoyés, chargés de se représenter à la Commission toutes les fois. Quant à Bucquet, il demeure intimé de se représenter à la séance du soir, pour achever de répondre, diminuer ou augmenter la dénonciation. La séance est levée à deux heures.

« 5^e Séance du 29 pluviôse, au soir.

« Bucquet s'étant présenté à l'heure prescrite est entendu avec Poilpré, adjoint de Valframbert, son domestique et celui de Valframbert (1).

« Le vice-président lève la séance, charge les juges de la Commission, demain, d'étudier cette affaire, afin de juger définitivement Valframbert ou son dénonciateur et cela le plus promptement possible. — La séance est levée à dix heures et demie.
Ut supra. »

Malgré le désir exprimé d'un prompt jugement, il devait s'écouler près d'un mois avant qu'il ne fût de nouveau question de cette procédure sur les registres de la commission. On voit que ces mentions du greffier nous apprennent fort peu de chose sur le fond de cette affaire, pourtant si laborieusement

(1) On voit que Valframbert avait un petit état-major, trois aides de camp et le reste. Cet état-major était composé de Manceaux, ce qui donne à penser qu'il avait dû traverser Le Mans en se rendant sur les frontières de Bretagne.

instruite. C'est à peine si on en apprend plus long par la lettre écrite le 29 pluviôse, le jour même du dernier interrogatoire, par l'accusateur militaire Defiennes, au comité révolutionnaire du Mans, et réquérant l'apposition des scellés au domicile de Valframbert :

« Égalité, Unité, Liberté. »

« Gouvernement révolutionnaire : Du quartier général à Rennes, le 29 pluviôse, l'an II de la République française, une et indivisible.

« Defiennes, accusateur militaire au tribunal révolutionnaire, séant au cy devant présidial à Rennes, aux membres composant le Comité de surveillance révolutionnaire de la commune du Mans :

« Je vous requiers, citoyens, de faire apposer, au reçu du présent, les scellés chez le citoyen Valframbert domicilié en votre commune, maison de.....; c'est-à-dire sur tous ses livres et papiers, ou procéder sans désemparer à l'examen d'iceux et constater ce qui pourroit y être trouvé de contraire aux principes d'égalité, liberté, de l'établissement de notre République une et indivisible, de propre ou tendant au rétablissement de la royauté et tant par correspondance qu'autrement; du tout dresser procès-verbal, et l'envoyer avec diverses pièces à l'appuy à la Commission. Ce Valframbert était cy devant commandant de bataillon de garde nationale en votre commune; il est présentement adjudant général à l'armée des Côtes du Nord. Je requiers dans cette affaire la plus grande célérité et suis avec fraternité..... »

« DEFIENNES (1). »

Le Comité révolutionnaire du Mans obéit à la réquisition de la Commission militaire de Rennes; le 7 ventôse, il délégua deux de ses membres, Thuillier et Orry, avec un de ses commis, pour se transporter au domicile de Valframbert et y apposer les scellés. Il rendit compte de cette opération à l'accusateur public de la Commission, dans la lettre suivante :

« Liberté, Égalité ou la mort. »

« Citoyens,

« Au reçu de la vostre, en date du 29 pluviôse, nous nous sommes empressés d'exécuter votre réquisitoire.

« Nous vous envoyons ci-joint copie du procès-verbal de nos opérations dans la maison du nommé Valframbert, ainsi que les pièces que nous

(1) Archives de la Sarthe.

avons cru être les seules qui puissent vous donner quelques renseignements sur ce que vous désirez (1).

« Nous vous invitons de nous faire savoir quand il sera temps de faire lever les scellés sur le reste des objets trouvés chez ledit Valframbert.

« Salut et fraternité (2). »

L'affaire de Valframbert, d'après la tournure qu'elle prenait, ne lui laissait guère d'espoir de salut. Le prisonnier s'adressa cependant à Levasseur, afin que son puissant protecteur, instruit de son sort, s'entremît en sa faveur.

Levasseur lui-même, écrivant de Paris le 6 ventôse à son collègue François Primaudière, député de la Sarthe, alors en mission précisément dans l'Ille-et-Vilaine, à Rennes, lui disait déjà, à la fin d'une lettre dont nous avons précédemment parlé :

« Valframbert est en état d'arrestation à Rennes, c'est un tour que les *Philippotins* lui ont joué ; si tu peux lui faire rendre justice, je t'invite à le faire (3). »

Mais dès le lendemain 7, après avoir sans doute reçu la prière de Valframbert, il jugeait l'affaire assez urgente pour écrire de nouveau au même représentant du peuple, à Port-Malo :

« Tu sais, mon ami, que Philippeaux et Vincent se traitèrent assez mal dans un dîner que nous donnait Valframbert. De là, tant de dénonciations, et l'arrestation de Vincent. Tu connois l'esprit qui dirige la *Société du Mans*, *Valframbert y est fort maltraité*. Aujourd'hui, ce Valframbert est en état d'arrestation à Rennes et dénoncé par Bucquet, fils de cet administrateur du Mans, si aristocrate et si bête. Le fils, créature de Valence, le fils connu au Mans par l'impudeur avec laquelle il se disoit aristocrate, a dénoncé Valframbert dont les *Philippotins* ont juré la perte. Je ne connois pas le fond de l'affaire, mais je ne puis croire que Valframbert soit un *contre-révolutionnaire* : je le crois victime d'une faction, in-

(1) Si ces pièces existaient encore dans les dossiers de la Commission, elles seraient de nouveaux documents bien curieux pour l'histoire de Valframbert.

(2) *Archives de la Sarthe*.

(3) Cette simple mention du nom de l'accusé montre que François, lui aussi, connaissait Valframbert.

formes-toi de cette affaire qui se poursuit devant une commission militaire à Rennes et fais-lui rendre justice, s'il est encore temps, *car il m'écrit comme un homme qui est condamné.*

« Salut et fraternité.

« LEVASSEUR (1). »

Valframbert ne semblait pas, en effet, avoir conservé de doutes sur le sort qui l'attendait, ainsi que le montre la lettre qu'il adressait, le 5 ventôse, au même représentant François et à Esnue Lavallée, et qu'on peut dire écrite *in extremis* :

« Rennes, 5 ventôse.

« Citoyens,

« Vous avez prononcé sur mon sort en éloignant mes adjoints et en disposant de mes chevaux (comme je l'apprends). Je suis dénué de tout, je ne dois rien à la République, elle ne m'a jamais payé ; je suis heureux d'avoir su faire des sacrifices, il ne m'en reste plus qu'un, la perte de mes jours, je le ferai de sang froid.

« Je dois, vous le savez, à l'aubergiste de la Corne de Cerf, deux cents quatre-vingt-une livres qu'elle me demande pour lesdits chevaux ; vous voudrez bien faire payer cette somme ou faire vendre le reste de mes effets, je n'y suis pas plus attaché qu'à mon existence. Je vous invite aussi, ne pouvant plus disposer de rien, de payer et renvoyer mon domestique, ne l'ayant conservé que pour mes chevaux (2). »

Voyant cependant traîner la procédure en longueur, Valframbert se prit à espérer et écrivit aux membres du Comité révolutionnaire du Mans, pensant obtenir d'anciens amis un témoignage favorable, qui pourrait être pour lui l'ancre du salut :

« Aux citoyens composant le Comité révolutionnaire de la commune du Mans.

« Citoyens,

« Ne me fallait-il que le grade que j'occupe, pour exciter de nouveau contre moy la haine éternelle que m'ont depuis 1789 juré mes ennemis ; les peines qu'ils m'ont faites vous sont connues, et aussy, j'ose m'en flatter,

(1) *Archives de la Mayenne.*

(2) *Archives de la Mayenne.* A la différence de François Primaudière, Esnue Lavallée était un des montagnards les plus exaltés de l'époque. — Voir, sur ses actes à Laval et à Angers, *les Vendéens dans la Sarthe.*

la fermeté que j'ai toujours employé à les supporter. Bucquet, ce Bucquet que vous connoissez, fut sans doute le dernier instrument dont durent se servir les aristocrates, pour mettre le comble à l'étendue ou à la perte de ma réputation : il n'est pas d'intrigue qu'il n'ait employée pour devenir mon adjoint, il n'en est pas aussi qu'il n'ait employée pour me perdre, peu m'importe. Fort de ma conscience j'attends de sang froid et en républicain tous les coups qui doivent me frapper; mais avant, j'attends des hommes justes ce que j'ai lieu d'en attendre. Je savais que la Commission militaire de Rennes, devant qui j'ai paru quatorze heures, vous avoit écrit sur mon compte; j'ai différé à vous écrire. Ne soyez pas indulgents, citoyens, que je sois confondu ou que la *candeur* qui m'a conduit dans les prisons *depuis cinq semaines*, m'accompagne en sortant, si je l'ai mérité. Vous avez mis les scellés sur mes meubles, levez-les le plus promptement possible.

« Vous allégerez par là les peines que je dois supporter. Elles me sont douces, parce que la loi a prononcé; elles le seront bien plus encore lorsque j'auray reçu mon jugement qui sans doute n'éprouvera de retard qu'autant que vous y en apporteriez. Ma domestique a des effets dans mon arrière chambre, elle vous les aura réclamés sans doute. Je ne lui en ai donné aucune reconnaissance; elle est honnête femme, vous pouvez vous en rapporter à sa parole.

« Salut et fraternité.

« L'adjudant général,

« VALFRAMBERT.

« Écrite des prisons de Rennes, 12 ventôse (1). »

Le Comité révolutionnaire du Mans se donna bien garde, de peur de se compromettre, d'être favorable à l'accusé. Il se borna à écrire, le 25 ventôse, à l'accusateur public de Rennes, comme en parlant d'un inconnu :

« Liberté, égalité ou la mort.

« Citoyen, frère et ami.

« Nous vous prévenons que *le nommé* Valframbert, soumis à votre jugement, vient de nous écrire et nous sollicite la levée des scellés que nous avons mis par votre ordre sur ses effets, ainsi que sur ses papiers, dont nous vous avons envoyé une partie comme pouvant vous donner quelques renseignements.

« Nous vous invitons de nous marquer si nous pouvons faire actuellement la levée desdits scellés (2). »

(1) *Archives de la Sarthe*. On voit que Valframbert, tout en ayant émigré à Paris, avait conservé son domicile, ses papiers et sa *domestique* au Mans.

(2) *Archives de la Sarthe*.

Quand cette lettre fut envoyée, Valframbert avait déjà comparu de nouveau devant la Commission militaire, mais seulement pour y être interrogé :

« 6^e Séance du 23 ventôse, au matin.

« L'adjudant général Valframbert, à cette séance est confronté avec Bucquet, son dénonciateur; ne pouvant répondre à tous les chefs d'accusation, vu l'heure tarde, ils sont renvoyés à être entendus ce soir. — La séance est levée à trois heures.

« Scevola BIRON,

« Greffier.

« LEFÈBURE,

« Vice-président.

« 7^e Séance du 23 ventôse, au soir.

• On continue à confronter Valframbert et Bucquet. — La séance est levée à trois heures.

Ut supra (1). »

Valframbert, désespéré, ne sachant à quelle branche de salut se rattacher, écrivait, le lendemain, à deux membres de la Société populaire du Mans, Jourdain ou Duflot, ses anciens voisins et amis de la rue Dorée :

« J'ai subi encore hier, citoyens, quatre heures du matin et quatre heures du soir d'interrogatoire. Bucquet se dit le plus grand patriote et me dit le plus grand aristocrate. Les juges me paroissent en sa faveur, et voulant même le dénoncer comme muscadin et aristocrate on a passé sur mes réflexions sans y faire droit, et l'on m'a dit à la fin si j'avois confiance dans la Société du Mans; j'ai répondu que les citoyens étoient justes, que l'on pouvoit s'informer de ma conduite. Mon dénonciateur a répondu que la Société ne parleroit pas en ma faveur, qu'elle m'avoit dénoncé. Peu m'importe, si cela est vrai, ce ne sont que les jaloux et les intrigans qui ne terniront en rien ma réputation. Je suis patriote, je l'ay été de jour et de nuit, je vous ay rendu de grands services, je n'ay épargné ni l'argent ni ma santé. Victime de l'intrigue, je le seray de l'ingratitude; soit, mais du moins, je n'aurai rien à me reprocher.

« L'accusateur militaire m'a dit que pour me juger il avoit écrit à la Société, qu'elle ne lui avoit pas répondu. Qu'elle réponde donc, je vous en prie et que j'entende pour la vie ou la mort mon jugement.

« Salut et fraternité.

« VALFRAMBERT.

« Des prisons de Rennes, ce 24 ventôse.

« C..... du département peut témoigner la conduite de Bucquet; il a

(1) Registre de la Commission.

voulu attaquer l'état de moine de Roustel, mais je m'y suis vivement opposé en lui reprochant, mais en vain, les aristocrates qu'il voyoit. »

« *Vu à la tour la Montagne, le 24 ventôse.* CATELINE (1). »

Mais la Société populaire qui, alors, fortement menacée par Levasseur et Garnier de Saintes, avait bien assez de se protéger elle-même et penchait plus que jamais du côté de Philippeaux, ne dut pas répondre à l'appel de Valframbert.

Ses principaux chefs écrivaient même, quelque temps plus tard (fructidor an II), en énumérant les principaux griefs de la Société contre Levasseur :

« Il avoit protégé Valframbert, agent de Vincent, de Ron-sin et d'Hébert, intrigant fieffé, l'avoit fait nommer général de brigade, quoiqu'il n'eût aucune idée du service militaire (2). »

Dès la fin de ventôse, Bazin, écrivant à Levasseur, l'avait accusé de préventions pour Valframbert, et le représentant du peuple de la Sarthe se justifiait en ces termes auprès de son collègue Garnier, le 5 germinal, de ses liaisons avec son hôte du 7 brumaire :

« Bazin a sollicité Lemarchand, employé au bureau de la guerre, de procurer une place à Valframbert dont il lui fit le plus grand éloge. La Société populaire du Mans, la section de la Cigogne, la municipalité ont donné à Valframbert le certificat de civisme le plus flatteur qu'on puisse obtenir. J'ai vu ces pièces; elles sont au bureau de la guerre, et copie en a été envoyée à Rennes; je t'en ferai passer une. Si j'ai eu trop bonne idée de Valframbert, j'ai en cela été trompé par Bazin, la Société et la municipalité du Mans (3). »

Valframbert était ainsi renié successivement par tous ses anciens amis.

Mais quand Levasseur traça ces lignes, Valframbert vivait-

(1) *Archives de l'hôtel Soubise*. — Tribunal Révolutionnaire, W. 356.

(2) *Les membres de la Société populaire du Mans, traduits et acquittés au tribunal révolutionnaire*, le 11 floréal, à leurs concitoyens, p. 12.

(3) Dom Piolin, *la Conspiration des Bazinistes*, p. 21.

il encore, et put-il avoir connaissance des réserves faites à son égard par son ancien protecteur ? Le doute est permis. Une épaisse obscurité enveloppe la fin du prisonnier de la tour la Montagne. Il ne fut pas mis en jugement, le fait est indubitable. Les listes de tous les jugements de la Commission, relatant jour par jour toutes les condamnations quelles qu'elles soient, et tous les acquittements, ne contiennent pas son nom.

Qu'est-il donc arrivé de Valframbert ? L'affaire ne paraissant pas susceptible d'être éclaircie davantage et sa culpabilité ne pouvant être prouvée, a-t-on renoncé définitivement à le poursuivre, sans donner d'autre suite à la procédure ? Valframbert a-t-il été élargi, grâce à des protecteurs ? S'est-il évadé ? Toutes ces suppositions sont possibles. Cependant, si Valframbert était sorti de prison, on eût vu, ne fût-ce qu'un moment, son nom, comme celui de bien d'autres, reparaitre dans l'histoire de la Révolution au Mans. Au lieu de cela, le silence s'est fait à jamais sur l'ancien chef des factieux de 1792. Que me semble-t-il donc le plus judicieux de conclure ? C'est que Valframbert est mort en prison. Le compte rendu de la Commission rend lui-même cette présomption d'autant plus plausible qu'il dit : « *Il est mort dans les prisons une infinité d'autres contre-révolutionnaires, dont la maladie pestilentielle a fait justice elle-même.* » Valframbert, après un séjour de sept semaines à la tour la Montagne, aura succombé à l'air délétère et à la contagion qui décimaient les prisonniers, et en mourant de la sorte, il a été privé de l'intérêt instinctif qu'on porte malgré soi à tous ceux qui ont été immolés par la Terreur quels qu'ils soient. Monté sur l'échafaud, il eût pu être transformé en victime ; mort dans sa prison, sans qu'on sache à quel sort il était réservé après sa courte détention, on peut dire que le châtement qui l'atteignait n'était pas immérité, et que l'expiation n'était qu'à la hauteur des crimes qu'il avait commis envers sa patrie et la société !

Voilà cette vie de révolutionnaire qui tient tout entière

dans le court espace de deux ans, vie brève comme toutes les carrières des flagorneurs de la populace et trouvant à son terme le châtement que la Providence ne diffère pas toujours outre tombe pour ces fourbes éhontés qui se rient des lois divines et humaines.

Voilà ce récit, qui manquerait son but si l'on n'y reconnaissait pas un enseignement et une leçon encore applicables à notre époque.

De notre temps, il y a toujours de ces hommes flattant hypocritement le peuple, excitant toutes ses mauvaises passions pour s'en faire un marchepied, soufflant la haine et la division parce qu'il n'y a pas place pour eux au milieu de la paix et de l'union, n'ayant d'autre loi que leur intérêt qu'ils cachent spécieusement sous le masque fallacieux de l'intérêt public. Montrer au peuple, en les mettant à nu, ce qu'étaient autrefois ses prétendus amis, cette menue monnaie de Marat et d'Hébert, c'est lui révéler en même temps ce que pourraient devenir, les circonstances aidant, ceux qui de nos jours sèment partout la défiance et les rancunes pour les exploiter à leur profit, et invoquent mensongèrement le nom de la liberté, qu'ils ne sauraient ni compromettre, ni flétrir, car sa cause n'est pas la leur. Bien que ce récit porte en lui-même sa moralité, je le terminerai donc en disant qu'il doit servir à se défier des hommes tels que Valframbert et à rappeler à tous que le respect de la loi est le plus sûr rempart de la liberté.

Marolles-les-Braux, mai 1870.

UN MÉDECIN NORMAND EN 1610 ⁽¹⁾

SONNET DE COURVAL

(SATIRE CONTRE LES CHARLATANS ET PSEUDOMÉDECINS EMPYRIQUES)

Étude par M. Armand GASTÉ

Agrégé des Lettres, professeur de Rhétorique au Lycée du Mans, Membre titulaire
de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe.

I. — LE MÉDECIN.

S'il y avait, de par le monde, en 1610, un docteur en médecine fier de son titre, c'était, sans contredit, maître Thomas Sonnet, sieur de Courval, gentilhomme de Vire, en Basse-Normandie.

Il faut l'entendre exalter par-dessus tous les autres arts, l'art de la médecine, « le plus utile et nécessaire, le plus digne et excellent qui ait esté desparty et prodigué à l'homme. » Il faut l'entendre entonner un dithyrambe en l'honneur des médecins, qui non-seulement sauvent les corps, mais aussi « qui servent le plus souvent d'instruments pour la salutation de l'âme. Car, dit-il, il arrivera quelquefois qu'un malade, chargé d'un nombre infini de péchés mortels, sera attaqué de l'une de ces maladies très-aiguës et périlleuses, de laquelle, sans le prompt secours du médecin, il serait mort subitement en cet estat, sans songer à sa conscience, au hazard de perdre

(1) *Satyre contre les charlatans et pseudomédecins empyriques*, par M^e Thomas Sonnet, sieur de Courval, docteur en médecine, gentilhomme virois. — A Paris, chez Jean Millot, devant Saint-Barthélemy, aux Trois-Couronnes, et en sa boutique, sur les degrez de la grand'salle du Palais. M.DC.X.

l'âme et le corps. Et ayant gauchy ce danger par l'aide et assistance du médecin, peut-on pas dire et assurer, sans aucun soupçon de vanterie, qu'il a mesné la salutation de l'âme et du corps, qui est tout ce que nous avons de plus précieux au monde? »

Ce vif et profond sentiment qu'avait Sonnet de Courval, de l'importance et de la dignité de sa profession, lui faisait un devoir d'attaquer les charlatans, « cette misérable engeance qui avoit tellement corrompu et altéré la médecine » qu'elle n'était plus au temps de Sonnet, si nous l'en croyons, « qu'un idole et un fantosme, la face avallée, son crédit ruiné, son honneur dégradé, à basse marée, en dernier quartier, sa force abattue, sa réputation flétrie. »

Le jeune docteur (Sonnet avait alors trente-trois ans), non content de pousser le cri d'alarme, va courir sus à l'ennemi. Déjà, deux ans auparavant, dans sa *Satyre Ménippée sur les poignantes traverses et inconvénients du mariage*, il s'est rué sur les femmes et les a déchirées à belles dents. En attendant que les prêtres simoniaques, les juges corrompus, les financiers fripons aient leur tour, Sonnet de Courval va frapper à coups redoublés sur les « charlatans, pseudomédecins empiriques, thériacleurs, alchimistes, paracelsistes, distillateurs, extracteurs de quintessences, fondeurs d'or potable, maîtres de l'elixir, iatromages ou médecins magiciens. »

Les ennemis sont nombreux, on le voit. Jamais, en effet, les charlatans de toute provenance et de toute couleur n'ont eu autant à se louer de la crédulité humaine qu'à la fin du xvi^e et au commencement du xvii^e siècle. Et leur vogue était loin d'être passée à la fin du grand siècle, puisque La Bruyère, dans son chapitre *de quelques usages*, se plaint de « la témérité des charlatans et de leurs tristes succès qui en sont les suites, » puisque après nous avoir peint le charlatan Carro Carri, qui guérit, avec son spécifique, la colique, la fièvre quarte, la pleurésie, l'hydroisie, l'apoplexie, l'épilepsie, l'hémorrhagie, l'auteur des

Caractères ajoute : « L'émulation de cet homme a peuplé le monde des noms en O et en I, noms vénérables, qui imposent aux malades et aux maladies. » Ce Carro Carri devait être de la même famille que le charlatan florentin, il signore Hyeronimo, qui florissait du temps de Sonnet de Courval et dont il nous a tracé un portrait assez amusant : « Je veis, nous dit-il, il y a sept ou huit ans, à Paris, un insigne et effronté charlatan, qui s'appeloit il signore Hyeronimo, lequel avoit fait ériger un théâtre en la court du palais, sur lequel estant monté en bonne conche et superbe équipage, la grosse chaîne d'or au col, il desployait les maistresses voilles de son cajol, et descochoit les mieux empennées flèches qu'il eust en la trousse de ses artifices pour louer et eslever par mille mensonges, vantances et vaines ostentations, les vertus occultes et admirables propriétés de ses unguens, baumes, huiles, extractions, quintessences, distillations, calcinations et autres fantasques confections... Et afin qu'il ne manquast rien à sa charlatanerie et qu'elle fust *omnibus partibus et numeris absoluta*, il avoit quatre excellens joueurs de violon, qui avoient séance aux quatre coings de son théâtre, lesquels faisoient merveilles, assistés d'un insigne bouffon, ou plaisant de l'hôtel de Bourgogne, nommé Galinette la Gallina qui, de sa part, faisoit mille singeries, tours de souplesse et bouffonneries, pour attirer et amuser le peuple... » Quand le bouffon avoit par ses tours amassé une foule assez compacte autour de son théâtre, il signore Hyeronimo, « pour expérimenter les vertus divines et admirables d'un onguent qu'il se vantoit avoir pour les brulures, se brusloit publiquement les mains avec un flambeau allumé, jusques à se les rendre toutes ampoulées, puis se faisoit appliquer son onguent, qui le guérissoit en deux heures... » Et quand il voulait montrer l'efficacité de son baume pour les blessures, « il se donnait publiquement des coups d'espée à travers les muscles de l'épigastre, principalement ceux qui ont leur situation vers les hypocondres, et soudain appliquoit son baume sur les dictes

blessures, et le lendemain n'apparoissoit aux assistans qui s'approchoient en grande affluence de son théâtre, que la cicatrice des dictes playes, tant elles estoient estroitement rejointes et réunies avec leur peau naturelle par l'application de son baume, si qu'à peine pouvoit-on reconnoistre la place où les coups avoient esté donnés... » Ce n'est pas tout : « il arrachoit les dents sans exciter aucune douleur, ni mesme sans user d'aucun instrument ou polican que de ses deux doigts, à sçavoir le poulce et l'index. Mais, ajoute Sonnet de Courval, pour descouvrir la tromperie et la trouver en son giste, avant que d'arracher la dent que le patient vouloit faire oster, il la touchoit de ses deux doigts, au bout de l'un desquels il mettoit subtilement en babillant un peu de poudre narcotique ou stupéfactoire, pour endormir et engourdir la partie, à fin de la rendre stupide et sans aucun sentiment ; et à l'autre doigt, il mettoit une poudre merveilleusement caustique, laquelle estoit d'opération si soudaine, qu'en un moment elle faisoit esquarre et ouverture en la gencive, deschaussant et desrascinant tellement la dent, qu'aussitost qu'il la touchoit de ses deux doigts seulement, il l'arrachoit, et quelquefois tomboit sans y toucher. »

Ce merveilleux empirique avait de nombreux émules que Sonnet de Courval nous montre « allant en housse par les rues de la ville, vestus de superbes et magnifiques vestemens, portant au col des chaînes d'or, louées peut-être de quelque orfevre, et montés sur des genêts d'Espagne, coursiers de Naples ou courteaux d'Allemagne, accompagnés d'une grande suite et caravane d'escornifleurs, batteurs de pavé, basteleurs, comédiens, farceurs et harlequins, recherchant en ce superbe équipage les carrefours et places publiques des villes et bourgades, où ils font ériger des eschafaux et théâtres sur lesquels leurs bouffons et maîtres Gonins amusent le peuple par mille singeries, bouffonneries et tours de passe-passe, pendant qu'ils estalent et débitent leur marchandise ou plutost charlatanerie au peuple. »

Les charlatans qui, comme il signore Hyeronimo, couraient de ville en ville, par les marchés et les foires, ne forment que la première classe des nombreux ennemis que Sonnet de Courval s'est donné la mission de combattre.

La seconde classe se compose des alchimistes, extracteurs de quintessence, fondeurs d'or potable, etc. Enfin, dans la troisième classe sont rangés les médecins magiciens qui usent de billets, charmes, paroles, incantations pour guérir les maladies.

C'est toute une armée, contre laquelle notre docteur s'avance. Mais qu'importe ! Sonnet de Courval est le chevalier sans peur et sans reproches de la Faculté. En avant ! Voilà sa devise.

« Aurons-nous, s'écrie-t-il, saisi d'une sainte fureur, aurons-nous les veines remplies d'un sang si ingrat et négligent, que de voir le feu allumé par la France de tant de meurtres perpétrés et commis par ces bourreaux d'empiriques avec leurs drogues pestifères et empoisonnées, sans crier au feu et apporter l'eau de cette satire pour tascher de l'esteindre?... »

La prose ne suffit plus à cet inspiré ; il va parler en vers :

Pourrons-nous donc souffrir ces ordes sauterelles,
Ces troupeaux charlatans, plains de subtilité,
Ronger et gouspiller les fleurs de la santé,
Et nous empoisonner de leurs drogues mortelles ?

Non, non ! il faut tascher de les exterminer,
Et la France purger d'une telle vermine,
Qui n'apporte à nos corps que misère et ruyne,
Faignans à leurs langueurs le remède donner.

Il faut, il faut chasser ces bourreaux d'Empyriques,
Ces effrontés larrons, hardis empoisonneurs,
Ces Thrasons, ces bavards Iatromages charmeurs,
Alchimistes souffleurs et vanteurs Spagiriques !

Quelle colère ! Injuriés en français, les charlatans le sont encore en grec. *Thrasons ! Iatromages ! Vanteurs spagiriques !* Pauvres charlatans !

C'est par de telles aménités que Sonnet de Courval, à la façon des héros d'Homère, prélude au combat. On se croirait en pleine épopée, d'autant mieux que Sonnet a, lui aussi, son invocation :

« Nourrissons de Paris la docte Académie,
Et mille autres encor, d'un sçavoir singulier,
Que Caen nous a produits, Padoue et Montpellier...

« Je vous conjure tous, au nom de la patrie qui vous a allai-tés, de la France, dont vous humez et inspirez l'air, par le titre honorable de Docteur que vous portez et le rang que vous tenez, que vous ayez à prendre les armes de la plume et vous ranger de mon party, afin de combattre et terrasser une tant pernicieuse et diabolique secte, et exterminer du tout cette maudite race de serpens cauteleux. »

L'invocation finie, l'attaque va commencer, — mais dans les formes. Car Sonnet de Courval (et, en cela, il ressemble aux médecins de Molière) a le culte des formes. S'il accable ses adversaires, ceux-ci n'auront rien à dire ; ils seront battus dans les formes, à coups de syllogismes.

Et d'abord, il leur prouve qu'il a le droit de les attaquer.

Suivez bien son raisonnement.

« Il n'est rien qui entretienne et conserve les empires, comme l'ordre et la police qui y sont établis. Il en est de même pour l'univers. (A l'appui de cette proposition, citations de Boèce, de Philon juif, de Parménide.)

« Ce qui est vrai du macrocosme, c'est-à-dire de l'univers, l'est aussi du microcosme, c'est-à-dire du corps humain. »

Suit un petit traité de physiologie. Sonnet montre que chaque organe a, dans le corps de l'homme, sa fonction propre ; et il en conclut que dans un État bien policé, chacun devant se mêler de son métier, seuls les médecins ont le droit de guérir.

Tout le livre est ainsi fait. Voulez-vous des syllogismes ? Il en a mis partout. Pour écraser une mouche, Sonnet de Cour-

val se croit obligé de prendre une massue et de frapper dans **les** règles. C'est comme M. Jourdain, qui vous tue son homme **en** quarte ou en tierce... par raison démonstrative ! Comme **u**ne légère épigramme eût été plus forte que vingt pages d'**ar**guments ! Sonnet de Courval, qui savait tant de choses, qui **co**nnaissait son antiquité, comme on la connaissait au xvi^e siècle (et ce n'est pas peu dire), n'a pas compris le précepte si **s**ensé d'Horace :

Ridiculum acri

Fortius ac melius magnas plerumque secat res.

Si les charlatans ont jamais lu la satire de Sonnet, comme **ils** ont dû rire de se voir pris au sérieux et surtout attaqués **de** la sorte !

Sonnet de Courval croyait pourtant bien les tenir dans les **ma**illes serrées de ses longs raisonnements. En voici un, par **ex**emple, qui devait lui sembler irréfutable :

« Toute doctrine, art ou science, s'acquiert aux Universités **et** autres lieux, par lecture, travail, estude et diligence ; — **ou** bien est envoyée du Saint-Esprit, par grâce infuse ou don **gr**atuit, comme aux apostres et saints prophètes, et aux très-**ch**restiens Roys de France de guarir les escrouelles par le seul **to**ucher ; — ou bien par la secrette communication et révéla-
tion de quelque Cacodémon ou esprit familier.

« Or, les charlatans iatromages n'ont point acquis leur **da**mnable science ou plustost inscience, par labeur et travail, **n'**ayant jamais feuilleté les bons autheurs, ni hanté les uni-
versités et escoles, pour apprendre la science dont ils se meslent, ainsi que leur extresme ignorance donne tesmoi-
gnage. — Elle ne leur a point aussi esté divinement inspirée et infuse ; car, si ainsi estoit, on les verroit incontinent, es-
chauffés du zèle et de l'amour de Dieu, germer des œuvres
divines et spirituelles : au contraire, ils commettent mille im-
piétés, erreurs et meschancetés, ce qu'ils ne feroient, d'autant
que le Saint-Esprit n'est point autheur de mal. Il faut donc
nécessairement et absolument conclure qu'ils l'ont puisée des

cornes infernales de quelque diable, soit par tacite ou expresse communication et révélation d'iceluy... »

Assurément, voilà un raisonnement maçonné et bâti dans toutes les règles; et les charlatans iatromages, emprisonnés dans une pareille forteresse, devaient être bien attrapés !

Le bon sens, qui ne manquait pas à Sonnet de Courval, lui disait bien que le diable invoqué par les charlatans, c'était tout simplement l'éternelle bêtise humaine, que les fripons ont exploitée de tout temps et exploiteront jusqu'à la fin des siècles. Mais le titre et le bonnet de docteur lui faisaient un devoir de combattre sérieusement et sans jamais se déridier le front. Où une plaisanterie eût suffi et porté coup, il croit nécessaire de mettre une raison ; et, comme il lui faut une raison à tout prix, à défaut d'une bonne, il en met une mauvaise. Rien de plus logique. Mais Sonnet ne s'aperçoit pas que le raisonnement bannit souvent la raison de son livre.

Une autre fâcheuse conséquence de la logique intrépide de Sonnet de Courval, c'est qu'elle le jette dans tous les excès de l'intolérance, et lui fait demander l'exil, ou, ce qui est bien pis, le bûcher pour les charlatans.

« Les charlatans, dit-il, sont plus à reprendre et à punir que cruels homicides et assassinateurs ; et seroit bien nécessaire de bannir et exiler à perpétuité telle canaille d'imposeurs de la patrie. »

Ailleurs, il demande que « les livres des charlatans soient, avec leurs auteurs, consacrés à Vulcain. »

Plus loin : « Il faut les brusler et enfumer, dit-il, ainsi que des renards en leur tasnière, ou comme fraislons en leurs trous et fourneaux ; ou les bouillir avec leurs huiles distillées et alambiquées, comme on fait les choux en Dauphiné. »

Certes, Sonnet de Courval n'y va pas de main morte. Mais cette intolérance barbare ne doit pas nous étonner. A ses yeux, les charlatans ne valent pas le fagot qui doit les brûler. Voici, en effet, comment il les habille :

« Que si on veut prendre garde de près à la qualité et

genre de vie de tels imposteurs, on trouvera qu'ils ont été ordinairement accusés, repris ou soupçonnés de faulx monnoye, ou notés de quelque autre crime ; la plupart sont apostats, coureurs, vagabonds, desbauchés, séducteurs, bannis et exilés de leur pays, athéistes, prestres, moines, religieux, cordonniers, savetiers, cardeurs, drapiers, tisserands et meuniers, regrattiers d'amour, femmes impudiques et desbauchées.... »

Je m'arrête ; car

Le docteur dans ses mots brave l'honnêteté.

Sonnet de Courval est plus fin, et partant plus mordant, lorsqu'il se rit de la prétention qu'avaient certains charlatans de guérir toutes les maladies avec l'antimoine.

« A tous, indifféremment, dit-il, ils baillent pour remède leur antimoine, semblables à ce peintre, qui en tous ses tableaux peignoit un cyprès, parce qu'il ne sçavoit que cela. »

Ce trait est emprunté à Horace. Mais Sonnet de Courval a su le rajeunir, en le citant à propos. Il n'y a rien de mieux dans les lettres de Guy Patin, cet ennemi juré de l'antimoine, qui toute sa vie accable « cette drogue du diable » de pamphlets, d'épigrammes, voire de chansons, et qui (si l'on en croit un de ses biographes), lorsque l'antimoine, longtemps proscrit par le Parlement, fut enfin, en 1657, réhabilité et accepté par quatre-vingt-douze docteurs, en mourut de dépit.

C'est avec l'ironie de Montaigne et non avec les arguments de la scholastique qu'il fallait attaquer les charlatans. Il est vrai qu'à la place d'un assez gros volume, nous n'aurions qu'une satire de dix pages, tout au plus. Mais aucun lecteur ne s'en serait plaint, et les charlatans ne s'en seraient que plus mal portés.

Le pédantisme gâtera toujours les meilleures causes. Celle que défendait Sonnet était excellente ; mais il l'a gâtée par sa lourde érudition et sa pédantesque allure. Sonnet n'était

pourtant pas un sot. Tant s'en faut ! C'était un esprit bien fait ; il est facile d'en donner la preuve.

Médecin prudent, il déclare qu'il suivra « les conseils d'un grand personnage de son temps, homme très-docte et expérimenté, qui conseille les jeunes médecins de n'user pas témérairement de remèdes estranges. » Il dit que « les sages et approuvés médecins doivent parler avec plus de prudence et de modestie que les empiriques et charlatans, lesquels ne trouvent rien impossible, tant ils ont la cervelle plaine d'effronterie. » — « Quand nos anciens, dit-il plus loin, figurent notre Æsculape, un haston plein de nœuds à la main, environné de deux serpens, est-ce pas pour nous apprendre que nostre profession, estant enveloppée de dangers et de difficultés, requiert une grande prudence et discrétion et des complimens bien résolus ? Il est nécessaire, ajoute-t-il, de recuire et remascher ses résolutions en la cure des maladies difficiles, et se haster aux plus faciles, sans se précipiter témérairement. »

Rien de plus sensé que tout cela. Mais voici des réflexions sur l'importance de l'étude de l'anatomie, qui font le plus grand honneur à Sonnet de Courval : « Il n'y a chose au monde plus nécessaire à cognoistre en la médecine que le corps humain qui en est le subject. Car, ainsi que la géographie est nécessaire pour la description de l'histoire, tout de mesme la cognoissance du corps humain qui se faict par l'anatomie est absolument nécessaire à ceux qui veulent exercer la médecine. »

On doit savoir gré à Sonnet de Courval de la franchise et de la hardiesse de ces paroles. Car s'il y avait, au commencement du xvii^e siècle, une science difficile à étudier, c'était, à coup sûr, l'anatomie. Il était défendu par les canons ecclésiastiques de disséquer des cadavres. Descartes — c'est lui-même qui nous le dit — ne pouvant faire des études anatomiques sur un corps humain, était réduit à en faire sur un veau. Sonnet de Courval s'exposait aux censures de l'Église, en se vantant d'avoir étudié l'anatomie.

Cette dernière citation, et d'autres que nous pourrions faire, prouverait surabondamment que Sonnet de Courval n'était pas un routinier, qu'il avait sérieusement étudié la médecine, qu'il était au courant des progrès de cette science, et qu'il était aussi bon médecin que les meilleurs de son temps. Mais quoi qu'on fasse, on paye toujours par quelque endroit sa dette à la routine. Sonnet de Courval, qui se moque des remèdes puérils des charlatans, admet, lui aussi, bon nombre de recettes qui feraient sourire nos « plus édentées et radoteuses bonnes femmes. »

Il nous dit gravement :

« Que l'araigne, estant enclose vive dans une coquille de noix, et portée au col, guasrit la fièvre quarte ;

« Que les yeux des grenouilles, estant arrachés, devant que Phébus ait espandu ses rayons sur la face de l'horizon, puis estant remises vives dans l'eau, chassent les fièvres tierces, estant attachés et portés au col ;

« Que la dent d'une taupe vive appaise par le seul toucher la douleur des dents ;

« Que le cœur du corbeau, porté sur soy, retarde et empêche le sommeil, et qu'à l'opposite, le cœur de la chauve-souris l'excite. »

Quand on ose écrire de pareilles niaiseries, a-t-on le droit de se gausser des charlatans qui, pour guérir la fièvre quarte, ordonnaient « de boire du vin dans lequel auroit trempé l'espée du bourreau, avec laquelle on auroit fraîchement trencé la teste d'un homme » — ou « de prendre une anguille, lui attacher au col les rognures des ongles des mains et des pieds du malade, puis la laisser retourner vive dans l'eau ? »

Docte bacheliere, savantissima doctor ! les remèdes des charlatans valent bien les vôtres !

Mais il ne faudrait pas, à notre tour, trop nous moquer de Sonnet de Courval, lorsqu'il nous donne, sans rire, ces recettes ridicules. Les meilleurs esprits du temps croyaient,

comme lui, qu'il y a dans la nature « certaines choses qui opèrent extraordinairement par la propriété occulte de leur substance, » et ils n'avaient pas moins de foi à la vertu des yeux de grenouille et des dents de taupe qu'à la vertu des simples.

Nous avons essayé de montrer quelle campagne toujours inutile et parfois ridicule, Sonnet de Courval avait faite contre les charlatans. Mais il est aussi de notre devoir de dire que si les résultats ont été nuls, le but était celui d'un honnête homme et d'un bon citoyen.

« Aux erreurs, resveries et abus manifestes des alchimistes, dit Sonnet de Courval, nous désirons nous opposer..., tant pour nous acquitter de notre devoir que pour l'obligation ou affection que nous avons vouée au public, afin que désormais la santé des hommes ne soit point altérée et rognée par ces piperies et vaines promesses de guérison et conservation d'incorruptibilité..., afin que, sous couleur de butiner les riches trésors d'un Attale ou d'un Crésus, qui est le sujet principal de la transmutation, multiplication et exemption (extraction) métallique, les esprits curieux et volages de la jeunesse française ne soient destournés et distraqués par une damnable et bruslante avarice du sentier de la vertu et études des bonnes lettres, pour se jeter à corps perdu dans le grand chemin de tout désordre, et galopper, à bride abattue, après les ridicules absurdités, erreurs et fantasques curiosités de l'impie et détestable Paracelse. »

Il y a bien du fracas et du mauvais goût dans cette tirade ; mais on y sent battre un noble cœur.

II. — L'ÉCRIVAIN.

Nous avons jugé le médecin et l'homme ; il est temps de parler de l'écrivain (1).

(1) Je ne m'occuperai que de la prose de Sonnet de Courval. Ses poésies sont trop curieuses pour ne pas mériter une étude particulière.

Dans la préface de la *Satyre Ménippée contre le mariage* (1608), Sonnet avait promis au lecteur « de faire en bref aborder à son rivage françois une petite flotte, chargée de plusieurs marchandises semblables, quant à la forme, pour avoir esté figurées et façonnées au caractère poétique. » En termes plus simples, il avait promis de publier de nouvelles satires en vers. L'une de ces satires devait être celle dont nous nous occupons, la *Satyre contre les charlatans* ; mais Sonnet crut devoir l'écrire en prose pour deux raisons. « Ayant eu avis, dit-il, que la façon et forme de telles marchandises (c'est-à-dire la forme poétique) estoit pour le présent trop commune et triviale en France, n'y ayant pour le jour d'huy si failly pédan d'escole, mortepaye ou soldat des gardes qui ne s'efforce de donner à ses pédantesques ou soldatesques conceptions, compositions et ouvrages le caractère poétique, cela m'a donné subject, craignant de demeurer chargé desdites marchandises, et n'en avoir pas la prompte deffaicte, de changer et effacer leur première façon et figure, pour leur donner le caractère de la prose. »

Ainsi Sonnet a eu peur qu'écrite en vers la *Satyre contre les charlatans* ne se vendit pas ; et voilà pourquoi il l'a écrite en prose.

La seconde raison est plus curieuse.

« Le caractère de la prose, dit-il, m'a semblé plus libre et capable de représenter de plus belles inventions, gaillardes idées et agréables conceptions, à joindre qu'il est loisible en iceluy d'user de plusieurs figures, s'ayder de tropes, donner carrière aux amplifications et tirades de rhétorique, relever son langage par hyperboles, l'abaisser par diminutions, l'illuminer par métaphores, l'ombrager par équivoques, l'esmailler de diverses couleurs et luy donner le relief et l'embellissement de plusieurs images et dictions recherchées, liberté qui n'est pas permise à la poésie, laquelle tient les esprits emprisonnés de ses estroites reigles et dans les fers plus contraints de ses mesures. »

C'est donc pour se livrer plus à son aise aux mille et une

fantaisies de sa pompeuse rhétorique, que Sonnet de Courval a écrit en prose la *Satyre contre les charlatans*. Ah ! ce n'est pas lui qui eût dit comme Voltaire : « J'écris en vile prose ! » Vile prose ! à quoi donc pensait Voltaire ? La prose est un instrument divin, dont une main habile sait tirer les plus merveilleux accords. Voyez Sonnet de Courval à l'œuvre, et apprenez de lui à écrire en prose. Cette page est sans vie, sans couleur?... Allons ! vite ! deux tropes pour l'animer un peu ! — Cette phrase est trop simple ?... Relevons-la par une hyperbole ! — Cette pensée est trop claire ?... Ombrageons-la par une équivoque ! — Celle-ci est trop obscure?... Une métaphore pour l'illuminer !

Et c'est par ce grand art qu'on se fait un style étincelant, rutilant, éblouissant.

Cependant, qui le croirait ? Sonnet est mécontent de sa prose. Il craint que « les délicats esprits ne la trouvent mal polye et limée. N'eust esté la brièveté du temps et la matière rude et espineuse, il y eust apporté un plus beau relief pour l'illustrer, rehausser et embellir. »

Que Sonnet de Courval se rassure ! Le lecteur se tient plus que satisfait des splendeurs de son style. Il n'en demande pas davantage. Au contraire !

Nous voulons montrer qu'il a trop d'embellissements, n'en déplaît à son ami Angot l'Eperonnière, qui déclare, dans une ode placée en tête du volume, que la satire de Sonnet de Courval est un

Œuvre parfait, docte et sublime.

Docte et sublime, soit ! Cette satire est docte et doctissime ; et si par sublime, on doit entendre enflé et boursoufflé, elle est sublime, j'en conviens ; mais parfaite, non pas !

De tous les agréments de style dont Sonnet a soin de relever sa prose, il n'en est pas, je crois, qu'il préfère à ce qu'il appelle l'amplification, et qui n'est autre chose que la répétition fatigante de la même idée en des termes différents, plus pédants les uns que les autres.

Veut-il dire, par exemple, que les charlatans fourmillent en France ?... « De ces imposteurs et abuseurs, nous dit-il, y a aujourd'hui plus grand nombre en France qu'il n'y a de vipères dans les rochers et buissons de Poitou, de léopards dans les déserts d'Afrique, de dragons en Ethiopie, de tygres en Hyrcanie, de crocodiles dans le Nil, de harpyes en Bythie, de bestes grises dans les forests d'Arcadie, de renards bleus dans la Nouvelle-Zemble.... » Est-ce fini ? Pas encore. Pour terminer dignement cette belle énumération d'animaux malfaisants, il s'écrie en vers :

Bref, ils sont parmy nous, ô choses bien estranges,
Plus espois que ne sont les mouches en vendanges.

Plus d'une fois, entraîné par sa verve et grisé par le bruit des mots qui tombent de sa plume et résonnent comme des grelots, il court, il court encore et ne s'arrête que lorsqu'il est essoufflé, rendu. Voici comment il démontre que les métaux ne valent rien comme remèdes : « La combustion, calcination, cementation, dissolution, putrefaction, maturation, digestion, stratification, fixation, sublimation, fulmination, circulation, filtration, graduation, rectification, reverbération, projection, amalgamation, coagulation et aultre préparation, plustost que séparation des métaux, soit pour entrer dans nostre corps, pour luy servir de nourriture et fontaine de Jouvence, soit pour convertir et métamorphoser l'essence d'un métal en un aultre, est une téméraire et périlleuse entreprise, un labeur en un mot plus pernicieux que fructueux, plus nuisible que profitable, plus imaginaire qu'essentiel, plus à éviter qu'à rechercher, et finalement plus à rechercher qu'à effectuer. »

Ouf!...

Sonnet ne nous fait pas grâce d'un mot, d'une syllabe.

De même, lorsqu'il se mêle d'être érudit et de faire des citations (ce qui lui arrive presque à chaque page), il ne laisse respirer son lecteur que lorsqu'il a tout dit, vidé tout son sac.

S'il réfute les médecins iatromages, il ne se contente pas de citations tirées de la Bible, il en va prendre dans saint Augustin, dans les décisions des Conciles ; et quand il a épuisé les textes sacrés, il court aux textes profanes, et cite l'histoire des Perses, l'histoire grecque et l'histoire romaine.

Pour démontrer cette vérité — bien simple pourtant — que la perte de la vie est irréparable, voici tout ce qu'il se croit tenu à nous dire :

« *Quæ quidem sublata (vita) resarciri aut reparari nullo modo potest*, suivant l'axiome du philosophe, *A privatione ad habitum nullus datur regressus...* Et comme dit fort bien Catulle :

Soles occidere et redire possunt;
Nobis cum semel occidit brevis lux,
Nox est perpetua una dormienda.

Car depuis que la mort d'une envieuse rage
Nous a là-bas fait faire un si lointain voyage,
Jamais on ne revient, non plus que de là-haut,
Quand l'homme dans la tombe a fait un couple saut.

— *Facilis descensus Averni :*

Noctes atque dies patet atri janua Ditis;
Sed revocare gradum, superasque evadere ad auras,
Hoc opus, hic labor est.....

(VIRG., *Æn.*, liv. VI.)

Vous croyez que c'est fini ? Détrompez-vous. Sonnet de Courval est impitoyable. Il continue :

« Il est impossible, quelques prières que l'on puisse faire à la Parque, qu'elle veuille renouer le fil de cette vie, qu'elle a une fois coupé, ny faire en sorte avec Pluton, quelques vœux et sacrifices que l'on puisse immoler sur ses noirs autels, qu'il veuille permettre aux âmes deffunctes de revenir par deçà reprendre et revestir leurs corps. »

« Non si trecentis, quotquot eunt dies,
Amice, places illacrymabilem
Plutona tauris ; qui ter amplum
Geryonem, Tityonque tristi
Compescit unda..... »

(HOR., *Od.* II, 14.)

Cette érudition indigeste dénote un manque de goût absolu. Mais disons, pour être juste, que c'était là une des modes du temps. La Bruyère nous dit, en effet (ch. *de la Chaire*) : « Il y a moins d'un siècle qu'un livre français était un certain nombre de pages latines, où l'on découvrait quelques lignes ou quelques mots en notre langue. Les passages, les traits et les citations n'en étaient pas demeurés là. Ovide et Catulle achevaient de décider des mariages et des testaments, et venaient avec les Pandectes au secours de la veuve et des pupilles. Le sacré et le profane ne se quittaient point, ils s'étaient glissés ensemble jusque dans la chaire ; Saint Cyrille, Horace, Saint Cyprien, Lucrèce parlaient alternativement : les poètes étaient de l'avis de Saint Augustin et de tous les Pères : on parlait latin et longtemps devant des femmes et des marguilliers ; on a parlé grec : il fallait savoir prodigieusement pour prêcher si mal. »

Sonnet pouvait bien se permettre dans une satire ce que se permettaient au tribunal les avocats, et dans la chaire les orateurs chrétiens. Qui ne se rappelle la parodie, fort peu exagérée, que Racine a faite des plaidoiries de son temps. L'Intimé ne cite-t-il pas Lucain, Aristote, *primo peri Politicon*, Pausanias en ses *Corinthiaques*, etc. ? — Veut-on savoir comment Renauld de Beaulne, conseiller et ami de Henri IV, dans son oraison funèbre du duc d'Anjou, développe une pensée analogue à celle que Sonnet de Courval a si fastidieusement tournée et retournée en tous sens, à savoir que rien n'est immortel sur cette terre ?

« *Mille anni sicut dies hesterna quæ præteriiit*. Nous ne reconnaissons aucune immortalité qu'au ciel : çà bas tout est subject au temps, à la mort et au changement : riches et pauvres, sçavants et idiots, vaillants et couards. »

Omnium,

Versatur urna, serius, ocysus,
Sors exitura. — Sceptra ligonibus æquat.
Quos fors distinguit, mors facit esse pares,
Nec parcit imbellis juventæ
Poplitibus, timidoque tergo.

« La mort est égale à tous, en tout temps, en tous âges, en tous estats et toutes conditions d'hommes. *Cui contigit nasci restat mori*. Quiconque est né en ce monde, luy reste de mourir. *Debemur morti nos nostraque*. Nous sommes subjects à la mort, non-seulement nous, mais aussi tout ce qui est de nous. *Tendimus huc omnes, hæc domus ultima*. Nous tendons tous à la terre ; c'est nostre dernière maison. *Omnia orta occidunt. — Nil stabile sub sole. Vanitas vanitatum et omnia vanitas*. Les nations périssent mesmes et les cités périssent. *Fuit Ilium et ingens gloria Dardanidum*. Cette grande Troie, reine d'Asie, pleine de gloire et de richesses, a eu sa fin, etc. »

Je pourrais faire beaucoup d'autres citations, prises dans les Oraisons funèbres sur la mort de Henri IV, en 1610, c'est-à-dire l'année même de la publication de la *Satyre contre les charlatans* ; mais je m'aperçois que je suis tombé, moi aussi, dans le défaut qu'on peut si justement reprocher à notre docteur. Coupons court à nos citations, et revenons à lui.

Le désir de mettre partout et à tout prix des ornements et l'horreur du style simple et naturel le conduisent tout droit au trivial et au burlesque.

Ainsi, il ne craindra pas de nous dire que « le foie, ce grand œconome et maistre d'hostel du corps, a pour chambrières et marmitonnes la rate, la petite vessie du fiel, les roignons et la grande vessie, lesquelles fourbissent et nettoient toute cette cuysine royale. »

Ou bien encore : « Les nerfs, comme huissiers et commissaires du cerveau, apportent la commission et commandement de leur prince en un corps bien cacheté et subtil, à sçavoir l'esprit animal aux muscles, etc. »

Lorsqu'il veut nous mettre en garde contre les dangers auxquels on s'expose en consultant les magiciens, voici comment il nous raconte la punition que Dieu infligea au roi Ochozias, pour avoir, dans une maladie, « despesché ambas-

sades vert Belzébut, dieu d'Acaron. » — « Il mourut pour ce péché, suivant l'arrêt qui luy fust prononcé en robe rouge par la bouche foudroyante du premier président, auguste juge de tout l'univers, arrêt, dis-je, qui luy fut signifié en la conciergerie de ce moude par son huissier, le prophète Hélié. »

Sonnet, j'en suis convaincu, devait être charmé de ce petit morceau.

Maintes fois cependant, je dois le dire, il a, dans la trivialité même, rencontré l'expression pittoresque.

« Avec leurs drogues empoisonnées, dit-il des charlatans, ils *bossent* plus de cymetières en un an que la plus dangereuse peste ne pourroit faire en quatre. »

Bosser les cimetières ! voilà, n'est-il pas vrai, une image bien saisissante !

En voici une autre qui est d'une énergie extrême. Sonnet voulant parler des ravages que font les métaux introduits dans le corps humain : « Bien souvent, dit-il, les métaux et minéraux, *en nettoyant le chaudron en emportent la pièce.* »

Mais ce n'est qu'à de très-rares intervalles que Sonnet a la main aussi heureuse. Lorsqu'il est trivial, il tombe, nous l'avons vu, dans l'absurde.

Enflure, prolixité, trivialité, voilà les défauts du style de Sonnet de Courval. C'étaient là, je le sais, les défauts d'un grand nombre d'écrivains de son temps ; et il est possible que le mauvais goût régnant ait beaucoup contribué à gâter l'esprit de Sonnet de Courval. Mais je crois qu'à n'importe quelle autre époque Sonnet eût été un écrivain boursoufflé. L'enflure est un défaut qui tient surtout à la nature de l'esprit. Or, Sonnet de Courval nous paraît avoir été un personnage singulièrement infatué de son mérite. S'il fait imprimer un volume, il a toujours soin de l'orner de son portrait, qui nous le représente la tête haute, les yeux farouches, les lèvres serrées, les narines gonflées. Un vrai capitaine

Fracasse ! Et ce portrait est accompagné de cette fière inscription :

Vire fut mon berceau, ma nourrisse et mon lait,
Caen, l'unique séjour de mon adolescence,
Paris de ma jeunesse ; et maintenant la France
A mon nom, mes écrits, mon corps en ce pourtraict.

Un auteur qui parle de lui et de ses ouvrages en ces termes, n'était pas homme à recevoir humblement la critique et à se corriger de ses défauts.

Lorsqu'il publia la *Satyre Ménippée contre les femmes*, les Virois se moquèrent du style creux et sonore de leur compatriote. Que fit Sonnet ? Il se fâcha. Dans la troisième édition, il appelle les Virois « grenouilles, couleuvres, freslons. » Il dit à son livre :

« Ne crains point les abbois de ce peuple de Vire,
.....
Sçais-tu pas qu'à leur goût jamais je n'ai sceu plaire ? »

Cet aveu est précieux à recueillir : il fait l'éloge du bon goût des Virois, mes ancêtres. J'en suis fier pour eux ; et au risque d'être appelé comme eux « *grenouille, couleuvre ou freslon*, » je me range de leur côté.

Qu'on ne se trompe pas cependant sur ma pensée. Je ne veux pas dire que le style de Sonnet de Courval soit mauvais de tout point. Non, assurément. Je lui reconnais deux grandes qualités, la vivacité et l'énergie.

Ce n'est pas sans agrément, nous l'avons vu, que Sonnet a peint il signore Hyeronimo, et décrit le train magnifique de ses confrères. Voici, maintenant, dans un autre genre, une page excellente, ou peu s'en faut.

« Les alchimistes, dit-il, voulant esgaler et imiter la puissance et les effets de Dieu, qui mua le naturel de l'eau en vin, se persuadent, tant ils sont enflés d'orgueil et de vaine présomption, de changer et transmuier le cuivre en or, l'étain et le plomb en argent, rendre l'or potable contre sa nature,

composer l'élixir ou grand œuvre, et bref, pénétrer les secrets et ressorts les plus cachés de la nature. Je ne veux pourtant pas nier que l'homme, étant créé de Dieu, ne désire, par une inclination naturelle, comme le plus parfait de tous les animaux, cognoître et pénétrer les choses occultes et cachées ; mais aussi ne doit-il pas estre si curieux et téméraire que lascher la bride à ses affections et concupiscences desbordées et donner carrière à ses imaginations, pour vouloir s'élever et voler plus haut qu'il ne doit. Car il y a certains termes prescrits et limités des sciences, dans les bornes desquels il faut se contenir et arrêter, sans qu'il soit loisible à l'esprit humain d'en franchir les barrières. »

L'expression est ici à la hauteur de la pensée. Mais, j'ai le regret de le dire, de telles pages sont clairsemées dans le livre de Sonnet de Courval ; encore faut-il arrêter à temps la citation et faire çà et là quelque utile coupure, car Sonnet ne peut écrire vingt lignes de suite sans être guindé ou burlesque.

Malgré tous ses défauts, peut-être à cause de ses défauts, Sonnet de Courval est un auteur curieux à étudier. C'est une figure originale et qui intéresse. Ses livres sont fatigants à lire. On les jette souvent avec dépit ; mais le dépit passé, on y revient.

NOTE

SUR LES

FAILLES DU COTEAU SAINT-VINCENT

Par M. A. GUILLIER

Membre titulaire

On donne, en géologie, le nom de failles à des ruptures verticales ou obliques des couches terrestres.

Les failles les plus importantes, celles qui ont été aussi le mieux étudiées, résultent des grands mouvements de l'écorce du globe. On comprend facilement que des sédiments d'abord déposés au fond des mers et portés ensuite à des altitudes de centaines ou même de milliers de mètres, n'ont pu arriver dans cette position sans qu'il se soit produit dans leurs couches de nombreuses brisures.

Mais indépendamment de ces failles qui ont dessiné les grands traits de l'orographie, il convient d'en examiner d'autres qui, sans avoir la même importance, peuvent cependant présenter de l'intérêt dans certains cas particuliers : les vallées d'érosion, par exemple, présentent souvent des phénomènes de ce genre ; les grands courants qui les ont creusées ayant quelquefois coupé les couches presque verticalement, il en est résulté, dans les terrains peu solides, des éboulements et des ruptures qui ne vont pas, comme les failles que nous considérons en commençant, jusqu'aux couches les plus profondes de l'écorce terrestre, mais qui s'arrêtent au contraire à un banc ou à une surface de glissement supérieure au niveau du cours d'eau.

La vallée de la Sarthe présente au coteau Saint-Vincent des faits de cette nature qui ont été beaucoup remarqués

dans ces dernières années à raison des dommages qu'ils ont causés. Ainsi, pendant les hivers des années 1839, 52, 60 et 66, des constructions se sont écroulées, des arbres ont été transportés sans être déracinés à plusieurs mètres de distance ; une charmille plantée en ligne droite a été fortement courbée dans une de ses extrémités ; dans plusieurs points le sol s'est affaissé, dans d'autres il s'est boursoufflé, le pavage de la route a été soulevé, etc.

Pour nous rendre compte de cet état de choses examinons le profil de la vallée de la Sarthe à ce point : la fig. 2 nous en donne une coupe nord-sud, partant de la côte de Vaurousé sur la route de Laval, passant par les terrains enfaillés du coteau Saint-Vincent et par la rue de l'Enclos près le Séminaire. Cette coupe indique la nature des terrains qui composent les collines de chaque côté de la vallée. Voyons maintenant comment le creusement s'est effectué.

La direction de la vallée actuelle étant vaguement indiquée par un plissement de terrain, les eaux diluviennes s'étendirent d'abord sur une très-grande largeur, et dans leurs cours sinueux coupèrent presque à pic, comme cela a toujours lieu, leur rive concave, tandis que la rive convexe fut taillée en pente douce ; le coteau Saint-Vincent formant la rive concave (*voir le plan fig. 1*), fut donc taillé d'une manière abrupte presque dès le commencement de l'invasion des eaux. Or les premières couches entamées, n^{os} 3, 4 et 5 (*fig. 2*), formées principalement d'alternances de marne et de bancs de calcaire, terrains assez solides, se prêtèrent assez bien à cette taille verticale ; mais lorsque le creusement de la vallée fut plus avancé, la couche n^o 6 fut entamée ; cette couche, formée d'alternances d'argile et de sable, ne put se soutenir avec l'inclinaison qui lui était donnée par le cours d'eau ; elle s'éboula, fut délayée et entraînée en partie ; les couches solides supérieures se trouvant alors en surplomb tombèrent à leur tour, et leurs éboulis qui prirent un certain talus rétrécirent un peu le lit de la rivière ; le creusement

continuant arriva alors à la couche n° 7 qui put conserver à peu près sans éboulement la coupure à pic qui s'y fit.

Le creusement de la vallée s'est arrêté dans cette dernière couche; la Sarthe actuelle, qui n'est plus qu'un mince filet d'eau comparativement au grand fleuve de l'époque quaternaire, n'est pas assez importante pour changer le profil de la vallée; elle dépose seulement lors des crues sur sa rive convexe de la vase qui colmate le gravier déposé en cet endroit, vers la fin du creusement.

On voit donc que le profil actuel du coteau se compose de trois parties, l'une inférieure de 20 mètres de hauteur environ, l'autre supérieure de 10 mètres de hauteur, en retraite sur la première, formées toutes deux de terrains assez solides et coupés presque à pic, ces deux parties réunies par une partie moyenne, en pente assez douce et formée en grande partie par les éboulements de la partie supérieure.

Les mouvements du coteau Saint-Vincent se sont produits dans la partie moyenne, ils ont occasionné des affaissements et des boursoufflements du terrain ainsi que des ruptures dans les constructions. L'administration des ponts et chaussées a fait exécuter pour arrêter ces ruptures des travaux assez importants; il a été creusé à cet effet une première tranchée en 1862 et une seconde en 1870. (*Voir le plan, fig. 1.*) Ces deux tranchées, poussées jusqu'à une profondeur considérable, sont destinées à drainer énergiquement le terrain au moyen de tuyaux et de rocailles. La coupe en long de ces deux tranchées est donnée (*fig. 3 et 4*), elle montre dans quel état de bouleversement se trouvent les terrains dans lesquels on a récemment constaté des mouvements; on voit, par exemple, que suivant la direction de la tranchée (*fig. 3*), la couche n° 5 a subi un affaissement de 9 mètres 50, et que la même couche en a subi un de 8 mètres dans la direction de la tranchée (*fig. 4*).

Ces mouvements sont beaucoup plus considérables que ceux qui ont eu lieu depuis une vingtaine d'années; ils ont

commencé lors du creusement de la vallée, moment où ils ont eu leur maximum d'intensité, et il est certain qu'ils se sont fait sentir depuis, par intermittences, et principalement lors des années pluvieuses. En étudiant attentivement les coupes des deux tranchées on peut se rendre compte du rôle considérable que jouent les eaux dans les mouvements du coteau. En effet, les terrains supérieurs y versent non-seulement leurs eaux superficielles, mais encore une partie de leurs eaux souterraines; ainsi à l'extrémité des deux coupes on voit une couche de sable fin verdâtre 6^b qui vient buter vers la côte 73 contre les terrains enfaillés : or, dans les fouilles faites récemment pour établir le réservoir de la rue de Tessé, ainsi que dans les tranchées ouvertes le long de cette rue pour placer les conduites d'eau, on a trouvé le même sable à la côte 75,50. Ce sable qui draine les couches supérieures et donne un niveau aquifère assez important pour alimenter plusieurs puits dans le coteau, vient donc verser ses eaux à la partie supérieure des éboulis, les délaye, et le haut poussant le bas, toute la masse enfaillée glisse vers la rivière.

Nous venons de dire que le haut de la partie en mouvement pousse le bas; un fait semblerait contredire cette assertion : il paraît que les mouvements dans le sens horizontal ont leur maximum dans le voisinage de la route, c'est-à-dire en bas; l'explication est facile : la hauteur du terrain qui glisse est de 9 à 10 mètres vers le haut (*fig. 3 et 4*), tandis qu'elle n'est que de 3 ou 4 mètres sur le bord de la route; la partie supérieure délayée par les eaux s'affaisse sur elle-même, et s'étend dans le sens horizontal; ce mouvement est d'autant plus marqué qu'une plus grande masse y prend part, c'est-à-dire qu'on est plus près de la route.

C'est dans l'épaisseur du banc d'argile feuilletée et mica-cée n° 6^a que se produisent les glissements; la route est tracée tantôt au-dessus, tantôt au-dessous, et les mouvements se sont produits dans un cas comme dans l'autre; suivant la tranchée (*fig. 3*), le glissement est supérieur à la route, **mais**

on voit bien qu'il n'est pas le résultat de sa construction : en effet, il ne commence qu'à près de 3 mètres au-dessus d'elle, c'est-à-dire dans un point où le coteau n'a pas été entamé. Suivant la tranchée (*fig. 4*), le glissement est inférieur à la route dont les constructions semblent même avoir arrêté en partie le mouvement, attendu qu'on voit à leur approche les couches se boursoufler et se redresser comme pour franchir un obstacle.

Il nous semble donc démontré que la véritable cause des mouvements qui se sont produits récemment dans le coteau Saint-Vincent, est l'arrivée de l'eau dans des couches peu solides, bouleversées, où elles ne trouvent pas d'écoulement. Les travaux faits par l'administration, qui ont pour but d'empêcher en partie l'arrivée de l'eau et de donner un écoulement facile à celle qui y parviendra, nous paraissent donc devoir faire cesser le mal.

Mois de Janvier 1871.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				5 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Udometre pluie tombee en 24 heures	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel — Observations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur	à maxima	à minima							
1	757.17	-4.	-4.	-7.75	»	757.41	-5.	N. E.	☉	757.63	-5.
2	756.19	-6.	-3.	-8.50	»	756.69	-5.	E. N. E.	☉	757.29	-4.
3	757.41	-5.	-4.	-7.	»	757.97	3.50	N. E.	☉	758.07	-3.
4	758.31	-5.	2.50	-6.	»	758.41	0.	E.	☉	758.96	-5.
5	759.47	-8.	1.50	-10.	»	759.31	-6.	O. S. O.	☉	759.27	-7.
6	767.83	-3.	0.	-5.	» 60	765.12	1.	S. S. O.	☉	765.61	2.
7	760.19	5.	5.	1.	4	759.47	6.	S. O.	☉	756.91	4.
8	749.54	0.	6.50	-2.	1	749.33	3.	S. O.	☉	747.	2.
9	737.83	-1.	4.	-1.	8	738.17	1.	O.	☉ N.	740.61	0.
10	750.19	-1.	1.25	-3.	»	751.83	1.25	O.	☉	747.04	2.
11	745.49	0.	3.	-3.	»	745.17	2.	O. S. O.	☉	744.71	1.50
12	744.17	-1.	3.	-2.	»	744.01	1.	S. O.	☉ N.	743.93	-1.
13		1.	2.25	-0.75	»		2.	S. O.	☉		3.
14		-3.	4.	-4.	»		-2.	N. O.	☉ G. V.		-1.50
15		-4.	1.	-4.50	»		-3.	N.	☉		-3.
16		4.25	4.25	4.	8.		5.25	N. N. E.	☉ V.		5.
17		0.	5.75	-2.	»		4.	N. E.	☉ V.		3.
18		0.75	4.	-1.	» 60		2.	N.	☉		-0.50
19		-2.25	-3.	3.	»		-1.	N. E.	☉		-1.25
20		1.	2.	0.	»		0.	S. E.	☉		2.
21		2.25	3.	2.	»		4.	S. S. E.	☉ N.		3.
22		5.50	5.50	4.	10.		8.50	S. O.	☉		9.
23		4.	10.	3.	»		5.75	S. O.	☉		6.25
24		4.	7.	0.50	9.		6.	O.	☉ V.		7.
25		3.	8.50	0.75	»		4.	N. O.	☉ Gl. bl.		3.
26		1.25	6.25	-1.	»		3.50	N.	☉ Gl. bl.		2.50
27		-1.	4.	-2.	»		2.	N.	☉ Gl. bl.		2.75
28		3.	3.50	2.	»		4.	N.	☉		3.
29		1.	5.	1.	1.		2.	E.	☉		5.50
30		3.25	7.50	2.	»		4.50	N. E.	☉		5.
31		3.50	6.	2.	»		7.	N. O.	☉		8.
L'occupation prussienne a fait suspendre les Observations barométriques.											
Tot.		-2.00	111.25	-50.25	42.20		61.25	S. O.			42.05
Max.		5.	10.	4.			8.50				9.
Min.		-8.	4.	-10.			-6.				-7.
Med.		-0.08	3.50	1-62			1.98				1.36

Moyenne thermométrique 1.74.

Mois de Février 1871.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				5 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			l'omètre pluie tombe en 24 heures	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel — Observations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur.	à maxima	à minima							
1		5.	9.	3.	»		9.	S.S.O.	☉		9.50
2		6.	10.	-1.	»		9.	S.O.	☉		10.75
3		7.	11.50	4.	3.40		9.	S.O.	☉ Pl.		10.
4	Continuation de l'interruption des Observations barométriques causée par l'occupation prussienne.	8.	10.	5.	» 69		11.	S.S.O.	☉		11.
5		9.	11.50	7.	»		10.	S.O.	☉		10.
6		9.	10.	7.	1.40		11.75	S.O.	☉		12.
7		9.25	12.50	7.	»		11.50	S.O.	☉ Pl.		10.75
8		9.	11.50	7.50	5.		10.50	S.O.	☉ Pl.		9.50
9		8.50	11.	4.	3.20		12.	N.O.	☉		11.75
10		4.50	13.	2.	5.20		5.	N.N.O.	☉		4.
11		3.	5.	-1.	7.20		6.	N.	☉		5.
12		2.50	8.	-3.	»		8.	S.O.	☉ Pl.		6.
13		8.	8.	2.	7.40		10.	O.	☉		9.50
14		5.	11.	1.50	»		9.	O.N.O.	☉		10.
15		7.	11.	4.	»		11.	S.O.	☉		11.75
16		5.50	13.	3.	»		12.	E.S.E.	☉		11.25
17		3.	13.	0.50	»		6.	S.O.	☉		7.
18		4.50	8.	2.50	»		9.	S.S.O.	☉		8.50
19		3.	10.	1.	»		9.	S.O.	☉ Gl. bl.		15.
20		10.	16.50	5.50	»		13.	O.	☉ Pl.		12.
21		6.	13.50	3.50	1.60		11.	O.	☉		11.
22		4.	12.	0.	»		12.	E.	☉ Gl. bl.		10.
23		1.50	12.	-1.50	»		9.50	E.N.E.	☉		8.
24		3.	10.	0.50	»		10.	S.O.	☉		9.
25		4.	11.	-2.	»		13.	S.	☉ Gl. bl.		12.50
26		10.	14.	3.	»		14.	S.O.	☉		15.
27		7.	16.75	2.	»		13.	S.O.	☉		11.50
28		6.	14.	3.	»		12.	S.O.	☉		14.
Tot.		108.25	316.75	70.	35.00		286.25	S.O.			286.25
Max.		10.	16.75	7.50			14.	»			15.
Min.		1.50	5.	-3.			5.	»			4.
Med.		6.01	11.31	2.50			10.26				10.26

Moyenne thermométrique 8.07.

Mois de Mars 1871.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				3 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Édometre pluie tombee en 24 heures	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel — Observations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur.	à maxima	à minima							
1	763.26	9.50	16.50	4.	»	763.49	13.	E.	☉ V.	763.67	12.
2	764.32	7.	14.	2.	»	764.41	18.	E.N.E.	☉	764.63	18.
3	763.81	10.	19.	6.	»	763.44	19.75	E.	☉	762.89	19.
4	761.57	9.50	20.	5.	»	761.11	17.	E.S.E.	☉	760.21	16.50
5	756.61	7.	17.75	2.	»	756.17	17.	S.S.O.	☉ V.	755.74	15.
6	749.35	9.75	17.	8.50	»	748.85	13.	S.	☉ Pl.	748.61	14.
7	754.57	10.	15.	7.50	7.50	753.19	14.50	S.O.	☉	756.11	13.
8	761.42	9.	15.	5.	2.	761.34	14.	O.	☉	761.18	15.
9	758.63	8.	16.	1.	»	755.92	13.	S.S.O.	☉ Gb. V.	754.02	13.50
10	760.91	11.	14.	7.50	3.	760.90	14.	O.	☉	760.85	13.75
11	762.46	10.	14.50	7.	1.	761.83	13.75	S.O.	☉	760.17	12.75
12	754.55	9.75	15.	6.50	»	754.40	17.75	O.N.O.	☉ V.	752.40	20.
13	754.54	9.	20.50	7.	1.	754.71	13.	S.O.	☉ T. V.	754.82	13.
14	755.46	8.	15.	6.	2.40	755.35	12.	O.	☉ Pl.	755.11	12.
15	754.99	5.	12.75	3.	2.20	754.97	7.	O.N.O.	☉ N.	754.27	7.
16	741.36	7.	9.	0.	9.	741.28	7.50	N.N.O.	☉ Pl. V.	731.19	6.
17	760.03	4.	8.25	0.	2.20	761.86	9.	N.N.O.	☉	762.11	7.
18	762.97	2.75	9.	-1.	»	762.41	8.	N.O.	☉ Gb.	761.77	8.50
19	759.58	6.50	10.	1.	»	759.47	11.	N.E.	☉ V.	759.21	12.
20	756.91	7.	13.	0.	»	755.24	14.	N.N.O.	☉ Gb.	754.96	14.50
21	757.23	9.50	15.	0.75	»	757.17	15.75	N.E.	☉ Gb.	756.99	15.
22	756.16	9.	16.50	1.50	»	755.97	16.	N.E.	☉	755.21	16.
23	753.89	11.	16.50	4.25	»	753.19	18.50	E.S.E.	☉	752.91	17.
24	752.18	11.	19.	5.	»	751.76	19.	S.S.E.	☉	751.12	19.50
25	751.24	11.	20.	9.	»	751.17	12.50	S.	☉ V.	751.44	11.75
26	752.93	11.25	13.75	7.50	»	752.52	20.	S.S.E.	☉ V.	752.19	20.25
27	752.72	11.	20.25	7.	»	753.23	19.	S.O.	☉ V.	754.03	20.
28	759.97	5.25	20.	5.	»	760.17	11.	N.N.E.	☉ V.	760.41	11.75
29	762.39	5.	12.	-0.75	»	762.41	11.	N.E.	☉	762.50	10.25
30	761.83	7.	11.75	2.	»	761.08	10.50	N.N.E.	☉	760.90	9.
31	760.21	5.	11.50	1.50	»	759.73	11.	E.	☉	759.11	10.
Tot.	23478.05	256.95	467.50	120.75	30.30	23470.74	430.50	E. O.		23470.76	423.
Max.	764.32	11.25	20.50	9.		764.41	20.			764.63	20.25
Min.	741.36	2.75	8.25	-1.		741.28	7.			748.61	6.
Moy.	757.36	8.29	15.08	3.89		757.12	13.89			757.41	13.64

Moyenne barométrique 757.31. — Moyenne thermométrique 10.36.

1^{er}-2^e Trim. de 1871. — Tome XXI.

Mois d'Avril 1871.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				5 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Udromètre pluie tombee en 24 heures	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel — Obs- ervations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur	à maxima	à minima							
1	756.09	9.25	13.50	5.	»	756.12	14.	N. O.	☉	756.19	13.
2	753.96	7.	13.	4.50	»	753.90	12.	O.	☉	753.27	11.75
3	753.41	8.	13.50	5.	»	752.67	11.	O. S. O.	☉	752.42	15.
4	756.17	7.	16.	4.	2.	756.51	15.	O. N. O.	☉	757.11	14.75
5	759.08	6.	16.	0.50	»	758.92	16.	N. N. O.	☉ Cl. bl.	758.38	16.25
6	757.52	12.	17.	3.	»	757.83	18.	N. E.	☉	758.17	16.
7	753.41	6.	18.	4.	»	758.76	17.75	E.	☉	758.83	17.25
8	757.68	11.	18.50	7.	»	757.41	13.	S. O.	☉ Pl.	757.19	16.
9	753.27	13.25	19.	12.	»	756.39	20.	S.	☉ Ta.	756.51	17.75
10	756.83	12.	20.50	9.	»	757.03	17.50	S. S. O.	☉ Ab.	757.	19.
11	756.71	15.50	20.	10.50	40.	756.56	21.	O.	☉ Pl.	756.27	20.
12	755.88	11.	22.	11.	1.	753.49	18.50	S. O.	☉	753.33	19.50
13	754.61	12.	20.	10.	»	754.30	18.	S. O.	☉	753.86	17.
14	752.28	15.	18.50	6.	6.40	751.67	20.75	S. S. O.	☉ Ta. V.	745.83	19.
15	748.43	12.	21.	10.	»	748.11	17.	S. O.	☉ V.	747.87	17.
16	750.32	11.	18.	9.75	4.60	750.17	17.50	O.	☉ V.	749.69	16.25
17	744.51	10.50	18.	9.	6.	744.49	17.25	S. O.	☉ Pl. V.	744.87	16.
18	747.82	13.50	17.50	8.50	6.80	748.74	14.75	S. O.	☉ Pl.	747.39	15.
19	741.17	11.	17.	7.	4.	740.63	18.	S. S. O.	☉ Pl.	740.02	18.25
20	747.76	7.	19.50	5.75	7.	748.49	11.	O. N. O.	☉	744.99	15.
21	752.81	10.	17.	9.	3.20	753.17	14.	O.	☉ Pl.	753.30	13.
22	754.57	12.	14.75	11.25	12.	754.47	13.25	S. O.	☉	754.21	13.
23	752.39	14.	15.	9.	1.80	752.42	15.25	O.	☉	752.83	14.50
24	754.11	9.	16.	5.	»	754.17	18.	O. N. O.	☉	754.41	17.
25	755.74	11.	18.	7.	»	753.70	18.	O.	☉	753.76	18.25
26	756.56	17.	19.50	12.	»	756.43	21.	O.	☉	756.06	20.
27	754.17	12.	22.25	10.50	»	754.11	15.75	O.	☉ V.	754.22	17.
28	756.63	14.	18.	8.	1.	756.33	17.	S. O.	☉ V.	753.87	16.50
29	748.45	11.	18.	7.	0.60	747.67	16.50	O.	☉ V.	747.49	15.75
30	754.98	9.	17.	5.75	»	755.17	17.	O.	☉	755.43	16.50
Tot.	22607.32	329.00	534.00	226.00	56.80	22603.04	491.75	O.		22596.67	490.75
Max.	759.08	17.	22.25	12.		758.92	21.			758.83	20.
Min.	741.17	6.	13.50	0.50		740.63	11.			740.02	11.75
Med.	753.58	10.97	17.80	7.53		753.43	16.39			753.16	16.30

Moyenne barométrique 754.06. — Moyenne thermométrique 13.61.

Mois de Mai 1871.

JOURS.	6 HEURES DU MATIN.					MIDI.				3 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Udromètre pluie tombee en 24 heures	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel — Observ- vations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur.	à maxima	à minima							
1	753.81	9.	18.	5.	1	753.97	19.	S. O.	☉	753.71	19.
2	753.44	10.	19.	3.75	»	753.12	18.	O.	☉	754.90	19.25
3	753.97	14.	19.75	6.50	»	753.49	22.	O. N. O.	☉	753.17	22.50
4	756.81	12.	23.	8.	»	757.33	13.	S. O.	☉	757.47	13.
5	757.89	11.	17.	7.	»	758.19	19.	S. S. E.	☉	758.31	20.
6	756.17	7.	21.	3.	»	759.22	20.	E.	☉	759.39	19.25
7	759.46	9.	22.	4.	»	760.17	19.50	E.	☉ V.	760.31	19.
8	760.37	10.25	20.	5.	»	760.44	18.75	N. E.	☉ V.	760.70	19.25
9	760.39	12.	19.	8.	»	760.37	21.25	E.	☉	759.82	22.
10	759.61	13.	21.	10.	»	758.82	19.	E.	☉	758.48	19.50
11	758.03	12.	19.50	8.	»	757.19	21.	S. S. O.	☉ Pl.	756.89	20.75
12	752.05	9.	21.	7.	3.20	751.38	18.75	S. O.	☉ V.	751.	18.
13	750.54	7.50	19.	6.50	»	749.73	16.	O.	☉ V.	748.19	15.25
14	747.21	7.	16.	5.	1.40	746.91	19.50	S. O.	☉ V.	746.80	21.
15	743.70	10.	21.	7.	4.	743.13	22.	O.	☉	743.14	21.75
16	743.59	12.	22.25	9.	»	743.84	23.25	O.	☉	743.69	22.
17	746.71	11.75	21.	6.75	»	746.23	25.	N. O.	☉	745.97	25.50
18	745.02	13.	26.	7.	3.	743.78	21.	O.	☉	743.55	21.50
19	745.09	14.	22.50	9.	»	744.19	19.	N.	☉	744.07	18.
20	743.96	11.	19.	10.	»	743.87	19.	S. S. O.	☉ Pl.	743.79	19.
21	744.44	9.	20.	7.	4.	744.31	20.75	S.	☉ V.	744.27	21.
22	741.97	7.	21.25	5.50	»	743.27	22.	S.	☉	745.11	22.25
23	745.51	6.75	23.	4.75	»	743.75	22.50	S. S. E.	☉	745.74	22.50
24	746.19	7.	23.	3.75	»	746.21	20.	E.	☉	746.37	20.25
25	747.03	10.	21.	5.	»	747.38	19.	E. N. E.	☉	747.21	18.75
26	747.47	10.	19.50	4.	»	747.39	17.	E.	☉	747.16	18.
27	745.24	11.50	18.	7.	»	745.12	17.50	S. E.	☉	745.71	18.25
28	747.57	11.	19.	6.	»	747.83	18.	O.	☉ Pl.	748.	18.25
29	748.23	9.	19.	5.50	2.	748.96	19.75	S. O.	☉ V.	749.57	19.
30	750.52	8.75	20.25	7.	1.60	750.19	22.	S. S. O.	☉	752.04	21.75
31	753.86	7.	23.	5.	»	756.23	22.	O.	☉	756.81	22.
Tot.	23282.95	311.50	639.00	200.00	20.20	23279.95	617.50	O.		23279.60	620.50
Max.	760.39	14.	26.	10.		760.44	23.			760.70	23.50
Min.	743.96	6.75	16.	3.75		743.87	15.			743.79	15.
Moy.	751.06	10.05	20.61	6.45		750.97	17.92			750.98	20.02

Moyenne barométrique 750.99. — Moyenne thermométrique 15.41.

Mois de Juin 1871.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				5 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Udèmetre pluie tombée en 24 heures	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel — Observations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur	à maxima	à minima							
1	757.37	9.	24.	5.	»	757.67	20.75	E.	○ V.	758.29	20.
2	758.96	12.	21.	9.	»	759.11	22.	E. S. E.	☉	759.22	22.
3	760.28	9.	23.	4.50	»	760.18	22.	O.	☉	759.91	22.25
4	758.99	7.75	22.30	5.	.50	758.84	17.50	E. N. E.	☉	758.83	18.
5	756.59	10.	18.	6.	»	756.43	24.75	N.	○	755.91	23.75
6	755.71	14.	25.	10.	»	754.19	27.	O.	☉	754.44	27.
7	753.28	13.50	28.	11.	»	753.47	27.75	O. S. O.	☉	753.41	27.
8	754.75	11.	29.	7.75	»	754.71	27.	O.	○	754.69	25.50
9	754.10	12.	27.	8.	»	754.27	25.	O.	☉	754.82	24.75
10	755.07	13.25	26.	8.	»	755.46	26.	S. O.	☉	755.81	26.50
11	756.84	11.75	27.50	6.50	4.	756.31	26.25	O.	☉ Ta.	756.25	26.75
12	756.17	13.	27.	10.	»	755.76	27.	O.	☉	754.17	27.
13	747.29	17.	28.	11.25	»	746.14	25.	S. S. O.	☉ Ta.	745.84	26.
14	744.81	18.	26.50	9.	7.20	744.29	26.	S. O.	☉ Pl. Ec.	744.11	26.25
15	743.09	16.	27.	9.75	14.60	743.15	26.	O.	☉ T.P.V.	743.23	24.
16	744.56	17.75	26.	12.	6.	744.96	23.75	O.	☉ Pl.	745.09	24.
17	746.24	18.	24.75	14.	3.20	746.33	22.	O.	☉ G. V.	746.34	22.50
18	746.93	17.	23.	12.	18.	747.03	19.	O.	☉ G. V.	747.13	20.
19	749.79	11.25	20.	10.	.40	749.51	17.	O.	● Pl.	749.39	17.
20	750.99	12.	18.	10.50	8.80	751.13	19.75	O.	● V.	751.19	19.50
21	752.51	13.	21.	11.	2.	753.01	17.	S. O.	☉ V.	753.23	19.
22	754.29	14.25	20.50	12.	.40	754.33	19.	S. O.	☉ P. V.	753.91	19.75
23	752.37	17.75	20.50	13.25	6.80	752.52	16.50	O. N. O.	☉ G. V.	752.54	17.
24	752.41	13.	17.	12.	»	752.28	15.	O.	☉ V.	753.39	15.75
25	759.78	10.	16.75	9.75	»	760.85	15.25	N. N. E.	☉ G. V.	761.	17.
26	762.62	9.50	18.	7.	»	762.29	19.	N. N. E.	☉	761.97	19.50
27	759.97	11.	20.	9.	»	759.85	18.	N. O.	☉	759.59	18.25
28	753.07	17.25	19.	11.	»	753.10	21.50	N.	☉	753.28	22.
29	754.40	19.	22.75	10.50	»	754.45	22.25	S.	☉	754.27	22.50
30	755.12	17.	23.	11.	.40	754.77	22.	S. O.	○	754.41	22.25
Tot.	23608.35	4 7.00	689.75	285.75	72.30	22607.39	657.00	O.		22605.64	662.75
Max.	762.62	19.	29.	14.		762.29	27.75			761.97	27.
Min.	743.09	7.75	16.75	4.50		743.15	15.25			743.23	15.75
Med.	753.61	13.57	22.99	7.52		753.58	21.90			753.52	22.06

Moyenne barométrique 753.57. — Moyenne thermométrique 17.61.

EXTRAIT DES PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES

Pendant les 1^{er} et 2^e Trimestres de 1871

Séance du 17 mars 1871.

PRÉSIDENCE DE M. CLOUET.

M. BELLÉE, SECRÉTAIRE.

La correspondance comprend : 1^o une lettre du commandant prussien de la place du Mans (en réponse aux plaintes de M. le Président, motivées par les déprédations commises à la bibliothèque), mettant à la disposition du Président la clé de la bibliothèque de la Société ; 2^o une circulaire de la Société des Agriculteurs de France, ouvrant une souscription pour venir en aide aux agriculteurs ruinés par la guerre et faisant connaître qu'une somme de 6,000 fr. a été mise à sa disposition par le Comité de secours des Français habitant la Californie ; 3^o une lettre de M. le Préfet de la Sarthe, convoquant M. le Président de la Société à une commission réunie au Mans, par M. Lafosse, délégué du ministre de l'agriculture, pour l'examen des mesures à prendre afin d'arrêter ou de circonscrire les ravages de la peste bovine.

M. Vérel informe l'assemblée qu'une somme de 1,300 fr., faisant partie de celle de 6,000 fr. ci-dessus spécifiée, a été mise à sa disposition par la Société des Agriculteurs de France, pour être employée en achat de semences, lesquelles seront distribuées par ses soins aux cultivateurs qui ont le plus souffert dans les environs du Mans ; il donne des détails sur la manière dont il entend faire cette répartition.

M. le Président exprime, au nom de la Société, les regrets que lui a fait éprouver la mort prématurée d'un de ses membres les plus actifs, M. Manceau, conservateur de la bibliothèque et des archives communales de la ville du Mans.

M. Leprince, archiviste de la Société, expose ensuite l'état dans lequel il a trouvé la bibliothèque, pendant l'occupation prussienne, lorsqu'il lui a été possible d'y revenir. La porte avait été forcée par les soldats et le local tout entier offrait l'image du désordre le plus complet. Les livres étaient déplacés et dispersés, des tableaux sont troués à coups de sabre, des gravures de prix et des médaillons enlevés et perdus. Nombre de volumes ont été aussi enlevés, mais il est impossible de les désigner maintenant nominativement.

L'assemblée, consultée par M. le Président, décide que le renouvellement du bureau, empêché jusqu'à présent par les événements, se fera dans la prochaine séance.

Répondant à une question faite par M. Chardon au sujet de la gelée des récoltes en terre, M. Vêrel constate que le blé Galland n'a pas gelé, non plus que les blés semés en planche, mais que ceux qui ont été roulés avant l'hiver ont généralement gelé. M. de Villiers de l'Isle-Adam trouve la raison de ce dernier fait dans les gelées qui ont succédé à des pluies abondantes et si brusquement, que le sol n'avait pu absorber complètement l'eau tombée qui y séjournait en petites flaques. La congélation de cette eau a dû désorganiser les plantes encore tendres et produire les désastreux effets dont on se plaint. Sans vouloir proscrire le roulage des blés, qui est une pratique excellente dans la majorité des cas, M. Vêrel pense que si la gelée a moins sévi dans les terres non roulées, cela tient moins à la cause indiquée par M. de Villiers qu'aux nombreux et légers abris que le blé naissant a pu trouver dans les petites mottes de terre subsistant à la surface du sol. M. Pellier déclare se rallier à cette opinion. M. Charault ajoute qu'il faudrait encore tenir compte de deux éléments d'appréciation, le tassement de la terre par l'effet du rouleau et que la gelée vient disloquer en déracinant les plantes, et la nature du sous-sol qui peut s'opposer à la prompte infiltration des eaux de pluie.

Après une courte discussion, la Société, désirant s'associer aux mesures réparatrices que la Société des Agriculteurs de France cherche à provoquer, pour parer aux désastres de la guerre et à la gelée des récoltes, vote une somme de 300 fr. pour la souscription ouverte dans les bureaux de ladite Société.

Séance du 28 mars 1871.

PRÉSIDENCE DE M. CLOUET.

M. BELLÉE, SECRÉTAIRE.

M. le Président fait connaître à l'assemblée le contenu de la correspondance manuscrite et imprimée, puis il est décidé, après quelques observations échangées entre divers membres, que la distribution des récompenses dont dispose la Société, et qui n'a pu, en raison des circonstances, être faite à l'époque et dans les conditions habituelles, aura lieu en séance publique un jour qui sera ultérieurement fixé et, dans tous les cas, un vendredi, jour du marché du Mans.

L'ordre du jour appelle ensuite le renouvellement du bureau rendu impossible au mois de janvier dernier, époque réglementaire, par l'envahissement du Mans. Les scrutins séparés, auxquels il est procédé, donnent les résultats suivants :

MM. VÊREL est élu président de la Société;

CLOUET, président sortant, est élu premier vice-président;

HUCHER, deuxième vice-président;

BELLÉE, secrétaire;

DE VILLIERS DE L'ISLE-ADAM, trésorier;

LEPRINCE, archiviste de la Société.

Séance du 28 avril 1871.

PRÉSIDENCE DE M. CLOUET.

M. BELLÉE, SECRÉTAIRE.

Après le dépouillement de la correspondance manuscrite et imprimée, M. le Président fait connaître à la Société la perte qu'elle vient de faire d'un de ses membres honoraires, M. Louis-Gabriel Vétillart.

Il informe ensuite l'assemblée qu'il doit être procédé à une nouvelle élection, par suite de la détermination de M. Vétel de ne point accepter les fonctions de président, qui lui ont été conférées à la dernière séance. Le vote, qui a ensuite lieu, a pour résultat de porter à la présidence de la Société M. Boisseau, et la constitution du nouveau bureau se termine par l'élection de M. Garnier comme archiviste-adjoint.

Sur la proposition de M. le Président, la Société décide qu'en raison des graves questions qui ont été agitées et des discussions intéressantes qui ont eu lieu sur la peste bovine dans la séance de ce jour pour la distribution des prix aux lauréats du dernier concours agricole, un procès-verbal sommaire de cette séance sera adressé aux divers journaux de la localité.

M. l'abbé Voisin donne lecture d'un mémoire intitulé : *Le Capitole de la cité du Mans*.

M. le Président fait donner lecture par le secrétaire, à titre de renseignements, d'un article d'un journal du Calvados sur l'inoculation de la peste bovine. Cette lecture soulève une discussion entre deux membres, MM. Le Pelletier de la Sarthe et Charault. Le premier, s'appuyant sur sa propre expérience médicale et sur les autorités les plus considérables, nie que le typhus soit une maladie inoculable à moins qu'il ne se confonde avec le charbon, auquel cas l'inoculation aurait pour résultat la mort certaine du sujet inoculé. De son côté, M. Charault pense que le mot typhus appliqué à la peste bovine est impropre et que cette maladie des bêtes à cornes ne doit pas être assimilée au typhus humain ; il estime que l'on peut trouver, dans l'inoculation de la peste bovine, les mêmes avantages que dans l'inoculation de la variole. M. Vétel résume cette discussion en constatant que, jusqu'à ce jour, la peste bovine s'est montrée rebelle, malheureusement, à tous les moyens curatifs ; mais que la science ne doit pas se laisser décourager dans ses recherches par la triste épithète d'incurable que paraît mériter cette maladie, et qu'en attendant la solution de ce problème posé à la médecine vétérinaire, les propriétaires et les cultivateurs doivent employer, avec énergie et persévérance, les moyens préventifs mis par la science et l'expérience à leur disposition.

Séance du 12 mai 1871.

PRÉSIDENCE DE MM. CLOUET ET BOISSEAU.

M. BELLÉE, SECRÉTAIRE.

Communication par M. le Président de la correspondance manuscrite et imprimée qui contient, entre autres pièces, une lettre de M. le Préfet de la Sarthe, soumettant à la Société une notice de M. de Maller, cultivateur à Lyon, sur l'emploi d'une nouvelle méthode pour la culture des pommes de terre.

M. Clouët, en cédant la présidence à M. Boisseau, et celui-ci en prenant possession du fauteuil, prononcent deux allocutions, qui sont accueillies par l'assemblée avec des marques non équivoques de la plus sympathique approbation.

M. Chardon, membre titulaire, lit ensuite un travail historique sur la sculpture dans le Maine, comprenant l'étude, au point de vue artistique, des groupes de *Saint-Martin*, des églises de Château-du-Loir et d'Ecommoy, et de *l'Hercule et l'Antée* du château du Lude. Il restitue, pièces en main, à leur véritable auteur, Barthélemy de Melo, sculpteur du Brabant espagnol, de la deuxième moitié du XVII^e siècle, ces deux œuvres d'art attribuées jusqu'à présent au sculpteur manceau, Mongendre.

Séance du 19 mai 1871.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. BELLÉE, SECRÉTAIRE.

M. le Président donne communication de la correspondance manuscrite et imprimée qui comprend : 1^o un opuscule de M. Paul Vétel intitulé : *La France régénérée par la transformation des impôts*, dotant le pays de moyens d'actions inconnus jusqu'alors ; 2^o *La ville romaine de Saint-Ouen-de-la-Cour*, page d'histoire percheronne, par M. le docteur Jousset ; 3^o une lettre de M. le docteur Charbonnier, de Saint-Calais, contenant la description sommaire d'un vase de grandes dimensions, en marbre noir, portant le nom et les armes de son premier possesseur, et découvert par lui dans le jardin d'un aubergiste de Tresson ; 4^o une lettre de M. A. Surmont, avocat au Mans, par laquelle il demande à faire partie de notre Société.

Il est procédé à l'élection de quatre membres de la commission de rédaction, et MM. Martin, Bellée, Richard et Garnier sont nommés membres de ladite commission.

Par suite d'un autre scrutin, la commission des lectures se trouve com-

posée de MM. le Secrétaire général, Garnier, Gasté, Charault, de Villiers de l'Isle-Adam et Julien.

La Société renouvelle les pouvoirs de la commission d'agriculture. Il en est de même pour la commission d'archéologie.

M. Guillier, membre titulaire, lit ensuite deux notes : l'une sur les *Faïlles* du coteau Saint-Vincent, et l'autre, sur les *Nodules de phosphate* de chaux découverts dans le département de la Sarthe.

A la suite de cette lecture, M. Charault demande qu'il lui soit remis quelques échantillons des nodules en question, pour établir leur pouvoir fertilisant par le dosage de l'acide phosphorique qu'ils contiennent.

Séance du 2 juin 1871.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. BELLÉE, SECRÉTAIRE.

M. le Président donne communication de la correspondance manuscrite et imprimée qui comprend : 1^o une lettre de M. Hucher, membre titulaire, offrant à la Société un travail manuscrit contenant la traduction du roman en vers du Saint-Graal, avec préface et notes ; 2^o une lettre de M. le Préfet invitant M. le Président à faire partie d'une commission spéciale, chargée d'examiner si la décroissance de la peste bovine, dans le département, permettrait de rétablir les foires et marchés, interdits par l'arrêté préfectoral du 14 mars 1871 ; 3^o une lettre de M. Desbans, par laquelle il offre à la Société divers opuscules dont il est l'auteur.

La liste générale des membres de la Société est ensuite communiquée par M. le Secrétaire général à l'assemblée qui l'approuve.

M. le Trésorier donne lecture du projet de budget de 1871, dressé par le bureau, et qui est adopté par la Société.

Par un vote favorable, l'assemblée prend en considération la candidature de M. Armand Surmont au titre de membre titulaire de la Société.

M. Gasté, membre titulaire, lit ensuite un travail dont il est l'auteur, intitulé : *Sonnet de Courval, Un médecin normand en 1610.*

Séance du 16 juin 1871.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. CHARDON, SECRÉTAIRE.

La correspondance manuscrite et imprimée comprend :

- 1^o La demande du titre de membre titulaire par M. l'abbé Postel ;
- 2^o Une lettre de M. Hucher, annonçant qu'il ajourne la lecture de son travail sur le Saint-Graal, et qu'il enverra prochainement, pour en tenir

lieu, une note sur un sceau inédit de Charles III, prélu de d'un travail d'ensemble sur la sigillographie ;

3^e Deux mandements de Monseigneur l'Evêque du Mans, l'un pour la cessation des fléaux qui désolent la France, l'autre ordonnant des prières à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du Pontificat de Pie IX ;

4^e *Trois jours d'herborisation* aux environs de Goie, Welkendraedt, et la forêt d'Hertogenwald, par M. Armand Thiclens, membre correspondant, in-8°, 15 pages, Gand, 1871.

M. le Président, rendant compte ensuite des différents Bulletins ou Mémoires des Sociétés correspondantes, appelle l'attention de la Commission d'Agriculture sur un rapport concernant le Vinage, contenu dans le *Bulletin de la Société d'Agriculture de l'Ardèche* (1871), sur un article du *Journal de la Société d'Agriculture de l'Aude* (1871), relatif aux engrais artificiels, à la nécessité de combiner l'emploi de certaines substances non nutritives, telles que le sel avec celui du fumier, à l'influence du mélange du fumier et de la chaux.

M. Mordret fait remarquer à ce sujet qu'il faut se délier de la chimie en Agriculture. La nature a des procédés qui ne sont pas ceux d'un laboratoire ni d'une cornue, pour arriver à produire des combinaisons organiques. Des substances exercent, sans qu'on sache comment, des effets de contact. Il ne faudrait donc pas nier, par exemple, l'utilité du sel comme engrais, parce qu'on ne le trouve pas à l'état naturel dans les plantes.

L'examen d'une notice de M. Mille (contenue dans le *Bulletin de la Société de l'Ardèche*), sur l'utilité de la *Sarracenia* pour la guérison de la variole, est renvoyé à M. Mordret.

M. le Président communique à la Société la proposition faite par M. de Caumont, de la tenue du prochain Congrès scientifique au Mans, en septembre ou en octobre 1871. La situation financière de la ville, qui a tant souffert de l'invasion, et la difficulté de trouver un Secrétaire général pouvant organiser ce Congrès à bref délai, font penser à la Société qu'il vaut mieux ajourner, pour Le Mans, la tenue du Congrès, et prie toutefois M. de Caumont de se maintenir, à l'égard de notre ville, dans ses bonnes dispositions.

Vu l'insuffisance de membres présents, le vote sur l'admission de M. Surmont, avocat, comme membre titulaire, est remis à la prochaine séance.

M. le Président expose que M. le Préfet appelle l'attention de la Société sur l'utilité que pourrait présenter à l'agriculture la création de *Vétérinaires cantonaux*. Il l'invite à examiner les avantages de cette institution, les fonctions qu'il serait convenable d'imposer à ces vétérinaires, l'utilité de leurs rapports trimestriels sur l'état sanitaire des animaux, et enfin la question de savoir s'ils ne pourraient pas avoir un fonctionnement continu et non pas seulement accidentel en cas d'épizootie. Après une discussion longue et approfondie, à laquelle prennent part MM. Saint-Martin, Mordret, Vérel, Chardon et Richard, M. le Président propose de renvoyer

à la Commission d'Agriculture le soin d'examiner le fonctionnement *actuel des vétérinaires d'arrondissement*, les causes pour lesquelles ils ne *répondent* pas pleinement au but de leur institution, les moyens d'y *remédier*, la question de la rémunération, l'organisation de leurs visites, et l'*opportunité* de les charger de travaux déterminés, tels que des rapports *trimestriels*.

La Société vote le renvoi de l'examen de ces questions à sa *commission d'Agriculture*, en la priant d'appeler dans son sein des vétérinaires, **et de lui** présenter un rapport à la prochaine séance.

RAPPORT FAIT AU NOM DE LA COMMISSION D'AGRICULTURE
SUR LE
SERVICE DE LA MÉDECINE VÉTÉRINAIRE
DANS LE DÉPARTEMENT,

Par M. BOISSEAU,
Membre titulaire.

MESSIEURS,

Des personnes compétentes évaluent la richesse de la Sarthe en chevaux, ânes, mulets et bestiaux de toute race, calculée sur la base d'une demi-tête par hectare, 10 moutons ne formant qu'une seule tête, à 60 ou 70 millions, peut-être même 75 millions de francs.

Les vétérinaires du département ne sont pas seulement chargés de conserver cette portion si importante de la fortune publique, en la préservant des maladies accidentelles, des épizooties, des pratiques dangereuses, et autres fléaux qui tendent chaque année à en diminuer la valeur; ils ont encore pour mission de l'améliorer et de l'accroître, en faisant connaître aux cultivateurs les meilleures méthodes de reproduction, de croisement, de multiplication et d'élevage.

Sont-ils à la hauteur de cette tâche? Il est certain que nous devons à l'école d'Alfort des vétérinaires très-instruits et fort habiles. Mais la peste bovine qui vient d'étendre ses ravages dans nos contrées a donné lieu de constater qu'ils ne sont pas organisés, dans notre département, de manière à rendre à l'agriculture tous les services qu'on peut attendre de leur

science et de leur dévouement. Justement inquiets des dangers de cette situation, vous avez chargé votre Commission spéciale d'agriculture (1) d'étudier la question, de constater le mal, et, s'il est possible, d'en indiquer le remède. A cet effet, la Commission a fait appel au concours de tous les vétérinaires de la Sarthe. MM. Sitger, du Mans, Langevin, de Sillé, Piau, de Sablé, Cohin, de Bonnétable, Langevin, de Fresnay, et Paugoué, de La Chartre, ont répondu à cet appel, et dans une réunion qui a eu lieu le vendredi 7 juillet courant, ont fourni sur les lacunes et les besoins de leur service des observations et des renseignements précieux. La Commission s'est en outre informée de ce qui se passe dans quelques départements voisins, notamment dans ceux d'Ille-et-Vilaine et de la Seine-Inférieure. Nous allons vous rendre compte du résultat de nos recherches.

Depuis plusieurs années, le nombre des vétérinaires du département varie entre 13 et 17, et n'a jamais, croyons-nous, dépassé ce dernier chiffre. Il en résulte que les cultivateurs de 16 cantons au moins sont forcés, ou de faire soigner leurs chevaux et leur bétail par des vétérinaires éloignés, qu'ils voient rarement, qu'ils connaissent à peine, dont le transport est coûteux, ou de confier cette mission, souvent difficile et délicate, à ces empiriques qui, sous le nom de *rebouteurs*, *affranchisseurs*, etc., sont une plaie de nos campagnes.

Ce fâcheux état de choses est depuis longtemps constaté ; les inconvénients qu'il entraîne sont reconnus, et, pour faciliter le recrutement de nos vétérinaires, le Conseil général est dans l'habitude de voter chaque année une somme de 1,000 fr. destinée à l'entretien de quatre demi-bourses à l'école d'Alfort, où le prix de pension est de 450 fr. La durée des études

(1) Ont pris part aux délibérations de cette Commission : MM. Boisseau, Président de la Société (*Rapporteur*) ; Vérel, Président de la Commission ; Surmont, Vice-Président ; Percheron, Secrétaire ; Charault, Guéranger, Leprince, Armand Martin, Peau-Saint-Martin et Pellier.

nécessaires pour obtenir le brevet est de quatre ans. Nous pourrions donc avoir constamment à l'école d'Alfort quatre demi-boursiers, assurés d'obtenir, soit du département, soit de l'État, par leur seul travail, le complément de leurs bourses, et l'école, chaque année, nous enverrait un vétérinaire en échange d'un élève. Malheureusement, les choses ne se passent pas ainsi. Ce ne sont pas les demi-bourses qui font défaut, ce sont les candidats; le plus souvent, il ne s'en présente aucun pour subir l'examen qui est annoncé, chaque année, comme nécessaire à l'obtention de cette faveur, et nous ne croyons pas que depuis fort longtemps l'allocation annuelle de 1,000 fr. ait été totalement employée. Il faut nécessairement en conclure que la profession de vétérinaire est précaire et peu enviée dans notre département. Ce qui le prouve par surcroît, c'est que plusieurs jeunes gens de la Sarthe sont entrés à Alfort sans demander la demi-bourse qui leur était offerte, ou ont obtenu de faire convertir celle qu'ils avaient obtenue en demi-bourse de l'État, afin d'être libres, après l'obtention de leur diplôme, de se fixer ailleurs que dans le département.

Le discrédit de la profession de vétérinaire dans notre département est un fait certain. La cause en est également bien constante. Le malaise de nos vétérinaires provient de la concurrence redoutable faite à chacun d'eux, non-seulement dans les cantons où ils ne résident pas, mais même dans presque toutes les communes de leur propre canton, par ces empiriques innombrables qui, grâce au voisinage, au bon marché, à la crédulité des petits cultivateurs, et à l'absence de tout scrupule dans leurs moyens de réclame, accaparent la clientèle, et n'hésitent pas à soigner, traiter, opérer chevaux et bétail, le maître même au besoin, avec autant d'assurance que s'ils avaient qualité et capacité pour le faire sans danger.

Cet état de choses n'est pas seulement dommageable pour les vétérinaires; il est désastreux pour l'agriculture. D'une

part, elle perd chaque année un grand nombre d'animaux qui, traités avec plus de soin, auraient pu être guéris; d'autre part, privés de conseils intelligents, nos cultivateurs n'apportent dans leurs moyens de reproduction et d'élevage, dans les croisements, dans l'emploi des fourrages, dans la disposition de leurs étables, aucun des progrès dont la nécessité est reconnue par la science.

Il est donc vivement à désirer, dans l'intérêt même de l'agriculture, que les vétérinaires soient protégés contre la concurrence qui leur est faite par les empiriques.

Ici, une première question se présente, qui est de savoir si les vétérinaires ne peuvent pas se protéger eux-mêmes, et s'il ne convient pas de leur en laisser le soin.

Les vétérinaires se protègent naturellement eux-mêmes par leur savoir, leur habileté, leur activité. Peut-être même peuvent-ils, au moins dans beaucoup de cas, se protéger efficacement. C'est du moins ce que l'un des vétérinaires de notre département semble avoir prouvé par son exemple. Ce qui donne tant de force aux empiriques, c'est qu'une foule de petites opérations, qui demandent généralement plus de pratique et d'habileté de main que de science, telles que les castrations, leur sont ordinairement abandonnées par les vétérinaires comme au-dessus de leur art. Celui dont je parle a compris que laisser les empiriques entrer par cette porte, c'est leur livrer la place; qu'indispensables pour les opérations les plus usuelles, ils ne manquent pas de se vanter d'être capables de pratiquer toutes les autres; que le cultivateur, qui les a sous la main, qui a sans cesse besoin de leur aide, hésite à les mécontenter en s'adressant au vétérinaire éloigné, dont il n'a besoin que rarement et qu'il connaît à peine; que par conséquent le véritable moyen de lutter contre les empiriques, c'est de les rendre inutiles en faisant tout ce qu'ils font, en le faisant mieux, en le faisant au même prix. Il s'est engagé à cela : mais en même temps il a déclaré qu'il refuserait son concours aux cultivateurs qui, même pour ces petites opéra-

tions, s'adresseraient à d'autres. Les cultivateurs de son canton ont bien vite compris qu'ils avaient un grand intérêt à n'avoir affaire qu'au seul vétérinaire, et que sa visite à la ferme, même pour une opération des plus vulgaires, est bien autrement fructueuse, par les conseils éclairés qu'il donne, que celle de l'empirique. Les empiriques ont disparu de ce canton, au grand avantage des cultivateurs et du vétérinaire, lequel s'applaudit hautement de l'expérience qu'il a faite.

Beaucoup de personnes pensent que cette expérience ne pourrait pas être couronnée, dans tous nos cantons, d'un égal succès. Le Conseil général, adoptant cette manière de voir, a, dans sa session de 1864, demandé par un vœu spécial, et plusieurs vétérinaires demandent encore aujourd'hui, que leur profession soit protégée, comme celle des médecins et des chirurgiens, par la loi, et que l'exercice de l'art vétérinaire soit interdit, sous peine d'amende, à quiconque n'est pas pourvu de diplôme. Le ministre compétent a répondu, en 1864, que la question avait été, peu de temps auparavant, soumise au gouvernement, et qu'après un examen approfondi, le Conseil d'État avait formulé un avis, longuement motivé, duquel il résulte qu'il n'y a pas lieu de modifier la législation qui régit, en France, la pratique de l'art vétérinaire.

On peut approuver ou blâmer cette décision. Nous la considérons comme un fait acquis, contre lequel désormais il n'y a plus à lutter. Nous croyons, au surplus, que la législation actuelle, par cela seul qu'elle impose à l'Administration le devoir de prévenir, *par des précautions convenables*, les épizooties, suffit à tous les besoins.

C'est en vue d'obéir à ce devoir que, par un arrêté du 31 octobre 1855, le Préfet de la Sarthe a divisé le département en autant de circonscriptions qu'il y avait alors de vétérinaires, et, en donnant à chacun d'eux le titre de *vétérinaires d'arrondissement*, les a chargés : 1° de fournir à l'Administration tous les renseignements dont elle peut avoir besoin au double

point de vue des épizooties et de la statistique des bestiaux ; 2° de surveiller, lorsqu'ils en sont requis par un officier de police judiciaire, les marchés, auberges et boucheries ; 3° enfin, de constater les *Vimaires*.

Cet arrêté avait certainement entrevu le véritable but à atteindre, qui est de signaler les vétérinaires qui le méritent à la confiance publique, et d'intéresser chacun d'eux à parcourir fréquemment toutes les parties de sa circonscription, afin d'en constater les besoins, de se faire connaître des populations agricoles et d'entretenir avec elles des relations constantes. Malheureusement la pratique a prouvé que le moyen employé n'est pas suffisant. L'arrêté, qui reste en vigueur, n'a pas amélioré d'une manière sensible la situation des vétérinaires, ni augmenté leur clientèle ; ils sont rarement requis de surveiller les marchés, auberges ou boucheries ; et quant aux tableaux statistiques qu'ils ont à remplir, il leur faudrait, pour s'acquitter de cette tâche avec exactitude, parcourir dans tous les sens les nombreuses communes d'une circonscription souvent fort étendue ; ils n'auraient droit à aucune rémunération pour cet immense travail, dont ils ne voient pas l'utilité immédiate pour eux-mêmes ; ils se contentent, le plus ordinairement, de fournir à l'administration des chiffres approximatifs qui n'ont aucune valeur. Pendant le cours de la dernière maladie des bêtes à cornes, il a été constaté que les vétérinaires, réunis et consultés par l'Administration, n'étaient pas en mesure de la renseigner exactement, et avec certitude, sur la marche, les progrès et la décroissance du fléau dans la plus grande partie de notre département.

Le département d'Ille-et-Vilaine a voulu soumettre le service de la médecine vétérinaire à une organisation plus savante. Un arrêté préfectoral, en date du 21 août 1862, a fait appel pour cela au concours des communes. Les communes qui adhèrent à l'arrêté doivent, pour profiter de ses dispositions, voter et assurer pendant cinq ans, au vétérinaire agréé par le préfet pour la circonscription, un traitement annuel

dont le montant est fixé par l'acte de sa nomination. En échange de ce traitement, le vétérinaire commissionné est tenu de faire deux tournées par an dans toutes les communes associées de sa circonscription, à l'effet de prendre une connaissance exacte des races de bestiaux, de la tenue des étables, de la nature des pâturages, et de donner des conseils aux cultivateurs sur les meilleures méthodes de reproduction, de croisement, de multiplication et d'élevage. Il doit s'attacher à combattre les abus, les préjugés, les habitudes dangereuses. En cas d'épizootie, il se transporte sur les lieux, étudie les symptômes et la marche du mal, et laisse au maire une note indicative des soins tant préventifs que curatifs à donner au bétail ; cette note est publiée par le maire dans chaque commune. A la suite de ses tournées, le vétérinaire en envoie le rapport au préfet. Il surveille les foires et marchés, et dresse tous les quinze jours la mercuriale des prix-courants des chevaux et bestiaux. Il délivre gratuitement les certificats requis à l'appui de toute demande de secours pour perte de bestiaux, et aucun secours ne peut être accordé à ceux dont les bestiaux ont été traités par des maréchaux-ferrants, des rebouteurs ou autres empiriques. Enfin, l'arrêté contient le tarif des honoraires qui peuvent être réclamés pour consultations, visites, opérations ou transports.

Assurément, si les dispositions de cet arrêté avaient été exactement suivies, le département d'Ille-et-Vilaine aurait retiré, on peut le croire, de grands avantages de leur mise en pratique. Mais, quoique l'arrêté n'ait pas encore dix ans de date, il tombe déjà en désuétude, parce que les communes se refusent à voter les fonds qui seraient nécessaires à son maintien. Est-ce la faute des communes d'Ille-et-Vilaine ? Peut-être ; car la somme à voter par chacune d'elles, si toutes la votaient, semble bien minime, et sans doute elle ne pourrait pas dépasser, chaque année, 40 fr. en moyenne, ou même s'élever à ce chiffre. Il est cependant à croire que les communes d'autres départements ne montreraient pas

beaucoup moins de parcimonie. L'expérience a été tentée dans le Finistère ; l'organisation dont nous venons d'indiquer l'ensemble y a complètement échoué.

L'insuccès de ces diverses tentatives prouve la difficulté du problème. Cette difficulté, cependant, n'est pas invincible, et le département de la Seine-Inférieure nous paraît avoir résolu la question à la complète satisfaction des vétérinaires et des cultivateurs.

Un arrêté du préfet de ce département, en date du 22 janvier 1851, pris en vertu du paragraphe 3 de l'article 3, titre II, de la loi des 16-24 août 1790, qui attribue à l'Autorité administrative le soin de prévenir, par des précautions convenables, les épizooties, ordonne que tous les chevaux du département seront soumis, chaque année, à la visite du vétérinaire commissionné pour la circonscription. Cette visite a lieu, pour chaque commune ou réunion de communes, aux jour, lieu et heures fixés par le préfet ou le sous-préfet, sur la proposition du vétérinaire. A la réception de l'avis qui leur est adressé quinze jours d'avance à cet effet, les maires préparent en double un état nominatif des propriétaires de chevaux de leurs communes, lequel en indique le nombre, l'âge, le sexe, et préviennent ces propriétaires de la visite à laquelle ils devront soumettre leurs chevaux. Les chevaux visités, dont l'état sanitaire est suspect, sont séquestrés. Un état en est remis au maire de la commune, avec invitation d'enjoindre au propriétaire de les tenir renfermés jusqu'à nouvel ordre. En outre, le vétérinaire émarge de ses observations les deux états qui lui ont été remis par le maire ; il en dépose un à la mairie et transmet l'autre au préfet.

Toute cette opération ne coûte rien à personne, et les vétérinaires n'ont droit à aucune espèce de rémunération départementale, communale ou individuelle. Ils ont cependant un grand intérêt à en être chargés et ils n'hésitent pas à solliciter une commission à cet effet ; voici pourquoi : tout propriétaire de chevaux qui se dispense de les conduire à la visite géné-

rale contrevient à l'arrêté, et se trouve par cela même passible de l'amende édictée par l'article 471-15° du Code pénal, à moins qu'en exécution de l'article 7 de l'arrêté, il n'ait déclaré par écrit, au maire, qu'il a l'intention de les faire visiter particulièrement par le vétérinaire de la circonscription, en payant les frais de cette visite, qui sont fixés dans ce cas à 2 fr. par exploitation, quel que soit le nombre des chevaux. Il est peu d'exploitations auxquelles la visite du vétérinaire ne procure un avantage supérieur à cette petite somme. Aussi le nombre des propriétaires qui mettent à profit la disposition de l'article 7 de l'arrêté, est-il, tous les ans, fort considérable. Il en résulte, pour les vétérinaires de chaque circonscription, une rémunération assurée, qu'ils évaluent, en moyenne, à 500 fr. par an, et qu'ils trouvent suffisante.

Cette organisation nous paraît excellente. Elle est scrupuleusement conforme à la loi. Elle ne contraint personne ; elle ne coûte rien, ni au département, ni aux communes ; tout se solde au moyen de cette minime somme de 2 fr., au paiement de laquelle ceux qui le veulent peuvent se soustraire, et dont le paiement leur procure, en fait, un avantage qui dépasse de beaucoup la dépense. Les vétérinaires y trouvent un supplément d'honoraires qu'ils apprécient et sur lequel ils comptent à l'avance. L'effet moral est à leurs yeux plus considérable encore. La visite annuelle des chevaux, faite dans ces conditions, leur donne une autorité et une considération qu'ils n'obtiennent pas ailleurs. Au bout de peu de temps, le vétérinaire s'est fait connaître de tous les cultivateurs de sa circonscription ; il connaît de son côté chacune de leurs exploitations, leurs chevaux, leurs bestiaux, leurs besoins ; il exerce sur tout cela une influence des plus salutaires. Par là, il se trouve en mesure de renseigner exactement l'Administration ; les rapports qu'il adresse sont pleins d'intérêt, et peuvent être consultés avec fruit. Enfin, comme résultat spécial, nous signalerons ce fait, que le nom-

bre annuel de chevaux abattus dans la Seine-Inférieure, pour cause de morve, était en 1851 de 250 en moyenne, et se trouve maintenant réduit à 30 environ.

L'arrêté du 22 janvier 1851 contient, sur les épizooties, plusieurs dispositions qui nous paraissent fort sages.

Nous appelons principalement votre attention, Messieurs, sur l'article 18 de cet arrêté, aux termes duquel « un vétérinaire départemental, à la nomination du préfet, devra se tenir constamment au courant de l'ensemble du service, et se rendra sur les points du département où l'Autorité préfectorale jugera sa présence utile. »

Le vétérinaire départemental est directement en rapport avec l'administration pour tout ce qui touche au service sanitaire comme pour ce qui tient au perfectionnement des espèces animales. Aucune mesure n'est prise sans qu'il ait été consulté. Il concentre et dirige le service des vétérinaires cantonaux, et est considéré comme chef de ce service. Il a, comme ses confrères, sa circonscription particulière. Mais pour tout le reste, sa fonction est gratuite; il ne reçoit d'indemnité qu'en cas de déplacement, et une somme de 500 fr., rarement dépassée, est annuellement inscrite, à cet effet, au budget départemental. Cette fonction est très-honorée : M. Verrier aîné, qui l'exerce à Rouen depuis sa création, est en même temps président de la Société centrale d'agriculture. Il a reçu la décoration de la Légion d'honneur en récompense de ses bons services.

Il nous parait, Messieurs, vivement à désirer que cette organisation du service vétérinaire soit imitée dans notre département. On pourrait peut-être nous objecter que la richesse de la Sarthe en chevaux est moins considérable que celle de la Seine-Inférieure. Nous ignorons jusqu'à quel point l'assertion est exacte. Mais en la supposant fondée, il en résulterait uniquement que la visite annuelle des chevaux serait, dans notre département, un peu moins lucrative pour chaque vétérinaire. Cette considération n'a paru inquiéter aucun de

MM. les vétérinaires qui ont bien voulu nous apporter leur concours dans l'examen de cette question. Tous, à l'unanimité, ont pensé avec nous que l'organisation dont il s'agit produirait, dans la Sarthe, tout aussi bien que dans la Seine-Inférieure, d'excellents résultats. Il ne vous a pas échappé d'ailleurs que la visite annuelle des chevaux est principalement un moyen de relever la profession des vétérinaires dans l'intérêt, non pas des chevaux seulement, mais des bestiaux de toute nature. Ce résultat est aussi désirable dans notre département que dans celui de la Seine-Inférieure.

Nous vous proposons en conséquence d'émettre le vœu qu'un arrêté analogue à celui du 22 janvier 1851, soit pris et appliqué dans notre département.

Après la discussion de ce rapport, lu dans la séance du 21 juillet, la Société,

Considérant que l'expérience pratiquée depuis 1851, dans la Seine-Inférieure, prouve que l'obligation imposée aux propriétaires de faire visiter chaque année leurs chevaux par des vétérinaires désignés à cet effet, est une excellente précaution contre les épizooties, notamment contre la morve ;

Qu'il rentre, par conséquent, dans les attributions de l'Autorité administrative d'imposer cette obligation aux propriétaires de chevaux, dans leur propre intérêt, comme dans l'intérêt général de l'agriculture et de la salubrité publique ;

Approuve le rapport de sa Commission, et décide que ce rapport sera transmis avec un extrait du procès-verbal de la séance et un exemplaire de l'arrêté du 21 janvier 1851 à M. le Préfet de la Sarthe.

RAPPORT

SUR

LE SERVICE MILITAIRE DE SANTÉ

DANS LA VILLE DU MANS

Du 19 août 1870 au 20 avril 1871,

Par le D^r MORDRET,

Médecin major de la Garde nationale, requis comme médecin en chef de la place
et des ambulances, Membre titulaire.

§ 1.

Situation. — Description.

Médecins de la place. Le 19 août, je fus requis pour faire le service militaire de santé de la place du Mans. Le départ des deux médecins-majors de la garnison me laissa, quelques jours après, chargé de tout ce service. J'ai dû faire face à toutes ses exigences jusqu'au 1^{er} novembre, époque à laquelle je l'ai partagé avec M. le docteur Abot, médecin aide-major, rentré au Mans après la première affaire d'Orléans et qui me fut adjoint à la place. Plus tard je fus obligé de solliciter l'adjonction d'un troisième médecin; on commissionna M. Durand, élève en médecine, comme aide-major, et on l'attacha aussi à la place. Je n'ai plus revu ce dernier après l'occupation prussienne.

Encombrement des malades. Les nombreux passages de troupes augmentèrent rapidement le chiffre des malades. Les salles militaires de l'hôpital, qui ne contiennent que 70 lits, devinrent insuffisantes. Les deux infirmeries régimentaires des casernes d'infanterie et de cavalerie eurent bientôt 100 et 150 malades sérieux,

au lieu de 30 à 40 malades atteints d'affections légères, qu'elles sont destinées à recevoir.

Cependant l'administration de l'hôpital avait fait les plus **grands** efforts pour venir en aide. Tous les malades civils, **hommes** et femmes, avaient été évacués et l'établissement **tout** entier transformé en hôpital militaire. On avait ainsi **obtenu** 200 lits. Un peu plus tard, au moyen d'aménagements spéciaux, l'administration parvint encore à établir **100** lits, mais ce résultat ne put être obtenu que par un **encombrement** très-nuisible, non-seulement des salles, mais **encore** des palliers, des couloirs, etc. Tous les emplacements **durent** être utilisés.

Je me trouvais néanmoins dans l'obligation de conserver **dans** les infirmeries régimentaires plus de 200 malades, qui, **vu** la gravité de leur état, eussent été en toute autre circonstance hospitalisés. Je n'envoyais exactement à l'hôpital que **les** grands malades et je traitais dans les chambres toutes les **affections** légères. Il est à peine utile d'ajouter que je n'avais **dans** les casernes que des moyens élémentaires de traitement **et** que je manquais surtout d'une alimentation convenable **pour** les malades, qui ne recevaient que le régime ordinaire **du** soldat.

Très-préoccupé d'un état de choses que chaque jour **aggravait**, je sollicitai l'autorisation de transformer les infirmeries **en** salles de convalescents. J'espérais me procurer de la sorte **des** allocations spéciales pour améliorer le régime et surtout **obtenir** des rations de vin. Cette autorisation me fut **accordée** le 15 octobre par le Général commandant la subdivision, **mais** elle resta lettre morte. Tous mes efforts se heurtèrent **devant** des difficultés de comptabilité. On remettait de jour en jour à payer les allocations; en attendant, les malades **manquaient** de tout, même de vivres, et je fus plusieurs fois obligé **d'y** suppléer en en faisant acheter directement de mes deniers.

Ce fut alors que je parlai de la nécessité de créer des ambulances, dans lesquelles les malades seraient traités moyen-

Création
des
ambulances.

nant un prix de journée égal à celui qu'on payait à l'hôpital. Mes premières propositions dans ce sens ne furent pas accueillies, la dépense semblait devoir être trop considérable. Je tins bon et nécessité faisant loi, je reçus à la fois du Général et de l'Intendant l'invitation d'organiser des ambulances sur le plan que j'avais proposé et d'en prendre la direction. (11 novembre.)

Leur
organisation.

Mon premier soin fut de me mettre en rapport avec le Comité de secours aux blessés et de m'assurer de son concours. Je vis le jour même M. Boulanger qui en était le président et j'exposai, en séance du Comité, les voies et moyens à l'aide desquels j'espérais accomplir ma mission. Nous n'avions qu'un but, soulager des misères poignantes; nous fûmes donc bien vite d'accord, et séparément ou ensemble, nous n'avons jamais cessé d'agir avec entente. Le Comité se chargea de fournir une partie du matériel des ambulances, je devais me procurer le reste par emprunt ou de toute autre manière et organiser le personnel. Plus tard, le Comité est aussi intervenu pour distribuer des médicaments alors qu'on n'en trouvait plus, du linge, du vin et quelques secours en argent pour parer aux besoins les plus urgents. Je mis à contribution toutes les bonnes volontés, et je suis heureux de dire qu'elles furent nombreuses, puisque en moins de quinze jours je pus disposer de près de 2,000 lits.

Ambulance
du
Séminaire.

Les conditions faites par l'Intendance étaient : un prix de journée de 1 fr. pour les ambulances internationales et de 1 fr. 25 pour celles que j'établirais. Bien que cette allocation fût reconnue tout à fait insuffisante, elle fut acceptée, tant était grand le bon vouloir de chacun.

Le Séminaire avait le premier donné l'exemple du patriotisme; dès le 22 septembre, il avait, sur ma demande, ouvert à ses frais une salle de 30 lits, puis il augmenta successivement son ambulance, et pendant les quatre derniers mois, il reçut à la fois jusqu'à 130 malades sans avoir jamais accepté aucune indemnité.

Le Comité de secours aux blessés avait aussi, sur l'initiative et par les soins de M. Houdayer, son secrétaire, créé à la Gare une ambulance de passage pour 60 malades. Elle a rendu tout le temps de très-grands services. M. Houdayer, directeur de cette ambulance, pria M. Jules Le Béle, chirurgien en chef de l'hôpital, d'en organiser le service médical, ce qu'il s'empressa de faire en s'assurant le concours de plusieurs élèves en médecine et des sœurs de l'hôpital. M^{me} Loire, femme et filles du chef de gare, offrirent aussi leurs services à M. Houdayer; ces dames ont été très-dévouées. Chaque nuit, un élève en médecine et deux sœurs de l'Hôtel-Dieu étaient de garde, et s'il arrivait un grand nombre de blessés, j'étais prévenu. J'allais alors diriger l'évacuation et m'assurais en même temps que tous recevaient les soins dont ils avaient besoin. Il a été plusieurs fois distribué en une seule nuit de sept à huit cents bouillons par cette ambulance. Le 3 janvier, M. Le Béle, dont les occupations devenaient plus nombreuses, crut devoir se retirer; son concours ne lui paraissait plus être d'ailleurs aussi nécessaire depuis qu'une grande ambulance, dirigée par les médecins militaires du 21^e corps, fonctionnait aussi à la Gare. Le Comité confia alors son service à MM. Bureau, Ferret, Faraut et Lionville, médecins internationaux.

Ambulance
du
Comité.

Un certain nombre de personnes avaient offert de recevoir chez elles quelques blessés, mais aucune ne voulait de malades siévreux par crainte de la contagion. Je finis par triompher presque partout de ces craintes, en promettant que je ne laisserais pas dans les ambulances particulières des maladies contagieuses. En effet, je les ai toujours, autant que possible, toutes réunies à l'hôpital et dans des locaux spéciaux. Dès que j'eus fait cette déclaration, divers établissements publics et privés, et même des maisons particulières, furent mis à ma disposition.

Ambulances
particulières.

Je me servis du matériel et du personnel là où l'un et l'autre existaient déjà, dans les communautés, dans les maisons d'éducation, au Dépôt de mendicité. Des dons et des prêts me permirent de meubler les autres ambulances et j'y

Leur
personnel.

installai un personnel suffisant pour assurer le service. Ceme fut chose assez facile, grâce au concours empressé de chacun. Dès le début de la guerre, le corps médical de la ville s'était mis à la disposition de l'autorité militaire. M. le docteur Guiet, qui était alors président de l'Association médicale et de la Société de médecine de la Sarthe, fut chargé par elles de faire cette démarche. Les médecins de la ville ont tous apporté leur concours; ceux qui ont plus spécialement fait le service des ambulances sont : MM. Bodereau, Bourdy, Cormery, Dugué, Etoc-Demazy, Fisson, Garnier, Guiet, Hervé, Le Béle (Jules), Le Béle (Edmond), Le Hardy, Lejeune, Lizé, Mordret, Richard, Tanchot. Ils ont été plus tard aidés par un certain nombre de médecins internationaux. Je ne manquais donc point de médecins, tous ont rempli leur mission avec un zèle infatigable, et nous avons eu la douleur de perdre l'un d'eux, notre digne et honoré confrère, le docteur Richard. Monseigneur l'Évêque et M. le Supérieur du Séminaire me donnèrent à discrétion des séminaristes et des sœurs de Charité pour servir d'infirmiers et d'infirmières; le dévouement qu'ils ont montré dans l'accomplissement de ces pénibles fonctions est également au-dessus de tout éloge. Il n'y eut donc besoin que de quelques personnes à gages pour les gros travaux.

Ambulances
offertes
par la ville.

J'obtins encore du Conseil municipal qu'il ferait approprier la Halle aux toiles pour en faire une vaste ambulance annexe de l'hôpital. J'y fis installer 300 lits pris dans les magasins militaires; M. Charault, professeur de chimie au Lycée, voulut bien se charger de surveiller ce travail, dont la bonne exécution exigeait quelques connaissances d'hygiène. Mais les travaux d'appropriation avaient été longs et l'ambulance ne fonctionnait que depuis quinze à vingt jours quand l'invasion eut lieu. Un autre établissement, dont la ville avait également fait les frais d'appropriation, le moulin du Gué-de-Maulny, qu'elle destinait à recevoir une centaine de varioleux, ne fut pas prêt à temps; il n'en rendit pas moins service, puisque pendant les trois jours de com-

bat qui eurent lieu auprès de la ville, on y envoya des blessés.

D'après ce que je viens de dire, nos ambulances peuvent ^{Division des ambulances.} être divisées en deux catégories : ambulances gratuites, ambulances subventionnées.

En voici le tableau résumé :

I. Ambulances gratuites.

- 1° Le Séminaire, 130 lits ;
 - 2° 62 ambulances privées, ayant de 6 à 10 lits et donnant ensemble 360 lits environ ;
 - 3° 100 lits au moins disséminés chez des particuliers qui ont reçu des malades, soit avant, soit après l'invasion.
- Total approximatif des lits gratuits, 600 environ.

II. Ambulances subventionnées.

1° Hôpital et son annexe.....	600 lits.
2° 26 ambulances, ensemble.....	1.000
TOTAL des lits rétribués....	1.600
TOTAL GÉNÉRAL.....	2.200 lits environ.

Le tableau détaillé de toutes les ambulances se trouve à la fin de ce travail. Je me borne à signaler ici, parmi les ambulances subventionnées, celle de N.-D. de Sainte-Croix qui a eu plus de 1,000 malades et une moyenne de 100 à 150 à la fois, et celle des Petites-Sœurs des pauvres, parce que ces dames ont constamment conservé 10 à 12 lits gratuits. En parlant de l'organisation des ambulances, je dois aussi une mention à M. Poirrier, directeur de l'École normale, qui a dirigé la comptabilité dans plusieurs d'entre elles.

Telles étaient les ressources dont je disposais lorsque la 2^e armée de la Loire se concentra au Mans. Les malades, déjà très-nombreux, augmentèrent dans une proportion considérable, et il ne me fut plus possible de faire face aux besoins.

Ambulances
militaires.
—
A la Gare
et à la Mission

Il fallut donc recourir à de nouveaux expédients. M. Bouché, Intendant en chef, m'invita à créer, avec le concours des médecins de l'armée, des ambulances de passage à la Gare, à la grande caserne de cavalerie et dans tels autres locaux que je pourrais trouver. Plus de 2,000 couchages sur la paille furent ainsi promptement installés à la Gare et à la caserne ; un officier comptable fut préposé à l'approvisionnement dans chacun de ces établissements, et le service médical en fut confié aux médecins de l'armée, qui furent aussi chargés de faire de nombreuses et fréquentes évacuations sur le Midi et sur l'Ouest. En principe, les malades non transportables devaient seuls être dirigés sur les ambulances de la ville, les autres devant être évacués immédiatement. Quant aux hommes qui n'avaient besoin que de quelques jours de repos, on les gardait dans les grandes ambulances militaires où les secours de toute nature ne pouvaient pas être convenablement assurés.

Évacuations.

Mais le nombre des malades fut tel, qu'il fallut souvent conserver à la Gare et à la grande caserne de cavalerie ceux qui étaient le plus grièvement atteints et que beaucoup y moururent. Les ambulances étaient remplies, l'hôpital regorgeait à ce point, qu'on avait dû étendre de la paille dans le vestibule d'entrée, et que chaque jour, 60 à 80 malades attendaient sur cette paille qu'un lit pût les recevoir. Pour plusieurs la mort venait la première. Ce spectacle était navrant, et pourtant ces malheureux étaient encore moins à plaindre, peut-être, que ceux qui restaient aux grandes ambulances, car ils recevaient au moins des soins dévoués de la part des sœurs, et ils ne manquaient guère que d'un lit. Aucun de ces malades n'a été porté sur les registres de l'hôpital et le comptable estime qu'ils ne furent pas moins de 5,000.

Varioleux,
vénériens et
galeux.

Cependant, le service d'évacuation se faisait avec autant d'activité que possible, mais la rigueur de la saison contribuait beaucoup à le ralentir ; on ne pouvait sans un extrême danger faire voyager dans nos wagons de 3^e classe, et même

dans des wagons ouverts, des hommes déjà transis par la fièvre et par le froid.

Chaque jour on créait une nouvelle ambulance. C'est ainsi que la caserne de cavalerie tout entière fut affectée à cet usage, et que l'un des corps du bâtiment fut exclusivement réservé aux varioleux.

Le théâtre et le vieux théâtre reçurent la même destination ; quant à la caserne d'infanterie, elle était depuis longtemps déjà affectée aux vénériens et aux galeux. Le nombre en était nécessairement considérable, et comme ces affections ne mettaient pas à l'abri des maladies communes, cette caserne en eut aussi un assez grand nombre qu'il fallut y garder.

M. Abot, que j'avais chargé de ce service, estime qu'il n'a pas eu moins de 1,800 à 2,000 malades. Je ne saurais dire ce qu'il passa de malades à la gare pendant les trois semaines qui précédèrent la prise du Mans, puisque je n'étais pas chargé de cette partie du service ; mais je suis certainement au-dessous de la vérité en en portant le nombre à 10,000. Il est vrai que parmi eux il se trouvait beaucoup de trainards.

Les médecins militaires quittèrent Le Mans quelques jours avant l'invasion ; leurs services furent remis à diverses ambulances internationales qui étaient venues récemment s'établir dans la ville, et elles gardèrent ces services pendant la durée de l'occupation. Je pris celui de la Gare durant les trois jours de combat qui eurent lieu devant Le Mans. C'était là que jour et nuit arrivaient incessamment les blessés. Je fus secondé par le docteur Abot, par le docteur Faraut, médecin international qui était déjà à la Gare depuis le départ des médecins militaires, et par quelques élèves en médecine attachés à l'hôpital.

Départ
des médecins
militaires.

—
Modifications
au service
de la Gare.

Malades et blessés devenaient plus nombreux à mesure que l'ennemi approchait, l'encombrement était extrême. L'Intendance et le Comité firent disposer de la paille dans les Docks, vaste local situé à proximité de la gare, mais dont les abords

Gare et Docks.

—
Nuit du 11
au 12 janvier.

sont très-difficiles ; aussi ce local ne fut-il occupé que la nuit du 11 au 12 janvier. Des infirmiers militaires, sous la direction d'un officier comptable, y firent le service, les uns apportant les vivres, les autres faisant les petits pansements. Un médecin de la garde mobile, dont je n'ai pas su le nom, s'était installé dans une des salles où j'ai vu pratiquer plusieurs opérations.

Autant que les moyens de transport me le permettaient, je faisais diriger les plus grands blessés sur l'hôpital ou sur les diverses ambulances qui ne tardèrent pas à être remplies. Il en fut bientôt de même des Docks et de la Gare dont toutes les salles et même la rotonde servant de remise aux machines, avaient été converties en ambulance. J'estime que ces divers locaux reçurent cette même nuit plus de 2,000 blessés ou malades. Il y eut de plus 600 à 800 trainards, parmi lesquels un certain nombre de blessés et de malades peu sérieux, qui furent conduits dans la chapelle des sœurs de la Gare et dans l'église de la Couture, disposées pour les recevoir.

J'étais trop éloigné de ces églises pour bien savoir ce qui s'y est passé.

19 janvier,
évacuation
de la Gare.

—
Prise
de la ville.

Pendant les trois nuits qui précédèrent la prise du Mans, je ne quittai la Gare que vers 4 heures du matin, après m'être assuré que tous avaient reçu les premiers secours, et lorsque j'étais à peu près certain qu'il n'arriverait plus de nouveaux convois avant le jour. Le 12, au matin, on ne croyait pas encore à la prise du Mans. Ce fut en sortant de l'hôpital, vers 9 heures, que je vis notre déroute. Les rues étaient encombrées de fuyards et de voitures, il n'y avait plus à douter. Mon poste était à la Gare, je m'y rendis tout de suite accompagné de deux élèves, MM. Guilleux et Devaux. En même temps je faisais donner à l'hôpital et aux ambulances l'ordre d'inviter tous les malades qui pouvaient marcher à partir s'ils ne voulaient être prisonniers.

Je fus presque immédiatement rejoint à la Gare par le docteur Faraut ; M. Houdayer vint aussi peu de temps après. Un train était en partance, nous y fîmes monter

le plus de blessés et de malades que nous pûmes, mais des fuyards avaient déjà envahi une partie des wagons et le train ne put emporter qu'un trop petit nombre de blessés. Mes efforts pour obtenir un autre train furent impuissants, et force fut de faire partir à pied tous ceux qui pouvaient marcher, en les invitant à se diriger sur la route de Laval. Nous eûmes beaucoup de peine, M. Faraut et moi, à trouver quelques voitures que nous requîmes pour le transport des plus grands blessés dans les ambulances.

L'évacuation de la Gare fut cependant terminée avant midi.

Évacuation
des Docks.

Je procédai aussitôt à celle des Docks; ce devait être difficile et plus long, parce qu'il fallait faire descendre les hommes un à un par un escalier fort étroit. La plupart me déclaraient qu'ils ne pouvaient se lever, et j'étais absolument seul, car mes trois aides avaient cru tout fini et s'en étaient allés après l'évacuation de la Gare. J'espérai un instant trouver du secours en voyant venir à moi, dans la cour des Docks, un officier de gendarmerie à cheval qui était accompagné de 12 à 13 gendarmes. Il me lut un ordre du général Chanzy, qui m'enjoignait d'évacuer les blessés au plus vite.

— C'est en partie fait, lui dis-je, mais cela se fait lentement, parce que je suis seul; et je le priai de m'aider en me donnant quelques-uns de ses hommes. Il me répondit que ce n'était pas son affaire et que j'eusse à me tirer comme je pourrais, qu'il avait un ordre à me transmettre et rien de plus. Je lui proposai alors de se charger d'un prisonnier. — Je ne suis pas de la prévôté, ajouta-t-il. N'ayant aucun secours à attendre de cet officier, je le quittai pour continuer mon travail. Les premières bombes commencèrent à siffler sur les Docks, cela m'aida un peu en donnant des jambes aux hommes.

Quand je revins dans la cour, il n'y avait plus de gendarmes, mais je vis arriver M. Fèvre, officier d'administration, chargé de l'ambulance de la Gare; il était accompagné de quelques infirmiers, et ce fut avec leur aide que nous parvîmes tous les deux à faire descendre des Docks les blessés

qui ne pouvaient pas marcher ; nous trouvâmes à grand'peine quelques voitures pour les transporter. Quatre officiers gravement atteints se trouvaient dans celle qui partait la dernière. Il était temps, car quelques instants après, alors que chacun de notre côté nous cherchions encore une voiture pour le transport des derniers malades, M. Fèvre me cria : « Docteur, nous sommes prisonniers. » Il restait seulement six hommes blessés aux jambes et qu'il avait été impossible d'enlever ; ils ne purent l'être que lorsque la circulation fut possible sans danger ; M. Fèvre les envoya chercher le lendemain par un élève d'administration. Trois avaient succombé pendant la nuit. Je quittais les Docks à 3 heures et demie, les sentinelles me laissèrent passer sans trop de difficultés, mais j'eus peine à rentrer, on se battait dans plusieurs rues et je fus arrêté plusieurs fois.

Évacuation des
vénériens
et des galeux.

Pendant ce temps, MM. Abot et Durand faisaient évacuer la caserne d'infanterie, remplie de vénériens, de galeux et de tratnards ; un officier y fut seul fait prisonnier. Ils s'efforçaient aussi, mais sans grand résultat, d'évacuer l'église de la Couture, où près de 600 tratnards se firent prendre.

Évacuation
de la caserne de
cavalerie.

A la caserne de cavalerie, l'officier comptable de l'ambulance, M. Billotet, surveilla l'évacuation ; il y avait là 4,710 malades, il n'en restait que 507 le lendemain ; c'étaient donc 4,203 qui s'étaient enfuis.

Épisode.
Sac
de l'ambulance
Triger.

Arrestation de
l'abbé Deshayes.

Le lendemain, en faisant ma tournée dans les principales ambulances, j'appris que le directeur de l'une d'elles, M. l'abbé Deshayes, avait été pris pour un capitaine de francs-tireurs déguisé et avait été arrêté.

Voilà ce qui s'était passé. On se battait en face de l'ambulance, qui fut criblée de balles. Quelques Prussiens l'envahirent et tirèrent par les fenêtres ; les autres crurent qu'on tirait sur eux. Ils entrèrent en plus grand nombre, tuèrent d'un coup de baïonnette un malade qui s'était jeté tout habillé sur son lit, s'emparèrent de l'abbé Deshayes, le frappèrent

rent et l'obligèrent à aller, sous leur feu, enfoncer la porte d'une maison voisine inhabitée, et dans laquelle ils n'osaient entrer, crainte de surprise. Puis ils le retinrent prisonnier.

M. Deshayes, affirmant qu'il n'était pas franc-tireur, fut relâché le lendemain matin. Je croyais l'incident terminé, mais on se ravisa et on vint le chercher le surlendemain pour le fusiller. Instruit de nouveau, je fus immédiatement réclamer au commandant de place la mise en liberté de l'abbé Deshayes, protestant sous ma responsabilité personnelle qu'aucun acte d'hostilité n'avait été commis à l'ambulance et demandant une enquête. Il me fut répondu qu'on n'avait pas le temps et que « justice serait faite du curé qui avait tiré. » N'ayant rien à espérer de ce côté, j'eus la pensée de m'adresser au médecin en chef de l'armée. Celui-ci me reçut bien, me promit d'intervenir et me fit espérer le succès de sa démarche dont il me rendrait compte le lendemain. Il vint, en effet, me trouver à l'hôpital pour me dire que le directeur serait mis en liberté le jour même, à midi. M. Deshayes ne fut relâché que le soir, et il se rendit immédiatement à l'ambulance pour y reprendre ses fonctions.

Je suis heureux de pouvoir ajouter qu'il les a toujours remplies avec une intelligence et un zèle au-dessus de tout éloge.

Un fait semblable s'est aussi passé à l'ambulance de l'École normale.

Sac de l'École
normale.

Elle fut envahie par l'ennemi et saccagée. Le directeur, M. Poirrier, fut maltraité et même frappé ; sous prétexte d'armes et de francs-tireurs cachés, les soldats se répandirent dans tous les appartements. Trouvant la situation bonne, ils firent de l'ambulance un poste de combat et ouvrirent un feu plongeant par les fenêtres.

Chez M. Hilaire Corbion, place de l'Eperon, et là trois jours après l'occupation, lorsque le calme était rétabli, un officier, sans doute aviné, s'emparait de toute la maison, faisait arracher par ses hommes nos malades de leur couche, et parquait un troupeau de moutons sur leurs matelas. Je

Autres
incidents.

pourrais multiplier ces citations ; qu'il me suffise de dire qu'il s'en faut que nos ambulances aient toutes été respectées, surtout les premiers jours.

Menace
de fermer nos
petites
ambulances.

Un grand nombre de nos blessés, qui n'avaient pu trouver place dans les ambulances, furent recueillis dans des maisons particulières qui arborèrent le drapeau. Ce signe ne les préserva que fort peu, car presque toutes les ambulances particulières eurent des soldats prussiens à loger.

Un instant même il fut question de faire évacuer toutes celles n'ayant que six lits, afin d'augmenter le nombre des maisons dans lesquelles les officiers pouvaient s'installer plus confortablement. J'ai cru devoir protester contre une semblable mesure, et je l'ai fait énergiquement dans une lettre adressée au chevalier de Saint-Jean, comte de Stolberg. Je ne sais si ma protestation a eu quelque influence, mais toujours est-il que la mesure proposée n'a pas reçu d'exécution.

Ambulances
prussiennes.

Les Prussiens s'emparèrent de deux de nos ambulances pour leurs blessés : le Lycée et la Halle aux toiles. Au Lycée, ils firent évacuer 140 malades environ et convertirent tout l'établissement en une très-vaste ambulance qui a reçu à la fois plus de 400 malades ou blessés. La Halle aux toiles n'en eut en tout que 358. On nous la fit seulement évacuer en partie et elle resta ambulance internationale. J'eus quelque peine à lui garder ce caractère, car l'économe de l'hôpital, croyant qu'il était de l'intérêt de l'hospice d'abandonner cette ambulance, semblait assez disposé à le faire ; mais je tins à ce qu'elle reçût toujours des Français et j'eus quelques démêlés à ce sujet avec l'autorité prussienne. Bien me prit de ma tenacité, car non-seulement je ne déplaçai pas les blessés que je ne savais plus où transporter, mais les Prussiens, ne pouvant avoir l'ambulance tout entière, finirent par l'évacuer peu à peu, et le 1^{er} mars elle redevint ambulance exclusivement française. Nos autres ambulances ont presque toutes reçu quelques soldats de l'armée allemande, mais en petit

nombre et pour quelques jours seulement. Enfin l'École mutuelle et presque toutes les maisons de la rue Champ-Garreau, l'une des plus belles et des mieux habitées de la ville, furent converties par eux en ambulances. L'École a reçu 500 malades presque tous blessés et 350 à la fois ; il y a eu plus de 100 décès. L'ambulance de la rue Champ-Garreau n'était pas moins importante ; elle a reçu à la fois jusqu'à 300 malades ou blessés dont quelques varioleux. Ces chiffres sont les seuls que j'aie pu me procurer avec quelque exactitude ; ils constatent chez eux une moyenne de plus de 4,600 malades présents ensemble au Mans, et il convient d'y ajouter les malades et les blessés disséminés aux environs de la ville. J'ai donc lieu de croire que l'armée allemande a eu proportionnellement autant de malades et de blessés que la nôtre, mais je n'ai pu être renseigné à cet égard ; car très-habiles à dissimuler leurs pertes, les Prussiens opéraient de très-nombreuses évacuations par le chemin de fer et faisaient faire une grande partie de leurs sépultures pendant la nuit. Le typhus est la maladie qui semble avoir fait chez eux le plus de ravages.

Leurs opérations ont été assez nombreuses ; elles ont, comme les nôtres, peu réussi.

Le commandant de place fit demander dans chaque ambulance la liste nominative des malades et blessés, mais elle ne lui fut remise que très-incomplète. On devait de plus lui adresser chaque jour la liste des sortants, mais cette mesure ne reçut d'exécution que pendant quelques jours. J'avais d'ailleurs invité les médecins chefs de service à ne faire pendant la durée de l'occupation que le moins de sortants possible, pour ne pas constituer de prisonniers.

Surveillance
de nos
ambulances.

Dans les principaux établissements on ne se conforma pas toujours à cette invitation autant que je l'eusse désiré, parce qu'il fallait les désencombrer un peu et aussi par suite des exigences prussiennes. D'un autre côté, j'engageais nos convalescents à fuir, revêtus d'habits civils que le Comité de

Évasions.
—
Prisonniers, etc.

secours leur procurait au besoin, et à rejoindre leurs corps ou dépôts. 300 ou 400 hommes ont dû s'échapper ainsi, mais un grand nombre, qui eussent pu le faire, ne l'ont point osé. Beaucoup aussi aimaient mieux se constituer prisonniers que de rejoindre. Les hommes qui étaient renvoyés des hôpitaux ou des ambulances étaient nécessairement remis à l'autorité allemande qui les internait dans un des bâtiments de la caserne de cavalerie ; le plus grand nombre furent échangés comme prisonniers. Plus tard on créa deux dépôts de convalescents, l'un à la communauté du Bon-Pasteur, l'autre au restaurant des Chalets ; mais dans le premier les malades étaient considérés comme prisonniers, bien que le service y fût fait par un médecin français.

Peu de jours après l'occupation, M. Rochefort, aide-major sortant de l'école de Strasbourg et qui se trouvait au Mans sans emploi, vint se mettre à ma disposition. Je l'ai plus particulièrement chargé de suppléer dans les diverses ambulances les médecins ordinaires empêchés. Je lui ai confié le dépôt des convalescents et il m'a encore aidé à la surveillance générale. J'ai eu beaucoup à me louer de ses services.

Pendant toute la durée de l'occupation, M. Abot et moi nous nous sommes assurés, tant en nous transportant sur les lieux que par les informations que nous faisions prendre, que les blessés laissés aux environs du Mans y recevaient les soins que réclamait leur état.

Évacuations
de
convalescents.

Diminuer l'encombrement était ma pensée incessante. Dès que le chemin de fer fut rétabli, je demandai par l'entremise du comte de Stolberg, chevalier de Saint-Jean, la permission de faire évacuer ceux de nos convalescents qui ne seraient pas jugés susceptibles de reprendre les armes pendant la durée de la guerre. Dès que je l'eus obtenue, je me rendis à Laval pour informer l'autorité française et prendre ses ordres. J'avais chargé MM. Abot et Rochefort de préparer cette évacuation pendant mon absence. A mon retour, je fis avec eux et

avec un médecin prussien, désigné à cet effet, la visite des ambulances. Celui-ci se montra peu sévère et il autorisa le départ de presque tous ceux que nous lui présentâmes. Le 19 février, 470 hommes furent évacués sur Laval ; le comte de Stolberg fit distribuer à tous des rafraîchissements et des vivres.

Toutefois le commandant de place me fit, au moment du départ, des difficultés de détail que je ne levai pas sans peine et par suite desquelles l'évacuation a failli manquer.

Le 12 mars, trois jours après que l'armée allemande eut quitté la ville, je fis sur Rennes, et avant le retour des autorités françaises, une seconde évacuation de 700 malades ou blessés ; cette fois ce fut le Comité de secours qui se chargea de distribuer dans les wagons des rations de pain, de vin et de viande. Je pus le jour même supprimer la plupart des ambulances. Je n'en gardai que trois, formant avec l'hôpital un total de 800 lits environ.

Depuis le retour des autorités militaires, il a été accordé un grand nombre de convalescences ; et beaucoup de blessés, guéris ou presque guéris, ont été dirigés sur leurs dépôts pour se faire délivrer des certificats d'origine de leurs blessures.

Congés de
convalescence.

L'encombrement a cessé, mais nos lits sont restés remplis longtemps encore, parce qu'il nous est arrivé des environs du Mans un assez grand nombre de blessés, soignés jusqu'alors dans des villages voisins, par des ambulances internationales qui cessaient successivement leur service. Ces blessés sont surtout venus de Changé, de Champagné, de Parigné, de Connerré, d'Yvré, de Ballon, etc.

Pendant toute la durée de l'occupation, les vivres eussent manqué, si l'on n'eût eu recours aux bons de réquisitions. L'administration municipale se prêta avec bonne grâce à cette mesure. A cet effet, elle chargea M. Auberge de s'enquérir des besoins matériels des ambulances, et chaque jour elle délivra des bons de pain, de vin, de viande, de bois, etc., en quantité proportionnelle au nombre de nos malades. Les avances

Bons
alimentaires de
réquisition.

—
Manque
de médicaments.

—
Dons divers.

faites ainsi se sont élevées à la somme de 43,000 fr. environ. Le service alimentaire s'est donc trouvé assuré partout ; quant aux médicaments, nous en avons quelquefois manqué. L'alcool, le quinquina, l'acide phénique ont surtout fait défaut ; le stock des pharmaciens et droguistes était complètement épuisé.

L'alcool a été fourni pendant plus de trois semaines par la mairie.

Heureusement que quelques ambulances internationales qui se dissociaient, laissaient au Comité de secours ce qui leur restait. Quelques dons assez importants en nature ou en espèces lui furent aussi faits par des délégués d'autres Comités.

Ces diverses ressources, distribuées avec discernement aux ambulances qui en avaient le plus besoin, ont été d'une grande utilité. Il s'en faut cependant que le déficit ait été couvert.

Comité
de dames.

Quelque grand qu'ait été le nombre de nos blessés, le linge et la charpie n'ont jamais manqué. Un Comité de dames qui s'était constitué dès le commencement de la guerre, sous la présidence de M^{me} Boisseau, a largement pourvu à tous les besoins de ce genre. Il a pu distribuer aussi une certaine quantité de draps, de chemises, de gilets de flanelle, de bas, etc..., et même quelques secours en argent qui, bien qu'insuffisants, ont été pourtant d'une grande utilité pour subvenir aux dépenses courantes.

Liste
des malades.

La liste des malades et blessés a été dressée dans les diverses ambulances par les soins du Comité qui se chargeait aussi de fournir les renseignements demandés par les familles.

Mais au milieu de la tourmente il ne lui a pas toujours été possible de satisfaire à toutes les demandes, de calmer toutes les inquiétudes ; cette liste est nécessairement demeurée incomplète, car un certain nombre de militaires ont été apportés sans connaissance et sont morts avant même qu'on ait pu constater leur identité. Un grand nombre ont été évacués en masse, sans qu'il ait été possible de faire les listes d'évacuation, et quelques oublis ont nécessairement été commis.

§ II.

Mouvement des malades et constitution médicale.

J'ai dit ce qui s'est passé, il me reste à faire connaître le mouvement des malades et à présenter en même temps quelques considérations d'ensemble sur la constitution médicale.

Le nombre des malades, qui était déjà très-grand aux mois d'août et de septembre, s'est rapidement augmenté à partir de cette époque; il ne provenait pas seulement de la concentration des troupes. Des trains d'évacuation passaient souvent et chacun d'eux laissait au Mans un certain nombre de malades ou de blessés qui ne pouvaient aller plus loin. Ce fut pour assurer des soins à ces malheureux que fut ouverte à la gare l'ambulance du Comité central de secours; on y recevait les blessés qui ne pouvaient continuer leur route. Les plus malades étaient dirigés sur nos ambulances, les autres reprenaient un train d'évacuation, après un repos qui variait entre quelques heures et quelques jours.

Ambulances
de passage.
—
A la Gare.

Cette ambulance, qui ne pouvait guère admettre à la fois plus de 60 malades, était depuis longtemps déjà insuffisante, pour faire face à tous les besoins. Le 27 décembre, M. Bouché, Intendant en chef de l'armée, fit établir à la gare une seconde ambulance de passage, pouvant recevoir près de 1,000 malades et qui fut confiée aux médecins militaires, chargés en même temps du service des évacuations, service dont je fus alors allégé.

Lors du départ des médecins militaires, l'ambulance fut remise par eux à MM. Bureau, Fernet et Faraut, médecins internationaux, qui desservaient déjà l'ambulance du Comité.

A l'hôpital, il s'était aussi créé par la force des choses une sorte d'ambulance de passage. Tous les malades que n'amenait pas le chemin de fer, et ils étaient nombreux, se ren-

A l'hôpital.

daient directement à l'hôpital. C'était là que jour et nuit arrivaient les voituriers, qu'il était presque toujours impossible de faire continuer jusqu'à la gare.

Le comptable de l'hôpital estime à 3,000 au moins le nombre de ceux qui, sans avoir été hospitalisés, ont cependant séjourné un ou deux jours pour attendre une évacuation. Ces malheureux occupaient les vestibules et les corridors, dans lesquels on avait étendu de la paille pour les coucher. Plusieurs sont arrivés mourants et quelquefois même leur identité n'a pas pu être reconnue.

Leur
mouvement.

Les ambulances de passage ont reçu un nombre de malades considérable, mais qui ne peut être fixé que par approximation :

1° Ambulance du Comité à la gare, du 1 ^{er} octobre au 12 janvier.....	13,000
2° Malades réunis à l'hôpital en attendant leur évacuation (même période).....	5,000
3° Ambulance de la Gare, du 27 décembre au 12 janvier	10,000
4° Docks, la nuit du 11 au 12 janvier.....	2,000
5° Église de la Couture (même nuit).....	600
6° Chapelle de la Gare (même nuit)	300
7° Infirmeries régimentaires, du 1 ^{er} novembre au 12 janvier.....	300
8° Infirmerie des vénériens et galeux, du 1 ^{er} octobre au 12 janvier.....	1,800
TOTAL.....	35,000

J'ai placé ici les infirmeries régimentaires et celle des vénériens et galeux, parce qu'elles n'ont pas été comprises dans nos tableaux de mouvement. En admettant, ce qui est approximativement vrai, que 5 à 6,000 de ces malades aient été envoyés dans les ambulances, ce serait encore près de 30,000 malades, blessés et trainards, qui durant trois mois et demi auraient été évacués.

Le nombre total des malades entrés dans les ambulances et hôpitaux, du 1^{er} novembre au 20 avril, est de 21,482.

Ambulances
sédentaires.
—
Entrées.

Il se décompose ainsi :

Entrés par billets.....	19,142
— par évacuations.....	2,340
TOTAL.....	21,482

Toutefois, il convient peut-être de ne pas tenir compte des entrées par évacuations, parce que le plus grand nombre de celles-ci se rapportent à des malades qui, pour une raison ou pour une autre, ont changé d'ambulance, de sorte qu'en les comptant on ferait assez souvent double emploi. Le chiffre de nos entrées, pour se trouver ainsi réduit à 19,142, n'en est pas moins encore considérable.

C'est avant l'invasion, on le conçoit, qu'a eu lieu le plus grand nombre d'entrées par billets.

Entrées du 1 ^{er} novembre au 11 janvier.....	16,619
Du 12 janvier au 23 avril.....	2,523
TOTAL	19,142

Les entrées par évacuations ont au contraire été bien plus nombreuses après l'invasion; cela tient à ce que les Prussiens ont occupé le Lycée et la Halle aux toiles, dont les malades ont été déversés dans d'autres ambulances. Cela tient aussi à ce que les malades que nous faisons sortir étaient versés dans deux dépôts de convalescents pour éviter de les livrer comme prisonniers. Cela tient enfin à ce que quelques ambulances circum-urbaines ont, lorsqu'elles ont cessé leur service, envoyé le reste de leurs malades dans les nôtres, de même que j'ai fait transporter à l'hôpital la presque totalité des malades qui restaient dans les ambulances de la ville lorsque je les ai fermées.

Sorties.

Le nombre des sorties doit être établi de deux manières :

D'abord tel qu'il s'est réellement effectué.

Sorties par billets.....	6.987	}	21.112
— par évacuations.....	12.455		
— par décès... ..	1.670		
Restants au 20 avril.....			370
TOTAL.....			<u>21.482</u>

Ensuite, ramené au nombre des entrées par billets, déduction faite des entrées par évacuation, la différence portera nécessairement sur le chiffre des sorties par évacuations, qui se trouvera diminué de celles qui ont été faites d'ambulance à ambulance.

Sorties par billets.....	6.987	}	18.772
— par évacuations.....	10.115		
— par décès.....	1.670		
Restants au 20 avril.....			370
TOTAL.....			<u>19.142</u>

Il y a donc eu 2,340 évacuations d'ambulance à ambulance, et 10,115 évacuations faites sur les hôpitaux extérieurs.

TOTAL..... 12.455

Division des
malades.

J'ai groupé sous trois chefs seulement la nature des affections : *Fiévreux, varioleux, blessés*. Les fiévreux et blessés qui ont été atteints de variole comptent nécessairement deux fois, parce qu'ils ont été évacués dans les établissements où il y avait des salles spéciales pour ces malades que nous avons constamment isolés autant que possible.

Fiévreux.....	13.158	}	17.709
Varioleux.....	4.551		
Blessés.....			3.773
TOTAL.....			<u>21.482</u>

Soit 17,6 blessés pour 100 malades.

Quelque meurtriers qu'aient été les combats qui se sont livrés autour du Mans, le nombre des blessés est bien inférieur à celui des malades ; et cette malheureuse campagne aura démontré, une fois de plus, que ce ne sont pas les blessures de guerre qui fondent les armées, mais qu'elles sont décimées par les épidémies et les affections diverses, celles surtout qui ont pour cause l'encombrement, les fatigues, les privations.

Une armée ne peut tenir longtemps que si elle est bien nourrie, bien vêtue, bien logée : trois conditions essentielles de résistance qui, chacun le sait, ont trop souvent manqué à nos soldats, tandis que l'armée allemande a su les réaliser même au delà du nécessaire.

La moyenne de la mortalité générale, calculée sur le nombre des entrées par billets, a été de 8,7 0/0.

Mortalité.

Ce chiffre paraît trop faible, cela tient à ce qu'il est calculé sans tenir compte des évacuations ; or, parmi les malades évacués, surtout avant l'invasion, il en est un assez grand nombre qui n'étaient pas encore convalescents. La nécessité de faire de la place obligeait trop souvent à évacuer, malgré les conditions défavorables de la température et l'absence d'un matériel confortable pour le transport. Ces malades ont dû fournir, dans d'autres villes, un certain nombre de décès, qui ne figurent pas dans la moyenne de notre mortalité.

Si j'établis, au contraire, cette moyenne, déduction faite de nos évacués, elle s'élève à 18,5 0/0 et devient beaucoup trop forte, puisqu'elle s'obtient en supprimant de nos entrées 10.415 malades que nous avons soignés plus ou moins de temps, le plus souvent jusqu'à leur convalescence et toujours pendant la période la plus grave de leur maladie ; la première moyenne est donc celle qui se rapproche le plus de la vérité.

La mortalité ne doit pas être étudiée seulement dans son ensemble, car elle présente chaque mois des écarts assez grands et qu'il est bon de constater.

Mais pour établir ces moyennes mensuelles, il ne faut pas

les déduire simplement du nombre des entrées. Il faut avoir soin d'ajouter les restants du mois précédent aux entrées par billets, afin d'obtenir le nombre des malades traités dans le mois courant, nombre sur lequel porte la mortalité de chaque mois.

	Restants.	Entrées.	Total.	Déchs.	Mortalité.
Novembre	328	2.149	2.477	64	2,5 0/0
Décembre	996	8.617	9.613	334	3,5 0/0
Janvier jusqu'au 11.	3.998	5.044	9.042	389	9,7 0/0
Fin de janvier	2.294	1.175	3.469	514	17,2 0/0
Février	2.240	555	2.795	336	7,9 0/0
Mars et avril	1.563	406	1.969	67	3,4 0/0

Les moyennes sont trop faibles jusqu'à l'occupation, parce que je n'ai pu tenir compte du nombre des évacuations. Elles sont assez exactes depuis l'occupation, parce qu'il n'a plus été évacué que des convalescents. Les malades et décès des petites ambulances ont été négligés dans ce tableau. Il montre que la mortalité s'est accrue très-vite de novembre à la fin de janvier, à mesure que la saison devenait plus rigoureuse et que les troupes éprouvaient plus de fatigues; c'est après les combats du Mans qu'elle atteint d'un coup son maximum; mais dès le mois de février, malgré l'encombrement qu'il y avait encore, et malgré toutes les causes dépressives qui pesaient sur notre ville, elle s'est abaissée rapidement.

Le nombre des journées de malades ne peut être établi exactement que pour l'hôpital et les ambulances subventionnées. Dans la plupart des ambulances gratuites, il n'a pas été tenu de registres complets; cependant les documents recueillis permettent de fixer très-approximativement le nombre total des journées, ainsi qu'il suit :

Ambulances subventionnées.	19.300 malades	221.879 journ.
— gratuites	2.182	43.628
TOTAL	21.482 malades	265.507 journ.

Ce qui donne pour moyenne 12,3 journées par malade. Si l'État eût subventionné toutes les ambulances à raison de 4 fr. 25 c., il aurait donc eu à payer une somme de 331,883 fr. 75 c., ou 15 fr. 50 c. par malade, tandis que sa dépense n'est que de 270,645 fr. 50 c. environ. Or, celle des ambulances étant au moins de 331,883 fr. 75 c., la charité privée a pourvu dans notre ville à une dépense qui ne pouvait être inférieure à 55,238 fr. 25 c., mais qui de fait s'est élevée à plus de 87,099 fr. 09 c., la moyenne réelle du prix de la journée ayant été au moins de 1 fr. 37 c.

Les maladies, quelque nombreuses et graves qu'elles aient été, n'ont cependant pas offert une grande variété; celles qui ont décimé notre armée sont les fièvres éruptives, varioles, scarlatines et rougeoles, les fièvres typhoïdes, les affections pulmonaires occasionnées par le froid, les diarrhées ou dyssenteries dues à la même cause, les rhumatismes ou les blessures de guerre. Sans entrer dans la description détaillée d'aucune de ces affections, je dois cependant indiquer leur fréquence relative et leurs caractères les plus essentiels.

Constitution
médicale.

La petite vérole a fait de tels ravages dans notre armée, que j'ai dû en relever autant que possible tous les cas, et les réunir dans une colonne spéciale des rapports. Les mobiles de la Corrèze, ceux du Cantal, du Lot-et-Garonne et du Morbihan en ont souffert plus que nos autres soldats. Sur 19,142 malades, les rapports des ambulances indiquent 4,551 varioleux, c'est presque un quart 23 0/0.

Petite vérole.

Toutefois, je crois ce chiffre forcé parce que les varioleux étaient, autant qu'on le pouvait, transférés des diverses ambulances dans celles qui étaient spécialement destinées à les recevoir, de sorte qu'un assez grand nombre ont été comptés deux fois.

L'ambulance de la Mission, qui seule accuse 2,199 varioleux, en a beaucoup évacué sur l'hôpital et sur les théâtres, parce que la mauvaise installation de cette ambulance, où les

malades étaient couchés sur la paille, ne permettait pas d'y traiter avec avantage des affections graves.

Toutes les formes de la petite vérole ont été observées dans cette terrible épidémie.

Les cas légers ont été les plus rares ; nombre de malades sont arrivés à l'hôpital en pleine éruption ayant du délire, et plusieurs sont morts quelques heures après leur entrée.

La période prodromique, dans les cas où j'ai pu l'observer, était caractérisée par de la courbature, de la céphalée, des nausées et souvent des vomissements incoercibles, de la fièvre, du délire, etc.

Elle durait de deux à quatre jours, quelques malades ont succombé pendant cette période.

L'éruption se faisait ensuite à la face, puis sur le corps ; c'était le plus souvent de petites taches rouges semblables à du purpura. Cinq à six fois j'ai vu ces taches disparaître en vingt-quatre heures ; ces cas ont été graves, mais le plus souvent les pustules varioliques se dessinaient nettement du deuxième au troisième jour ; l'éruption n'était complète que le cinquième ou le sixième. La fièvre, qui avait parfois même entièrement cédé, devenait alors plus intense qu'au début. Les pustules très-confluentes, mais très-distinctes les unes des autres, étaient le centre d'un petit foyer hémorrhagique. Bientôt elles formaient une croûte épaisse, noire qui recouvrait tout le corps, se fendillait et laissait suinter une suppuration fétide ; cette forme a été très-commune.

D'autres fois, et ces cas étaient les plus graves, les pustules, aplaties dès le début, se réunissaient en une sorte de couenne lisse, blanchâtre, demi-transparente qui revêtait entièrement la face, les mains et quelquefois la plus grande partie du corps ; alors l'œdème était toujours très-considérable, à la face surtout ; le plus grand nombre de ces cas ont été mortels.

Chaque fois que la variole était grave, la langue était sèche, noire, le mal de gorge très-intense, la fièvre vive, le

délire fréquent. Presque toujours aussi, il y avait des complications sérieuses; du côté de la poitrine, bronchites et pleuro-pneumonies. Un état typhique terminait la scène chez beaucoup de malades, quelquefois il y a eu des hémorrhagies anales et nasales. Enfin, un certain nombre de malades ont présenté des éruptions bâtardes, dans lesquelles se retrouvaient à la fois les signes de la petite vérole, ceux de la scarlatine et même ceux de la rougeole.

La desquamation s'est souvent faite lentement et s'est accompagnée d'accidents divers : abcès multiples et volumineux, ulcérations profondes et larges. J'ai vu de ces ulcérations disséquer presque en entier la jambe, la cuisse, et, malgré la gravité de leur état, ces malades ont fini par guérir.

Les eschares au sacrum ont été fréquentes; quelques malades sont restés sourds, d'autres aveugles. Les convalescences ont en général été longues et difficiles, la faiblesse consécutive souvent extrême; après plus de trois mois de traitement, quelques malades pouvaient encore à peine se lever.

Quatre services de varioleux ont été établis :

Hôpital	924 malades.	288 décès.
Dépôt de mendicité	164	35
Théâtre	360	146
Caserne de la Mission . .	2.199	»
Autres ambulances	704	»

TOTAL 4.551 malades.

Je n'ai pu connaître exactement les décès varioleux qui ont eu lieu à la Mission et dans les autres ambulances, mais en établissant la moyenne de la mortalité sur les trois premières ambulances, on obtient 28 0/0, moyenne qui peut être considérée comme applicable dans cette épidémie, sauf une légère réduction.

La marche de cette variole peut être exprimée par le nombre des malades frappés chaque mois.

Il y a eu en novembre.....	363 malades.
— décembre.....	1.723
— janvier.....	1.894
— février.....	483
— mars et avril ..	40
TOTAL.....	4.503 malades.

48 varioleux, traités dans les ambulances particulières, ne figurent pas dans ce relevé. Décembre et janvier ont été les mois les plus chargés. Je n'ai pu savoir quelle a été d'une manière générale l'influence de la vaccine sur la marche de cette épidémie, le temps m'a manqué pour faire ces intéressantes recherches et prendre des notes; je sais seulement que beaucoup de ceux que j'ai soignés n'avaient pas été vaccinés et que la plupart n'étaient pas revaccinés (1).

Scarlatine.
—
Rougeole.

Je n'ai que peu de choses à dire de la scarlatine et de la rougeole; ces deux maladies se sont montrées concurremment avec la petite vérole, et comme je l'ai fait observer déjà, les symptômes des trois affections se sont quelquefois rencontrés chez les mêmes malades. Je ne saurais fixer le nombre de ceux qui ont été atteints, mais il doit être encore assez considérable, puisque, à l'hôpital seulement, ces deux affections ont donné lieu à 33 décès.

Fièvre typhoïde.

La fièvre typhoïde a constitué une épidémie plus sérieuse que la scarlatine, car c'est, après la petite vérole, la maladie

(1) Il résulte de documents précis recueillis depuis la rédaction de ce rapport, que dans toutes les communes du département où la variole a sévi, la mortalité a été nulle ou tout au moins très-exceptionnelle, chez les personnes qui depuis peu de temps avaient été revaccinées avec soin, alors même que la revaccination n'avait pas été suivie de succès.

qui a fourni le plus de décès. Les cas les plus nombreux ont été observés en décembre et en janvier, les formes adynamiques et muqueuses ont été les plus fréquentes, il y a eu cependant quelques cas de fièvres ataxiques. L'hôpital et son annexe, la Halle aux toiles, ont eu ensemble 170 décès.

L'armée allemande, que la petite vérole avait respectée, a été très-éprouvée par la fièvre typhoïde ; mais je n'ai aucuns documents sur le nombre de leurs malades et sur celui de leurs décès ; je sais seulement qu'ils ont fait des pertes énormes.

Les diarrhées et les dyssenteries ont été nombreuses, mais assez généralement bénignes ; elles ont été chez nos hommes le résultat du froid, de la mauvaise nourriture et des fatigues de toutes sortes. Le chiffre de leurs décès n'a été que de 28 à l'hôpital.

Diarrhées.
—
Dysenterie.

Les affections des voies respiratoires, angines, bronchites, pneumonies, n'ont rien offert de particulier. Elles m'ont aussi semblé avoir le froid pour cause principale. Je ferai seulement remarquer que ces maladies ont eu une grande tendance à passer à l'état chronique ; ce fait est important par les résultats ultérieurs qu'il ne peut manquer d'avoir sur la santé des nombreux malades qui ont été atteints et qui ne sont qu'imparfaitement guéris. Il est fort à craindre qu'elles n'aient laissé chez beaucoup des germes de tuberculisation. Il y a eu seulement à l'hôpital 53 décès produits par ces diverses maladies.

Bronchites.
—
Pneumonies, etc.

Les rhumatismes, les douleurs de toutes sortes ont constitué une série d'affections *a frigore* extrêmement nombreuses, mais peu graves en général, et qu'il suffit de mentionner sans entrer dans plus de détails.

Rhumatismes.
—
Douleurs.

Je dois enfin signaler un grand nombre de congélations des pieds ; quelques décès ont eu lieu par cette cause, cependant presque toutes ces affections ont guéri, mais avec perte

Congélation.

partielle ou totale des orteils et quelquefois du pied lui-même

Blessures
de guerre.

Il me reste à parler des blessures de guerre ; elles se répartissent ainsi qu'il suit :

Novembre	130	}	1.498
Décembre	435		
Janvier jusqu'au 11	938		
Janvier depuis le 12	819	}	1.780
Février	608		
Mars et avril	353		
Traités dans les ambulances particulières....	507		
TOTAL.....			3.785

Nous n'avions donc encore reçu qu'assez peu de blessés avant les affaires qui se sont livrées dans le département. Leur nombre total n'est pas plus exactement représenté par ces chiffres, que n'a pu l'être celui des malades ; car du 9 au 12 janvier, le service des évacuations était très-actif et nous n'avons conservé que les hommes qui étaient dans un état assez grave pour ne pouvoir pas être transportés plus loin. Le 12, au matin, il a été évacué de la Gare et des Docks plus de 1,200 à 1,500 blessés qui ne comptent pas ici. Il est vrai que beaucoup, repris dans la campagne par les maraudeurs prussiens, nous ont été ramenés les jours suivants ; il y avait aussi dans les villages des ambulances de blessés dont le nombre n'est que très-approximativement connu et dont je n'ai pu tenir compte. Ce sont ces ambulances qui ont fourni le contingent de nos entrées en février et mars.

Je ne saurais entrer dans la description de la nature des blessures, tant il y a eu de variétés ; je ferai seulement remarquer que nous n'avons reçu qu'un petit nombre de plaies par arme blanche ; que les hommes étaient plus souvent blessés aux membres qu'au tronc, et par des balles que par des éclats

d'obus. Les grandes blessures du tronc ou de la tête, celles par éclat d'obus surtout, ont dû, plus souvent que les autres, produire la mort immédiate.

Les blessures des extrémités inférieures, alors même qu'elles n'étaient pas très-graves, arrêtaient les hommes, tandis que celles des membres supérieurs leur permettaient assez souvent de fuir. C'est sans doute pour ce motif que nous avons eu plus de blessés aux jambes et aux cuisses, et parmi ceux-ci un assez grand nombre de fractures comminutives, presque toujours fort graves ; nous en avons cependant guéri quelques-uns et il en reste encore à l'hôpital un certain nombre en traitement.

Le mauvais résultat des opérations a imposé à tous les médecins la loi d'en faire le moins possible et de tenter à tout prix la conservation des membres les plus broyés. Comme l'insuccès des amputations n'est pas un fait qui se soit exclusivement produit au Mans, je crois inutile d'en signaler les causes probables.

Je me borne à dire que nos amputés ont succombé à l'ostéomyélite, à la pourriture d'hôpital, à la résorption purulente ou à la simple inflammation des moignons. Sur 43 grandes amputations dont j'ai pu faire le relevé, je n'ai trouvé que 13 succès, soit 30 0/0 environ.

Epaule.	Guéris.	»	Morts.	1	Total.	1
Avant-bras.	—	3	—	6	—	9
Bras.	—	7	—	10	—	17
Jambe.	—	3	—	8	—	11
Cuisse.	—	»	—	5	—	5
		13		30		43

La pourriture d'hôpital a été l'une des plus graves complications de nos blessures. Il y en a eu à l'hôpital, dans les ambulances et même dans les maisons particulières. Les moyens locaux qui ont le mieux réussi, sont les soins de propreté, les lavages fréquents, la poudre de quinquina et l'appli-

Pourriture
d'hôpital.

cation de plumasseaux imbibés d'alcool phéniqué au vingtième et même au dixième. Ces applications, presque caustiques, m'ont paru très-avantageuses. Les cataplasmes m'ont été très-utiles quand l'inflammation était vive. Le docteur Netter, médecin principal de l'hôpital militaire de Rennes, m'avait recommandé, ainsi qu'à quelques confrères, l'emploi du camphre en poudre; non-seulement ce moyen, appliqué avec toutes les précautions indiquées par son auteur, n'a réussi à aucun de nous, mais il a toujours aggravé le mal à ce point que nous avons dû y renoncer.

Les plaies s'élargissaient et il survenait des décollements énormes. La pourriture d'hôpital étant surtout la manifestation locale d'un état général, on conçoit qu'aucun topique ne la puisse arrêter. Leur action n'est que secondaire, la pourriture fait son temps, c'est-à-dire qu'elle dure jusqu'à ce qu'on ait pu modifier l'influence générale qui a déterminé son développement; c'est seulement par l'isolement, quand il est possible, et à défaut par une large aération, par un régime tonique et fortement réparateur, qu'on y parvient; tel est au moins le résultat de mes observations.

Inflammations.
—
Phlegmons.

Après la pourriture d'hôpital, les fortes inflammations phlegmoneuses ont été l'une des complications qui ont le plus retardé la guérison de nos blessés. Un grand nombre d'entre eux ont eu des suppurations abondantes et presque interminables.

Plusieurs y ont succombé, après être arrivés, quoi qu'on eût fait, au marasme le plus complet.

Mortalité
des blessés.

Je n'ai pu savoir quelle a été dans chaque ambulance la mortalité des blessés; mais j'ai pu l'établir pour l'hôpital et pour son annexe, la Halle aux toiles. Cette mortalité a dû être un peu plus faible dans les ambulances, non-seulement parce qu'il y avait moins d'encombrement, mais aussi parce que c'est à l'hôpital et à la Halle qu'ont été, autant que possible, transportés les blessés les plus grièvement atteints.

Nombre de blessés, 752. — Décès 99.

Soit une mortalité de 13,1 0/0.

J'ai dû négliger beaucoup de détails importants pour ne pas donner à ce rapport, déjà long, une étendue trop considérable. J'espère néanmoins que mon travail paraîtra suffisamment complet.

Un grand nombre de documents qui n'ont pu trouver place dans le récit seront d'ailleurs facilement saisis en consultant les tableaux qui établissent la situation du personnel de nos ambulances et le mouvement de leurs malades.

Ce m'est un devoir et une satisfaction bien grande de rappeler, en terminant, combien, dans cette crise difficile, j'ai trouvé de sympathiques dévouements. Si j'ai pu suffire à des exigences presque impossibles et assurer des secours à tant de victimes infortunées d'une guerre qui a si cruellement désolé notre patrie, c'est que chacun s'est pressé autour de moi pour m'y aider. C'est que l'administration municipale, le Comité de secours aux blessés, le corps médical du Mans tout entier, les médecins de plusieurs ambulances internationales, les sœurs de charité de tous ordres, les séminaristes et nombre d'autres personnes charitables, ecclésiastiques et laïques, m'ont apporté leur utile et généreux concours. Grâce à tous, ma mission s'est trouvée presque facile et je ne saurais plus séparer du souvenir de tant de misères celui des efforts et des sacrifices que tous ont faits pour aider à les soulager.

J'ai le regret de n'avoir pu inscrire dans les tableaux de mouvement qui suivent les noms de toutes les personnes qui, sans avoir eu chez elles des ambulances régulières, ont cependant reçu des malades ou des blessés, et leur ont prodigué dans leur domicile des soins plus ou moins prolongés. Je regrette aussi de ne pouvoir désigner nominativement ceux qui, comme brancardiers, voituriers, infirmiers ou à tout autre titre, ont rendu de très-grands services.

Etat de la situation des Dépenses et du

N ^o D'ORDRE	AMBULANCES	NOMBRE DE LITS	DURÉE		Nombre de malades traités	Nombre de journées	Moyenne des journées par malade	DÉPENSES		
			Ouverte le	Fermée le				Subventions dues	Déficit	Total de la dép.
	SUBVENTIONNÉES							FR. C.	FR. C.	FR.
1	Sœurs des pauvres.	40	20 octob.	13 mars	150	4374	20	5467 50	500	5967
2	Hôpital.	300	1 ^{er} nov.	20 avril	2396	43858	18	54822 50	»	54822
3	Aliénés.	30	7 »	12 mars	91	1302	15	1740 »	»	1740
4	Frères de la Gare.	48	13 »	31 janv.	223	2743	12	2743 »	»	2743
5	Dépôt de Mendicité.	120	14 »	10 mars	651	10034	15	13496 87	5891 33	19387
6	Ecole Normale.	30	15 »	13 »	206	3488	13	4360 »	400 »	4760
7	N.-D. de Sainte-Croix.	180	16 »	1 ^{er} »	1046	10679	10	13461 25	4965 90	18426
8	Abbé Lochet.	22	19 »	13 »	104	1812	17	2305 »	130 »	2435
9	Maison Tiger.	50	22 »	14 avril	397	5599	14	6993 75	300 »	7293
10	Maison Mitsche.	28	23 »	13 mars	185	2309	12	2886 25	115 50	3001
11	Curé de la Couture.	20	23 »	13 »	206	1765	8	2206 25	»	2206
12	N.-D. de la Couture.	40	23 »	12 »	186	2312	12	2890 »	»	2890
13	Sœurs de Ruillé.	40	24 »	4 »	207	3124	15	3905 »	»	3905
14	Maison Fouqué.	20	24 »	13 »	126	1913	15	2391 25	1305 40	3696
15	Maison Vallée.	30	24 »	13 »	157	3469	22	4336 25	2928 85	7265
16	Carmélites.	20	25 »	13 »	132	2064	15	2580 »	5000 »	7580
17	Maison Lecouteux.	20	27 »	14 »	114	1734	15	2167 50	834 96	3002
18	Maison Bary.	60	28 »	13 »	343	6724	19	8406 »	2254 50	10660
19	Maison Quentin.	24	28 »	11 janv.	87	702	8	870 »	400 »	1270
20	Maison Poulain.	45	30 »	20 avril	359	5699	16	7373 75	»	7373
21	Maison Portet.	20	1 ^{er} decem.	13 mars	148	1909	12	2386 25	»	2386
22	Lycée.	60	2 »	21 janv.	205	2359	11	2948 75	»	2948
23	Palais de Justice.	70	14 »	18 févr.	1572	7890	5	9862 50	»	9862
24	Mission.	»	20 »	19 »	6648	44090	6	55862 50	»	55862
25	Théâtre.	80	23 »	1 ^{er} mars	560	8382	14	10477 50	»	10477
26	Maison Esnault.	20	20 »	13 »	62	1304	21	1630 »	500 »	2130
27	Sœurs Servantes de Marie.	20	20 »	13 »	65	1099	16	1373 75	400 »	1773
28	Halle aux Toiles.	300	21 »	17 avril	1244	24672	18	30840 »	»	30840
29	Chalets.	40	21 »	10 mars	246	810	3	1040 »	100 »	1140
30	Maison Fontaine.	20	25 »	10 »	40	1284	32	1445 »	1222 »	2667
31	Place des Halles.	60	12 janv.	18 févr.	133	1581	11	1976 25	»	1976
32	Moulin du Gué-de-Maulny.	70	11 »	15 »	150	4560	30	5700 »	»	5700
33	Asile Saint-Pierre.	50	11 »	1 ^{er} mars	111	2855	25	3568 75	»	3568
34	Bon-Pasteur.	80	21 »	12 »	600	2460	4	3062 50	»	3062
	GRATUITES	2057			19300	221879		276 645 50	28 203 03	304 848
35	Séminaire.	120	22 sept.	12 »	986	12515	13	»	»	»
36	70 petites ambulances.	420	»	»	1196	31113	26	»	»	»
	TOTAUX.	2597	»	»	21482	265507	13	»	»	»

d'Ordre	AMBULANCES	NOMBRE DES ENTRÉES			GENRE DE MALADIES			NOMBRE DE SORTIES			
		Par Billet	Par Evacuat.	Total.	Fièvre Varioloux	Fièvre Typhoïd.	Total.	Par Billet	Par Evacuat.	Par Déch.	Total
1	Séminaire	1	1	1	1	1	1	1	41	1	43
2	Seurs des pauvres.	1	1	1	1	1	1	1	18	1	18
3	Hôpital.	222	222	222	120	63	222	184	88	31	303
4	Aliénés.	1	1	1	1	1	1	1	21	1	24
5	Frères de la Gare.	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
6	Dépôt de Mendicité.	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
7	Ecole Normale.	1	1	1	1	1	1	1	21	1	22
8	N.-D. de Sainte-Croix.	1	1	1	1	1	1	1	14	1	18
9	Abbé Lochet.	1	1	1	1	1	1	1	5	1	5
10	Maison Triger.	1	1	1	1	1	1	1	83	1	85
11	Maison Mische.	1	1	1	1	1	1	1	5	1	5
12	M. le curé de la Couture.	1	1	1	1	1	1	1	8	1	9
13	Seurs de la Couture.	1	1	1	1	1	1	1	13	1	13
14	Seurs de Ruillé.	1	1	1	1	1	1	1	5	1	7
15	Maison Fouqué.	1	1	1	1	1	1	1	14	1	14
16	Maison Vallée.	1	1	1	1	1	1	1	33	1	35
17	Carmélites.	1	1	1	1	1	1	1	20	1	20
18	Maison Leconteux.	1	1	1	1	1	1	1	25	1	25
19	Maison Bary.	1	1	1	1	1	1	1	20	1	20
20	Maison Quentin.	1	1	1	1	1	1	1	25	1	25
21	Maison Poulain.	1	1	1	1	1	1	1	47	1	48
22	Maison Portet.	1	1	1	1	1	1	1	10	1	10
23	Lycée.	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
24	Palais de Justice.	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
25	Mission.	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
26	Théâtre.	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
27	Maison Esnault.	1	1	1	1	1	1	1	27	1	27
28	Seurs Servantes le Marie.	1	1	1	1	1	1	1	13	1	14
29	Halle aux Toiles.	146	146	146	141	135	171	175	163	23	361
30	Chalets.	1	1	1	1	1	1	1	29	1	31
31	Maison Fontaine.	1	1	1	1	1	1	1	3	1	3
32	Place des Halles.	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
33	Moulin du Gué-de-Maulny.	1	1	1	1	1	1	1	26	1	26
34	Asile Saint-Pierre.	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
35	Bon-Pasteur.	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
TOTAUX.		406	190	596	203	353	596	637	717	67	1421

Mouvement des malades, pendant le mois de Novembre 1870, DANS LES HOPITAUX ET AMBULANCES SUBVENTIONNÉES DU MANS.

N ^{os} d'Ordre	AMBULANCES	NOMBRE DES ENTRÉES			GENRE DE MALADIES			NOMBRE DE SORTIES				
		Par Billet	Par Evacuat.	TOTAL	Fiévreux	Varioleux	Blessés	TOTAL	Par Billet	Par Evacuat.	Par Décès	TOTAL
1	Séminaire (1)	417	14	431	413	7	11	431	218	130	2	350
2	Sœurs des pauvres.	37	6	43	39	3	0	42	20	30	0	50
3	Hôpital.	811	1	812	427	306	79	812	332	340	57	729
4	Aliénés.	17	3	20	13	3	4	17	3	1	1	5
5	Frères de la Caré.	68	3	71	55	3	10	68	25	43	2	40
6	Dépôt de Mendicité.	130	3	133	93	30	8	131	43	98	0	71
7	École Normale.	85	3	88	76	6	3	85	19	32	1	52
8	N.-D. de Sainte-Croix.	169	3	172	169	3	0	169	53	62	0	121
9	Abbé Lechet.	14	4	18	16	3	2	18	3	3	0	3
10	Maison Triger.	107	3	110	104	3	3	107	3	68	1	69
11	Maison Mische.	60	1	61	58	1	2	61	33	33	3	33
12	M. le curé de la Couture.	19	2	21	21	2	0	21	3	3	0	3
13	Sœurs de la Couture.	19	3	22	16	2	1	19	7	2	0	9
14	Sœurs de Ruillé.	49	3	52	49	3	3	52	2	3	0	2
15	Maison Fouqué.	12	4	16	15	1	1	16	5	1	3	6
16	Maison Vallée.	28	3	31	24	1	3	28	3	3	0	3
17	Carmélites.	24	3	27	24	3	0	27	3	3	0	3
18	Maison Lecouteux.	17	1	18	17	1	1	19	3	1	0	1
19	Maison Bary.	23	3	26	18	3	5	23	3	3	0	3
20	Maison Quentin.	22	3	25	21	1	3	22	3	3	0	3
21	Maison Poulain.	21	3	24	21	3	0	21	3	3	0	3
22	Maison Portet.	3	3	6	3	3	0	6	3	3	0	3
	TOTAUX.	2149	33	2182	1689	363	130	2182	733	717	64	1514

(1) Le Séminaire ayant fourni des tableaux de mouvement mensuels, on a cru devoir les reproduire pour plus d'exactitude, bien que cette ambulance n'ait pas été subventionnée.

N ^{os} d'Ordre	AMBULANCES	NOMBRE DES ENTRÉES			GENRE DE MALADIES			NOMBRE DE SORTIES				
		Par Billet	Par Evacuat.	Total	Févreux	Varicelleux	Blessés	Total	Par Billet	Par Evacuat.	Par Décès	Total
1	Séminaire.	283	25	308	291	4	13	308	174	94	17	285
2	Seurs des pauvres.	34	»	34	27	5	2	34	9	25	3	37
3	Hôpital.	814	»	814	305	463	46	814	273	342	195	810
4	Aliénés.	24	»	24	16	»	5	21	16	»	2	18
5	Frères de la Gare.	109	»	109	87	1	21	109	77	8	6	91
6	Dépôt de Mendicité.	303	»	303	192	73	38	303	193	51	20	264
7	Ecole Normale.	97	»	97	90	3	4	97	51	58	5	114
8	Sainte-Croix.	475	54	529	480	»	49	529	195	277	4	476
9	Abbé Lochet.	56	5	61	50	1	10	61	29	30	»	59
10	Maison Triger.	119	»	119	113	6	»	119	10	95	3	108
11	Maison Mitsche.	72	2	74	62	1	11	74	28	43	3	74
12	M. le curé de la Couture.	44	9	53	40	»	13	53	30	21	1	52
13	Seurs de la Couture.	92	»	92	84	»	8	92	36	40	»	76
14	Seurs de Ruillé.	94	»	94	77	6	11	94	85	20	3	108
15	Maison Fouqué.	67	1	68	60	5	3	68	20	37	4	61
16	Maison Vallée.	71	»	71	61	2	8	71	»	48	2	50
17	Carmélites.	71	»	71	66	3	2	71	26	38	3	67
18	Maison Lecouteux.	39	5	44	37	3	4	44	24	13	2	39
19	Maison Bary.	206	»	206	173	10	32	206	39	108	14	161
20	Maison Quentin.	65	»	65	58	1	6	65	18	59	3	80
21	Maison Poulain.	210	»	210	195	6	9	210	34	162	3	199
22	Maison Portel.	105	»	105	60	»	45	105	52	13	»	65
23	Lycée.	177	16	193	161	20	12	193	94	35	7	136
24	Palais de Justice.	902	»	902	839	16	47	902	185	594	3	782
25	Mission.	3131	»	3131	231	830	»	3131	315	4015	15	4345
26	Théâtre.	134	125	259	»	259	»	259	9	25	17	51
27	Maison Esnault.	97	1	98	92	3	3	98	6	2	2	10
28	Seurs Servantes de Marie.	12	10	22	20	2	»	22	»	»	1	1
29	Halle aux Toiles.	580	»	580	560	»	20	580	14	292	6	312
30	Chalets.	119	60	179	167	»	12	179	»	»	»	»
31	Maison Fontaine.	18	3	21	21	»	»	21	»	»	»	»
32	Place des Halles.	70	»	70	70	»	»	70	»	»	»	»
TOTAL.		8617	316	8933	6785	1723	425	8933	2042	3545	344	5631

Mouvement du 1^{er} Janvier 1871 au 11 inclusivement.

N ^{os} d'Ordre	AMBULANCES	NOMBRE DES ENTRÉES			GENRE DE MALADIES			NOMBRE DE SORTIES				
		Par Billet	Par Evacuat.	Total	Fiebreux	Varioleux	Blessés	Total	Par Billet	Par Evacuat.	Par Déces	Total
1	Séminaire	100	»	100	88	1	11	100	45	104	23	172
2	Sœurs des pauvres.	72	»	72	24	»	48	72	3	24	2	29
3	Hôpital	184	»	184	70	97	17	184	74	31	86	191
4	Aliénés.	12	»	12	10	»	2	12	6	»	»	6
5	Frères de la Gare.	90	»	90	11	1	8	90	11	28	7	46
6	Dépôt de Mendicité.	96	»	96	20	31	45	94	57	1	36	94
7	École Normale.	34	»	34	16	»	18	34	17	16	3	36
8	N.-D. de Sainte-Croix.	125	170	295	71	14	207	295	65	125	8	198
9	Abbé Lochet.	7	»	7	6	»	1	7	3	13	4	20
10	Maison Triger.	62	»	62	15	»	47	64	»	78	7	85
11	Maison Mitsche	27	»	27	20	1	6	27	2	2	2	43
12	M. le curé de la Couture.	71	11	82	69	»	13	82	»	14	»	14
13	N.-D. de la Couture.	40	»	40	35	1	4	40	»	37	2	39
14	Sœurs de Ruillé.	36	»	36	25	»	11	36	12	29	5	46
15	Maison Fouqué.	13	»	13	12	1	»	13	4	17	2	23
16	Maison Vallée	96	»	96	12	»	14	96	1	25	2	28
17	Carmélites	33	»	33	14	»	19	33	9	16	5	30
18	Maison Leconteux.	10	»	10	8	»	2	10	8	13	2	23
19	Maison Iary.	47	»	47	41	»	6	47	3	60	9	72
20	Maison Quentin.	»	»	»	»	»	»	»	»	7	»	7
21	Maison Poulain.	52	»	52	20	4	28	52	4	30	5	39
22	Maison Portet.	31	»	31	17	»	14	31	11	17	3	31
23	Lycée.	5	»	5	3	1	1	5	5	32	7	44
24	Palais de Justice.	538	»	538	437	23	78	538	174	463	4	641
25	Mission.	2953	197	3150	1601	1258	291	3150	355	3737	69	4361
26	Théâtre.	62	102	164	7	164	»	164	13	164	41	218
27	Maison Esnault	17	2	19	7	»	12	19	23	3	»	26
28	Sœurs Servantes de Marie.	10	4	14	14	»	»	14	»	15	3	18
29	Halle aux Toiles.	290	»	290	275	»	15	290	55	305	41	401
30	Chalets	»	»	»	»	»	»	»	176	60	9	239
31	Maison Fontaine.	8	5	13	10	»	3	13	9	»	»	9
32	Place des Halles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
33	Moulin du Gué-de-Maulny.	10	»	10	»	»	10	»	»	»	»	»
34	Asile Saint-Pierre.	53	»	53	53	»	»	53	»	»	»	»
		2000	494	2494	1607	1583	1384	2039	1340	5118	389	7387

N ^o d'Ordre	AMBULANCES	NOMBRE DES ENTRÉES			GENRE DE MALADIES			NOMBRE DE SORTIES				
		Par Billet	Par Evacuat	Total	Févreux	Varicelleux	Blessés	Total	Par Billet	Par Evacuat.	Par Décès	Total
1	Séminaire	49	83	131	78	1	53	131	23	15	13	50
2	Seurs des pauvres.	»	»	»	»	»	»	»	»	7	6	13
3	Hôpital.	208	»	208	90	49	60	208	123	»	88	211
4	Aliénés.	18	17	35	14	»	21	35	»	5	3	8
5	Frères de la Gare.	26	»	26	4	»	22	26	»	»	10	10
6	Dépôt de Mendicité.	38	»	38	8	15	15	38	9	1	25	35
7	Ecole Normale.	»	»	»	8	»	18	26	»	21	5	26
8	N.-D. de Sainte-Croix.	»	»	»	6	»	22	28	5	19	10	34
9	Abbé Lochet.	14	»	14	»	»	»	»	»	3	1	4
10	Maison Triger.	23	»	23	6	1	16	23	1	»	4	5
11	Maison Mitche.	16	4	20	4	»	16	20	»	4	4	8
12	M. le curé de la Couture.	»	»	»	14	»	6	»	»	4	4	8
13	Seurs de la Couture.	17	»	17	9	»	8	17	2	3	5	10
14	Seurs de Ruillé.	6	»	6	13	»	13	26	»	»	6	6
15	Maison Fouqué.	14	2	16	4	»	12	16	»	»	4	4
16	Maison Vallée.	3	4	7	2	»	5	7	»	2	1	3
17	Carmélites	3	1	4	3	»	1	4	5	»	6	11
18	Maison Lecouteux.	4	11	15	1	3	11	15	2	3	4	9
19	Maison Bary.	67	»	67	52	6	9	67	»	10	13	23
20	Maison Quentin.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
21	Maison Poulain.	10	»	10	4	»	6	10	2	8	6	16
22	Maison Portet.	12	»	12	1	1	10	12	3	4	1	8
23	Lycée.	7	»	7	»	»	7	7	»	25	»	25
24	Palais de Justice.	116	»	116	53	2	60	115	1	39	27	67
25	Mission.	352	»	352	84	106	162	352	88	306	146	540
26	Théâtre.	12	101	113	»	113	»	113	11	»	56	105
27	Maison Enault.	11	»	11	4	»	9	11	»	4	1	5
28	Seurs Servantes de Marie.	10	1	11	»	»	11	11	»	11	5	16
29	Halle aux Toiles.	72	»	72	22	»	50	72	»	83	24	107
30	Chalets.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
31	Maison Fontaine.	5	»	5	4	»	1	5	»	2	»	2
32	Place des Halles.	18	23	41	27	»	14	41	4	37	12	53
33	Moulin du Gue-de-Maulny.	»	140	140	»	»	140	140	10	30	12	52
34	Asile Saint-Pierre.	25	19	44	25	»	19	44	23	1	12	36
	Totaux.	1175	481	1656	510	297	819	1656	311	685	514	1510

Mouvement pendant le mois de Février 1871.

N° d'Ordre	AMBULANCES	NOMBRE DES ENTRÉES			GENRE DE MALADIES			NOMBRE DE SORTIES			
		Par Billet	Par Evacuat.	Total	Fievres Varioleux	Etiats	Total	Par Billet	Par Evacuat.	Par Dccs	Total
1	Séminaire.	2	13	15	3	12	15	22	15	13	50
2	Seurs des pauvres.	1	1	2	1	1	2	1	1	6	19
3	Hôpital.	156	155	311	59	58	117	233	13	64	296
4	Aliénés.	»	6	6	6	»	6	»	»	9	19
5	Frères de la Gare.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
6	Dépôt de Mendicité	84	»	84	24	45	69	13	19	11	43
7	Ecole Normale.	»	19	19	10	9	19	13	33	3	36
8	N.-D. de Sainte-Croix.	»	24	24	7	17	24	13	24	5	42
9	Abbé Lochet.	»	4	4	2	2	4	»	12	2	14
10	Maison Triger.	6	18	24	2	22	24	»	25	1	26
11	Maison Mische.	»	3	3	3	»	3	»	14	3	22
12	M. le curé de la Couture.	13	»	13	8	5	13	8	2	3	13
13	Seurs de la Couture.	5	2	7	5	»	5	6	14	2	22
14	Seurs de Ruillé.	»	2	2	2	»	2	11	12	5	24
15	Maison Vouqué.	1	11	12	5	7	12	»	17	1	18
16	Maison Vallée.	»	10	10	»	10	10	»	24	3	24
17	Carmélites.	»	»	»	»	»	»	7	7	4	16
18	Maison Lecouteux.	7	5	12	»	12	12	2	16	4	22
19	Maison Bary.	»	»	»	»	»	»	»	52	40	92
20	Maison Quentin.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
21	Maison Poulin.	»	12	12	3	9	12	1	24	7	33
22	Maison Portet.	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»
23	Lycée.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
24	Palais de Justice	17	»	17	6	11	17	64	»	24	92
25	Mission	11	4	15	»	10	15	88	251	»	334
26	Théâtre	7	17	24	»	»	24	6	135	»	169
27	Maison Esnault.	1	1	2	»	2	2	»	7	»	7
28	Seurs Servantes de Marie.	»	6	6	»	6	6	»	16	1	17
29	Halle aux Toiles.	231	»	231	31	900	931	»	145	8	153
30	Chalets.	»	50	50	»	50	50	»	36	»	36
31	Maison Fontaine.	»	1	1	»	1	1	3	6	»	9
32	Place des Halles.	4	18	22	10	12	22	»	48	»	51
33	Moulin du Gué-de-Maulny.	»	»	»	»	»	»	50	40	8	98
34	Asile Saint-Pierre.	9	5	14	6	8	14	12	28	13	53
35	Non-Pasteur.	»	600	600	100	100	600	400	»	»	400
		PAR	EVACUAT.	TOTAL	FIÈVRES	ETIATS	TOTAL	PAR	EVACUAT.	PAR	TOTAL
		231	600	831	100	100	600	931	145	3241	39257

le mois de Mars et jusqu'au 20 Avril

N ^o d'Ordre	AMBULANCES	NOMBRE DES ENTRÉES			GENRE DE MALADIES			NOMBRE DE SORTIES				
		Par Billet	Par Eventual.	TOTAL	Fiévreux	Varicéux	Blessés	TOTAL	Par Billet	Par Eventual.	Par Débts	TOTAL
1	Séminaire	1	1	2	1	1	1	3	1	1	1	3
2	Sœurs des pauvres.	1	1	2	1	1	1	3	1	1	1	3
3	Hôpital.	222	222	444	120	39	63	222	184	88	31	303
4	Aliénés.	1	1	2	1	1	1	3	2	21	1	24
5	Frères de la Gare.	1	1	2	1	1	1	3	1	1	1	3
6	Dépôt de Mendicité.	1	1	2	1	1	1	3	1	1	1	3
7	Ecole Normale.	1	1	2	1	1	1	3	1	1	1	3
8	N.-D. de Sainte-Croix.	1	1	2	1	1	1	3	1	1	1	3
9	Abbé Lochet.	1	1	2	1	1	1	3	1	1	1	3
10	Maison Triger.	5	47	52	1	1	51	52	1	83	2	85
11	Maison Mische.	1	1	2	1	1	1	3	1	1	1	3
12	M. le curé de la Couture.	17	17	34	9	8	8	25	13	13	1	27
13	Sœurs de la Couture.	13	13	26	3	10	10	23	13	13	2	28
14	Sœurs de Ruillé.	1	1	2	1	1	1	3	1	1	1	3
15	Maison Fouqué.	1	1	2	1	1	1	3	1	1	1	3
16	Maison Vallée.	1	15	16	1	15	15	16	1	33	2	35
17	Carmélites.	1	1	2	1	1	1	3	1	1	1	3
18	Maison Lecouteux.	1	15	16	1	15	15	16	1	20	1	21
19	Maison Bary.	1	1	2	1	1	1	3	1	25	1	27
20	Maison Quentin.	1	1	2	1	1	1	3	1	1	1	3
21	Maison Poulain.	9	45	54	8	46	46	54	24	47	2	73
22	Maison Portet.	1	1	2	1	1	1	3	1	10	1	12
23	Lycée.	1	1	2	1	1	1	3	1	1	1	3
24	Palais de Justice.	1	1	2	1	1	1	3	1	1	1	3
25	Mission.	1	1	2	1	1	1	3	1	1	1	3
26	Théâtre.	1	1	2	1	1	1	3	1	1	1	3
27	Maison Esnault.	1	1	2	1	1	1	3	1	27	1	29
28	Sœurs Servantes le Marie.	1	12	13	11	1	1	12	1	13	1	14
29	Halle aux Toiles.	146	34	180	36	1	135	171	175	163	23	361
30	Chalets.	1	17	18	10	7	7	17	29	3	1	31
31	Maison Fontaine.	1	1	2	1	1	1	3	1	1	1	3
32	Place des Halles.	1	1	2	1	1	1	3	1	1	1	3
33	Moulin du Gué-de-Maulny.	1	1	2	1	1	1	3	1	26	1	28
34	Asile Saint-Pierre.	1	1	2	1	1	1	3	1	1	1	3
35	Bon-Pasteur.	1	1	2	1	1	1	3	1	1	1	3
Totaux.		406	190	596	203	40	353	596	637	717	67	1491

Mouvement des malades dans les ambulances gratuites

DE LEUR OUVERTURE, NOVEMBRE 1870, A LEUR FERMETURE, AVRIL 1871.

N ^o d'Ordre	AMBULANCES	ENTRÉES			GENRE DE MALADIES				SORTIES			
		Avant l'invasion	Après l'invasion	Total	Piévieux	Varioleux	Blessés	Total	Par Billet	Par Evacuat.	Par Décès	Total
1	M. Mordret	46	6	52	35	6	11	52	50	1	1	52
2	M. Singher	26	5	31	16	»	15	31	31	»	»	31
3	M. Besnier	18	9	27	»	»	27	27	27	»	»	27
4	M. Devré	15	3	18	9	»	9	18	17	»	1	18
5	M. Boulanger	11	»	11	7	»	4	11	11	»	»	11
6	M. de Longueval	18	8	26	17	»	9	26	22	2	2	26
7	M. Bruneau	6	26	32	3	»	29	32	21	6	5	32
8	M. Leblais	8	3	11	7	»	4	11	10	1	»	11
9	M. Hilaire Corbion	22	»	22	22	»	»	22	22	»	»	22
10	M. Berger	1	6	7	1	»	6	7	7	»	»	7
11	M. Seiler	»	9	9	6	»	3	9	8	»	1	9
12	M. Deneau	14	»	14	7	»	7	14	14	»	»	14
13	M. Romet	19	11	30	16	4	10	30	29	1	»	30
14	M ^{me} Hébert	»	4	4	4	»	»	4	4	»	»	4
15	M. Bruley	17	4	21	16	1	4	21	20	1	»	21
16	M. Lasne	10	9	19	16	2	1	19	17	2	»	19
17	M. Richard-Loiseau	30	10	40	26	6	8	40	39	1	1	40
18	M. Busson	23	10	33	21	3	9	33	29	4	»	33
19	M ^{me} Poirier	1	7	8	1	»	7	8	7	»	1	8
20	M. Guichard	9	3	12	1	»	11	12	8	»	4	12
21	M. de Richebourg	6	»	6	6	»	»	6	5	»	1	6
22	M ^{me} Despailliers	9	21	30	43	2	15	30	22	6	2	30
23	Scieurs du Pré	16	13	29	19	»	10	29	28	1	1	29
24	M. Tronchet	17	6	23	11	»	12	23	22	1	»	23
25	M. Jourdain	25	5	30	24	»	6	30	28	2	»	30
26	M ^{me} David	10	»	10	10	»	»	10	10	»	»	10
27	M ^{me} de Lespart	22	»	22	12	»	10	22	12	10	»	22
28	M. l'abbé Rouillard	2	7	9	»	»	9	9	9	»	»	9
29	M. d'Argy	11	6	17	12	»	5	17	12	4	1	17
30	M. Salabert	»	8	8	»	1	7	8	»	8	»	8

32	M. Goujeon	24	16	38	13	17	75	224	228	230	232	234	236	238	240	242	244	246	248	250	252	254	256	258	260	262	264	266	268	270	272	274	276	278	280	282	284	286	288	290	292	294	296	298	300	302	304	306	308	310	312	314	316	318	320	322	324	326	328	330	332	334	336	338	340	342	344	346	348	350	352	354	356	358	360	362	364	366	368	370	372	374	376	378	380	382	384	386	388	390	392	394	396	398	400	402	404	406	408	410	412	414	416	418	420	422	424	426	428	430	432	434	436	438	440	442	444	446	448	450	452	454	456	458	460	462	464	466	468	470	472	474	476	478	480	482	484	486	488	490	492	494	496	498	500	502	504	506	508	510	512	514	516	518	520	522	524	526	528	530	532	534	536	538	540	542	544	546	548	550	552	554	556	558	560	562	564	566	568	570	572	574	576	578	580	582	584	586	588	590	592	594	596	598	600	602	604	606	608	610	612	614	616	618	620	622	624	626	628	630	632	634	636	638	640	642	644	646	648	650	652	654	656	658	660	662	664	666	668	670	672	674	676	678	680	682	684	686	688	690	692	694	696	698	700	702	704	706	708	710	712	714	716	718	720	722	724	726	728	730	732	734	736	738	740	742	744	746	748	750	752	754	756	758	760	762	764	766	768	770	772	774	776	778	780	782	784	786	788	790	792	794	796	798	800	802	804	806	808	810	812	814	816	818	820	822	824	826	828	830	832	834	836	838	840	842	844	846	848	850	852	854	856	858	860	862	864	866	868	870	872	874	876	878	880	882	884	886	888	890	892	894	896	898	900	902	904	906	908	910	912	914	916	918	920	922	924	926	928	930	932	934	936	938	940	942	944	946	948	950	952	954	956	958	960	962	964	966	968	970	972	974	976	978	980	982	984	986	988	990	992	994	996	998	1000	1002	1004	1006	1008	1010	1012	1014	1016	1018	1020	1022	1024	1026	1028	1030	1032	1034	1036	1038	1040	1042	1044	1046	1048	1050	1052	1054	1056	1058	1060	1062	1064	1066	1068	1070	1072	1074	1076	1078	1080	1082	1084	1086	1088	1090	1092	1094	1096	1098	1100	1102	1104	1106	1108	1110	1112	1114	1116	1118	1120	1122	1124	1126	1128	1130	1132	1134	1136	1138	1140	1142	1144	1146	1148	1150	1152	1154	1156	1158	1160	1162	1164	1166	1168	1170	1172	1174	1176	1178	1180	1182	1184	1186	1188	1190	1192	1194	1196	1198	1200	1202	1204	1206	1208	1210	1212	1214	1216	1218	1220	1222	1224	1226	1228	1230	1232	1234	1236	1238	1240	1242	1244	1246	1248	1250	1252	1254	1256	1258	1260	1262	1264	1266	1268	1270	1272	1274	1276	1278	1280	1282	1284	1286	1288	1290	1292	1294	1296	1298	1300	1302	1304	1306	1308	1310	1312	1314	1316	1318	1320	1322	1324	1326	1328	1330	1332	1334	1336	1338	1340	1342	1344	1346	1348	1350	1352	1354	1356	1358	1360	1362	1364	1366	1368	1370	1372	1374	1376	1378	1380	1382	1384	1386	1388	1390	1392	1394	1396	1398	1400	1402	1404	1406	1408	1410	1412	1414	1416	1418	1420	1422	1424	1426	1428	1430	1432	1434	1436	1438	1440	1442	1444	1446	1448	1450	1452	1454	1456	1458	1460	1462	1464	1466	1468	1470	1472	1474	1476	1478	1480	1482	1484	1486	1488	1490	1492	1494	1496	1498	1500	1502	1504	1506	1508	1510	1512	1514	1516	1518	1520	1522	1524	1526	1528	1530	1532	1534	1536	1538	1540	1542	1544	1546	1548	1550	1552	1554	1556	1558	1560	1562	1564	1566	1568	1570	1572	1574	1576	1578	1580	1582	1584	1586	1588	1590	1592	1594	1596	1598	1600	1602	1604	1606	1608	1610	1612	1614	1616	1618	1620	1622	1624	1626	1628	1630	1632	1634	1636	1638	1640	1642	1644	1646	1648	1650	1652	1654	1656	1658	1660	1662	1664	1666	1668	1670	1672	1674	1676	1678	1680	1682	1684	1686	1688	1690	1692	1694	1696	1698	1700	1702	1704	1706	1708	1710	1712	1714	1716	1718	1720	1722	1724	1726	1728	1730	1732	1734	1736	1738	1740	1742	1744	1746	1748	1750	1752	1754	1756	1758	1760	1762	1764	1766	1768	1770	1772	1774	1776	1778	1780	1782	1784	1786	1788	1790	1792	1794	1796	1798	1800	1802	1804	1806	1808	1810	1812	1814	1816	1818	1820	1822	1824	1826	1828	1830	1832	1834	1836	1838	1840	1842	1844	1846	1848	1850	1852	1854	1856	1858	1860	1862	1864	1866	1868	1870	1872	1874	1876	1878	1880	1882	1884	1886	1888	1890	1892	1894	1896	1898	1900	1902	1904	1906	1908	1910	1912	1914	1916	1918	1920	1922	1924	1926	1928	1930	1932	1934	1936	1938	1940	1942	1944	1946	1948	1950	1952	1954	1956	1958	1960	1962	1964	1966	1968	1970	1972	1974	1976	1978	1980	1982	1984	1986	1988	1990	1992	1994	1996	1998	2000	2002	2004	2006	2008	2010	2012	2014	2016	2018	2020	2022	2024	2026	2028	2030	2032	2034	2036	2038	2040	2042	2044	2046	2048	2050	2052	2054	2056	2058	2060	2062	2064	2066	2068	2070	2072	2074	2076	2078	2080	2082	2084	2086	2088	2090	2092	2094	2096	2098	2100	2102	2104	2106	2108	2110	2112	2114	2116	2118	2120	2122	2124	2126	2128	2130	2132	2134	2136	2138	2140	2142	2144	2146	2148	2150	2152	2154	2156	2158	2160	2162	2164	2166	2168	2170	2172	2174	2176	2178	2180	2182	2184	2186	2188	2190	2192	2194	2196	2198	2200	2202	2204	2206	2208	2210	2212	2214	2216	2218	2220	2222	2224	2226	2228	2230	2232	2234	2236	2238	2240	2242	2244	2246	2248	2250	2252	2254	2256	2258	2260	2262	2264	2266	2268	2270	2272	2274	2276	2278	2280	2282	2284	2286	2288	2290	2292	2294	2296	2298	2300	2302	2304	2306	2308	2310	2312	2314	2316	2318	2320	2322	2324	2326	2328	2330	2332	2334	2336	2338	2340	2342	2344	2346	2348	2350	2352	2354	2356	2358	2360	2362	2364	2366	2368	2370	2372	2374	2376	2378	2380	2382	2384	2386	2388	2390	2392	2394	2396	2398	2400	2402	2404	2406	2408	2410	2412	2414	2416	2418	2420	2422	2424	2426	2428	2430	2432	2434	2436	2438	2440	2442	2444	2446	2448	2450	2452	2454	2456	2458	2460	2462	2464	2466	2468	2470	2472	2474	2476	2478	2480	2482	2484	2486	2488	2490	2492	2494	2496	2498	2500	2502	2504	2506	2508	2510	2512	2514	2516	2518	2520	2522	2524	2526	2528	2530	2532	2534	2536	2538	2540	2542	2544	2546	2548	2550	2552	2554	2556	2558	2560	2562	2564	2566	2568	2570	2572	2574	2576	2578	2580	2582	2584	2586	2588	2590	2592	2594	2596	2598	2600	2602	2604	2606	2608	2610	2612	2614	2616	2618	2620	2622	2624	2626	2628	2630	2632	2634	2636	2638	2640	2642	2644	2646	2648	2650	2652	2654	2656	2658	2660	2662	2664	2666	2668	2670	2672	2674	2676	2678	2680	2682	2684	2686	2688	2690	2692	2694	2696	2698	2700	2702	2704	2706	2708	2710	2712	2714	2716	2718	2720	2722	2724	2726	2728	2730	2732	2734	2736	2738	2740	2742	2744	2746	2748	2750	2752	2754	2756	2758	2760	2762	2764	2766	2768	2770	2772	2774	2776	2778	2780	2782	2784	2786	2788	2790	2792	2794	2796	2798	2800	2802	2804	2806	2808	2810	2812	2814	2816	2818	2820	2822	2824	2826	2828	2830	2832	2834	2836	2838	2840	2842	2844	2846	2848	2850	2852	2854	2856	2858	2860	2862	2864	2866	2868	2870	2872	2874	2876	2878	2880	2882	2884	2886	2888	2890	2892	2894	2896	2898	2900	2902	2904	2906	2908	2910	2912	2914	2916	2918	2920	2922	2924	2926	2928	2930	2932	2934	2936	2938	2940	2942	2944	2946	2948	2950	2952	2954	2956	2958	2960	2962	2964	2966	2968	2970	2972	2974	2976	2978	2980	2982	2984	2986	2988	2990	2992	2994	2996	2998	3000	3002	3004	3006	3008	3010	3012	3014	3016	3018	3020	3022	3024	3026	3028	3030	
----	----------------------	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	--

Tableau récapitulatif du mouvement

MOIS	NOMBRE DES ENTRÉES			GENRE DE MALADIES				NOMBRE DE SORTIES			
	Par Billet	Par Evac.	TOTAL	Fiévr.	Variol.	Blessés	TOTAL	Par Billet	Par Evac.	Par Décès	TOTAL
AMBULANCES SUBVENTIONNÉES											
Novembre	1732	19	1751	1276	356	119	1751	515	587	62	1164
Décembre.	8334	291	8625	6404	1719	412	8625	1868	3451	327	5646
Janvier (au 12 inclusivement)	4944	491	5435	2919	1596	920	5435	1301	548	366	2015
TOTAL avant l'invasion. . .	15010	801	15811	10689	3671	1451	15811	3684	9446	755	13885
Janvier (depuis le 12).	1126	399	1525	462	296	767	1525	289	670	501	1460
Février.	553	816	1369	290	483	596	1369	916	1068	223	2207
Mars et Avril (au 20)	406	189	595	203	40	352	595	636	676	66	1378
TOTAL depuis l'invasion. . .	2085	1404	3489	955	819	1715	3489	1841	2414	790	3045
AMBULANCES GRATUITES.											
Séminaire { Avant le 11 janvier.	800	39	839	792	12	35	839	437	328	42	807
{ Depuis le 12 id.	51	96	147	81	1	65	147	58	92	29	179
Petites ambulan. { Avant le 11 janvier.	809	"	1196	641	48	507	1196	967	175	54	1196
{ Depuis le 12 id.	387	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
TOTAL.	2047	135	2182	1514	61	687	2182	1462	595	125	2182
TOTAUX GÉNÉRAUX :											
Avant l'invasion.	16619	840	17459	11481	3683	1486	16650	4121	9774	797	14602
Après l'invasion.	2523	1500	4023	1036	820	1780	3636	1899	2506	819	5224
Petites ambulances.	"	"	"	641	48	507	1196	967	175	54	1196
TOTAUX.	19142	2340	21482	13158	4551	3773	21482	6987	12455	1670	21482

et de la dépense des Ambulances.

PRÉSENTS DANS LE MOIS			JOURNÉES DE PRÉSENCE		DÉPENSES		
Assistés du mois recéd.	Entrés dans le mois	TOTAL des malades traités	NOMBRE	Moyenne par malades	SUBVENTION de l'intendance	DÉFICIT	DÉPENSE TOTALE
327	1751	2078	221,879	11 3	276,645 50	28,203 03	304,848 fr 53 c. Moyenne du prix de la jour., 1 f. 37 Il faut ajouter à cette moyenne, pour avoir la dépense véritable, le prix des objets donnés dans chaque ambulance par la charité privée et par le Comité de secours, tels que vins, bois, linge à pansements et de service, literie, épicerie, médicaments, appareils à pansements et menus objets. Ces dépenses sont considérables, mais il est impossible de les évaluer même approximativement. Moyenne élevée en raison du séjour parfois trop prolongé des malades dans ces ambulances où la surveillance était difficile.
912	8635	9537					
1891	5435	9236					
»	»	»					
1251	1525	3776					
1316	1309	3685	12,515	12 7	»	»	
1478	585	2073					
»	»	»	31,113	26 »			
»	839	839					
32	147	179	265,507	12 3			La dépense totale, calculée sur le prix de journée de 1 fr. 25 alloué par l'intendance, eût été de 331,883 fr. 75, ce qui, déduction faite de la subvention de 276,645 fr. 50 accordée par l'intendance, eût porté le déficit à 55,238 fr. 25. Mais le prix de journée ayant été de 1 fr. 37 dans les ambulances subventionnées, on ne peut lui donner une valeur moindre dans les ambulances gratuites. On peut donc estimer que la dépense véritable s'est élevée au moins à 363,744 fr. 59, somme qui entraîne un déficit de 87,099 fr. 09. Sur cette somme le Comité de secours aux blessés a payé 18,656 fr. 21. Les habitants de la ville du Mans ont donc concouru de leurs deniers à la dépense des ambulances pour au moins 68,442 fr. 88.
»	»	»					
»	»	»					
»	»	»					
70	»	»					

ÉTUDES HISTORIQUES SUR LA SCULPTURE DANS LE MAINE.

LE SAINT MARTIN

DE CHATEAU-DU-LOIR ET D'ÉCOMMOY,

L'HERCULE ET L'ANTÉE

DU CHATEAU DU LUDE,

Par **M. Henri CHARDON,**

Membre titulaire.

Il y a quatre ans, lorsque je composai mon étude sur **LES FRÈRES FRÉART DE CHANTELOU** et que je parlai des œuvres d'art du Maine dues à leur libéralité, je signalai le groupe *du saint Martin* de l'église de Château-du-Loir, et je fis connaître les noms des sculpteurs, Barthélemy de Melo et Pasquier, employés par Paul Fréart, dans notre province. Mais la disparition de l'église Saint-Martin, et le silence gardé sur cette œuvre d'art par les écrivains du Maine me firent penser qu'elle avait été englobée dans la destruction de l'église, à une époque où le goût artistique était peu développé, ou pour mieux dire n'existait pas. Je crus néanmoins devoir indiquer *le saint Martin* d'Écommoy, comme étant la copie du groupe de Château-du-Loir, et provenant probablement d'un moulage (1).

Un instant, j'avais pensé à me transporter à Château-du-Loir pour m'enquérir du sort de cette œuvre d'art, et aussi pour voir de mes yeux le testament par lequel M. de Chantelou léguait ses tableaux à Louis XIV, testament que je savais

(1) *Les Frères Fréart de Chantelou*, in-8°, 1867, p. 173.

avoir été fait devant M^e Potier, notaire dans cette ville, le 4 janvier 1693. Avant de me mettre en route, j'e crus devoir chercher à connaître chez lequel des notaires de Château-du-Loir se trouvaient les minutes de M^e Potier. On me répondit avec un ensemble touchant, que ces minutes n'existaient pas à Château-du-Loir. Où se trouvaient-elles donc alors ? A défaut de toute indication, sachant d'ailleurs par expérience comment sont rédigés les protocoles des notaires de la Sarthe, je m'abstins d'entreprendre un travail d'Hercule et, un peu dépité, je ne me rendis pas sur les bords du Loir (1).

J'eus tort, car il faut voir beaucoup pour savoir un peu, surtout dans le Maine où aucun ouvrage ne contient la description du mobilier de nos églises, et où le *Répertoire archéologique* est encore à faire. Là, plus qu'ailleurs, il est indispensable de se transporter sur place pour savoir quels objets d'art renferment nos paroisses, pour connaître leurs richesses artistiques qui, souvent, sont d'une provenance qu'on ne pourrait soupçonner.

Je m'en suis convaincu dans un récent voyage à Château-du-Loir. J'y ai vu encore debout une grande partie du groupe qui rappelle le nom de M. de Chantelou. J'y ai trouvé dans l'église de Saint-Guingalois, à l'entrée de sa curieuse crypte, le saint Martin, à cheval, donné par cet amateur d'arts, et privé seulement du pauvre qui faisait partie de l'ensemble de l'œuvre. Puis, grâce à d'obligeants renseignements, j'ai pu connaître une partie de son histoire.

(1) On sait combien les anciennes minutes des notaires de Paris ont fourni de renseignements à M. Jal, pour son *Dictionnaire critique*, à M. Eudore Soulié, pour ses *Recherches sur Molière*, etc. Il est fâcheux que les minutes des notaires du Maine n'aient été aucunement mises à contribution jusqu'à ce jour. Combien d'inventaires, de testaments, de contrats de mariage curieux ne doivent-elles pas renfermer ! Pour ma part, j'aurais considéré comme de vrais trésors, les inventaires de la famille des Chantelou. Il y a déjà longtemps aussi que M. Paulin Paris a fait appel aux curieux du Mans pour déterrer chez un des notaires de cette ville le testament de Costar ; il est à craindre que cette découverte se fasse encore attendre... longtemps.

Avant la Révolution, la statue équestre de saint Martin avec le pauvre qui lui demandait l'aumône, se trouvait au grand autel de l'église Saint-Martin de Château-du-Loir, démolie vers 1810. Lors de cette démolition, le groupe fut épargné à cause de sa valeur artistique. Fut-ce le cheval qui sauva le saint ? Ce ne serait pas impossible. L'ensemble avait aussi une certaine allure guerrière, assez rare dans les œuvres de sainteté, et qui, au lendemain des journées d'Eylau et de Wagram, ne dut pas être étrangère à sa conservation.

La statue fut déposée d'abord dans un des appartements de l'hospice dont la chapelle occupait l'emplacement de l'église Saint-Martin, plus tard dans un des pavillons du jardin. Mais ce pavillon lui-même vint à être reconstruit, et saint Martin dut aller chercher un nouveau gîte. Cette fois, on le logea dans les jardins, à la belle étoile, *sub jove frigido*. On n'eut pas pour lui cette charité dont il avait donné le touchant exemple ; on ne trouva aucun pan de mur ou de manteau à partager avec lui pour l'abriter contre les frimas et la pluie, aussi les hivers lui furent-ils des plus rigoureux. Il tombait en morceaux quand M. Coulon, alors curé de Château-du-Loir, en eut pitié, et songea à lui ménager un abri dans l'église de cette ville, qu'il venait de réparer et même de disposer à nouveau, en établissant une communication plus facile de l'église à la crypte au moyen de la construction d'un transept.

Pecquet, le modelleur en terre cuite, qui a tant fait pour les statues du Maine, fut chargé de la restauration du groupe de M. de Chantelou. Mais au milieu des nombreux déménagements et des cruelles vicissitudes qu'il avait subies, le pauvre avait disparu, rien n'en était resté. La destruction partielle du groupe et les dommages que lui firent éprouver les injures de l'air, s'expliquent facilement du reste par sa singulière composition mixte en terre cuite et en plâtre. Ce fut donc la statue équestre de saint Martin qui seule fut l'objet de l'intelligente restauration de Pecquet, et c'est elle que, depuis lors, on voit figurer à l'entrée de la crypte de l'église

Saint-Guingalois de Château-du-Loir. Elle n'a pas été remplacée, comme dans le principe, sur un autel.

On est dérouté, d'ailleurs, en songeant que ce groupe à grandes proportions a jamais pu occuper cette place dans l'église d'une petite ville de France. C'est un œuvre d'art avant tout, plutôt qu'une statue de saint, et le cheval attire les regards au dépens de son cavalier.

Aussi, M. de Chantelou obtint-il difficilement du vicaire-général de l'évêque du Mans, que son saint Martin pour lequel il s'était inspiré avant tout des souvenirs de l'art antique et de l'Italie, vint figurer au grand autel. Grâce aux nombreux bienfaits du seigneur de la cour de Louis XIV, envers l'église et les pauvres, l'autorisation fut enfin octroyée à l'amateur d'arts. Le 10 novembre 1688, le grand-vicaire François Le Maçon des Rabines bénissait solennellement le groupe dû à la libéralité de M. de Chantelou (1).

Toutefois, bien qu'elle eût obtenu de prendre place sur un autel, la statue équestre de saint Martin n'y figurait pas en guise de rétable. Elle était placée au sommet de la partie architecturale et comme amortissement, ainsi que nous aurons occasion de le constater à Écommoy. Elle était supportée par de belles colonnes ornées de chapiteaux en bois, d'ordre corinthien. Ces colonnes furent retrouvées elles-mêmes dans les greniers de l'hôpital, ainsi qu'une partie des ornements de l'entablement du rétable. M. le curé de Château-du-Loir, qui portait le plus vif intérêt à cette œuvre et à son histoire, s'empressa de les utiliser pour son église ; elles supportent aujourd'hui la tribune de l'orgue qui provient du curieux prieuré de Château-l'Ermitage.

Nous reviendrons tout à l'heure sur le compte de l'artiste et de la statue, mais voyons maintenant l'histoire du groupe similaire d'Écommoy. M. de Chantelou partageait ses libé-

(1) Voir les *Frères Fréart de Chantelou*, p. 175. Le nom du grand-vicaire, originaire lui-même de Château-du-Loir, y a été victime d'une coquille typographique.

ralités entre Château-du-Loir, dont il était gouverneur, et Écommoy, placé à quelques lieues. Il était seigneur de cette dernière paroisse, et y habitait fréquemment le château de Fontenailles. Il voulut décorer son église d'un autel et d'un monument copiés sur ceux de Château-du-Loir. Aussi, retrouvons-nous à Écommoy un groupe de saint Martin, semblable à celui dont nous venons de parler.

Plus heureux que le groupe de Château-du-Loir, celui d'Écommoy n'a rien eu à souffrir des injures du temps. Il est complet comme au premier jour, et possède encore le pauvre qui demande l'aumône aux pieds du saint. C'est donc à Écommoy qu'il faut aller juger l'œuvre de prédilection de M. de Chantelou. Malheureusement, là encore, sa donation n'a pas été respectée dans toute son intégrité. Le groupe est privé de la décoration architecturale qui avait été élevée pour lui. La destruction récente de l'église d'Écommoy a emporté l'autel sur lequel était placée la statue équestre de saint Martin. Conservé dans la nouvelle église par les habiles architectes qui l'avaient élevée, ce groupe est venu occuper une place analogue à celle qu'il occupait jadis au haut de l'autel. Il a été hissé au niveau et en avant de la tribune de l'orgue, à l'entrée de la nef. De ce piédestal élevé, de ces hautes régions où l'œil a peine à atteindre, il domine l'église et fait face au chœur.

Les statues qui le composent sont de grandeur naturelle. Le saint est à cheval. Il est revêtu du costume romain, sa tête est couverte du casque, ses jambes nues sont chaussées du cothurne. Sa main gauche relève son manteau, tandis que de la droite il en coupe un pan avec son épée, pour le donner au mendiant qui lui demande l'aumône. Ce pauvre est couché à terre, à ses pieds, presque nu, à peine couvert de quelques haillons. Il tient une béquille dans sa main droite, tandis qu'il tend la gauche vers le saint qu'il implore du geste et du regard. Le cheval est un de ces grands coursiers de guerre, tels qu'on en voit dans les miniatures du moyen âge ou les bas-

reliefs antiques, forts, épais, ronds et trapus, riches en chairs et si différents de ceux d'aujourd'hui qui sont tout muscles. Son attitude au trot est bonne, son cavalier est bien en selle, son port est aisé, plein de grâce, de naturel et de noblesse. Les draperies du manteau ont de moelleuses ondulations. Le torse, les bras et les jambes du pauvre sont bien étudiés et annoncent un artiste connaissant l'anatomie et sachant rendre le nu.

Rien de violent, rien de heurté dans ces statues qui visent à la noblesse, comme l'antique, plus qu'à l'émotion dramatique. Aussi, a-t-on remarqué que le groupe ne se tient pas, et qu'à Château-du-Loir on s'aperçoit trop peu de l'absence du pauvre qui a disparu. Malgré ce défaut commun à bien des produits de la statuaire, toujours impuissante à lutter avec la peinture, on sent, dès les premiers coups d'œil, qu'on a devant soi l'œuvre d'un artiste ayant étudié l'antiquité et les modèles de l'Italie, et non pas celle d'un de nos sculpteurs provinciaux. C'est un groupe qui a grand air, et qui, digne de figurer à côté de nombreuses statues équestres du xvii^e siècle, fait contraste avec les ouvrages d'alors de nos humbles artisans locaux, conservés dans nos autres églises.

Quel est donc l'auteur de ces deux œuvres jumelles et sœurs, pour ainsi dire, de Château-du-Loir et d'Écommoy, qu'on doit tout d'abord croire sorties du même ciseau ?

Les registres de la fabrique de Saint-Martin de Château-du-Loir contiennent de précieux renseignements sur le groupe de cette église. Ils disent qu'il est l'ouvrage « de Barthélemy de Melo, sculpteur du Brabant espagnol, et qu'il a été fait sur le modèle de Carrache ; » mention bien curieuse, qui révèle à la fois le nom d'un artiste du xvii^e siècle, trop oublié de nos jours, et le modèle d'après lequel cette œuvre a été conçue. Quand M. de Chantelou, vers 1640, était allé au delà des monts, le nom des Carrache était en pleine gloire. C'est d'eux que s'inspiraient tous les artistes qui avaient encore

l'amour de l'antiquité et le culte du style. Leur influence était plus considérable même que ne l'a été, dans ces derniers temps, chez nous, celle de David ou de M. Ingres. L'amateur français passionné pour l'art de la Grèce et de Rome, avait vivement apprécié la manière savante, académique et un peu froide des chefs de l'école bolonaise. C'est lui probablement qui, fidèle à ses affections artistiques, commanda à Barthélemi de Melo, pour Château-du-Loir, la reproduction de l'œuvre de Carrache, de même que quarante ans plus tôt il faisait copier par un des Lemaire la *Pietà* de cet artiste, que possède encore aujourd'hui l'église Saint-Benoît du Mans.

Le nom du sculpteur qu'employa M. de Chantelou est peu connu en France; je ne sache même pas qu'il ait été cité par aucun de nos historiens de l'art. Barthélemi de Melo a cependant son nom inscrit dans l'histoire de la sculpture au XVII^e siècle, et c'est sur le sol de notre France qu'il semble avoir laissé ses principales œuvres. La cour de Louis XIV attirait vers elle tous les principaux sculpteurs d'alors, même ceux de l'étranger. Si, malgré les efforts de M. de Chantelou, Louis XIII n'avait pu faire arriver à Paris le Flamand François Duquesnoy, surpris en chemin par la mort à Livourne, son fils, plus heureux, voyait les de Marsy de Cambray, Philippe Buyster d'Anvers, Girard Vanopstal de Bruxelles, Martin Desjardins de Bréda, travailler à l'envi à peupler de leurs statues les splendides jardins de Versailles. Barthélemi de Melo fut un des imitateurs et des rivaux de ces artistes des Flandres ou des Pays-Bas; si on ne voit rien de lui gravé dans le *Cabinet du roi*, c'est sans doute que ses ouvrages sont postérieurs à ceux de ses compatriotes et à la gravure des chefs-d'œuvre des palais de Louis XIV (1679).

Voici les quelques renseignements que j'ai rassemblés sur son compte :

Philippe Baërt, dans ses *Mémoires sur les sculpteurs et ar-*

chitectes des Pays-Bas, qu'a publiés M. de Reiffemborg, en 1847, dit de lui (1) :

« B... de Melo était Flamand et florissait à Paris en 1670, « étant membre de l'Académie royale de peinture et de sculpture (2). Ses œuvres sont à Paris, dans l'église Saint-Sulpice, l'építaphe en marbre de Michel de Marolles, abbé de Villeloin ; dans l'église Saint-Barthélemy, l'építaphe de Claude Clercelier ; deux statues placées au frontispice de la même église ; dans le parc de Versailles, une statue de Mercure, en marbre, plusieurs vases et un thermes aussi en marbre. »

Nagler (*Dictionnaire des artistes*) s'exprime ainsi : « Barthélemy de Melo, sculpteur et fondeur des Pays-Bas ; « il travailla à Paris, en 1700, pour les églises et les « monuments publics, notamment au tombeau de l'abbé « de Marolles à Saint-Sulpice. Son Mercure a été gravé « en taille-douce pour le livre de Thomassin sur Versailles (3). »

Dans l'œuvre de Thomassin, *Recueil de statues, groupes, fontaines, thermes, etc., du château et parc de Versailles, gravés d'après les originaux*, on voit, en effet, pl. 50, de l'édition de La Haye, 1723, in-4°, gravé le Mercure du sculpteur flamand. Le dieu est jeune, appuyé à un tronc d'arbre, debout et au repos. Il semble copié d'après l'antique. Un grand nombre de sculpteurs de Versailles travaillait ainsi d'après l'art grec ou d'après les dessins fournis par Lebrun. A part ce Mercure qui existe peut-être encore à Versailles, et dont la gravure a du moins perpétué le souvenir, les autres œuvres de Barthélemy de Melo, indiquées par les biographes qui se sont occupés de lui, ont probable-

(1) Voir *Compte rendu des séances de la Commission royale d'histoire de Belgique*, t. XIV, 1847-1848, p. 82.

(2) Je n'ai cependant pas trouvé son nom sur les différentes listes publiées jusqu'à ce jour.

(3) *Künstler lexicon*, t. IX, p. 87.

ment disparu (1). L'église de Saint-Barthélemy est détruite, et c'est en vain que j'ai cherché, à Saint-Sulpice, le tombeau du plus célèbre amateur d'estampes du xvii^e siècle, mort en 1681.

La découverte d'une œuvre aussi importante que celle du groupe de Saint-Martin de Château-du-Loir, n'est donc pas un mince honneur pour cet artiste qu'avait su apprécier le goût si fin et si délicat de M. de Chantelou. Maintenant que nous avons reconnu dans le Maine la trace de Barthélemy de Melo, attiré par l'ami du Poussin, recherchons si nous n'aurons pas à la reconnaître encore ailleurs dans la même province, et à la même époque.

Et d'abord, voyons le groupe d'Écommoy.

Chose singulière, les historiens manceaux qui, il est vrai, ont répandu tant d'erreurs sur nos artistes provinciaux, ont attribué cette œuvre au sculpteur Mongendre, artiste manceau de la dernière moitié du xvii^e siècle, dont le nom seul (à défaut d'œuvres authentiques signalées jusqu'à ce jour) a été conservé à grand'peine par la tradition.

Cette attribution a tout lieu de surprendre, maintenant qu'indépendamment d'autres raisons on sait que Barthélemy de Melo est l'auteur du groupe de Château-du-Loir. Pour la justifier, on se prend à songer à un moulage qu'aurait pu exécuter le sculpteur Mongendre.

Pendant longtemps, la position du groupe d'Écommoy n'avait pas permis de se rendre facilement compte de sa composition, et on pouvait le croire complètement fait de plâtre. Cette opinion est cependant inexacte, ainsi qu'on s'en est convaincu lors du transport du saint Martin dans la nouvelle église d'Écommoy. Les statues furent sciées alors; on s'assura, paraît-il, qu'elles étaient partie en plâtre, partie en tuffeau, et que ces différentes matières se rencontraient dans la même

(1) On ne trouve pas même le nom de cet artiste dans Fétis, *Les artistes elges à l'étranger*.

statue; c'est ainsi que la jambe du pauvre serait en plâtre, tandis que le buste serait en pierre. Cette composition indique dès lors suffisamment que le groupe d'Écommoy n'est pas le produit d'un simple moulage.

Serait-il la copie faite par Mongendre de l'œuvre sculptée par Barthélemi de Melo, à Château-du-Loir ? Il serait surprenant qu'au lendemain même du jour où le sculpteur flamand terminait son groupe, il eût été copié à quelques lieues de là par un plagiaire, du consentement de M. de Chantelou, et que les deux œuvres fussent, en pareil cas, composées presque identiquement de matériaux doubles. L'étonnement s'accroît quand on voit Barthélemi de Melo lui-même employé à Écommoy par M. de Chantelou. On se demande quelle pouvait être l'habileté de ciseau de Mongendre à qui ce groupe, ne fût-il qu'une copie, suffirait pour donner une consécration artistique. On se prend à rechercher ses autres œuvres authentiques ou probables, comme terme de comparaison, et à étudier tout d'abord l'histoire du saint Martin d'Écommoy.

De cette étude, il résultera, ainsi qu'on va le voir, qu'à Écommoy, comme au Lude, Mongendre n'est que *le geai paré des plumes du paon*. Il est bien innocent, il est vrai, de cette usurpation. La légèreté de nos compilateurs, sur ce point comme sur tant d'autres, est seule coupable, et c'est elle qui nous oblige de restituer à Melo ce qui lui appartient.

Voyons comment la confusion a pu s'opérer, comment l'opinion a été amenée à faire fausse route. Il y a une raison à tout, même aux erreurs.

Quand, après avoir doté Château-du-Loir, à la fin de 1688, du groupe de saint Martin, M. de Chantelou étendit ses libéralités jusqu'à Écommoy, et voulut y faire placer un semblable monument, il fit, de plus, reconstruire le maître-autel de cette église. La statue de saint Martin était destinée à servir de couronnement à cette œuvre d'architecture. Il y eut donc là deux œuvres distinctes, le maître-autel et les statues lui servant de décoration.

Qui construisit et sculpta l'autel ? Ce fut Mongendre.

C'est ce que révèle le « *Mémoire de la dépense faicte pour la construction du grand autel de l'église d'Écommoy, que Monsieur et Madame de Chantelou ont marchandé à construire au sieur Mongendre, sculpteur de la ville du Mans, pour la somme de 1,500 livres, en cas qu'il soit aussy bien exécuté que celui de Saint-Martin de Château-du-Loir.* »

Ce mémoire est encore conservé aujourd'hui dans les archives du château de Fontenailles, qui alors était la propriété de M. de Chantelou. Il constate les diverses dépenses relatives à la construction du grand autel d'Écommoy, depuis le printemps 1689 jusqu'au mois d'octobre 1692. Ces dépenses s'élevèrent au delà de la somme prévue dans le devis ; le total atteignit le chiffre de 1,879 livres 4 sous 10 deniers. M. de Chantelou fournissait la pierre de maçonnerie. Entre août et octobre 1689, Mongendre reçut *oultre et par-dessus le marché* une pipe de vin, qui fut prise chez le fermier de la Christophlière, Joubert. Ces comptes font voir qu'il est traité comme un entrepreneur, comme un ouvrier, un artisan, plutôt que comme un artiste (1). Il élève et sculpte *la partie architecturale de l'autel*, conformément à celui de Château-du-Loir ; mais pas un mot des comptes ne permet de le reconnaître comme l'auteur des statues. Au contraire, ils les attribuent formellement et explicitement à d'autres :

« MM. de Melloz (de Melo) et Pasquier, sculpteurs de Paris, ont arryvé céans, le dimanche 24 septembre 1690, pour
« travailler à faire le bas-relief de saint Étienne et pour y pla-
« cer les figures de saint Martin, saint Paul et sainte Françoise,
« et y ont séjourné jusqu'au 1^{er} avril 1691, lesquels ont tou-

(1) En 1691, il reçoit le 6 décembre, 119 livres 15 sous, et en blé et vin 57 livres 8 sous ; en 1692, 185 livres 1 sou 6 deniers, tant en argent qu'en marchandises.

« jours été nourry et reblanchi et couché dans la maison et luy
« ai baillé, avant le dit jour, 63 livres faisant avec 235 livres
« que M. Serpin luy a baillé celle de 300. »

Cette note précieuse permet de bien se rendre compte des différents travaux de ces deux artistes, dont l'un, sinon les deux, était l'auteur du saint Martin placé à Château-du-Loir à la fin de 1688. Ils ont dû venir sculpter sur place, à Écommoy, le *bas-relief* de saint Étienne qui servait de rétable à l'autel, tandis que les statues *en ronde bosse* de saint Martin, saint Paul et sainte Françoise, étant des figures isolées ne faisant pas corps avec l'autel qu'elles devaient décorer, ont été sculptées par eux antérieurement à leur arrivée.

Il se sont bornés à les placer, et en avaient auparavant reçu le prix.

Ainsi, rien d'obscur maintenant. C'est de Mole qui seul, ou avec Pasquier, a sculpté le saint Martin d'Écommoy, comme il avait sculpté, moins de deux ans auparavant, celui de Château-du-Loir (1).

La seconde œuvre n'est que la reproduction ou la *replica* de la première, par le même artiste. Quant à l'autel d'Écommoy, il était la copie, par Mongendre, du maître-autel de Château-du-Loir. *Suum cuique.*

Le peu de temps qui s'est écoulé depuis la destruction de l'ancienne église d'Écommoy, permet, grâce aux souvenirs locaux, de reconstituer complètement l'ensemble de l'œuvre due à la générosité de M. de Chantelou.

L'œuvre architecturale, élevée par Mongendre, était une de ces hautes contre-tables d'autels à grandes proportions, comme il y en eut tant d'élevées dans le Maine, dès la fin du xvi^e siècle, et qu'on rencontre exclusivement, on peut le dire, dans nos églises rurales (2). Elle occupait tout le fond du

(1) Sur Pasquier, voir *les Frères Fréart de Chantelou*, p. 176.

(2) On voit de magnifiques spécimens de ces rétables dans les églises de Laval, au Mans, à Saint-Benoît, à la Cathédrale dans la chapelle du

choeur, et était adossée au mur terminal qu'elle couvrait dans toute son étendue. Au centre, la table d'autel ; au-dessus, dans la même largeur, se développait sur une élévation de huit à neuf pieds, comme rétable, le bas-relief de saint Étienne, sculpté par Melo et Pasquier. A droite et à gauche, dans des niches peu profondes, les statues de sainte Françoise et de saint Paul, patrons de M^{me} et de M. de Chantelou, encadrées par deux colonnes, ayant environ vingt pieds de hauteur. Des guirlandes de fleurs remplissaient l'espace restant entre le bas-relief et la corniche. Enfin, au sommet de cet autel monumental, et comme amortissement, s'élevait la statue du patron de l'église, le groupe équestre du saint Martin et du pauvre lui demandant l'aumône.

Elle couronnait cet ensemble qui pyramidait et atteignait jusqu'au lambris de l'église. Perdue dans ces hauteurs, et écrasée par la voûte, elle risquait sans doute de ne pas être assez en lumière ; aussi, avait-on percé dans le mur de petites fenêtres pour l'éclairer par derrière, et les avait-on garnies de feuilles de fer-blanc, faisant l'office de réflecteurs. On lit, en effet, dans les comptes de l'homme d'affaires : « Plus, « payé 36 sols pour 6 feuilles de fer-blanc qui ont été mises der-
« rière ladite figure de saint Martin pour lui donner du jour. »

Cet ensemble subsista complet jusqu'à la Révolution.

En 1793, le rétable d'autel eut à souffrir du vandalisme du temps. Un révolutionnaire mit en morceaux le bas-relief de B. de Melo et de Pasquier dont on n'a conservé aucun souvenir (1).

Sculpture, etc. Le goût du gothique a fait sacrifier celui du Pré qu'on eût pu utiliser ailleurs, celui de La Ferté-Bernard, dont des fragments ont retrouvé place dans l'église. Depuis le commencement du xvii^e siècle jusqu'à 1789, on peut dire que nos sculpteurs provinciaux n'ont été occupés qu'à élever et à décorer ces rétables.

(1) Les bas-reliefs des deux pavillons d'entrée du château de Fontenailles, celui de la chapelle représentant la Vierge sur l'ancre, entourée d'anges, sortant des nuages, l'autre, une bacchanale d'enfants, imitée du Poussin, sont-ils des mêmes artistes ? Ils semblent indiquer un ciseau moins exercé.

Plus tard, cet iconoclaste, repentant et honteux de ses exploits, fit remplacer le bas-relief absent par un tableau de Magoteau, afin d'effacer la trace de son vandalisme. Cette toile n'était pas une œuvre d'art. C'était une croûte, comme toutes celles dont cet affreux peintre remplit trop de nos églises, hélas ! vers la fin de l'empire. Aussi, le châtelain de Fontenailles, M. le marquis d'Effiat, eut-il le bon goût de la faire remplacer par un tableau de plus de valeur.

Vers le milieu de ce siècle, l'église d'Écommoy fut démolie. Son maître-autel ne s'harmonisait pas avec l'œuvre nouvelle ; il fut mis de côté, et plus heureux que d'autres rétables du même genre jetés au rebut, au lieu d'être totalement détruit, il fut cédé à l'église de Désertines (Mayenne). Là, il lui arriva ce qui était advenu longtemps avant au bel autel de l'abbaye de Perseigne, aujourd'hui à Monhoudou. On dut le tronquer, le mutiler pour l'adapter aux proportions plus restreintes de l'église qui lui donnait un abri. Il ne faudrait pas cependant trop se lamenter sur son sort. Il reste encore dans le Maine, je le répète, une foule de rétables du même genre, de meilleur style et de la bonne époque, c'est-à-dire contemporains de Louis XIII. Les Mongendre, eux-mêmes, à la fin du xvii^e siècle, en ont élevé dans bien des églises.

Je dis les Mongendre, car ce nom, loin d'avoir été porté seulement, comme on l'a cru jusqu'ici, par un seul de nos humbles artistes provinciaux, a été celui d'une longue lignée d'artisans qu'on trouve dans le Maine pendant près de cent ans, et dont le plus en renom existait à la fin du xvii^e siècle.

Cette famille est cependant restée bien obscure ; car on ne voit son nom cité ni par le curé de René, La Croixardière, ni par Maulny, ni par Le Paige, par aucun de ceux, en un mot, qui ont parlé de nos artistes avant 1789, et ont conservé le souvenir des Labarre, de Hoyau, des Mérillon et des Biarreau. L'art provincial, il est vrai, expirait à la fin du xvii^e siècle ; ses représentants n'avaient ni le talent, ni le goût, ni le renom des habiles artistes locaux anté-

rieurs à Louis XIV qui centralisa même les arts à Versailles.

Tout obscurs qu'ils sont, je ne puis cependant quitter les Mongendre sans donner sur eux quelques courts renseignements, tirés soit des registres de l'état civil, soit des archives des fabriques, dont les anciens comptes, trop peu explorés et devenus bien rares de nos jours, renferment toute notre histoire artistique. Eux seuls donnent les noms de nos artistes provinciaux qui n'ont pas pris le souci de signer leurs œuvres.

Je me contenterai de poser des jalons, ne pouvant, à l'aide des seuls documents que je possède, bien établir la généalogie et l'individualité distincte de chacun des artistes de cette famille, qu'on voit coexister avec les mêmes prénoms dans les différentes paroisses du Mans. Les uns travaillaient la pierre, les autres le bois ; aussi, ces derniers sont-ils appelés tantôt sculpteurs, tantôt menuisiers.

Au milieu du *xvii^e* siècle, nous voyons au Mans deux Jean Mongendre, sculpteurs. L'un habite la paroisse Saint-Vincent. Le 28 octobre 1653, sa femme, Agathe Ferré, lui donna une fille, Marie. Le 23 février 1671, dans la même paroisse nous voyons encore le baptême de Jean, fils d'honnête homme Mongendre, sculpteur. L'autre maître sculpteur du même nom habite la paroisse Saint-Ouen-des-Fossés. C'est Jean Mongendre, le jeune. Il était marié à Anne Bisteur, originaire de Beaufay, qui survécut à son mari et se remaria à honorable Jean-François Michalet, demeurant à Saint-Aignan, à la ferme de la Criblerie (1). De ce mariage, je ne connais

(1) Je possède dans mon cabinet un autographe de ce Jean Mongendre, le jeune, un accord de lui du 7 février 1668, avec Jean Dugas, notaire royal à Sainte-Sabine, relativement à une succession provenant des parents de sa femme sur laquelle j'ai de nombreux documents. Je possède un autre acte de 1693 revêtu de nombreuses signatures des Mongendre, mais où les prénoms n'ont pas été écrits par les signataires.

A une époque que je regrette de ne pouvoir préciser, à coup sûr (1633 ?), Jean Mongendre, menuisier du Mans, fait aussi marché pour exécuter les lambris de la chapelle de Notre-Dame dans l'église du collège des jésuites de La Flèche, et y sculpter des armoiries moyennant 300 livres.

que deux filles, Françoise, qui, en 1693, épousa M^e Guillaume Lousier, notaire à Dissé-sous-Ballon, et Anne, née le 17 septembre 1644 ; mais je ne pourrais affirmer qu'il n'ait pas eu d'autres enfants. En 1682, le 21 février, Marie-Anne Mongendre, mariée à Jean le Templier, maître sculpteur de la paroisse Saint-Ouen, a un fils dont est parrain le peintre Nicolas Vimare (1). Enfin, à la même époque, Nicolas Mongendre, l'aîné, maître architecte et sculpteur, demeure aussi paroisse Saint-Ouen-des-Fossés. C'est le plus célèbre de la famille, et celui que M. de Chantelou chargea de construire l'autel d'Écommoy ; son fils, du même nom, également sculpteur, né en 1684, mourut dans la même paroisse, le 31 janvier 1739, à l'âge de cinquante-cinq ans.

Nicolas Mongendre, le père, habitait dans les restes de l'ancien château, où il était locataire de Messieurs de la Ville. Il payait, en 1690, 37 livres de loyer pour la maison qu'il tenait d'eux. Il avait pour voisins le peintre René Jouin, et Nicolas Dugas, tailleur de pierre, qui était logé avec sa mère, la veuve Jean Dugas, bourgeoise.

Il avait acquis une honnête aisance ; il est porté sur les rôles de la taille de 1693 pour 12 livres 17 sous et paraît avoir été plus favorisé de la fortune que tous les autres artistes de sa famille, qui comptait aussi un peintre parmi ses membres. Chargés le plus souvent de décorer les églises, d'élever des rétables, les Mongendre travaillaient de compagnie et maniaient à la fois le ciseau, l'ébauchoir et le pinceau. C'est ainsi qu'on voit le peintre François Mongendre, établi dans la paroisse Saint-Vincent, prendre habituellement sa part des travaux confiés à Nicolas Mongendre. Il mourut le 2 août 1690. Sa veuve, Renée Dugas, *n'était pas fort accommodée*, ainsi que le disent, en 1693, les registres de la taille, où elle ne figure que pour 30 sous, et comme ne

(1) Vingt-trois ans plus tard, le 12 mars 1705, on trouve encore à Oizé, le baptême de Jean-Nicolas, fils de Jean Templier, maître sculpteur, et de Marie-Anne Mongendre, sa femme.

pouvant supporter qu'un passage léger de logement militaire (1).

A côté de ces peintres et sculpteurs il y avait encore d'autres artisans du même nom, plus spécialement menuisiers, qui habitèrent la paroisse du Crucifix, et celle du Grand-Saint-Pierre, les Noël Mongendre, père et fils (1670-1705), peu riches, car en 1693 on voit l'un d'eux ne payer que 30 sous de tailles et n'être bon que *pour une passée* pour le logement des soldats (2).

Ces Mongendre menuisiers se sont perpétués jusqu'à la fin du dernier siècle, et Cauvin a même écrit que le crucifix qu'on porte à la procession des Rameaux, est d'un sculpteur en bois ou d'un menuisier de cette famille, dont le nom ne s'est éteint qu'assez récemment.

Reste maintenant à reconnaître, comme exemple de leur savoir-faire, quelques-unes des œuvres auxquelles chacun de ces Mongendre a pris part.

En 1670, François Mongendre peignait une *Assomption* servant de rétable à la chapelle de la sainte Vierge de Saint-Vincent-des-Prés. Son nom est encore inscrit au bas de cette toile : *F. Mongendre pinxit 1670*. Il est probable que l'autel fut aussi sculpté par Nicolas ; il est surchargé d'ornements, de fleurons, de guirlandes de mauvais goût, et sans aucun style. En 1676, le 18 octobre, la fabrique de Meurcé faisait marché avec Nicolas Mongendre *l'aisné*, maître architecte et sculpteur, demeurant au Mans, paroisse de Saint-Ouen-des-Fossés, et Jacques Bigot, tailleur de pierres, demeurant en la paroisse de Saint-Vincent du Mans, pour faire le maître-autel de cette église qui devait « être semblable et conforme à celui « qui est édifié en l'église de Notre-Dame de Gourdain, au

(1) En 1694, on voit, aussi paroisse Saint-Vincent, Agathe Mongendre et sa sœur, filles. Le 18 janvier 1693, paroisse du Crucifix, Marie Mongendre est marraine d'un fils du sculpteur Antoine Vigogne.

(2) Voir aux *Archives municipales* du Mans, les rôles des tailles de 1693, pour servir de contrôle des logements des régiments de cavalerie.

« Mans, en l'honneur de saint Etienne, » et en pierre de Villaine-la-Carelle. Le peintre François le seconda dans les travaux de Meurcé, ainsi que le constatent les marchés de la fabrique.

Le bas-relief du grand autel, qui représente l'Assomption de la sainte Vierge avec les Apôtres environnant son tombeau, fait par Nicolas Mongendre, coûta 110 livres. Les deux chapelles latérales de la sainte Croix et de sainte Anne furent aussi décorées de ses œuvres quelques années plus tard. En 1684, « il se chargea de faire de bon bois loyal et marchand deux contrestables, pour mettre aux deux autels des chapelles de l'église du dit Meurcé, qui rempliront les espaces d'icelles, où sont placés les dits deux autels, de hauteur de 17 pieds environ, les dits contrestables enrichis d'ornemens, chapiteaux, colonnes, frises, festons, cadres; les ornemens des dits cadres et festons seront par bouquets de fruits et fleurs de la mesme manière que ceux des petits autels de l'église de Juillé..... Il promet également de repeindre et estoffer les figures de sainte Anne, saint Michel, saint Sébastien et saint Jean, le tout pour la somme de 650 livres. » Il fit aussi, moyennant 5 livres « le pupitre de bois sur une balustre de bois avec son empattement de pierre. » François Mongendre peignit les deux tableaux représentant l'Exaltation de la sainte Croix et la Nativité de Notre-Dame, placés dans les contre-tables des deux chapelles (1).

(1) *N.-D. de Meurcé*, par M. l'abbé Lochet, p. 23; *Inventaire des archives départementales*, t. I, p. 271. Toutes ces œuvres des Mongendre subsistent encore à Meurcé. Le grand autel ne vaut ni plus ni moins que celui de Saint-Vincent-des-Prés dont j'ai parlé. Le bas-relief en terre cuite, représentant les apôtres, à mi-corps, auprès du tombeau de la Vierge, qui s'élève au ciel, mérite de l'intérêt. Les têtes d'apôtres, bien que trop uniformes, ont de la vie et de la beauté, à la différence des figures bouffies des femmes et des petits anges. La statue en ronde bosse de la Vierge qui couronne le rétable est une sérieuse et belle tête de Vierge mère. Les deux autels latéraux en bois ont plus de style que le maître-autel. Les deux tableaux de François Mongendre, celui de l'Exaltation de la sainte Croix, avec l'empereur à genoux, les murs de Jérusalem dans

De 1689 à 1692, on voit Nicolas employé à Ecommoy par M. de Chantelou.

On trouve encore son nom cité par un autre amateur d'art du temps, Guillaume Godefroy de Boisdoulet, seigneur du curieux château de ce nom, archidiaque de Montfort, chanoine du Mans, prieur de Saint-Célerin, vicaire général de l'évêque Philibert de Beaumanoir de Lavardin.

Dans son testament du 26 juillet 1688, ce prélat artiste ordonne que « si durant sa vie il n'a pas fait construire la « contretable de l'autel de Notre-Dame de Saint-Célerin, il soit « employé 200 livres pour faire la dite contretable, et il veut « au lieu du modèle que lui en avait donné le sieur Mongendre, « que l'autel soit semblable à celui de Saint-Julien du Mans, « derrière le grand autel, pourquoi le peintre qui fera le tableau « en donnera le dessin au menuisier qui le fera, dans lequel « tableau il désire qu'il y ait l'image d'un *Christ flagellé*, les « mains liées, un roseau à la main, tel que le sieur *Boisnard* « peintre en a fait un à un autel de l'église Cathédrale (1), et « parce que le dit Boisnard est un de ses amis, il sera aise « que l'on traite avec lui. » Cet autel, après la mort du généreux chanoine, fut élevé par Olivier Deshayes, architecte et sculpteur, de Rennes. D'après son marché du 27 septembre 1688, en cas qu'il ne pût convenir du prix avec Boisnard pour le tableau, il lui était loisible « de le faire faire par les sieurs Jouin ou *Mongendre*, peintres. »

Un parent de Guillaume de Boisdoulet appréciait davantage l'habileté de main des Mongendre, car on lit dans le testament de son neveu, le chanoine Jacques Godefroi, du

le fond, celui de la Nativité de la Vierge que des femmes emmaillottent au-devant du lit de sa mère, dénotent une certaine entente de la composition et du dessin, ainsi que l'*Assomption* de Saint-Vincent-des-Prés. Mais l'église de Meurcé possède, dans la chapelle de la sainte Croix, une peinture beaucoup plus curieuse du XVI^e siècle, un vaste tableau sur bois représentant l'adoration des Mages et des bergers, et qui, hélas ! n'a pas encore été signalé jusqu'à ce jour.

(1) L'autel de Notre-Dame de Pitié.

13 avril 1711 : « Je désire qu'il soit fait à Saint-Célerin une
« contretable à l'autel de saint Mamert, à peu près semblable à
« celle de l'autel de la Vierge, et pour cela je donne la somme de
« 200 livres. Je prie mon exécuteur testamentaire d'en pren-
« dre soin. Je serais assez aise qu'on en traitast avec *Mongendre*,
« mon menuisier, pour ce qui est de son métier, et avec le
« sculpteur qui a travaillé à l'autel de saint Vincent (1). »

Voilà pour ma part tout ce que je connais des *Mongendre*.
L'exploration des comptes de fabrique de la fin du xvii^e siècle
permettrait certes de les reconnaître pour les auteurs de bien
d'autres rétables d'alors, qui ont un air de famille avec ceux
de Meurcé, de Saint-Vincent-des-Prés, etc. Mais ce petit
nombre d'œuvres suffit pour apprécier le degré de talent de
ces humbles artistes provinciaux.

Indépendamment de toute autre preuve, la vue de ces réta-
bles eût suffi pour permettre de se convaincre qu'ils n'avaient
pu ni sculpter, ni modeler le groupe du saint Martin d'Écommoy.

Et cependant, s'il fallait en croire nos compilateurs,
Mongendre (ils n'en connaissent qu'un) serait l'auteur d'une
œuvre plus belle encore, non plus d'un groupe de terre
cuite, de pierre ou de plâtre, mais d'un magnifique groupe
en marbre ; il aurait sculpté le plus beau morceau de sculp-
ture de tout le Maine, au xvii^e siècle, le groupe d'*Hercule*
terrassant le géant Antée, du château du Lude (2).

C'est tout simplement incroyable et impossible, et cependant
cela va se répétant de livre en livre ; les compilateurs se passent
l'erreur à l'envi, et ne sont pas près de s'arrêter. Ils font, sans
sourciller, d'un humble artisan un rival du Puget ou de Coy-
sevox ; ils ne soupçonnent pas même leur excès d'audace, et ne
se préoccupent guère de ces légers détails ou de ces *nuances*.

(1) *Extraits de la chronique de Saint-Célerin.*

(2) Parmi les belles œuvres de la sculpture dans le Maine, à la fin du
xvii^e siècle, il faut aussi ranger la statue en pierre de Louis XIV, du
château de Vernie, appartenant au maréchal de Tessé, aujourd'hui au
Musée archéologique du Mans.

Pourquoi, cette fois encore, Mongendre est-il venu, de par leur décision, usurper la gloire d'un autre? Tâchons de le deviner comme pour Ecommoy.

Tous ceux qui ont visité le splendide château du Lude, le seul qui dans la Sarthe rappelle les charmantes constructions semées sur les bords de la Loire, aux premiers jours de la Renaissance française, tous ceux qui ont parcouru les jardins qui l'encadrent d'une façon si grandiose, ont remarqué sur la terrasse un groupe de marbre digne de figurer dans les bosquets de Versailles ou sous les ombrages des Tuileries. Il excite doublement la curiosité. On a peu l'habitude de voir des statues dans les jardins de nos châteaux de France, et qui plus est, des statues en marbre ; ajoutez à cela ses allures tourmentées et dramatiques, qui font songer au Milon de Crotone de Puget, et vous comprendrez comment ce groupe, qui représente deux lutteurs étroitement enlacés comme deux serpents, appelle à lui tous les regards des visiteurs. Pas n'est besoin d'être bien expert en mythologie, science heureusement fort démodée de nos jours, pour reconnaître dans ces deux athlètes, en train de s'empoigner, Hercule terrassant le géant Antée. Mais qui a donné la vie à ce bloc de marbre et en a fait un drame haletant? Voilà ce qu'on ne devine pas aussi facilement. Les plus curieux parviennent bien à déchiffrer sur le socle :



Mais ce monogramme ne rappelle le souvenir d'aucun artiste, à qui on soit en droit d'attribuer une œuvre qui a aussi grand air. Les curieux se proposent, quand ils en auront l'occasion, d'ouvrir Brulliot, et de lui demander la clef de ces deux lettres énigmatiques. Deux ou trois infatigables ont pu, en effet, consulter les dictionnaires des monogram-

mes ; pourquoi n'avouerai-je pas que je suis du nombre ? Mais Brulliot est resté muet, et n'a pas livré le mot de l'énigme qui attend un devin jusqu'à ce jour.

Les compilateurs, eux, ne se sont pas donné tant de peine, ni ne se sont mis l'esprit à la torture. Ils ont vu qu'un Mongendre avait travaillé à Ecommoy, à quelques lieues du Lude ; était-ce un artisan ou un artiste ? a-t-il jamais fait voler un éclat de marbre ? peu leur importe. Ils voient un M dans le monogramme du Lude : donc cette statue peut être de Mongendre, donc elle est de Mongendre, et voilà un grand artiste de plus pour le Maine et sa gloire.

Eh bien ! quoiqu'il m'en coûte d'enlever un fleuron à la couronne artistique de notre province, cette attribution, je ne saurais trop le répéter, est une invention purement gratuite, et ne saurait un instant se soutenir. Les autres œuvres connues des Mongendre, leurs noms mêmes s'opposent à ce qu'on leur attribue un seul instant ce chef-d'œuvre. Obscurs ouvriers, ils étaient incapables de s'élever jusqu'aux sublimes hauteurs de l'art ; aucun d'eux enfin, Jean, Nicolas, Noël, n'avait un B dans son prénom ; aucun d'eux ne pouvait donc signer son œuvre de ce monogramme.

Eh bien ! me dira-t-on, pensez-vous avoir été plus heureux que vos devanciers ? croyez-vous avoir deviné le rébus ? Avez-vous un nom à proposer au lieu de celui de Mongendre ?

Si vous avez suivi le fil de cette étude, ou si du moins il ne s'est pas rompu dans les broussailles un peu touffues de cette enquête, vous devez déjà vous douter que je tiens un nom en réserve pour expliquer le ténébreux monogramme. J'ai dit que Mongendre avait été le *geai paré des plumes du paon* à Ecommoy, comme au Lude. Eh bien ! selon mon humble judiciaire, le voleur et le volé sont les mêmes dans les deux villes, la même confusion s'y est opérée ; et pour tout dire, c'est Barthélemy de Melo que je considère comme l'auteur du groupe du Lude.

Quant au monogramme, on reconnaîtra certes que Barthé-

lemi de Melo ne pouvait en avoir d'autre, et qu'il se rapporte parfaitement et naturellement à cet artiste (1).

La vérité parle donc en faveur du sculpteur flamand : *lapi-des clamant*. On avouera certes qu'il en est de même de la vraisemblance.

On trouve Barthélemi de Melo dans le Maine en 1688, 1690, 1691, à Château-du-Loir et à Ecommoy, c'est-à-dire à quelques pas du Lude, à quatre lieues à peine. Qui le patronne dans cette province ? C'est un seigneur de la cour de Louis XIV, un maître d'hôtel du roi, le gouverneur de Château-du-Loir. N'est-il pas naturel de supposer que M. de Chantelou aura indiqué au comte du Lude, son voisin, et un des principaux personnages de la cour du grand roi, l'artiste qu'il choisit pour exécuter le groupe du saint Martin ?

Henri de Daillon, désireux d'orner son château, n'a-t-il pas dû profiter avec empressement des talents d'un sculpteur, recommandé à la fois par ses œuvres et par le choix d'un amateur aussi éclairé que M. de Chantelou (2) ? L'œuvre elle-même, que je serais assez porté à considérer comme faite d'après un modèle, plutôt que comme un original, ne répond-elle pas au genre de talent de Barthélemi de Melo, qui sculptait à Château-du-Loir d'après le Carrache, et à Versailles d'après l'antiquité ?

Tout, en un mot, le monogramme, les circonstances locales, le talent du sculpteur, s'accorde à proclamer Barthélemi de

(1) Peut-être le retrouverait-on sur le *Mercure de Versailles*, s'il existe encore aujourd'hui dans le parc, ou dans quelque autre de nos jardins.

(2) Henri de Daillon, *l'amoureux* de Mme de Sévigné, le diseur de bons mots, dont la seconde femme, dame d'honneur de la duchesse de Bourgogne et amie de Mme de Maintenon, s'était fait bâtir un magnifique hôtel au faubourg Saint-Germain, mourut toutefois duc du Lude, en 1683, laissant pour héritier son neveu Gaston de Roquelaure. Si le groupe du Lude doit être rattaché au nom d'Henri de Daillon, comme on l'a fait jusqu'ici, il serait donc antérieur à 1683.

Melo comme l'auteur de ce chef-d'œuvre qu'il est grand temps de décrire.

J'en trouve une magnifique description dans les manuscrits d'un amateur des plus distingués du Maine, dont la perte récente a été vivement ressentie par tous ceux qui, dans notre pays, ont encore le culte de l'art et de l'esprit. M. d'Espaulart avait projeté pendant longtemps une histoire des beaux-arts dans le Maine, mais il remettait toujours au lendemain ; il était possédé du *démon de la procrastination*, comme Sismondi disait de Fauriel. Ses nombreuses et charmantes relations de société, le goût du *far niente*, l'âge et la maladie lui firent abandonner ce projet qu'il avait naguère caressé avec ivresse. Il a laissé des matériaux précieux qu'il avait bien voulu généreusement, dans les dernières années de sa vie, mettre à ma disposition et dont j'ai profité pour cette étude.

La plupart du temps, ces matériaux sont de simples notes ; mais sa description de l'Hercule et de l'Antée est un morceau achevé, et je considère comme une bonne fortune de pouvoir en faire profiter mes lecteurs :

« Hercule, les jambes écartées, fièrement et solidement assis sur ses hanches, tient dans ses bras Antée qu'il a soulevé de terre. Celui-ci a la jambe droite croisée, enlacée sur Hercule, et s'appuie sur la hanche et la fesse gauche de son adversaire. Sa jambe gauche pend devant Hercule, mais néanmoins se crispe sous les efforts qu'il tente pour échapper aux étreintes de son ennemi.

« Sa main droite s'appuie de toutes ses forces contre la tête d'Hercule, et il cherche par ce mouvement à éloigner sa poitrine de la poitrine du dieu contre laquelle il se brise. Le bras gauche s'arc-boute contre l'épaule droite d'Hercule pour obtenir le même effet. Il se cambre dans un égal effort. Les orteils crispés, les muscles sortis de ses jambes, de son dos, de son bras, de sa poitrine, accusent ses efforts ; mais rien n'y fait, il ne peut échapper à l'étreinte, et sa tête renversée, sa langue pendante hors de sa bouche (détail dont le réalisme est d'un goût au moins con-

testable), annoncent l'impuissance de sa lutte et son heure dernière.

« Hercule, lui, porte de même des muscles très-accusés, mais parce que c'est sa nature puissante et normale et non sous l'influence d'un effort. Cet effort ne se manifeste que dans les bras et les poings fermés entre lesquels il broie les os et meurtrit les chairs de son ennemi. Du reste, il est calme ; à peine sa tête se retourne-t-elle légèrement sous l'impulsion d'Antée, et l'emploi de sa force est-il indiqué par sa bouche légèrement entr'ouverte. Comme une machine, il broie et étouffe par le seul emploi normal d'une puissance qui, pour atteindre son but, n'a besoin que de fonctionner sans nul effort. Ainsi les pieds sont carrément appuyés sur le sol et l'ensemble de ses mouvements ne sort pas de l'harmonie du repos. Les bras seuls laissent apercevoir par leurs muscles plus sortis, l'emploi plus grand des forces. Les lignes, dans ce groupe enlacé comme des serpents, sont harmonieuses, se balancent d'une façon plaisante à l'œil, n'ont rien de heurté. Il y a une vraie et grande science, non-seulement de l'anatomie humaine, mais de la beauté plastique, dont, quelque violent que soit le sujet représenté, l'artiste ne doit jamais s'écarter. Mongendre (1) a vu et étudié le Puget dont il dérive évidemment. — Pieds crispés du Milon, pieds crispés de l'Antée. — Ce groupe est une très-belle chose. Hercule dans sa construction et sa tête rappelle évidemment l'antique. »

Je n'ai rien à ajouter à cette description. Comme son auteur, je trouve que l'Hercule rappelle l'antique, et je le crois si bien que je suis persuadé que ce groupe doit être la copie d'une ancienne statue de Rome, ou d'une œuvre d'un grand sculpteur italien, vivant au milieu des modèles laissés par l'antiquité. Un groupe semblable à celui du sculpteur flamand existerait même à Naples, s'il fallait s'en rapporter aux souvenirs d'un des hôtes du château du Lude. Si l'Hercule et l'Antée des bords du Loir était une œuvre originale, il suffirait pour placer Barthélemy de Melo à côté de Puget, et l'on ne s'expliquerait pas le silence des contemporains. Ils ont sans

(1) On voit que M. d'Espaulart lui-même, par tradition, croyait à Mongendre.

doute reconnu chez lui une habileté de main consommée, mais non le génie créateur qui seul fait les grands artistes.

Dans le *Musée de sculpture* de Clarac (statues antiques, planches, t. V, nos 2014 à 2016), on voit que la lutte du dieu de la force et d'Antée a été souvent taillée dans le marbre par les artistes de l'antiquité. Pline cite une statue de Polyclète qui la représente (1). La rareté, ou pour mieux dire l'absence des grands ouvrages d'art en province, m'a empêché d'étendre mes recherches aussi loin que je l'eusse désiré pour trouver l'original présumé de ce beau groupe. Bientôt, je l'espère, il sera reproduit par la photographie. Il suffit d'exprimer ce désir pour qu'il soit réalisé par M. le marquis de Talhouët. Le châtelain du Lude apprécie depuis longtemps le mérite de cette œuvre qu'il conserve avec un soin jaloux de sa beauté, et que de concert avec un de ses hôtes, un de nos plus illustres amis du beau, M. du Sommerard, il a naguère dépouillée de cette rouille du temps qui, sous notre ciel inhospitalier, ne respecte pas le marbre des statues. Dès que la photographie aura multiplié les reproductions du groupe de Barthélemy de Melo, encore ignoré des historiens de l'art aujourd'hui, il sera plus facile de s'enquérir des œuvres similaires, et de trouver la statue ou le dessin d'après lequel le sculpteur flamand a dû représenter la lutte suprême d'Hercule et du géant.

Voilà ce que j'avais à dire sur les groupes de saint Martin et d'Hercule et d'Antée, trop peu connus dans le Maine même, et dont aucun dessin n'existe, soit au Musée, soit dans un autre dépôt du Mans. Une découverte m'a conduit à une autre ; j'ai pu montrer enfin la source d'erreurs légendaires,

(1) Les statues reproduites par Clarac qui se rapprochent le plus de l'œuvre du sculpteur flamand, sont deux groupes de la collection Smith Bary et de la galerie de Florence. Dans ces deux petits groupes Hercule a enlevé Antée, il lui serre le corps de ses bras au-dessus des côtes. Antée saisit l'avant-bras du dieu et fait des efforts pour se délivrer.

mettre en lumière deux œuvres d'élite, et faire connaître les travaux exécutés dans notre province par un des plus habiles sculpteurs du xvii^e siècle, amené dans le Maine par Paul Fréart de Chantelou, l'ami du Poussin et du Bernin, l'amat-
teur si passionné des statues antiques, qui, à ses débuts, avait été à la veille d'emmener en France le Flamand François Duquesnoy, et qui, presque au terme de sa longue carrière, continuait à faire profiter sa patrie des talents des artistes étrangers.

On gagne toujours à entretenir des relations avec les esprits d'élite. C'est la connaissance intime que j'avais de M. de Chantelou et le désir de connaître aussi son milieu et son entourage qui m'ont conduit à constater, dans le Maine, ces traces toujours vivantes du passage d'un sculpteur venu du fond du Brabant. Une autre fois je parlerai des autres artistes étrangers à la province qui y ont cependant laissé de leurs œuvres.

L'étude d'une autre époque m'a emporté un instant bien loin de l'histoire artistique du Maine, bien loin du célèbre collectionneur, bien loin de l'atmosphère toute parfumée d'art, d'élégance et d'esprit dans laquelle il vivait au temps des beaux jours de la cour d'Anne d'Autriche et de Louis XIV. Je ne perds cependant de vue ni l'illustre amateur, ni la promesse que j'ai faite de tirer de l'oubli nos artistes manceaux et que m'a rappelée naguère avec bienveillance M. de Chennevières, à qui je dois, le premier, d'avoir fait connaissance avec les Chantelou. Nonobstant l'absence dans notre pays d'une *Revue* qui stimule les travaux et facilite leur mise au jour, j'espère ne pas trop tarder à publier un ensemble de documents sur nos artistes provinciaux, me réservant toutefois de faire encore auparavant l'école buissonnière, et de causer de préférence d'une œuvre d'élite, d'un artiste oublié, ou de quelque époque trop ignorée. Aujourd'hui je veux dire un mot encore sur les frères Fréart de Chantelou. Depuis l'étude que je leur ai consacrée, je ne sache pas que rien de nouveau

ait été publié sur leur compte, qu'on ait fait connaître de nouvelles lettres écrites par eux, des livres, des dessins, des tableaux leur ayant appartenu, ou des renseignements plus étendus sur leurs collections (1).

Voici une lettre inédite qui rend compte d'un dîner fait chez Paul de Chantelou, et d'une visite à sa collection. Malheureusement l'*épistolier* aime mieux la bonne chère et les bons vins que les tableaux; et comme chacun a plus de verve pour décrire ce qu'il aime, c'est surtout le dîner que vante la lettre qu'on va lire, plutôt que la collection du célèbre amateur.

Elle est écrite par Martin Pinchesne, le neveu de Voiture, qui avait été lié si intimement à M. de Chantelou. Elle est adressée à un autre ami du collectionneur, le fameux chanoine du Mans, Costar. J'aurais voulu pouvoir la citer tout entière, mais elle est d'une longueur extrême. « Prenez garde que je vous envoie une histoire au lieu d'une lettre, car en voici bien plus que pour la bonne année, » écrit Pinchesne en tête de son récit, qui se rapporte à 1656. Cette lettre n'est pas, en effet, autre chose que le récit d'un des nom-

(1) M. P. Clément, *Lettres de Colbert*, t. V, p. 503, n'a fait que reproduire les lettres déjà publiées par MM. Depping et Jal, relativement au Bernin. Voir aussi p. 248 et suiv. — J'ai oublié de dire que M. Alphonse Wyatt, *Marques et monogrammes de quelques amateurs célèbres*, *Gazette des beaux-arts*, t. I, p. 42, avait fait connaître la marque de Paul Chantelou, P, C conjoints. Cette marque, faite à la plume, existe sur plusieurs dessins de Lesueur et trois études à la plume pour la suite des *Sacrements*.

Aux amateurs à rechercher les précieuses épaves du cabinet de M. de Chantelou. Aucune collection mancelle n'a sans doute été aussi riche en gravures, sauf peut-être celle de M. Langlais, le député et le conseiller d'État, dispersée au lendemain de sa mort et qui renfermait de si beaux Rembrandt. J'ai négligé de dire également que c'était le futur cardinal Dubois qui avait racheté d'un juif les *Sacrements*, pour le régent, en Hollande, où il déguisait ses intrigues diplomatiques sous les dehors d'une mission artistique, telle que celle dont les Fréart avaient été chargés par leur parent de Noyers. — Les Chantelou étaient parents de Sublet de Noyers par leur mère. Avoye Sublet, femme du lieutenant général Lemaire, était la grand'mère maternelle des trois frères.

breux dîners auxquels donnait lieu le fréquent envoi des poulardes de Costar à Paris. Costar accablait de succulentes gélignes du pays du Maine le neveu de Voiture qui le secondait dans sa lutte contre Girac et les fauteurs de Balzac. Les convives qui se réunissaient pour prendre part au gâteau, étaient tous gens d'esprit et fins gastronomes. C'étaient d'ordinaire Pinchesne et son frère, Colletet et l'illustre Claudine, Rosteau, une des célébrités mancelles du *xvii^e* siècle, Linière, Boivin, le président Perrault, La Ménardièrre et Charpentier. On s'assemblait pour manger les présents de Costar, tantôt chez le cuisinier Gille, tantôt chez Scarron, et alors on voyait s'adjoindre aux convives, Ménage, d'Elbène, Desbarreaux, du Molin, le neveu de Costar, La Villeserain et « la charmante dame du logis ; » tantôt enfin chez Perrault, à Viry, avec Pélisson et l'abbé Tallemant, ou chez M. de Chantelou, qui ce jour-là n'était plus maître d'hôtel du roi, mais simplement maître d'hôtel des amis de Costar.

Un jour donc que Pinchesne avait reçu la nouvelle de l'arrivée du Mans d'une seconde voiture de chapons, il le pria de lui prêter sa maison pour les recevoir dignement, ce que Paul Fréart de Chantelou trouva fort à propos (1). Aussitôt « ces chers oyseaux arrivés, » Pinchesne s'en fut inviter pour le lendemain ses convives habituels, son frère, La Ménardièrre, Rosteau, qu'il trouva chez M. de Chantelou, Charpentier, le brave Fontenay et M^{lle} de la Varenne qui, paraît-il, chantait de fort bonne grâce, le verre en main, une chanson à boire, mais que sa santé empêcha ce jour-là de se joindre à ces gais amis des vers faciles et des joyeux festins. Au jour convenu, on se réunit chez l'ami du Poussin où se trouvait alors son frère, M. de Chambray, et voilà le récit que Pinchesne envoya bientôt après à Costar :

« Cependant, le lendemain matin, cinquième febvrier, le rendez-

(1) Costar, je l'ai dit, menageait M. de Chantelou qui lui rendait des services auprès de MM. Rose et de Mazarin, et plus tard auprès de Colbert.

vous fut à l'église de Saint-Germain de l'Auxerrois pour y entendre la messe (car à *Deo principium*) (1), et toute bonne œuvre doit estre toujours commencée par nostre prière au ciel, et en effet, nous ne manquâmes pas de nous y trouver tous, et le carrosse de Monsieur de Chantelou nous y estant venu prendre, nous nous rendismes fort promptement et sans nous crotter au milieu de son rare cabinet et de ses belles peintures. Chacun, après les premières salutations au maistre du logis, se mit à les contempler l'une après l'autre ; chacun y estima, comme il devoit, les beaux ouvrages du Poussin, qui s'y trouve luy mesme en peinture, et est là comme en son throsne presque aussi vivant que s'il y estoit en chair et en os. Aussi, s'y est-il mis de sa main propre et nul ne l'y pouvoit mieux mettre. Mais tandis que les yeux attachez sur les beaux tableaux de ce cabinet, tout le monde y admiroit, qui, une belle expression de passions, qui, un beau campement de figures, qui, un raccourcis d'une autre, qui, un morceau d'architecture, qui, un bout de paysage, M. de Fontené, M. de Chambray et moi, entrans dans un arrière cabinet, le premier de ces trois avisa dessus la fenêtre, auprès d'un buste fort antique du poëte Euripide, un verre d'une structure et d'une grandeur admirables, duquel ce brave Fontené, comme chacun prise volontiers ce qu'il ayme, fit plus d'estat que tout le reste. Et, en effet, il le méritoit bien, car il se trouva par le récit que nous en fit M. de Chambray, qu'il n'y a point de pièce dans nostre vieux trésor de Saint-Denys, plus rare que celle-là, non pas mesme la grande cuve de porphyre du roy Dagobert ; celle-cy, quoy qu'un peu plus petite, est en récompense d'une matière plus précieuse, estant d'un cristal de roche admirable, d'une seule pièce, transparent et lucide comme un diamant et presque aussi dur, et si pétrifié par le temps qu'il n'est non plus sujet à se casser, et est aussi ployable sous le cizeau que s'il estoit d'argent. Et ce qui le rend encore plus riche et plus merveilleux, est, que du temps de François I^{er}, fut gravé à l'entour d'une excellente main, en manière de bas-relief, une bachanale du dessein propre de Raphaël. Là, le bon père Sylène, monté sur sa monture ordinaire, au milieu de quelques chèvres, d'un costé, et de léopars, de l'autre, y est despeint tenant un autre verre ou tasse en sa main de la mesure à peu près

(1) Pinchesne, qui ne veut pas se brouiller avec Jupiter, écrit à côté : *ad Jove principium*.

des tasses ordinaires. Là, les Nymphes et les Satyres meslés ensemble, les unes couronnées de fleurs, et les autres de pampre, luy versent à boire avec de grands hanaps, et il leur tend incessamment le bras sous cette agréable liqueur qui enchante les jours des hommes. En sorte qu'on ne vit jamais de verre de qui l'objet excite plus à boire que celui-là. Mais ce qui le rendit encore plus recommandable à nous qui, en matière de verres, plus tost qu'en matière de livres, estimons fort l'antiquité, c'est ce que le sage M. de Chambray nous en dit encore, que ce beau verre, pour la grandeur et pour la forme, avoit esté fait à l'instar et sur le modelle de la coupe du sage Hector dont fait tant de mention le bon Homère, et qui nous la despeint si pesante, qu'à peine le plus fort homme, quand elle estoit pleine, la pouvoit tenir de ses deux mains. « C'étoient d'étranges buveurs, ce dis-je alors, que ces messieurs les héros de l'antiquité. — Point, point (ce dit M. de Fontené), c'est un abus en toutes façons le plus grand du monde, ils ne s'escrimoient ni ne beuvoient pas mieux que d'autres hommes, et s'il en estoit revenu quel qu'un, il n'oseroit tenir teste pour l'un ni pour l'autre aux héros d'aujourd'huy (1). » Ces mots m'imprimèrent une secrette peur dans le sein, et il me prit une frayeur que je voulus point tesmoigner que le diable ne luy allast mettre à la teste durant le repas de nous faire tous boire à plein verre à la santé de M. Costar. A la bonne heure, toutesfois, il témoigna point de donner dans cette pensée et nous sortismes du cabinet comme si de rien n'eust esté. »

J'abrège à regret ; on entre dans la chambre « où un pape et deux cardinaux étoient en peinture sur la cheminée. » Huit convives se mettent à table pour entamer un festin homérique.

Il y avait au premier service un chapon, ayant un accoutrement tout chamarré de cardes, relevé de petits culs d'artichauts, couronné de crêtes et ayant à l'entour du col une fraise de veau ; un potage aux pois avec un morceau de bon lard au milieu. « Si l'un s'écrioit d'un costé : O le bon chapon de Costar ! l'autre s'écrioit aussitôt : O le bon lard, ô les

(1) Cette face imprévue de la querelle des anciens et des modernes, ne laisse pas que d'être intéressante.

« bons pois de Chantelou! » Ce qui n'empêcha pas les convives affamés de faire disparaître en un instant une excellente andouille, de même qu'un nouveau chapon à la daube ou au court bouillon; il fallait bien engloutir les quatre oiseaux de Costar.

Au deuxième service viennent deux autres chapons : « En nous passant par devant le nez ils jetaient un flair de fumée odoriférante, qui passait celle du plus fin encens d'Arabie et cela toutesfois sans aucun artifice, ni herbes aromatiques dans le corps; mais on dit qu'ils portent cette bonne odeur avec eux et qu'elle leur est communiquée de la seule approche de la maison épiscopale du Mans et à la vue et inspection de M. Pauquet. » Enfin on sert un agneau gras « de quoi nourrir six Suisses et quatre Allemands. » Il était accompagné, pour aiguïser l'appétit, « d'oranges, citrons, sel et poivres blancs, avec olives de Luque, cardon d'Espagne et persil de Macédoine. » Je vous laisse à penser si Fontenay s'en donnait à cœur joie; mais s'il mangeait bien, il buvait mieux encore. Le grand verre homérique dont M. de Chambray lui avait conté l'histoire, lui trottait par la tête; il tenait à prouver la supériorité des modernes sur les anciens, et à battre les Boileaux sur ce nouveau terrain (1).

« Ce qui m'allarma fort, poursuit Pinchesne, ce fut de voir qu'il appela un des gens du logis à qui il parla à l'oreille; car je me défilai aussitôt de son dessein, et, en effet, incontinent après, je luy vis empoigner à pleine main, non le grand luth mais le grand verre de M. de Chantelou dont je vous ai tantôt parlé. « Que diable voulez-vous faire de cela? » lui dis-je inconti-

(1) Les Boileaux n'étaient pas sympathiques aux amis de Costar et de Voiture. Pinchesne écrit une autre fois à Costar. « Que les Boileaux viennent après cela contre les Boivins, les Chantelous, les Rosteaux et les Martins, ils y seront ma foy les bienvenus, et je pense bien qu'ils n'y dureront guères. » Il dit ailleurs, en parlant des Furetières, Boileaux, Giras et Chapelains: « nos chiens en écrit ne chassent point ensemble. » Sur Fontenay, voir Tallemant des Réaux, édit. de M. Paulin Paris, in-8° t. III, p. 472.

nent. — « De quoi vous mettez-vous en peine ? » me répondit-il, et ayant empoigné de l'autre main une bouteille pleine, il la vida presque entière dans ce vaisseau jusqu'à ce qu'il fust tout plein.

« Et puis, en se decouvrant, comme s'il eust voulu boire à la santé du Roy : « ce n'est pas, non, dit-il encore, à la « santé de Sa Majesté que je m'en vais boire, mais à la santé de « M. Costar. »

Alors commence une de ces scènes comme on n'en voit plus aujourd'hui : Fontenay vide d'un trait son grand verre au cri fameux de *Masse*. — *Taupe*, répond Pinchesne qui accepte la santé et le défi, veut l'imiter et lui faire raison ; mais il est forcé de reprendre haleine, et masse de son reste à la santé de M. Pauquet. Charpentier s'arrête en chemin, comme Rosteau, pourtant buveur émérite. « M. de Chantelou qui le suit et qui se deffioit à tort de luy mesme, car il est plus « vaillant qu'il ne croit, demanda quartier, et quoyque comme « maistre de la maison il deut mieux connoistre son verre que « personne, toutesfois l'eut tant en cette qualité qu'en celle de « maistred'hostel, ce qui lui fut accordé. » La Ménardièrè n'en but aussi que ce qu'il voulut ; le cadet des Martin vida au contraire le verre d'une haleine. Après La Ménardièrè était venu le tour de M. de Chambray. « Il porta le coup à mon- « sieur de Chambray qui eut bien le courage de tauper à verre « plein (mais c'est d'eau que j'entens), après avoir taupé de la « mesme façon les santez de toute la compagnie, en sorte que « quand il vint à boire, le cœur luy bondit contre cette fade « boisson estant au milieu du verre qu'il voulut rendre. Mais le « brave Fontené luy ayant remis les armes à la main et le cœur « au ventre pour achever d'avalier le tout, il ne s'y peut pas « facilement résoudre, mais il fit mieux, car il jetta l'eau, et y « fit mettre autant de vin, qu'il beut tout pur et bien à propos « et pour le guérir de son mal de cœur, car il n'en pouvoit plus « et l'on peut dire que jamais homme à la question n'a tant « beu l'eau par la force qu'il en beut ce jour-là volontairement.

« Ce qui fut un grand exploit d'armes pour luy et bien digne
« d'estre vanté dans notre histoire. »

J'en ai fini avec ces brindes. C'est un tableau curieux des mœurs de l'ancienne société qui restait longtemps à table et n'avait pas peur, à certains jours de fête, des longs dîners et des grands verres. Cette lettre de Pinchesne m'a permis de faire pénétrer les lecteurs dans le cabinet et surtout dans la salle à manger de M. de Chantelou, et de montrer le rôle influent des chapons du Maine pendant le grand siècle, rôle que j'ai esquissé naguère, et que je révélerai plus au long une autre fois. Elle fait voir aussi, et l'on devait déjà s'en douter, que M. de Chambray était un buveur d'eau. L'auteur de l'*Idee de la perfection de la peinture*, qui avait tant de haines contre les coloristes, devait nécessairement tenir le viu et ses tons chauds et dorés en médiocre estime. Il devait d'ailleurs ne pas se sentir à l'aise au milieu de ces bruyants convives, et regretter le calme de son cabinet. M. de Chantelou, bien que plus répandu, ne faisait aussi que de rares apparitions dans cette société de poètes gastronomes, où l'on fêtait plus Bacchus qu'Apollon.

De plus, ne l'oublions pas, c'est d'un diner de carnaval qu'il s'agit ici. C'est dire qu'on était au temps de la franche gaieté et des longs festins; aussi ne lui jetterais-je pas la pierre s'il avait lui-même vidé d'un trait le fameux verre fait sur le modèle de la coupe d'Hector. S'il a demandé quartier, c'est peut-être par peur d'humilier les anciens; il les préférerait de parti pris aux modernes, et ne voulait pas disputer la victoire à messieurs les héros de l'antiquité.

Je souhaite à d'autres chercheurs de trouver de nouvelles lettres qui nous fassent pénétrer dans l'intimité de M. de Chantelou, et j'espère aussi moi-même en rencontrer. J'aime à voir tous ces seigneurs de la cour de Louis XIV, parfois hors de la pompe de Versailles, et à les surprendre en déshabillé. Si la lettre inédite de Pinchesne, qui m'a permis de retracer ce coin d'intérieur, peut être du goût des Manceaux qui aiment

à la fois M. de Chantelou et les chapons gras du Maine, je me ferai un plaisir d'en faire connaître une foule d'autres. Pinchesne avait de la verve après de pareils dîners. Lui et ses amis les célébraient tous, soit en vers, soit en prose. Leur plume est facile, mais monotone, et leur chronique demande à ne pas être lue d'un trait. On a besoin de reprendre haleine en la lisant ; s'il fallait *l'avaler* d'un seul coup, plus d'un lecteur demanderait quartier, comme M. de Chantelou dans leurs interminables festins. Les repas, d'ailleurs, ne sont pas chose qui se lise ; il faut y être pour les goûter (1).

On le voit, j'ai grossi la gerbe que j'avais faite naguère de l'histoire de M. de Chantelou. Il y a toujours à glaner dans le passé, et l'on n'est jamais sûr d'avoir dit le dernier mot de la vie et de l'influence des hommes qui méritent qu'on leur consacre une biographie.

Une autre fois, je montrerai que Barthélemy de Melo n'est pas le seul artiste étranger qui ait laissé de ses œuvres dans le Maine, et qu'à côté de nos artistes locaux on y trouve la trace de plus d'un sculpteur ou d'un peintre venu, soit des autres provinces, soit de Paris, qui fit sentir son influence absorbante dès que Lebrun fut devenu dictateur de l'art, en même temps que Louis XIV ruinait les franchises et la vie provinciales.

(1) La lettre de Pinchesne que j'ai citée et celles que je me propose de publier sont tirées du *Recueil inédit des Rondeaux pour Viry ou Suite des entretiens de Costar et de Pinchesne*, dont j'ai déjà parlé ailleurs. Voir les *Frères Fréart de Chantelou*, p. 117-119.

Mois de Juillet 1871.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				3 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Udometre pluie tombee en 24 heures	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel — Obsér- vations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur.	à maxima	à minima							
1	753.59	14.	22.75	12.	»	753.47	23.75	S. S. O.	○	753.21	24.
2	751.64	15.	24.50	11.50	»	752.01	21.	S.	●	751.59	21.75
3	750.70	14.75	22.	11.75	»	750.78	22.	O. N. O.	☉ Pl.	751.44	23.
4	753.	15.	24.	12.	4.	753.77	20.50	S. O.	☉ V.	753.81	21.
5	754.28	14.	21.	10.	»	754.02	19.	S. O.	☉ Pl.	753.78	18.
6	753.76	19.	19.	14.	1.40	752.89	23.	S. O.	○	752.11	23.50
7	752.17	21.	25.	16.	»	751.91	26.	O. S. O.	☉	751.83	26.30
8	751.39	20.	27.75	14.	»	751.42	26.75	O.	☉	751.27	27.
9	751.48	19.25	28.	13.25	»	751.37	22.	O.	☉	751.48	25.
10	751.39	19.	25.	12.	»	750.	23.25	O.	☉	749.13	23.30
11	746.27	15.	24.	14.	17.20	747.14	17.	S. O.	☉ Pl. g. V.	747.89	17.
12	754.14	14.	17.	12.25	1.	753.73	18.25	O. S. O.	☉	755.61	18.
13	756.19	17.	18.50	13.	»	756.32	21.50	S. O.	☉	756.49	23.
14	756.76	25.	25.	13.75	»	756.84	29.25	S.	☉ Ton.	757.11	30.
15	758.97	24.	30.25	16.	»	758.89	27.75	O.	☉	758.73	29.
16	758.19	24.75	29.25	19.	»	757.57	28.	O. S. O.	☉	756.19	29.25
17	756.63	27.	30.	17.50	»	756.58	31.	E. N. E.	○	755.55	32.
18	756.29	24.50	33.75	17.	»	755.97	33.	E. S. E.	○	754.44	35.
19	752.83	23.	35.	18.50	»	751.64	31.50	S. S. O.	☉ V.	752.21	33.50
20	752.91	21.50	34.	16.	»	753.18	23.	S. O.	☉ V.	754.39	23.
21	756.68	19.	23.75	13.	»	756.55	23.25	S. O.	○	756.47	22.75
22	757.09	18.75	24.	13.	0.20	759.19	22.25	S. S. O.	☉ V.	756.46	22.50
23	755.55	19.	23.	14.	»	754.82	21.	O. S. O.	☉	753.83	22.
24	751.64	15.50	22.	10.	1.	750.71	17.	O. S. O.	☉ V.	749.14	16.
25	745.17	18.	18.	11.75	2.60	744.91	19.50	S. O.	☉ Pl.	744.73	21.50
26	744.99	17.	21.75	13.	2.20	745.24	20.	O.	☉ Pl.	750.01	21.
27	756.61	14.25	21.50	11.	3.80	747.33	21.25	S. O.	☉ V.	756.18	22.
28	755.97	15.	23.	12.25	12.	755.86	21.75	S. S. O.	☉	755.81	23.
29	755.03	14.	24.50	11.	10.	754.31	21.	S. O.	☉ Pl. ton.	754.09	21.50
30	753.23	13.75	21.75	10.25	»	753.17	20.75	S. O.	☉ G. V.	753.17	21.
31	757.01	17.	22.25	10.	4.	757.76	21.	S. O.	☉	757.96	22.50
Tot.	23361.75	568.	761.25	112.75	59.40	23350.35	716.25	S. O.		23355.78	738.75
Max.	758.97	27.	35.	19.		758.89	33.			758.73	35.
Min.	744.99	13.	17.	10.		744.91	17.			744.73	16.
Med.	753.60	18.30	24.56	13.31		753.53	23.10			753.41	27.57

Moyenne barométrique 753.51. — Moyenne thermométrique 21.37.

Mois d'Août 1871.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				3 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Udromètre pluie tombée en 24 heures	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel — Observations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur.	à maxima	à minima							
1	758.70	19.	23.	11.	»	758.49	24.	O. N. O.	☉	757.97	24.75
2	755.45	20.	25.75	13.	»	754.34	24.25	N.	☉ Ton.	753.29	25.
3	751.82	19.50	25.	14.	7.	750.75	25.	O.	☉ Ton.	749.86	25.25
4	748.21	18.	25.50	13.50	1.20	748.17	20.75	O.	☉	748.61	21.
5	749.84	18.	22.50	10.	»	750.76	21.	O. S. O.	☉	751.48	22.
6	752.19	17.25	22.50	14.75	»	752.63	23.	E. N. E.	☉	753.15	23.50
7	754.10	19.75	24.	13.50	»	754.44	25.75	N. N. E.	☉	754.87	28.
8	755.08	21.	28.	15.75	»	755.37	27.75	N. E.	☉	755.41	28.50
9	755.34	23.	29.	15.75	»	755.24	28.	N. E.	☉	755.19	28.25
10	755.27	23.	29.	15.	»	755.76	27.75	N. E.	☉ V.	755.81	28.75
11	756.09	24.	29.75	15.	»	755.71	27.	N. E.	☉	755.55	29.
12	756.37	25.	30.25	18.	»	756.18	28.	N. N. O.	☉	755.85	30.
13	754.83	27.	30.50	18.	»	754.45	31.	N.	☉	753.77	32.25
14	752.13	28.	33.50	19.	»	750.62	30.	N.	☉ Ton.	750.04	31.
15	750.36	26.	32.75	17.	4.60	750.14	28.	N. O.	☉ Ton.	750.	29.50
16	749.82	19.	31.	15.	25.	749.56	19.75	O.	☉	749.19	23.
17	748.68	22.	30.50	18.	2.	748.91	23.	O. S. O.	☉ Pl.	749.31	22.
18	751.43	20.50	24.25	17.	5.	751.78	24.	O.	☉ G. V.	752.42	23.50
19	754.55	19.	25.	12.75	1.40	755.25	23.25	S. O.	☉	755.96	22.75
20	756.30	20.	24.	15.	»	756.58	21.	O. S. O.	☉ V.	756.60	20.
21	756.84	19.75	22.	16.50	»	756.39	22.50	S. S. O.	☉ V.	756.07	23.
22	755.71	19.	24.50	16.	»	755.05	22.	S. S. E.	☉	754.65	22.
23	753.18	18.75	22.	17.	»	753.63	22.25	E.	☉	753.82	21.75
24	754.34	18.	23.	14.	»	754.44	22.75	E. N. E.	☉	754.61	21.50
25	755.38	21.	23.	15.25	»	755.51	27.	E.	☉	755.39	26.
26	754.82	23.	28.	18.	»	754.69	30.50	N. E.	☉ Ton.	754.53	29.
27	755.17	23.25	31.75	19.	»	755.28	31.75	N.	☉	755.49	30.
28	755.58	22.	33.	18.75	»	755.76	29.	N. N. O.	☉ V.	755.78	29.
29	754.86	19.	30.	17.	»	754.67	26.	O. N. O.	☉	754.24	22.50
30	753.51	19.50	28.	18.	»	753.71	27.	O.	☉ Ton.	753.39	26.75
31	753.27	18.	27.	15.	»	752.91	25.	S. O.	☉ V.	752.77	24.
Tot.	23318.22	667.25	838.00	485.50	46.20	23367.15	788.00	O.		23365.19	796.10
Max.	758.70	28.	33.50	19.		758.49	31.75			757.97	32.25
Min.	748.21	17.25	22.	10.		748.17	19.75			748.61	20.
Med.	752.20	21.30	27.03	15.66		754.42	25.42			753.72	25.68

Moyenne barométrique 754.15. — Moyenne thermométrique 23.02.

Mois de Septembre 1871.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				5 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Udèmtre pluie tombée en 24 heures	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel — Observations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur.	à maxima	à minima							
1	751.83	17.	25.	14.	»	751.04	22.	S. O.	○	750.51	22.25
2	750.47	17.50	22.75	13.	»	749.46	22.75	O.	☉	749.11	22.50
3	748.28	18.75	23.	12.	0.60	748.91	21.25	O. S. O.	☉ Ton.	749.59	21.50
4	751.03	19.	22.50	12.	»	751.47	19.25	S. S. O.	● Pl.	751.64	21.
5	752.81	17.	21.50	14.	»	753.19	25.	S. O.	☉ Vt.	754.21	25.75
6	753.17	19.75	26.	14.50	3.20	752.53	27.75	S.	○ T. Vt.	755.01	28.
7	758.31	18.	28.50	15.	3.60	757.76	28.	O.	☉	756.83	28.50
8	751.49	15.50	28.75	14.	8.	749.63	19.	S. O.	☉ Pl.	748.61	19.
9	749.96	17.	19.75	12.50	0.60	752.87	20.	O. S. O.	○	753.46	20.50
10	754.17	17.25	22.	11.50	»	753.81	23.	S.	☉ Vt.	753.19	24.
11	752.87	16.	25.	13.50	1.	752.	19.50	O.	●	751.63	18.75
12	751.76	15.75	20.	11.75	»	752.54	21.	N. N. E.	☉	753.28	22.
13	755.29	18.	23.25	15.50	»	756.11	22.	N. N. E.	○ Vt.	756.41	21.75
14	755.30	14.75	22.	11.50	»	754.91	21.75	N. E.	○ Vt.	755.13	22.
15	755.98	17.	22.25	12.	»	756.61	23.50	N. E.	○ T. Vt.	757.04	23.25
16	757.57	18.	23.50	11.25	1.30	758.49	24.75	E. N. E.	☉ Ton.	759.17	26.
17	757.53	18.	27.	13.	4.	756.71	23.	N.	☉ Ton.	756.09	24.
18	755.81	17.25	25.	11.	»	755.04	22.75	N. E.	☉	754.54	23.
19	754.76	14.	24.	9.	»	754.32	21.	E.	☉ Vt.	753.	22.25
20	749.89	12.	22.50	7.50	»	748.13	19.50	E. N. E.	☉ G. Vt.	747.19	20.
21	740.87	14.	20.	11.75	13.40	742.17	18.75	O. N. O.	☉ Ton.	743.23	18.
22	742.91	12.	19.	10.	3.	743.24	18.	O.	☉	744.86	17.
23	746.38	11.75	18.	9.	»	749.60	17.50	S. O.	● Pl. Vt.	749.52	16.25
24	743.83	11.	18.	8.50	6.50	742.13	17.	S. O.	☉ Vt.	741.19	14.75
25	740.15	13.	17.	7.	0.50	740.90	19.	E.	● Pl.	741.44	17.
26	743.19	14.	19.75	10.50	20.	744.21	20.	S. O.	☉ Pl. Vt.	745.36	19.
27	746.93	13.50	20.25	10.25	10.	747.75	19.75	O. S. O.	☉ Temp.	748.49	19.
28	747.32	14.	19.75	11.50	10.	747.47	19.	S. O.	☉ Temp.	745.74	18.
29	746.57	15.	19.	12.	9.60	747.96	20.	S. S. E.	☉	748.58	20.50
30	749.72	14.	21.	13.75	»	750.13	16.	O. S. O.	☉ Vt.	750.85	15.
Tot.	22515.86	469.75	666.	349.75	95.30	22520.09	621.75	O.		22544.90	630.50
Max.	758.31	19.75	28.75	15.		753.49	28.			759.17	28.50
Min.	740.15	11.	17.	7.		740.90	16.			741.19	14.75
Med.	750.53	15.66	22.20	11.66		750.67	21.06			750.83	21.02

Moyenne barométrique 750.68. — Moyenne thermométrique 18.32.

EXTRAIT DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

Pendant le 3^e Trimestre de 1871

Séance du 7 juillet 1871.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. CHARDON, SECRÉTAIRE.

Lecture et adoption du procès-verbal de la dernière séance.

La correspondance manuscrite et imprimée comprend : 1^o une lettre de M. le Préfet demandant des renseignements sur l'emploi de la subvention accordée à la Société en 1870 ; 2^o une brochure de M. Chatel, membre correspondant, contenant le projet d'une grande association agricole ; 3^o *l'Histoire de l'Hôtel-Dieu de Beaufort - en - Vallée*, par M. Denais. L'examen de cette monographie est renvoyé à M. Garnier, membre de la commission des lectures.

M. Michel, chimiste à Paris, admis à la séance d'après sa demande, expose qu'il est l'inventeur d'un procédé de conservation du beurre, qui permet de le garder frais pendant très-longtemps. Il fait valoir les avantages, l'économie, les facilités de transport résultant de ce procédé.

Il demande à faire des expériences en présence des membres de la Société. Il déclare en même temps qu'il n'entend ni vendre, ni abandonner gratuitement au public son procédé, mais qu'il veut au contraire en tirer lui-même le meilleur parti pécuniaire possible.

Comme le but de notre compagnie n'est pas de se prêter à des actes de commerce, de s'occuper d'affaires de spéculation, elle ne peut donner suite à la demande de M. Michel et passe à l'ordre du jour.

Après un vote favorable, M. Surmont, avocat, est admis comme membre titulaire, et la demande du même titre par M. l'abbé Postel est prise en considération.

MM. Surmont père, Martin et Hébert sont ensuite nommés membres de la commission chargée de recevoir les comptes du trésorier.

M. le docteur Mordret présente un rapport verbal sur la *Sarracenia*, plante curative de la variole, d'après une note de M. Mille, pharmacien à Bourges. M. Mordret fait ressortir la difficulté d'acclimater en France cette plante, cultivée dans la Belgique, en serre chaude, comme plante d'ornement ; il faudrait faire venir ses racines d'Amérique. Le moyen curatif recommandé par M. Mille lui paraît une mesure peu sûre, peu pratique.

On entend ensuite la lecture du rapport de M. Mordret sur le service des ambulances au Mans pendant l'occupation prussienne, intitulé

Rapport sur le service militaire de santé dans la ville du Mans, du 19 août 1870 au 20 avril 1871, adressé à M. le Ministre de la Guerre.

M. le Président adresse ses félicitations à M. Mordret; il rappelle les services qu'il a rendus et qui justifient la distinction si méritée dont il a été l'objet. M. le Président félicite encore M. Charault de son concours dont l'utilité, pour le service des ambulances, vient d'être si bien appréciée par M. Mordret.

Séance du 21 juillet 1871.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. BELLÉE, SECRÉTAIRE.

La correspondance comprend : 1^o Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres d'Indre-et-Loire, dont M. le baron Clouët est chargé de présenter le compte rendu ; 2^o Annuaire de la Sarthe pour 1871, dont M. le Président signale à l'attention de la Société la seconde partie qui contient la suite du remarquable travail de M. Chardon, membre titulaire, intitulé : *Les Vendéens dans la Sarthe*. M. Chardon dit que son but a été de dégager la vérité historique des témoignages mêmes des acteurs et des témoins des événements dont le département et notre ville furent alors le théâtre; mais que malgré le grand nombre de documents inédits ou peu connus qu'il a rassemblés à cet effet, quelques-uns peuvent encore avoir échappé à ses recherches, et il prie les membres de la Société de lui faire connaître les pièces à l'égard desquelles ses recherches auraient pu être infructueuses.

A la suite d'un vote favorable, M. l'abbé Postel est admis comme membre titulaire.

Au nom de la commission d'agriculture, M. Boisseau présente sur la question de l'institution des vétérinaires de canton ou d'arrondissement dans le département de la Sarthe, un rapport dont les conclusions sont adoptées.

On entend la lecture d'une note de M. le docteur Charbonnier, de Saint-Calais, membre correspondant, sur un Charnier en marbre noir, de 1694, provenant du château de Saint-Mars-de-Locquenay. Ce vase, qui se trouve dans le jardin d'un maître d'hôtel de Tresson, a 0^m 70 à sa base, 0^m 57 de hauteur et 0^m 50 de profondeur. Bien que sa forme soit peu élégante, il est d'autant plus intéressant, comme échantillon du luxe mobilier du xvii^e siècle, qu'il porte gravés sur ses flancs le nom et les armes de son propriétaire, René Courballay, et la date de la construction. La Société remercie M. le docteur Charbonnier de sa communication qu'elle renvoie à l'examen de la commission d'archéologie.

M. l'abbé Voisin, membre titulaire, lit ensuite un mémoire dont il est l'auteur, sur les théâtres de l'ancienne cité du Mans. Des remerciements lui sont adressés, au nom de la Société, pour ce travail.

Séance du 4 août 1871.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. CHARDON, SECRÉTAIRE.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté. Sa lecture est suivie d'une observation de M. Martin, pour faire ressortir l'uti-

lité de la visite des chevaux, mentionnée dans le procès-verbal. Il cite la mort récente de M. Dabonneau, de Loué, qui a succombé à la suite d'une légère morsure de son cheval, d'une simple déchirure à la main.

La correspondance manuscrite et imprimée comprend : 1° une lettre de M. Drouin de l'Huys annonçant que la Société des agriculteurs de France, dont il est le Président, a repris le cours de ses travaux et de ses relations, et l'étude des questions et des réformes économiques qu'elle discute depuis trois ans ; 2° deux Bulletins mensuels de cette Société contenant entre autres le rapport de M. de Lautrec sur la discussion relative au libre-échange et une étude sur le régime des eaux ; 3° une note de M. Gustave Belin, membre correspondant, dans le journal *le Salut public* de Lyon, du 28 juillet 1871, sur une lettre inédite de Villeroy, du 2 mars 1714.

M. Martin présente, au nom de la commission des finances, le rapport sur les comptes de M. le Trésorier pour l'année 1870, et conclut à leur approbation. — Adopté.

On entend la lecture d'une *Notice*, de M. Hucher, sur le *sceau de Charles IV ou V*, comte du Maine. Cette notice est accompagnée de l'empreinte et du dessin de ce sceau, ainsi que de celui du blason du même personnage, reproduit d'après son tombeau existant encore à la cathédrale du Mans. Elle signale aussi une ressemblance entre le lionceau du blason de Charles IV et celui du bouclier du célèbre émail de Geoffroy Plantagenet.

M. le Président lit une lettre de M. Hucher, président de la commission d'archéologie, relative au projet de publication d'un ouvrage d'ensemble sur la *Sigillographie* du Maine.

La Société accueille favorablement le projet de publication de cet ouvrage et détermine les conditions dans lesquelles elle devra avoir lieu.

M. Clouët rend compte de différentes livraisons du Bulletin de la Société d'Indre-et-Loire, dont l'examen lui avait été confié. Il lit ensuite une satire en vers sur le *Droit de visite*, dont il a été question dans la dernière séance.

M. le docteur Lizé, envisageant *les Fumiers au point de vue de la salubrité*, signale, sans toutefois la recommander, la méthode conseillée pour leur installation par le docteur Esmein, qui conseille de dissoudre du sel marin dans les urines, et d'arroser les fumiers avec cette dissolution saline qui, en empêchant la fermentation, agirait aussi comme désinfectant et antiputride. Ne considérant que la question hygiénique, M. Lizé demande l'avis de la Société sur l'efficacité scientifique et pratique de ce procédé. MM. Charault et Guéranger contestent en pareille matière l'utilité du sel marin, dont ils expliquent le rôle comme conservateur des corps. La putréfaction ne serait pas prévenue, mais la transformation de l'urée et partant la formation du fumier seraient entravées ; en un mot, le mode préconisé par le docteur allemand n'est, disent-ils, ni hygiénique, ni agricole.

Semences

RTANT AUX SEULES COMMUNES SECOURUES

33 cantons. — 377.295 hectares. — 294.524 habitants.

NOMS

des

OBSERVATIONS

ARRONDISSEMENTS

LE MANS.....

MAMERS.....

LA FLÈCHE.....

SAINT-CALAIS.....

TOTAL des
SEMENCES
distribuées
à titre gratuit
à titre de prêt

I

Toutes les semences ayant été distribuées, les totaux (a) et (b) devraient être égaux. Les différences qu'on y remarque tantôt dans un sens, tantôt dans un autre, s'expliquent par les principales causes suivantes :

1° Toutes les semences ont été distribuées en poids, quoiqu'une certaine quantité eût été d'abord évaluée en hectolitres sur les lettres d'envoi au Comité ou sur les bons de distribution aux cultivateurs; les transformations faites d'après certaines hypothèses de poids moyen à l'hectolitre n'ont pas dû être rigoureusement exactes ;

2° Les premières distributions ont été faites à chaque donataire individuellement; par suite du grand nombre de cultivateurs à servir et de la rapidité des pesées qui en était alors la conséquence, les quantités livrées ont pu et dû différer des quantités portées sur les bons;

3° La plupart des sacs de graine, comptés et reçus pour 100 kilog., ne pesaient plus guère en réalité, au moment de la livraison, que 95 kilog.;

4° La livraison des pommes de terre s'est presque entièrement faite individuellement et dans des conditions telles que le donataire a toujours dû recevoir largement et au delà de la valeur portée sur son bon.

II

Les semences ont été évaluées d'après les prix suivants établis par kilogramme :

TOTAUX (a).....	Ajone (*)..... 3 f. 50	Maïs » f. 34	Pommes de terre. » f. 10
	Avoine..... » 45	Millet (*)..... » 50	Ray-Grass (*).... 4 »
	Carottes (*)..... 2 »	Moutarde..... 1 »	Sainfoin (*)..... » 75
	Choux (*)..... 6 »	Navets (*)..... 2 50	Sarrasin..... » 25
	Fèves..... » 50	Orge..... » 32	Trèfle..... 2 30
	Haricots..... » 90	Panais (*)..... 2 »	Vesces..... » 35
	Luzerne (*)..... 2 50	Pois..... » 30	Graines divers. (*) 2 »

III

TOTAL des
SEMENCES
reçues
de la Société
de diverses a
tuteurs, et

La superficieensemencée a été évaluée en admettant les quantités de semence suivantes à l'hectare :

TOTAL des semences v.	Ajone (*)..... 12 k.	Maïs..... 100 k.	Pommes de terre 1000 k.
	Avoine..... 100	Millet (*)..... 25	Ray-Grass (*).... 20
	Carottes (*)..... 5	Moutarde..... 12	Sainfoin (*)..... 120
	Choux (*)..... 4	Navets (*)..... 3	Sarrasin..... 62
	Fèves..... 255	Orge..... 124	Trèfle..... 10
	Haricots..... 160	Panais (*)..... 5	Vesces..... 500
TOTAL des semences :	Luzerne (*)..... 42	Pois..... 160	Graines divers. (*) 10

(*) Ces semences, dont il n'a été reçu que des quantités moins considérables, n'ont pas été présentées à part dans le tableau sommaire ci-contre, mais groupées dans une seule colonne sous le titre de *Graines diverses*.

TOTAL des semences q

SECOURS A L'AGRICULTURE.

DÉPARTEMENT DE LA SARTHE.

COMITÉ DU MANS (1)

DISTRIBUTION GRATUITE DE SEMENCES

Provenant de diverses associations de bienfaisance

Et notamment de la SOCIÉTÉ ANGLAISE dite DES AMIS,

En faveur des cultivateurs nécessiteux éprouvés par la guerre.

COMPTE RENDU

Présenté par le Secrétaire du Comité de distribution dans la séance du 28 octobre 1871.

MESSIEURS,

Vous avez eu à distribuer gratuitement des secours considérables aux cultivateurs nécessiteux de ce département.

Pour vous rendre un compte exact et complet de ce qui a été fait à cet égard, j'aurai à vous rappeler d'abord les circonstances qui ont précédé et celles qui ont amené la formation de votre Comité ; puis à vous faire connaître la provenance et la quotité des secours dont nous avons disposé, ainsi que la manière dont ces secours ont été distribués.

Exposé.

Le Comice du Mans, mis en relation avec une Société anglaise dite la SOCIÉTÉ DES AMIS, s'était, dès le mois de mars dernier, occupé de dresser une liste des cultivateurs des cantons de l'arrondissement auxquels il pourrait être distribué du trèfle promis par cette Société anglaise.

(1) Ce Comité était composé de membres des Sociétés d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, d'Horticulture, du Matériel agricole de la Sarthe, du Comice agricole du Mans.

A la même époque, le Comité de la Société du Matériel agricole de la Sarthe, justement préoccupé des souffrances de l'Agriculture et désirant y remédier tout au moins dans la mesure de ses ressources, malheureusement trop restreintes, avait voté dans ce but l'inscription à son budget d'une somme de 2,000 fr., dont 300 fr. devaient être offerts à titre de souscription à la grande Société des Agriculteurs de France, et dont le surplus, soit 1,700 fr., devait servir à acheter des semences qui seraient le plus tôt possible réparties entre quelques-uns des cultivateurs les plus nécessiteux des communes envahies par l'armée ennemie. A cet effet, une circulaire avait été adressée, à la date du 23 mars, à tous les maires du département, en les priant de transmettre, sans aucun retard, une liste des cultivateurs pouvant participer à cette distribution et classés par ordre de besoins. Les maires de 110 communes seulement répondirent à cette première circulaire et, bien que les demandes fussent généralement assez restreintes, le dépouillement de ces réponses faisait néanmoins ressortir un nombre de plus de 1,200 cultivateurs, réclamant des graines pour l'ensemencement de plus de 2,200 hectares ; une somme d'au moins 60,000 fr. eût été nécessaire pour donner satisfaction complète à ces demandes. Le Comité, ne disposant alors que de 1,700 fr., n'aurait pu attribuer à chacun des cultivateurs portés sur ces listes que deux à trois pour cent seulement de la quantité de semence réclamée ; les secours, répartis alors par portions infinitésimales, eussent été éparpillés sans grand profit, outre que la distribution en fût ainsi devenue à peu près impossible. Après beaucoup d'essais pour arriver à une solution satisfaisante, le Comité décida de limiter les secours au premier cultivateur inscrit sur chaque liste, en n'attribuant d'ailleurs que deux espèces de semences au plus et en réduisant en outre le chiffre de la demande, dans une certaine proportion. La répartition, faite d'après ces bases, permit ainsi de secourir 110 cultivateurs, en leur distribuant 55 hectolitres d'orge et 244 kilo-

grammes de trèfle, et si l'on admet que ces graines aient été employées à raison de 2 hectolitres d'orge à l'hectare et de 40 kilogrammes de trèfle, on aura pu ensemençer ainsi 50 hectares de terres.

Les choses en étaient là et le Comité de la Société du Matériel agricole regrettait de ne pouvoir donner suite aux autres demandes de secours dont elle avait les nombreuses listes dans ses cartons, lorsque son Président et son Secrétaire furent avisés par le Président et le Secrétaire du Comice du Mans des puissantes ressources et des bonnes dispositions d'une Société anglaise de secours, dite Société des Amis ; ils résolurent, en conséquence, de se rendre à une réunion générale qui devait avoir lieu à Tours, et à laquelle pouvaient prendre part toutes les personnes des départements envahis qui s'occupaient de rechercher les moyens les plus efficaces de venir en aide aux cultivateurs éprouvés par la guerre.

MM. Vérel, Percheron, Martin et d'Amécourt se rendirent donc à Tours, le 8 avril dernier ; ils se trouvèrent là en présence des principaux représentants de deux Sociétés anglaises de secours, celle de lord Vernon, qui s'était chargée de venir spécialement en aide aux cultivateurs des deux cantons de La Chartre et de Château-du-Loir, et celle des Amis qui avait déjà promis au Comice du Mans la moitié de la quantité de trèfle qui lui avait été demandée. Les tableaux trop bien remplis que nous étalâmes alors sous les yeux de MM. les Délégués de la Société des Amis, les totaux que nous laissâmes dououreusement résonner à leurs oreilles, leur démontrèrent mieux que les plus éloquents plaidoyers, combien étaient grands les besoins et les souffrances de nos malheureux cultivateurs. En échange d'un tableau résumé que nous remîmes à MM. les Délégués, ceux-ci nous promirent d'abondants secours et, hâtons-nous de le reconnaître, ils ont largement tenu leur promesse.

Réunion
générale à Tours,
provoquée par
les Sociétés
anglaises des
Amis et de
lord Vernon.

Formation
du Comité de
distribution
dans la Sarthe.

Pendant ce temps, M. le Préfet était informé par M. le Ministre de l'Instruction publique que des graines pour semences avaient été recueillies par les soins d'Instituteurs de départements non envahis, et que le département de la Sarthe allait être compris dans la distribution de ces graines. M. le Préfet résolut aussitôt de confier le soin de cette distribution à une Commission spéciale dont il appela à faire partie, par une lettre en date du 5 avril :

MM. BOISSEAU, président	}	de la Société d'Agriculture, Scien-
BELLÉE, secrétaire		ces et Arts de la Sarthe.
SURMONT, président	}	de la Société d'horticulture.
Edmond LE BÈLE, secrétaire		
VÉREL, président	}	du Comice agricole du Mans.
PERCHERON, secrétaire		
A. MARTIN, président	}	de la Société du Matériel
DE PONTON D'ANÉCOURT, secrét.		agricole de la Sarthe.

Dès le 7 avril, Messieurs, vous vous réunissiez pour la première fois, sous la présidence de M. le Préfet qui, avec cet esprit pratique et sagement décentralisateur que nous nous plaisons à lui reconnaître, confiait à votre sollicitude éclairée et à votre connaissance des besoins de nos cultivateurs, le soin de répartir de la manière la plus équitable les secours qui lui étaient annoncés. De leur côté, les membres du Comice du Mans et de la Société du Matériel agricole, qui venaient justement d'assister l'avant-veille à la réunion de Tours, s'empressaient de vous exposer les promesses qu'ils avaient été assez heureux d'y obtenir, et dans un accord unanime, inspiré par votre amour commun du bien public, vous décidiez de réunir, comme en une sorte de masse commune, tous les secours qui pourraient vous arriver de divers côtés, afin de les répartir plus équitablement entre les cultivateurs nécessiteux du département, et d'éviter les doubles emplois. Une seule exception était nécessairement faite pour la graine de trèfle, déjà expédiée par la Société des Amis et dont la quantité, corres-

pendant justement à une liste nominative antérieurement soumise à cette Société par le Comice du Mans, avait déjà une attribution déterminée.

Pour effectuer la répartition des secours sur lesquels vous pouviez ainsi compter de la part de diverses associations de bienfaisance et notamment de la Société anglaise dite des Amis, vous aviez les nombreux états dressés par les soins du Comice du Mans et de la Société du Matériel agricole. Tous les Maires du département ayant en effet reçu des circulaires, vous deviez à bon droit supposer que tous les besoins, les plus pressants du moins, vous avaient été signalés. Néanmoins, dans le désir d'écarter toute chance d'erreurs et d'omissions, vous avez fait insérer dans les journaux du département une note destinée à appeler de nouveau, sur ces distributions de secours, l'attention de MM. les Maires et celle des cultivateurs nécessiteux dont les noms auraient pu être oubliés sur les premières listes, ou qui croiraient avoir quelques motifs de prendre part à ces distributions. Vous accordiez jusqu'au 15 avril pour la production de ces listes supplémentaires.

Mesures
préparatoires
pour
effectuer
les distributions.

Une nouvelle note plus spéciale aux graines potagères était encore insérée dans les journaux quelques jours plus tard, et fixait au 30 avril suivant le délai de production des demandes. Je m'empresse d'ajouter que nous n'avons jamais refusé d'accueillir, sauf à y faire droit dans la mesure des ressources alors disponibles, aucune des demandes adressées, quelque tardivement qu'elles nous soient parvenues, et malheureusement, il faut le dire, les délais prétendus de rigueur étaient bien souvent et bien longuement dépassés.

La distribution des semences commença le 18 avril. Cette date était peut-être un peu tardive, mais les arrivages n'avaient pas permis de le faire plus tôt. Les douloureux événements dont notre pays et le département de la Sarthe en particulier venaient d'être le théâtre, avaient apporté une telle perturbation dans toutes les relations commerciales et dans les moyens de transport, que la Société anglaise n'avait pu acheter ou

Distribution
des semences.

expédier, ni les Compagnies de chemins de fer nous livrer plus tôt les quantités considérables de semences qui nous étaient destinées. Et cependant la Compagnie de l'Ouest a déployé dans cette circonstance, nous devons le reconnaître, une bonne volonté et une activité dont nous ne saurions trop la remercier dans la personne de ses chefs et de ses agents de divers grades. Environ soixante wagons remplis de pommes de terre, et sept mille sacs ou caisses remplis de semences diverses, représentant un poids total d'environ 670,000 kilogrammes, nous ont été livrés à la gare du Mans, avec une ponctualité vraiment bien précieuse pour l'œuvre dont nous étions chargés. Nous avons d'ailleurs trouvé à cette gare toutes les facilités et les tolérances désirables pour décharger nos sacs de graines ou de pommes de terre et y effectuer sous les halles même une certaine partie de nos distributions. Nous devons également, à l'occasion de ces transports, de sincères remerciements à M. le Ministre de l'Agriculture, qui a bien voulu en mettre tous les frais, soit une dizaine de mille francs, à la charge de l'Etat, ce qui a permis d'augmenter d'autant la quotité des secours.

Les premières distributions furent faites au moyen de bons individuels adressés, par l'intermédiaire de MM. les Maires, à tous les cultivateurs dont ces magistrats nous avaient préalablement fourni les noms, comme rentrant dans la catégorie de ceux qui pouvaient prendre part aux secours proposés. Vous n'aviez, en effet, Messieurs, aucun moyen sûr et rapide de contrôler les listes qui vous avaient été adressées et dont l'exactitude nous était d'ailleurs à juste titre, ce semble, garantie par le soin et l'intelligente connaissance des besoins locaux que MM. les Maires avaient dû mettre à dresser ces listes.

Cette distribution individuelle a porté sur environ :

Pommes de terre. 425,000 kilogrammes ;

Orge 74,000 —

Avoine 97,000 —

Trèfle. 3,000 —

Cultivateurs secourus, près de 3,200.

Les secours dont nous devons disposer ne se bornaient pas à ces seules quantités. D'autres semences, vesces, maïs, sarrasin, moutarde, choux, pois, haricots, etc., nous arrivaient encore ou nous étaient annoncés. De nouvelles circulaires furent donc adressées à MM. les Maires, et des avis furent insérés dans les journaux, pour mettre la Commission à même de connaître tous les besoins à satisfaire ; et malgré le délai fixé au 15 mai pour les réponses, toutes furent accueillies cette fois encore, et il en arriva avec plus d'un mois de retard, ce qui prouve, pour le dire en passant, que l'exactitude et la ponctualité ne sont pas encore bien entrées dans nos mœurs, même quand il s'agit de recevoir des dons gratuits.

Pour cette seconde période de notre distribution, nous avons renoncé au système des bons individuels dont l'expérience précédente nous avait révélé, à côté de quelques avantages, de réels inconvénients, comme d'exiger des soins très-minutieux et beaucoup de temps, et notamment de faire, bien à tort cependant, retomber sur nous la responsabilité de la composition des listes de cultivateurs secourus. Si, en effet, nous n'avions point pour but, en accomplissant la tâche dont nous étions chargés, de rechercher à un point de vue personnel les remerciements des cultivateurs reconnaissants, nous ne tenions pas non plus à recevoir les reproches de ceux qui se croyaient lésés dans leurs intérêts ; or ceux-ci, oubliant facilement ou ignorant peut-être que nous n'avions fait que nous conformer aux états qui nous avaient été fournis, et que nous n'avions aucune raison de modifier, s'en prenaient volontiers à nous, qui leur avions adressé leurs bons individuels et qui leur mesurions leur part, du tort dont ils prétendaient avoir à se plaindre.

Nous avons donc adressé à MM. les Maires, au lieu de bons individuels, des bons collectifs dont le total était proportionnel à la somme des demandes qu'ils nous avaient transmises ; proportionnel, disons-nous, parce que le total des semences

dont nous disposions encore, quelque abondantes qu'elles fussent, était néanmoins bien loin d'égaliser le total des quantités demandées. Nous avons donc, autant que possible, partagé les communes qui nous avaient adressé des demandes en trois catégories, suivant qu'elles avaient été plus ou moins éprouvées par la guerre, puis nous avons attribué à chaque commune une quantité de graines à peu près proportionnelle au nombre des habitants et au numéro de la catégorie.

En même temps que ces bons collectifs par commune, nous adressions à MM. les Maires des tableaux convenablement disposés que nous les invitions à nous renvoyer, après y avoir inscrit les noms des cultivateurs auxquels ils auraient distribué les semences et les quantités des semences qu'ils auraient attribuées à chacun desdits cultivateurs. Nous nous assurons ainsi, Messieurs, un moyen d'apprécier la manière dont les distributions étaient faites dans les communes, et de connaître le nombre exact des destinataires.

Cette seconde partie de nos distributions, ainsi faite par moyen de bons collectifs, a porté sur environ :

Sarrasin	35,000	Kilogrammes ;
Vescs	7,000	—
Maïs	5,000	—
Haricots	11,000	—
Pois	3,000	—
Fèves	1,600	—
Moutarde	1,100	—
Ray-grass	1,000	—
Graines diverses . .	2,000	—
Cultivateurs secourus	4,000	

Les distributions faites aux cultivateurs de la commune de Mans, l'ont toujours été d'une manière individuelle ; tout autre mode eût été impossible.

Les destinataires, pour l'une et l'autre distribution, ont

totalité atteint le chiffre d'environ 500 et ont reçu en nombres ronds :

Pommes de terre. . .	38,000	kilogrammes ;
Orge	3,000	—
Avoine	2,600	—
Sarrasin	3,300	—
Vesces	1,700	—
Maïs	1,200	—
Haricots, pois et fèves	2,200	—
Graines diverses. . .	1,400	—

Les communes des cantons de La Chartre et de Château-du-Loir qui, en vertu de la convention faite avec la Société anglaise de lord Vernon, n'avaient pas dû participer à la première distribution des semences qui provenaient exclusivement de la Société anglaise des Amis, ont pu prendre part à la seconde distribution qui comprenait des semences de provenances diverses, mais pour une très-faible part néanmoins et en raison même de la très-faible quantité relative de graines d'une provenance autre que l'Angleterre.

Le tableau résumé que j'ai l'honneur de mettre sous vos yeux fait connaître la provenance des secours mis si généreusement à notre disposition et l'ensemble de la répartition qui en a été faite dans le département.

En l'examinant, vous voyez de suite que si la plus grande partie des secours que nous avons eu à partager nous ont été adressés par la Société anglaise dite des Amis, d'autres secours fort précieux encore, non-seulement par leur quantité, mais surtout par la façon touchante dont ils ont été le plus généralement recueillis, nous sont venus d'Instituteurs de départements non envahis, qui avaient, pour cette œuvre éminemment bienfaisante, mis en campagne leurs jeunes élèves. Les secours de ce genre attribués à notre département nous sont arrivés des départements des Côtes-du-Nord, de la Mayenne, d'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Inférieure, de Tarn-et-Garonne,

des Landes. Il faut encore y ajouter un envoi de la Société d'horticulture de Cherbourg.

Aux Anglais dont les abondantes et riches souscriptions ont permis l'envoi de secours aussi importants, aux enfants des écoles qui, sous l'heureuse inspiration de leurs maîtres, ont pu, par petites quantités et à grand'peine peut-être, recueillir dans leurs familles, souvent peu fortunées elles-mêmes, ces dons plus modestes à leur source, mais qui par leur réunion ont atteint une véritable importance, à tous nos bienfaiteurs nous disons merci ! Ce cri de reconnaissance de nos cultivateurs, dont nous nous faisons si volontiers l'écho, n'arrivera pas sans doute à tous ceux qui nous ont secourus, mais ils auront déjà trouvé, dans leur propre conscience et dans la satisfaction d'un bienfait prodigué, une récompense plus précieuse que tous nos remerciements.

Indépendamment des secours que nous avons ainsi reçus, nous avons pu acheter directement quelques graines avec le produit de la vente des sacs dans lesquels les semences nous avaient été expédiées. Ces sacs étaient au nombre de plus de 6,000 et ont été vendus à des prix variables de 50 c. à 1 fr. l'un. Une partie du produit, soit 2,300 fr., a dû être rétrocédée à la Société anglaise, pour couvrir quelques achats de semences comprises dans les envois mentionnés au cours de ce compte rendu. Le reste nous a été abandonné pour couvrir les frais de camionnage, de surveillance, de distribution, d'imprimés, de circulaires, etc. Mais nous avons pu, en réduisant tous ces frais autant que possible (ils n'ont guère dépassé un millier de francs), consacrer encore une somme assez importante, soit environ 2,000 fr., en achat de semences. Nous avons dû vendre également quelques graines avariées ou reçues trop tardivement pour être utilement employées, et l'argent en a été de même

cousacré à l'achat d'autres semences immédiatement utilisables.

En résumé, nous avons distribué, en nombres ronds :

Pommes de terre....	425,000	kilogrammes ;
Orge	74,000	—
Avoine.....	97,000	—
Trèfle	3,000	—
Sarrasin	35,000	—
Vesces	7,000	—
Maïs.....	5,000	—
Haricots.....	11,000	—
Pois	3,000	—
Fèves.....	1,600	—
Moutarde	1,100	—
Ray-grass.....	1,000	—
Graines diverses....	2,000	—

Résumé
général des
distributions
faites.

soit plus de 665,000 kilogrammes de semences.

L'évaluation de ces différentes espèces de semences, au cours moyen du milieu d'avril, fait ressortir une valeur totale d'environ 142,000 fr. Il aura été possible, d'ailleurs, d'ensemencer ainsi une surface totale de plus de 3,250 hectares ; enfin, près de 7,300 cultivateurs ont pris part aux différentes distributions.

Évaluation
totale
des semences
distribuées,
surface
ensemencée et
nombre de
cultivateurs
secourus.

Presque tous ces cultivateurs ont reçu les semences à titre entièrement gratuit ; moins de 10 seulement les ont reçues à titre de prêt. Nous n'avons pu malheureusement, par suite du nombre considérable de demandes à titre gratuit qui nous avaient été adressées par les Maires, donner plus d'extension à ces prêts dont l'idée, fort ingénieuse, mériterait d'être mieux connue et plus souvent appliquée. Dans ce système, le cultivateur reçoit la semence sans bourse délier, mais il est seulement tenu d'en rendre une égale quantité qu'il prélèvera sur sa récolte et dont la vente sera de nouveau utilisée au profit de la commune. Il peut d'ailleurs être accordé dispense de restitution, si la récolte est nulle ou insuffisante.

Distribution de
vêtements,
de
couvertures, etc.

Outre les semences, la Société des Amis nous avait encore envoyé une douzaine de caisses, renfermant des vêtements de toute espèce, des souliers et des couvertures, et enfin quelques paquets de pelles et une douzaine de charrues. Ces derniers objets ont été déposés sous les hangars de la Société du Matériel agricole, pour être distribués suivant les circonstances.

Les vêtements et les couvertures demandaient des soins d'entretien tout particuliers ; jusqu'au moment de la distribution, l'un de vous, Messieurs, M. Vérel, a bien voulu s'en charger, comme il l'avait déjà fait pour les sacs, et utiliser à cet effet ses belles étables de l'Angévinière, malheureusement dévastées par le typhus, mais qu'il avait préalablement fait blanchir à la chaux et désinfecter. C'est là que la distribution en a été faite aux cultivateurs appelés à y prendre part. Il était impossible de comprendre tout le département dans cette distribution spéciale et vous avez décidé, conformément aux intentions des donateurs, de la limiter à la portion rurale de la commune du Mans, et à quelques communes voisines ayant particulièrement souffert de la guerre. Les couvertures ont d'ailleurs été, en général, spécialement destinées à remplacer celles qui avaient été volées par les Prussiens. Outre celles que nous avons reçues des Anglais, nous avons pu encore en acheter 178, au moyen d'une somme de 2,000 fr., généreusement mise à la disposition de l'un de vous, M. A. Martin, par une Société de bienfaisance de Bayonne (Basses-Pyrénées), dite Société des dix centimes par semaine (1). Ces cou-

(1) Les ressources de cette Société provenaient de cotisations fixées à 10 centimes par semaine. Les quêtes, commencées à la fin de décembre 1870, avaient produit 11,300 fr. au bout de trois mois. Ce résultat qui dépasse toutes les espérances, lit-on dans un compte rendu de cette Société, est dû au dévouement infatigable des dames quêteuses et à l'esprit de charité qui anime toutes les classes de la population de Bayonne. Il répond victorieusement à la crainte que quelques personnes avaient conçue dans le principe au sujet de l'insuffisance des ressources que

vertures nous ont été libéralement vendues au prix de fabrication par la maison Dandier et fils d'Orléans, qui a bien voulu participer de la sorte à cette œuvre de bienfaisance et qui a droit ainsi à une part des remerciements que nous adressons à la Société de Bayonne. Douze cents personnes environ ont pris part à cette distribution de vêtements et de couvertures.

Nous avions un moment espéré que la Société des Amis nous donnerait quelques bestiaux et notamment des vaches laitières. Malheureusement, malgré les démarches actives que l'un de nous, M. Percheron, a bien voulu faire avec le même zèle qu'il avait mis auparavant à surveiller la distribution des semences, notre département n'a pu être compris dans cette dernière répartition, d'ailleurs extrêmement limitée, croyons-nous. Nos regrets à cet égard ne doivent donc pas être trop amers.

Si notre tâche, Messieurs, n'a pas été sans quelques difficultés, nous en avons été largement récompensés par le sentiment du devoir accompli et par la pensée du bien que ces abondantes distributions ont produit dans notre département si cruellement éprouvé. Quant aux nombreux témoignages verbaux ou écrits de reconnaissance des communes ou des cultivateurs secourus, nous les avons déjà reportés, comme nous devons le faire, à ceux qui nous ont si généreusement envoyé les secours dont nous n'avons été que les fidèles distributeurs. Qu'il nous soit permis néanmoins de vous donner ici lecture de la décision, en date du 3 juin dernier, du Comité exécutif de la Société des Amis, à Londres, et signée de son président M. P. Gates Darton.

devait produire une cotisation de 10 centimes. Un tableau des cotisations recueillies dans chaque rue a permis de constater l'accueil sympathique que les quêteuses ont rencontré dans les maisons et les quartiers les plus pauvres. L'ouvrier, qui comprend d'autant mieux le malheur des autres qu'il est lui-même plus près de la misère, et qui ne peut prendre part aux grosses souscriptions, a été heureux de s'associer à une œuvre qui se mettait à sa portée, et de donner à ses compatriotes malheureux une preuve de fraternelle sympathie.

Décision du
Comité exécutif
de la
Société des
Amis, à Londres.

« Le Comité exécutif de la Société des Amis, réuni ce jour à
« Londres, a unanimement adopté la décision suivante :

« Ce Comité approuve cordialement le rapport de leur
« Délégation à Tours, relatif à la promptitude, à la vigilance
« et aux efforts persévérants qui ont marqué les opérations
« des Comités français, dont l'aide a été si efficace, en répan-
« dant des secours aux départements éprouvés par la guerre.
« Sans attendre les rapports que ces Comités ont promis de
« rendre aussitôt leur travail terminé, le Comité de Londres
« veut témoigner sa haute appréciation de la manière dont leurs
« collaborateurs français ont rempli la tâche délicate et diffi-
« cile, et de la grande responsabilité qui leur a été confiée.

« Ce Comité se sent assuré que les Comités français ont
« joint à l'inspiration de leurs sentiments bienveillants une
« forte conviction de devoir et de patriotisme pour avoir affronté
« les difficultés d'une telle entreprise et pour avoir accompli
« avec tant de succès une œuvre si minutieuse dans ses rami-
« fications et en même temps d'une si grande étendue. »

En terminant ce compte rendu, il convient d'insister de nouveau sur la précaution que nous avons toujours cru devoir adopter, de ne jamais prendre d'autre base de nos distributions que les listes dressées par MM. les Maires. Nous devons, en effet, supposer que ces magistrats étaient mieux placés que personne pour apprécier les besoins des cultivateurs de leurs communes, et qu'en nous en rapportant à eux du soin d'établir ces listes, soit avant la distribution des bons individuels, soit après l'envoi des bons collectifs, nous aurions la certitude que nos secours arriveraient aux plus nécessiteux et aux plus méritants. Nous aimons à croire qu'il en a toujours été ainsi ; mais si, contre toute attente, des exceptions regrettables s'étaient produites, nous aurions du moins le droit de décliner à cet égard toute responsabilité.

Le Secrétaire,

DE PONTON D'AMÉCOURT.

COMPTE RENDU
DES TRAVAUX DE LA
COMMISSION D'ARCHÉOLOGIE

Lu à la Société dans la séance du 9 novembre 1871

Par M. E. HUCHER
Président de cette Commission.

Le § 4 de l'article 22 du règlement de notre Société fait une loi aux commissions permanentes de rendre compte, tous les trois mois au moins, en séance ordinaire, du résultat de leurs travaux.

La Société d'Agriculture, Sciences et Arts ayant approuvé, dans sa séance du 18 mars 1870, le projet de règlement de la Commission d'archéologie et d'art, le fonctionnement de cette Commission a immédiatement commencé. Ses réunions ont eu lieu presque tous les quinze jours, et le nombre des membres présents a toujours été de six ou sept. M. Chardon, nommé vice-président, nous a secondé efficacement et a fourni un travail fort remarquable dès son début, mais non encore terminé : ce sont des recherches puisées, à bonnes sources, sur les maisons canoniales du Mans et spécialement sur celles de la Macle et du Volier, la première si remarquable par l'empreinte indélébile qu'y avaient laissée les Tréanna, chanoines et archidiacre de la cathédrale du Mans ; nous voulons parler de ce curieux blason représentant une macle de grande dimension, et offrant les armes de cette antique famille bretonne. Ce blason se trouvait représenté dans le

tympa de la porte d'entrée de cet ancien hôtel, situé dans la rue dite des Chanoines.

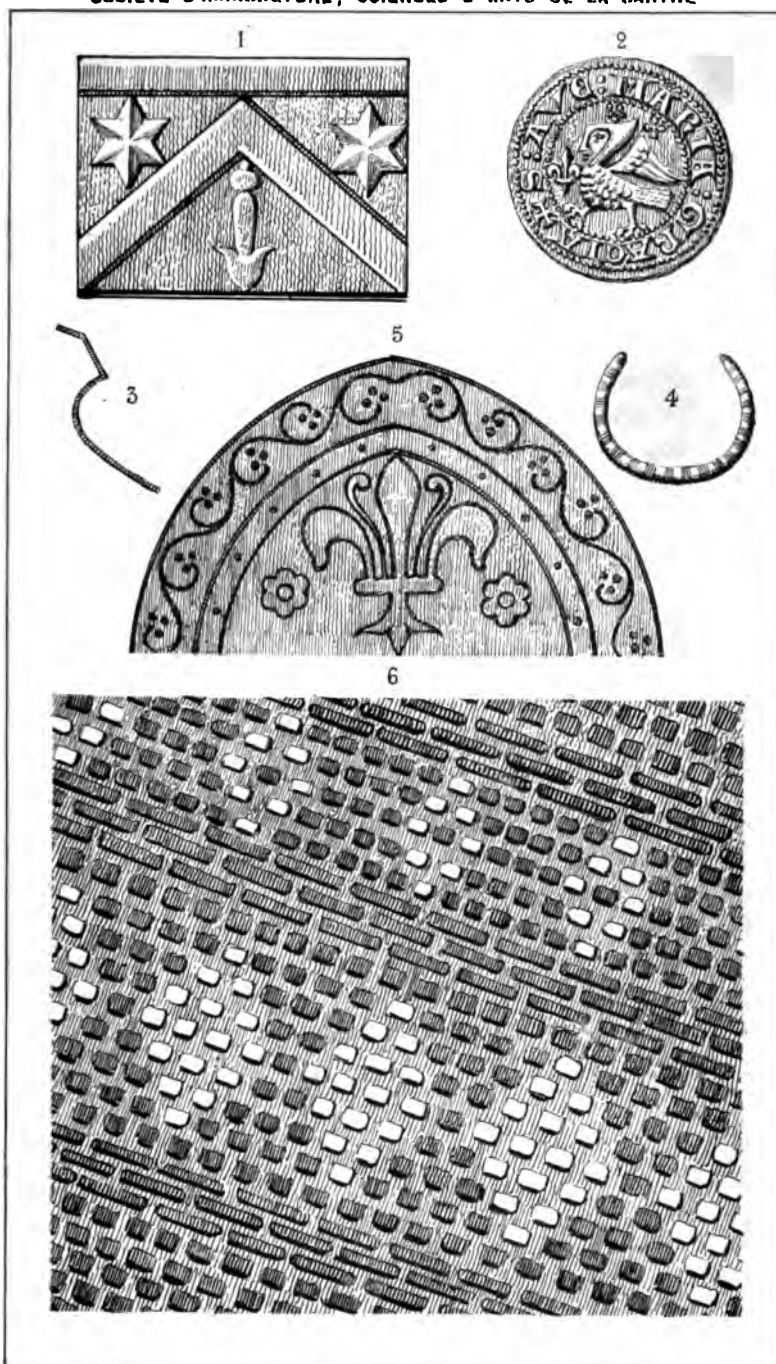
Cette maison est aujourd'hui démolie; mais la Commission d'archéologie a fait photographier cette porte, ainsi qu'une autre placée en retour, et s'est entendue avec le directeur du Musée archéologique pour que le tympan de cette porte, renfermant le blason des Tréanna, pût être acquis et déposé à ce Musée où il est aujourd'hui en sûreté.

La maison du Volier offrait une série de fenêtres à plein cintre, remarquables par ses archivoltes offrant le caractère très-net et très-précis des constructions du temps de Henri II, roi d'Angleterre et comte du Maine (1150 à 1180). La Commission en a fait faire deux bonnes photographies. Dans la partie haute, nous avons constaté l'existence d'une salle éclairée par une longue fenêtre à meneau et à tympan tréflé qui pouvait remonter au ^{xiv}^e siècle.

Un corbeau, dans un corridor dont la porte devait appartenir au ^{xvi}^e siècle, nous a offert le blason représenté sous le n° 1^{er} de la planche ci-jointe.

Enfin dans une maison adossée à celle-ci et détruite avec elle, nous avons remarqué un réduit où l'on voyait encore très-distinctement des restes de peinture murale de fort bon style; sans doute du ^{xiv}^e siècle, comme la grande salle placée au-dessus. Ces vestiges peints décoraient le tympan d'une porte qui devait s'ouvrir sur la maison du Volier; ils étaient exécutés très-sobrement. L'ocre et le jaune en faisaient à peu près tous les frais. Dans une visite faite par la Commission d'archéologie, nous avons dessiné ce tympan qui offre au centre une grande fleur de lis florencée, accostée de deux rosaces à six lobes, et entourée d'un rinceau avec filets. (N° 5 de la planche ci-jointe.)

Cette même fleur de lis, meuble banal à cette époque dans l'ornementation de tous les objets usuels, s'est rencontrée sur un sceau assez curieux trouvé dans la cave de la maison occupée par la brasserie Denieau, voisine de la maison du Volier.



E. HUCHER del. et lith.

MÉLANGES D'ARCHÉOLOGIE

N° 1^{er} Armoiries (Maison du Volier).

N° 2 Sceau trouvé rue des Chanoines (Maison Deniau).

N° 3 et 4 Fragment de vase et armille trouvés à Poillé.

N° 5 Peinture murale (Maison du Volier).

N° 6 Appareil d'une des tours de l'enceinte gallo-romaine du Mans

Nous avons reproduit, sous le n° 2 de la planche ci-jointe, l'empreinte de ce sceau qui appartient à la fin du xiii^e siècle ou au commencement du xiv^e siècle ; il représente une de ces figures hybrides qui plaisaient tant à nos ancêtres et qui étaient un vieux reste des traditions gauloises, car nous voyons les mêmes représentations dans les médailles armoricaines du i^{er} et du ii^e siècle avant l'ère chrétienne.

C'est un oiseau, les ailes déployées, à tête humaine couverte d'un capuchon ou d'une de ces cornettes propres aux gens de métier du xiii^e siècle. Devant lui et dans le champ est une grande fleur de lis héraldique et non florencée ; en légende on lit : † S' : AVE : MARIA : GRACIA.

Ce sceau peut avoir appartenu ou à un chanoine de Saint-Julien ou à une de ces corporations industrielles qui aimaient à s'abriter sous un patronage religieux.

La Commission a profité de son séjour dans les vieux quartiers du Mans pour examiner attentivement la tour penchée située à droite en descendant de la section destinée à la nouvelle rue.

Elle a constaté que cette tour, par un effet de glissement sur un sol instable, s'est détachée du mur d'enceinte dans sa partie inférieure, tandis que la partie supérieure y est restée presque adhérente, de telle sorte qu'aujourd'hui, et depuis longtemps déjà, elle offre une déviation sur la verticale, d'environ vingt à trente degrés.

Cette tour est l'une de celles où l'on remarque un curieux travail de mosaïque qui a rendu les murs d'enceinte du Mans célèbres dans les fastes de l'archéologie.

Nous avons minutieusement relevé la distribution de l'appareil, sur deux zones, comprenant, celle du haut, cinq rangs de pierres, et celle du bas, neuf. Entre ces deux zones figurent trois chaînes de grandes et fortes briques.

Les pierres des deux zones sont des grès ferrifères ou rous-sard ; les pierres blanches qui dessinent les losanges sont des pierres calcaires. Les losanges de la zone supérieure sont for-

més de neuf pierres dont huit blanches et celle du milieu en roussard ; les losanges de la zone inférieure sont formés de seize pierres, toutes en calcaire sans roussard central.

Nous avons crayonné, sur les lieux, cette curieuse distribution qui n'avait jamais été étudiée, et nous donnons sous le n° 6 de la planche ci-jointe, notre croquis qu'il était nécessaire de vulgariser par la lithographie.

Dans une de nos séances, M. Bellée a communiqué deux fragments de vases en poterie grossière, composée d'argile mêlée à une quantité assez considérable de gravier, et diverses *armilla* gauloises en bronze, et anneaux de laiton. Tous ces objets avaient été trouvés à Poillé.

La Commission ayant prié M. Bellée de prendre des renseignements précis sur cette découverte, ce dernier a obtenu d'une personne de la localité les renseignements ci-après.

En fouillant dans un terrain sablonneux appelé le **Champ du Coin**, situé à un kilomètre du bourg de Poillé, le sieur **Trigolet, Pierre**, a trouvé enfouis à une profondeur de 1 mètre 30 c., cinq pots en terre cuite de couleur grisâtre, faits au tour et offrant le profil que nous avons reproduit sous le n° 3 de la planche ci-jointe.

L'un de ces pots renfermait plusieurs anneaux en métal jaune de 5 centimètres de diamètre, deux anneaux en bois beaucoup plus grands, que le contact de l'air a réduits en poussière, et une bague également en métal jaune, ne pouvant s'introduire que dans un doigt très-petit ; une de ces *armilla*, qui est striée, a été reproduite, réduite au quart, sous le n° 4 de la planche ci-jointe.

Ce vase était entièrement entouré d'un lit de charbon de bois, très-bien conservé.

A quelques centimètres au-dessus de chaque pot, se trouvait une grosse pierre, placée sans doute pour indiquer le lieu de l'enfouissement.

Le **Champ du Coin** est placé sur une éminence dominant la rivière de la **Vègre**.

M. Lecomte, l'un de nos collègues, ayant produit, au cours de l'une de nos séances, une remarquable pièce d'argent de la série monétaire française, nous nous sommes chargé de la dessiner et de joindre une notice à l'appui, qui a été communiquée à la Société et insérée au *Bulletin*, ainsi que le dessin original de cette belle monnaie qui est un gros parisis de Philippe de Valois.

La Commission d'archéologie a mis à l'étude, pendant plusieurs de ses séances, l'examen des poteries micacées, offrant de grands vases d'environ 40 ou 50 centimètres de diamètre, trouvés en nombre considérable dans les déblais de la cave de M. Denieau, brasseur, rue des Chanoines. Ces nombreux débris sont déposés au Musée archéologique du Mans, et ils ont fixé l'attention à l'Exposition universelle de 1867, où ils figuraient dans la section de l'histoire du travail, série carlovingienne, n° 1699.

Nous avons fait un rapport au Comité d'archéologie, près le ministère de l'Instruction publique, sur ces fragments que nous avons considérés comme appartenant à la période du VIII^e au XI^e siècle, notamment à l'époque de l'occupation normande. Trois de ces fragments sont représentés sous le n° 270 de notre catalogue du Musée archéologique du Mans. Depuis lors, nous avons su que des fragments à peu près semblables, mais non identiques, avaient été trouvés dans le département de l'Orne, et nous nous sommes adressé à notre honorable confrère M. de La Sicotière, dont le zèle pour la science et l'art est au-dessus de tout éloge. M. de La Sicotière ayant été prié d'assister à une de nos séances, où l'on devait discuter la question d'origine de ces curieuses poteries, a bien voulu se rendre au Mans et nous donner, en séance, les détails les plus précis sur les gisements de ces poteries dans le département de l'Orne.

C'est, paraît-il, dans la commune d'Héloup qu'ont été fabriqués les grands vases dont on trouve les fragments dans l'Orne, vases dont l'ornementation diffère un peu de ceux

découverts chez M. Denicau ou, plus anciennement, chez M. Monnoyer.

La commune d'Héloup est située dans le canton et à l'ouest d'Alençon ; ses roches ne paraissent pas renfermer le mica qui entre à profusion dans l'ornementation de ces vases.

Il existe dans cette commune trois centres au moins de fabrication, reconnus par M. de La Sicotière, et c'est *par charretées* qu'on y trouve les fragments de ces grands vases qui, sans doute, s'exportaient fort loin. On sait que le caractère principal de ces vases c'est de présenter à la partie supérieure un cordon de têtes ou de mascarons en relief d'un travail rudimentaire, et sur leurs flancs un système de frettes ou simplement de cordons saillants, encadrant une multitude d'œils de perdrix ou petits disques en creux, avec un point central ; la couverte, rosée quand la cuisson n'a pas été violente, est jaspée de points brillants de mica.

M. de La Sicotière pense que ces nombreux débris proviennent de vases brisés à la cuisson. Sur quelques points, on remarque des traces de feu et des débris de charbon qui semblent attester la présence ou plutôt la destruction d'anciens foyers.

A côté de ces tas de poteries on trouve des tas de sable à gros grains (quartz pur), entièrement semblables à ceux qui abondent dans le kaolin des environs d'Alençon, sans mélange de sable ou de grains plus volumineux.

M. de La Sicotière explique ainsi la présence de ces tas de grains quartzeux de la grosseur d'un grain de blé.

Le kaolin des environs d'Alençon, très-abondant sur divers points des communes dont le sol est granitique (Lonrai, Condé, Saint-Germain, etc.), est produit par la décomposition du feldspath pur qui, avec le quartz et le mica, forme le granit d'Alençon ; il peut aussi provenir de la décomposition du feldspath d'une roche analogue au granit, mais qui ne renferme pas de mica et qui existe en abondance à Héloup. Toutefois on ne connaît pas dans cette commune de gisement de kaolin.

Le kaolin des environs d'Alençon est mélangé de beaucoup de grains de quartz, ce qui empêche de l'employer pour la poterie aussi usuellement qu'on le ferait sans cela; il est d'ailleurs très-abondamment micacé.

Les sables trouvés près des poteries d'Héloup ont dû, suivant M. de La Sicotière, être extraits du kaolin, par le lavage ou par tout autre procédé.

Le résidu, composé de kaolin plus pur et mêlé à l'argile plastique, a dû servir à la composition de ces grands vases.

L'argile plastique se rencontre abondamment à Héloup même, et dans un pré de la terre de la Boisnière, qui appartenait à M. Gelée, gendre de M. de La Sicotière; on y montre les vastes excavations où l'on aurait, dit-on, pris la terre employée pour faire ces poteries.

Ainsi que je l'ai dit, l'ornementation des poteries d'Héloup diffère un peu de celles trouvées au Mans; mais l'aspect général est absolument le même, et on peut dire que si nos vases manceaux ne sont pas sortis de cette fabrique, ils ont été évidemment inspirés par elle, puisque d'ailleurs le mica ne se trouve que dans les environs d'Alençon (1).

Plusieurs de nos séances ont ensuite été consacrées à l'examen d'un projet de publication de la Sigillographie du Maine. Nous avons produit un nombre considérable de sceaux matrices, d'empreintes, ou de dessins de sceaux concernant le Maine; d'un autre côté, M. Bellée, archiviste, a obtenu de l'administration des Archives nationales, un assez grand nombre d'empreintes, offrant sur cette matière des documents importants. Il a paru à la Commission qu'il serait bon de réunir tous ces éléments divers en un corps d'ouvrage, qui pourrait être publié par fascicules séparés, dans le *Bulletin de la Société*, et réunis ensuite en faisceau, avec une table méthodique de noms d'hommes et de lieux.

(1) Des fragments de poteries, semblables à celles d'Héloup, découverts par M. Chardon, à Peray en Saosnois, et par M. Guéranger, à La Suze, ont été également soumis à la Commission.

Les membres de la Commission ont promis leur concours à cet important travail, et la première pierre de l'édifice a été posée. Nos collègues ont pu voir dans le *Bulletin* de la Société le premier fascicule de la publication ayant pour objet le sceau inédit de Charles IV, comte du Maine, dont une bonne empreinte, obtenue à l'aide de la matrice existant dans la collection Daniau, à Poitiers, nous avait été obligeamment communiquée par M. Anatole de Barthélemy, secrétaire de la Commission de la Topographie des Gaules. Il est important que ces fascicules aient une pagination limitée à leur étendue, car il faut qu'un jour on puisse classer ces membres séparés d'un même tout, dans les diverses séries auxquelles ils appartiennent, telles que : sceaux des comtes du Maine, sceaux des évêques du Mans, sceaux des châtellenies, sceaux des abbés, sceaux des communautés religieuses, etc., etc. Ces notices seront toutes accompagnées de la figure du sceau, soit gravée, soit lithographiée par les membres mêmes de la Commission ; car ces sortes d'ouvrages ne valent que par les représentations graphiques qui les accompagnent, et c'est le prix élevé de ces planches, si on tient à les avoir parfaites, qui a entravé, jusqu'à ce jour, les publications de sceaux en province. Le dévouement des membres de la Commission saura surmonter cette difficulté.

La lecture du travail du président de la Commission sur le sceau de Charles IV lui a fourni l'occasion d'appeler l'attention de la Commission sur le tombeau de ce prince, conservé à la Cathédrale du Mans. Il a fait remarquer que le cénotaphe proprement dit ne remontait certainement pas au temps de l'évêque Thibault de Luxembourg, à qui les historiens du Maine attribuent l'érection de ce tombeau. Charles IV, en effet, aurait été inhumé, par lui, au pied de l'autel de la cathédrale, suivant ces historiens. C'est peut-être tard que son tombeau aurait été placé dans la chapelle de Saint-Jean-Baptiste où on le voit aujourd'hui. La Commission de l'ornementation

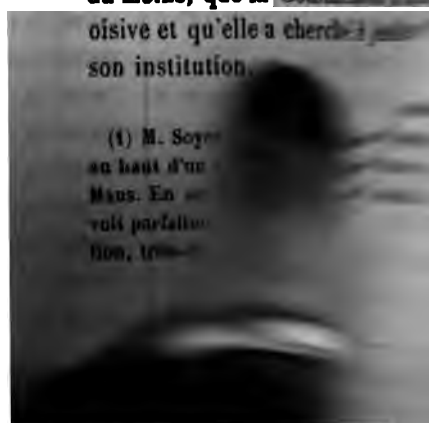
d'érection plus moderne que l'année 1477. La statue de Thibault.

Une sous-commission d'études, composée de MM. de MM. Soyer et Rodier, tous deux architectes, a été plusieurs fois sur les lieux pour étudier le monument constaté par les membres de la sous-commission. Le monument avait été déplacé, ainsi que le constatent les photographes qui prenaient ses pieds. Mais la découverte a été faite par M. Soyer qui, dans une visite faite au monument, a constaté un fait curieux : c'est qu'il existe sur le côté du cénotaphe qui surmonte le mur de la niche, une ornementation très intéressante, digne d'être reproduite par le dessin. Le cénotaphe du blason de Charles IV (1), tel que le cénotaphe du lion dans la bordure, et de chaque côté de ceux de bon style, mais toujours d'un style antérieur à l'année 1477.

Il a été décidé que cette statue de Charles IV serait moulée en plâtre et que ce moulage serait déposé au Musée.

MM. Soyer et Rodier préparent un rapport qui, après avoir été lu en commission, sera présenté à la Société, dans une de ses prochaines réunions.

Nous aurons voulu reproduire le monument digne d'être présenté à la Société et du moins, que la Commission d'études



oisive et qu'elle a cherché à restaurer son institution.

(1) M. Soyer
au haut d'un
Maus. En se
vaut paraitre
tion, très

	0.	7.30
	9.	10.25
	5.50	
	7.50	
	5.75	
	3.	
	0.	
	7.75	
	5.	
	5.	
	4.50	
	4.	
	2.75	
	1.	
	2.25	
	2.	
Gr. V.	0.50	
	1.	
Gr. V.	-1.	
	1.	
	3.	
	3.25	
	150.25	
	14.	
	-1.	
	5.21	

chronométrique, 1.19.

Observations météorologiques. — Mois d'Octobre 1871.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				5 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Udromètre pluie tombee en 24 heures.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel — Observations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur.	à maxima	à minima							
1	752.25	12.	16.50	9.	24.60	752.12	18.	O.	☉ 6. Vt.	752.63	18.
2	753.81	12.75	19.	9.25	»	754.17	17.50	S. O.	☉ Pl. Vt.	754.31	17.
3	753.29	13.	18.	9.50	5.	753.11	16.	O.	☉ Pl.	753.23	15.75
4	751.17	9.	16.50	5.	2.60	754.48	14.75	S. O.	☉ Vt.	754.82	14.
5	753.51	8.	15.	6.50	»	755.76	16.	O.	☉	753.71	16.
6	753.88	12.	16.50	10.	»	753.49	17.50	S.	☉	753.39	17.
7	754.84	14.	17.50	11.	»	754.61	17.75	S. S. O.	☉	754.43	18.
8	753.17	15.	18.50	13.	» 60	753.13	16.75	S. O.	☉	753.	18.25
9	752.42	14.	19.	12.	1.40	752.54	16.	S. O.	☉	752.69	16.
10	753.09	12.	17.75	9.	» 60	753.43	18.	N. E.	☉	753.95	17.
11	754.23	8.	19.	6.	2.	754.41	17.75	E.	☉	754.54	17.
12	754.31	9.	18.	4.	2.	754.96	18.75	E. N. E.	☉	753.35	18.
13	756.46	10.	19.	2.50	1.50	756.41	16.	N. E.	☉ Gel. bl.	756.38	17.
14	753.41	11.25	16.	1.25	»	754.29	14.	N. E.	☉ Gel. bl.	754.97	15.
15	753.99	6.	15.	1.50	»	753.84	16.75	E. N. E.	☉ Gel. bl.	753.78	17.50
16	753.23	9.	18.	8.	»	753.11	18.	E.	☉	753.07	18.
17	752.61	13.	18.50	10.	»	752.49	17.50	N. E.	☉	752.33	18.
18	751.89	12.50	18.50	10.25	»	751.77	14.50	S. S. E.	☉	751.57	16.
19	750.70	17.	17.	11.	»	750.53	12.	E. S. E.	☉	750.41	19.
20	749.66	13.	20.50	7.60	7.60	749.70	14.	S. O.	☉ Pl.	749.89	13.
21	750.03	9.	14.50	6.50	11.	750.50	13.75	O.	☉	750.76	14.
22	751.17	8.	14.	5.75	»	751.22	15.25	E.	☉	751.33	15.
23	753.20	7.25	15.50	3.5	»	754.41	15.	N. E.	☉ Gel. bl.	754.96	13.50
24	753.85	6.	15.	4.75	»	756.17	11.50	N.	☉	756.28	11.25
25	757.47	4.	12.0	0.25	»	758.07	12.25	N. E.	☉ Gel. bl.	758.46	12.
26	761.01	2.50	13.50	0.50	»	760.29	13.	N. E.	☉	760.03	13.
27	759.59	3.	13.	1.	»	759.45	4.50	N. E.	☉	759.07	3.
28	758.17	1.	4.50	-1.	»	757.51	7.	N. E.	☉	757.38	8.
29	755.43	4.	10.	0.	»	754.84	11.50	E. S. E.	☉ Gel. bl.	754.51	9.75
30	753.10	7.	12.50	5.	4	753.07	12.	S. S. O.	☉ Pl.	752.84	11.
31	753.76	9.	13.50	7.25	8.	754.01	13.	E. S. E.	☉	754.52	12.
Tot.	23378.53	291.25	492.25	189.60	70.90	23379.95	462.20	N. E.		23381.31	458.00
Max.	760.01	17.	20.50	13.		760.29	19.			760.03	19.
Min.	749.66	1.	4.50	-1.		749.76	4.50			749.89	3.
Med.	754.15	9.39	15.88	6.12		754.19	14.94			754.24	14.77

Moyenne barométrique, 754.23. — Moyenne thermométrique, 18.33.

Observations météorologiques. — Mois de Novembre 1871.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				5 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Udromètre pluie tombee en 24 heures	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel — Observations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur.	à maxima	à minima							
1	753.17	9.50	13.	8.	»	753.48	13.75	N. E.	○	753.61	14.
2	756.29	3.50	14.75	1.50	»	756.66	4.50	N. E.	● Gel. bl.	756.89	5.
3	756.56	4.	6.	2.50	»	756.27	6.	N. E.	● 6. Vt.	756.11	5.75
4	753.39	3.	7.	1.	»	753.09	6.25	E. N. E.	● Gel. bl.	754.84	6.
5	753.67	5.	7.	4.50	»	753.51	5.	N. E.	☉	755.47	6.
6	755.35	4.	6.75	1.	»	753.58	11.	N. E.	☉	755.61	11.
7	753.84	8.	12.	4.75	»	753.75	9.75	E.	☉	753.70	10.
8	754.91	5.	10.	4.50	»	754.82	8.	E.	☉	754.63	7.50
9	754.41	4.	9.	2.	»	754.19	9.50	O.	☉	753.82	9.
10	753.17	6.	10.	1.50	»	752.86	11.	E.	☉	752.17	10.25
11	752.38	4.50	12.	3.	1.60	752.41	6.	E.	● Pl. G. V.	752.54	5.50
12	751.67	5.	6.50	0.75	10.40	751.47	7.	N.	☉ Gel. bl.	751.38	7.50
13	750.59	3.	8.25	-1.75	»	750.03	6.	N. N. E.	☉ Gel. bl.	749.76	5.75
14	748.97	0.25	7.	-2.25	»	749.26	5.75	N. E.	☉ Gel. bl.	749.53	5.
15	750.81	4.	6.	-0.25	2.20	752.37	5.50	S.	☉	753.02	6.
16	754.17	4.	8.25	3.50	» 20	754.98	8.	N. O.	☉	753.19	7.75
17	748.81	6.	10.	1.	1.	749.96	6.25	O.	☉	751.97	5.
18	751.48	1.	6.25	-2.	»	750.22	5.	N. N. E.	☉	750.31	5.
19	751.31	1.	6.50	-2.	»	751.53	5.	N. E.	○ Gel. bl.	751.93	4.50
20	752.42	0.75	5.50	3.25	»	751.6	4.75	N. E.	☉ Gel. bl.	753.01	4.
21	754.51	-2.	5.	-5.	»	754.88	3.	N. E.	☉ Gel. bl.	753.19	2.75
22	753.66	-2.	4.50	-3.75	»	756.03	1.	N. E.	● Gel. bl.	756.17	1.
23	756.07	1.	2.	-2.50	»	753.82	2.	N. E.	●	753.65	2.25
24	754.82	1.50	3.	-1.	»	753.76	5.	E. S. E.	○	752.69	2.
25	749.76	-0.75	5.2	-2.25	»	749.59	1.	N. E.	● Gel. bl. V.	749.41	0.50
26	749.84	1.	1.	-2.	»	749.77	1.	N. E.	●	749.35	1.
27	749.53	1.	1.50	-0.50	»	749.33	-0.25	N. E.	● Gr. Vt.	748.97	-1.
28	748.58	0.	1.50	-1.50	»	748.19	-0.25	N. N. E.	●	748.03	1.
29	747.60	0.25	1.5	-0.50	»	747.57	1.	N.	☉	747.31	3.
30	748.02	1.	3.25	-0.75	»	748.	4.	N. N. O.	☉	748.56	3.25
Tot.	22589.75	1 2.50	200.25	8.15	15.40	22579.90	161.50	N. E.		22581.05	156.25
Max.	756.56	9.50	14.75	8.		756.66	13.75			756.89	14.
Min.	747.60	-2.	1.	-5.		747.57	-0.25			747.31	-1.
Moy.	752.79	3.42	6.67	0.27		752.67	5.38			752.70	5.21

Moyenne barométrique, 752.72. — Moyenne thermométrique, 4.19.

Observations météorologiques. — Mois de Décembre 1871.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				3 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Udémètre pluie tombée en 24 heures	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel — Observations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur.	à maxima	à minima							
1	749.34	3.	4.	-1.	»	750.52	4.50	N.	● Vt.	752.19	3.
2	760.00	-1.75	5.	-3.	»	760.17	1.75	N.E.	○ Gel. bl.	759.83	1.
3	758.94	-4.	2.50	-6.50	»	758.97	0.50	N.O.	●	757.07	-0.25
4	757.59	-2.	1.	-4.	»	757.53	1.	N.E.	○	757.89	0.
5	758.16	-3.	1.25	-5.	»	758.98	2.	N.O.	● Gel. bl.	759.14	-1.25
6	759.55	-3.	2.50	-6.75	»	759.02	1.	O.	● Neige.	759.03	0.
7	755.77	0.	2.	-1.	»	755.96	2.	S.O.	● G. Vt.	767.19	3.
8	763.31	-5.75	3.	-9.	»	764.19	-3.	N.N.E.	○	765.81	-4.75
9	764.76	-9.	-3.	-12.	»	763.01	-5.	N.	○ Gel. bl.	763.72	-4.
10	761.97	-6.75	-3.	-8.	»	762.31	-5.50	O.	●	762.28	-3.50
11	763.11	-4.25	-1.	-7.	»	763.64	2.	N.O.	●	766.19	2.25
12	767.83	-3.	3.50	-5.	»	767.51	-1.50	N.E.	●	767.24	0.
13	767.47	-1.	0.	-3.	»	767.39	1.	S.O.	●	767.11	0.
14	767.77	0.	1.	-1.	»	767.47	3.75	S.O.	●	767.09	4.
15	763.	1.	3.	-1.	»	765.19	4.	S.O.	●	765.04	4.
16	764.91	4.	4.75	0.	2.	764.83	5.75	O.	●	764.88	6.
17	763.31	2.	6.50	0.50	»	763.37	3.	O.N.O.	●	763.19	2.
18	762.96	1.75	4.	1.	»	762.11	3.	O.	●	762.82	3.
19	760.83	2.	4.	0.	»	760.13	5.	S.O.	●	759.18	4.50
20	756.81	3.	5.	0.	6.40	754.17	5.25	S.S.O.	● G. Vt.	752.96	5.
21	759.26	5.	6.	0.25	»	749.49	8.	S.O.	●	747.70	6.50
22	743.05	4.	9.75	1.	»	745.21	4.	E.N.E.	● Vt.	745.84	4.
23	756.19	1.	5.	-1.	»	754.96	1.	N.E.	● Gel. bl.	756.67	1.
24	758.10	-1.50	2.	-2.	»	759.43	0.	S.O.	● Gel. bl.	759.84	0.75
25	758.34	-1.50	1.25	-2.50	»	757.69	0.	S.O.	●	756.97	1.25
26	756.15	2.	2.	0.	»	753.83	1.	S.O.	●	754.71	2.
27	759.76	1.	3.	0.75	»	749.52	2.50	S.	● Vt.	747.19	5.
28	743.	3.	6.	1.	»	742.43	4.	O.	● Vt.	743.29	3.
29	747.19	3.	4.	0.	»	748.67	6.	S.O.	●	749.22	7.
30	759.98	-1.	7.75	-2.	3.80	752.74	9.	S.O.	● Gel. bl.	754.07	8.75
31	759.15	4.	9.50	2.	»	759.77	6.25	N.N.E.	●	760.03	5.
Tot.	23502.74	-11.55	105.25	-74.25	12.20	23006.31	72.25	S. O.		23517.36	70.25
Max.	767.83	5.	9.75	2.		767.51	9.			767.24	8.75
Min.	743.	-9.	-3.	-12.		742.43	-5.50			743.20	-4.75
Med	758.15	-0.37	3.46	-2.39		758.27	2.33			758.63	2.27

Moyenne barométrique, 758.35. — Moyenne thermométrique, 1.45.

EXTRAIT DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

Pendant le 4^e Trimestre de 1871

Séance du 3 novembre 1871.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. BELLÉE, SECRÉTAIRE.

Lecture et adoption du procès-verbal de la dernière séance.

La correspondance manuscrite et imprimée comprend : une lettre circulaire de M. le Préfet de police, demandant aux Sociétés savantes l'envoi des ouvrages dont elles pourront disposer, afin de combler les lacunes produites dans la bibliothèque de la Préfecture de police pendant l'insurrection parisienne (renvoi à l'examen d'une Commission composée de trois membres, MM. Leprince, Guéranger et Lecomte); — une lettre de M. Hucher, membre titulaire, président de la Commission d'archéologie, pour transmettre son rapport à la Société sur les travaux de ladite Commission; — une lettre de M. Drouin de L'Huys, président de la Société des Agriculteurs de France, pour provoquer des souscriptions individuelles, en argent ou en nature, en faveur des cultivateurs ruinés par la guerre; — une lettre dans laquelle M. l'abbé Voisin, membre honoraire, appelle l'attention de la Société sur deux questions, l'une relative aux ossements humains des cavernes en France, l'autre, à l'introduction du christianisme dans notre pays et à la mission de saint Julien; — une dépêche de M. le Ministre de l'Agriculture annonçant l'institution d'un prix de 20,000 fr. en faveur de l'inventeur d'un procédé pratique et efficace pour guérir la nouvelle maladie de la vigne, le *Phylloxera vastatrix*; — plus un nombre considérable de publications émanées des Sociétés savantes françaises, de l'examen desquelles sont chargés MM. Garnier et Gasté; — et enfin de nombreux volumes contenant le résultat des travaux de diverses Sociétés américaines, qui sont renvoyés à l'examen de M. Bellée.

On entend la lecture d'un rapport présenté aux termes du règlement par M. Hucher, président de la Commission d'archéologie, sur les travaux annuels de cette Commission. M. le Président, au nom de la Société, adresse des remerciements à M. Hucher.

A propos d'une des anciennes tours de la ville dont le percement du

tunnel a entraîné la destruction et qui est mentionnée dans le rapport précédent, M. David, rappelant l'inclinaison de ses assises dans la partie inférieure, dit qu'à son avis cette inclinaison a été produite par des mouvements de terrain pendant sa construction, qui a dû être exécutée à deux reprises différentes. Il ajoute, dans le même ordre d'idées, que le percement du premier tunnel, dont il a suivi avec attention les travaux, lui a fait découvrir dans les terres provenant de l'excavation différents objets et, entre autres, des défenses de sanglier et des morceaux de bois enveloppés de linge dont il lui semble difficile d'indiquer l'origine.

M. de Ponton d'Amécourt lit ensuite le compte rendu de la Commission départementale de distribution de secours aux cultivateurs ruinés par la guerre. La Société applaudit à l'œuvre accomplie par la Commission et la remercie ainsi que son interprète, M. d'Amécourt.

M. Garnier rend compte d'un ouvrage intitulé : *L'Hôtel-Dieu de Beaufort-en-Vallée*, par M. Denais. M. David relève une des assertions de l'auteur relative à l'époque de la fondation des établissements hospitaliers dans les petites villes, qui ne remonterait pas au delà du xiv^e siècle. La ville de Blaye, d'après M. David, possédait un hôpital à une époque beaucoup plus reculée, comme en font foi d'anciens titres récemment découverts aux Archives municipales de Blaye.

M. Bellée confirme cette observation et cite à l'appui de son opinion les hôpitaux de Ballon, de Montfort et Pont-de-Gennes. Le premier existait certainement au x^e siècle, et la fondation du second était déjà assez ancienne en 1366, pour que la mémoire du fondateur se fût perdue.

Séance du 17 novembre 1871.

PRÉSIDENTE DE M. BOISSEAU.

M. BELLÉE, SECRÉTAIRE.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté. La correspondance comprend : Actes de l'Académie de Bordeaux, contenant un travail intitulé : *Effets physiologiques et thérapeutiques des Ingesta*, renvoyé à l'examen de M. le docteur Mordret, prié d'en rendre compte; un nombre considérable de bulletins des Sociétés savantes des départements; enfin, une brochure ayant pour titre : *Institut des provinces de France*, dans laquelle on demande, au nom de cette Société, l'envoi annuel d'un résumé succinct des travaux de chaque Société savante. Cette demande est prise en considération et l'Assemblée décide qu'il y sera fait droit.

On entend la lecture d'une *Notice sur l'arrestation d'un convoi de céréales destiné pour la ville du Mans, faite indûment et sous la responsabilité de la commune de Bonnétable, le 12 prairial an II*, par M. Letronne, membre correspondant; — puis, celle d'un travail intitulé : *La France avant Clovis, ou le premier empire chrétien*, par M. l'abbé Voisin, membre honoraire.

Des remerciements sont adressés aux auteurs par M. le Président au nom de la Société.

Il est décidé ensuite, après une courte discussion, que les séances publiques bisannuelles de la Société auront lieu au mois de juin 1872, et qu'une Commission, chargée de l'organisation de ces séances, sera nommée à la prochaine réunion.

Séance du 1^{er} décembre 1871.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. BELLÉE, SECRÉTAIRE.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté. La correspondance comprend : une lettre de M. Denais, demandant à faire partie de notre Société, à titre de membre associé ; — une lettre adressée à M. le Secrétaire général, par M. Emile Bégin, membre du Conservatoire de la Bibliothèque du Louvre, faisant appel à la Société pour la reconstitution de cette bibliothèque ; — et un certain nombre de bulletins des Sociétés savantes des départements.

Au nom de la Commission chargée d'examiner la suite à donner à la demande d'envoi de livres faite par M. le Préfet de police, pour reconstituer la bibliothèque de sa préfecture, M. Guéranger fait son rapport dont les conclusions sont adoptées.

M. Gasté, au nom de la Commission des lectures, lit un rapport sur un volume des Mémoires de l'Académie des Arts, Sciences et Belles-Lettres de Caen, dans lequel il passe en revue les travaux littéraires et artistiques les plus intéressants qui y sont compris.

M. le docteur Mordret, comme interprète de la même Commission, rend ensuite compte d'un travail médical important, intitulé : *Effets physiologiques et thérapeutiques des Ingesta* par le docteur Marvaut, travail inséré dans les actes de l'Académie de Bordeaux.

Il est enfin procédé à la nomination de la Commission qui sera chargée de l'organisation des séances publiques de la Société pour 1872. A la suite du scrutin qui a lieu à cet effet, la Commission se trouve composée, outre M. le Président et M. le Secrétaire général, membres-nés, de MM. Gasté, Surmont, Clouet, Martin et Guéranger.

Séance du 13 décembre 1871.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. BELLÉE, SECRÉTAIRE.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté. La correspondance comprend : 1^o *Bulletin* de la Société industrielle de Mulhouse ; 2^o *Bulletin* mensuel de la Société des agriculteurs de France,

Observations météorologiques. — Mois d'Octobre 1871.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				3 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Udémètre pluie tombée en 24 heures	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel — Observations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur.	à maxima	à minima							
1	752.25	12.	16.50	9.	24.60	752.12	18.	O.	☉ G. V.	752.63	18.
2	753.81	12.75	19.	9.25	»	754.17	17.50	S. O.	☉ Pl. V.	754.31	17.
3	753.29	13.	18.	9.50	3.	753.11	16.	O.	☉ Pl.	753.23	15.75
4	751.17	9.	16.50	3.	2.60	754.48	14.75	S. O.	☉ V.	754.82	14.
5	753.51	8.	15.	6.50	»	755.76	16.	O.	☉	755.71	16.
6	753.88	12.	16.50	10.	»	753.49	17.50	S.	☉	753.39	17.
7	754.84	14.	17.50	11.	»	754.61	17.75	S. S. O.	☉	754.45	18.
8	753.17	15.	18.50	13.	» 60	753.13	16.75	S. O.	☉	753.	18.25
9	752.42	14.	19.	12.	1.40	752.54	16.	S. O.	☉	752.69	16.
10	753.09	12.	17.75	9.	» 60	753.43	18.	N. E.	☉	753.95	17.
11	754.28	8.	19.	6.	2.	754.41	17.75	E.	☉	754.54	17.
12	754.31	9.	18.	4.	2.	754.96	18.75	E. N. E.	☉	755.35	18.
13	756.46	10.	19.	2.50	1.50	756.41	16.	N. E.	☉ Gel. bl.	756.38	17.
14	755.41	11.25	16.	1.25	»	754.29	14.	N. E.	☉ Gel. bl.	754.97	15.
15	753.09	6.	13.	1.50	»	753.84	16.75	E. N. E.	☉ Gel. bl.	753.78	17.50
16	753.23	9.	18.	8.	»	753.11	18.	E.	☉	753.07	18.
17	752.61	13.	18.50	10.	»	752.49	17.50	N. E.	☉	752.33	18.
18	751.89	12.50	18.50	10.25	»	751.77	14.50	S. S. E.	☉	751.57	16.
19	750.70	17.	17.	11.	»	750.53	19.	E. S. E.	☉	750.41	19.
20	749.66	13.	20.50	7.60	7.60	749.70	14.	S. O.	☉ Pl.	749.89	13.
21	750.03	9.	14.50	6.50	11.	750.50	13.75	O.	☉	750.76	14.
22	751.17	8.	14.	5.75	»	751.22	15.25	E.	☉	751.33	15.
23	753.26	7.25	15.50	3.5	»	754.41	15.	N. E.	☉ Gel. bl.	754.96	13.50
24	753.85	6.	15.	4.75	»	756.17	11.50	N.	☉	756.28	11.25
25	757.47	4.	12.0	0.25	»	758.07	12.25	N. E.	☉ Gel. bl.	758.46	12.
26	761.01	2.50	13.50	0.50	»	760.29	13.	N. E.	☉	760.03	13.
27	759.59	3.	13.	1.	»	759.45	4.50	N. E.	☉	759.07	3.
28	758.17	1.	4.50	-1.	»	757.51	7.	N. E.	☉	757.38	8.
29	755.45	4.	10.	0.	»	754.84	11.50	E. S. E.	☉ Gel. bl.	754.21	9.75
30	753.10	7.	12.50	5.	4	753.07	12.	S. S. O.	☉ Pl.	752.84	11.
31	753.76	9.	13.50	7.25	8.	754.01	13.	E. S. E.	☉	754.52	12.
Tot.	23378.53	291.25	492.25	180.60	70.90	23379.95	462.20	N. E.		23381.31	458.00
Max.	760.01	17.	20.50	13.		760.29	19.			760.03	19.
Min.	749.66	1.	4.50	-1.		749.76	4.50			749.89	3.
Med.	754.15	9.39	15.88	6.12		754.19	14.94			754.24	14.77

Moyenne barométrique, 754.23. — Moyenne thermométrique, 18.33.

Observations météorologiques. — Mois de Novembre 1871.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				5 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Udromètre pluie tombee en 24 heures	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre ex- térieur.	VENT.	État du Ciel — Obser- vations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre ex- térieur.
		exté- rieur.	à maxima	à minima							
1	753.17	9.50	13.	8.	»	753.48	13.75	N. E.	○	753.61	14.
2	756.29	3.50	14.75	1.50	»	756.66	4.50	N. E.	● Gel. bl.	756.89	5.
3	756.56	4.	6.	2.50	»	756.27	6.	N. E.	● G. Vt.	756.11	5.75
4	753.39	3.	7.	1.	»	753.09	6.25	E. N. E.	● Gel. bl.	754.84	6.
5	753.67	5.	7.	4.50	»	753.51	5.	N. E.	☉	753.47	6.
6	755.35	4.	6.75	1.	»	755.58	11.	N. E.	☉	755.61	11.
7	753.84	8.	12.	4.75	»	753.75	9.75	E.	☉	753.70	10.
8	754.91	5.	10.	4.50	»	754.82	8.	E.	☉	754.63	7.50
9	754.41	4.	9.	2.	»	754.19	9.50	O.	☉	753.82	9.
10	753.17	6.	10.	1.50	»	752.86	11.	E.	☉	752.17	10.25
11	752.38	4.50	12.	3.	1.60	752.41	6.	E.	☉ Pl. G. V.	752.54	3.50
12	751.67	5.	6.50	0.75	10.40	751.47	7.	N.	☉ Gel. bl.	751.38	7.50
13	750.59	3.	8.25	-1.75	»	750.03	6.	N. N. E.	☉ Gel. bl.	749.76	5.75
14	748.97	0.25	7.	-2.25	»	749.26	5.75	N. E.	☉ Gel. bl.	749.53	5.
15	750.81	4.	6.	-0.25	2.20	752.37	5.50	S.	☉	753.02	6.
16	754.17	4.	8.25	3.50	» 20	754.98	8.	N. O.	☉	753.19	7.75
17	748.81	6.	10.	1.	1.	749.96	6.25	O.	☉	751.97	5.
18	751.48	1.	6.25	-2.	»	750.22	5.	N. N. E.	☉	750.31	5.
19	751.31	1.	6.50	-2.	»	751.53	5.	N. E.	○ Gel. bl.	751.93	4.50
20	752.42	0.75	5.50	3.25	»	751.6	4.75	N. E.	☉ Gel. bl.	753.01	4.
21	754.51	-2.	5.	-5.	»	754.88	3.	N. E.	☉ Gel. bl.	753.19	2.75
22	755.66	-2.	4.50	-3.75	»	756.03	1.	N. E.	● Gel. bl.	756.17	1.
23	756.07	1.	2.	-2.50	»	753.82	2.	N. E.	●	753.65	2.25
24	754.82	1.50	3.	-1.	»	753.76	5.	E. S. E.	☉	752.89	2.
25	749.76	-0.75	5.25	-2.25	»	749.59	1.	N. E.	● Gel. bl. V.	749.41	0.50
26	749.84	1.	1.	-2.	»	749.77	1.	N. E.	●	749.35	1.
27	749.53	1.	1.50	-0.50	»	749.33	-0.25	N. E.	● Gr. Vt.	748.97	-1.
28	748.58	0.	1.50	-1.50	»	748.19	-0.25	N. N. E.	●	748.03	1.
29	747.60	0.25	1.5	-0.50	»	747.57	1.	N.	☉	747.31	3.
30	748.02	1.	3.25	-0.75	»	748.	4.	N. N. O.	☉	748.56	3.25
Tot.	22589.75	1 2.50	200.25	8.15	15.40	22579.99	161.50	N. E.		22581.05	156.25
Max.	756.56	9.50	14.75	8.		756.66	13.75			756.89	14.
Min.	747.60	-2.	1.	-5.		747.57	-0.25			747.31	-1.
Moy.	752.79	3.42	6.67	0.27		752.67	5.38			752.70	5.21

Moyenne barométrique, 752.72. — Moyenne thermométrique, 4.19.

Après avoir comparé justement les membres dispersés de la Société, séparés depuis longtemps, à des naufragés « qui, « venant d'échapper à la tourmente, se cherchent, se comp-
« tent et se reconnaissent, » M. Drouin de Lhuys s'est écrié avec émotion : « Non, Messieurs, pour nous, les événements
« que la France a traversés ne serviront pas d'excuse au
« découragement et à l'indifférence ; notre association tou-
« jours vivante, toujours fidèle à l'esprit qui l'animait à son
« début, saura élever son dévouement à la hauteur de ses
« devoirs et de nos malheurs ... Les populations rurales
« ont payé par un large tribut de sueurs, de sacrifices et de
« sang, la rançon d'erreurs qu'elles n'avaient point com-
« mises, d'illusions qu'elles n'avaient point partagées, de
« crimes dont elles n'avaient point été complices. Mais si
« jamais l'agriculture n'a été plus éprouvée qu'aujourd'hui,
« jamais sa mission ne s'est révélée d'une manière plus hono-
« rable, jamais sa bonne renommée n'a reçu de toutes parts
« de plus éclatants hommages.

« Tandis que les chancelleries étrangères, retranchées der-
« rière la raison d'Etat, répondaient à nos cris de détresse
« par d'inevitables déclarations de neutralité, ou par de
« vaines protestations de stérile sympathie, les agriculteurs
« de tous les pays civilisés se sont émus et ont tendu à leurs
« frères de France une main secourable. Ce sera là peut-être
« le trait qui frappera davantage l'historien philosophe,
« lorsqu'il étudiera cette époque troublée où toutes les notions
« du bien et du mal, toutes les lois divines et humaines ont
« été confondues dans un horrible chaos. »

Ces paroles vous reportent, Messieurs, vers le souvenir de ce qui s'est passé, en effet, sous vos yeux, dans notre département où nous avons pu distribuer, en avril 1871, les généreux secours en semences, vêtements, couvertures, envoyés en abondance par diverses associations bienfaisantes, notamment la Société anglaise *des Amis*, les instituteurs de plusieurs départements voisins ou éloignés, la Société des *Dix*

centimes par semaine de la ville de Bayonne, etc. Nous ne pouvons donc que nous associer de tout cœur à ce beau passage.

Plus loin, M. Drouin de Lhuys a tracé rapidement le tableau de ce que la Société des Agriculteurs a pu faire utilement à Paris et en France pendant ces mauvais jours de 1870 et de 1871, puis a terminé son allocution, souvent interrompue par les bravos de l'assemblée, en faisant un appel qui sera certainement entendu dans notre brave population agricole.

« Opposons, Messieurs (a-t-il dit alors), l'alliance des
« sentiments humains à la conjuration des passions haineuses ; fondons au grand jour la ligue internationale du
« bien public à l'encontre du complot que le génie du mal
« tramait depuis longtemps dans les ténèbres et qui s'est
« manifesté naguère par de sinistres lueurs à nos regards
« épouvantés.

« C'est aux populations honnêtes, paisibles et laborieuses
« de nos campagnes, qu'appartient l'avenir du pays. C'est
« d'elles qu'il attend son repos et son salut. Que notre agriculture
« augmente ses efforts en proportion de ses pertes.
« Après la sanglante jachère que la guerre a imposée à notre
« sol, apprenons à lui faire porter de plus abondantes moissons ; » et enfin : « J'ignore quelles sont les destinées politiques et sociales que la Providence réserve à notre patrie,
« mais j'ai la ferme conviction que c'est dans nos sillons
« qu'elle en a déposé le germe. »

On ne peut pas mieux penser et dire, n'est-ce pas, Messieurs, et vous avez compris pourquoi j'ai tenu tout d'abord à vous citer autant de ce discours qui reliait si bien la session de 1872 à celle de 1870, en franchissant cet abîme si sombre où la France avait roulé dans l'intervalle.

Cette première séance s'est continuée par le compte rendu de la Commission des Finances, qui a constaté la bonne situation de celles-ci et a fait connaître que le nombre des

Situation
financière.

sociétaires, qui était de 2,700 au mois de juillet 1870, avait été un peu amoindri par suite de la guerre, mais reprendrait sans doute bientôt une nouvelle marche ascendante.

M. le Secrétaire général de la Société (M. Lecouteux) a parlé ensuite de la situation morale, en rendant tout d'abord un hommage mérité aux hommes éminents qui ont été enlevés pendant ces deux funestes années, M. Decrombecque, le grand agriculteur de Lens, l'un des fondateurs de la sucrerie française, M. Decauville aîné, le directeur si distingué de la ferme du Petit-Bourg, et tant d'autres. Il a rappelé enfin le succès des congrès ouverts sous les auspices de la Société en 1869 et 1870.

Cette mention, quoique fort sommaire, frappera vos esprits, et vous aurez sans doute le désir de prier notre bureau de vouloir bien examiner quelles mesures notre Société d'Agriculture, Sciences et Arts pourrait avoir à prendre de concert peut-être avec les autres Sociétés agricoles de la Sarthe, pour nouer des relations plus étroites, plus suivies avec la grande Société des Agriculteurs de France, en vue d'organiser un congrès de cette nature dans le département, d'ici à deux ou trois ans, lorsque les blessures encore vives de l'occupation étrangère auront pu se cicatriser, en partie tout au moins.

La première séance générale ainsi remplie, les Sociétaires se sont répartis entre les diverses sections (10 en tout comme en 1870) et ont organisé leurs bureaux, puis leurs travaux pour préparer les rapports spéciaux à soumettre aux délibérations publiques. Ces rapports ont été nombreux et ont porté la discussion sur des sujets très-divers, mais offrant toujours un très-vif intérêt pour l'agriculture.

Question des
impôts nouveaux
à établir.

L'une des premières questions a été naturellement celle des impôts nouveaux à demander au pays en vue de solder cette contribution formidable atteignant un chiffre inconnu dans l'histoire et dont l'énormité n'a de similaire que l'énormité du crime politique antisocial, que quelques hommes n'ont pas craint de commettre en plein dix-neuvième siècle, après avoir

ravivé plus féroces que jamais des haines de peuple à peuple, que les progrès de la civilisation chrétienne semblaient avoir étouffées à jamais. Que les noms de ces hommes restent donc désormais attachés au pilori de l'histoire du monde, avec le stigmate mérité de l'animadversion et du mépris de toutes les âmes honnêtes et élevées !

Dans tous les cas, quelle que soit l'injustice de la créance, la France ayant reconnu la dette, quoique sous la pression barbare et inhumaine de la force, contre laquelle on l'a follement poussée sans aucune préparation sérieuse, c'est aujourd'hui pour nous tous une question d'honneur et il faut nous libérer loyalement. Ce sera notre première revanche, qui nous aidera sûrement à nous relever aux yeux du monde civilisé et nous fera tout d'abord une première part qui, pour ne pas être fructueuse dans l'ordre matériel, le sera dans l'ordre moral bien autrement pour la France que pour la malheureuse nation qui s'est donné si étourdiment des maîtres rapaces tristement ambitieux.

L'assemblée, acceptant donc cette obligation de chercher à faire face à ces besoins extraordinaires, a vivement discuté l'impôt sur les valeurs mobilières et sur les matières premières. Contrairement à son vote motivé de 1870 sur les traités de commerce que vous vous rappelez fort bien, elle a, malgré une opposition très-ferme et très-logique, à nos yeux tout au moins, voté les résolutions suivantes :

« Dans la nécessité où se trouve le pays de créer des im-
« pôts nouveaux, la Société des Agriculteurs de France de-
« mande qu'il soit fait appel : 1° à l'impôt sur les valeurs
« mobilières ; 2° à l'impôt sur les matières premières étran-
« gères. »

Ce vote a été communiqué le jour même à M. le Ministre de l'Agriculture pour être au besoin transmis à l'Assemblée nationale. Vous connaissez tous la savante et laborieuse discussion qui a si longtemps occupé les séances de cette assemblée qui, finalement et fort sagement, nous le

croyons, a repoussé toute sanction définitive de ce second impôt.

Enseignement
de l'horticulture.

Parmi les autres questions traitées dans la seconde séance générale de la Société, nous devons vous signaler celle relative à l'enseignement de l'horticulture, au sujet de laquelle les conclusions suivantes ont été votées :

« 1° La Société des Agriculteurs signale comme exemple à
« suivre les résultats favorables obtenus par l'initiative privée
« dans plusieurs Etats ;

« 2° Elle émet le vœu que le Gouvernement favorise l'en-
« seignement de l'horticulture, en l'établissant dans ses pro-
« pres écoles, et en aidant à la création d'une école supé-
« rieure. Elle demande en outre l'utilisation du potager de
« Versailles. »

Notre ville du Mans peut revendiquer une place dans cet exemple signalé en l'article 1^{er} de ces conclusions, puisqu'elle doit son jardin d'horticulture et les enseignements qu'on y reçoit à l'initiative privée qu'il importe, on le voit, d'encourager de tous nos vœux et de notre concours chaque fois que nous le pourrons, puisqu'elle peut produire de si bons résultats.

La peste bovine.

La peste bovine, cette compagne sinistre de toute invasion allemande en France, comme nous le disions naguère dans une autre enceinte, a eu le triste privilège d'occuper longuement, cette année, la Société des Agriculteurs. Elle sévissait encore, en effet, pendant le mois de janvier, dans le département du Nord qui était couvert de foyers d'infection, sauf dans quelques parties des arrondissements de Dunkerque et d'Avesnes.

M. Bouley, le savant académicien, inspecteur général des écoles vétérinaires et du service sanitaire, avait bien voulu se charger d'exposer la situation des départements envahis par la peste, et nous voudrions pouvoir vous donner une idée complète du langage charmant de l'orateur, malgré les dou-

loueux côtés de la question, mais il faudrait pour cela transcrire tout son discours.

Nous nous bornerons à vous redire ici que M. Bouley a loyalement renouvelé ses déclarations antérieures, sur l'impuissance de la science à donner un remède efficace, certain, contre cette terrible maladie toujours épidémique. Il a signalé les deux principales causes de son extension à la suite des armées : 1° son extranéité ; 2° sa contagion. « Et ces deux « caractères suffisent, a-t-il dit, pour justifier toutes les mesures prises contre le fléau. »

« Le caractère contagieux de la peste bovine a été nié par « quelques-uns. Rien pourtant n'est plus positif, si l'on consulte l'expérience. La contagion est en quelque sorte suée « par les pores de l'animal atteint, transmise dans l'air par « les voies respiratoires ; elle est dans les urines, dans les « matières excrémentielles, dans la bave, dans les pleurs. Un « animal pesant 500 kilogrammes représente 500 kilogrammes de matière contagieuse. En outre, la quantité de matière contagieuse nécessaire pour semer le mal est en « quelque sorte infinitésimale. Un animal sain piqué avec « une pointe humide qui aura auparavant piqué un animal « malade, est par le fait même contaminé. C'est ce caractère « de contagion exceptionnelle qui est la base de la prescription des mesures d'abatage. La contagion s'opère par « voies multiples : par les voies respiratoires et à distance, « quoique dans un rayon restreint ; par les voies digestives ; « par inoculation, soit par des plaies vives, soit par les muqueuses, par les rapports que les hommes peuvent établir « entre les étables contaminées et les étables saines, par les « viandes, les fourrages, les fumiers, les animaux domestiques de la ferme, chiens, chats, pigeons et même souris et « rats. »

A propos de la contagion par les viandes, M. Bouley a rappelé que depuis un an l'administration a cherché constamment, dans l'intérêt de l'agriculture et des consommateurs,

à rendre compatibles les mesures sanitaires contre le fléau et les nécessités de l'approvisionnement des grands marchés. Elle avait donc cru d'abord pouvoir permettre la circulation des viandes provenant d'animaux abattus pour causes de typhus, certaine que ces viandes ne pouvaient être malsaines pour l'homme.

Mais depuis, et c'est un point important pour nous à retenir, elle a reconnu en ce qui concerne la contagion qu'elle avait commis une faute, et le service sanitaire le déclare loyalement. Plusieurs faits sont venus démontrer péremptoirement que la viande est un élément de contagion pour les animaux sains qui vivent ou passent à côté des déchets inévitables de ces viandes mises ainsi dans la consommation. Il faut donc, malgré l'innocuité au point de vue des hommes, renoncer à utiliser la chair de tout animal contaminé ou pouvant être atteint lors de son abatage. Ainsi aujourd'hui les inspecteurs du service sanitaire s'opposent avec raison au transport des viandes provenant d'animaux abattus après avoir été atteints du typhus.

Au sujet des difficultés si grandes que nous avons rencontrées en France, dans la lutte contre le fléau qui s'est malheureusement si largement propagé, M. Bouley a signalé parmi les principaux coupables les administrations municipales sur plusieurs points, et ceux qui se livraient au commerce illicite du bétail alors que les marchés étaient fermés. « On n'a pas eu assez d'épigrammes, a dit l'orateur, contre les vétérinaires qui ne trouvaient pas d'autre mode de guérison que l'abatage, et l'on n'a pas voulu reconnaître que l'objet à sauver c'est la collectivité du bétail, le but à atteindre c'est l'extinction des foyers d'infection. »

Puis continuant et rappelant les efforts tentés pour préconiser l'inoculation de la peste bovine, M. Bouley a montré que, d'après ce qui se passe, pour l'inoculation de la clavelée qui fait généralement périr 5 pour 100 des animaux opérés, on aurait ainsi une perte certaine de 50,000 pour un million

de bêtes auxquelles la peste bovine eût été inoculée, sans même avoir la certitude de sauver le reste. Or la peste avait détruit, au 15 janvier, 23,000 animaux en France ; donc, en supposant une perte encore égale, jusqu'à l'extinction complète de la maladie, nous n'aurons pas atteint le chiffre minimum probablement donné par l'inoculation.

C'est une opération dangereuse, et l'on peut dire que pour la plupart des cas, inoculer la peste bovine au bétail, ce serait lui inoculer la mort. « D'ailleurs, comme l'a fort justement dit M. Bouley, c'est dans les steppes de la Russie que les essais doivent être faits et non en France. Chez nous, il importe d'extirper le fléau et non de le naturaliser en quelque sorte. La tâche est rude et difficile ; toutes les volontés, toutes les énergies, toutes les honnêtetés doivent courageusement conspirer pour sauver ce qui nous reste de bétail. »

La maladie a notablement diminué, si même elle n'a pas entièrement disparu depuis cette belle et instructive séance, à en juger par le silence qui s'est fait pour nous, depuis deux mois environ, à son endroit ; mais nous avons cru néanmoins très-utile pour nos agriculteurs, comme pour la Société d'Agriculture de la Sarthe, de consacrer le souvenir de ces excellents enseignements de l'illustre professeur, afin que le cas échéant d'un retour du fléau, ce qu'à Dieu ne plaise par bien des motifs, nous le connaissions dans toute sa malignité pour le combattre, l'enserrer et le détruire dès son origine dans nos contrées.

Comme corollaire de cette grave question, la Société des Agriculteurs s'est occupée du repeuplement des étables, puis de l'extension de la peste aux moutons.

Il a été répondu qu'une étable dans laquelle le typhus s'est déclaré, doit être préalablement désinfectée par le repavage, le grattage et le recrépissage des murs, le flambage des bois, si c'est possible, et le lavage au lait de chaux. Ces précautions prises, on ne doit effectuer le repeuplement que

vingt-un jours après, et on conseille de ne repeupler que par unités successivement.

En ce qui concerne les moutons, ils ne sont le plus souvent atteints que d'un typhus bénin ; mais la maladie, bénigne chez eux, peut être communiquée aux bêtes bovines et devenir violente chez ces dernières.

Ceci nous a paru très-important à noter. Quant aux chevaux, ils sont absolument réfractaires au typhus.

A la suite d'une longue et brillante discussion, qui s'est même prolongée pendant la plus grande partie de la quatrième séance générale, la Société des Agriculteurs a résumé les principes importants qui doivent en découler en émettant les vœux :

« 1° Que l'Assemblée nationale condense dans une loi
« claire et précise toutes les dispositions des actes des par-
« lements, lois, décrets, arrêtés, promulgués jusqu'ici et dont
« l'expérience a démontré l'utilité, en s'inspirant de ce qui a
« été fait déjà en Allemagne, en Angleterre, en Belgique et
« en Suisse, pour arrêter la peste bovine, circonscrire ses
« ravages et en réparer les dommages.

« 2° Que les indemnités édictées par la loi ne seront
« payables qu'après justification authentique de la désinfec-
« tion complète des étables.

« 3° Que l'indemnité doit être accordée aux moutons
« abattus pour cause de typhus.

« 4° Qu'une entente soit établie, aussitôt que possible,
« entre tous les gouvernements européens, pour la création
« d'un service international-sanitaire, et que les mêmes
« gouvernements s'entendent pour faire des expériences sui-
« vies, sur les moyens de détruire la peste bovine là où elle
« existe à l'état endémique. »

Maintien
des agriculteurs
alsaciens et
lorrains comme
Sociétaires
français.

L'ouverture de la 5^e séance a été marquée par un incident qui a profondément ému l'assemblée et que vous nous reprocheriez de ne pas consigner ici.

Quelques-uns des membres de la Société, appartenant aux

départements que la France a si cruellement perdus en 1871, avaient demandé s'ils pouvaient être considérés encore comme faisant partie de la Société des Agriculteurs. M. Drouin de Lhuys s'est levé alors : « Ce n'est pas là, s'est-il écrié, une question qui se discute : on répond par une acclamation. Les « Alsaciens et les Lorrains sont nos frères, pour nous ils sont « et demeureront quand même Français, ils sont et demeurent « membres français de la Société des Agriculteurs de « France. »

Puis, sur la demande d'un de ses membres, l'assemblée décide de même par acclamation « que tous les Agriculteurs « alsaciens et lorrains qui, dans l'avenir, se feront inscrire « sur les listes de la Société, seront reçus comme membres « français. »

Ce sont là de bonnes et patriotiques décisions qui réchauffent les cœurs et aideront, nous pouvons l'espérer, à maintenir les liens étroits qui empêcheront, pour l'Alsace et la Lorraine, leur séparation éternelle de notre chère et commune patrie.

. L'assemblée, reprenant ensuite son ordre du jour, a successivement discuté plusieurs rapports, envoyés par les sections, sur les transports par chemins de fer et par eau, sur la police rurale et enfin sur l'enseignement supérieur agricole. Elle a voté, en partie, les conclusions qui lui étaient soumises, notamment et nous ne citerons que ce qui peut nous intéresser le plus pour nos contrées : sur le premier sujet :

Transports
par
chemins de fer
et par eau.

« 1° Que l'enquête parlementaire sur les transports (interrompue par la guerre) soit reprise et continuée ;

« 2° Que le Gouvernement favorise les transports par eau, « qui constituent les transports à bon marché, en entretenant les canaux et en en construisant de nouveaux, et qu'il « favorise la réorganisation du service de la batellerie. »

Sur le deuxième sujet :

« Que le Gouvernement soumette, au plus tôt, à l'Assemblée — Police rurale.

« blée nationale, un projet de loi ayant pour objet une meilleure organisation de la police rurale. »

Organisation
d'un
établissement
supérieur
d'agriculture.

Sur le troisième sujet enfin, la Société a renouvelé les pouvoirs d'une Commission constituée depuis 1870, pour l'organisation d'un établissement supérieur de l'agriculture, où seraient donnés des cours théoriques et auquel serait annexée une ferme expérimentale, dans laquelle on ne formerait pas des praticiens, mais où l'on apprendrait aux jeunes gens ce que c'est que cette chose difficile qu'on appelle « l'expérimentation agricole. »

Vous concevez de suite, Messieurs, de quelle valeur pourrait être une pareille ferme si elle était sagement et rationnellement installée et conduite. Elle serait sans nul doute utile, alors, aussi bien aux professeurs qu'aux élèves.

Partages
après décès.

La séance du lendemain, celle du 20 janvier, a été remplie par la discussion d'une proposition de la Section d'économie rurale, tendant à l'abrogation des articles du Code civil sur les partages après décès, puis par un rapport très-complet et brillant même sur l'Enseignement agricole.

Au sujet des partages après décès, le premier paragraphe de l'article 826 et le deuxième de l'article 832, qui portent que dans une succession chacun peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession, et qu'il convient de faire entrer dans chacun des lots la même quantité de meubles et d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur, devraient être supprimés.

L'assemblée, après avoir montré que ces articles ont amené un morcellement excessif des propriétés au grand préjudice de l'agriculture, a voté ensuite que ces paragraphes supprimés devront être remplacés par une disposition en vertu de laquelle, « dans les partages après décès, chaque lot pourra « désormais être composé exclusivement de quantités de « nature différente. »

Enseignement
agricole.

Sur la question de l'Enseignement agricole, le rapporteur de la section, qui n'était autre que M. Duruy, l'ancien

Ministre de l'Instruction publique sous l'Empire, a fait connaître, sous la forme de trois vœux formulés, le résultat des études faites. Le premier vœu discuté, puis adopté par l'assemblée, est relatif à la création d'une pépinière de professeurs d'agriculture, puisqu'ils manquent généralement aujourd'hui. « Cette pépinière serait facilement créée à l'Ecole « établie de Cluny. Une commission serait chargée d'arrêter « le programme des cours et d'en surveiller l'exécution. Les « élèves passeraient deux années à l'école, puis seraient as- « treints ensuite à deux années d'exercices pratiques suivis d'un « voyage agronomique en France ou à l'étranger. On créerait « ensuite une agrégation des Sciences agricoles qui donne- « rait les mêmes droits que les autres agrégations déjà exis- « tantes.

« La Société des Agriculteurs serait autorisée à créer des « cours externes à l'Ecole normale de Cluny. »

Le second vœu s'applique « à l'utilisation pour l'agricul- « ture de tous les laboratoires de chimie qui existent dans les « trois cent vingt établissements scolaires de France. Il « faudrait pour cela que les professeurs fussent autorisés à « faire dans leurs laboratoires, moyennant rétribution, les « analyses demandées par les agriculteurs. »

Le troisième vœu enfin porte sur « la création de biblio- « thèques agricoles dans les communes » et demande en outre que, « pour les livres qui manqueraient sur certaines « questions agricoles, il soit ouvert un concours auquel tous « pourraient prendre part. »

Nous devons rapprocher immédiatement de ce qui précède, Messieurs, ce qui s'est dit et fait dans une autre séance relativement aux bons résultats que peuvent produire les conférences et les cercles agricoles, bien compris, bien choisis et bien conduits. Le savant professeur M. Gossin a rappelé « qu'on a voulu faire des instituteurs primaires des profes- « seurs d'agriculture, mais que trop souvent ils n'ont pas su « atteindre le but assigné. » Il faut, a-t-il dit, « que les pro-

« fesseurs soient parfaitement au courant de l'agriculture locale, et en outre qu'ils sachent se borner et ne pas faire « dégénérer leurs enseignements en sermons. »

M. Gossin a recommandé en outre, comme excellente à faire pour les autres Conseils généraux, l'étude de ce qui a été pratiqué par le Conseil général de l'Oise, « qui est entré à cet « égard dans une voie qu'il serait bon d'imiter partout ailleurs et qui a parfaitement remédié à ce que l'institution « avait de défectueux. » Soit que mon attention ait été détournée, soit que l'orateur n'ait pas développé ce qu'a fait ce Conseil général, je ne retrouve ni dans mes notes, ni dans mes souvenirs, les indications nécessaires pour vous en parler plus complètement, mais il sera toujours facile de se reporter aux procès-verbaux des séances du Conseil général de l'Oise.

En résumé, la Société des Agriculteurs a émis le vœu :

« Que le Gouvernement veuille bien continuer à encourager l'œuvre des professeurs d'agriculture et que le nombre « en soit augmenté autant que faire se pourra ; » puis elle a décidé que, dans la session de 1873, « elle accordera des « récompenses et des médailles aux professeurs d'agriculture « qui auront, pendant l'année, obtenu les meilleurs résultats « par leurs conférences. »

Question
des engrais.

La grave et si importante question des engrais, toujours pleine d'actualité pour tous en France, a été traitée ensuite par la section des industries agricoles qui a cité quelques chiffres intéressants, que je vous demande de faire passer rapidement sous vos yeux, avant de vous lire les conclusions pratiques adoptées par l'assemblée.

Après avoir rappelé quels sont les éléments nécessaires pour féconder le sol, l'azote, les phosphates et la potasse, le rapporteur a fait connaître que l'Agriculture, après s'être longtemps contentée de n'utiliser pour la fumure des terres que le fumier de ferme, avait largement recours maintenant aux engrais auxiliaires, dits commerciaux. « Mais les demandes

« ont subi une telle extension, surtout cette année, après les
« ravages de la guerre et de la peste bovine, que le commerce
« se trouve privé de la plupart des matières premières néces-
« saires à la fabrication des engrais, et ces matières sont
« presque hors de prix. Ainsi le sulfate d'ammoniaque, qui se
« vendait 27 fr. à 30 fr. les 100 kilogrammes en 1868, a
« atteint 45 fr. en 1869 et valait, dans les six derniers mois
« de 1871, 55 fr. à 60 fr. Aujourd'hui on cherche à l'extraire
« de divers produits dans lesquels on le négligeait autrefois.
« L'emploi des phosphates a pris un grand développement ;
« ainsi, de 300 tonnes seulement livrées à l'Agriculture en
« 1866, le commerce est arrivé au chiffre, vingt fois plus
« élevé, de 6,000 tonnes en 1870-1871. La plupart des
« phosphates étant difficilement assimilables, on les rend
« solubles en les transformant en superphosphates, et l'expé-
« rience a démontré l'utilité du mélange de ces derniers avec
« le sulfate d'ammoniaque.

« Le guano du Pérou est l'engrais qui présente avec le
« plus d'avantages l'union de l'azote et des phosphates, et la
« France, qui en a employé environ 90,000 tonnes, pourrait
« encore augmenter notablement sa consommation. Il est
« vrai que les gisements des îles Chinchas sont à peu près
« épuisés aujourd'hui, mais on en a trouvé d'autres pres-
« que indéfinis, dans les îles Guanape.

« Ce guano est seulement un peu plus faible en azote que
« celui de Chinchas, mais il a le même dosage de phosphates
« de même nature.

« L'azote existe dans tous les débris organiques du monde
« terrestre et du monde marin, et on pourrait donc aller le
« chercher à ces sources. Mais le plus urgent serait de cesser
« de perdre en France des sources considérables d'azote
« négligées aujourd'hui : il faut savoir mieux aménager les
« fumiers, économiser les purins et utiliser les nombreux
« déchets qu'on laisse perdre trop facilement, principalement
« l'engrais humain. On a calculé que cet engrais annuelle-

« ment produit en France contient cent cinquante millions
« de kilogrammes d'azote, qui à 2 fr. 50 le kilogramme (et
« c'est une estimation faible) donnent un total de 375 millions
« de francs à peu près totalement perdus encore pour l'Agric-
« culture. »

L'orateur a montré ensuite combien il importe de réprimer sévèrement les fraudes qui se produisent dans le commerce des engrais, puis l'assemblée a décidé que la Société des Agriculteurs de France :

« 1° Provoquera par tous les moyens dont elle peut dispo-
« ser le meilleur emploi du fumier et l'utilisation du purin
« tout entier, ainsi que de toutes les autres matières des
« fermes ;

« 2° Encouragera toutes les dispositions prises pour re-
« cueillir et utiliser les engrais humains dans les grands
« centres de population et même dans les campagnes ;

« 3° Conseillera aussi de ne négliger aucun débris organi-
« que, soit terrestre, soit maritime ;

« 4° Provoquera l'étude des meilleurs moyens pour répri-
« mer la fraude dans le commerce des engrais. »

Subsidiairement enfin, et comme consécration de ce qui précède, il a été arrêté en même temps que « le Conseil
« d'administration nommera une commission permanente de
« quinze membres, pour étudier toutes les questions relatives
« aux engrais. »

Droits sur les
sucres
et les alcools. Les droits établis ou à établir, sur les sucres et sur les alcools, ont été longuement discutés par l'Assemblée, et vous lirez avec un vif intérêt tout ce qui a été dit à ce sujet ; mais nous ne voulons consigner ici que les conclusions votées pouvant intéresser notre département. Pour les sucres, on a demandé que « les droits ne soient plus augmentés, et même
« qu'un dégrèvement aussi large que possible soit opéré dès
« que l'état des finances le permettra. »

Pour les alcools, après avoir rappelé la proposition faite par M. Haentjens à l'Assemblée nationale et tendant à les frapper

d'un nouveau droit de 70 fr. par hectolitre, et avoir signalé le mal produit par les nombreux débits et cabarets qui existent actuellement, le rapporteur a proposé, au nom de la section des Industries agricoles, divers vœux que l'Assemblée a successivement approuvés, entre autres les suivants : « 1° que les « alcools destinés au vinage ne soient pas soumis à un droit « excédant 20 fr. par hectolitre ; 2° que l'exercice auquel « sont soumis les distillateurs travaillant leurs récoltes soit « supprimé ; 3° que de fortes pénalités soient établies contre « les cabaretiers favorisant l'ivrognerie. »

Nous ne pouvons que nous associer à ces vœux, mais sans oublier cependant ce que vous avez décidé ici même, lorsque vous avez récemment discuté la réponse à faire au Comice de Lille, sur la question des droits frappant les alcools destinés au vinage. Vous avez sagement répondu que si le vinage peut être utilement pratiqué sur certains vins, avec l'alcool provenant du vin, il pouvait devenir nuisible, dangereux même, lorsqu'on y employait des alcools de toute autre provenance. Il importe donc de toujours bien distinguer entre les alcools, pour l'opération du vinage, afin de ne pas favoriser, par un allègement d'impôt, l'abus de l'emploi des alcools que nous pouvons appeler industriels et qui proviennent de toute autre matière que du raisin, comme point de départ.

Ces alcools ont leur grande utilité dans de nombreuses industries, mais nous ne voulons pas qu'ils s'introduisent dans l'alimentation, où ils ne peuvent causer que des ravages. Ils auront encore d'assez grands débouchés pour prospérer suffisamment, ainsi que nous le désirons, dans l'intérêt de la culture des pommes de terre, de la betterave et des grains qui peuvent les produire.

La dernière séance de la session (23 janvier) a été remplie par divers rapports dont l'un entre autres nous avait été confié, relativement au concours ouvert en 1870 pour le meilleur ouvrage théorique et pratique sur les irrigations. Les travaux présentés, au nombre de trois, ont paru incomplètement étu-

Concours
pour le
meilleur ouvrage
sur les
irrigations.

diés, par suite, sans doute, des malheureux événements de 1870 et 1871, et le concours a été maintenu ouvert jusqu'au 1^{er} janvier 1873, en doublant toutefois la valeur du prix qui a été portée à 2,000 fr.

De la
représentation
de l'agriculture.

L'assemblée s'est occupée ensuite de la question si importante, en même temps que délicate, de la représentation de l'Agriculture ; mais, après une longue et savante discussion, elle s'est bornée, par suite des objections très-sérieuses qu'ont soulevées les diverses propositions développées, à demander « qu'un projet de loi soit présenté, qui assure la représentation légale et effective de l'agriculture. »

Le Phylloxera
vastatrix.

La terrible maladie de la vigne, « le Phylloxera vastatrix, » qui exerce dans le Midi des ravages si effrayants, que depuis 1867 le département de Vaucluse seul, qui comptait alors 20,000 hectares de vignobles, en a perdu 17,000, a donné lieu à un échange de renseignements des plus intéressants, mais qui prouvent malheureusement que l'on ne possède encore aucun moyen certain, soit de prévenir, soit de combattre le fléau même pour l'arrêter seulement. — Faudra-t-il donc que, comme pour la peste bovine, on en soit réduit à faire le vide absolu devant lui ? Mais alors le remède ne sera-t-il pas aussi terrible que le mal pour les infortunés propriétaires ? Ce qui ressort en somme des faits acquis, c'est qu'au printemps 1870 la maladie a atteint le département du Gard, à l'été suivant celui de l'Hérault, et qu'en 1871 la Drôme et le Var ont été atteints.

La Société des Agriculteurs a donc chargé son conseil d'administration de faire, avec toute l'autorité dont il dispose, tous ses efforts pour diriger la sollicitude éclairée des corps savants vers l'étude attentive, minutieuse du phylloxera.

Que chacun de ceux qui le peuvent, d'après leurs connaissances spéciales, se mette donc à l'œuvre ; car il n'y aura jamais trop des efforts de tous pour démasquer la marche de ce terrible fléau, pour dévoiler ses causes, étudier ses effets

désastreux et en déduire, il faut l'espérer, les moyens de le combattre et de le détruire.

Nous voici enfin, Messieurs, au terme de notre mission, que tout autre de vous eût sans nul doute mieux remplie et dont il eût pu certainement rendre compte d'une manière plus élégante et plus concise. Nous eussions voulu n'avoir que quelques pages à vous lire, mais en outre de ce qui nous a manqué pour remplir ce programme, le nombre et la variété des sujets nous ont entraîné plus que nous ne l'avions prévu en commençant. Accusez-en de grâce notre vif désir de ne rien laisser en oubli de ce qui pouvait être utile à connaître des discussions de cette longue session de neuf jours.

Veuillez donc excuser votre délégué pour avoir, pendant si longtemps, abusé de vos moments et lui permettre de vous demander, comme gage de votre pardon, d'examiner, soit directement, soit par délégation naturelle à votre bureau, s'il n'y aurait pas, parmi toutes celles que la Société des Agriculteurs a abordées, quelques questions susceptibles d'être reprises ici et soumises à vos délibérations motivées, pour apporter ainsi votre sérieux appui aux études et aux vœux de la grande Société à laquelle vous êtes affiliés.

Vous augmenteriez en même temps les liens qui vous rattachent à ce centre devenu si important pour l'Agriculture française, et vous auriez probablement coopéré ainsi aux progrès que celle-ci réclame et ne peut manquer d'accomplir sous de pareilles impulsions, aussi dévouées que patriotiques.

Si ces beaux résultats pouvaient être obtenus, nous nous pardonnerions presque à nous-même la longueur, souvent aride, de notre travail.

ANALYSE

DE NODULES DE PHOSPHATE DE CHAUX

TRouvés

DANS LA SARTHE, PAR M. GUILLIER

Par M. CHARAULT, Membre titulaire.

MESSIEURS,

Notre honorable collègue M. Guillier nous a communiqué, dans la séance du 19 mai 1871, une note très-intéressante sur les nodules de phosphate de chaux qu'il avait découverts dans le département de la Sarthe.

Sur ma demande, il me fut remis quelques échantillons de ces nodules à l'effet d'établir leur pouvoir fertilisant par le dosage de l'acide phosphorique qu'ils contiennent.

J'ai effectué le dosage et j'ai l'honneur de vous faire connaître les résultats auxquels je suis arrivé.

Chaque groupe de nodules recueillis en chacune des localités suivantes :

- 1° Chemin vicinal de Duneau à la ferme du Grand-Croizé près Connerré, 500 ou 600 mètres avant d'arriver à la ferme ;
- 2° Le Mans, carrières de la Butte, près les Carmélites ;
- 3° Route du Mans à La Ferté, à 4 kilomètres de La Ferté,

fut finement pulvérisé ; on obtint ainsi pour chacun des trois groupes un état moyen de ses substances constituantes.

Deux poids de 30 grammes furent pris dans chacun des

échantillons ainsi préparés et soumis au dosage de l'acide phosphorique par la méthode de M. Chancel.

Nous avons consigné dans le tableau suivant les résultats que nous avons obtenus :

	Poids du phosphate de bismuth obtenu.
Chemin de Duneau à la ferme du Grand-Croizé	0,860
Le Mans. Carrières de la Butte, près les Carmélites.....	20,980
La Ferté. Environs.....	20,920

Ces poids correspondent aux quantités suivantes d'acide phosphorique :

Chemin de Duneau.....	0 ^{gr} 20
Carrières de la Butte, près Le Mans.....	4 84
Environs de La Ferté.....	4 82

Il résulte donc des nombres que nous avons obtenus que la contenance 0|0 en acide phosphorique des nodules analysés est :

Chemin de Duneau.....	0,66
Carrières de la Butte, près Le Mans.....	15,97
Environs de La Ferté.....	15,91

La contenance en acide phosphorique des nodules provenant de la Butte, près Le Mans, et des environs de La Ferté serait donc suffisante pour les faire rechercher des agriculteurs.

Malheureusement ces nodules sont dispersés et épars dans les couches géologiques qui les contiennent ; de l'avis de M. Guillier, que j'ai eu l'honneur de voir dernièrement, ils ne constituent pas de couches exploitables.

La découverte de M. Guillier n'en constitue pas moins un fait extrêmement intéressant au point de vue scientifique.

NOTE
SUR LES
GISEMENTS DE CHAUX PHOSPHATÉE
DU MIDI DE LA FRANCE

Par M. GUILLIER, Membre titulaire.

Notre honorable collègue M. Charault, dans son intéressant compte rendu de la réunion des Sociétés savantes, nous a parlé d'une note de M. Malinowski, de Cahors, sur certains gisements de chaux phosphatée (phosphorite) du midi de la France.

Ayant eu récemment l'occasion d'étudier, dans une tournée faite pour le service des Ponts et Chaussées, les gisements en question, nous croyons devoir, sur l'avis de M. Martin, dire quelques mots du résultat de ces études faites en collaboration avec M. de Molon, d'autant plus que nos appréciations s'éloignent notablement de celles de M. Malinowski.

La découverte de ces gisements remonte à 1865; elle est due à M. Poumarède, d'Agen, et l'exploitation a commencé en 1870. — La matière exploitée est très-variable comme aspect, on y rencontre toutes les couleurs et souvent des nuances très-vives; certains échantillons concrétionnés seraient facilement pris pour des agates, d'autres ont l'aspect de calcaires ordinaires.

On rencontre cette phosphorite dans des poches irrégulières creusées dans un calcaire lithographique, appartenant au terrain jurassique, ou dans des fissures de ce calcaire; elle est mélangée d'argile rouge renfermant de nombreux ossements et en contient elle-même. Le dépôt de l'argile et celui de la phosphorite semblent contemporains; on voit, en effet,

un passage de l'une à l'autre, que les exploitants désignent sous le nom de terre phosphatée.

M. Malinowski pense que ce sont les ossements des animaux enfouis dans ces couches qui ont fourni le principe de la phosphorite ; cette supposition ne nous semble pas admissible. Quel entassement d'os aurait-il fallu, en effet, pour produire une masse compacte comme celle que nous avons vue dans une carrière, masse ayant 4^m de largeur, 5^m de hauteur, mise à jour sur plus de 10^m de long et qui renferme, en moyenne, 70 0/0 de phosphate de chaux (environ 32 0/0 d'acide phosphorique) ? Il nous semble, comme à M. Leymerie, que ce dépôt est dû à des sources minérales ; les ossements que l'on y rencontre, loin, en effet, d'avoir perdu leur phosphate pour le céder à la roche, semblent, à en juger par leur poids, en contenir plus que lorsqu'ils étaient frais.

Quant à l'importance générale des gisements en question, elle est certainement considérable, mais n'approche pas de ce qui a été dit. Nous ne croyons pas, — et en cela nous apprécions beaucoup plus largement que plusieurs exploitants sérieux que nous avons vus, — nous ne croyons pas, disons-nous, que les gisements de phosphorite du Quercy fournissent jamais 100,000 tonnes à l'agriculture ; or presque toute cette phosphorite s'en va par Bordeaux en Angleterre, où elle est traitée par l'acide sulfurique et transformée en superphosphate ; les 100,000 tonnes, si elles existent, ne suffiraient pas, à elles seules, à la consommation de l'Angleterre pendant une année seulement.

La concurrence a dépassé, dans certains centres d'extraction, tout ce qu'on peut imaginer : à Caylus (Tarn-et-Garonne), par exemple, où il existe une dizaine de compagnies, on nous a cité une pièce de terre de moins d'un hectare où le droit d'extraction avait été payé 25,000 fr., plus 20 fr. par mètre cube extrait, et encore (car on est là dans le pays des truffes, pays aride et pauvre s'il en fut) il faut payer des indemnités pour les truffières détruites. Ce champ a donné,

parait-il, très-peu de phosphate; les gîtes sont tellement capricieux et irréguliers, qu'il est impossible de dire *à priori* ce qu'ils peuvent rendre.

Les gisements reconnus jusqu'à ce jour sont les suivants :

TARN-ET-GARONNE. — Caylus, Mouilhac, Bach, Vaylac, Montricoux, Sarvenac, Saint-Projet, Cantayrac.

LOT. — Larnagal, Gréalou, Saint-Jean-de-Laur, Concots, Escamps, Puyjourde, Saillac.

AVEYRON. — Villeneuve, Clognac, Naussac.

Quant à l'âge du terrain lui-même, les ossements qu'on y a découverts (Rhinocéros, Lagomys, Moschidé, Carnivore, Chauve-souris, Oiseau et Tortue terrestre) l'ont fait rapporter par M. Paul Gervais à l'étage miocène. (Voir Daubrée, Acad. des Sciences, *Comptes rendus*, t. LXXIII, n° 18, 30 octobre 1871.)

DE LA NATURE
ET DE LA
DISTINCTION DES SYLLABES LATINES

Par M. L.-C. CLOUET, Membre titulaire.

Siste gradum.

(VING.)

Dans différentes études soumises à l'appréciation de notre Société, et insérées dans son bulletin en juillet 1865, mars 1867, janvier 1869, j'ai avancé qu'en latin, la règle de l'épellation est celle-ci :

Toute consonne placée entre deux voyelles, entre deux diphthongues, ou entre une voyelle et une diphthongue, s'appuie sur la voyelle ou la diphthongue qui la précède, et non sur celle qui la suit.

On doit donc scander le mot *virilitas* de la manière suivante : *vir-îl-îl-âs* et non *pasvî-rî-lî-tâs*, suivant la méthode ordinaire.

Une seule réserve doit être faite à cette affirmation : elle consiste à exclure de la règle les mots composés, au nœud de jonction, et à ne l'appliquer qu'aux composants. Il est évident qu'il faut, dans *interpōsitûs*, attribuer l'*r* à l'*e* et le *p* à l'*o* suivant, et lire *int-er-pos-it-us*. La règle d'épellation s'applique régulièrement dans les deux mots composants. J'appelle la méthode que je soutiens : *Épellation rétrograde*.

Un de nos collègues, qui s'est donné la peine de lire les études dont je viens de faire mention, a été surpris de ne point voir de preuves à la suite d'une affirmation trois fois répétée : affirmation dont je bénéficiais pour l'explication de différentes thèses, mais qui ne peut être acceptée qu'après

démonstration. Le travail que je présente aujourd'hui à la Société a pour but de prouver la légitimité de l'*Épellation rétrograde* en latin.

L'épellation étant la distinction des syllabes, avant tout il faut définir le mot de *syllabe*.

§ 1^{er}. — NATURE DES SYLLABES.

L'étymologie de συλ-λαβη, formé de συν, avec, et de λαβον, aoriste second de λαμβάνειν, prendre, nous montre un *assemblage de lettres prises ensemble*. Mais cette appellation, commune aux syllabes de tous les idiomes, n'est pas suffisante pour fixer les caractères de la syllabe latine. Car, les langues ont non seulement leurs mots, mais aussi leurs sons propres, et telle syllabe allemande, par exemple, n'a pas sa pareille en français. L'*Union douanière* s'appelle, au delà du Rhin,

Zöll-ver-ein ;

eh bien, aucune des trois syllabes qui composent ce mot n'est française. *Zöll* débute en donnant au *Z* un son de *ts* qui nous est étranger ; *ver* n'étant point accentué toniquement, n'a pas tout à fait le même son que *eur* dans *bonheur* ; enfin, *ein*, qui n'est pas franchement nasal, est un son qu'on ne peut même pas écrire en français.

Comme dans la question qui nous occupe il ne s'agit pas des syllabes d'une langue quelconque, mais bien des syllabes latines, il nous faut consulter les grammairiens latins de l'antiquité.

Dionèse, grammairien du v^e siècle, ne s'est pas occupé *ex professo* de la manière d'épeler. Mais, dans le chapitre qu'il consacre aux accents, il donne plusieurs exemples qui ont leur importance relativement aux syllabes. Voici comment il s'exprime au livre deuxième (1) :

(1) Omnis verò dissyllaba priorem syllabam aut acuit aut flectit. Acuit vel cum brevis est utraque ut citūs, lātūs (lateris), ērāt, vel cum positione longa est utraque ut sōlēs, vel alterutra positione longa, prior ut pōtus, posterior ut cōhōrs.

« Tout mot de deux syllabes a sa première syllabe aiguë
« ou circonflexe : aiguë, soit quand l'une et l'autre sont brèves,
« comme *cītūs*, *lātūs* (*lateris*), *erat* ; soit, lorsque l'une et
« l'autre sont longues par position, soit la première, comme
« dans *pōtus*, soit la dernière, comme dans *cōhōrs*. »

Il est impossible de ne pas être frappé de la manière dont, à cette occasion des accents, Diomède parle de la quantité des syllabes. Tout le monde sait qu'il y a des longues par *position*, comme dans les exemples ci-dessus, et des longues par *nature*, comme la pénultième de *Romānus*, cité plus loin par le grammairien. Mais, ce qui est remarquable, c'est que Diomède parle de la longueur et de la brièveté des *syllabes* : des syllabes, entendons-le bien, non pas des voyelles. S'il parlait de voyelles longues ou brèves, on pourrait croire que la voyelle force la quantité de la syllabe ; mais il parle uniquement des syllabes longues ou brèves, pour montrer que tout ce qui est COMPRIS (συλ-λαβῆ) dans la même émission de voix est l'élément dont la longueur ou la brièveté étant appréciée par l'oreille, appelle tel ou tel accent, selon le rang que cet élément occupe dans le mot. Ainsi, dans l'exemple de *sollers* (1), c'est la double consomme *ll* et *rs* qui rend longues les syllabes *soll* et *ers*. En effet, par hypothèse, c'est-à-dire suivant l'affirmation de Diomède, la longueur y est due à la position, c'est-à-dire qu'elles ne contiennent pas de voyelle intrinsèquement longue. C'est donc à la *ré-uction* des deux consonnes venant peser sur la voyelle précédente, qu'il faut attribuer la longueur de la syllabe dite longue par position. Il est par conséquent naturel de ne pas séparer de la voyelle, en épelant, les deux consonnes qui déterminent la quantité de la syllabe.

A la fin de *sollers*, cette séparation serait d'ailleurs impossible de toute manière, puisqu'il n'y a pas de voyelle après l's.

L'exemple suivant est plus frappant encore. Diomède dit

(1) *Solitus in arte*.

que, dans le mot *pōtus*, la première syllabe est longue par position, de la même façon que la seconde syllabe l'est dans *cōhōrs*. Peut-on indiquer plus clairement que le *t* appartient à *po* et fait syllabe avec ces deux lettres, puisque la longueur de position de *hors* n'est due qu'à la réaction de l'*r* et de l'*s* sur l'*o* ?

Donat, né vers l'an 333 et précepteur de saint Jérôme, définit la syllabe « une réunion de lettres, ou l'énonciation d'une seule voyelle susceptible de quantité : » *Syllaba est comprehensio litterarum, vel unius vocalis enunciatio temporum capax*. Si l'on doutait que *temporum* soit mis ici pour quantité, on peut s'en convaincre à la fin du paragraphe suivant, lorsqu'il est dit : *Longa syllaba duo tempora habet, brevis unum*.

Donat, comme *Diomède*, applique la quantité à la syllabe, non à la voyelle : l'énonciation de celle-ci peut avoir sa quantité, mais c'est qu'alors elle est syllabe, et ceci est d'autant mieux justifié qu'une syllabe longue peut contenir une voyelle brève : longueur et brièveté, quand il s'agit de syllabes se rapportant à la durée de l'émission, et quand il s'agit de voyelles se rapportant au degré d'ouverture. Voici, en effet, comment *Donat* explique sa pensée (1) :

« Brèves sont les syllabes qui ont une voyelle brève et ne
« finissent point par deux consonnes, comme *ast*, ou par
« une consonne double, comme *lex*, ou par quelque chose
« qui équivaut à deux consonnes, comme *ajo*. »

Ainsi, pour qu'une syllabe soit brève, il ne suffit pas que la voyelle y contenue soit brève aussi (*correpta*) comme l'*a* de *ast* ; mais il faut encore que cette syllabe ne se termine pas (*non desinunt*, et ce qui termine une chose en fait partie) par deux consonnes comme dans *ast*, par une lettre double comme dans *lex*, ou par quelque chose qui équivaut à deux con-

(1) « Breves sunt syllabæ, quæ et correptam vocalem habent, et non desinunt in duas consonantes ut *ast* : aut in unam duplicem ut *lex* : aut in aliquid quod sit pro duabus consonantibus, ut *ajo*. »

sonnes, comme le *j* de *ajo*. Et que l'on ne dise pas que *ast* et *lex* étant des monosyllabes, il ne peut y avoir de voyelle après *st* et après *x*. Car *a j-o* est dissyllabe, et d'après Donat l'*i* long ou *j* appartient à l'*a* qui précède.

La théorie de *Priscien* me paraît plus explicite encore. *Priscien* tenait à Constantinople, au commencement du *vi^e* siècle, une école fameuse de latinité. Sa grammaire fut la base de l'enseignement du latin jusqu'à la renaissance des lettres. Voici comment il s'exprime à son livre deuxième ; je cite les termes mêmes, à cause de leur importance :

Syllaba est comprehensio litterarum consequens, sub uno accentu et uno spiritu prolata. Abusive tamen etiam singularium vocalium sonos, syllabas nominamus. Possumus tamen et sic definire: Syllaba est vox literalis, quæ sub uno accentu et uno spiritu indistanter profertur.

« La syllabe est un composé de lettres qui se suivent,
« proférées sous un seul accent et d'une seule émission.
« Abusivement, il est vrai, les sons des voyelles détachées
« sont aussi appelés syllabes. Nous pouvons néanmoins
« définir encore ainsi : la syllabe est un son exprimé par des
« lettres, tel qu'il est proféré sans division, sous un seul
« accent et par une même émission de voix. »

Sub uno accentu ! Tout est là ! et comme l'accent est déterminé à la fois par le rang de la syllabe dans le mot et par la quantité, et que celle-ci est déterminée elle-même dans les longues par position, par les consonnes qui suivent la voyelle (1), il en résulte que ces consonnes sont comprises sous le même accent que la voyelle qui les précède, et dans la même émission de voix : *Sub uno accentu et uno spiritu.*

On ne comprend pas, après un pareil témoignage, comment nos traités ordinaires de prosodie fondent leur théorie sur la quantité prétendue des voyelles, tandis que la quantité appartient à la syllabe. Il est vrai que, parfois, une voyelle

(1) Ou même une seule, témoin *pōtus*.

isolée a sa quantité propre, par exemple *a* préposition, pour *ab*, ou *e* pour *ex*; mais c'est qu'alors elle fait syllabe par elle-même. Priscien vient de nous dire que si nous nommons syllabes les sons des voyelles isolées, c'est par abus, *abusivè*.

Du reste, il confirme toute cette doctrine dans son traité *Des accents* (§ 128) par le passage suivant :

« Les syllabes ont aussi un élément propre qu'on appelle
« durée. Mais entre l'élément des lettres et celui des syllabes,
« il y a cette différence, que les éléments des lettres sont la
« prononciation même de ces lettres, les éléments au contraire
« des syllabes en sont la durée propre (1). »

Donc la *quantité* est une caractéristique essentielle de toute réunion de lettres aspirant au titre de syllabe.

Enfin, s'il semblait nécessaire d'ajouter quelque chose aux témoignages des grammairiens cités, nous invoquerions celui de Denys d'Halicarnasse. Il dit au chapitre onzième de son traité *De l'arrangement des mots* (2) :

« Car la prose ne fait violence à aucun mot, soit substantif,
« soit verbe, pour en troubler la quantité; mais telles elle a
« reçu de la nature les *syllabes*, tant longues que brèves,
« telles elle les conserve. »

Donc les Grecs, qui avaient eux aussi une langue à quantité, étaient d'accord avec les Latins pour attribuer la *quantité* aux *syllabes*, et non aux voyelles.

De toutes ces citations il résulte que la définition de la syllabe latine est celle-ci :

(1) « Habent etiam syllabæ suum elementum quod productio dicitur. Sed inter litterarum elementum et syllabarum hoc distat, quod litterarum elementa, sunt ipsæ pronunciationes, syllabarum verò elementa ipsæ productiones. »

(2) « Ἡ μὲν γὰρ παρὰ λέξις οὐδένοσ δὲτε ὀνόματος δὲτε ῥήματος βιάζεται τοὺς χρόνους, οὐδὲ μετατίθησιν. Ἀλλ' ὅσας παρείληπε τῇ φύσει τὰς « συλλαβὰς » τὰσπε μακρὰς καὶ τὰς βραχείας, τοιάυτας φυλάττει.

LA SYLLABE LATINE EST UN SON EXPRIMÉ PAR DES LETTRES ; PROFÉRÉ PAR UNE SEULE ÉMISSION DE VOIX ; DOUÉ D'UNE QUANTITÉ DÉTERMINÉE ; SOUS UN SEUL ACCENT.

D'où nous inférons par le contraire : Tout assemblage de lettres qui ne porte pas en soi son accent et sa quantité, n'est pas une syllabe.

Tel sera notre critère d'analyse.

§ II. — QUATRE FAITS DE LA LANGUE LATINE.

Avant de faire usage de la définition ainsi obtenue pour la syllabe, il faut fixer encore le sens de trois termes qui se rencontreront plus d'une fois sous ma plume : ce sont ceux de *racine*, *radical* et *désinence*.

La *désinence*, dans les noms et dans les verbes, est la partie du mot qui change suivant les cas, les genres, les nombres, les modes, les temps ou les personnes. Cette partie flexible est renfermée dans *la* ou *les* syllabes finales. Dans *virilitas*, dont le génitif est *virilitat-is*, la désinence est *is*, parce qu'elle se change successivement en *i*, *em*, *e*. La partie invariable, au contraire, est *virilitat* qui se retrouve à tous les cas, sauf au nominatif, dont la forme tronquée est mise pour *virilitats*. Cette partie invariable se nomme *radical*. Enfin *vir*, commencement du mot, étant un mot lui-même dont l'accroissement a produit *virilis*, *viriliter*, *virilitas*, peut être considéré comme la *racine* de ces mots.

Il ne faut pas confondre *racine* avec *radical*, quoique dans beaucoup de mots la racine soit le radical tout entier.

Dans le verbe *amare*, par exemple, le radical est *am* et non pas *ama*, comme quelques-uns le prétendent. Pourquoi ? Parce que le deuxième *a* ne se maintient pas dans tout le verbe, mais est remplacé par un *o* dans *am-o*, par un *e* dans les formes, *am-em*, *am-es*, *am-et*, *am-emus*, *am-elis*, *am-ent*. De même dans *mon-ere* le radical est *mon* et non *mone*, parce qu'on trouve successivement *mon-u-i*, *mon-u-erim*, *mon-it-*

um, *mon-it-ur-us*, où l'*e* cède la place à de nouvelles voyelles. Dans l'un et l'autre verbe, la racine et le radical se confondent.

Il est vrai que le radical semble subir quelquefois une modification interne, et ne pas rester invariable, comme dans *fe-fell-i*, où la racine primitive *fall*, de *fall-ere*, tromper, est changée en *fell*. Mais ceci n'empêche pas que dans les formes successives *fe-fell-i*, *fe-fell-isti*, *fe-fell-it*, etc., du même temps passé, la partie *fe-fell* ne soit invariable et par conséquent radical, tandis que les finales *i*, *isti*, *it*, etc., sont la partie variable et par conséquent désinence.

Maintenant que la signification des termes de grammaire est arrêtée, passons de l'étude des doctrines enseignées par les grammairiens à celle des faits de la langue. Il y en a quatre en latin, qui me paraissent ne pouvoir s'expliquer que si l'on admet la règle d'épellation rétrograde.

Le premier est celui des syllabes finales des mots qui, lorsqu'elles sont terminées par une consonne, et brèves par nature, deviennent longues si une consonne commence le mot suivant; le deuxième est l'élision de la consonne liquide *m* précédée d'une voyelle, lorsqu'elle se rencontre devant la voyelle initiale du mot suivant; le troisième est l'existence dans la seconde et dans la troisième déclinaison, et dans la troisième conjugaison, de toute une classe d'adjectifs, de substantifs et de verbes, dans lesquels la règle subsiste, parce que la contraire est impossible; le quatrième enfin est le fond commun aux racines et aux dérivés, similitude qui oblige à scander ces derniers suivant qu'on le fait pour les premières. Reprenons une à une ces quatre preuves.

PREMIER FAIT. — *Effet prosodique de la double consonne.*

Toute la versification latine est fondée sur ce principe, qu'une voyelle suivie de deux consonnes a la quantité de deux temps, c'est-à-dire de la syllabe longue, même lorsque les deux consonnes se trouvent en deux mots différents.

Dividim (us) muros (et) mœnia pandimus urbis.

Us de *dividim-us* est bref; et l'est aussi, et cependant par l'influence rétroactive de l'*m* dans *muros* et *mœnia*, ces deux syllabes, brèves par nature, deviennent longues par position.

Il y a plus : une brève suivie de deux consonnes dans un autre mot peut devenir encore longue.

Ferti cili flammæ, date tel (ā), scandite muros.

La syllabe finale de *tēlā* est brève par nature, et les deux consonnes initiales de *scandite* vont la chercher en rétrogradant pour la transformer. On ne peut imaginer un effet plus sensible de l'affinité rétroactive des consonnes pour toute voyelle qui se trouve devant elles.

Ces faits sont connus de tout le monde, mais, malgré leur importance, on ne songe pas à en déduire la conséquence naturelle.

DEUXIÈME FAIT. — *Elision de m finale et de la voyelle qui la précède lorsque le mot suivant commence par une voyelle.*

Cette élision fait le désespoir de tous ceux qui lisent des vers latins avec la méthode française, parce que nous n'avons aucun moyen de faire entendre cette *m* sans briser la mesure, ou de la passer sous silence sans arrêter pour nos oreilles le sens du mot. Je ne citerai que deux exemples, l'un d'Horace,

Exegi monumentum ære perennius;

l'autre de Virgile,

Cornua velatarum advertimus antennarum.

Le premiers vers est asolépiade et a pour cadre un spondée, un dactyle, une césure et deux dactyles. Si nous prononçons :

Exe | gi monu | mentum | ære pe | rennius,

nous avons toute une syllabe *tum*, dont nous ne savons littéralement que faire. Si, au contraire, nous scandons :

Exeg | i monum | entm | ære per | ennius,

le vers rentre dans son moule et recouvre son harmonie.

Le deuxième vers est un hexamètre spondaïque, dont le cadre est celui-ci : un dactyle et deux spondées, un dactyle et encore deux spondées. Que nous scandions comme on le fait ordinairement :

Cornua | vela | tarum | ad | vertimus | anten | narum,

nous aurons la syllabe finale de *veletarum* en trop. Il faut donc scander :

Cornua | velat | arm ad | vertimus | antonn | arum.

Dans la contraction de *arum* en *arm* nous voyons que non-seulement la consonne qui suit la voyelle s'appuie sur elle, mais que l'*m*, séparée de cet *r* par une autre voyelle, va la chercher pour soutenir son mugissement.

Cette prononciation paraît-elle douteuse ? Préfère-t-on une élision pure et simple de la syllabe semi-muette *um* ? Voyons comment se font nos élisions en français. Voici deux vers bien connus de Racine dans les *Plaideurs* :

Un valet manque-t-il de rendre un verre net,
Condamnez-le à l'amende ; et s'il le casse, au fouet.

Les élisions sont nombreuses dans ces deux vers.

L'*e* final de *rendre* et de *casse* disparaît absolument : *rendrun*, *cassau* ; l'*e* dit muet de *manque* et de *verre* ne s'entend pas non plus, mais, pour la régularité du rythme, on est obligé de prolonger la durée de *manq-* et de *verr-*, de telle sorte que chacune de ces deux articulations vaille deux syllabes ; ce sont, au pied de la lettre, des longues latines ; l'*e* dit muet, mais qu'on nommerait plus justement sourd, du pronom *le*, dans *s'il le casse*, ne s'élide pas du tout : quoique ce pronom soit proclitique et par conséquent sans accent, l'oreille doit le percevoir nettement, avec le son de *eu* très-ouvert, sous peine de ne pas comprendre le sens de la phrase : enfin l'*e* final de l'autre pronom *le*, dans *condamnez-le*, doit par une licence poétique disparaître complètement ; mais cette

élision est rare et dure ; il faut donc lire les deux vers comme s'il y avait :

Un valet mānq t'il de rendr un vérr net,
Condamné à l'amende ; et s'il le cass, au fouet.

Il n'y aurait rien d'étonnant à ce que la suppression de *um* amenât une élision aussi forte en un vers latin que celle de *le* à la suite de *condamnez* dans un vers français : mais je ne le crois pas, car Diomède, dans son traité *De structura perfectæ orationis*, livre II (1), a soin de nous recommander d'éviter, même en prose, l'élision d'une consonne devant une voyelle, et cela de peur d'ôter quelque chose à la plénitude de la phrase.

Si donc *um*, *am*, *im*, devant une voyelle, disparaît en prose, il est à croire qu'on n'entend pas davantage ces sons en poésie. Dès lors, il faudra prononcer *monument* et *velatar*. Dans cette seconde hypothèse, comme dans celle de la contraction, il reste toujours prouvé que la consonne, et même les consonnes qui suivent la voyelle, sont acquises à celle-ci, font corps avec elle, et par conséquent *syllabe*.

Et le délicat Virgile n'a-t-il point dit encore :

*Jamque iter emensi, turres ac tecta Latinorum
Ardua cernebant.*

Voilà un *homme* (*um*) bien gênant pour l'épellation progressive : l'épellation rétrograde le réduit immédiatement au silence.

TROISIÈME FAIT. — *Noms et verbes où la règle donnée subsiste, parce que la contraire est impossible.*

Les noms imparisyllabiques de la seconde et de la troisième déclinaison forment leurs cas indirects par voie de *crément*, c'est-à-dire qu'au lieu de changer la syllabe finale du nominatif en une autre syllabe, ils en ajoutent une ou plusieurs à la finale du nominatif. Soit pris pour exemple le mot *vir*,

(1) Fugienda quoque est consonans illisa vocali. Bonum aurum, justum enim est, et similia quæ deformant orationis integritatem.

homme, dans la deuxième déclinaison. Il est impossible de ne pas appliquer ici l'épellation rétrograde, et de séparer l'*r* final de l'*i* précédent. Pourquoi dès lors, au génitif, au datif et aux autres cas, changerait-on la manière de scander, et dirait-on *vi-ri*, *vi-ro*, *vi-rum*? Il est bien plus naturel de scander sans changer le radical *vir*, *vir-i*, *vir-o*, *vir-um*, *vir-is*, *vir-os*; et alors la désinence ne contient que ce qu'elle doit justement contenir : l'indication du cas, du genre et du nombre.

De même pour le mot *puer*, enfant, *puer-i*, *puer-o*, *puer-um*, *puer-orum*. On croit rêver lorsqu'on voit la grammaire de Lhomond scander ainsi qu'il suit le mot *puer* : *pu-er*, *pu-eri*, *pu-ero*, etc., comme si *pu* était le radical de *puer*. Qui ne voit au contraire que dans cette espèce de mots, le nominatif tout entier est le radical? Les substantifs de cette catégorie sont au nombre d'une vingtaine, sans compter les adjectifs plus nombreux encore, comme *miser*, *miser-i*; *liber*, *liber-i*, etc. Si dans quelques-uns de ces mots, l'*e* qui précède l'*r* est tombé aux cas obliques, comme dans *aper*, *apr-i* pour *aper-i*, c'est que la finale *er* est semi-muette comme dans l'allemand et l'anglais, qui font à peine entendre l'*e* de *vater* et *father*, père, et des mots de même finale.

Dans la troisième déclinaison, la plupart des substantifs forment leurs cas indirects par voie de crément du nominatif, celui-ci étant radical. Tantôt ce nominatif reste intégralement, comme dans *soror*, *soror-is*, *sal*, *sal-is*, *laquear*, *laquear is*; tantôt il est légèrement altéré, comme dans *crux* (pour *cruc-s*), *cruc-is*, *carmen*, *carmin-is*, *caput*, *capit-is*. De même parmi les adjectifs *felix* (pour *felic-s*), *felic-is*, *vetus*, *veter-is*, etc. Dans tous ces cas, il est absolument impossible de joindre l'avant-dernière consonne à la désinence, puisque le génitif nous la montre faisant partie du « radical. » Je ne dis pas de la « racine, » car si parfois la racine est le radical tout entier, parfois aussi elle n'en forme qu'une partie. Dans *capit-is*, le radical est *capit*, mais la racine est *cap* qui

se retrouve dans *cāp-īt-āl-īs*, *cāp-īt-ōs-ūs*, *cāp-īt-ūl-ūm*, et cinquante mots composés ou dérivés. Dans *carmin-is*, le radical est *carmin*, mais la racine est... *contestée* (1).

Les verbes actifs de la troisième conjugaison rendent témoignage à la règle d'épellation, parce que le plus grand nombre d'entre eux a des radicaux terminés par une consonne, comme *bīb-ere*, boire, *lĕg-ere*, lire, *lūd-ere*, jouer, *scrīb-ere*, écrire, etc. ; ou même par deux consonnes, comme *carp-ere*, cueillir, *curr-ere*, courir, etc. Il y a au moins cinquante verbes de cette espèce. On ne pourrait joindre la consonne finale du radical à la désinence *ere* sans défigurer celle-ci. Les verbes où le radical est terminé par une voyelle, comme *lāv-ere*, laver, *mīnū-ere*, morceler, *ācū-ere*, aiguïser, et quelques autres sont naturellement hors de cause.

Quant aux verbes en *āre*, *ēre*, *īre*, où la pénultième est longue, on a la ressource de dire que *āre* est mis pour *āēre*, *ēre* pour *ēēre*, *īre* pour *īēre*, par contraction, et l'on attribue carrément les voyelles brèves supposées, *ā*, *ē*, *ī*, au radical du verbe ; mais cette supposition est contraire à la définition donnée du radical, lequel doit être apparent. Il serait plus admissible d'appeler *ama*, *mone*, *audi*, les racines verbales, quoique en général, suivant Bopp, toutes les racines des langues indo-germaniques soient monosyllabiques. Cette même troisième conjugaison donne bien un certain démenti à cette hypothèse de contraction : d'où viendrait l'*i* par exemple dans *cūp-ēre*, *cūp-io*, *rāp-ērē*, *rāp-io*, *fūg-ēre*, *fūg-io*, et quelques autres ? Pourquoi aussi la troisième personne du présent singulier a-t-elle sa finale brève dans *am-āt*, *mon-ēt*, *aud-īt* ? La contraction supposée aurait dû allonger ces finales comme en grec dans *φιλᾷ*, *τιμᾷ*, *δηλοῖ*. Mais pour les cinquante verbes en *er* bref, dont le radical finit par une consonne, et où il n'y a point d'*i* intercalé avant la désinence, la règle d'épellation rétrograde est forcée, et il n'y a rien à dire.

(1) *Carp* de *carp-ere*, pour *carp-imen*, ce qui n'est pas admis de tous les latinistes.

QUATRIÈME FAIT. — *Partie commune aux racines et aux radicaux des dérivés.*

Lorsque je lis successivement des mots tels que : *āc-us*, aiguille, *āc-ūl-ē-us*, aiguillou, *āc-ūm-ēn*, pointe, *āc-lēs*, pointe et armée ; *āc-īd-ūs*, acide, *āc-ēt-ūm*, vinaigre ; *āc-ēr*, aigre, *āc-ērb-ūs*, acerbe, etc., je remarque une partie commune initiale *āc* brève en quantité, et je remarque aussi que tous les mots qui ont ce commencement comportent une idée commune de « piquant, » d'aigu. Il y a donc dans cet « *āc* » quelque chose de significatif. De quel droit voudrait-on enlever à cet *āc* son *c*, et déguiser *a* seul en syllabe ? La seconde syllabe du mot serait alors successivement *cu* dans *acns*, *aculeus*, *acumen*, *ci* dans *acidus*, *ce* dans *acetum*, *acer*, *acerb-ūs*. Où serait la similitude de sens ? *Ac*, au contraire, outre l'idée générale de piquant, a sa quantité, son accent grave ou aigu, il est proféré par une seule émission de voix : il est donc syllabe. Et cela est d'autant plus clair pour *āc*, que dans les mots qui en dérivent et qui admettent des suffixes, ces suffixes ont une quantité presque toujours constante et déterminée. Dans tous les noms en *ūmen*, excepté *dōc-ūmen* et *tēg-ūmen*, *ūm* est long et circonflexe ; par exemple, *alb-ūmen*, *bīt-ūmen*, *cāc-ūmen*, *lēg-ūmen*, *vōl-ūmen*, etc. De même le suffixe rétrograde *ēt* est long, sans exception, dans tous les noms dérivés en *ētum*, comme *dūm-ētum*, *frūt-ētum*, *pin-ētum*, *vīr-ētum*, etc.

Devenēre locos lætos et amœna virēla.

Une étude semblable peut être faite sur une syllabe ayant deux consonnes à la suite de la voyelle, par exemple la racine *arc*. Cette racine renferme d'une manière générale, en latin, l'idée de « tenir à distance. » Avec des désinences diverses dans les mots simples, et en outre avec des suffixes appropriés dans les dérivés, on obtient : *ārc-ēre*, faire l'action de tenir à distance, repousser ; *ārc-ā*, le coffre qui tient les voleurs à distance, en mettant en sûreté les objets qu'on veut conserver ; *ārc-ūs*, l'arc qui met la flèche à distance en la

lançant ; *arx* (pour *arc-s*), *arx-is*, la citadelle qui tient les ennemis à distance en abritant les citoyens, etc.

Puis, avec des suffixes intercalés entre la racine et la désinence, *arc-an-um*, le secret, la nouvelle que l'on ne communique qu'à un petit nombre, et pour laquelle on tient la foule à distance ; *arc-iv-us*, repoussant, se dit des oiseaux de mauvais augure qui empêchent de sortir les Romains superstitieux ; *arc-ū-are*, voûter, construire en arceaux, etc. Et parmi les composés, *nōv-erc-a*, la marâtre, la nouvelle femme, *nova*, qui repousse, *quæ arc-et*, *quæ co-erc-et*, les enfants du premier lit. Que nous dirait *er* tout seul ? C'est le *c* ajouté qui porte avec lui le sens, complète la racine et la syllabe.

Remarquez que les suffixes *an* et *iv*, comme tout à l'heure *um* et *et*, ont dans les mots de même fabrique une quantité constante : *mūnd-an-us*, mondain ; *mōnt-an-us*, montueux ; *gērm-an-us*, germain, frère de père et de mère, celui qui est issu du même germe, et qui a été porté dans le même sein, de *gēr-ēre*, porter ; *act-iv-us*, actif ; *fūg-īt-iv-us*, fugitif ; *nōc-iv-us*, nuisible, etc.

Quelquefois l'harmonie imitative détermine forcément la jonction des consonnes à la voyelle qui les précède. Qu'un malfaiteur me saisisse à l'improviste et me serre la gorge sans m'étouffer tout à fait, quel est le son qui sortira de mon gosier rétréci ? Un *a* suivi d'une nasale et d'une gutturale, *ank* ou *ang*. Aussi que de mots dérivent de cette idée générale de resserrement ! Qui n'a présente à la mémoire cette *argyr-anc-ie* par laquelle Démade se moquait de Démosthène qui avait prétexté une *esquin-anc-ie* afin de se dispenser de parler contre les Milésiens, ceux-ci lui ayant refoulé les paroles dans la gorge par le moyen d'une somme d'argent ? ἄγχος, suffocation. Mais laissons là le grec où les exemples abondent. Nous trouvons en latin *anch-ōra*, l'ancre ; *anc-īlia*, les boucliers échancrés ; *anc-illa*, la servante esclave, parce qu'elle a été d'abord prise et resserrée en captivité, comme qui dirait « la petite captive ; » *anc-ōn*, le pli du coude ; *Anc-ōna*,

Ancône, la ville au port resserré entre deux promontoires ; *ang-āria*, la corvée, parce que les réquisitionnaires prennent les paysans à la gorge ; *ang-or*, l'angoisse ; *ang-ustiā*, les défilés ; *ang-ūlus*, l'angle, l'espace resserré entre deux lignes, etc. (1) ; la voyelle nasale *an* isolée de la gutturale n'a plus le sens de resserrement.

Si par hasard *ang-ēlus* ne répond pas à la même idée génératrice, c'est que c'est un mot purement grec, importé tardivement, avec un sens spécial, et affublé d'une terminaison latine. *Angelus*, ange, n'est pas autrement latin qu'*episcopus*, évêque.

Reprenons maintenant le mot cité à notre point de départ, *vir*. Si l'on scande les mots qui en dérivent, en appuyant la consonne sur la voyelle subséquente, les racines sont déformées et la dérivation se dissimule. Si dans *vīri*, par exemple, on prend *vī* pour syllabe séparée, et que *rī* passe pour une terminaison, le radical *vī* ne différera pas essentiellement de celui de *vī-a*, de *vī-gil*, ou de tout autre mot commençant par *vī* bref. La suffixe *īl* de *vīr-īl-is*, *vīr-īl-īt-er*, *vīr-īl-īt-as*, garde partout sa quantité, comme dans les autres adjectifs marquant la qualité dérivée d'un substantif, *æd-īl-is* de *ædes*, *hēr-īl-is*, de *hēr-us*, etc.

Gressumque canes comitantur herilem.

Les adjectifs en *īlis* au contraire, qui dérivent d'un verbe ou qui ne marquent pas la qualité, font *īl* bref, comme *fert-īl-is*, de *ferre*, *ūt-īl-is*, de *ūti*, etc. Dans l'un et l'autre cas, *īl* ayant sa quantité propre, a le caractère de syllabe. De même en est-il de la suffixe *īt*, brève dans *vīr-īl-īt-er*, dans *vīr-īl-īt-as*, et que nous avons rencontrée toujours brève dans *fūg-īt-īv-us*.

Ce qui donne un motif de plus de convenance à cette méthode de rattacher les dérivés à la racine, en conservant celle-ci, pourvue de sa consonne ou de ses consonnes finales,

(1) Voyez Ch. Moreau, *Lexique des Racines grecques*.

c'est la permanence ordinaire de la *quantité* dans les syllabes du mot simple et des mêmes syllabes dans les dérivés. La quantité de *pŭër* se maintient dans *pŭër-ŭl-ŭ-ä* (encore *ŭ* bref); dans *pŭër-äsc-ërë*; dans *pŭër-ŭl-is* (encore *ŭ* long), etc.; celle de *crŭc-is* dans *crŭc-ŭ-äre*, *crŭc-ŭ-abŭlŭs*, *crŭc-ŭ-äi-or*, etc.

Il faut avouer cependant qu'il y a quelques exceptions à cette règle, une vingtaine peut-être :

<i>dŭc-ërë</i> ,	conduire,	et	<i>dŭc-is</i> ,	du chef.
<i>fid-us</i> ,	celui à qui on se confie,	et	<i>fid-es</i> ,	la bonne foi.
<i>lëg-is</i> ,	de la loi,	et	<i>lëg-äre</i> ,	lier.
<i>rëgis</i> ,	du roi,	et	<i>rëg-ërë</i> ,	gouverner.
<i>vöc-is</i> ,	de la voix,	et	<i>vöc-äre</i> ,	appeler.

Les anciens latins écrivaient *doucere* par un *ou*, et *feidus* par un *ei*. Mais on sait que *u* latin se prononçait comme notre *ou*, et quant à la diphthongue *ei*, rien ne prouve qu'elle fût diphthongue; en effet, l'*e* pouvait allonger l'*i* comme l'*e* allemand dans *glied*, membre où l'*e* allonge le son sans en modifier la nature et la pureté.

Il ne serait peut-être pas impossible de deviner pourquoi le renforcement de la voyelle a eu lieu. Il marque un sens de durée qui manque aux mots de la seconde colonne. Celui-là est *fid-us*, dont on a éprouvé la fidélité; la loi n'est pas un lien transitoire mais permanent; la voix est un organe, une faculté, tandis qu'appeler est un acte momentané. Quoi qu'il en soit de cette interprétation, la *permanence de quantité* est, *en général*, une règle de racines à dérivés, et la quantité est l'un des attributs de la syllabe.

Cette règle s'observe même pour les mots où la dérivation ne rappelle pas directement le sens de la racine, et ne s'y reporte que par une association d'idées. Ainsi *döm-ŭn-us*, le maître dans la maison, fait *döm* bref à cause de *döm-us*, maison(1); *hŭm-ŭl-is*, humble, terre à terre, à cause de *hŭm-us*, sol.

(1) Freund admet cette étymologie; Bailly la repousse et dérive *dominus* de *domäre*.

Hūm au contraire est long dans *hūm-id-us*, à cause de *hām-or*. On ne pourrait pas fixer la quantité de la voyelle, si on la détachait de la consonne qui la complète et en fait une syllabe. N'oublions pas ici le *temporum capax* de Donat.

§ III. — FAITS SIMILAIRES DANS TROIS LANGUES VIVANTES.

Le maintien de la consonne qui précède la désinence et sa jonction indissoluble avec la voyelle antérieure, par suite de la formation rétroactive de la syllabe, peuvent être vérifiés de mille manières, dans trois langues modernes, deux qui sont filles du latin, c'est-à-dire l'italien et le français, la troisième l'allemand, qui, doué d'une origine commune, se rattache au latin par les liens d'une étroite parenté. Un livre suffirait à peine à réunir et classer les mots qui justifient la règle d'épellation rétrograde. Ce n'est pas que les analogies données par des langues vivantes signifient que leurs syllabes soient construites de la même façon que les syllabes latines, car l'absence de quantité constitue toujours une différence essentielle ; mais ce qui reste dans les débris témoigne de ce que fut l'édifice.

J'indiquerai sommairement ici la marche à suivre pour parvenir à la vérification.

L'italien me viendra en aide en se faisant entendre, le français en se montrant écrit.

Soit en exemple le mot *amor*. Il a un de ses cas, l'ablatif, qui s'écrit en latin comme en italien *amore*. La prononciation italienne est *amor-e*. On appuie très-distinctement l'r sur l'o qui précède, à tel point que l'e final paraît presque muet, et que chez les poètes on l'omet quand on veut. De même *amar-e*, aimer, se réduit si l'on veut à *amar*.

Amor ch' a null' amato amar perdona,

a dit Dante au cinquième chant de l'*Enfer*.

Il serait contraire au sens de l'oreille de scander *amo-re*.

De même *fiero, suono, cielo*, etc., se réduisent en vers à *fier, suon, ciel*.

Les mots de cette nature se comptent en italien par centaines, ainsi que les féminins en *a*, tels que *ros-a*, rose, *lun-a*, lune, où la voyelle finale est à peine attachée à la consonne précédente, et ne se fait entendre que très-faiblement. C'est la voyelle antérieure qui attire par son poids la consonne. Ces temps *forts* de l'italien ne correspondent pas toujours aux *longues* latines. Il me suffit d'avoir montré que la théorie des syllabes réactives rencontre des analogies nombreuses dans une langue qui, bien que corrompue, est la plus voisine de la souche latine dont elle occupe le sol.

Pour le français, il est impossible de comprendre notre orthographe, si l'on ne part pas du principe que les consonnes finales des radicaux latins étaient liées indissolublement aux voyelles précédentes.

Devinerait-on pourquoi on écrit *sang* et *cent*, *champ* et *chant*, si l'on ne connaissait *sang-uis* et *cent-um*, *camp-us* et *cant-us*? Sain de *san-us*, saint de *sanct-us*, sein de *sin-us*, seing ou signature de *sign-um*, ceint de *cinct-us* ne crient-ils pas tout haut que la désinence formait syllabe à part, et que si notre orthographe reste encombrée de ces lettres qui ne sonnent pas, c'est par respect pour la syllabe dont elles faisaient partie intégrante, et que la fidélité de la tradition n'a pas voulu briser? Quand je vois un *c* attaché au *clerc* du notaire, il est clair que ce *c* était fortement rétrograde puisqu'il a enjambé par-dessus l'*i* de la suffixe *ic* pour se rattacher à l'*r* de *cler-ic-us*. Tous les mots terminés par des *e* muets, rose de *ros-a*, barbe de *barb-a*, livre de *libr-o* rendent témoignage de la même tradition.

On me dira : mais ce qui a maintenu vos lettres inutiles au son, c'est l'accent tonique, ce n'est pas la nature de la syllabe. L'accent propre, répondrai-je, n'est-il pas précisément un caractère de la syllabe latine ainsi que la prononciation inséparable de toutes les lettres qui se tiennent, proférées par

une seule émission de voix ? C'est justement ce que nous montre l'observation de l'écriture française.

Quant à l'appui que prête l'allemand à la règle d'épellation, je ne veux pas refaire, en l'étendant, le travail que j'ai déjà soumis à la Société, lorsque je lui parlais de *l'utilité du latin pour l'étude des langues vivantes*. J'indiquais alors la correspondance des suffixes allemandes aux suffixes latines, pour les procédés de dérivation. La plupart de ces suffixes commencent par une voyelle, et les consonnes subséquentes en font partie ; c'est ce que je vois en latin dans la syllabe telle qu'elle est réellement, et comme je m'efforce, avec une conviction entière, de le démontrer.

De tout ce qui précède, il est facile d'imaginer que l'épellation rétrograde, tout en laissant subsister les faits de la prosodie, avec lesquels elle est complètement d'accord, en change de fond en comble et en simplifie l'enseignement. Il ne peut plus être question de ces créments fantaisistes, à cheval sur deux syllabes, dont nous entretenait l'abbé Le Chevalier dans sa méthode généralement adoptée quand nous faisons nos classes. Aussi, un inspecteur de l'Université, M. Audinet, de Poitiers, frappé de ce défaut, a-t-il composé une nouvelle méthode de prosodie, où il n'est nullement question de créments. Il y substitue des indications de longueur et de brièveté dues aux voyelles, selon les consonnes qui les suivent avant la désinence, et qu'il appelle *intérieures*. Or, quoique M. Audinet ne parle pas de l'épellation rétrograde, sa classification de voyelles ainsi appuyées aux consonnes subséquentes n'en est pas moins conforme à la règle que je défends, et tend à substituer la quantité des suffixes commençant par une voyelle à celle qu'on attribuait autrefois aux voyelles elles-mêmes.

§ IV. — OBJECTIONS.

Après avoir établi directement la réalité des syllabes latines rétrogrades, et par conséquent la justesse de la règle

d'épellation, je dois aller au-devant de deux objections considérables qu'on m'a laissé pressentir, et qui ne sont peut-être que les avant-courrières de beaucoup d'autres. Elles seront empruntées au sanscrit. J'ai le malheur de ne pas connaître cette langue sacrée, la vénérable grand'mère des idiomes parlés par la famille de Japhet. Mais le courtois contradicteur qui m'a fourni l'occasion de mon travail, a renouvelé en ma faveur le procédé des gardes françaises à Fontenoy. S'il ne m'a pas dit : « Tirez le premier, » il m'a du moins montré le caisson dans lequel je pouvais m'approvisionner de munitions. Ce caisson m'est apparu sous la forme d'un petit volume plus gros de faits que de pages, composé par M. Anatole Bailly, professeur au lycée d'Orléans, et publié sous la direction de l'illustre maître, M. Egger, de l'Institut.

Voici deux difficultés qui naissent de la lecture rétrograde.

Dans les mots en *men*, *minis*, je crois devoir appuyer l'*m* sur la voyelle précédente et scander :

Agm-en, *côn-âm-en*, *pēt-îm-en*, *nôm-en*, etc. De même pour les substantifs en *or*, faisant l'action du verbe ; j'épelle :

Vi-âl-or, *crē-âl-or*, *gēn-ît-or*, etc. Or, le grec contient une suffixe *μα*, au génitif *ματος*, qui correspond, paraît-il, pour la fonction au *men* latin, *πρᾶγ-μα*, *πράγ-ματος*, action, ce qu'on fait ; *ὄνο-μα*, *ὀνό-ματος*, nom. De même *λόρ*, *λόρις* serait une suffixe qui correspond au grec *τηρ*, *τηρος*, *τωρ*, *τορος*, dans *πατήρ*, *πατὴρ*, père, *Σωτήρ*, *Σωτῆρος*, sauveur, *ρήτωρ*, *ρή-τορος*, orateur.

Et ce qui donne plus de force à cette objection, c'est qu'il se trouve deux suffixes sanscrits, dont *μα* et *τωρ* en grec ne sont que des variantes, et qui commencent pareillement par une consonne (1). De sorte qu'EN GREC le *μ* et le *τ*, au lieu de s'appuyer sur la voyelle antécédente, font certainement syllabe avec la voyelle qui suit. D'où les hellénistes concluent qu'il en doit être de même en latin. Voilà, je crois, la difficulté proposée, en toute sincérité.

(1) *Mâm* et *târ*.

Je pourrais demander si *tor*, *tōris*, corrompu de τωρ, τορος, avec déplacement de l'accent au génitif, ne vient pas tout simplement du supin du verbe, dont la consonne qui précède *or*, *ōris*, marque l'action. Car, si nous avons les noms en *tor* dans

creator, de *creare*, *creatum* ;

curator, de *curare*, *curatum* ;

nous avons aussi :

cursor, de *curre*, *cursum* ;

messor, de *mētere*, *messum* ;

suasor, de *suadēre*, *suasum* ;

et plusieurs autres où le τ caractéristique initial de la suffixe grecque et sanscrite est remplacé par l's du supin. Et ce qui me ferait croire encore davantage que le *t* a été amené par le supin seul, c'est la quantité de la voyelle (je parle suivant l'usage ordinaire) qui précède ce *t*. Dans *via*, substantif, l'a fait syllabe à lui seul et est bref. Pourquoi est-il long dans le dérivé *viator*? C'est sans doute parce que *viator* dérive de *viare* (1). Et pourquoi dans les noms en *itor*, comme

crēd-īt-or, de *crēd-ērē*, *crēd-īt-um* ;

dōm-īt-or, de *dōm-āre*, *dōm-īt-um* ;

part-īt-or, de *part-īre*, *part-īt-um* ;

cūp-īt-or, de *cūp-ēre*, *cūp-īt-um*,

l's qui précède le *t* est-il tantôt long et tantôt bref, suivant qu'il est long ou bref au supin? Il y a là une relation toute latine, à laquelle les origines sanscrite et grecque semblent étrangères.

Quant à l'équivalence de *men*, *minis* à μα, ματος, il faudrait pour m'en convaincre que j'eusse une foi entière dans la signification de la suffixe grecque μα. Est-il certain qu'elle indique toujours le résultat de l'action du verbe? Sans doute πρᾶγμα vient de πράσσειν, ποίημα de ποιεῖν. Mais de quels verbes fait-on dériver σώμα, corps, et ὄνομα, nom?

(1) Verbe donné par Prudence.

Quoiqu'il en soit de ces difficultés que je me borne à indiquer, mon intention n'est pas d'accepter le combat sur ce terrain. Je me dérobe, et fais entrer en lice, pour me couvrir, un auxiliaire plus fort que moi. M. Theil, traducteur du beau *Dictionnaire* de Freund, dit dans sa préface (page v) :

« Sans doute, tout mot primitif se rattache par son origine à un primitif sans la connaissance duquel il ne peut être lui-même qu'imparfaitement connu dans son être intime ; et c'est pour cette raison que, dans un dictionnaire, on a soin d'indiquer l'étymologie de tout mot non primitif, comme dans une biographie on commence l'histoire du personnage par le nom de ses parents : mais cette liaison ne git que dans la filiation du mot. Dès l'instant que lui-même entre dans la langue, *cette liaison cesse* ; il déve loppe la nature qu'il tient du mot racine, d'une manière tout indépendante : il conserve pendant toute la durée de son existence une indépendance pleine et entière ; il est, comme signe d'idée, l'égal de la racine ; il agit à côté, non au-dessous d'elle, absolument comme un fils majeur, dans la sphère d'action qui lui est propre, n'est plus fils, mais homme et l'égal de son père. »

On ne saurait mieux dire.

Je crois avoir établi par le témoignage des Latins eux-mêmes, et par les faits de leur langue, que l'idée de syllabe y est inséparable de celles de quantité et d'accent. De là toute une évolution, toute une filiation de conséquences en latin. Mais bien qu'une foule de mots et de formes soient originaires du grec et du sanscrit, je n'ai ni dit, ni pensé qu'il en fût de même dans ces deux langues. Dans la première cependant, se trouvent comme en latin l'accent et la quantité ; dans la dernière, je pouvais encore moins songer à supposer aux syllabes le caractère des syllabes latines ; car si l'on a reconnu dans le sanscrit la variété d'ouverture des voyelles, c'est-à-dire l'accent vocal, et peut-être aussi l'accent tonique, on n'a point établi qu'il y eût pareillement une quantité,

dont la valeur serait certainement peu perceptible pour nos oreilles.

Le grec, qui nous est plus accessible, a déjà un caractère prosodique tout différent du latin.

L'accent tonique du Latium n'est jamais sur la dernière syllabe d'un mot qui en a plusieurs. En grec, au contraire, nous voyons une foule de mots dont la dernière syllabe est accentuée : βουλή, volonté, ἀνδρῶν, des hommes, etc. La double consonne après la pénultième voyelle en latin entraîne forcément l'accent. Il n'en est pas de même en grec : dans μάχεσθαι, combattre, dans θεράποντες, serviteurs, l'accent est sur l'antépénultième, ce qui serait impossible au latin, qui fait obéir l'accent à la quantité. « On a souvent remarqué, » disent MM. Weil et Benloew dans leur *Théorie de l'accentuation latine* (p. 158), « on a souvent remarqué que le mouvement de la phrase et du vers avait en latin quelque chose de lent et de solennel, bien différent de la marche ailée de la langue grecque. » Qu'est-ce à dire ? sinon qu'en employant les matériaux que lui fournissent le grec et le sanscrit, le latin les façonne à sa mode, il les convertit à son usage, il les fait siens par la majesté d'allures qu'il leur imprime. Le mot *majestas* lui-même, tout composé de longues, est latin, et son équivalent absolu n'existe pas en grec. Cette gravité seyait à la race qui devait être le peuple-roi.

Trois remarques de détail finiront ce travail, trop long peut-être pour une lecture publique, trop court eu égard aux compléments qu'il pourrait comporter. Les noms de plusieurs lettres sont un indice de la disposition des Latins à la prononciation suspensive. Tandis que les Grecs appellent les liquides, la semi-voyelle labiale et la sifflante de noms où l'articulation précède la voyelle, *lambda*, *mu*, *nu*, *rho*, *sigma*, *phi*, les Latins placent la voyelle avant l'articulation, disant : *elle*, *emme*, *enne*, *erre*, *esse*, *effe*.

La *Grammaire comparée des langues indo-européennes*, de M. Bopp, traduite par M. Michel Bréal (introduction du

deuxième volume), me fournit, en passant, une preuve sensible du génie particulier qui portait les Latins à ramener leur voix en arrière. Il cite la suffixe secondaire *tāti*, et par secondaire il entend l'union de deux suffixes primaires. *Tāti* forme des noms abstraits : ainsi, jointes à *Déva*, Dieu, ces deux syllabes progressives forment *Déva-tāti*, qui veut dire divinité. Or cette suffixe secondaire *tāti* se retrouve en latin, avec ses éléments primaires identiques, mais renversée, et devenue par métathèse *ītat*. *Dīv-īn-īt-āt-īs*.

Enfin, si le sanscrit ne coupe pas toujours ses mots aux points où le latin a établi ses jointures, on ne pourra du moins récuser son témoignage, lorsque les deux langues sont d'accord. Or, parmi les trois cent quarante racines verbales étudiées par M. Anatole Bailly, il y en a soixante-seize qui, se terminant par une consonne, sont à la fois latines et sanscrites. Les autres, ou n'appartiennent pas aux deux langues à la fois, mais à l'une d'elles et au grec, ou se terminent par une voyelle. Dans des mots comme *veh-ere*, porter, *gen-us*, race, *voc-are*, appeler, *dom-are*, dompter, et une foule d'autres, il ne sera plus permis, même au jugement des étymologistes indophiles, de scander autrement que *veh*, *gen*, *voc*, *dom*, puisque les racines indiennes sont *vah*, *gan*, *vak* et *dam*.

Et maintenant que je suis arrivé au terme de cette étude, si l'on me demande quel intérêt puissant me pousse à soutenir un principe qui, bien qu'implicitement contenu dans les grammaires anciennes, n'a pas encore été mis en lumière, je répondrai :

Si le Français qui apprend la langue latine n'a pour but que la connaissance et l'appréciation des beaux génies du monde romain, qu'il continue suivant les méthodes usuelles, qu'il s'arme de patience... et de dictionnaires. Mais si l'étudiant veut avant tout connaître la langue, c'est-à-dire les mots, et s'en servir comme d'un passeport à travers l'Europe polyglotte, qu'il se lance avec résolution dans la voie de l'analyse étymologique, et, pour y progresser, qu'il s'attache fermement à une méthode de lecture qui n'a de *rétrograde* que le nom.

SPÉCIMEN D'ÉPELLATION RÉTROGRADE

APPLIQUÉ

aux adjectifs DÉRIVÉS PRIMAIRES en *īlis*.

1^{re} CATÉGORIE. — Suffixe *īl* brève.

<i>Ag-īl-is</i>	facile à mouvoir, agile : de <i>āg-ēr-e</i> .
<i>Alt-īl-is</i>	qu'on a nourri facilement, engraisé : quelquefois nourrissant, de <i>āl-ēre</i> , supin <i>āl-īt-um</i> et <i>alt-um</i> .
<i>Clūs-īl-is</i>	facile à fermer : de <i>clūd-ēre</i> , <i>clūs-um</i> .
<i>Coct-īl-is</i>	cuit, brûlé : de <i>cōqu-ēr-e</i> , <i>coct-um</i> .
<i>Daps-īl-is</i>	somptueux : de <i>dāp-es</i> , festin.
<i>Dōc-īl-is</i>	facile à instruire, docile : de <i>dōc-ēre</i> .
<i>Duct-īl-is</i>	facile à détourner, à allonger, étirer, ductile : de <i>dūc-ere</i> , <i>duct-um</i> .
<i>Fāc-īl-is</i>	qui peut être fait, facile : de <i>fāc-ēr-e</i> .
<i>Fars-īl-is</i>	farci.
<i>Fart-īl-is</i>	engraisé : de <i>farc-īr-e</i> , <i>fart-um</i> .
<i>Fert-īl-is</i>	qui porte fruit, fertile : de <i>ferre</i> , porter.
<i>Fict-īl-is</i>	de terre à potier, d'argile : de <i>fing-ēr-e</i> , <i>fict-um</i> .
<i>Fiss-īl-is</i>	facile à fendre ; quelquefois fendu : de <i>fīnd-ēr-e</i> , <i>fiss-um</i> .
<i>Flāt-īl-is</i>	desouffle, produit par le souffle : de <i>flār-e</i> , <i>flāt-um</i> .
<i>Flex-īl-is</i>	facile à plier, flexible, souple : de <i>flect-ēr-e</i> , <i>flex-um</i> .
<i>Flux-īl-is</i>	fluide, qui coule facilement : de <i>flū-ēr-e</i> , <i>flux-i</i> .
<i>Foss-īl-is</i>	facile à fouiller, à extraire de terre, fossile : de <i>fōd-ēr-e</i> , <i>foss-um</i> .
<i>Frāg-īl-is</i>	facile à casser, fragile : de <i>frang-ēr-e</i> .
<i>Frict-īl-is</i>	qui se frit, qu'on fait frire : de <i>frīg-ēr-e</i> .
<i>Fūs-īl-is</i>	fondu, en fusion : de <i>fund-ēr-e</i> , <i>fūs-um</i> .
<i>Fūt-īl-is</i>	facile à répandre ; et au figuré frivole, futile : de même racine vraisemblablement. Cf. <i>fūt-is</i> , aiguière.

- Grāc-īl-is* menu, mince, grêle ; au fig. maigre, pauvre.
Grād-īl-is où l'on peut monter, qui a des degrés : de *grād-i*.
Hāb-īl-is commode à manier : de *hāb-ēr-e* ; par extension en français, celui qui a bien son objet à la main, habile.
Herb-īl-is nourri d'herbe : de *herb-a*.
Hum-īl-is qui est terre à terre, bas, humble : de *hūm us*.
Mict-īl-is méprisable ; sur quoi on peut se permettre d'uriner : de *ming-ēr-e*, *mict-um*.
Miss-īl-is facile à lancer, ce qu'on lance : de *mitt-ere*, *miss-um*.
Nex-īl-is qu'on peut nouer : de *nect-ēre*, *nex-um*.
Pact-īl-is qu'on peut assembler, tresser : de *pang-ēr-e*, *pact-um*.
Par-īl-is pareil, de *pār*, même sens à peu près, mais restreint à la similitude dans un couple.
Part-īl-is partageable, de *pār-ēr-e*, *part-um*, enfanter, produire.
Pens-īl-is qui pend, suspendu : de *pend-ēr-e*, *pens-um*.
Pest-īl-is empesté, de *pest-is*.
Plect-īl-is enlacé, tressé : de *plect-ēr-e*.
Pōt-īl-is qui peut être bu, potable : de *pōt-ār-e*, *pōt-um*.
Rās-īl-is gratté, râclé, poli : de *rād-ēr-e*, *rās-um*.
Scans-īl-is où l'on peut monter, que l'on peut gravir : de *scand-ēre*, *scans-um*.
Sciss-īl-is qu'on peut fendre facilement : de *scind-ēr-e*, *sciss-um*.
Script-īl-is qui peut être écrit : de *scrib-ēr-e*, *script-um*.
Sculpt-īl-is sculpté, gravé, isolé : de *sculp-ēr-e*, *sculpt-um*.
Sect-īl-is susceptible d'être coupé ; aussi coupé, taillé : de *sēc-āre*, *sect-um*.
Sens-īl-is doué de sensibilité, sensible : de *sent-īr-e*, *sens-um*.
Sess-īl-is sur quoi l'on peut s'asseoir : de *sēd-ēr-e*, *sess-um*.
Sīm-īl-is semblable.

- Sorb-īl-is** qu'on peut avaler ou humer : de *sorb-ēr-e*.
Spars-īl-is qu'on peut disperser, répandu : de *sparg-ēr-e*,
spars-um.
Stāb-īl-is où l'on se tient ferme, solide, ferme au propre et
au figuré : de *stār-e*, se tenir debout. Cf.
stāb-ūl-um.
Stēr-īl-is stérile.
Struct-īl-is de construction, propre à la construction : de
strū-ēr-e, *struct-um*.
Sūt-īl-is cousu, composé de pièces rapportées : de *sū-ēr-e*,
sūt-um.
Tact-īl-is qu'on peut toucher, tangible, palpable : de
lang-ēr-e, *tact-um*.
Text-īl-is tissé, tissu : de *tex-ēr-e*, *text-um*.
Tinct-īl-is où l'on trempe quelque chose, qui sert à teindre :
de *ting-ēr-e*, *tinct-um*.
Tons-īl-is qui peut être tondu : de *tond-ēr-e*, *tons-um*.
Tort-īl-is tortillé, qui va en tournant : de *torqu-ēr-e*,
tort-um.
Tract-īl-is facile à traîner, tirer : de *trāh-ēr-e*, *tract-um*.
Trans-īl-is qui passe au delà, qui dépasse : de *trans*.
Ut-īl-is dont on peut se servir, utile : *ūtī*.
Vers-īl-is facile à tourner, qui tourne aisément : de *vert-ēr-e*,
vers-um.
Vīl-īl-is pliable, tressé de rameaux flexibles : de *vī-ēr-e*.

II^e CATÉGORIE. — Suffixe *īl* longue.

- Anc-īl-is** échancré : du thème *anc* ou *ang*.
An-īl-is relatif aux vieilles femmes : de *ān-us*.
Cāpr-īl-is de chèvre : de *cāpr-a*.
Cīv-īl-is concernant le citoyen, la cité, civil : de *cīv-is*.
Fābr-īl-is d'ouvrier en matière dure, de forgeron, etc. : de
fāb-er.
Gent-īl-is concernant la même famille, de race : *gens*,
gent-is.

- Hēr-il-is* de maître de maison : de *hēr-us*.
Host-il-is d'ennemi, ennemi, hostile : *host-is*.
Jūv-en-il-is du jeune âge, de jeune homme, juvénile : *juv-en-is*,
celui qui est dans l'âge favorable, où tout
l'aide : *juv-are*.
Libr-il-is du poids d'une livre, qui sert à peser : *libr-a*.
Ov-il-is relatif aux brebis.
Pont-il-is de pont : *pons*, *pont-is*.
Pu-er-il-is d'enfant, enfantin, puéril : *pū-ēr*, *pū-ēr-i*.
Scurr-il-is plaisant, de bouffon : *scurr-a*.
Sēn-il-is de vieillard : *sēn-ex*, *sēn-is*.
Serv-il-is d'esclave, servile : *serv-us*.
Vern-il-is d'esclave né dans la maison : *vern-a*.
Vir-il-is d'homme, viril : *vīr*, *vīr-i*.
-

ÉPELLATION ET ÉTYMOLOGIE

RÉPONSE A M. LE BARON CLOUET

Par M. Armand GASTÉ, Membre titulaire

MESSIEURS,

Avant de répondre au travail de M. Clouet, qu'il me soit permis de dire rapidement quelle a été l'origine de ce débat.

J'avais lu dans un des *Bulletins* de 1869, que M. Clouet proposait de lire ainsi qu'il suit les mots latins terminés en *men* :

Conamen = *con-am-en*

Flumen = *flum-en*

Numen = *num-en*.

Surpris de cette méthode nouvelle d'épellation ou, si vous le voulez, de dissection des mots, j'écrivis à notre honorable confrère quelques pages que je résume en deux mots : « En épelant ainsi, vous me semblez violer les règles de l'étymologie. Pour moi, je crois que, si nous voulons observer scrupuleusement ces règles, nous devons épeler ces mêmes mots :

Con-a-men

Flu-men

Nu-men. »

A cela que m'a répondu M. Clouet dans son travail, lu dans une des dernières séances ? Tout d'abord il a pris Dio-

mède, Priscien, Donat, Denys d'Halicarnasse et autres grammairiens grecs et latins, et me les a lancés à la tête. On pouvait se croire en plein *Lutrin* :

Les volumes.....
Sur le perron poudreux volent de tous côtés.
Là, près d'un Guarini, Térence tombe à terre;
Là, Xénophon dans l'air heurte contre un Lasserre.

Il y a de quoi, vous l'avouerez, Messieurs, tomber *sans poulx* et *sans haleine*, comme l'*infortuné Sidrac*.

C'est égal, nous ne perdrons pas courage; et secouant la vénérable poussière dont nous ont inondé ces majestueux *in-folio*, nous répondrons à notre vaillant adversaire : Ces auteurs, comme anciens, méritent tout notre respect; mais comme étymologistes, c'est autre chose..... attendu que la science étymologique ne date que d'hier. — Je ne les accepte pas plus comme *autorités* dans ce débat, que mon savant confrère, M. Charault, n'accepterait, dans une question de physique moderne, l'autorité de l'abbé Nollet, qui pourtant fut, à son heure, un physicien fort distingué.

Laissons donc ces vieux grammairiens, estimables à tant de titres, j'en conviens, mais qui n'ont rien à faire ici, dormir du sommeil des justes sur les rayons de nos bibliothèques, et retournons à nos moutons.

Or, de quoi s'agit-il ?

De ceci, tout simplement.

M. Clouet prétend qu'on doit, *pour les mots latins*, employer une épellation dont il me semble être l'inventeur, et qu'il appelle *rétrograde*.

Pour moi, j'ose soutenir : 1° que lorsque l'étymologie est parfaitement connue, on doit, non-seulement dans la langue latine, mais encore dans la langue grecque aussi bien que dans la langue huronne ou topinamboue, on doit, dis-je, consulter, pour l'épellation, les règles diverses, ou, si vous l'aimez mieux, variables de l'étymologie; — 2° que lorsque l'étymologie est incertaine, ou inconnue, mieux vaut encore

suivre la routine que d'épeler suivant des règles tout à fait arbitraires.

Une petite comparaison, pour terminer cette introduction.

Nous sommes dans une salle d'anatomie. Nous voulons avoir un bras. — Vous, monsieur Clouet, guidé par votre méthode rétrograde, avec le bras vous me semblez prendre un morceau de l'épaule; moi, je voudrais, autant que possible, désarticuler le bras, en le séparant de l'épaule aux jointures naturelles.

Vous nous proposez, par exemple, le mot *virilitas*.

La routine épelle *vi-ri-li-tas*.

M. Clouet, d'après sa méthode rétrograde, épelle *vir-il-it-as*.

Pourquoi cela ?

Pour plusieurs raisons, répondra-t-il. Et d'abord : « La syllabe, dit Priscien, est un son exprimé par des lettres, tel qu'il est proféré sans division, sous un seul accent, et par une même émission de voix. »

J'admets, si vous voulez, cette définition de la syllabe, d'après votre propre traduction.

— Qu'est-ce que cela prouve ?

Que toutes les syllabes latines se terminent par une consonne :

Vir-il-it-as

Flum-en

Con-am-en ?...

Or, je pense qu'il faut lire :

Vir-i-li-tas

Flu-men

Con-a-men.

Je vais bientôt vous dire pourquoi.

Mais n'anticipons pas.

Je laisse donc de côté votre définition de la syllabe ; car, à mon avis, elle n'a rien à faire ici, et je passe aux autres raisons.

— J'avance, dit M. Clouet, que la langue latine se porte en arrière, par un mouvement qui lui est propre, et que j'appelle *rétrograde*, et je le prouve par les quatre faits suivants :

1° Une brève suivie de deux consonnes dans un autre mot, peut devenir longue. Exemple :

Ferte citi flammas, date *tēlā*, scandite muros.

Or, voici deux preuves du contraire, l'une prise dans Horace, l'autre dans Virgile :

Sæpē stylum vertas, iterum quæ digna legi sint
Scripturus.

Pōnūtē, spes sibi quisque... (*Æn.*, xi, 309.)

Passons à la seconde raison :

2° L'élision de *m* final et de la voyelle qui précède, lorsque le mot suivant commence par une voyelle, cette élision, dit M. Clouet, « fait le *désespoir* de ceux qui lisent des vers latins avec la méthode française. »

Désespoir ! Le mot est fort. Pour moi, j'avoue que je serais désespéré de voir M. Clouet s'appuyer plus longtemps sur une raison qui me paraît bien peu solide.

Les routiniers ne sauront, dites-vous, épeler ce vers asclépiade d'Horace :

Exegi monumentum ære perennius.

Le lecteur rétrograde, au contraire, en épelant

Exeg | i monum | ENTM | ære per | ennius (1),

fera rentrer le vers dans son moule harmonieux.

— Admettons, pour un moment, que votre méthode d'épilation soit irréprochable.

(1) Le vers asclépiade, composé de deux choriambes (— 0 0 —) précédés d'un spondée (— —) et suivis d'un iambe (0 —), doit se scander ainsi :

Exē | gi mōnūmēn | tum ærē pērēn | niūs.

Comment scanderez-vous cet hexamètre :

Num tibi, num linguæ licitum est confundere leges?

N'oubliez pas, Messieurs, que d'après la première règle posée par M. Clouet, une brève, suivie de deux consonnes, devient longue. Donc, je scande d'après sa méthode :

Num tibi, | num lin | guæ LICITUM | est con | fundere | leges.

Et voilà mon pauvre vers, que je croyais solide sur ses pieds, qui est déclaré faux (l'ŷ de LICITUM devenant long par position).

S'il n'y avait que moi à être la victime de cette impitoyable règle, je me résignerais ; mais comme Virgile serait mis aux arrêts par notre sévère censeur, pour avoir manqué aux lois de cette nouvelle prosodie, je crie, et bien haut : C'est Virgile qui a raison.

Je n'irai pas chercher bien loin mes exemples. Je lis, en effet, dans la première Eglogue :

Sæpè málum hoc nobis si mens non læva fuisset.

Si vous scandez, à la façon rétrograde,

Sæpe *malm* hoc nobis,

mál devient long, d'après la première règle posée par M. Clouet, et le vers de Virgile est faux.

Voilà donc une seconde raison qui ne me semble guère plus solide que la première.

Arrivons à la troisième.

Ici, comme dans plusieurs autres endroits, M. Clouet me paraît confondre deux choses bien distinctes, l'usage d'épél-lation et la formation étymologique. On n'a jamais, que je sache, pensé à contester que, dans *virí*, *i* soit la lettre additionnelle et *vir* le radical. Mais cela ne peut servir à prouver que le latin ait pour spécialité de composer ses mots d'une autre manière que telle ou telle autre langue.

Il en est de même pour la quatrième raison apportée par M. Clouet à l'appui de son système. Le plus ignorant des

bacheliers — et Dieu sait s'il y a des bacheliers ignorants ! — n'ignore pas cependant que dans *acus*, *aculeus*, *acumen*, *acidus*, *acetum*, etc., les deux premières lettres *ac* renferment l'idée générale de *piquant*. Mais conclure de là que *acumen* doive s'épeler *ac-um-en*, il y a, nous espérons le montrer, loin et même très-loin.

Des quatre raisons fournies par notre honorable confrère pour étayer son système, je crois avoir montré, Messieurs, que les deux premières sont infirmées par des exemples pris dans les auteurs latins, et que les deux dernières n'ont pas précisément trait à la question d'épellation étymologique qui nous occupe.

Revenons maintenant au point de départ.

Virilitas doit, selon M. Clouet, s'épeler : *Vir-il-it-as*.

Dès sa première page, M. Clouet fait une réserve : « Il faut exclure de ma règle, dit-il, les mots composés. Ainsi, il faut épeler *interpositus* ainsi qu'il suit : *Int-er-pos-it-us* (et non *int-erp*). »

A ce sujet je répondrai que, comme il y a *fagots* et *fagots*, il y a *composés* et *composés*. Si *interpositus* est un mot composé d'une préposition et d'un participe, *virilitas* est, à son tour, un mot dérivé, composé d'un radical *vir* — et de deux suffixes.

Toute la question est là.

Il s'agit maintenant (le radical étant connu et hors de contestation), il s'agit de trouver les deux suffixes, de les désarticuler, sans me donner un morceau d'épaule avec le bras, quand je ne demande que le bras.

Essayons.

On peut dire que *vir* étant un grand-père, *virilitas* sera un petit-fils. Et en effet, *virilitas* ne vient pas directement de *vir* ; il vient de *virilis*, qui est le fils de *vir*. Etudions d'abord le fils avant d'étudier le petit-fils.

Étant donné le mot homme (*vir*), quand on a voulu avoir

un adjectif signifiant *qui est de l'homme, qui appartient à l'homme*, on a ajouté *ilis*. Où est le suffixe dans ces quatre lettres ? Est-ce *il*, comme le dit M. Clouet ? C'est possible. Toutefois — sans rien affirmer — je croirais plutôt que c'est *li*. Voici comment je raisonne. Dans les adjectifs latins terminés en *lis*, nous avons différentes voyelles qui précèdent la liquide *L*.

Nous avons ici, par exemple, un *ī* long.

Dans *gracilis*, *fossilis*, *agilis*, nous avons un *i* bref.

Dans *vocalis*, *fatalis*, nous avons un *a* long.

Enfin dans *patruelis*, nous avons un *e* long.

Ces différentes voyelles changent-elles le moins du monde le sens donné à ces adjectifs par les trois dernières lettres, *lis* ? Nullement. Il est donc très-probable que le suffixe est *li* ; quant aux voyelles *ī*, *i*, *a*, *e*, ce sont des voyelles intercalaires mises entre la racine et le suffixe, pour la facilité de la prononciation. On n'aurait pu dire — ou du moins on eût dit bien plus difficilement :

Vir-lis,

Foss-lis,

Voc-lis,

Patru-lis.

Passons maintenant au petit-fils. — S'il y a quelque doute pour le suffixe *du fils*, il n'y en a pas pour le petit-fils.

Dans *Virilitas*, *tas* est un suffixe parfaitement distinct. En veut-on, je ne dis pas une preuve, mais mille preuves : qu'on prenne les nombreux mots en *tas* de la langue latine, et qu'on cherche l'équivalent de ces mots dans la langue grecque, on verra que presque tous les mots latins en *tas* ont un équivalent grec en τῆς. — J'ouvre un vieil *Apparatus* de Cicéron, et je parcours la liste des mots employés par l'orateur romain, et qu'un honnête savant, qui avait du temps à perdre, a traduits en grec ; je vois, je le répète, que presque tous les mots latins en *tas* ont en grec un mot correspondant en τῆς.

Voici quelques exemples :

<i>Acritas</i>	— δριμύτης, δεινότης, δξύτης.
<i>Agilitas</i>	— ελαφρότης.
<i>Acerbitas</i>	— στρυφνότης.
<i>Æquabilitas</i>	— ομαλότης.
<i>Beatitas</i>	— μακαριότης.
<i>Bonitas</i>	— χρηστότης.
<i>Brevitas</i>	— βραχύτης.

Mais ce n'est pas tout. M. Clouet appelle quelque part le Sanscrit une langue sacrée. — Vous savez, messieurs, ce que Voltaire disait des cantiques de Le Franc de Pompignan : « Sacrés ils sont, car personne n'y touche. » — Eh bien ! le sanscrit n'est pas — à ce point de vue — une langue sacrée. On y touche — et beaucoup — et l'on a raison ; car on ne connaîtra bien les langues européennes dans leurs mystères les plus intimes, que quand on aura sérieusement approfondi la langue mère de ces langues, je veux dire le *sanscrit*.

Cela ne veut pas dire toutefois qu'avant de s'occuper d'étymologie, il faut avoir appris les cinq cent mille vers des poèmes épiques de l'Inde. Non, pas plus que pour savoir un peu de grec, on n'est tenu d'apprendre mot par mot l'*Iliade* et l'*Odyssée*. — Eh bien ! pour revenir à *virilitas* (car nous ne devons pas nous éloigner de ce mot), nous voyons en sanscrit le suffixe secondaire *tati*, qui donne aux mots sanscrits auxquels il s'ajoute un sens analogue au sens donné par *tas* aux mots latins, et par *της* aux mots grecs.

Ici M. Clouet triomphe : « Ce suffixe *tati* se retrouve, dit-il, en latin avec ses éléments primaires identiques, mais renversé et devenu par métathèse *itat*. *Divinitatis*. » — Je regrette d'enlever une illusion à mon honorable contradicteur ; mais ici il n'y a pas de métathèse. Le suffixe sanscrit *tati* est l'équivalent du suffixe grec *της* et du suffixe latin *tas*. Prenons le mot *Deus* : — avec le mot *Deus* et le suffixe *tas*, vous composerez le mot *De-i-tas*. *De*, racine ; *i*, intercalaire

pour l'euphonie, et le suffixe *tas*, mot beaucoup plus voisin du sanscrit *Devatati* que *Divinitas*, composé d'un adjectif et d'un suffixe.

Mais assez de sanscrit : il n'en faut pas abuser. Revenons au latin.

Voulez-vous voir, Messieurs, le suffixe *tas* dans toute sa pureté ?

Voici quelques échantillons :

Facul-TAS

Volun-TAS

Liber-TAS

Volup-TAS.

Ce dernier mot est d'autant plus précieux que nous trouvons en latin le vieux mot *Volup*, employé par Plaute et par Térence.

Ut tibi sit ex me volup. — PLAUTE.

Bene factum et volup est. — TÉRENCE.

Ajoutez au mot *volup* — le suffixe *tas*, et vous aurez le mot *volup-tas*.

Si M. Clouet prétend que le *tas* de *voluptas* n'a pas la même signification que le *tas* de *virilitas*, j'abandonne la partie, je me *dérobe*, comme il le dit lui-même.

Mais comme je ne crois pas qu'il puisse trouver la moindre différence dans ces deux *tas*, je reviendrai au mot *virilitas*, que j'épellerai, jusqu'à plus ample informé, *vir-i-li-tas*, — de même que j'épellerai *vol-up-tas*, *lib-er-tas*, et non *vol-upt-as*, *lib-ert-as*, selon la méthode rétrograde.

Des mots en *tas* passons aux mots en *men*.

M. Clouet propose de lire :

Con-am-en

Flum-en

Num-en.

Dans *con-amen*, je constate que la première syllabe est bien épelée.

Mais est-ce que *flum* est la racine de *flumen* ; est-ce que *num* est la racine de *numen* ? Pas le moins du monde.

La racine (syllabe invariable) doit se retrouver dans les mots dérivés.

Retrouvez-vous *flum* dans *fluere*, dans *fluctus* ?

Retrouvez-vous *num* dans *nutus*, dans *annuo* ?

Ainsi, chose étrange, il faudra épeler *num-en* et *nut-us* ; *flum-en* et *fluct-us* ! Nous aurons pour *numen*, la racine *num*, et pour *nutus*, la racine *nut* ; pour *flumen*, la racine *flum*, et pour *fluctus*, la racine *fluct* !

Et c'est par cette méthode que sera simplifiée, dites-vous, l'étude de l'étymologie ?

Mais poursuivons l'étude des mots latins en *men*.

Pour les mots ainsi terminés, nous retrouvons en grec et en sanscrit, c'est à-dire dans une langue sœur et dans la langue mère, un suffixe à peu près identique, — *μα* en grec, *man* en sanscrit.

Voulez-vous des mots grecs en *μα* traduisant des mots latins en *men* ? en voici quelques-uns :

<i>Ag-men</i>	—	τάγμα — ἄγμα, ἄθροισμα.
<i>Albumen</i>	—	λεύκωμα.
<i>Crimen</i>	—	ἔγκλημα.
<i>Conamen</i>	—	ἐγκέλημα.
<i>Cruciamen</i>	—	τιμώρημα.
<i>Nomen</i>	—	ὄνομα, etc., etc.

Je n'ai pas de mots sanscrits sous la main (1) ; quoi qu'il en soit, on ne court guère risque de s'égarer en disant que les suffixes grec et latin *μα* et *men* viennent du suffixe sanscrit *man*, de même que le suffixe latin *mentum* (*orna-mentum*) n'est autre que le suffixe secondaire sanscrit *man-ti*, qui devient par euphonie *ma-ti*.

(1) Je citerai toutefois le mot *Karman*, auquel correspond le grec *ποίημα*, et d'où vient le latin *Carmen*.

Je craindrais, Messieurs, d'abuser de votre patience en vous promenant plus longtemps dans cette forêt, hérissée de broussailles et de racines.

Comme au bon La Fontaine, *les longs ouvrages me font peur*. Je pourrais prendre dans le dictionnaire une foule de mots qui, comme les mots en *tas* et en *men*, battraient en brèche la méthode rétrograde.

Mais il faut savoir se borner, et qui veut trop prouver ne prouve rien.

Je vais maintenant, comme disait naguère un ministre, vous étonner, non pas par la sincérité de mes aveux, mais par l'étendue de mes concessions.

J'admetts que la méthode de M. Clouet soit bonne pour cinquante mots sur cent. — Que ferons-nous de ces cinquante mots qui nous restent sur les bras ? Les épellerons-nous, ou bien ne les épellerons-nous pas ? — Si nous les épelons à la mode rétrograde, et que l'étymologie, jusqu'ici inconnue, de ces cinquante mots finisse par se trouver et contredise la méthode rétrograde, il faudra donc changer l'épellation ?

Pour moi, j'aime encore mieux m'en tenir à la routine. — Toutes les langues ont adopté, pour la commodité, une manière de séparer les syllabes, — manière arbitraire, je le veux bien, — mais qui n'engage à rien, et qui laisse le champ libre à la science pour découvrir la racine d'un mot encore inexpliqué.

Ajoutez à cela, Messieurs, que la méthode proposée par M. Clouet n'est guère praticable. — Pour qu'elle fût praticable, il faudrait que le professeur de huitième sût toutes les étymologies de la langue latine avant de faire épeler les enfants. Or comme les règles de l'étymologie sont très-nombreuses et très-variables, comme ces règles, ni plus ni moins que toutes les règles du monde, ont des exceptions, il faudrait encore que le professeur apprit aux enfants ces nombreuses règles et ces nombreuses exceptions, avant de leur donner le droit d'épeler !

Permettez-moi, Messieurs, de faire quelques suppositions.

Admettons que la méthode rétrograde soit dans un temps — plus ou moins éloigné — admise dans les collèges ; voyons quels résultats elle donnerait.

Je prends les mots les plus simples.

1° Le verbe *Sum*.

M. Clouet épellera *sum*, comme tout le monde, du reste. — Mais que dira-t-il quand on lui prouvera, aussi clairement que deux et deux font quatre, qu'on doit, en épelant, séparer les trois lettres de ce mot, si l'on veut être fidèle aux règles de l'étymologie ? — La démonstration est facile. — *Sum* est pour *esum*. L'e initial est tombé ; mais on le retrouve à la deuxième personne du pluriel *estis*. Enfin *esum* est pour *esumi*. L'un n'est ici qu'une voyelle de liaison, et l'i final (qu'on retrouve dans le grec $\epsilon\iota\mu$) est tombé. Donc, pour épeler, selon l'étymologie, le mot *sum*, il faut dire s - u - m. s radical, u voyelle euphonique, m suffixe.

2° Voulons-nous maintenant prendre un des mots les plus anciens, les plus connus et les plus simples de la langue latine ? *Pater*. Les rétrogrades épelleront *pat-er*. Pour moi, j'épellerai tout bonnement *pa-ter*. Il est de toute évidence que *pa* et non *pat* est la racine du mot *pater*. On la retrouve, cette racine, en grec $\pi\alpha\tau\epsilon\rho$ et en sanscrit *pitar* ; quant à *ter*, c'est le suffixe qu'on retrouve dans *mater*, $\mu\acute{\alpha}\tau\epsilon\rho$ grec, et *mâtar* sanscrit, suffixe que nous voyons reparaitre en latin dans *fra-ter* (sanscrit : *bhrâtar*) — et en grec dans $\theta\upsilon\gamma\acute{\alpha}\tau\epsilon\rho$ (sanscrit : *duhitar*).

Une petite digression, en passant. *Pitar* en sanscrit vient de *pa*, qui veut dire *protéger*, et du suffixe *tar* qui, dans les dictionnaires sanscrits, est indiqué comme le suffixe du nom d'agent. Donc *père* signifie littéralement *protecteur*. — *Matar*, *mère*, vient de *ma*, créer. Donc la mère, c'est la *créatrice*. — *Duhitar*, fille, vient de *duh*, traire. Donc, la fille, c'est *celle qui trait les troupeaux*. — *Bhratar*, frère, vient de *bhar*, porter, soutenir ; c'est comme si l'on disait : Celui qui soutient la famille par son travail.

Revenons à la racine *pa*, de *pater*. Nous la retrouvons dans *papa*, mot enfantin pour désigner le père, où le second *pa* n'est qu'un redoublement du premier.

Or, si dans le mot *pater* vous épelez *pat-er*, vous êtes forcé, de par la logique, d'épeler *pap-a* ; et les mamans devront apprendre désormais à leurs petits chérubins à dire non plus *pa-pa*, mais *pap-a*, ce qu'un père aura bien de la peine à admettre, à moins qu'il ne soit partisan de la méthode rétrograde.

3° Des mots composés d'une racine et d'un ou plusieurs suffixes, arrivons aux mots composés soit d'un substantif et d'un autre substantif, soit d'un adverbe et d'un participe.

Voici d'abord le mot *Jupiter*. Celui qui épellera *Jup-it-er* fera deux fautes, et l'enfant qui dira, comme le veut la routine, *Ju-pi-ter*, aura deux fois raison.

Je suppose enfin qu'un enfant, sachant ses lettres, est en train d'épeler sur les genoux de sa mère. La mère le fait épeler, comme on l'a fait épeler elle-même. Prenons le mot *benedictus*. La maman dit, et l'enfant après elle : *B, e, be ; n, e, ne ; d, i, c, dic ; t, u, s, tus ; be-ne-dic-tus*. Survient un visiteur rétrograde qui, dès le vestibule, a entendu ces sons étranges. Son premier mouvement est de *rétrograder*. Mais la foi qui transporte les montagnes lui fait ouvrir la porte, et le désir de convertir ces deux infidèles plongés dans les ténèbres de l'erreur, le pousse à prendre le rôle de la mère.

— Allons, mon enfant, dit-il, épelez ! . . .

L'enfant commence : *B, e, be*, etc. . . .

— Pardon, dira le visiteur, je vous arrête ; je dois d'abord vous prévenir que ma méthode ne s'applique pas aux mots composés, comme vous pouvez le voir page première de mon travail. Or, nous avons ici un mot composé de *bene* (bien) et de *dictus* (dit)

Cependant, comme il faut épeler ce mot, quelque composé qu'il soit, la leçon continue. L'enfant apprend — non sans peine — qu'il faut épeler tout d'abord *Ben, e*.

Voilà donc un *e* qui reste seul seul avec son déshonneur, ne trouvant pas la plus petite consonne rétrograde pour lui donner le bras.

Mais sans plaindre plus qu'il ne faut le triste sort de cette voyelle, abandonnée comme Ariane, passons.

Le professeur, après de longues dissertations sur les racines, les radicaux, les suffixes, les voyelles intercalaires, les désinences, etc., etc., fera épeler correctement à l'enfant : *Ben, e, dict, us*.

Quel résultat sera-t-il obtenu ? L'enfant s'habituera, dites-vous, à épeler les mots suivant l'étymologie. . . .

Je répondrai : Puisque votre méthode ne s'applique pas aux mots composés, vous ne pourrez faire épeler à l'enfant qu'un très-petit nombre des mots du vocabulaire.

Votre méthode ne s'appliquera pas non plus aux mots dans lesquels se trouve une racine terminée par une voyelle, comme *nu-men, flu-men, pa-ter*.

Pour certains mots, il faudra donc épeler d'une façon : pour d'autres mots, il faudra épeler d'une autre.

Pater bonus s'épellera : *pa-ter bon-us*.

Or, ces deux mots, à eux seuls, ne renversent-ils pas le système qui donne au latin la spécialité de composer ses mots d'une manière RÉTROGRADE ?

Laissons donc les enfants épeler suivant la méthode ordinaire : quand ils seront d'âge à comprendre ce que c'est que l'étymologie, ce qu'on entend par racines, suffixes, etc., alors le professeur leur apprendra à séparer convenablement les syllabes des mots.

—

Je ne puis, Messieurs, m'arrêter sur tous les points de détail où j'ai le regret de me trouver en désaccord avec M. Clouet. J'y reviendrai, s'il y a lieu, dans la discussion.

Je m'arrête donc et je conclus :

1° Si la méthode rétrograde a pour but de faire mieux con-

naitre l'étymologie, elle est bonne, tout au plus, pour le *commencement* des mots dont la racine est terminée par une consonne ; car pour les suffixes (connus ou inconnus) des mots, elle les brise arbitrairement.

2^e Si la méthode rétrograde a pour but de nous amener à une épellation irréprochable, elle contredit aussi souvent l'étymologie que l'épellation usuelle.

Donc, tout en faisant des vœux pour que toutes les racines et tous les suffixes des mots latins nous soient un jour parfaitement connus, afin qu'on puisse désarticuler ces mots aux jointures naturelles, je m'en tiens, jusqu'à nouvel ordre, à la vieille épellation qui n'a aucune prétention scientifique et qui, je le répète, laisse le champ libre aux chercheurs.

La langue latine étant la sœur de la langue grecque, j'accepte l'épellation proposée par M. Matthiæ, dans sa savante *Grammaire grecque*, où l'on voit des choses qui, pour me servir de l'expression de M. Clouet, feraient le *désespoir* des lecteurs rétrogrades, par exemple le verbe παρέχω, qui est ainsi divisé : πα-ρε-χω.

Gardons cette méthode d'épellation, avec laquelle (M. Matthiæ nous en est un sûr garant) l'étymologie ne court aucun risque.

DESCRIPTION ET NATURE
DE LA
MALADIE DE CHARLES VI
ROI DE FRANCE

ANALYSE DE LA MONOGRAPHIE DE M. LE D^r CHEREAU

Par M. le D^r LIZÉ, Membre titulaire.

Un roi fou, une cour dépravée, des princes se disputant l'autorité et pillant les finances, une reine plongée dans une vie déréglée, et qui devait, oubliant la voie sacrée de la maternité, renier en quelque sorte son propre fils, et par l'infâme traité de Troyes concourir à lui arracher la couronne ; l'étranger foulant le sol de la France ; un monarque voisin signant arrogamment roi d'Angleterre et de France ; les factions au sein de la patrie, le désordre partout... voilà, en peu de mots, le règne de Charles VI, règne qui a été peut-être un des plus grands fléaux pour la France et dont la longueur égale les calamités. Mais ceci appartient aux historiens. Nous n'avons à nous occuper que du roi malade, et pour laisser à qui de droit sa part de responsabilité et d'éloges, hâtons-nous d'ajouter que le tableau qui va être mis sous vos yeux n'est que le miroir fidèle d'un long travail sur ce sujet par le docteur A. Chereau, si versé dans l'histoire médicale de notre pays (1).

(1) *De la maladie de Charles VI, roi de France, et des médecins qui ont soigné ce prince*, par le D^r Chereau. — Voir l'*Union médicale*, année 1882, tome XIII, pages 321, 369, 417, 463 et suiv.

Ce n'est pas chose facile que cette étude à près de cinq cents ans de distance. Il ne faut pas compter sur des documents médicaux, qui manquent absolument. L'élément historique seul peut être interrogé ici, et c'est en groupant les faits disséminés çà et là dans les chroniques du temps, que M. le docteur Chereau essaye de voir clair dans cette lamentable histoire qui eut pour premier théâtre les environs du Mans. Né le 3 décembre 1368, Charles VI avait environ douze ans lorsqu'il fut appelé au trône par la mort de son père Charles le Sage. Gouverné complètement par ses oncles, les ducs d'Anjou, de Berry, de Bourgogne et de Bourbon, il ne prit une apparence d'autorité que dans le mois de novembre 1388.

Voici le portrait que fait de ce prince l'auteur anonyme de l'*Histoire de Charles VI*, un moine de Saint-Denis :

« Sa taille, sans être trop grande, surpassait la taille
« moyenne. Il avait les membres robustes, une large poitrine,
« un teint clair, les joues couvertes d'une barbe naissante,
« des yeux vifs. — Son nez n'était ni trop long, ni trop court.
« L'ensemble de sa figure était embelli par une chevelure
« assez blonde, que dans l'âge mûr il avait coutume de ramener
« du sommet de la tête sur le front, parce qu'il n'aimait pas
« à laisser voir qu'il était chauve. Aux grâces de sa personne
« il joignait une grande force de corps et la nature lui avait
« prodigué ses dons d'une main généreuse. »

Quant aux qualités de l'âme et de l'intelligence, voici comment s'exprime le même chroniqueur contemporain :

« Il n'oubliait jamais les services ou les offenses qu'il avait
« reçus, mais il n'était pas enclin à la colère, et ce n'était
« pas sans de graves motifs qu'il se laissait aller à des inju-
« res et à des reproches. Son langage était plein de douceur
« et d'aménité. »

Ce fut vers la fin de mars 1394, en revenant d'une assemblée du Parlement tenue à Amiens, que Charles VI, alors âgé de vingt-deux ans, éprouva divers symptômes qui semblent avoir été ceux d'une congestion cérébrale : *fièvre et*

chaude maladie, dit Froissart. Ses médecins lui conseillèrent de *muer*, de changer d'air. Il suivit cet avis, s'en trouva fort bien et revint à Paris le 23 mai, « tout fort en bon point. »

Cependant, dans le mois de juillet 1392, sa santé parut décliner sensiblement. Dans les premiers jours d'août, il parut avoir subi dans toute sa personne une altération profonde. « Il commença à donner des signes de démence, — *velut vir non sanæ mentis*, — par des propos insensés et par des gestes indignes de la majesté royale. » Pourtant, ces premiers symptômes firent d'autant moins d'impression sur ses serviteurs, que le jeune roi ne tarda pas à donner aux troupes plusieurs ordres qui dénotaient chez lui autant d'absolutisme dans sa volonté que de lucidité dans son intelligence.

Un événement singulier qu'on ne s'est jamais bien expliqué, et vrai pourtant, quoique avec des allures légendaires, fit surgir un accès qui ne faisait que sommeiller, en quelque sorte, et qui n'eût peut-être pas éclaté de suite. — Nous voulons parler de ce fameux incident de la forêt du Mans, qui arriva le 5 août 1392, dans une expédition que le roi commandait en personne pour tirer vengeance contre le duc de Bretagne de la tentative d'assassinat commise par Pierre de Craon contre le connétable Olivier de Clisson.

Cette expédition, nous le répétons, Charles la faisait dans de mauvaises conditions de santé. A Saint-Germain-en-Laye, il n'était pas déjà « bien ferme de santé, » d'après l'observation des médecins qui l'approchaient. Arrivé au Mans, où il séjourna plus de trois semaines, à cause précisément du malaise qu'il éprouvait, le jeune prince « était tout fiévreux, faible de sens et de chef, petitement mangeant et buvant, » très-peu disposé à monter à cheval. Son conseil de santé assurait qu'il n'était pas assez bien pour supporter les fatigues du voyage, et que depuis son retour d'Amiens « il n'estoit pas en si bon estat comme il estoit au-devant. »

Quoi qu'il en soit, Charles VI résista à toutes les observa-

tions qui lui étaient faites, et donna les ordres nécessaires pour que l'armée se mit en marche du côté de la Bretagne. On devait traverser la forêt du Mans. Il faisait « très âprement chaud ; » c'était en juillet, « que le soleil par droiture et nature estoit en sa greigneur force, sur un plain et sablonnis. »

Le jeune roi était vêtu d'un « noir jacques de veloux qui moult l'échauffoit, et avoit sur son chef un chaperon de vermeille écarlate et un chapelet de blanches et grosses perles, que la reyne sa femme lui avait donné au prendre congé. »

Tout à coup, à l'entrée de la forêt du Mans, un homme, « plus fol que sage, la tête et les pieds nus, vêtu seulement « d'une belle cote de burel blanc, » sort d'un fourré, se cramponne aux rênes du cheval royal, l'arrête court en criant : *Roy, ne chevauche plus avant, mais retourne, car tu es trahi.* Les gens d'armes se précipitent sur cet homme, le frappent à coups de plat d'épée sur les mains, lui font lâcher prise, mais... le laissent s'échapper.

Le cortège se remet en marche ; tout le monde parait oublier bien vite la singulière vision. Mais un page s'étant endormi sur sa monture, laisse glisser la lance qu'il portait ; cette lance tombe sur le « chapel d'acier » d'un autre page, et « sonnèrent haut les aciers. » Aussitôt, le roi, « qui avait encore en imagination l'impression des paroles que le fol homme ou le sage lui avait dites, » tressaille et frémit ; il s' imagine être entouré d'une foule d'ennemis qui en veulent à sa vie ; il donne de l'éperon à son cheval, se précipite en avant, se retourne, saisit son épée, et frappe d'estoc et de taille, criant : *Avant ! avant sur les traîtres !* Il poursuit tout le monde, cherche à frapper le duc d'Orléans, « qui n'estoit pas bien assuré, et fuyoit tant que le cheval pouvoit ; » il réussit ou à blesser gravement ou à abattre pour toujours deux ou trois de ses serviteurs. Cependant, « quand il eut bien lassé et travaillé, son cheval bien soulé et tout attrempé de sueur et d'ardeur, » un chevalier parvint à s'élancer sur le roi, à l'enlacer dans ses bras vigoureux, et « à le tenir tout court. »

Le pauvre fou, après avoir été déshabillé, « pour luy refroidir, » fut mis sur un cheval et transporté au Mans, puis à Creil, sur la rivière de l'Oise, la connaissance perdue, n'ayant « nul semblant d'umour, ne aussy d'accointance » à l'égard de ses oncles, ne proférant aucune parole, les yeux roulant dans leurs orbites. Un chroniqueur contemporain raconte en outre que le prince « resta deux jours entiers sans connaissance et privé de l'usage de ses membres ; que son état empira ; que le corps commença à se refroidir, et que la poitrine seule conservait encore un reste de vie et de chaleur, qu'on distinguait à peine aux légers battements de son cœur. »

Telle fut la gravité de cette première attaque que Charles, dans sa fureur, tenta un jour de se précipiter de la fenêtre de la chambre qu'il occupait à Creil au bas des murs du château, et que, pour empêcher ces accidents de se reproduire, un médecin de province fit construire à la fenêtre de cette chambre un balcon en saillie sur la cour, et d'où le prince pouvait sans danger, en même temps qu'il respirait le grand air, voir jouer à la paume dans les fossés du château. Voilà cette prétendue cage qu'on a inventée à plaisir, et dans laquelle, disait-on, on renfermait le malheureux prince toutes les fois que la fureur le prenait.

Charles, après être sorti de cette violente attaque au bout de six semaines, du 15 août 1392 au 30 septembre suivant, apprit avec horreur ce qui lui était arrivé, demanda pardon à ceux qu'il avait maltraités, et le rétablissement de sa santé fut solennisé par une neuvaine à l'église Saint-Julien du Mans et par des dons qu'il fit au chapitre de cette église.

Il va sans dire que la plupart des seigneurs de la cour et le peuple ne virent dans cette affection qu'un ensorcellement et qu'ils ne crurent point les médecins, lesquels assuraient qu'il fallait l'attribuer à un épanchement de bile noire et échauffée.

Pendant dix mois et demi le roi de France, revenu en pleine santé et engagé à la fois dans les affaires de l'État et les plaisirs, n'eut aucune atteinte du mal qui termina d'une façon

si cruelle le voyage du Mans. Un événement tragique vint réveiller une affection qui ne faisait que sommeiller, et convertir en deuil ce qui ne devait être que joies et festins.

Le 29 janvier 1393, une dame allemande, veuve, attachée à la cour, devait se marier à un riche seigneur. En qualité de compatriote, c'était une des favorites les plus intimes de la reine. Aussi, Isabelle de Bavière, non-seulement combla cette dame d'opulents présents, mais voulut que son mariage fût l'occasion d'un grand gala et d'une fête splendide dans l'hôtel Saint-Pol. Au moment où les danses étaient le plus gaiement engagées, on vit arriver dans la salle cinq personnages habillés en satyre au moyen d'étoupes collées avec de la poix sur un vêtement de toile. Ils étaient masqués. Ils dansèrent, « faisant des postures aussi sales que les bouquins
« qu'ils présentaient, jetant des cris horribles, et gesticulant
« des sarrazines. Pendant qu'ils se livraient ainsi aux gri-
« maces de leurs ballets, le duc d'Orléans laissa tomber sur
« l'un de ces satyres une bluette de feu. Aussitôt il s'embrasa.
« la flamme gagna les autres, et ce ne fut bientôt plus que
« cris, hurlements épouvantables de ces malheureux qui brû-
« lèrent ainsi pendant près d'une demi-heure. Trois furent
« victimes de leur imprudence : le bâtard de Foy, Aimery
« de Poitiers et Hugues de Guisay. Le quatrième, Nantouillet,
« n'échappa à une mort certaine qu'en courant dans les cui-
« sines du roi et en se plongeant dans une grande chaudière
« pleine d'eau. Quant à Charles VI, grâce à la présence d'es-
« prit de la duchesse de Berry, qui se précipita sur le jeune
« roi et le couvrit de sa jupe, — le *bouta dessous sa*
« *queue*, dit Froissart, — il fut garanti de la flamme que les
« malheureux qui rôtissaient et qui couraient éperdus pou-
« vaient communiquer à toute la salle. »

Nous rapportons cet événement, parce qu'il eut sans doute une grande influence sur l'état mental de Charles VI, et ce n'est pas sans raison que plusieurs historiens lui attribuent la récurrence de sa maladie. Pourtant, il fut assez longtemps sans

en ressentir les effets, puisque la seconde rechute ne date que du milieu de juin 1393, c'est-à-dire plus de quatre mois et demi après la catastrophe de l'hôtel Saint-Pol.

Vers cette époque, et au moment où les médecins assuraient que l'état de santé du roi était très-satisfaisant, Charles commença tout à coup « à donner comme auparavant « des signes de démente et à se livrer à des extravagances. Il « n'avait point d'abord cessé de reconnaître ses amis, ses « familiers, les seigneurs de la cour et tous les gens de la « maison ; il se souvenait même d'eux en leur absence et les « nommait par leurs noms. Mais à la longue, son esprit se « couvrit de ténèbres si épaisses qu'il oublia complètement « jusqu'aux choses que la nature aurait dû lui rappeler. « Ainsi, par une bizarrerie étrange et inexplicable, il préten- « dait n'être point marié et n'avoir jamais eu d'enfants ; il « oubliait même sa propre personne, son titre de roi de « France, soutenait qu'il ne s'appelait point Charles, et désa- « vouait les fleurs de lis. Lorsqu'il apercevait ses armes ou « celles de la reine gravées sur la vaisselle d'or ou ailleurs, il « les effaçait avec transport. La reine ne pouvait approcher « son époux sans qu'il la chassât, disant avec douceur à ses « gens : Quelle est cette femme dont la vue m'obsède ? Sachez « si elle a besoin de quelque chose, et délivrez-moi comme « vous pourrez de ses persécutions et de ses importunités, « afin qu'elle ne s'attache pas ainsi à mes pas. »

Mais, chose remarquable, Charles reconnaissait la duchesse d'Orléans, Valentine Visconti, femme de son frère, et paraissait se complaire avec elle. Il l'appelait sa sœur bien-aimée et allait la voir tous les jours.

Cette seconde phase de la maladie de Charles VI dura environ sept mois, jusqu'au milieu de janvier 1394, « sans que toute la science des médecins pût y apporter aucun remède, et malgré l'intervention des sorciers. »

Le religieux de Saint-Denis, ajoute le docteur A. Chereau, n'a pas consigné dans sa chronique les diverses phases inter-

mittentes de raison et de lucidité que présenta la maladie de Charles pendant l'année 1395, mais il est facile de juger par son langage que cette maladie ne quitta guère le malheureux roi, et qu'elle fit des progrès tels que tout espoir de guérison avait dû s'évanouir. C'est ainsi que l'historien nous représente Charles soumis aux mêmes phénomènes morbides que dans les années précédentes : c'était toujours la même aversion pour Isabeau de Bavière, la même fureur à gratter ses armes ou celles de la reine gravées ou peintes sur les vitraux ou sur les murs, disant toujours qu'il ne s'appelait point Charles, mais prétendant cette fois que son véritable nom était Georges, et que ses armoiries étaient un lion traversé d'une épée. Il dansait souvent d'une façon burlesque et inconvenante, — *inhonestè et displicenter saltando* ; — il épuisait ses forces à courir çà et là dans son jardin. Quoiqu'il eût des intervalles de lucidité, dont on profitait pour le faire voir dans son conseil ou recevoir quelque ambassade, lucidité sur laquelle on ne pouvait guère compter, puisqu'au moment où l'on s'y attendait le moins il se levait furieux, criant, « comme s'il eût été piqué de mille pointes de fer, » qu'il était poursuivi par ses ennemis ; malgré, disons-nous, ces sortes d'arrêts, on crut prudent de faire murer toutes les entrées de l'hôtel royal de Saint-Pol. Revenu à la santé dans le mois de février 1396, Charles VI passa l'année dans les alternatives de la folie et de la raison. La première moitié de l'année 1397 plongea d'une manière presque permanente le pauvre fou dans les ténèbres de la déraison. Ce ne fut que le 15 juillet qu'une amélioration réelle de quelques jours se manifesta, et que Charles, pour reconnaître ce bienfait, put faire un pèlerinage à Notre-Dame de Paris, y entendre la messe en habit royal et offrir des actions de grâces à Dieu. Vain espoir ! Dix jours ne s'étaient pas écoulés, que l'infortuné maniaque vit encore son mal reprendre le dessus. Cette fois, le monarque, redoutant les excès auxquels l'avait conduit précédemment la perte de sa raison, demanda qu'on lui ôtât son couteau, et

donna ordre au duc de Bourgogne qu'on en fit autant à tous les gens de la cour. « Il avait éprouvé ce jour-là de telles souffrances, que le lendemain il fit venir ledit duc et d'autres seigneurs, et leur déclara en pleurant qu'il préférerait la mort à de telles tortures. Il arracha des larmes à tous les assistants en leur répétant plusieurs fois : « Au nom de Jésus-Christ, s'il en est parmi vous qui soient complices du mal que j'endure, je le supplie de ne point me torturer plus longtemps et de me faire promptement mourir. »

Du mois d'avril 1399 au mois de mars 1400, Charles retomba jusqu'à sept fois dans son délire, et ce fut inutilement qu'on eut recours aux propriétés miraculeuses d'un prétendu suaire du Sauveur, que Louis de Sancerre, connétable de France, avait fait venir de Bourgogne.

A dater de cette époque, les accès frénétiques reparurent à des intervalles plus ou moins rapprochés, et avec ces intervalles de lucidité et de folie qui forment comme le caractère dominant de l'affection du roi de France. Dans le mois de décembre 1403, l'état pitoyable de Charles était tel, que ses oncles décidèrent d'un commun accord qu'il fallait aviser aux moyens de le contraindre à des mesures de propreté. Il y avait cinq mois que l'infortuné malade ne s'était déshabillé pour se mettre au lit, qu'il ne s'était baigné et qu'on ne lui avait fait la barbe ; de sorte que « déjà la crasse produite par des « sueurs fétides avait fait venir des pustules sur plusieurs « parties du corps ; il était tout rongé de vermine et de « poux qui auraient fini par pénétrer jusque dans l'intérieur « des chairs si le médecin n'eût imaginé un expédient. » Juvénal des Ursins assure même que, dans un accès, Charles VI avait introduit dans sa chair un morceau de fer qu'on en avait retiré et qui avait produit une profonde ulcération.

En consultant aux Archives les comptes de la maison de Charles VI aux époques où l'histoire rapporte les phases les plus graves de sa maladie, on y trouve plus d'un passage caractéristique des actes d'aberration d'esprit du malheureux

roi et des mesures qu'on dut prendre pour réparer les dégâts qu'il faisait dans ses moments de fureur.

Ici, c'est une « longue houppelande de drap noir » qui avait été « moult gâtée » par le roi dans les allées et jardins de Saint-Pol, et qu'il fallut remettre à neuf et fourrer à neuf par les soins du valet de chambre, Jehan de Cerdelay.

Là, ce sont ces tentures vertes de la chambre de Charles VI, que le fou avait « trouées et dessirées » en plusieurs endroits, et qu'il fallut donner à raccommoder au tapissier Guillaume de Bangis.

Dans d'autres endroits, on voit Acelot Soleannete, couturière du roi, occupée à faire des « taves et orilliers emplies de duvet pour le dit seigneur ; » ou bien huit paires « grands draps baignoirs pour le roy ; » ou bien encore, Jacques Mercade, premier sommelier, chargé de faire tendre par le tapissier, Nicolas Vacaille, « une sarge vert de Caen au devant de la selle nécessaire au dit seigneur. »

On trouve là, enfin, plusieurs détails relatifs à tout ce qui regarde l'aménagement d'un malade, et qui expriment d'une manière éloquente le misérable état dans lequel était tombé le successeur de saint Louis.

Charles fut délivré de sa misérable existence le 4 octobre 1422. Il y avait trente-cinq ans qu'il avait été pris des premières atteintes de son mal. Ce malheureux prince, digne d'un meilleur sort, et que des qualités réelles avaient fait surnommer le *Bien-aimé*, rendit l'âme assisté seulement de son premier gentilhomme de la chambre, de son confesseur, de son aumônier et de ses médecins. Il avait accompli sa cinquante-deuxième année. Voici en quels termes le chroniqueur Lefèvre de Saint-Remy, dit Toison d'or, rapporte cette mort :

« Et assez tôt après s'accoucha malade en son « hôtel de Saint-Pol, à Paris, le roy, et le 24 octobre rendit « son esprit à Dieu, et furent à son trespas tant seulement « son chancelier, son premier chambellan, son confesseur et

« son aumônier, avec aucuns de ses officiers et serviteurs en
« petit nombre. — Puis, fut son corps apporté à Saint-Denis,
« et n'y avoit lors nul des princes de son sang, excepté le
« duc de Bethfort, frère au roi d'Angleterre défunct ; et mis
« en sépulture avec les autres roys ses prédécesseurs. Après
« lequel enterrement et service accompli s'en retournèrent à
« Paris tous ceux qui accompagné l'avoient. »

Chose remarquable, et qui n'échappera pas à la sagacité de nos confrères, dit M. le docteur Chereau, c'est que Charles VI, enlevé ainsi avant l'heure par une terrible et lamentable affection cérébrale, devait être suivi sur le trône de France par trois rois ses successeurs en ligne directe, qui tous succombèrent à des désordres ayant leur siège principal dans les centres nerveux : Charles VII s'éteignit à peu près fou et se laissa mourir de faim ; Louis XI fut emporté par une hémorrhagie cérébrale ; et Charles VIII alla tomber dans un fossé immonde du château d'Amboise, foudroyé par la même maladie qui avait tué son père.

Tels sont les éléments trouvés çà et là, puis groupés par M. le docteur Chereau pour éclairer la nature de la maladie qui fit de l'existence de Charles VI une vie de misères et de souffrances, et qui devint pour la France une source d'outrages et de calamités.

Maintenant, avec ces éléments, avec ces pièces au procès, comme on dirait au palais, est-il possible de se faire une idée exacte de la nature de la maladie de l'infortuné roi et de lui trouver une place dans le cadre nosologique ? En d'autres termes, quel nom lui donnerions-nous aujourd'hui ? Ce fut, disent les chroniques contemporaines, *de la démence, de l'aberration d'esprit, de la frénésie*, expressions vagues qui englobent toute une série de modifications morbides de l'intelligence et des perceptions, et que la science moderne a pu diviser en groupes assez tranchés, basés presque exclusivement sur les apparences des désordres de l'intelligence.

Charles VI n'était pas atteint de *démence*, ce mot devant ex-

primer dans la glossologie admise aujourd'hui l'inactivité, l'affaiblissement ou l'abolition entière de l'intelligence, un défaut de liaison et d'association entre les idées, les jugements, les déterminations, une indifférence morale très-grande ou même complète sur le présent et l'avenir, tous symptômes complètement étrangers à ceux qu'a présentés la maladie de Charles. Son affection n'était pas non plus de la *monomanie*, par laquelle on est convenu de désigner un délire sur une idée exclusive, autour de laquelle viennent, pour ainsi dire, se grouper toutes les pensées désordonnées, délire tellement borné et l'intelligence tellement libre sous presque tous les rapports, que le malade peut paraître sain d'esprit tant qu'il ne dirige pas son attention vers l'objet sur lequel il déraisonne; délire, enfin, portant sur l'ambition, l'orgueil, les sentiments religieux, les passions érotiques, etc., et qu'on a divisé en presque autant de variétés qu'il y a de passions et de sentiments dans le cœur humain. Reste donc la *manie*, c'est-à-dire ce délire général sans séries prédominantes, mais au contraire rapides, confuses, incohérentes, exprimées avec agitation, avec des cris, des chants, des menaces, des mouvements désordonnés ou tumultueux; phénomènes morbides auxquels se joignent, dans la majorité des cas, une disposition à la colère, à la fureur. Les pauvres fous alors frappent, brisent, cassent tout ce qui se trouve sous leur main, sont généralement d'une malpropreté dégoûtante; et, ordinairement encore, *une fois l'attaque passée*, ils se souviennent, confusément au moins, de tout ce qu'ils ont vu, entendu, pensé, voulu et fait.

Ce tableau rapide du genre de folie qu'on appelle *manie*, n'est pas fait à plaisir; il a été tracé par un de nos aliénistes le plus justement estimés, par Georget, et semble avoir été pris sur nature. Ne s'applique-t-il pas presque en tous points aux phénomènes qu'a présentés ce prince dans sa longue et navrante maladie? L'accès de fureur extrême dont il fut pris quelques instants après l'apparition dans la forêt du Mans,

et pendant lequel il se précipita l'épée nue sur ses serviteurs et en blessa plusieurs; la prostration dont cet accès fut suivi; la récédive de la maladie après la catastrophe de l'hôtel Saint-Pol; l'acharnement qu'il mit à briser tout ce qu'il rencontrait sous sa main, à ne se laisser approcher que difficilement par ses officiers; la dégradation dans laquelle il tomba, lui, roi de France, à l'état de *gâteux*, oubliant d'obéir aux nécessités les plus urgentes de la vie, résistant aux tentatives qu'on fit pour le faire changer de linge et le livrer à des ablutions ordinaires; les attaques revenant par accès, laissant des intervalles de lucidité presque normale et pendant lesquels le pauvre fou, honteux de ses déportements, demandait pardon à ses officiers, et prit en dégoût et sa propre personne et une vie qui lui devenait à charge; l'éloignement qu'il manifesta presque constamment pour sa femme dont il connaissait les dérèglements et les intrigues; son affection marquée, au contraire, pour sa belle-sœur, Valentine de Milan, dont les relations avec le roi n'étaient plus un mystère, tout cela présente, avec *la manie furieuse*, une corrélation trop étroite pour qu'on n'établisse pas une identité parfaite entre cette forme de folie, telle qu'on l'observe tous les jours dans nos grands établissements d'aliénés; et la cruelle maladie qui tourmenta la vie de Charles VI.

Sans être bien versé dans la clinique des maladies mentales, ajoutons, en terminant cette longue analyse du travail de M. le docteur Chereau, que nous acceptons complètement le diagnostic qui vient d'être établi par ce médecin distingué.

MAITRE JULIEN BIGOT,
CURÉ DE MONTFORT,
ET L'HOPITAL DE MONTFORT ET PONT-DE-GENNES

PAR

M. BELLEÉ, Membre titulaire.

Dans un de ces comptes rendus excellents auxquels il a habitué la Société depuis longtemps, M. Garnier, notre collègue, nous a fait connaître, à l'une de nos dernières séances, un livre de M. Denais, intitulé : *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Beaufort-en-Vallée*. Cet ouvrage, où se montre à chaque page le désir de mettre en relief les dévouements inspirés par l'esprit religieux, révèle chez son auteur le goût des recherches historiques et de rares qualités de style et d'appréciation. M. Denais, et c'est tout dire, a mis en pratique le précepte de Boileau, inconnu à Horace :

Que votre âme et vos mœurs, peintes dans vos ouvrages,
N'offrent jamais de vous que de nobles images.

Mais la peinture qu'il fait des phases diverses et souvent pénibles par lesquelles a passé l'établissement hospitalier dont il écrit l'histoire, n'est pas, malheureusement, particulière à l'hôpital de Beaufort-en-Vallée. Il est probable, pour ne pas dire certain, que cette existence agitée fut le lot de toutes les maisons de même nom dans les derniers siècles, et que l'histoire de l'ancienne administration hospitalière fournirait à cet égard les révélations les plus instructives et, en même temps, les plus douloureuses. J'ai pensé que la Société

accueillerait volontiers un fragment de cette histoire qui concerne un des établissements de charité les plus modestes de notre pays, l'hôpital de Montfort et Pont-de-Gennes. On y trouvera la confirmation de cette pensée aussi vraie qu'attristante, à savoir que le bien est toujours d'une réalisation difficile et ne se perpétue souvent qu'au prix des plus grands efforts, tandis que les abus se produisent, pour ainsi dire, d'eux-mêmes, s'enracinent aisément et se succèdent sans discontinuité.

Cet hospice fut, à la fin du ^{xvii}^e et au commencement du ^{xviii}^e siècle, l'objet des convoitises d'une famille puissante qui possédait alors la seigneurie de Montfort-le-Rotrou. Peu s'en fallut que la tradition hospitalière n'y fût complètement interrompue et détruite, et qu'il ne devint, avec ses biens, un simple bénéfice ecclésiastique que les seigneurs de Montfort auraient conféré à leurs puînés ou à leurs créatures. Le trouvant en cet état, la Révolution l'aurait traité comme tous les biens ecclésiastiques, aurait vendu maisons et terres ; et, aujourd'hui, les pauvres seraient privés des secours de toute nature qu'ils trouvent dans cette maison. Mais avant de raconter la crise décisive qui s'ensuivit et dont il ne sortit triomphant que grâce au courage, à l'intelligence et à la ténacité d'un simple curé de Montfort, M^r Julien Bigot, il est bon de jeter un coup d'œil rapide sur l'histoire de cet établissement.

La date de sa fondation est inconnue et il est même impossible de déterminer approximativement l'époque où elle dut avoir lieu. On sait seulement qu'il existait déjà au commencement du ^{xiii}^e siècle. En effet, par une charte transcrite dans le Livre Blanc du Chapitre sous le N^o DCXXVI, datée du mois de janvier 1233 (V. S.), Rotrou, seigneur de Montfort, donne, avec l'assentiment de l'évêque Geoffroy de Laval et de Robert, curé de Montfort, à la Maison-Dieu de ce lieu, la dîme de blé et de vin qu'il possédait au fief de La Bruyère. Cet acte fut rédigé et scellé, *ad petitionem magistri dicte*

domus, à la requête du maître de ladite Maison-Dieu. En 1566, un différend surgit entre Guillaume d'Harcourt, alors seigneur de Montfort (1), et les habitants sur le droit dont ils jouissaient de nommer un maître ou gouverneur de la Maison-Dieu, suivant l'usage du temps. Guillaume affirmait que sa qualité de seigneur lui donnait ce droit ; les habitants, de leur côté, se prétendaient fondateurs de l'hôpital et, par suite, qu'il leur appartenait de pourvoir à son administration. Mais, « à la parfin pour venir à paix, » les parties convinrent de partager ce droit ; de sorte que le seigneur devait d'abord nommer le maître ou le gouverneur, et, qu'à chaque mutation, les habitants des deux paroisses gouverneraient à leur tour et recevraient les revenus pour être employés en réparation à leurs églises ; qu'au reste l'hospitalité serait exercée *en la manière accoutumée au temps passé*.

Il résulte clairement de cette transaction qu'au ^{xiv}^e siècle l'origine de la maladrerie de Montfort était déjà assez reculée pour que la mémoire des fondateurs se fût perdue. En outre, à voir l'énergie que mettent les habitants à revendiquer les droits de fondateurs et à les dénier à leur redoutable suzerain, on est tenté de croire à la légitimité de leurs prétentions, et que c'est bien réellement à leurs sacrifices que la Maison-Dieu devait son origine ; d'autant plus que Guillaume, qui n'avait pas craint de braver plusieurs fois déjà le pouvoir de l'évêque du Mans, baron de Touvoie, Michel de Brèche, son suzerain, n'aurait jamais cédé un droit à des sujets révoltés s'il avait cru être le véritable fondateur, et s'il avait pu en administrer la preuve.

Une pareille lutte soutenue par de faibles sujets contre leur seigneur, surtout contre un membre de cette puissante famille des d'Harcourt dont l'orgueil attira sur la France les

(1) La seigneurie de Montfort était tombée dans la famille d'Harcourt, par le mariage de Jean d'Harcourt avec Isabelle, fille de Jean de Parthenay-L'Archevesque, seigneur de Montfort. (*Livre Rouge*, fol. 271 et 274.)

calamités de la guerre de Cent ans, permet encore de penser qu'à cette époque il existait déjà à Montfort quelques garanties municipales, sans qu'on puisse en déterminer la nature, lesquelles permirent aux habitants de se concerter entre eux, de se soutenir mutuellement et de faire échec aux prétentions arbitraires du seigneur féodal; municipalité à l'état embryonnaire, sans doute, mais à défaut de laquelle la lutte n'eût pas été possible ou, pour mieux dire, n'eût jamais commencé.

Quelle était cette *manière ancienne et accoutumée* d'exercer l'hospitalité? C'est ce qu'il est bien difficile de savoir au juste. Les moyens de contrôler la gestion des administrateurs des hôpitaux devaient être alors très-mal définis et peu efficaces. Les maîtres des hôpitaux rendaient-ils compte de leur administration? Rien ne le prouve. De cette façon, ils pouvaient considérer le bien des pauvres comme le leur propre, et l'abondance des secours qu'ils distribuaient dépendait uniquement de leur bon vouloir et de leur probité. Beaucoup finissaient même par s'approprier ces biens qu'ils considéraient comme un simple bénéfice dont ils étaient titulaires. C'est au moins ce que nous apprend le concile de Vienne (1311) dont les canons fulminent des anathèmes contre ces mauvais administrateurs.

L'autorité civile ne commença à ouvrir les yeux sur ce déplorable état de choses que vers 1543. François I^{er}, « adverti
« du grand désordre qui de présent est aux maladeries et le-
« proseries dont les fondations ont esté interverties, les tiltres
« et chartes perdues, ou dérochées par les administrateurs et
« gouverneurs des dites maladeries, incurieux de leurs char-
« ges, qui ne resident aucunement sur les lieux, baillent les
« fruits et revenus des dites maladeries à ferme, délaissent
« les édifices en ruines et décadences, chassent et estran-
« glent les pauvres malades et lépreux, ou leur font tel et si
« mauvais traitement qu'ils sont contraincts d'abandonner le
« lieu et se rendre mendians par les villes et villages, font

« plusieurs autres aliénations des revenus, biens et héritages des dites maladeries à leurs enfans, parens ou amis, « et autres infinis abus, » ordonne qu'il sera fait incontinent et sans dilation, par les juges des lieux, une enquête approfondie, tant par titres que par témoins, de la valeur et du revenu des biens de chaque hôpital ; de ce qui a pu en être distrait, aliéné ou perdu par la faute des administrateurs. Les mêmes juges devront s'enquérir, en outre, quels sont les administrateurs ; depuis quel temps ils sont nommés ; s'ils résident sur les lieux ; s'ils ont rendu leurs comptes et à quelle époque. Enfin un procès-verbal de cette enquête doit être dressé et envoyé au grand aumônier, le cardinal de Meudon, chargé d'y donner la suite convenable.

Hélas ! le langage sévère du roi et la bonne volonté du cardinal ne suffisaient pas pour déraciner ces abus si criants. Deux ans plus tard, en effet, un autre édit constate que les hôpitaux « sont encore de pis en pis gouvernez tant par leurs « administrateurs que prélats du royaume, et autres qui « doivent avoir l'œil sur iceux : lesquels se sont efforcez et « efforcent journellement vonloir appliquer à eux ou leurs « serviteurs le revenu des dits hospitaux, et en faire leur « patrimoine, en contrevenant aux saintes constitutions « canoniques, intention des fondateurs d'iceux hospitaux, et « défraudans les pauvres de leur deuë nourriture et sustentation ; et qui plus est, laissent tomber et ruiner les édifices « d'iceux hospitaux, et ne se soucient que de prendre le revenu, estaindre et abolir le nom d'hospital, pour toujours « du dit revenu disposer à leur plaisir et volonté, » et renouvelle, en conséquence, les injonctions, défenses et menaces de son devancier.

Efforts et prescriptions inutiles. En 1561, le roi Charles ou, si l'on veut, le chancelier de L'Hospital « deuëment informé que les hospitaux et autres lieux pitoyables du « royaume ont esté si mal administrez, que plusieurs à qui « ceste charge a esté commise approprient à eux et appliquent

« à leur profit la meilleure partie du revenu d'iceux, et ont « quasi aboly le nom d'hospital et d'hospitalité, » statue que chaque hôpital sera régi par deux administrateurs au moins en chaque lieu, qui ne seront ni parents, ni domestiques de ceux qui ont le droit de les choisir. Ils doivent être changés de trois ans en trois ans, et rendre leurs comptes devant les juges locaux et quatre au moins des principaux habitants. S'il y a des bénéfices érigés en titre par la fondation, les titulaires ne pourront percevoir que le tiers du revenu, à condition toutefois qu'il ne dépassera jamais la somme de 140 livres, à quelque chiffre que le revenu de l'hôpital puisse monter, et que le surplus sera entièrement employé à la nourriture des pauvres, aux réparations et à l'entretien des bâtiments et du mobilier. Pour percevoir leur allocation d'un tiers du revenu, les bénéficiaires devront faire en personne le service et administrer les sacrements aux pauvres. Défense encore à tous autres administrateurs de rien prendre sur le revenu, par forme de salaire ou vacations.

Les dispositions de cet édit du chancelier de L'Hospital furent adoptées par les Etats généraux tenus à Moulins en 1566, et à Blois en 1579. Ces sanctions successives les rendirent plus efficaces que celles des édits de François I^{er}, car on les trouve appliquées en partie à la Maison-Dieu de Montfort. Depuis cette époque, les habitants des deux paroisses nommaient deux administrateurs ou commissaires qui recevaient le revenu, l'employaient en secours aux pauvres, selon qu'ils jugeaient à propos de concert avec les officiers de justice et les curés. Leurs fonctions duraient trois ans, au bout desquels ils rendaient compte de leur gestion devant ces mêmes officiers, les curés et quatre députés des habitants. Les biens de l'hôpital étaient affermés publiquement au plus offrant après publications, par le bailli et le procureur fiscal, en présence des commissaires, des curés et des quatre notables.

Les bonnes intentions du pouvoir central n'avaient donc

pas été cette fois tout à fait stériles pour notre hôpital. Il est vrai que les seigneurs de Montfort, interprétant cet édit à leur convenance, avaient conservé soigneusement l'usage de nommer un troisième administrateur qui prenait le titre de maître, et avait grand soin, bien qu'il n'y eût aucun titre bénéficiaire attaché à l'hospice, de percevoir la somme de 140 livres par an fixée par l'édit de 1561. Les habitants, de leur côté, prélevaient la même somme pour leurs deux églises à chaque mutation de maître, en vertu de l'accord de 1366.

Ainsi, à partir de 1561 à peu près, le personnel administratif de l'hôpital se compose essentiellement de trois personnes : un maître ou administrateur nommé par le château, résidant ou non à Montfort, bornant ordinairement son rôle administratif à prélever sur les revenus de l'établissement une somme plus ou moins forte ; puis deux commissaires nommés par les habitants et chargés, à titre gratuit, de tous les détails de l'administration. Il n'y avait ni médecins, ni infirmiers, ni prêtres attachés spécialement à la maison ; mais seulement un gardien qui n'était autre chose, en réalité, qu'un simple portier.

Cette absence de tout agent de service intérieur amène à penser que les pauvres, à l'exception de quelques passants, ne devaient pas être reçus dans l'hospice. C'est, en effet, ce qui avait lieu ; pendant la dernière moitié du xvi^e siècle et tout le xvii^e, les pauvres furent secourus à domicile par les soins des commissaires, dont chacun avait la disposition de la moitié des revenus de l'aumônerie en faveur des pauvres de la paroisse pour laquelle il était nommé. Le bailli de Montfort dressait, de concert avec les curés, les notables et les commissaires, le rôle annuel des pauvres à secourir, avec l'indication, pour chacun d'eux, de l'allocation qu'ils devaient recevoir. Pour être admis sur ces listes, il fallait adresser au bailli une demande écrite apostillée par le curé et quelques habitants.

Ainsi établie, l'organisation de l'assistance publique à Montfort et Pont-de-Gennes pouvait donner, sans grande peine, de bons résultats. Mais, malheureusement, les choses ne se passaient pas dans la réalité selon la simplicité théorique de leur agencement légal. Les seigneurs de Montfort y jetaient fréquemment la perturbation en délivrant d'autorité des mandats de secours à des pauvres non inscrits sur les listes du bailli, mandats que les commissaires, après une résistance plus ou moins longue, plus ou moins accusée, finissaient toujours par remplir au détriment et à la grande colère de leurs clients attitrés. Des brevets de secours ou pension furent même quelquefois délivrés, au nom du Roi, à des lépreux étrangers au pays. Il est vrai qu'au moyen de démarches actives on parvint fréquemment à en obtenir le retrait.

La charge gratuite de commissaire de l'aumônerie n'était pas une sinécure, tant s'en faut. Veiller à la confection des rôles des pauvres, à la location et à la conservation des biens, à l'entretien des maisons, répartir et distribuer les secours, supporter les plaintes et les réclamations des pauvres, parer aux déficits causés dans les prévisions budgétaires par l'intervention du seigneur, tenir une comptabilité journalière et assez bien établie pour supporter un examen contradictoire et public, tout cela constituait une série de travaux qui absorbait leur temps, détruisait leur repos, engageait leur responsabilité et menaçait leur fortune. Aussi, peut-on remarquer qu'il y avait moins que de l'empressement à assumer une pareille charge. Plus d'une fois, le bailli fut dans la nécessité de condamner par jugement les commissaires élus à se charger du régime et gouvernement de l'aumônerie ; et l'on voit quelques-uns de ces derniers interjeter appel de la sentence de ce magistrat.

Rien n'est plus intéressant à parcourir que les anciens comptes des commissaires de l'Aumônerie. On y trouve, pour une période de plus de deux cent cinquante ans, l'indication de la valeur vénale d'une infinité d'objets, ainsi que le prix de la

main-d'œuvre. Les événements, les calamités qui ont agité et affligé le pays s'y reflètent également. En 1563, la peste ravage la contrée, car les commissaires payent 60 livres au barbier qui a été chargé de panser et de médicamenter les pestiférés ; — 6 livres aux prêtres qui ont confessé les malades, leur ont administré les sacrements, et ont conduit les morts au cimetière ; — 18 livres au nommé Bongault, chargé par les habitants de porter les morts au cimetière, à raison de 30 sous par semaine (la peste avait donc duré trois mois) ; — à Jacques Housset, 14 livres 12 sous (1) pour le pain, vin, viande, œufs, beurre « et autres pitances par lui baillées aux pauvres malades pestiférez. » Plus tard, en 1590, des remises considérables sont accordées aux fermiers de l'hôpital, « attendu les pertes et ruines qu'ils auraient portées et « souffertes en leurs biens, fruits et revenuz, par l'incursion « des gens de guerre. »

Ainsi que je l'ai déjà constaté, les maîtres de l'Aumônerie nommés directement par le pouvoir ou par les seigneurs de Montfort étant, pour la plupart, étrangers à la localité, n'eurent sur l'administration qu'une action assez faible, lorsqu'elle ne fut pas pernicieuse. Je crois bon, toutefois, de donner ici la liste de ceux dont j'ai pu retrouver les noms, avec l'époque de leur nomination. Bien qu'incomplète, elle contribuera, pour sa part, à donner à l'histoire de l'hôpital sa physionomie spéciale.

Av. 1415 — Jean de Villiers.

1415 — Jean, sire de Ferrières et de Montfort-le-Rotrou, et Marguerite d'Harcourt, sa femme, donnent et confèrent à leur bien-aimé frère, Jean, bâtard de Ferrières, et à Jean, son fils, et au plus vivant d'eux deux, leur Maison-Dieu, avec ses appartenances et dépendances, après la mort de Jean de

(1) En 1563, la livre tournois représentait environ 15 fr. 15 cent.

Villiers, à présent maître et administrateur d'icelle, « à charge de faire hospitalité aux pauvres qui surviendront bien et deuëment, ainsy qu'il est accoustumé à faire. »

Av. 1503 — Catherin Pouillet.

1503 — Frère Jehan Marie, de l'ordre de Saint-François, nommé par Jehan, sire de Ferrières, Montfort-le-Rotrou, Vibraye, etc., chambellan du Roi.

Av. 1520 — Artus Séran.

1520 — Alexis de La Pastelière, de Saint-Mars-La-Bruyère. Commet de nombreuses malversations. Sa charge lui fut contestée par Gabriel Bûcheron, pourvu par le Roi.

1544 — Nicolas Marivin, procureur général au Conseil privé, valet de chambre de Madame la Bâtarde de France, nommé par provisions du roi François I^{er}, en 1544. Résigne en faveur de

1546 — René de Mauvoisin, porte-table de la Reine, pourvu par le Roi en 1546.

1547 — Yves Ribay est institué par la dame de Montfort et plaide avec elle contre Mauvoisin.

1549 — Pierre de Crénon, écuyer, sieur de Malleville. En 1562, il est déclaré « fugitif et absent pour l'accusation faite contre luy du crime de hérésie. »

1575 — Richard Tiger, écuyer.

1588. — Claude de Gilbert, écuyer, sieur de Blanchestoile.

Av. 1609 — Pierre Chifflet, démissionnaire en 1609.

1609 — Pierre Moncelet; meurt en 1612.

1612 — Mathieu Lasnier.

1626 — Jacques Lasnier, prêtre. Donne, en 1655, sa démission qui est acceptée par Messire

Roger du Plessis, chevalier des Ordres du Roi, duc de La Roche-Guyon, marquis de Montfort et de Guercheville, seigneur de Liancourt, et dame Jeanne de Schomberg, son épouse. Ne fut remplacé qu'en 1666.

1666 — Jacques Louvard, sieur de La Dorière, nommé par M. de Bresseau, marquis de Montfort. Démissionnaire en

1670 — Roger de Piles. En 1687, nous trouvons cet administrateur de l'Aumônerie, secrétaire de l'ambassadeur de France en Portugal. C'était « un homme fort connu à la Cour par son intelligence dans l'art de peinture, » disent les papiers de l'hôpital.

1704 — L'abbé de Montfort, René de Bresseau, nommé par son frère, Louis de Bresseau, marquis de Montfort.

La création de l'Hôpital général du Mans, qui eut lieu au mois de septembre 1658, vint menacer très-sérieusement l'existence de l'Aumônerie de Montfort. Les lettres patentes données par le Roi sur la demande de l'Évêque, du Chapitre cathédral, du corps de ville et des autres communautés ecclésiastiques ou laïques, le déclaraient fondé par la réunion de tous les biens et revenus des hôpitaux et Maisons-Dieu de N.-D. de Coëffort, du Saint-Sépulcre, de Coulaines, des Ardents, ainsi que de « tous les autres hôpitaux, maladreries, « léproseries, Maisons-Dieu, hospices et autres lieux et maisons destinés pour le soulagement et nourriture des pauvres, sains ou malades, pèlerins ou passants, qui se trouvent dans la ville et faubourgs du Mans, pays et comté « du Mayne, de quelque fondation qu'ils soient, *esquels il n'y « a aucuns pauvres résidens et ne se fait aucunes aumônes.* » A la faveur de cette dernière clause, l'hôpital ou aumônerie de Montfort, qui avait son administration propre, qui distri-

buait des aumônes à domicile et recevait temporairement les mendiants passants, devait échapper à cette réunion. Cependant, dans la ferveur de ce premier établissement et afin d'augmenter les revenus de la nouvelle maison, l'Évêque du Mans et le bureau d'administration de l'Hôpital général prétendirent s'annexer les biens de l'Aumônerie, prétention repoussée et combattue énergiquement par les habitants des deux communes. Il fallut donc plaider, et un de ces gros et interminables procès, comme cette époque en voyait naître, se déroula devant la Sénéchaussée du Mans, avec les incidents et complications ordinaires qu'il serait trop fastidieux de raconter ici. Les biens de l'Aumônerie furent saisis à diverses reprises et leurs revenus, au lieu d'être appliqués aux besoins des pauvres, étaient dépensés en frais de procédures qu'ils suffisaient à peine à couvrir. L'Hôpital général faisait encore valoir ses injustes prétentions lorsqu'en 1672 parut un édit qui attribuait à l'Ordre de Saint-Lazare la moitié des revenus de presque toutes les maisons hospitalières. Devant ce puissant compétiteur, l'Hôpital général jugea prudent de se retirer en abandonnant la proie qu'il convoitait depuis si longtemps. Les habitants firent résolument tête à leur nouvel ennemi ; et ce ne fut qu'à coups de procédures, de saisies et même par l'emprisonnement des commissaires que les chevaliers de Saint-Lazare de la Commanderie du Mans parvinrent à se faire payer une partie seulement des sommes qui leur étaient dévolues. Enfin, ces troubles si funestes aux intérêts des pauvres finirent avec la promulgation de l'arrêt de réunion rendu au Conseil du Roi en 1699, qui reconnut l'existence indépendante de l'hôpital.

Pendant plus de quarante ans, comme on le voit, les ressources de l'hôpital de Montfort furent à peu près perdues pour les pauvres, et cela dans un temps où la misère publique augmentait de jour en jour. Seule, la partie de ces ressources attribuée au maître et administrateur semble avoir été rarement détournée de sa destination. M. de Bresseau, qui venait

d'acheter la seigneurie de Montfort, crut même devoir augmenter encore la quotité de cette allocation, en 1666. Pour récompenser M. Jacques Louvard, sieur de La Dorière, des soins qu'il donnait à ses enfants en qualité de précepteur, il le nomma maître et administrateur de l'hôpital et, au moyen d'une plus large interprétation de l'édit de 1561, fit monter son traitement non plus à 140 livres au maximum, mais au tiers du revenu de tous les biens de la maison. Comme ce revenu s'élevait alors à plus de 2,000 livres, M. le précepteur touchait environ 700 livres, somme fort convenable pour le temps. Les habitants, harcelés déjà par les prétentions annexionnistes de leurs voisins du Mans, accueillirent cette innovation avec un déplaisir marqué, mais, sans la repousser positivement. M. de Bresseau, leur fit entendre qu'elle était tout à leur avantage, puisque leurs églises percevaient la même somme à chaque mutation de maître, suivant l'usage et en conformité de la transaction de 1366. Ils donnèrent donc leur consentement dans une assemblée convoquée exprès, mais à laquelle n'assistèrent ni le procureur-syndic, ni le curé, ni les officiers de justice, puisqu'ils ne sont pas nommés sur le procès-verbal. Composée en majeure partie de créatures et d'affidés du château, cette assemblée signa tout ce qu'on voulut, comme cela arrive ordinairement de gens jaloux de complaire à ceux dont ils redoutent la colère ou attendent des bienfaits. Le marquis de Montfort ne prit pas même la peine de consulter les habitants de Pont-de-Gennes ; aussi firent-ils de grandes mais vaines protestations contre la nouvelle règle introduite ainsi dans la régie de l'hôpital ; ce qui n'empêcha pas M. Louvard et, après lui, M. de Piles de toucher les 700 livres. Ce dernier se les faisait adresser régulièrement à Lisbonne.

Nous arrivons à la dernière série de tribulations qu'eut à supporter l'hôpital et à l'examen du rôle que joua alors un curé de Montfort, homme de cœur et de talent, sur le nom duquel la main du temps a jeté le voile de l'oubli, mais qui

devrait être béni chaque jour par les pauvres de Montfort et de Pont-de-Gennes.

En 1689, messire Louis de Bresseau avait succédé à son père Louis-Anne de Bresseau comme marquis de Montfort. Il avait un frère cadet, messire René de Bresseau, auquel sa famille n'avait reconnu d'autre apanage qu'une vocation assez problématique pour l'état religieux. En conséquence, il était devenu chanoine régulier de Saint-Augustin dans l'abbaye de Vaas. S'apercevant, après plusieurs années de profession, que la vie cénobitique n'était point son fait, René de Bresseau, ou l'abbé de Montfort, comme on l'appelait, quitta l'abbaye vers 1704, pour venir demeurer chez son frère et y mener une vie plus conforme à ses goûts. Le marquis alors jugea à propos de le nommer maître de l'aumônerie dans le but de fournir à la fois des occupations à ses loisirs et des ressources à son indigence. L'abbé de Montfort usa largement de son nouveau titre. Seul et sans contrôle, il afferma les biens, toucha les revenus, en véritable propriétaire, fit le moins possible d'aumônes aux pauvres et de réparations aux maisons, et surtout se garda bien de rendre des comptes. Le temps n'était plus où les maîtres de l'Aumônerie se contentaient d'une petite partie du revenu des pauvres et abandonnaient la gestion du reste aux commissaires nommés par les habitants. M. l'abbé de Bresseau, lui, prit tout, administration et revenus, et toucha ainsi une vingtaine de mille livres, sans conserver la moindre trace de leur emploi.

Assurément, cette usurpation effrontée avait soulevé la réprobation des habitants des deux paroisses et surtout des pauvres ; mais que pouvaient-ils faire contre deux hommes puissants qui avaient le talent de se faire craindre et obéir, et nullement la pensée de rendre raison de leur conduite ? Le curé de Montfort, Julien Bigot, voyait surtout avec une indignation et un chagrin profonds ce détournement des revenus de l'hôpital, et cherchait par ses démarches, ses conseils, à en arrêter l'effet. Il hésitait, dit-il lui-même, entre le chagrin

de plaider contre le seigneur de la paroisse et les reproches de sa conscience qui le pressaient de venir au secours de ses ouailles, lorsque le terrible hiver de 1709, en ajoutant les horreurs de la famine aux calamités d'une guerre malheureuse, fit taire tous ses scrupules. Les pauvres, en effet, n'avaient été secourus par l'abbé de Montfort qu'avec une extrême parcimonie, et la misère excessive à laquelle ils étaient en proie n'avait pu arracher au maître de l'Aumônerie que quelques bribes des revenus dont il disposait souverainement. Le curé résolut donc d'engager la lutte pour faire cesser l'injustice criante dont il était témoin, et vers la fin de l'année assigna René de Bresseau devant le Sénéchal du Maine. Il se plaignait dans sa requête, datée du 30 décembre 1709, au Sénéchal de ce que l'abbé de Montfort s'était emparé du revenu de l'hôpital sans en avoir encore rendu aucun compte, passant lui-même les baux sans publication ni enchère, contre l'usage, et de ce qu'il avait frustré les habitants de leur droit d'administration. Il demandait ensuite un règlement fixe pour l'emploi du revenu et réclamait l'intervention des gens du Roi, c'est-à-dire du ministère public, dont le secours devait être très-utile au succès de sa difficile entreprise.

L'abbé de Montfort, peu rassuré, sans doute, sur la légitimité de son droit, au lieu de répondre à l'assignation, mit en œuvre tous les moyens dilatoires que la chicane put lui fournir. Au bout de cinq mois enfin, toujours harcelé par le curé, il produisit des défenses conformes à ses injustes prétentions, et le procès dut suivre son cours.

Plus tard, M^e Julien Bigot, comprenant parfaitement qu'il serait à peu près inutile de faire régler par les tribunaux l'administration de l'hôpital en dehors du marquis de Montfort, voulut aussi le mettre en cause et le fit assigner en novembre 1710 ; de sorte que le chef de la famille de Bresseau eut lui-même à soutenir l'attaque du curé de Montfort.

Je ne sais si la législation hospitalière est maintenant très-claire ; mais, à cette époque, elle était fort obscure et em-

brouillée. Les droits féodaux de patronage, de fondation, ceux des bénéficiers venaient se jeter à la traverse des prescriptions royales et en paralyser l'application ; véritable dédale où le marquis de Montfort et son avocat comptaient bien égarer leurs adversaires. Mais celui-ci s'était hâté de faire une étude approfondie, non-seulement de la législation des hôpitaux, mais encore de la situation particulière, au point de vue légal, de l'hôpital de Montfort. Cette étude lui fit découvrir, dans le fatras législatif, une déclaration du 12 décembre 1698, contenant règlement sur l'administration des hôpitaux et maladreries. Par une nouvelle requête adressée à la Sénéchaussée le 18 novembre 1710, il demanda l'introduction de ce règlement dans l'hôpital de Montfort, c'est-à-dire l'établissement d'un bureau de direction se rassemblant au moins une fois tous les quinze jours et composé du premier juge du lieu, du procureur fiscal, du procureur-syndic de la paroisse et du curé, membres nés, et de plusieurs bourgeois ou habitants élus tous les trois ans par les assemblées de paroisse, avec un trésorier ou receveur nommé par ledit bureau et chargé de l'emploi des deniers. Une telle organisation aurait coupé court aux abus ; aussi le marquis et l'abbé de Montfort firent-ils les plus grands efforts pour empêcher la Sénéchaussée de l'admettre. De son côté, le curé ne restait pas inactif ; il faisait au Mans de nombreux voyages et toujours à ses frais, pour solliciter les juges, faire imprimer des mémoires à l'appui de la cause, et même provoquer des mesures de rigueur contre l'avocat de ses adversaires qui, ayant reçu communication de certaines pièces importantes, refusait de les rendre, afin d'éterniser le procès. Tant de désintéressement, de courage et de persévérance obtint enfin sa récompense ; le 4 décembre 1711, M^e Julien Bigot eut la joie de voir toutes ses demandes accueillies par la Sénéchaussée, qui décida que l'abbé de Montfort rendrait ses comptes et qu'à l'avenir l'hôpital serait gouverné par un bureau de direction selon les règles établies par la Déclaration de 1698. Dans un

but de conciliation, ce jugement maintient le marquis de Montfort en possession du droit de nommer l'un des membres du bureau, ayant les qualités exigées par les ordonnances, et compense les dépens.

Le gain de ce procès, qui avait duré deux ans, était sans doute un résultat considérable, mais n'enleva pas au curé de Montfort tous ses soucis. D'abord, lorsqu'il voulut faire signifier le jugement au marquis et à son frère, il ne put trouver à Montfort, ni dans les environs, un seul huissier qui osât se charger de cette signification. Au Mans seulement, et après de nombreuses démarches, il parvint à rencontrer un sergent assez courageux pour affronter la colère de MM. de Bresseau, et la signification fut faite par cet officier ministériel dont je regrette de n'avoir pu retrouver le nom.

Restait à faire nommer et établir le bureau de direction dans les conditions posées par le jugement de la Sénéchaussée. D'abord, le curé de Pont-de-Gennes, se renfermant dans une neutralité égoïste, s'était désintéressé de la lutte que soutenait si vaillamment son confrère de Montfort; ensuite les officiers de justice locaux se souciaient fort peu de participer aux délibérations d'une assemblée administrative détestée par le seigneur au nom duquel ils rendaient leurs jugements. Mais ce fut bien une autre affaire lorsqu'il s'agit de faire nommer par les habitants les membres électifs de ce bureau. L'assemblée convoquée à la manière ordinaire, par la publication au prône des messes paroissiales d'un billet signé des procureurs-syndics, ne se composa guère que de domestiques du château, d'ouvriers, de journaliers, de mendiants et autres gens faciles à circonvenir. Les chefs de famille, les propriétaires, les marchands et, comme on disait alors, la meilleure et plus saine partie des habitants fit complètement défaut, par suite de l'attitude menaçante du marquis et de son frère. Cette assemblée, sous l'influence des affidés du château, ne trouva rien de mieux à faire, pour tourner en ridicule la décision des juges et ruiner les projets du curé, que de porter ses choix

sur tout ce que la population contenait de gens sans aveu, vicieux et décriés, et elle ne manqua pas d'y englober le curé. Un mendiant, boiteux et contrefait, eut surtout un grand succès auquel, du reste, il ne comprit jamais rien, car il était presque idiot. Il passa en tête de la liste. Belle et mémorable preuve d'intelligence donnée alors par le suffrage universel, qui, à la vérité, n'était pas encore devenu la base de nos institutions politiques ! *Nil novi sub sole*.

Tous ces agissements dénotaient évidemment chez les instigateurs un mépris profond pour la corporation judiciaire dont les décisions étaient ainsi abandonnées aux insultes de la populace. La Sénéchaussée, instruite de tous ces faits par M^e Bigot, releva le gant qui lui était jeté, et prit une résolution énergique. Elle rendit un nouveau jugement qui ordonnait la mise en exécution immédiate de celui du 4 décembre, nonobstant toute opposition ou appelation quelconques, et, à cet effet, délégua M. de Renusson, l'un de ses conseillers. Celui-ci arriva à Montfort armé de pouvoirs quasi discrétionnaires et, après avoir annulé les résultats de la précédente assemblée, il en convoqua, sous sa présidence, une nouvelle dont la composition et la tenue furent convenables et les votes sérieux. Bien que M. de Bresseau eût refusé d'user du droit que lui reconnaissait le jugement de nommer un des administrateurs, M. Trochon n'en installa pas moins le bureau de direction avant son départ de Montfort, et M^e Julien Bigot, qui s'était chargé des fonctions de receveur dont personne ne voulut, put se flatter d'avoir terminé son œuvre.

Mais bien courte fut cette illusion. Le marquis de Montfort, en effet, ne pouvait rester sous le coup de l'échec public que venait d'infliger à son orgueil nobiliaire un simple curé de campagne. Il se hâta d'en appeler au Parlement de Paris du jugement qui le condamnait et, en attendant l'arrêt de la cour suprême, obtint au conseil du Roi des lettres qui suspendaient le bureau de direction de l'hôpital et réintégraient l'abbé de Montfort dans ses fonctions précédentes, ce qui lui

permit de percevoir encore plus de 4,500 livres d'arrérages dus par les fermiers.

Une âme moins fortement trempée se serait laissé envahir par le découragement. Julien Bigot, lui, rentra résolument dans la lice, et d'abord s'occupa de faire lever à Versailles les défenses qui suspendaient l'exécution du jugement de première instance. Il n'y parvint que le 12 juillet 1712, après de très-nombreuses démarches et la production de deux mémoires. Le bureau de direction reprit donc ses fonctions ; mais l'empressement de l'abbé de Montfort à percevoir les arrérages dus par les fermiers laissait les administrateurs en présence d'une caisse vide et de dettes nombreuses.

Le procès suivit ensuite la marche ordinaire devant le Parlement, où les affaires ne s'expédiaient qu'avec une grave et solennelle lenteur. On peut bien dire que la justice boiteuse des poètes anciens avait alors élu domicile au sein des cours souveraines. Le marquis de Montfort y trouvait le grand avantage de fatiguer son adversaire et de lui imposer des dépenses hors de proportion avec ses ressources, la cure de Montfort ne valant à cette époque, suivant Le Paige, que 300 livres. De plus, à peine le procès paraissait-il en état d'être jugé, que l'avocat de l'appelant faisait surgir un nouvel incident qui en changeait la physionomie et nécessitait la production de nouvelles pièces, comme de nouvelles plaidoires. C'est ainsi qu'à la suite d'allégations calomnieuses faites par lui devant la cour sur le compte de Julien Bigot, celui-ci se vit obligé de l'attaquer en diffamation devant la Chambre criminelle où il eût encore gain de cause. Plus tard, pendant un voyage du curé à Paris, le marquis amena les habitants à désertir leur propre cause, en intervenant au procès pour faire débouter leur curé de toutes ses demandes. Ce fait serait à peine croyable s'il n'était attesté par de nombreuses pièces. Ces malheureux fondaient leur intervention sur la mauvaise administration du bureau depuis qu'il avait été nommé et déclaraient consentir à ce que la direction de l'hôpi-

tal fût remise à un seul administrateur nommé par le marquis, sous certaines conditions concertées entre eux. Il est juste d'ajouter que plusieurs habitants et des mieux posés refusèrent leur signature à cet acte aussi inique que maladroit. Trois longues années furent nécessaires à Julien Bigot pour démolir successivement tous ces échafaudages élevés par la mauvaise foi, et le Parlement rendit, le 30 août 1745, sur les conclusions du procureur général, qui avait pris fait et cause pour son substitut du Mans, un arrêt confirmatif du jugement du 4 décembre 1744.

Cette fois, la lutte était bien définitivement terminée; Julien Bigot, dont l'attitude et le langage avaient toujours été empreints d'une grande modération et, en même temps, d'une respectueuse fermeté à l'égard de ses adversaires, comme il convient au champion de la justice et du droit, reporta à Dieu tout l'honneur du succès, en s'écriant alors avec le Psalmiste : *Liberavit Dominus pauperem à potente; et inopem cui non erat adjutor.*

A partir de ce moment, rien ne vint plus troubler la régularité de l'administration hospitalière à Montfort jusqu'à la Révolution qui chassa, bien entendu, les sœurs chargées du soin des malades, et suspendit momentanément l'hospitalité, mais sans aliéner tous les biens. Le retour du calme amena celui des religieuses et le rétablissement de la commission administrative.

Tous ces détails, puisés uniquement dans les archives de l'hospice de Montfort et Pont-de-Gennes, sont fort longs, sans doute. J'ai cru devoir, néanmoins, m'appesantir sur chacun d'eux, dans le but, ambitieux je l'avoue, de rendre à un beau et noble caractère une faible partie de la notoriété qu'il a si bien méritée. Sans secours extérieur, abandonné de tous, honni même par ceux dont il sauvegardait les intérêts, mais fort de sa confiance en Dieu et d'un ardent amour de la justice et du bien public, Julien Bigot soutint pendant six ans une lutte aussi pénible que méritoire. C'est à ses efforts

désintéressés, je le répète, qu'est due la conservation de l'hospice, et il doit en être considéré comme le second fondateur.

Avant de terminer, qu'il me soit permis d'ajouter à cette notice quelques renseignements biographiques sur le curé de Montfort. Lorsqu'il obtint cette cure en 1700, à l'âge d'environ vingt-sept ans, il remplissait, depuis quelques années, les fonctions de vicaire et de procureur de la fabrique de Sougé-le-Ganelon, paroisse d'où sa famille était originaire et où elle se trouve encore très-honorablement représentée. Il apporta, dans l'exercice de ces fonctions subalternes, la chaleur de cœur, l'esprit d'initiative et de dévouement qui devaient faire de lui plus tard le bienfaiteur de toute une population. Il provoqua l'envoi par l'évêque à Sougé de cinq prêtres de la Mission du Mans, qui y prêchèrent pendant plusieurs semaines avec un succès incroyable, dit-il lui-même, et y remuèrent profondément les consciences. L'église était dans un état de délabrement lamentable, mal éclairée, n'avait pas de sacristie, des ornements à peine décents. Avec ses propres ressources augmentées du produit d'une collecte, il parvint, malgré une vive opposition, en démolissant cinq petits autels, aussi laids qu'inutiles, et une maison adjacente à l'église, à refaire le maître-autel et celui de la chapelle de la Vierge, construire une sacristie, ouvrir trois nouvelles fenêtres et une porte, et acheter de nombreux ornements. Ces améliorations lui coûtèrent personnellement plus de 700 livres (3,200 fr. environ).

Pour en conserver le souvenir, il eut soin de consigner tous ces détails dans un écrit latin sur parchemin qu'il déposa derrière la tapisserie qui couvrait la porte du tabernacle du grand autel. Il terminait cette relation par ces mots : *Pie lector, mei miserrimi peccatoris, seu tuis in orationibus, seu tuis in sacrificiis memento; nostroque edisce exemplo, quod opus bonum pro Deo inceptum, ipso astante, fumantibus licet diabolicæ contradictionis voraginibus, semper felici perficies exitu.* Tel était, sans doute, le secret de sa force et de sa fermeté de caractère.

Lorsqu'il fut parvenu à mettre, comme je l'ai dit, l'hôpital de Montfort à l'abri de toute ingérence étrangère et en possession de s'administrer lui-même, il songea à le transporter dans de nouveaux bâtiments auprès du cimetière Saint-André, où les pauvres seraient plus largement et plus sainement logés. Cette translation lui coûta encore de grandes dépenses et de nombreux soucis; elle fut terminée seulement en 1724, ainsi que l'établit la note suivante : « Le mercredi 22 novembre
« 1724, sur les neuf heures du matin, nous Julien Bigot,
« prêtre, curé de Montfort, avons fait, suivant le rit de ce
« diocèse, la bénédiction de la chapelle de l'hôpital de Mont-
« fort et Pont-de-Gennes, située près le cimetière de Saint-
« André; laquelle chapelle nous avons fait édifier avec
« ledit hôpital depuis quelques années pour y loger et secou-
« rir les pauvres malades des dites deux paroisses, en consé-
« quence des délibérations du dit hôpital et du règlement
« d'administration par nous obtenu à la Sénéchaussée du
« Mans, et confirmé par arrêt contradictoire du 30 août 1715.
« Après laquelle cérémonie, nous avons célébré à l'autel de
« la dite chapelle une messe solennelle pour remercier Dieu
« des grâces reçues et de la protection sensible qu'il a bien
« voulu par sa miséricorde accorder à cette entreprise, et
« pour supplier sa divine bonté de vouloir bien en accorder la
« continuation. »

Cette cérémonie, qui terminait l'œuvre de restauration de l'hôpital, fut une des dernières auxquelles dut présider Julien Bigot comme curé de Montfort. Le 6 juin 1723, la cure de Gréez-sur-Roc, qui valait 1,100 livres, avait été résignée en sa faveur par M. René Javary, et le nouveau titulaire en prit possession vers la fin de 1724 ou au commencement de 1725. L'évêque du Mans lui conféra le titre et les fonctions de doyen rural de La Ferté-Bernard qui, dans l'ancienne discipline de notre église, ne se trouvaient pas nécessairement attachés à la cure du chef-lieu du doyenné. Les registres de l'état civil de Gréez contiennent diverses notes écrites de sa main, entre

autres celle-ci : « Nous, Julien Bigot, curé de Gréez, doyen
« rural de La Ferté-Bernard, avons fait la bénédiction de la
« petite cloche de notre église ; laquelle cloche a été présentée
« par deux pauvres de notre petite paroisse, pour obvier à
« toutes contestations et après que les inscriptions et armoi-
« ries que certains particuliers, nullement autorisés, y avaient
« fait sculpter par les fondeurs contre les droits des véritables
« seigneurs, ont été biffées et rasées. » Il conserva ses dou-
bles fonctions de curé et de doyen jusqu'à sa mort, arrivée
le 1^{er} février 1741, et fut inhumé dans le chœur de son église.
Il était âgé de soixante-huit ans.

La composition et la rédaction de ses mémoires contre
MM. de Bresseau avaient mis le curé de Montfort dans la
nécessité d'étudier non-seulement l'histoire de l'hôpital, mais
aussi celle de la seigneurie de Montfort, et il avait consigné le
résultat de ses recherches dans un assez volumineux manus-
crit qui existait encore, il y a une quarantaine d'années, aux
archives de la mairie. Qu'est devenu ce manuscrit ? c'est ce
que toutes mes recherches n'ont pu jusqu'à présent me faire
découvrir. Il aura eu le même sort qu'une foule d'autres docu-
ments que l'incurie des administrations locales a laissé dispa-
raître, notamment le manuscrit original des œuvres de Join-
ville, saisi révolutionnairement au château de Rouessé-Vassé,
pour être déposé aux archives du district de Sillé, et dont la
trace est également perdue.

DÉCOUVERTE

DE MÉDAILLES FRANÇAISES

DE L'ÉPOQUE DE CHARLES VI

Note de M. E. HUCHER, Membre titulaire

On a découvert récemment à une portée de fusil du bourg de La Suze, non loin du vieux château de La Roche, un trésor composé de huit cents monnaies françaises du xiv^e et du xv^e siècle.

Les monnaies les plus anciennes étaient les blancs de Charles VI (1380-1418), offrant d'un côté un écu triangulaire à trois lis avec la légende † KAROLVS : FRACORV : REX ; sur un très-petit nombre le mot REX était écourté et inscrit RE. Le revers de ces pièces porte la croix cantonnée de deux lis et de deux couronnes et la légende † SIT : NOME : DNI : BENEDICTV.

Déjà à cette époque les ateliers monétaires, ou les émissions, sont distingués par des points secrets très-visibles ; ainsi, pour n'en citer que quelques-uns : sur l'une de ces pièces, l'écu aux trois lis offre un point en chef, entre les deux lis du haut ; au revers ce même point est aussi dans le champ sous une des branches de la croix ; mais de plus la lettre D de BENEDICTV est souscrite d'une étoile à cinq branches gravée à cheval sur le grenetis.

Sur un autre exemplaire, l'écu est aussi pointé à la même place, et au revers le point est toujours dans le champ, sous la lettre B de BENEDICTV, sans trace d'étoile.

Sur un exemplaire un peu usé et ancien relativement, un anneau est timbré sous la pointe du V de KAROLV, sous la sixième lettre par conséquent. Au revers l'anneau est buriné sous l'M de NOME, sixième lettre également de cette légende ; de plus les mots sont séparés par deux anneaux pointés, et un point est gravé au centre de l'écu. Sur un autre échantillon, les deux anneaux qui séparent les mots sont eux-mêmes centrés de petits anneaux, et les deux croix initiales des légendes sont souscrites d'anneaux.

Sur un exemplaire assez neuf, l'anneau est placé sous la seizième lettre, l'R de REX au droit, et l'I de BENEDICTV au revers ; l'R est l'antépénultième au droit, tandis que l'I est la quatrième avant-dernière, parce que la légende du droit a dix-huit lettres et celle du revers dix-neuf, preuve certaine que, dès cette époque (1380-1422), les émissions se distinguaient par des points ou anneaux placés sous les lettres des deux légendes, en les comptant de droite à gauche.

Sur une autre pièce très-neuve, l'anneau est placé sous la cinquième lettre, l'L de KAROLV au droit, et l'O de NOME au revers.

Enfin, sur une pièce usée, un point, et non un anneau, est placé sous la deuxième lettre, l'A de KAROLV et l'I de SIT ; mais de plus les O des deux légendes sont pointés.

Nous n'avons cité ici que quelques cas bien caractérisés, mais qui suffisent pour accuser dès cette époque la loi des points secrets que M. Coubrouse, dans son *Catalogue des monnaies nationales de France*, n'a trouvée établie par les règlements monétaires que pour l'espace de temps compris entre 1420 et 1447.

Jusqu'ici nous n'avons parlé que de monnaies attribuables avec certitude à Charles VI. Voici maintenant une série qui paraît être un peu plus récente, sans qu'il nous soit possible d'affirmer que ces pièces appartiennent à son successeur.

Ce sont aussi des blancs ; mais ici les trois lis du droit ne

sont pas encadrés dans l'écu triangulaire et ils sont surmontés d'une couronne tréflée.

Dans cette série encore, nous retrouvons la loi des points secrets très-développée ; l'annelet y figure sous la croix d'abord, puis sous la sixième, septième et huitième lettre, et enfin sous une dix-neuvième lettre au droit, vingtième au revers, ajoutée aux anciennes légendes, la lettre C qui paraît désigner l'atelier de Chinon ; mais on remarque encore dans cette série une bizarre légende qui pourrait bien constituer un point secret : c'est le mot REX écrit RVX, l'insertion du V ne pouvant être qu'une erreur volontaire et préméditée.

Enfin un exemplaire offre, sous l'O de KAROLVS, qui est allongé, tandis qu'il est rond sur tous les autres exemplaires, une étoile à cinq rais imprimée sur le champ et non sur le grenetis, au revers l'O de NOME est également allongé. Sur ce revers cette étoile ne se reproduit pas, mais les T de SIT et BENEDICTV sont trifides par le bas absolument comme les hermines de Bretagne.

Il suffit de citer ces marques distinctives pour montrer qu'il est intéressant de les relever avec soin, lorsque l'occasion s'en présente, parce que ce travail n'a jamais été fait.

Le trésor de La Suze comprenait encore des blancs de Jean IV, duc de Bretagne (1345-1399), offrant, dans un champ circulaire, neuf lis disposés un, deux, trois, deux et un, et une légende † IOHANNES BRITONV DVX, avec la lettre monétaire N *Nantes*, R *Rennes*, V *Vannes*, à la suite du mot DVX.

Les barons employaient le même système différentiel que les rois de France pour distinguer les émissions ; ainsi de deux blancs à ce type l'un offre un anneau sous une croisette qui sépare les mots IOHANNES † BRITONV, l'autre n'en présente pas et tous deux sont de l'atelier de Nantes, nouvelle preuve que ces points secrets peuvent fort bien indiquer seulement des émissions et non des ateliers différents.

On remarquait encore dans ce trésor quelques blancs des

ducs de Bourgogne Jean sans Peur (1404-1419) et Philippe le Bon (1419-1467).

Les monnaies de Jean sont des blancs offrant d'un côté un écu triangulaire écartelé de Bourgogne moderne et de Bourgogne ancien, avec la légende † IOHANNES : DVX : BVRGVNDIE ; deux trèfles entre les mots.

Au revers, une croix égale cantonnée de deux lis et de deux lions, avec la légende † SIT : NOME : DNI : BENEDICTV ; deux croissants superposés entre les mots.

Le point secret est au droit entre la huitième et la neuvième lettre et au revers entre la quatrième et la cinquième.

La monnaie la plus récente du trésor, au moins en apparence, est un blanc très-affaibli de Philippe le Bon (1419-1467), offrant dans le champ un écu semblable au précédent, mais plus petit, surmonté d'une couronne tréflée, avec la légende : deux croissants, PHILIPVS : DVX : BVRGVNDIE ; des trèfles entre les mots.

Au revers : deux croissants, SIT NOME DNI BENEDICTV entourant une croix égale à extrémités fleurdelisées, cantonnée d'un lis et d'un lion.

Cette monnaie ne permet pas de faire remonter l'enfouissement de ce trésor avant l'année 1419 et donne la presque certitude que les blancs au nom de Charles offrant les trois lis couronnés appartiennent au règne de Charles VII (22 octobre 1422), ou tout au moins à la Régence (1418-1422).

NOTA. Toutes les pièces signalées plus haut ont été acquises pour le Musée archéologique du Mans.

Observations météorologiques. — Mois de Janvier 1872.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				3 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Udèmitre pluie tombee en 24 heures	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur	VENT.	État du Ciel — Observations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur
		à l'exté- rieur.	à maxima	à minima							
1	760.76	-0.25	7.	-3.	»	759.83	7.50	N. E.	○ Gel. bl.	757.79	7.
2	754.24	1.	8.	-1.50	»	753.50	7.	N.	☉ Gel. bl.	753.03	7.50
3	753.97	2.	7.75	0.	.90	752.60	9.25	N. E.	☉ Pl. Vt.	751.47	9.
4	748.95	8.	10.	7.	1.60	748.33	11.50	S. O.	● Pl. Vt.	716.19	11.
5	739.47	13.	13.	10.	17.50	739.41	12.	S. S. O.	● Pl. Vt.	739.76	10.25
6	743.63	4.	12.75	2.50	6.20	743.75	8.	O.	☉	747.26	7.75
7	748.40	4.	9.50	1.	2.	747.79	7.75	S. O.	●	746.29	6.
8	740.04	3.	8.50	1.50	7.	740.91	8.	S. O.	●	741.92	9.
9	742.78	3.50	10.	0.50	»	743.57	6.	O. S. O.	☉ Vt.	744.78	6.
10	754.90	2.75	7.	0.50	»	756.61	6.25	S. S. E.	☉	757.17	6.50
11	751.27	3.	8.	1.50	»	753.78	6.75	S.	● Pl.	754.27	7.
12	757.41	2.75	7.50	2.	7.	758.39	7.	S. S. O.	●	759.60	7.
13	750.18	5.	7.	3.	1.40	756.96	7.50	S. O.	●	754.47	7.
14	752.43	7.	10.	7.	8.	752.38	10.	S.	☉	752.19	10.
15	751.53	-0.25	11.	-1.	»	751.17	4.50	O.	☉ Gel. bl.	751.08	4.
16	751.94	1.	5.	-1.	»	751.86	4.	N. E.	●	751.71	5.
17	751.21	0.	5.75	0.	»	749.97	6.50	O.	☉ Vt.	747.08	4.75
18	739.19	7.	7.	0.	2.80	739.28	8.75	O. S. O.	☉	739.42	9.
19	739.27	1.	10.	-0.50	»	739.07	3.	O. N. O.	● Gel. bl.	739.57	4.
20	741.91	2.	6.	1.50	9.20	742.50	3.	N. E.	●	743.23	3.75
21	745.71	1.75	5.	-1.	.40	745.26	6.	N. N. O.	● Gel. bl.	744.33	6.
22	741.17	3.	7.	1.50	2.	740.99	8.	S. S. E.	● Pl.	739.77	7.50
23	736.41	2.25	8.	1.	3.	734.23	10.	S. E.	● Pl.	732.16	11.
24	731.53	2.	11.25	-1.	10.	731.27	7.75	S. O.	☉ Vt.	732.02	8.
25	732.67	5.	9.50	3.	9.	732.58	9.	S. S. O.	● Pl.	732.49	9.50
26	733.82	6.	9.	4.50	3.	739.43	9.50	S. S. O.	☉	740.51	10.
27	745.56	7.	10.	4.	1.	746.17	8.75	S. O.	●	747.81	7.25
28	755.84	4.	9.50	0.	0.20	756.76	7.	S. S. O.	☉ Gel. bl.	757.45	5.
29	753.11	2.50	5.	0.50	»	758.45	4.	S. S. E.	☉	758.67	6.
30	757.20	3.	7.	0.	»	757.07	7.50	S. E.	☉ Gel. bl.	756.68	7.
31	751.91	4.25	9.	0.	»	754.53	9.	E. S. E.	☉	754.14	8.50
Tot.	23163.66	110.25	231.00	43.50	92.10	23181.58	230.75	S.		23170.31	217.25
Ext.	760.76	13.	13.	10.		759.83	12.			750.60	11.
Min.	731.53	-0.25	8.	-3.		731.27	3.			732.02	3.75
Med.	748.18	3.50	8.42	1.40		747.79	7.44			747.43	7.01

Moyenne barométrique, 747.80. — Moyenne thermométrique, 5.57.

Observations météorologiques. — Mois de Février 1872.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				3 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Idemètre pluie tombee en 24 heures	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel — Observations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur.	à maxima	à minima							
1	749.17	2.	10.	0.	»	748.43	8.	S. S. E.	☉ G. M. V.	747.51	7.75
2	750.76	3.50	9.	0.75	1.40	751.82	8.	S.	☉ Pl.	752.27	8.25
3	753.49	4.25	8.5	1.50	4.	753.87	7.50	S. S. E.	☉	754.05	7.75
4	753.12	4.	8.	2.	»	753.	8.75	E. S. E.	☉	753.77	8.
5	749.07	4.50	9.	3.50	»	748.25	8.	S. S. E.	☉ Pl.	749.71	9.
6	749.96	7.	10.	3.	8.	750.58	11.50	S. O.	☉	751.71	11.75
7	752.14	6.25	12.50	2.	»	752.27	10.75	S. O.	☉	752.49	10.
8	752.11	8.25	11.75	1.	»	753.11	13.50	S. S. E.	☉ Gel. bl.	753.96	14.
9	754.21	7.	14.50	0.75	»	751.17	12.	S. E.	☉ Gel. bl.	753.99	12.75
10	752.76	6.	13.	0.25	»	751.82	12.	E. S. E.	☉ G. M. bl.	750.63	13.
11	749.27	7.50	13.25	2.	»	748.10	13.	S. E.	☉	747.82	12.
12	747.19	6.25	13.50	1.	.50	746.96	12.	S.	☉ Pl.	747.21	12.25
13	747.37	6.	13.	0.75	»	747.41	11.75	S. O.	☉ V.	747.38	11.
14	748.14	5.	12.50	0.	2.	748.17	10.	S. S. O.	☉ Gel. bl.	747.11	9.
15	746.01	3.	10.50	0.50	»	744.51	8.50	S.	☉	743.19	10.75
16	742.82	4.	11.	1.	»	742.71	9.75	N. E.	☉	742.56	10.
17	746.17	7.	10.75	2.	»	746.82	10.	O.	☉	747.67	10.25
18	752.34	6.	11.	1.75	1.	752.43	11.	S. O.	☉	752.89	11.
19	754.11	5.75	12.	1.	»	754.27	12.	O.	☉	755.03	12.25
20	756.28	6.	12.25	1.	.40	756.81	11.	O. S. O.	☉ Gel. bl.	757.33	11.
21	757.82	7.	11.75	2.	»	758.11	12.50	S.	☉	758.21	12.75
22	759.32	5.25	13.50	0.75	»	757.83	11.75	S. O.	☉ Gel. bl.	756.07	11.
23	752.27	8.	12.	4.	1.00	751.41	12.	O.	☉	750.19	13.
24	747.96	7.75	13.25	7.	7.	748.17	13.25	S. O.	☉ Pl.	746.32	13.
25	748.76	11.	14.	9.	2.	746.25	12.	S. O.	☉ Pl.	746.33	12.
26	746.82	9.	12.50	7.	5.20	747.57	11.	O N. O.	☉ Pl.	748.66	11.50
27	754.96	5.50	12.50	5.	5.60	757.18	6.	N. E.	☉ V.	758.79	5.
28	759.39	1.25	6.50	-3.	»	759.17	6.	S. O.	☉ Gel. bl.	759.03	5.75
29	757.45	3.50	6.25	1.50	»	757.09	10.	S. S. O.	☉	756.38	9.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tot.	21791.54	167.50	328.25	60.00	38.70	21788.02	303.50	S.		21792.66	304.7
Max.	759.39	11.	14.50	9.	»	759.17	13.50			759.03	14.
Min.	742.82	1.25	0.25	-3.	»	742.71	6.			742.56	5.
Med.	751.43	5.78	11.32	2.06	»	751.33	10.47			751.47	13.9

Moyenne barométrique, 751.41. — Moyenne thermométrique, 8.72.

Observations météorologiques. — Mois de Mars 1872.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				5 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Usomètre pluie tombée en 24 heures.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel — Observations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur.	maxima	à minima							
1	756.03	8.	10.50	6.25	»	757.18	12.	S. S. O.	☉	755.75	13.
2	755.81	13.	13.75	9.	»	755.97	13.50	S. O.	☉	756.27	13.
3	760.97	12.	14.50	9.50	»	761.75	13.	S. O.	☉	761.87	12.75
4	760.10	10.	16.25	5.	»	760.03	13.00	O. S. O.	☉	759.81	16.25
5	757.77	12.	16.50	5.	»	757.54	15.	E. S. E.	☉	756.43	15.25
6	747.31	11.	16.	5.	»	746.08	15.75	S. E.	☉ Vt.	745.27	16.
7	741.18	9.75	16.25	7.50	»	740.3	13.	E. S. E.	☉	740.41	13.
8	744.41	12.	14.75	7.	7.	745.65	14.	S. S. O.	☉ Vt.	746.17	14.75
9	751.97	11.	15.75	6.25	»	752.77	12.	O.	☉	753.83	13.
10	759.46	7.	13.50	4.75	»	759.43	11.	N. N. O.	☉	759.39	10.
11	759.42	6.	11.	0.	»	759.40	10.	N. E.	☉ Gl. bl.	759.37	9.50
12	757.63	7.50	12.	0.	»	757.19	11.50	O. S. O.	☉ Gl. bl.	757.08	10.75
13	755.11	9.50	12.	4.25	»	752.52	12.	O. S. O.	☉	751.48	11.75
14	744.07	7.	12.75	2.	»	743.11	12.	O. S. O.	☉ Vt.	742.27	13.
15	745.01	8.	13.	3.	2.50	746.04	9.75	S. S. E.	☉	747.	11.
16	750.19	4.50	12.	1.50	»	751.53	14.	S. S. O.	☉	752.96	15.
17	757.96	9.	15.	4.	»	757.77	15.	O. S. O.	☉	757.59	14.75
18	756.28	11.	15.75	6.	»	755.89	15.	S. O.	☉ Gr. Vt.	755.17	15.75
19	753.54	7.	16.	5.	»	753.11	13.25	N. N. O.	☉ Vt.	752.81	13.
20	753.09	7.	13.25	2.	»	753.03	9.	N. O.	☉ Vt.	752.96	9.50
21	747.18	5.	10.50	1.	»	746.23	9.25	N. N. O.	☉	746.09	9.
22	746.17	3.	10.	0.	»	746.41	3.	O.	☉ Pl.	746.97	3.50
23	747.60	1.50	5.75	-3.	»	747.51	7.	S.	☉ Gel. bl.	747.19	6.75
24	743.62	-0.50	7.25	0-50	7.50	743.59	-0.50	S. S. E.	☉ Neige.	743.77	3.
25	744.40	1.	3.75	-2.	»	744.36	3.	S. S. E.	☉ Gel. bl.	744.21	4.
26	745.68	1.75	5.	-1.75	»	745.55	5.75	S.	☉ Gel. bl.	745.39	6.50
27	745.57	6.	7.	2.25	»	745.41	13.	S. S. E.	☉ Vt.	745.83	13.25
28	748.10	9.	16.	3.	3.	748.15	17.75	S. O.	☉ Gr. Vt.	748.12	18.75
29	745.76	12.	19.50	8.	»	744.29	20.	S. O.	☉ Gr. Vt.	742.87	20.
30	739.89	13.	20.25	7.75	2.20	740.76	13.	S. O.	☉ Ton.	741.71	13.75
31	745.55	10.	14.50	7.75	9.	746.91	14.	S. O.	☉ Ton. Vt.	747.76	13.75
Tot.	23366.91	244.00	400.00	115.50	31.20	23233.11	362.50	S.		23263.80	374.25
Max.	760.97	13.	20.25	9.50		761.75	20.			761.87	18.75
Min.	739.89	-0.50	3.75	-3.		740.35	3.			740.41	3.
Moy.	750.55	7.87	12.90	3.73		750.49	11.72			750.44	12.07

Moyenne barométrique, 750.49. — Moyenne thermométrique, 9.66.

Observations météorologiques. — Mois d'Avril 1872.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				3 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Udromètre pluie tombée en 24 heures	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel Obs- ervations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur.	à maxima	à minima							
1	746.81	12.	14.50	7.50	14.	746.77	14.50	O.	Pl. Vt.	746.53	14.
2	747.66	11.	14.75	10.	6.	747.91	15.	S. S. O.		748.13	12.7
3	749.19	9.	15.25	2.	"	749.52	14.	S. O.	Gel. bl.	750.70	15.
4	752.18	10.	15.	3.50	5.	752.63	13.	O. N. O.	Vt.	753.03	10.5
5	757.04	6.	13.	3.	0.60	757.31	14.25	N. O.		758.01	15.
6	758.83	7.	15.	4.	"	758.97	12.75	N. O.	Vt.	759.44	12.
7	761.17	5.75	13.50	2.50	"	760.84	13.25	O.	Pl.	760.28	13.
8	759.43	6.	14.	2.	"	758.77	12.	S. S. O.		758.36	13.
9	755.11	8.	14.	2.	"	754.41	14.	O. S. O.		753.97	15.
10	752.84	8.75	16.	3.	"	753.19	17.	S. O.		753.63	17.50
11	754.19	8.50	18.25	4.50	"	754.46	19.75	S. S. E.		755.01	20.50
12	756.24	11.	22.	6.	"	756.39	21.	S. E.		756.48	23.
13	756.17	18.	23.50	11.	"	756.23	19.	E. S. E.		756.57	20.
14	755.84	16.	21.	10.	"	755.77	18.	N. E.		755.49	18.50
15	756.38	15.	20.	11.	"	757.07	21.	N.		758.04	21.
16	760.11	13.	22.	10.50	"	760.43	22.	N. N. O.		760.58	22.
17	760.37	14.	23.	9.	"	760.19	17.	N. O.		759.79	17.
18	758.40	7.	17.	2.	"	757.47	12.75	N. N. O.	Gel. bl.	756.84	12.
19	755.78	5.	13.50	1.50	"	754.91	13.	N.	Gel. bl.	754.06	12.75
20	748.	5.	14.	1.25	"	747.27	13.	N. N. O.	Gel. bl.	745.84	12.
21	732.01	7.25	13.50	6.50	12.	732.42	12.	S. O.	Pl.	733.07	11.
22	735.44	9.	13.	7.	3.40	737.37	13.	S. O.		739.89	12.
23	741.	7.	14.	5.	4.	742.11	12.25	S. O.	Pl. Vt.	743.17	10.50
24	746.19	8.	13.25	4.25	6.	746.79	14.	S. O.	To. Vt.	747.03	16.
25	747.27	9.	17.	6.	"	747.61	11.75	S. O.	To. Vt.	748.19	12.
26	748.82	10.	12.75	7.	"	748.77	17.	S. O.		748.63	17.50
27	755.90	10.	18.	6.50	"	756.19	16.	S. S. O.		755.97	15.
28	754.27	12.	16.50	9.	"	754.91	18.	S. O.		755.36	16.
29	758.76	11.50	19.50	9.25	"	759.45	19.75	S. S. O.		760.80	18.
30	766.38	13.	21.75	11.	"	766.49	19.50	S.		767.14	22.
31	"	"	"	"	"	"	"	"		"	"
Tot.	22787.78	294.75	498.50	177.75	51.	22392.82	470.50	S. O.		22690.02	466.50
Max.	766.38	18.	23.50	11.		766.49	22.			767.14	23.
Min.	732.01	5.	12.75	1.25		732.42	11.			733.07	10.
Med.	759.59	9.82	16.62	5.92		753.09	15.63			756.33	15.2

Moyenne barométrique, 756.33. — Moyenne thermométrique, 12.70.

Observations météorologiques. — Mois de Mai 1872.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				5 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Udromètre pluie tombee en 24 heures	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel — Obsér- vations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur.	à maxima	à minima							
1	766.66	10.25	23.	7.	»	766.27	22.50	N. E.	○	765.85	23.
2	763.89	11.	23.	8.	»	763.72	22.25	E. N. E.	○	763.19	23.
3	761.77	9.	24.	6.	»	761.18	20.75	E. S. E.	○	760.44	21.
4	758.13	10.	21.	5.	2.60	757.50	19.	N. O.	☉ Pl.	756.27	19.
5	751.42	11.75	20.50	7.	1.	750.60	20.	O. N. O.	● Pl. Vt.	749.96	20.75
6	747.50	12.	21.75	7.	6.40	742.81	16.	S. S. O.	☉ Vt.	747.91	16.
7	747.96	13.	17.	8.50	4.40	747.64	17.	S. S. O.	☉ Vt.	747.48	16.75
8	747.69	9.	17.25	4.	3.	747.71	13.	S. O.	☉ Pl. Vt.	748.27	12.50
9	749.96	7.	13.75	2.50	3.30	750.43	14.	S. O.	☉ Pl.	750.94	14.
10	753.32	10.	17.	3.25	3.40	754.	14.50	O. N. O.	● Pl.	754.17	13.75
11	753.43	6.75	15.	2.	1.40	753.11	14.	O.	● Pl.	752.81	12.75
12	751.97	7.	14.50	2.	»	751.53	12.	O. S. O.	☉	750.97	13.
13	749.96	7.	13.50	5.	1.80	749.35	10.	S. O.	● Pl.	749.04	9.
14	748.85	7.	10.	6.	8.10	748.48	8.75	S. O.	☉ Pl.	748.11	8.
15	747.53	8.25	9.	7.	5.	746.71	11.	S. S. O.	☉	745.83	11.25
16	743.04	6.75	12.	4.	6.20	742.77	12.	S. O.	● Pl.	742.28	14.
17	742.14	9.50	15.25	6.25	1.	742.27	17.75	O.	☉ Ton.	742.62	18.50
18	742.79	9.	19.	5.	» 60	743.04	17.50	O.	☉ Pl. To.	743.49	18.50
19	745.07	8.25	19.75	4.50	9.	748.	21.	N.	☉ Ton.	746.82	21.25
20	746.96	11.	22.	9.	2.	749.07	16.	N. N. O.	☉	749.24	19.
21	749.22	8.50	19.	4.50	»	748.81	18.25	N. O.	☉	748.71	18.25
22	747.19	10.	18.50	5.	»	746.68	18.	O. N. O.	☉	746.00	17.
23	745.27	8.	18.50	5.	» 20	745.01	17.	N.	☉ Vt.	744.64	18.
24	745.69	7.75	18.	4.50	1.	746.48	17.75	E. N. E.	☉ Vt.	747.03	18.
25	748.18	10.	19.	6.	»	748.59	20.	N.	☉	748.96	21.25
26	749.24	11.	22.	9.	»	749.69	19.75	N. O.	☉ Vt.	750.21	19.
27	752.58	10.	20.	7.	»	753.16	22.25	O. N. O.	☉	753.90	23.25
28	756.01	13.	24.	8.	»	756.59	21.75	N.	☉	756.75	22.
29	755.31	14.	23.	10.	»	754.96	21.	O. N. O.	☉ Ton.	754.48	22.
30	751.29	14.25	22.	11.	3.	751.13	21.75	O. N. O.	☉	751.17	21.75
31	753.43	13.	23.	10.	»	754.11	22.	O.	☉	754.83	21.25
Moy.	750.75	10.87	18.55	6.42	63.40	750.79	17.44	O.		750.72	17.64
Moy.	766.66	14.25	24.	11.	»	766.27	22.50			765.65	23.25
Moy.	742.14	6.75	9.	2.	»	742.27	8.75			742.28	8.
Moy.	750.85	9.87	18.55	6.42	»	750.79	17.44			750.72	17.64

Moyenne barométrique, 750.79. — Moyenne thermométrique, 13.98.

Observations météorologiques. — Mois de Juin 1872.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				5 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Udromètre pluie tombée en 24 heures.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel Obs- ervations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur.	à maxima	à minima							
1	758.17	12.	22.	7.	"	757.96	20.	S. O.	☉	757.52	21.
2	753.34	14.	21.25	9.	4.	752.47	22.	O.N.O.	☉ Pl.	752.31	22.
3	752.28	16.	23.	10.50	7.40	752.39	20.50	O.N.O.	☉ Pl.	752.43	19.75
4	752.97	15.75	21.	10.	1.60	753.03	22.	O.	☉ Vt.	753.80	22.50
5	753.41	17.	24.	12.	4.	753.17	25.	S. O.	☉	754.96	25.
6	755.70	16.50	26.	14.	"	753.82	25.	S.S.O.	☉ Vt.	755.47	25.50
7	755.58	22.	25.75	17.	"	754.01	26.	S.S.E.	☉	753.81	27.
8	753.69	21.	27.	16.25	"	753.07	23.	S. O.	☉ Vt.	752.61	23.75
9	752.96	19.	24.25	12.	1.	752.49	23.50	O.S.O.	☉ Pl.	752.11	24.
10	753.72	18.	25.	12.75	3.	753.63	25.	S.	☉	753.23	26.
11	752.29	18.50	26.75	12.	"	752.76	22.	S. O.	☉ Pl.	753.04	21.
12	753.07	19.	22.	14.	5.20	753.21	23.50	S.S.O.	☉	753.39	23.
13	753.55	17.50	24.	11.25	0.00	754.19	22.	O.	☉	754.76	22.
14	753.43	20.	22.50	15.	"	755.96	25.	S. O.	☉	756.28	26.50
15	756.64	22.50	27.	16.	"	757.48	28.	S.S.E.	☉	757.99	29.
16	758.87	22.	29.25	16.25	"	758.84	31.	S. E.	☉ Ton.	758.71	30.
17	757.43	23.	31.	17.	"	757.19	30.	E.N.E.	☉ Vt.	756.77	30.25
18	755.54	23.25	30.75	18.	"	755.01	31.	E.	☉	754.61	31.
19	754.28	23.	31.50	14.	3.	754.82	26.	E.N.E.	☉ Ton.	753.35	24.75
20	757.96	22.	26.	10.	4.10	757.71	24.25	E.N.E.	☉	757.48	25.
21	753.79	19.	25.75	12.	"	753.83	20.	E.S.E.	☉	753.89	21.
22	754.78	18.	21.	9.	"	754.54	21.75	S.S.E.	☉ Vt.	754.14	22.
23	752.17	20.	22.50	8.50	"	751.76	24.	S.	☉	750.97	25.25
24	749.03	22.	25.25	16.50	"	749.15	30.	S. O.	☉ To. Vt.	749.35	29.75
25	748.35	20.	30.75	17.	3.	748.59	29.	S. O.	☉ To. Vt.	748.76	28.
26	752.63	12.50	29.	15.	1.	753.19	26.50	S.S.O.	☉	753.43	27.
27	752.97	21.	29.50	14.	"	753.20	26.	S.	☉	753.53	28.
28	751.25	20.	28.75	12.	"	753.34	28.50	S. E.	☉	756.09	29.75
29	756.73	23.	30.	11.50	"	756.18	27.75	S.S.E.	☉	755.91	29.
30	755.19	20.75	29.	13.	"	754.84	26.	S.	☉	753.97	27.50
31	"	"	"	"	"	"	"	"	☉	"	"
Tot.	22630.67	578.25	781.30	392.50	37.90	22608.22	654.25	S.		22623.90	706.35
Max.	758.87	23.25	31.50	17.		758.84	31.			758.71	31.
Min.	748.35	12.	21.	7.		748.59	20.			748.76	19.75
Med.	754.36	19.27	26.03	13.08		753.01	21.81			754.13	25.37

Moyenne barométrique, 753.83. — Moyenne thermométrique, 21.12.

EXTRAIT DES PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES

Pendant les 1^{er} et 2^e Trimestres de 1872.

Séance du 5 janvier 1872.

PRÉSIDENCE DE M. CLOUET, VICE-PRÉSIDENT.

M. BELLÉE, SECRÉTAIRE.

La correspondance manuscrite et imprimée comprend une Lettre par laquelle M. Vérel donne sa démission de président et de membre de la section d'agriculture, détermination qui provoque des sentiments de regret dont M. le Président se fait l'interprète; — un Mandement de Mgr l'Évêque du Mans, pour le service qui doit avoir lieu le 16 janvier prochain à l'intention des soldats tombés sous Le Mans; — divers Bulletins des Sociétés correspondantes, entre autres celui de la Société des Agriculteurs de France, accompagné de diverses pièces relatives au prochain renouvellement du bureau de cette Société. A cet égard, l'assemblée charge son délégué, M. Pellier, de déposer en son nom tous les votes que notre Société a le droit d'émettre en qualité de membre fondateur.

La candidature de M. Bertrand est prise en considération après un vote favorable.

MM. David, Martin et Surmont sont, comme les années précédentes, chargés de recevoir les comptes du trésorier.

M. Bellée lit ensuite une notice historique dont il est l'auteur, intitulée : *M^e Julien Bigot, curé de Montfort, et l'hospice de Montfort et Pont-de-Gennes.*

Enfin, M. Clouet, analysant le dernier rapport annuel du secrétaire de l'Institut Smithsonian de Philadelphie (Etats-Unis), fait connaître à l'assemblée le but de l'institution et le fonctionnement de cette savante Société transatlantique.

Séance du 19 janvier 1872.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. BELLÉE, SECRÉTAIRE.

Après le dépouillement de la correspondance imprimée, la Société, à la suite d'un vote favorable, admet M. Denais au nombre de ses membres associés.

L'assemblée examine une proposition de M. Gasté, membre titulaire, tendant à ce qu'une enquête soit faite, au nom de la Société, à l'effet de recueillir dans les diverses communes et de constater avec impartialité tous les faits particuliers qui peuvent le mieux déterminer le caractère de l'invasion du Département par les armées allemandes. La discussion ouverte sur cet objet, et à laquelle prennent part plusieurs membres, amène la Société à décider la nomination, séance tenante, d'une commission de cinq de ses membres, laquelle sera chargée de rechercher les mesures d'exécution, de dépouiller le travail et coordonner ensuite les renseignements qui résulteront de cette enquête. A la suite du scrutin qui a lieu à cet effet, la Commission se trouve composée de MM. Gasté, Chardon, Clouet, Martin et Surmont fils.

M. Chardon, membre titulaire, lit ensuite un travail dont il est l'auteur, intitulé : *La Contagion dans la Sarthe après la déroute des Vendéens*, travail faisant partie du troisième volume de son ouvrage sur les *Vendéens dans la Sarthe*, actuellement sous presse.

Séance du 2 février 1872.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. BELLÉE, SECRÉTAIRE.

La correspondance manuscrite et imprimée comprend : une Lettre de M. Follie, commandant du Génie au Mans, demandant à faire partie de notre Société, à titre de membre titulaire; — une Lettre du Conservateur de la bibliothèque de Saintes, sollicitant l'envoi de livres, à l'effet de reconstituer autant que possible cette bibliothèque récemment détruite par un incendie (renvoyé à l'examen d'une Commission composée de MM. Leprince, Garnier et Guéranger); — le Programme des questions proposées pour la 38^e session du Congrès scientifique de France, qui s'ouvrira à Saint-Brieuc le 1^{er} juillet 1872; — diverses Notices par M. le docteur Jousset, membre correspondant de la Société, intitulées : *L'Hôpital de Bellême, Notre pauvre Perche, les Allemands, le Crochemêlier*.

A la suite d'un vote favorable, M. Bertrand, archiviste-paléographe, chef du Cabinet du Préfet de la Sarthe, est proclamé membre titulaire de la Société.

M. de Villiers de l'Isle-Adam présente, au nom du bureau, les prévisions budgétaires pour l'année 1872.

A propos du crédit affecté à l'agriculture, M. Surmont appelle l'attention de la Société sur la situation actuelle de la Commission d'agriculture dont le fonctionnement est devenu difficile par suite de la démission et de l'état de maladie de quelques-uns de ses membres.

Le projet de budget est adopté sans opposition.

M. Garnier, membre titulaire, rend ensuite compte, au nom de la Commission des Lectures, d'un travail de M. Dezert, professeur à la Faculté de théologie protestante de Montauban, inséré dans le *Recueil des Sciences*

et Belles-Lettres de Tarn-et-Garonne, intitulé : *De la tristesse dans la littérature moderne*.

La justesse des assertions de l'auteur, exposées dans le compte rendu de M. Garnier, dont M. le Président constate, au nom de la Société, l'importance et la parfaite clarté, est contestée par M. Gasté, qui s'attache à prouver par des citations empruntées à la fois aux auteurs anciens et aux modernes, qu'il n'y a pas entre ceux-ci et les premiers la différence profonde que veut y voir M. Dezert.

Séance du 16 février 1872.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. BELLÉE, SECRÉTAIRE.

M. Chardon demande que la Société veuille bien donner son adhésion au Congrès scientifique de France dont la 38^e session s'ouvrira à Saint-Brieuc, le 1^{er} juillet prochain, et aussi pour une des sessions précédentes, celle de 1868. Cette adhésion, qui se traduit par le paiement d'une légère cotisation, aura pour résultat de procurer à notre Société les publications faites par le Congrès au cours de ces deux sessions. Cette proposition est adoptée.

La correspondance comprend : une Lettre de M. Hucher fils, qui demande à la Société de vouloir bien lui conférer le titre de membre associé ; — une Lettre de M. le Préfet de la Sarthe, réclamant l'envoi d'un état relatif à la situation de la Société ; — une Livraison des *Promenades de Paris*, par M. Alphand ; — diverses Publications des Sociétés savantes des départements ; — enfin, un Travail de M. Maxime Paulet, chimiste, intitulé : *Simple indications pour propager l'application de l'engrais-vidanges dans les diverses contrées de France*.

La demande de M. Follic, pour le titre de membre titulaire, est prise en considération.

M. le Président, au nom de la Commission chargée d'organiser les prochaines séances générales, soumet à l'approbation de la Société le programme des questions à traiter dans ces séances. Ce programme est adopté.

M. le Président soumet encore à l'assemblée, au nom de la Commission chargée de préparer la réunion des renseignements et documents relatifs à l'occupation prussienne, un projet de lettre à adresser aux maires, juges de paix, curés, instituteurs et, en général, à toute personne pouvant fournir des indications utiles. Ce projet de lettre est adopté sans modification.

M. Gasté, au nom de la Commission des Lectures, lit le compte rendu de chacun des divers travaux contenus dans un volume des Mémoires de l'Académie des Arts, Sciences et Belles-Lettres de Caen. Des remerciements sont adressés par M. le Président à M. Gasté, pour cet intéressant rapport.

M. Bellée demande l'autorisation, qui lui est accordée, de soumettre à la Société, au nom de M. Boîteau, membre associé, une proposition tendant à ce qu'il soit fait une nouvelle étude de la peste bovine, surtout au point de vue hygiénique des exploitations rurales, qui ont été frappées dans notre département par le fléau. Une discussion s'engage sur ce sujet, à laquelle prennent part MM. Charault, Martin, Lizé, Boîteau et Bellée, et que M. le Président résume et termine en invitant l'auteur de la proposition, M. Boîteau, à recueillir le plus de renseignements possibles, à les soumettre ensuite à la Société, qui les recevra avec reconnaissance et les examinera avec intérêt.

Séance du 1^{er} mars 1872.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. CHARDON, SECRÉTAIRE.

La correspondance manuscrite et imprimée comprend : 1^o le Programme du Congrès archéologique de France, qui s'ouvrira à Vendôme le 18 juin 1872. La Société vote une adhésion à ce Congrès, et délègue à la Commission d'archéologie le soin de désigner un membre chargé de l'y représenter; — 2^o une Lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique annonçant l'ouverture du Congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne, pour la section scientifique seulement, le lundi 1^{er} avril. MM. Charault et Martin sont délégués pour assister à ces séances, et M. le Président, autorisé à désigner en outre ceux des autres membres qui exprimeraient le désir de se rendre au Congrès; — 3^o une *Lettre pastorale sur les actes du Concile œcuménique du Vatican* et Mandement pour le carême de 1872, par Monseigneur du Mans; — 4^o *Compte rendu de la distribution gratuite des semences faite par le Comité du Mans*, adressé à la Société par MM. Martin et d'Amécourt, Président et Secrétaire du Comité; — 5^o *La France avant Clovis*, par M. l'abbé Voisin, membre titulaire. M. le Président remercie M. l'abbé Voisin de l'hommage qu'il a bien voulu faire de cet ouvrage à la Société; — 6^o une Lettre du Comice agricole de Lille, relative à la question du vinage, et, de plus, diverses publications des Sociétés savantes qui échangent leurs Mémoires ou Bulletins avec ceux de notre Compagnie.

Après un vote favorable, la prise en considération est prononcée sur la demande du titre de membre associé formée par M. Hucher fils.

M. Charault donne lecture d'une note intitulée : *Analyse de nodules de phosphate de chaux, trouvés dans la Sarthe par M. Guillier*.

Le même membre lit ensuite un rapport sur un procédé de décortication de blé recommandé par M. Weiss, produisant des issues moins considérables que les procédés actuels, mais qui, à la différence du son aujourd'hui obtenu, seraient probablement impropres à un usage utile. M. Charault conclut qu'il faut attendre des expériences plus étendues, et des analyses chimiques pour bien établir la différence entre le pain

obtenu par le procédé de décortication de M. Weiss et les procédés actuels ; il rappelle que l'ancien pain de ménage était beaucoup moins blanc que celui d'aujourd'hui, mais d'une qualité plus digestive. M. Guéranger dit qu'il ne faut pas considérer comme perdus les déchets provenant de la décortication actuelle. Le son sert abondamment à la nourriture de l'espèce bovine ; nous le mangeons à l'état de viande et de lait ; il ne faut donc pas s'effrayer, pour la nutrition de l'homme, de la quantité de son que laisse le grain.

M. Boisseau signale une note contenue dans un Bulletin d'une de nos Sociétés correspondantes, qui déclare en effet le pain blanc moins nourrissant, moins bon au point de vue de l'hygiène pour le corps de l'homme que le pain d'autrefois, et prétend que ce changement de nourriture a eu pour résultat l'appauvrissement de la race humaine. M. Guéranger croit que cette opinion ne repose sur aucun fait ; d'après les analyses chimiques, la farine des premières marques contient plus de gluten que les autres ; elle doit, par conséquent, donner un pain plus nourrissant.

M. Charault fait observer que M. Guéranger ne tient pas compte de la *Céréaline*, substance découverte en 1853, qui se trouvait dans la farine d'autrefois, alors que le grain n'était pas tant bluté, et qui est éliminée aujourd'hui pour obtenir un pain d'une couleur plus blanche. Cette substance diastasique facilitait la liquéfaction et l'absorption du gluten. Les farines étaient alors plus digestives et fatiguaient moins l'estomac.

M. d'Amécourt dit que c'est un fait incontestable pour les paysans, que le pain blanc ne leur permettrait pas de se soutenir comme le pain de ménage, qui est plus nutritif et leur donne plus de force et de vigueur.

M. Boisseau fait remarquer la concordance de cette opinion avec celle qu'il a précédemment citée.

M. de Villiers considère comme un fait absolument reconnu et proclamé par l'expérience, qu'un même individu mange moins de pain de ménage que de pain blanc ; c'est donc que ce pain donne plus de forces et est plus nutritif. M. Guéranger pense que dans ce fait physiologique il s'agit d'une question de volume, et non de nutrition. L'homme qui travaille a besoin d'un contre-poids, il faut que son tube digestif soit plein. Le pain de ménage qu'il mange et qui renferme peu de gluten, donne un poids, un volume, qui remplit davantage son estomac, et le rend plus apte à résister au travail que celui qui se nourrit du pain des villes.

M. Charault expose que, pour que la nutrition de l'homme qui travaille s'accomplisse dans les meilleures conditions, il faut que la liquéfaction d'aliments se fasse avec le moins de dépenses de forces possible à l'intérieur, afin qu'il puisse en dépenser au dehors une plus grande quantité. La *céréaline* facilite précisément cette liquéfaction ; sans elle il faut un travail intérieur plus considérable, et partant il reste moins de forces à dépenser extérieurement.

M. Guéranger croit que si on cherchait dans notre pain blanc la présence de la *céréaline*, on l'y découvrirait : sans doute elle est plus broyée, mais elle reste à l'état divisé. M. Charault pense, au contraire, qu'elle se

sépare avec le son ; il rappelle en outre que, dans la discussion actuelle, il ne s'agit que du pain de froment, et non du pain de seigle, orge ou maïs. M. Martin pense qu'il est convenable que la Société exprime formellement son opinion sur le procédé de M. Weiss, et qu'elle dise si elle croit qu'il doit être préconisé, ou qu'on doive, au contraire, se mettre en garde à son égard : il résume à son tour la discussion. Dans le procédé de décortication de M. Weiss, le déchet est moins grand en apparence, et se réduit à 15 % ; mais ce déchet est sans doute impropre à la nutrition des animaux, et complètement perdu : 83 % seuls sont utilisés. Dans la décortication actuelle, 95 % sont utilisés sous forme de farine et de son, et, comme l'a dit précédemment un de nos collègues, le son a une incontestable utilité. La décortication actuelle donne donc en définitive un déchet moins considérable.

M. Charault fait observer que le procédé de M. Weiss peut être considéré à deux points de vue.

Le considère-t-on uniquement pour l'homme ? il donne une quantité de pain plus abondante et une qualité plus digestive ; il est donc avantageux.

Le considère-t-on au point de vue de la nutrition de l'homme et des animaux ? il y a perte incontestable. Il pense qu'il est donc utile de se mettre en garde vis-à-vis de ce procédé, et de faire ses réserves ; qu'il faut, avant d'arriver à une conclusion définitive, comparer le pain et le son de ses gruaux avec le pain et le son actuels.

M. de Villiers pense en outre que rien ne prouve que la présence de la soude fournie par le procédé Weiss ne serait pas nuisible, et que la Société ne peut, par conséquent, adopter son procédé.

La Société, s'en tenant à l'opinion exprimée par M. Charault, adopte par un vote les conclusions qu'il a développées, tant dans son rapport écrit que verbalement, sur le procédé de décortication de M. Weiss.

M. le Président lit ensuite une lettre du Comice agricole de Lille, qu'il a fait mettre à l'ordre du jour, afin de pouvoir adresser à cette Société la réponse qu'elle sollicite de nous.

Le Comice agricole de Lille demande s'il y a lieu de solliciter du gouvernement l'emploi de l'alcool industriel au prix réduit de l'impôt réduit à 20 francs dans la pratique du vinage.

M. le Président invite la Société à délibérer sur la question qui lui est soumise.

M. Guéranger dit que le département du Nord demande en somme des moyens plus faciles de travailler, de frauder les vins en les alcoolisant au moyen d'alcools industriels, ce qui ne saurait donner un vin salubre. Sans doute le vinage est toléré pour améliorer les vins faibles : tous les vins de l'Hérault sont vinés, mais au moyen de l'introduction d'alcool de vin ; dans la demande du Comice de Lille, il s'agit au contraire d'alcool de pommes de terre ou de betteraves. — Les expériences de M. Pasteur

ont prouvé de plus que les vins chauffés ne s'altèrent pas sans qu'il y ait lieu de recourir à l'introduction de l'alcool.

M. Charault expose que les alcools de grain et de pommes de terre contiennent en mélange une petite quantité d'alcools particuliers avec de l'alcool ordinaire, dit de vin ; que dès lors ils agissent sur le système nerveux comme l'absinthe, et qu'on ne saurait tolérer le vinage avec ces produits industriels.

La Société, s'associant à l'opinion émise par ces deux membres, décide qu'elle ne saurait approuver une mesure tendant à faciliter le vinage avec l'alcool industriel, et à permettre de frauder plus aisément les vins ; elle prie M. le Président d'instruire le Comice agricole de Lille qu'elle refuse de s'associer à sa demande.

Séance du 15 mars 1872.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. BELLÉE, SECRÉTAIRE.

La correspondance comprend : une Lettre de M. Bro, agriculteur breton, sur une méthode expérimentale pour combattre le *Phylloxera vastatrix*, maladie de la vigne, lettre renvoyée à l'examen de M. Guéranger ; — une Lettre de M. Vérel, membre titulaire, proposant l'association des diverses sociétés qui s'occupent d'agriculture pour l'établissement d'un concours agricole départemental annuel, qui se tiendrait alternativement dans chacun des arrondissements du département, proposition qui sera mise à l'ordre du jour de la prochaine séance ; — une Lettre de M. Marquet, professeur de mathématiques au Lycée, demandant à faire partie de notre Société comme membre titulaire ; — une Lettre de M. Barrande, inspecteur des forêts, faisant la même demande ; — *Etudes politiques*, par M. le baron Clouet, membre titulaire ; etc.

Par deux votes distincts, la Société admet au nombre de ses membres MM. Follie, commandant du Génie, et Hucher fils, le premier comme membre titulaire, et le second à titre de membre associé.

M. le baron Clouet lit ensuite un travail dont il est l'auteur, intitulé : *De la nature et de la distinction des syllabes latines*.

M. Gasté relève quelques assertions émises par l'auteur, qu'il trouve au moins controversables, ce qui donne lieu à une courte discussion entre ces deux membres.

Séance du 12 avril 1872.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. BELLÉE, SECRÉTAIRE.

La correspondance comprend : outre les publications périodiques envoyées par les Sociétés savantes, un Mandement de Mgr l'Évêque du Mans

portant publication du rescrit pontifical qui autorise le culte et l'office de la B. Jeanne-Marie de Maillé; — dix-neuf réponses à la circulaire de notre Société, relative à l'invasion du département par les armées allemandes; — *Rapport sur les travaux des Conseils d'hygiène et de salubrité de la Sarthe*, par M. le docteur Jules Le Bêle; — *Us et coutumes du vieux Perche*, par M. le docteur Jousset; — *L'Art Gaulois*, par M. Hucher. La première série des documents sur l'Enquête est renvoyée à l'examen de M. Martin.

Un vote favorable annonce la prise en considération de la candidature de MM. Barrande et Marquet, au titre de membres titulaires.

M. Vérel, membre titulaire et président du Comice agricole du Mans, expose et précise le but de la réunion qu'il a provoquée, de concert avec quelques membres du même Comice, à l'effet d'examiner s'il n'y aurait pas utilité et opportunité à réunir en un seul faisceau les efforts individuels et locaux de toutes les Sociétés agricoles du département, lesquelles, ainsi étroitement associées, pourraient avoir sur les progrès de l'agriculture dans le pays une action peut-être décisive. Après cet exposé et quelques renseignements complémentaires demandés par MM. Surmont et Richard, la Société décide qu'elle se fera représenter à cette réunion par son président.

L'Assemblée décide ensuite qu'elle souscrit pour deux exemplaires à la publication du roman de Saint-Graal, que va faire paraître prochainement M. Hucher.

M. Martin présente le compte rendu de la dernière session annuelle de la Société des Agriculteurs de France, à Paris.

La séance est levée après la lecture par l'auteur, M. Bellée, membre titulaire, d'une *Notice sur le sceau de Guillaume de Passavant, évêque du Mans au XII^e siècle*.

Séance du 19 avril 1872.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. LIZÉ, FAISANT LES FONCTIONS DE SECRÉTAIRE.

La correspondance manuscrite et imprimée comprend : les différents Bulletins des Sociétés savantes, et une Lettre de M. Hucher par laquelle il remercie la Société du témoignage d'encouragement qu'elle a bien voulu donner à la publication du Saint-Graal.

MM. Barrande et Marquet sont proclamés membres titulaires de la Société, après un scrutin favorable.

M. Gasté, membre titulaire, donne lecture d'une notice intitulée : *Epellation et Etymologie*, réponse à un travail de M. Clouet, lu dans une précédente séance.

M. le baron Clouet réplique à quelques observations de M. Gasté, M. Bailhache participe à son tour à la discussion qui est devenue très-inté-

ressante, à cause de la valeur de ceux qui y ont pris part, et de l'importance du sujet.

M. Charault, membre titulaire, rend un compte verbal des réunions des délégués des Sociétés savantes à la Sorbonne; les curieux détails qu'il expose avec la plus grande lucidité, ne pouvant être tous épuisés, la seconde partie de son rapport est reportée à la prochaine séance.

Séance du 3 mai 1872.

PRÉSIDENCE DE M. LEPRINCE.

M. BELLÉE, SECRÉTAIRE.

La correspondance comprend : une Lettre par laquelle M. Letrone fils informe la Société du décès de son père, M. Letrone, membre correspondant ; — une Brochure de M. Chardon, membre titulaire, intitulée : *Un mot sur nos chemins de fer départementaux* ; — le Programme des Conférences agricoles qui doivent être faites à Roucamp (Calvados), par M. Victor Châtel, membre correspondant, et un certain nombre de publications périodiques, provenant des Sociétés savantes des départements.

Après cette communication, M. le Président exprime les regrets que cause à la Société la perte de M. Letrone, qui s'était constamment montré un de ses membres correspondants les plus actifs.

M. Charault, membre titulaire, continue et achève le compte rendu verbal des réunions des délégués des Sociétés savantes à la Sorbonne. M. Martin et quelques autres membres, frappés de l'intérêt de ce compte rendu et rendant hommage à la clarté et au talent d'exposition du rapporteur, disent qu'il serait regrettable que le Bulletin de la Société ne conservât aucune trace de cette communication importante, et expriment le vœu que M. Charault soit prié de consigner par écrit les parties de son compte rendu qui lui paraîtront les plus intéressantes. La Société adopte cette proposition, et M. Charault déclare qu'il s'empressera de se conformer aux désirs de la Société.

M. Lizé lit ensuite une analyse d'une monographie de M. le docteur Chereau, la *Description et la nature de la maladie de Charles VI, roi de France*. La Société, par l'organe de son président, remercie M. le docteur Lizé de l'habile analyse qu'il a faite de cet important travail dont l'auteur a mis à contribution la science historique et la science médicale.

Séance du 17 mai 1872.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. CHARDON, SECRÉTAIRE.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté, après la lecture d'une note de M. Guillier, membre titulaire. Cette note a pour but

de rectifier quelques assertions contenues dans une notice de M. Malinowski, de Cahors, sur certains gisements de chaux phosphatée du midi de la France, qu'a analysée à la dernière séance M. Charault, dans son compte rendu des délégués de Sociétés savantes à la réunion de la Sorbonne. M. Guillier a étudié ces gisements en collaboration avec M. Molon et rend compte de ses appréciations qui s'éloignent de celles de M. Malinowski.

La correspondance manuscrite et imprimée comprend : 1^o la demande du titre de membre titulaire par M. Ruillé, sous-inspecteur des forêts ; — 2^o une note de M. Leprince, archiviste, énonçant les livres d'Agriculture que la Société d'Horticulture du Mans vient de nous donner pour être placés dans la bibliothèque de notre Compagnie. La Société remercie la Société d'Horticulture d'avoir bien voulu lui envoyer ces ouvrages ; — 3^o *Le Dictionnaire topographique du département de la Meuse*, par M. Félix Liénard ; — 4^o *La question des chemins de fer*, par M. Nouette-Delorme, et différents Bulletins des Sociétés savantes, qui échangent leurs mémoires avec les nôtres.

M. le Président rend compte ensuite qu'après avoir reçu de M. le Maire une lettre relative à la fixation au 15 juin du Concours régional fixé d'abord à l'automne, et réduit, contre toute attente, à un concours de machines et de produits agricoles, il a convoqué le bureau et la Commission d'Agriculture. La Commission a été d'avis que cette scission du concours et sa fixation à une pareille époque lui ôteraient toute utilité, que les produits agricoles y feraient nécessairement défaut, que le temps manquerait à la Société pour se mettre en rapport avec ces agriculteurs et qu'un concours dans de pareilles conditions ne saurait être que dispendieux et stérile.

En conséquence de cette délibération, M. le Président a écrit à M. le Maire et à M. le Préfet, afin de les prier d'intervenir pour que l'époque du Concours soit reculée à l'année prochaine, ou au moins à l'automne, époque à laquelle il est à présumer que les quelques cas de peste bovine qui ont pu se produire dans les départements autres que la Sarthe auront complètement disparu.

Plusieurs membres font connaître que le vœu de la Société a reçu une satisfaction partielle, et que le Concours vient d'être ajourné à l'automne par M. le Ministre de l'Agriculture.

M. le Président demande ensuite à la Société de faire choix de délégués pour le Congrès archéologique de Vendôme, et pour le Congrès scientifique de Saint-Brieuc. M. Guéranger est désigné pour représenter ladite Compagnie à ce dernier Congrès.

M. le Secrétaire donne lecture du compte rendu des travaux de la Commission d'archéologie pendant le premier trimestre de 1872, présenté par M. Hucher, président de la Commission. Ce compte rendu a trait : 1^o au Tombeau de Charles IV, comte du Maine, qui se trouve à la Cathédrale du Mans, et dont la face postérieure, complètement inconnue jusqu'à ce jour, vient d'être moulée ; — 2^o à une trouvaille à La Suze de monnaies du XI^e et du XV^e siècle, provenant d'un enfouissement, opéré probablement lors des invasions anglaises dans le Maine, vers 1425 ; — 3^o à une Note de M. Charles, sur les artistes qui ont procédé à l'érection de l'église de La Ferté-Bernard au XVI^e siècle.

M. Chardon fait remarquer que dans cette nomenclature se trouve compris un Jehan le Texier, maçon, que le célèbre Jehan le Texier, dit de Beaulse, l'architecte de Notre-Dame de Chartres, choisit en 1510 pour son procureur. Il ajoute qu'au Mans on rencontre à la même époque des Texier parmi les artistes ou artisans dont les comptes de ville révèlent les noms, et qu'il serait intéressant pour l'histoire artistique du Maine de rechercher si l'architecte de Notre-Dame de Chartres, présumé originaire de Vendôme, n'a pas lui-même contribué à l'érection ou à la décoration des monuments religieux ou civils élevés dans cette province à la fin du ^{xv}^e et au commencement du ^{xvi}^e siècle.

M. Clouet, au nom de la Commission des Lectures, rend ensuite compte de diverses publications des Sociétés savantes.

M. le Président rappelle à la Société l'ouverture prochaine des séances générales, et les invite à vouloir bien lui adresser les travaux qui doivent alimenter ces réunions.

Séance du 7 juin 1872.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. BELLÉE, SECRÉTAIRE.

Le dépouillement de la correspondance manuscrite et imprimée donne lieu aux communications suivantes :

Une dépêche de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce accorde à la Société, comme les années précédentes, une allocation de 700 francs pour l'année 1872, destinée à être répartie en primes d'un Concours agricole départemental où seront représentées toutes les branches de l'agriculture, à l'exception de l'espèce chevaline. M. le Président fait connaître que la Commission d'Agriculture a chargé, le 27 mai dernier, une commission spéciale, composée de MM. Vérel, président, Percheron, Pellier, de Villiers de l'Isle-Adam et Courtillier, de la visite des exploitations agricoles qui demanderont à concourir dans les cantons de Saint-Calais, Bouloire et Vibraye, où, par suite de la rotation annuelle, doivent être distribuées, cette année, les primes dont il s'agit. — Une autre dépêche du même Ministre informe la Société que, dans le but de faciliter aux agriculteurs français leur participation à l'exposition de Vienne, le gouvernement a décidé qu'il prendrait à sa charge les frais de location de l'espace cubique qui sera occupé par les produits de notre sol ; M. le Ministre charge, en même temps, la Société de provoquer, réunir et lui transmettre, le plus promptement possible, les demandes des agriculteurs du département, qui désireraient prendre part à cette exposition. M. le Président est chargé de cette mission, et de donner à la communication ministérielle la plus grande publicité possible. — La Société des Agriculteurs de France a adressé à notre Société plusieurs lettres dont l'une, en particulier, a pour but de provoquer une grande enquête sur l'importante question des indemnités aux fermiers sortants pour les améliorations non épuisées par eux dans le cours de leur bail, et principalement pour les fumiers en terre. MM. Chardon et Vérel proposent de confier à la Commission d'Agriculture, aidée du concours de nos associés les plus autorisés, le soin d'élucider ce sujet et de formuler les réponses à faire aux

questions posées par la Société des Agriculteurs de France. Cet avis est adopté. — Une lettre de la Société de Géographie est renvoyée à l'examen du bureau, qui proposera la suite à y donner. — Une lettre de M. Denais, membre associé, devenu rédacteur en chef de l'*Echo de l'Ouest*, demande à ne pas perdre son titre de membre de la Société, malgré son changement de résidence. D'après le règlement, M. Denais devient, de membre associé, membre correspondant. — Un certain nombre de publications périodiques provenant des Sociétés savantes des départements sont, de plus, déposées sur le bureau.

M. le Président rend compte des résultats de la réunion provoquée par M. Vérel, président du Comice agricole du Mans et de La Suze, et à laquelle il a dû représenter notre Société en vertu d'une délibération précédente. Cette réunion, qui a eu lieu le 24 mai dernier, sous la présidence de M. Vérel, a nommé une commission de douze membres, trois par arrondissement, qu'elle a chargée de préparer les statuts d'une organisation qui consisterait à former, dans la Sarthe, une assemblée composée de un ou deux délégués de toutes les Sociétés agricoles du département, Comices, Société d'Agriculture, Sciences et Arts, Société du Matériel agricole, Société d'Horticulture, etc. Cette assemblée ne serait pas une Société nouvelle, mais une délégation des Sociétés déjà existantes; elle se réunirait à certaines époques et remplirait à l'égard de l'Agriculture du département un rôle analogue à celui dont les Chambres de commerce sont chargées par rapport au commerce et à l'industrie.

Lecture est donnée d'une lettre de plusieurs savants de l'Institut et de la Société des Antiquaires de France, de laquelle il résulte que M. de Saulcy se trouve dans la nécessité de vendre la magnifique collection de sept mille cent dix-sept monnaies gauloises, dont près de mille sont en or.

M. Hucher, président de la Commission d'Archéologie et auteur d'un travail sur les monnaies gauloises, qui a obtenu récemment le prix de numismatique, fondé par Allier-d'Hauteroche, donne à la Société d'intéressants détails sur l'histoire et l'importance de cette collection.

Après une courte délibération, la Société,

Considérant que la collection formée par M. de Saulcy de la réunion de collections particulières, achetées en province, représente le résultat de recherches organisées pendant plus d'un siècle par un grand nombre de savants et de collectionneurs de tous les pays; qu'épurée sans cesse avec un soin minutieux, elle renferme aujourd'hui tout ce que ces collections diverses contenaient de plus remarquable; qu'elle constitue pour la France une magnifique préface à son histoire nationale, et qu'il serait désormais impossible de recueillir les éléments d'une richesse scientifique aussi importante, est unanime pour déclarer qu'elle s'associe de tout son pouvoir aux efforts qui seront faits auprès de l'Assemblée nationale et du Gouvernement, pour obtenir que la collection de M. de Saulcy devienne la propriété de la France, et ne nous soit pas ravie par l'étranger.

La demande de M. Ruillé, sous-inspecteur des forêts, à l'effet d'être nommé membre titulaire de la Société, est, à la suite d'un vote favorable, prise en considération.

La Société délibère ensuite sur la question de savoir s'il y a lieu d'ajourner les séances générales indiquées pour le 10 juin courant, et elle décide que les séances générales n'auront lieu qu'à l'automne prochain, à l'époque où doit se tenir au Mans le concours régional de 1872. M. le

Président se charge de donner à cet ajournement toute la publicité nécessaire.

M. Martin expose à la Société qu'un concours pour les routoirs doit avoir lieu dans le département cette année, et, après avoir rappelé sommairement tout l'intérêt qui s'attache, dans notre pays, à la question du rouissage du chanvre, il prie la Société de désigner deux de ses membres qui seront proposés à M. le Préfet, pour faire partie de la Commission chargée de décerner les primes. Le choix de l'assemblée tombe sur MM. Vétel et Villiers de l'Isle-Adam.

M. Gasté, membre titulaire, lit un travail dont il est l'auteur, sur le vaudeville à la fin du xvi^e siècle, dans lequel il donne les renseignements biographiques les plus étendus sur le Virois Jean Le Houx, à qui il restitue la paternité des célèbres chansons si longtemps attribuées à Olivier Basselin. Cette lecture, écoutée avec le plus vif intérêt, est suivie d'un échange d'observations entre l'auteur et M. Bertrand, relatives aux pastiches de Basselin, fabriqués par M. Julien Travers et qu'avait déjà signalés M. Gasté dans un de ses précédents travaux sur les vaux de Vire.

Séance du 21 juin 1872.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. CHARDON, SECRÉTAIRE.

La correspondance manuscrite comprend une Lettre de M. Ricour, ingénieur, ancien membre de la Société, qui demande à redevenir membre titulaire.

M. Ricour avait cessé de faire partie de notre Compagnie par suite de sa résidence en Espagne et de la cessation de ses communications avec la Société, sous l'empire de l'ancien règlement.

La Société, interprétant son règlement nouveau, décide que lorsqu'un ancien membre redemande à être réintégré dans son sein, il suffit d'un simple vote pour statuer sur son admission, sans qu'il soit besoin de prise en considération ni de présentation par deux membres.

L'admission de M. Ricour sera en conséquence mise à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Après un scrutin favorable, M. Ruillé est proclamé membre titulaire.

M. le docteur Lizé donne lecture d'un travail intitulé : *De la part de la Liberté et de la Nécessité dans l'homme*, où il étudie cette grave question, surtout au point de vue physiologique.

A la suite de cette lecture, M. Clouet demande l'explication d'un phénomène qui est la contre-partie de ceux qu'a signalés M. Lizé. M. le docteur Lizé a dit, avec les physiologistes, que la rupture de la communication entre le cerveau, siège de la volonté, et un organe arrêtaient nécessairement l'action de la volonté sur cet organe, sans toujours empêcher l'organe de fonctionner. Comment expliquer, en sens inverse, que des individus privés d'un membre croient ressentir dans ce membre qui n'est plus une impression douloureuse, une douleur qui en réalité ne doit pas exister ? Cela fait-il partie des phénomènes *réflexes* ?

— Oui, répond M. Lizé ; car le cerveau lui-même est un centre de phénomènes réflexes ; ces phénomènes existent sans que le cerveau soit séparé des organes, seulement ils excluent la réflexion, l'intelligence. Ce sont des mouvements brutaux qu'on peut interrompre et arrêter avec l'action de la volonté.

M. le président Boisseau pense que l'explication de M. Lizé ne répond pas à la question de M. Clouet. Il définit à son tour le phénomène réflexe tel qu'il le comprend. C'est le mouvement qui se produit involontairement, après même qu'on a retranché l'organe des mouvements volontaires. Il pense que le phénomène dont a parlé M. Clouet n'est pas un phénomène réflexe, mais une sensation. Il est arrivé qu'au point où les nerfs viennent aboutir, le nerf a ressenti un mouvement physiologique qui a son contre-coup dans la sensibilité, une irritation quelconque de même nature que celle qui produit la douleur.

M. Lizé maintient qu'il y a là un souvenir de douleur, de phénomène réflexe qui subsiste. En tant que douleur, le phénomène brut douleur est un phénomène réflexe. Le fait décrit par M. Clouet est un phénomène physiologique et non de conscience.

M. Charault pense que MM. Boisseau et Lizé sont au fond du même avis, mais qu'ils comprennent différemment les phénomènes réflexes. La définition de ces phénomènes donnée par M. Lizé, *ceux où la volonté n'intervient pas*, est plus large que celle de M. Boisseau, et permet d'y rattacher le cas indiqué par M. Clouet. La perception de la douleur, la transmission par les racines sensitives au centre nerveux est un phénomène réflexe.

M. Boisseau insiste sur la nécessité d'une définition précise de ces phénomènes ; elle est d'autant plus urgente que les matérialistes prétendent que tout se produit par des phénomènes réflexes. Lorsqu'une pierre, dit-il, vient subitement frapper mon pied, la sensation est transmise par un nerf à un centre nerveux, duquel un autre nerf transmet immédiatement à mon pied le mouvement qui le soustrait à l'action de l'obstacle. Ce mouvement du pied est un phénomène réflexe. La volonté et la partie du cerveau qui est l'organe de la volonté, ne sont pour rien dans ce mouvement, et les physiologistes le prouvent en produisant le phénomène sur des animaux dont l'encéphale est séparé du centre nerveux. Cet exemple suffit pour faire comprendre, selon M. Boisseau, ce qu'on entend, en physiologie, par phénomènes réflexes. Le phénomène dont parle M. Clouet n'a aucun rapport, par conséquent, avec les phénomènes réflexes.

La discussion continue encore quelques instants entre MM. Lizé, Boisseau et Charault, après quoi M. Clouet dit qu'il ne nie pas l'existence des phénomènes réflexes, parmi lesquels, d'après la définition de M. Lizé, peut se ranger celui dont il a parlé.

Vu l'heure avancée, la lecture du travail de M. Beraud sur la propriété forestière est renvoyée à la prochaine séance.

RAPPORT

Fait à la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, le 16 août 1872, sur le Concours agricole départemental de l'arrondissement de Saint-Calais, pour les cantons de Saint-Calais, Bouloire et Vibraye,

Par les délégués de la Commission d'Agriculture
de cette Société,

MM. VÉREL, Président, PELLIER, et PERCHERON, rapporteur,
sous la Présidence de **M. BOISSEAU, Président de ladite Société.**

MESSIEURS,

Après une année d'interruption, conséquence fatale des malheurs qui nous ont accablés, le jury des progrès agricoles a repris le cours de ses visites les 19 et 20 juillet derniers.

L'excursion que vient de faire votre Commission dans la moitié de l'arrondissement de Saint-Calais n'a pas été féconde ; Saint-Calais et Bouloire avaient présenté sept candidats, le canton de Vibraye n'en avait point présenté.

Il n'a pas été donné à votre Commission de constater, comme conséquence de la visite faite dans les mêmes cantons en 1863, les progrès agricoles que la Société avait eu l'espérance d'y provoquer, spécialement dans les fermes qui, primées il y a neuf ans, ont été soumises cette année à une seconde visite et n'ont en général présenté que des progrès peu sensibles.

La faute en est sans doute au fléau de l'invasion qui a ravagé ce pays comme tant d'autres ; toutefois nous n'avons pas pu nous dissimuler qu'avec un peu plus d'énergie de la

part de ces cultivateurs, ces exploitations auraient presque toutes donné de plus beaux résultats.

Les quatre fermes qui ont été visitées dans la commune de Rahay dépendent du domaine de Coulange, appartenant à M. Akermann, ancien receveur général de la Sarthe, actuellement trésorier général à Lille; les fermiers sont métayers à moitié fruits de tous leurs produits.

Ils ont généralement une grande étendue de terre à cultiver, de 46 à 57 hectares; leurs terres sont assez bonnes, on y voit de belles luzernes, de beau sainfoin, des choux, des betteraves, tout ce qu'il faut pour élever un nombreux bétail.

Ils avaient à suivre le bon exemple que leur présente le plus grand nombre des cantons de la Sarthe, dans lesquels on voit depuis quelques années s'augmenter progressivement l'élevage des bestiaux, le produit en argent de ces bestiaux, et surtout la quantité et la qualité des fumiers qui permettent une culture plus productive et bien plus rémunératrice; les fermiers que nous avons visités ne sont pas beaucoup plus avancés sous ce rapport qu'en 1863, ces cultivateurs ont à peine une demi-tête de bétail par hectare. — Quels engrais peuvent-ils faire avec si peu de bestiaux? quelles récoltes, quels bénéfices peuvent-ils espérer?

Ils élèvent, il est vrai, un assez grand nombre de moutons, soixante-dix en moyenne par ferme; ces moutons leur procurent un bon engrais qui, notamment dans la ferme de Courcelles, a permis de fumer trois journaux de froment; mais aussi ils abandonnent en jachère, pour la pâture de leurs moutons, sept hectares en moyenne.

Cette énorme étendue de jachère, où les mauvaises herbes se complaisent à reproduire leurs graines, dont elles infestent peu à peu la terre, n'est-elle pas regrettable?

Il est commode, mais il est déplorable d'abandonner ainsi à la jachère des terres qui ne demandent qu'à produire de belles récoltes, de magnifiques fourrages, des luzernes, des sainfoins; celles qui avaient été bien fumées et bien labou-

rées nous ont fait regretter, par leur luxuriante végétation, leur peu d'étendue.

Comment, avec des terres aussi propices au sainfoin, ces cultivateurs ne s'appliquent-ils pas à l'élevage du cheval ? Ils ont le privilège si précieux d'être à deux lieues de Mondoubleau, le pays par excellence du cheval percheron ; ils ont à leur disposition ces incomparables étalons dont les produits sont si recherchés, si enviés et trop souvent enlevés au poids de l'or par les étrangers.

Ils savent que cette race, étant à peu près la seule qui ait traversé, sans encombre, les désastreuses tentatives d'amélioration par des croisements mal raisonnés, est de plus en plus appréciée et recherchée par toute l'Europe.

Ils savent que leurs poulains, provenant de ces précieux étalons, sont achetés fort cher ; à notre visite, deux poulains de quatre mois se vendaient l'un 470 fr., l'autre 430 fr.

Malgré tous ces avantages, ces facilités si précieuses, ils élèvent peu de poulains, un ou deux par ferme avec cinq à six juments.

— Peut-on mettre ce fâcheux état de choses sur le compte du métayage ?

Le propriétaire accorde généralement à ses métayers les améliorations qu'ils demandent ; leurs bâtiments ont été en partie reconstruits à neuf, dans des conditions convenables ; les écuries, les étables, les fosses à purin, sont, pour le moins, dans d'aussi bonnes conditions que dans nos meilleures fermes de la Sarthe ; les étables de la ferme de Courcelles font, il est vrai, exception ; mais le régisseur du domaine, que nous avons eu l'honneur de voir en revenant de visiter ces quatre fermes, nous a affirmé que M. Akermann était tout disposé à les faire reconstruire comme dans les autres fermes. — Ainsi au point de vue des bâtiments, des fosses à purin, ces fermiers sont aussi bien partagés, sinon mieux, que beaucoup d'autres fermiers de la Sarthe qui ont pu nous présenter une culture bien autrement avancée, bien plus rémunératrice.

Au point de vue des engrais supplémentaires, le propriétaire ne se refuserait probablement pas à faire à ses fermiers les avances nécessaires s'ils en faisaient la demande.

Mais, contents de leur sort, ils ne paraissent aspirer qu'à vivre tranquilles dans ces fermes où généralement ils se succèdent de père en fils; ils ne sont pas possédés de cette noble ambition de faire mieux, de produire davantage, de demander à la terre tout ce qu'elle peut donner, dans le but, non-seulement d'augmenter leurs revenus et l'avoir de leurs familles, mais aussi de donner le bon exemple et de coopérer à la prospérité agricole de leur pays, si intimement liée à la prospérité de la Nation entière.

Le propriétaire, de son côté, satisfait d'avoir de bons fermiers, ne s'efforce pas de les pousser dans la voie de plus intenses progrès où il aurait à les aider et à les diriger.

Le métayage est une cause, un moyen énergique de progrès agricole, lorsque, dans le canton de Sablé, notamment, des propriétaires aimant, protégeant l'agriculture, comme des Charnaqué, des Courtillier, poussent les métayers dans cette voie, les aident de leur bourse, et surtout de leurs conseils bien plus précieux encore.

Mais, lorsque le propriétaire abandonne ses métayers à leur propre initiative, le métayage est plutôt une cause de stagnation qu'un moyen de progrès.

Nous avons trouvé, dans la visite de la métairie de Tiron, commune de Saint-Calais, un autre genre de métayage.

Là le métayer partage seulement le froment avec son propriétaire; et, moyennant une redevance en argent de 1,200 fr., il profite seul de tous les autres produits de la ferme.

Il résulte de cet état de choses un certain antagonisme entre le propriétaire et le métayer : le propriétaire voudrait voir sacrifier tout l'engrais au blé dont il a la moitié; le fermier au contraire, sans négliger le blé, ne lui donne strictement que ce qu'il peut être obligé de faire, et reporte

toutes ses ressources, tous ses soins, sur les autres produits dans lesquels son maître ne vient pas lui réclamer une part de bénéfices.

De cet antagonisme naît une situation tendue dans laquelle on ne fait rien de bien, et dans laquelle l'agriculture ne progresse pas.

— Après ces considérations générales, vous comprenez, Messieurs, que nous nous appesantirons fort peu sur chacune de ces exploitations dont nous esquisserons rapidement l'état.

Nous parlerons d'abord des quatre fermes de la commune de Rahay, dans l'ordre de nos visites.

1° Ferme du Vieux-Coulange. Doron.

La ferme du Vieux-Coulange, 57 hectares, dont 4 hectares en prairie ; fermier, Doron, Pierre-Augustin.

Ce fermier a obtenu, au concours de 1863, le deuxième second prix et a été classé le cinquième du concours.

Il a 8 vaches, il en avait 9 en 1863 ;

Il a élevé 3 veaux seulement ;

Il a 5 juments poulinières, il en avait 6 en 1863 ; il a 2 pouliches 18 mois, et 1 poulain 4 mois ;

Il a 1 truie et 5 porcelets ;

Il a en tout 23 têtes de bétail, il en avait 22 en 1863 ;

Il a, il est vrai, 100 moutons, il en avait 100 aussi en 1863 ;

Il a, en luzerne, 4 hectares, en sainfoin seulement 91 ares ; mais il a 7 hectares en *jachère*.

Sa fosse à purin existait en 1863.

Mais sa fumière est mal placée, mal disposée pour pouvoir conserver les principes fertilisants des fumiers et purins.

Presque toutes ses récoltes sont envahies par les mauvaises herbes, notamment ses pommes de terre.

En résumé, la Commission n'a remarqué aucun progrès depuis sa visite de 1863, et cela a paru d'autant plus regretta-

ble que le métayer a déclaré, de lui-même, que son propriétaire ne lui refuserait aucune des demandes d'amélioration qu'il pourrait lui faire, comme on l'a fait ressortir plus haut.

La Commission n'a pu qu'exhorter le sieur Doron à profiter de la bonne disposition de son propriétaire pour entrer résolument dans la voie des améliorations, ce dont voudraient bien profiter tant d'autres fermiers malheureusement abandonnés à eux-mêmes par leurs propriétaires.

Prix de 200 fr.

2^e Ferme des Aunaies. Viandier.

La ferme des Aunaies, 51 hectares dont 6 hectares de prairies; métayer, Viandier, Florent.

Cette ferme n'a point encore été visitée et elle présente dans son ensemble une culture assez soignée pour mériter d'être signalée.

Les bâtiments sont en bon état de tenue de ferme, la maison manable est très-propre, ainsi que la laiterie; mais cette laiterie est un peu humide et manque d'air.

La porcherie est bien tenue, mais les purins pourraient être mieux conservés.

Il y a un jardin de ferme bien soigné, bien planté.

Les betteraves, les choux, les haricots sont très-beaux, très-soignés.

Les 6 hectares de luzerne présentent une belle végétation.

Nous avons surtout remarqué une belle récolte de maïs fourrage; le fermier a eu le soin de semer par intervalle d'un mois, afin d'entretenir l'étable d'un bon fourrage tendre. Cette culture, rare dans le pays, dénote chez M. Viandier des idées de progrès dont la Commission lui a fait compliment.

Ses 9 hectares de méteil sont remarquablement beaux.

Ses 8 ares de chanvre et lin, pour les besoins de la ferme, sont en parfait état.

Ses prés sont bien soignés, le fermier nous a déclaré avoir transporté 1,672 tombereaux de terre dans un mauvais pâturage, dont il a fait un très-bon pré.

Il cultive encore quelques parcelles en sarrasin, par ordre du propriétaire ; mais cette culture, abandonnée trop longtemps dans les champs, ne donne aucun produit sérieux.

Il achète pour environ 200 fr. de guano par an pour fumer en couverture, et il s'en trouve bien.

Les fumiers sont bien tassés, mais les purins pourraient être mieux recueillis ; sur l'observation de la Commission, le sieur Viandier se propose de mieux faire à l'avenir.

Dans ses écuries se trouvent 4 belles juments, avec 2 beaux poulains, dont 1, de quatre mois, vient d'être vendu 470 fr.

Dans ses étables on compte :

1 beau taureau cotentin croisé,

6 belles vaches,

2 belles génisses,

Mais seulement 3 veaux.

Il n'élève pas autant qu'il le pourrait ; c'est le mal du pays.

Sur l'observation de la Commission, que l'avenir de l'agriculture est dans un élevage de plus en plus considérable du bétail, le sieur Viandier se propose d'aviser à entrer, sous ce rapport, dans la voie du progrès.

Dans sa porcherie se trouvent 2 truies et 10 porcelets.

Sa bergerie se compose de 32 mères avec 23 agneaux, race croisée charmoise ; ses sujets sont beaux, et dénotent des soins assidus.

En résumé, l'aspect de l'ensemble des cultures et des bâtiments est des plus satisfaisants, et prouve que M. et M^{me} Viandier sont d'intelligents travailleurs, et qu'il y a lieu d'espérer que peu à peu ils réaliseront de nouveaux projets d'amélioration, notamment au point de vue de la conservation des fumiers et des purins.

La Commission vous propose de récompenser les efforts du sieur Viandier, en lui attribuant le second prix de 200 fr.

3° Ferme de Haut-Monjoie. Augis.

La ferme de Haut-Monjoie, dirigée par Augis, de 47 hectares dont 7 hectares en jachère, ne présente rien de remarquable ; le purin de la fumière se perd malheureusement dans le chemin et est perdu pour la culture ; ses récoltes pourraient être plus propres, il n'a que 16 têtes de bétail avec 40 moutons ; c'est bien insuffisant. Le sainfoin vient très-bien et il n'élève que 1 poulain ; il a 6 vaches et il n'élève que 4 veaux, et cependant nous avons vu des luzernières en bon état de production.

La Commission, en reconnaissant que sa culture n'est pas inférieure à la culture générale du pays, n'a pu qu'encourager le sieur Augis à mieux faire.

3° Prix de 100 fr.

4° Ferme de Courcelles. Fournier.

La ferme de Courcelles, 48 hectares.

Elle est exploitée par les époux Fournier, Jacques, depuis vingt-sept ans.

Les bâtiments sont en bon état, sauf l'étable qui est vieille et aussi mal aérée que possible ; les 12 bêtes qui la garnissaient souffraient énormément. C'est cette étable que le régisseur se propose de faire rebâtir dans de bonnes conditions.

La récolte est généralement belle ; on y remarque 44 ares de maïs fourrage d'une belle venue.

Mais on peut reprocher à cette récolte d'être trop envahie par les chardons, surtout dans les chaintres et dans les 6 hectares de jachère ; elle pourrait aussi être mieux nettoyée des mauvaises herbes.

On remarque 65 ares de betteraves et choux, d'une belle venue, très-bien binés et nettoyés d'herbe.

Les labours pour les guérets d'hiver laissent un peu à désirer.

Le fumier est en bon état, le purin est bien recueilli dans une fosse bien conditionnée, d'où l'on peut le diriger au besoin sur les terres voisines.

Dans les écuries se trouvent 5 belles juments de grand mérite et 2 poulains, dont un de 4 mois était vendu 430 fr.

Avec le sainfoin que pourrait planter le fermier en plus grande quantité (il n'a que 21 ares), il pourrait élever plus de poulains.

Dans les étables on compte 7 vaches, assez convenables, 2 belles génisses et 3 veaux.

Avec ses 7 hectares de luzerne, ses 8 hectares de trèfle, ses 4 hectares de pré, le fermier pourrait élever plus de bestiaux.

Mais, suivant l'usage du pays, le fermier trouve plus commode d'avoir 72 moutons, avec ses 6 hectares de jachère ; la pâture de ses moutons lui coûte peu de soins, il leur donne un peu de son quelque temps avant la vente, et il se contente d'un bénéfice peu coûteux et sans embarras.

La Commission n'est pas absolument satisfaite de cette exploitation ; cependant, n'ayant pas beaucoup à choisir, et y trouvant quelques efforts, quelques tentatives de progrès, elle a pensé devoir encourager ces progrès, en vous proposant de donner au sieur Fournier le 3^e prix de 100 fr.

— L'analyse de ces quatre fermes du domaine de Conlonge fait bien ressortir le caractère d'apathie que nous avons assigné dans nos observations générales.

Faut-il espérer que les observations que la Commission a dû faire à ces fermiers porteront leurs fruits ? l'expérience des neuf dernières années ne porte pas à le penser ; mais enfin la Commission aura fait son devoir.

En revenant vers Saint-Calais, la Commission a pu visiter

les étables du château de Coulonge, grâce à la complaisance de son régisseur ; elle a vu une étable magnifique, luxueuse même, des bêtes de prix soignées avec la plus grande propreté, la plus grande abondance. Cet état de choses lui a permis de faire observer au régisseur quelle différence existait entre le nombre de têtes de bétail élevées et nourries sur les réserves du domaine, et celui des têtes de bétail des fermes visitées ; elle a prié instamment le régisseur d'exciter son propriétaire à vouloir bien s'occuper de faire élever un bétail plus considérable dans ses fermes, pour arriver à la production d'une plus grande somme d'engrais et par suite à des récoltes plus abondantes et plus rémunératrices.

5° *Ferme de Tiron, Saint-Calais.* Feuillon.

La Commission a visité, le 20 juillet, la ferme de Tiron, commune de Saint-Calais, exploitée par Feuillon fils, et avant par son père.

Cette ferme avait été visitée en 1863, sous la direction du père, qui avait obtenu le 1^{er} second prix.

En se reportant à cette visite de 1863, la Commission a recherché avec soin s'il avait été fait des progrès dans cette exploitation, et elle a eu le regret de voir qu'il n'y avait point eu de progrès appréciable.

La fumière y est toujours aussi mal disposée ; on a conservé la malheureuse disposition par laquelle le purin de la fumière passe par un canal creusé sous la cour, pour aller se perdre dans un grand fossé, et perdre ainsi, au préjudice de la terre, la meilleure partie des principes fertilisants.

Le purin de la porcherie est toujours perdu.

C'est dans cette ferme que le propriétaire a la moitié du blé seulement, et reçoit 1,200 fr. pour la redevance des autres produits.

Aussi a-t-on pu remarquer que les blés, fort ordinaires, étaient très-sales d'herbe.

Les autres récoltes ne sont pas bien remarquables, mais sont plus propres.

Dans les 12 journaux préparés pour le guéret pour blé, les labours sont défectueux, et les chardons ont envahi la terre.

Cet état de choses confirme bien nos appréciations sur le métayage partiel.

En présence de ce défaut de progrès, la Commission n'a pu qu'engager le sieur Feuillon à mieux faire à l'avenir.

6° Ferme du Gland, Thorigné. Guilmin.

La Commission a ensuite visité la ferme du Gland, commune de Thorigné.

Cette ferme est exploitée par le sieur Guilmin, et contient 17 hectares de terre et 5 hectares 42 ares de pré.

Elle a été visitée en 1863, et le sieur Guilmin avait obtenu le 2^e second prix et avait été classé le 4^e.

La Commission n'a pas vu de grands progrès, de tentatives sérieuses d'amélioration qui mériteraient au sieur Guilmin une nouvelle récompense.

Ses fumiers sont toujours en assez bon état, et cependant ils laissent toujours à désirer au point de vue de la conservation des purins.

Nous avons félicité le sieur Guilmin d'avoir, à l'aide d'une conduite bien entendue, amené jusque dans sa cour et même dans sa maison, l'eau d'une petite fontaine située à une centaine de mètres de son habitation. Cette eau pure est bien précieuse tant pour les besoins de la maison que pour ceux de sa ferme.

L'ensemble de ses cultures est assez satisfaisant, et cependant la Commission a remarqué à regret que beaucoup de ses champs sont envahis par les mauvaises herbes et les ronces.

Sans doute les douloureuses années 1870 et 1871 ont paralysé bien des travaux, ont contribué au développement de ces

ronces et mauvaises herbes ; et la Commission espère que M. Guilmin va se mettre résolument à l'œuvre pour détruire ces cruels envahisseurs.

La Commission a remarqué 2 journaux de bon froment, avec trèfle semé à la Toussaint ; le trèfle est très-réussi et n'a nullement souffert de la gelée.

Dans certaines circonstances il pourrait être avantageux de pouvoir employer ce moyen pour obtenir des trèfles.

Dans l'écurie se trouvent 2 belles juments, 1 cheval hongre, 2 poulains.

Dans l'étable on a vu 7 vaches mères dans de bonnes conditions, 2 génisses, 2 veaux.

Dans la porcherie, 14 porcelets de cinq mois.

Et en résumé la valeur environ de 20 têtes de bétail pour 22 hectares, résultat bien supérieur à ce que nous avons vu dans les autres fermes.

La Commission a cru devoir féliciter le sieur Guilmin sur ce chiffre de bestiaux, indiquant une forte tendance à une amélioration sérieuse et productive.

Elle a vu que le sieur Guilmin persévérait dans sa bonne culture qui lui avait mérité en 1863 un 2^e prix, sans cependant progrès bien remarquable, et lui a décerné le rappel de son 2^e prix.

7^e Ferme du Pois, Saint-Mars-de-Locquenay. M. L'Antoine.

Maintenant nous avons à vous parler de l'exploitation de la ferme du Pois, commune de Saint-Mars-de-Locquenay, tenue par M. L'Antoine fils.

Elle contient 68 hectares de terre labourable, 12 hectares de prés et 60 hectares de sapins et bois.

Cette ferme avait été visitée, en 1863, par votre Commission qui portait ce jugement sur son exploitation :

« M. L'Antoine père dirige cette ferme depuis six ans.

« Son fils, jeune homme qui a fait ses études au collège des

« PP. Jésuites de Poitiers, n'envie pas d'autre profession
« que celle d'agriculteur ; il met la main à l'œuvre et paraît
« être dans la ferme intention de continuer, *ce que la Com-*
« *mission l'a engagé à faire.* M. L'Antoine est un proprié-
« taire-cultivateur qui est en bonne voie d'amélioration. De-
« puis six ans seulement, il est à la tête de son exploitation,
« qui est dirigée par lui avec beaucoup de soin et d'intelli-
« gence, et s'il n'est encore qu'à l'état d'ébauche, son fils et
« lui, s'inspirant des meilleures méthodes, ne tarderont pas
« à obtenir les meilleurs résultats. »

« La Commission vous propose de comprendre M. L'Antoine
« au nombre de vos lauréats.

M. L'Antoine fils a-t-il obtenu, comme l'espérait la Com-
mission, ces meilleurs résultats, en vue desquels, et malgré
l'état d'ébauche de l'exploitation, elle lui attribuait un deuxième
3^e prix ?

Les résultats de notre examen ont été très-favorables à
M. L'Antoine fils, et ont permis de constater, sur la terre qu'il
exploite, des améliorations et des progrès sensibles, dus à
l'intelligente et courageuse activité de ce jeune homme.

Les ensemencés en blé ont augmenté, alors qu'autour de
lui on ne voit que du seigle, et le blé est fort beau.

Ses orges, ses avoines, ses pommes de terre promettent
beaucoup ; ils dénotent une culture soignée et l'emploi d'in-
struments perfectionnés.

M. L'Antoine a créé 15 journaux de luzerne, dont la ma-
jeure partie peut être considérée comme bonne ; cette luzerne,
avec le secours d'une grande quantité de trèfle, de coupages
de toute sorte, avec le produit des prés sensiblement amélio-
rés et donnant du foin en grande quantité et de bonne qualité,
lui a permis de fournir à sa nombreuse et remarquable étable
des fourrages qui, dans le début, faisaient défaut ; il peut en-
tenir aujourd'hui, dans des terres pour la plupart de mé-
diocre qualité, environ 3/4 de tête de bétail à l'hectare, résul-

tat très-important et donnant la preuve irrécusable d'une culture générale améliorée.

Pour utiliser ses récoltes assez considérables en pommes de terre, M. L'Antoine fils, voulant employer chez lui ces récoltes à élever et engraisser un plus nombreux bétail, avait pris la résolution de créer à sa ferme une petite distillerie agricole, lui permettant de transformer ces pommes de terre en alcool, et de conserver les résidus pour la nourriture et l'engraissement de son bétail.

Malheureusement il s'est adressé à un constructeur, pour le moins inexpérimenté, qui lui fit dépenser, au moins, trois fois plus que ne comportait le devis, en lui permettant à peine la moitié du travail sur lequel il avait dû compter.

M. L'Antoine fils résolut de ne pas se laisser décourager par cet échec, mais de profiter au contraire de cette expérience, de regagner, à force d'énergie et de courage, le capital perdu, et de tirer au moins de son usine, si imparfaite qu'elle fût, le meilleur parti possible.

La Commission a remarqué à Pois de nombreux bâtiments ruraux dans un parfait état d'agencement, de salubrité et d'aération.

Ses fumiers, ses purins, par suite de nombreux travaux, laissent peu de choses à désirer, et il y a, sous ce rapport, une amélioration considérable.

En résumé, tout l'ensemble des cultures est en progrès réel sur ce qui avait été observé dans la visite de 1863.

Et, avec l'énergie et l'intelligence de M. L'Antoine, secondé par une femme distinguée et aussi intelligente, il y avait lieu d'espérer que cette exploitation serait, dans quelques années, un excellent exemple à offrir à ceux qui, possédant de mauvaises terres, auraient le courage de se mettre à l'œuvre pour les améliorer.

Mais la Commission, avant de décerner la plus haute récompense dont elle puisse disposer, a voulu savoir si ces résultats sont aussi solides que brillants, s'ils ne sont pas dus à des

avances excessives par rapport à la qualité de la terre, et s'il est à espérer que, dans un temps donné, les fonds engagés se retrouveront dans les bénéfices.

Au moment où la Commission se proposait, pour cette recherche, de demander à M. L'Antoine la communication de sa comptabilité, elle a appris, avec regret, qu'il a affirmé, pour le 1^{er} novembre prochain, cette terre qu'il a arrosée de ses sueurs.

Quelle que soit la cause de cette détermination de M. L'Antoine, qu'elle provienne d'un calcul de prévoyance ou d'un sentiment de découragement, ce que la Commission n'a pas à rechercher, il est certain que la conséquence de cette nouvelle situation est de ne plus permettre à la Société de présenter aux autres cultivateurs du pays l'exemple de M. L'Antoine comme un modèle à imiter.

Nous le regrettons vivement. Nous aurions été heureux de récompenser, dans la personne de M. L'Antoine fils, qui a certainement fait preuve d'une grande énergie, cette autre vertu, non moins nécessaire au progrès : nous voulons parler de la persévérance dans des efforts sagement calculés.

Il nous a été pénible de renoncer à cette satisfaction, et nous vous proposons de ne pas décerner, cette année, votre 1^{er} prix de 400 fr.

En résumé, la Commission vous propose de décerner, cette année :

- 1° Le 2^e prix de 200 fr. au sieur Viandier, des Aunaies ;
- 2° Le 3^e prix de 100 fr. au sieur Fournier, de Courcelles ;
- 3° Un rappel de 2^e prix au sieur Guilmin, du Gland.

Le Mans, le 16 août 1872.

Le Rapporteur de la Commission,

PERCHERON.

RÉGIME DES EAUX ET IRRIGATIONS

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION CHARGÉE
DE L'EXAMEN DU PROJET DE LOI PROPOSÉ PAR LA SOCIÉTÉ DES AGRICULTEURS
DE FRANCE SUR LE RÉGIME DES EAUX

Par **M. BOISSEAU**, Membre titulaire.

MESSIEURS,

La Société des Agriculteurs de France vous a adressé le texte d'un projet de loi sur le régime des eaux et les irrigations préparé par l'une de ses commissions, dont M. Raudot était rapporteur, et vous a demandé vos observations sur les divers articles de ce projet. Nous avons l'honneur de vous soumettre le rapport de la Commission (1) que vous avez chargée d'étudier la question.

Le projet de loi se divise en quatre parties, que nous examinerons successivement.

§ 1^{er}. — EAUX PLUVIALES ET SOURCES.

Dans l'état actuel de notre législation, les eaux pluviales n'appartiennent à personne, et tout propriétaire a le droit de disposer, ainsi qu'il l'entend, de celles qui tombent sur son fonds.

Les sources naturelles ou artificielles appartiennent au propriétaire du fonds, qui peut en faire ce qu'il veut, sauf les droits résultant : 1° des besoins de la généralité des habitants

(1) Cette Commission se compose de MM. Martin, de Ponton d'Amécourt, Surmont (Paul) et Boisseau, rapporteur.

d'une commune, village ou hameau (art. 643 du C. c.); et 2° des titres ou de la prescription (art. 641 du même code). La prescription ne peut résulter que de l'existence de travaux apparents, destinés à faciliter la chute et le cours de l'eau, pratiqués par le propriétaire du fonds inférieur sur le fonds d'où découle la source (V. Dalloz, *Répert. v° Servitudes*, nos 150 et s.), et terminés depuis plus de trente ans (art. 642 du C. c.).

Enfin les propriétaires inférieurs ne peuvent pas être contraints à recevoir l'eau d'une source artificielle (art. 640 du C. c.).

Le projet de loi proposé modifie en deux points cette législation.

1° Aux termes de l'art. 2, § 2 de ce projet, la prescription est acquise, après trente ans, au profit du propriétaire qui a établi des usines ou barrages permanents sur le cours d'eau formé ou *accru* par la source.

Ainsi il ne sera plus nécessaire, pour qu'il y ait prescription, que les travaux soient exécutés sur le fonds d'où découle la source, et que par conséquent le propriétaire de ce fonds en ait eu connaissance, ce qui implique, ou qu'il n'avait pas le droit de s'y opposer, ou qu'il a, pendant trente ans, négligé de faire valoir son droit; il suffira que des travaux aient été exécutés sur le cours d'eau, ou sur un autre cours d'eau dans lequel il se jette, peut-être à une grande distance du fonds d'où découle la source, à l'insu du propriétaire de ce fonds, et même sur une propriété complètement close, dans l'intérieur de laquelle il n'a pas le droit de pénétrer pour voir ce qui s'y fait.

Le texte de l'art. 642 du C. c. aurait pu être interprété dans le même sens. Les termes de cet article et la discussion qui a précédé sa rédaction semblaient même favoriser cette interprétation. Mais son adoption aurait été le renversement des principes ordinaires en matière de propriété, de prescription et de servitude. L'interprétation contraire a prévalu en jurisprudence, et cette jurisprudence est depuis longtemps

adoptée par les meilleurs auteurs (V. Dalloz, *ibid.*). L'innovation proposée nous paraît faire trop bon marché du droit de propriété.

2° Les propriétaires inférieurs sont tenus de recevoir les eaux des sources même artificielles, sauf à être indemnisés, si le dommage qui leur est fait dépasse le bénéfice que ces eaux leur procurent (art. 4 du projet).

Cette innovation, favorable en théorie, nous paraît peu pratique. Il n'est pas à supposer qu'un propriétaire se livre à des travaux dispendieux pour trouver une source, sans y être poussé par le manque d'eau dont ses voisins souffrent autant que lui. Ils seront donc empressés à recevoir l'eau de la source nouvelle. S'ils s'y refusent, ce ne sera que bien rarement par mauvaise volonté; le propriétaire de la source n'aura, dans tous les cas, qu'un surcroît de dépense à faire pour conduire son eau sur son terrain, jusqu'à la voie publique. Il ne paraît donc pas nécessaire d'établir, en vue de cas aussi rares, une nouvelle servitude légale, qui pourrait avoir de graves inconvénients pour le propriétaire du fonds asservi.

§ II. — COURS D'EAU NON NAVIGABLES.

L'eau courante est rangée par la loi actuelle dans la catégorie des choses qui n'appartiennent à personne, dont l'usage est commun ou nécessaire à tous, et dont la jouissance doit être subordonnée à des lois de police.

Le législateur ne se considérait donc comme lié par aucun droit antérieur de propriété particulière; il avait à régler et à partager la jouissance des eaux courantes dans l'intérêt commun, mais il devait se préoccuper d'intérêts fort divers.

L'intérêt de la navigation exige que les fleuves soient navigables dans tous les temps, qu'autant que possible ils ne franchissent jamais leurs digues, et, pour cela, que les ruisseaux qui les alimentent, sagement aménagés, s'y déversent avec mesure dans les temps pluvieux et sans entrave dans les temps de sécheresse.

Au contraire, l'intérêt de l'agriculture exige que dans les temps de sécheresse les particuliers puissent retenir une partie des eaux courantes, afin de l'employer à l'irrigation.

Il est de l'intérêt de l'industrie que ces mêmes eaux puissent être utilisées, dans tous les temps, comme force motrice, et qu'il n'en soit jamais distrait que la quantité qui n'est pas nécessaire au mouvement des usines.

Tous les riverains ont un intérêt commun : c'est que le ruisseau qui arrose et fertilise leurs propriétés ne soit pas supprimé ou détourné de son cours, qu'il ne s'y forme ni alluvion ni atterrissement, et qu'à cet effet il soit procédé en temps utile au curage de son lit et à la réparation de ses rives. L'intérêt bien entendu de chacun d'eux est de contribuer pour sa juste part à des travaux et à des dépenses qui sont dans l'intérêt de tous ; mais il n'est pas nécessaire de beaucoup connaître les hommes pour prévoir que, par incurie, par apathie, par ignorance, par mauvaise foi, plusieurs essaieront de se soustraire aux charges communes.

Enfin, lorsque le ruisseau est faible, ses eaux peuvent avoir un tel prix que les intéressés seront excités à se les disputer avec acharnement. Si les riverains supérieurs ont besoin d'une notable portion ou même de la totalité de ces eaux pour l'irrigation de leurs terres et de leurs prés, ils ne peuvent retenir cette source de richesse sans en priver les riverains ou les usiniers qui se trouvent au-dessous d'eux.

Il était impossible de donner en même temps une complète satisfaction à des intérêts aussi contraires. La loi s'attache à les concilier au moyen d'une transaction fondée sur des considérations d'équité, d'utilité générale et d'ordre public.

A cet effet, elle a divisé tous les cours d'eau en deux grandes classes. Nous parlerons des fleuves et rivières navigables ou flottables dans notre § III ; occupons-nous d'abord des cours d'eau qui ne sont ni navigables ni flottables.

Leurs riverains sont assujettis au curage et à l'entretien des digues et ouvrages d'art qui y correspondent, de la ma-

nière prescrite par les anciens règlements ou d'après les usages locaux (Loi du 14 floréal an II, art. 1).

Comme il importe que ces travaux soient faits avec ensemble, l'Administration est chargée d'en surveiller et d'en diriger l'exécution, ou même, lorsque des changements survenus lui paraissent exiger des dispositions nouvelles, de faire pratiquer les travaux nécessaires d'entretien, de réparation ou de reconstruction, dont la dépense sera payée par les intéressés dans la proportion de l'intérêt de chacun d'eux à l'exécution des travaux; les rôles de répartition sont dressés sous la surveillance du Préfet, rendus exécutoires par lui, et le recouvrement s'en opère de la même manière que celui des contributions publiques (*ibid.*, art. 2 et 3).

En compensation de ces charges, les riverains d'un cours d'eau ont droit à la pêche, mais en se conformant aux lois et règlements relatifs à l'exercice de ce droit.

Ils peuvent élever des usines et moulins sur le cours d'eau, mais à la condition de demander l'autorisation, et de se conformer aux prescriptions de l'Administration au sujet de la hauteur des eaux, des barrages qu'ils auront à établir, etc.

Enfin le Code civil leur accorde le droit de se servir de l'eau pour l'irrigation de leurs propriétés, à la charge de la rendre ensuite à son cours naturel (art. 644 du Code civil); et des lois postérieures, sans rien ajouter à l'étendue de ce droit, en ont facilité l'exercice par l'établissement de servitudes légales qui permettent au riverain, soit de faire passer les eaux dont il a le droit de disposer sur les fonds intermédiaires, pour l'irrigation de ses propriétés non riveraines (Loi du 29 avril 1843), soit d'appuyer sur les fonds du riverain opposé, les ouvrages d'art nécessaires à sa prise d'eau (Loi du 11 juillet 1847).

Quelle est la quantité d'eau dont le propriétaire riverain a le droit de disposer?

Les dispositions de l'art. 644 du Code civil doivent être, croyons-nous, entendues en ce sens que le propriétaire dont

le cours d'eau traverse l'héritage, ou les deux propriétaires de l'une et de l'autre rive, ont le droit de prendre, pour l'irrigation de leurs propriétés, toute la portion de l'eau qui leur est nécessaire à cet effet, et même la totalité du cours d'eau, en cas d'insuffisance, de sorte qu'ils n'ont à rendre à son cours naturel que la portion de l'eau qui n'est pas nécessaire à leurs irrigations.

Cette interprétation de la loi est strictement conforme à l'intérêt public. En effet, lorsque la quantité de l'eau, en temps de grande sécheresse, est trop faible pour suffire à tous les besoins, si l'on voulait cependant la partager, par égale portion, entre les riverains, on pourrait arriver à éparpiller, sans profit pour personne, et au détriment de tous, une richesse qui entre les mains de quelques-uns seulement eût été précieuse. D'un autre côté, l'eau s'évapore à mesure qu'elle s'écoule. Si, par conséquent, les propriétaires supérieurs n'en prennent que le nécessaire, et la prennent toute, les riverains inférieurs souffrent, cela est vrai, mais du moins est-il certain que toute l'eau pouvant servir à l'irrigation est utilisée. Si, au contraire, la loi obligeait les riverains supérieurs à ne prendre, par exemple, que la moitié de l'eau dont la totalité leur est nécessaire, la seconde moitié n'arriverait aux riverains inférieurs que diminuée par l'évaporation. Une portion de l'eau seulement serait utilisée; une autre portion serait perdue pour tout le monde. Il importe à l'agriculture, et par conséquent il est d'intérêt public que la totalité de l'eau pouvant servir à l'irrigation soit employée à cet usage et qu'il n'en soit rien perdu.

Les riverains ou les usiniers inférieurs ne seraient fondés à se plaindre que si les riverains supérieurs retenaient une quantité d'eau supérieure à leurs besoins, la laissaient se perdre dans des fondrières, ou la gaspillaient. Hors ce cas, ils invoqueraient en vain le droit qu'ils ont à l'eau du ruisseau, ou les travaux qu'ils ont pu faire en vue d'utiliser le cours d'eau. Ils n'ont jamais dû compter que sur le surplus de l'eau

qui traverse les fonds supérieurs après qu'il a été pourvu à tous les besoins de ces fonds.

Mais il est à prévoir, lorsque les eaux seront rares, et ne leur arriveront pas en quantité suffisante, qu'ils ne manqueront pas de prétendre que le riverain supérieur en abuse, et qu'il retient une quantité d'eau supérieure à ses besoins.

Qui sera juge de la question de savoir si les plaintes des riverains inférieurs sont fondées, et si les riverains supérieurs n'excèdent pas la mesure de la jouissance qui leur est concédée par la loi ?

Lorsque la contestation s'élève entre particuliers, et qu'il ne s'agit que de comparer leurs titres respectifs, ce sont les tribunaux qui sont chargés de statuer. La loi les investit à cet égard d'un pouvoir discrétionnaire. Ils doivent, en prononçant, s'efforcer de concilier les intérêts de l'agriculture avec le respect dû à la propriété ; mais ils sont tenus, dans tous les cas, de se conformer aux règlements généraux de l'Administration (art. 645, C. c.).

Les tribunaux, en effet, ne statuent que sur des espèces particulières. Leurs décisions ne sont applicables qu'entre les parties. Or, il faut, en pareille matière, des vues et des règles d'ensemble ; il a donc paru nécessaire d'investir l'Administration de ce pouvoir réglementaire que les tribunaux ne peuvent pas exercer.

L'Administration est chargée de régler le régime des eaux. Il lui appartient de prescrire les mesures propres à assurer leur libre écoulement, d'en fixer le niveau, de déterminer la hauteur des barrages établis sur leur cours, d'autoriser les prises d'eau ; ni les titres anciens, ni la possession, même immémoriale, ni les conventions des particuliers entre eux, ne peuvent mettre obstacle à son action lorsque les mesures qu'elle prend ont pour base l'intérêt général et l'utilité publique (Dalloz, *Rép. v° Eaux*, n° 456 et s.). Elle ne statue jamais que dans un but d'intérêt général, lors même

que ses décisions s'appliquent à des cas particuliers. Elle a, en effet, la police des eaux en même temps qu'elle est chargée d'en régler le régime; il lui appartient de contraindre les particuliers à l'exécution des règlements qu'elle a édictés; mais les mesures particulières auxquelles, en pareil cas, elle a recours, doivent être l'application d'une règle de police générale (Daviel, *Cours d'eau*, t. II, p. 66). C'est à ce titre qu'elle a le droit de fixer la direction d'un cours d'eau entre plusieurs propriétaires riverains, et de déterminer les jours et les heures pendant lesquels chacun d'eux pourra s'en servir pour l'irrigation.

Telle est, dans son ensemble, notre législation actuelle au sujet des cours d'eau qui ne sont ni navigables, ni flottables. Nous allons maintenant rechercher en quels points cette législation se trouverait maintenue ou modifiée par le projet de loi sur les dispositions duquel la Société des Agriculteurs de France appelle notre examen.

L'art. 3 de ce projet attribue aux riverains la propriété du lit de ces cours d'eau.

La question de la propriété du lit des cours d'eau n'a pas été expressément tranchée par la loi, et le Code civil contient plusieurs dispositions d'où l'on a pu tirer des conclusions opposées.

Ainsi les art. 556 et 561 de ce code attribuent aux riverains d'un cours d'eau non navigable la propriété des alluvions et des îles ou atterrissements qui s'y forment, ce qui semble impliquer que la loi leur reconnaît la propriété du lit du cours d'eau; mais au contraire la propriété de l'alluvion est également attribuée au riverain d'un fleuve, quoique le lit de ce fleuve ne soit certainement pas propriété privée; et lorsqu'un cours d'eau, navigable ou non, abandonne son lit, l'art. 563 attribue, à titre d'indemnité, la propriété de cet ancien lit aux propriétaires des fonds nouvellement occupés, ce qui implique qu'aux yeux du législateur le lit de tous les cours d'eau, sans distinction, n'est à personne, et qu'il appartient à la loi d'en

attribuer la propriété tantôt à l'un, tantôt à l'autre, suivant les circonstances.

La question est donc très-controversée en doctrine comme en jurisprudence. Elle est d'ailleurs peu pratique.

Nous ne voyons pas d'inconvénient à attribuer aux riverains, sur le lit des cours d'eau, mais bien entendu sous la réserve des droits acquis, un droit de propriété grevé par la servitude légale qui consiste à recevoir les eaux qui découlent naturellement des fonds supérieurs (art. 640 du C. c.).

En ce qui concerne la pêche, et le droit d'établir sur les cours d'eau des usines ou moulins, le projet ne propose aucune innovation.

D'après les art. 5 et 7 du projet, comme aux termes de l'art. 646 du C. c., l'usage de l'eau appartient aux riverains, et dans la même mesure, pourvu, toutefois, et cela est juste, que leur terrain soit propre à être irrigué et, selon l'expression des agriculteurs, à porter l'eau (V. art. 15 du projet). Mais une double restriction est apportée à leur droit.

La première de ces restrictions est formulée dans l'art. 8 dont la rédaction est fort obscure. Nous allons l'analyser afin de la mieux comprendre.

Cet article suppose que le riverain inférieur ne peut pas, en prenant l'eau à la hauteur de son terrain, arroser sa propriété, ou ne peut en arroser qu'une partie. D'où résulte cette impossibilité? Elle ne peut avoir pour cause que la disposition du terrain, ou la faiblesse du cours d'eau. Le projet de loi ne s'explique pas à cet égard et ne fait pas de distinction, d'où il suit qu'il statue pour l'un comme pour l'autre cas. On accorde d'abord à ce riverain le droit d'aller prendre aux riverains supérieurs le surplus de l'eau qui arrose leurs propriétés, lorsqu'elles sont irriguées, à la seule condition de contribuer, dans la proportion de son intérêt, aux frais d'établissement qu'ils ont faits, et aux frais d'entretien. Examinons successivement les deux hypothèses en vue desquelles ce droit lui est accordé.

1° Si la concession de la servitude a pour cause l'escarpement de la rive qui ne permet pas au riverain inférieur de s'irriguer par une prise d'eau pratiquée sur son propre terrain, on comprend la pensée d'équité qui a dicté cette disposition. Toutefois, n'y a-t-il pas en cela beaucoup d'excès. Il est bon, sans doute, et il importe à l'intérêt public de favoriser les irrigations. Convient-il de les favoriser à tout prix ? Il s'agit d'un cas peu ordinaire, car il faut imaginer une disposition de terrains assez compliquée pour que l'art. 8 du projet de loi trouve son application ; le but qu'on veut atteindre est uniquement d'épargner au riverain inférieur la dépense d'une machine à élever l'eau ; et c'est en vue d'une situation de cette nature, exceptionnelle, peu pratique, par conséquent sans grande importance au point de vue de l'intérêt général, que l'on concède une servitude légale qui pourra être extrêmement gênante pour les fonds asservis ! Remarquons, en effet, que ce n'est pas seulement à son voisin immédiat que le riverain inférieur aura le droit de demander le surplus de ses eaux ; il pourra, d'après l'art. 8, s'adresser à celui des riverains supérieurs qui sera le mieux en mesure de le satisfaire. Il aura donc le droit de prendre l'eau à une grande distance, en traversant un ou plusieurs fonds intermédiaires, sur lesquels il lui faudra établir des aqueducs (à charge d'indemnité, sans doute, quoique l'art. 8 ait oublié de le dire). Ne voit-on pas que pour favoriser les irrigations, on sacrifie ici trop légèrement le principe de la propriété, dont le respect importe bien aussi à l'intérêt public ? Les lois du 29 avril 1845 et du 11 juillet 1847 ont, il est vrai, donné l'exemple. Nous ne les en blâmons pas, nous les approuvons au contraire, parce qu'elles ont su se maintenir dans les limites d'une sage réserve. Au contraire, nous repoussons, dans l'art. 8 du projet de loi, la disposition que nous venons d'expliquer, parce qu'elle nous paraît dépasser la mesure, et qu'elle ne proportionne pas avec assez de soin le sacrifice qu'elle impose à l'importance de l'intérêt qu'elle veut favoriser.

2° Si, au contraire, le riverain inférieur, dont nous nous occupons, a sur le cours d'eau un accès facile, pourquoi ne peut-il pas, en prenant l'eau à la hauteur de son terrain, arroser sa propriété, ou ne peut-il en arroser qu'une partie? Évidemment cette impossibilité ne peut provenir que de la rareté de l'eau. C'est pour ce cas encore que l'art. 8 du projet de loi lui concède le droit d'aller prendre aux rigoles des riverains supérieurs le surplus de l'eau qui arrose leurs propriétés. Nous faisons à cette disposition les mêmes objections qu'à la première, et de plus elle nous paraît absolument inutile. En effet, aux termes de l'art. 12 du projet de loi, tout comme en vertu de l'art. 644 du Code civil, le riverain qui fait des irrigations est tenu de rendre à son cours naturel, en amont de la propriété immédiatement inférieure, l'eau qui ne lui est pas nécessaire. Le riverain inférieur trouvera donc, dans le ruisseau même, toute l'eau à laquelle il a droit; s'il n'en trouve pas assez, c'est un malheur, mais il n'a droit qu'à cela. A quoi bon créer à son profit des servitudes légales fort gênantes pour lui permettre d'aller prendre sur les riverains supérieurs la même quantité d'eau qu'il peut prendre sur lui?

Nous croyons, par ces considérations, qu'il y a lieu de rejeter la première disposition de l'art. 8.

Si nous avons bien compris l'économie de cet article, la première de ses dispositions, celle que nous venons de repousser, suppose qu'il existe des irrigations sur les fonds supérieurs, ou sur l'un de ces fonds. S'il n'en existe pas, le riverain inférieur ne peut pas demander aux autres le surplus de l'eau qui arrose leurs propriétés. L'art. 8 du projet de loi lui concède, dans ce dernier cas, le droit d'établir sur les fonds supérieurs une prise d'eau et une rigole à la charge d'une juste et préalable indemnité pour occupation de terrain, *ou privation de jouissance de l'eau*.

Ainsi il ne s'agit plus seulement de créer au profit du riverain inférieur des servitudes légales d'aqueduc sur les fonds supérieurs; il ne s'agit pas seulement de lui permettre de

prendre à leurs canaux d'irrigation le surplus de leur eau ; l'art. 8 lui concède le droit de priver les riverains supérieurs, moyennant indemnité préalable, de l'eau même qui leur est nécessaire. Quelle est la raison d'un privilège aussi exorbitant ? Le projet de loi, si nous comprenons bien sa pensée, a voulu dire aux riverains : Vous avez le droit de vous servir, pour l'irrigation de vos propriétés, de toute l'eau qui les traverse, ou de la moitié de celle qui les borde (art. 5) ; mais hâtez-vous de mettre à profit cette concession qui vous est faite ; établissez des barrages, pratiquez des canaux, irriguez vos terres, sinon, puisque vous ne profitez pas de la source de richesse qui vous est offerte, d'autres, plus diligents, pourront vous l'enlever, et le riverain inférieur, qui, moins favorisé que vous, ne peut pas faire d'irrigations en prenant l'eau à la hauteur de sa propriété, aura le droit de la prendre à la hauteur de la vôtre. Il vous devra une indemnité pour la jouissance de l'eau qui vous sera enlevée ; mais comme cette eau, mise à votre disposition par la nature et par la loi restait stérile entre vos mains, l'indemnité sera peu considérable, et vous vous trouverez, par le résultat de votre négligence, privés d'une source de richesse dont vous n'avez pas su tirer parti.

Ce raisonnement a de quoi séduire ceux qui ont hâte de voir le sol de la France tout couvert d'irrigations. Nous partageons leur désir et leur impatience, mais nous ne pouvons pas nous empêcher de leur dire que le moyen de coercition auquel ils veulent avoir recours, serait tout à la fois injuste pour la propriété et dangereux pour l'agriculture : injuste pour la propriété, car ceux dont vous permettez au riverain inférieur de traverser les héritages, sont peut-être eux-mêmes dans une situation qui les empêche de pratiquer des irrigations ; ils ne sont donc pas responsables de la négligence du propriétaire supérieur sur lequel aura lieu la prise d'eau. Ce dernier lui-même a peut-être l'intention de faire un jour des irrigations ; des embarras de fortune, d'autres considérations

fort diverses ne le lui permettent pas maintenant ; est-il juste, pour le punir d'un retard involontaire, de le priver par l'art. 8 du droit que vous lui aviez concédé par l'art. 5 ? Au moins la pratique des irrigations profitera-t-elle de votre rigueur ? Elle en souffrira au contraire. Cette propriété, qu'un riverain inférieur a privée de ses eaux, un autre en sera le maître un jour, qui voudrait l'irriguer et qui ne le pourra plus. L'eau, dont il se serait servi, arrose, à quelques kilomètres p'us bas, la propriété du riverain qui a su faire ses irrigations en temps utile, mais elle ne lui arrive que diminuée par l'évaporation. Il ne peut employer qu'une portion de cette richesse dont le riverain supérieur aurait utilisé le tout, et, par conséquent, au point de vue de l'intérêt général de l'agriculture il faut reconnaître que, si la disposition de l'art. 8 du projet de loi devait avoir aujourd'hui pour résultat de stimuler la pratique des irrigations et d'en hâter le progrès, ce ne serait qu'à la condition d'escompter l'avenir, puisqu'elle aurait en même temps pour effet de diminuer le total des eaux qui peuvent être utilisées, et dont il y a lieu d'espérer qu'elles seront utilisées un jour. Si les longues prévoyances sont en toute chose l'un des premiers devoirs du législateur, c'est surtout en matière d'agriculture qu'il importe de ne pas sacrifier l'avenir aux impatiences du présent ; nous pensons donc que la disposition de l'art. 8 doit être repoussée dans son entier.

Nous avons dit que les art. 5 et 7 du projet de loi concèdent à chacun des deux riverains opposés la jouissance de la moitié de l'eau, mais qu'il est fait des exceptions à ce principe.

La première de ces exceptions a lieu en faveur des riverains inférieurs, et nous venons de la repousser. La seconde suppose que les propriétaires riverains ne se servent pas, pour l'irrigation, de la portion de l'eau à laquelle ils ont droit, ou qu'ils n'en emploient qu'une minime partie. En pareil cas, et aux termes de l'art. 9 du projet de loi, les propriétaires non riverains, situés au delà, dans le même bassin, ont le droit d'aller

prendre directement au ruisseau, en traversant le fonds riverain, toute la portion de l'eau qui n'est pas utilisée, et par conséquent de déposséder, pour l'avenir, le riverain immédiat de la jouissance de l'eau dont il n'use pas maintenant, à charge d'une indemnité préalable, soit pour occupation de terrain, soit pour privation de jouissance de l'eau.

Cette seconde exception, comme on le voit, est absolument fondée sur les mêmes considérations que la première ; il s'agit toujours de cire au riverain qui ne fait pas d'irrigations : Donnez-moi ce trésor, si vous n'en faites rien ! Nous repoussons cette seconde exception, au moins dans ce qu'elle a de trop absolu, par les mêmes motifs qui nous ont empêchés d'adopter la première.

Mais l'art. 9, combiné avec les art. 10, 11 et 12 du projet de loi, contient une innovation sur laquelle nous appelons particulièrement votre attention, à cause de son importance.

Il peut arriver qu'un riverain n'ait sur le cours d'eau qu'une très-longue bande de terrain d'une minime largeur. Est-il juste, et n'est-il pas contraire à l'intérêt général de l'agriculture qu'il prive les fonds contigus, qui ne sont pas riverains, des irrigations qu'ils voudraient faire ? S'il devenait propriétaire de ces fonds, il est incontestable qu'il pourrait se servir, pour les irriguer, de toute l'eau à laquelle il a droit comme riverain ; la loi de 1843 lui donne même un passage sur les fonds intermédiaires pour transmettre à ses propriétés non riveraines la quantité d'eau dont il a le droit de se servir (Demolombe, *Servitudes*, t. I, n^{os} 150 et 210) ; ne serait-il pas juste d'accorder, en retour, aux propriétaires de ces fonds, le droit de passer sur lui pour prendre, soit à ses canaux s'il est irrigué, soit directement au ruisseau, toute la portion d'eau à laquelle il a droit et qu'il n'utilise pas, faute d'avoir assez de terrain pour cela ? Voici la difficulté : si nous accordons ce droit au propriétaire du fonds immédiatement contigu au riverain, le propriétaire du fonds situé un peu au delà va

réclamer la même faveur, par les mêmes motifs? Où s'arrêter alors, et comment tracer la limite que les irrigations ne devront pas franchir?

Le projet de loi tranche hardiment la question en supprimant la limite, et en admettant tous les propriétaires d'un même bassin à la jouissance de l'eau, sous la seule condition que leur terrain soit propre à la porter.

Après y avoir bien réfléchi, nous croyons devoir adopter cette innovation; elle se trouve formulée dans les art. 9, 10, 11 et 12 du projet, et comme ces articles se trouvent ainsi contenir des dispositions que nous adoptons, et d'autres que nous avons rejetées, nous proposons de les remplacer, ainsi que l'art. 8, par une disposition qui pourrait être ainsi conçue :

Tout propriétaire dont le fonds est contigu, dans le bassin d'un cours d'eau, à un fonds irrigué, a droit de prendre aux canaux d'irrigation établis sur ce fonds le surplus de leur eau, à la charge de contribuer, en proportion de son intérêt, au curage du cours d'eau et aux frais d'établissement ou d'entretien des digues, barrages, ou canaux, et de payer la valeur des terrains dont l'occupation sera nécessaire pour prendre l'eau et pour la rendre à son cours naturel.
— *Lorsque le fonds riverain ou les fonds intermédiaires ne seront pas irrigués, les propriétaires dont les terrains sont situés au delà, dans le même bassin, pourront prendre directement, dans le courant, toute l'eau à laquelle ils auraient droit si les fonds intermédiaires étaient irrigués, à la charge de contribuer au curage et à l'entretien des digues du cours d'eau, dans la proportion de leur intérêt, et de payer la valeur des terrains dont l'occupation sera nécessaire pour prendre l'eau et pour la rendre à son cours naturel.*

Il est vrai que ces dispositions assujettissent la propriété à de nouvelles servitudes légales. Mais d'abord il est bien entendu, et l'art. 14 du projet de loi s'explique à ce sujet, que les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenants à des habitations, ne sont point soumis à ces assujettissements. De

plus, l'établissement de ces nouvelles servitudes se justifie par la considération de l'intérêt général. Nous avons déjà dit, en effet, et nous rappelons qu'il importe à l'agriculture que l'eau courante, lorsqu'elle est rare, soit utilisée tout entière au point le plus rapproché de sa source, puisqu'elle n'arriverait aux fonds inférieurs que notablement diminuée, dans le parcours, par l'évaporation. Enfin il est à espérer que la concession de ces nouveaux droits à tous les propriétaires d'un même bassin aurait pour résultat de les encourager et de les solliciter à se concerter, à s'associer, à s'organiser en syndicat, et si cette espérance pouvait se réaliser, ce serait, non-seulement pour l'agriculture, mais pour l'éducation même de notre pays, un progrès d'un prix inestimable.

Nous ferons remarquer, d'un autre côté, que le projet de loi, ainsi modifié, ne lèse absolument aucun droit.

Le riverain immédiat n'aura point à se plaindre, puisqu'il ne peut être privé, dans aucun cas, de la portion d'eau à laquelle il a droit.

Si, par suite de l'extension des irrigations sur un plus grand espace, les riverains ou les usiniers inférieurs voient diminuer le volume de l'eau dont ils ont la jouissance, c'est un malheur sans doute; mais ils n'ont jamais dû compter sur l'eau nécessaire à l'irrigation des fonds supérieurs; ils n'ont droit qu'au surplus; ils ne reçoivent que cela, lorsque les fonds supérieurs, réunis dans une seule main, sont tous irrigués; si ce propriétaire unique vient à disparaître, laissant le fonds supérieur divisé entre un certain nombre d'héritiers ou d'acheteurs, cette situation nouvelle n'est pas de nature à rien ajouter au droit des riverains ou des usiniers inférieurs. Ils ne seraient donc nullement fondés à se plaindre d'un préjudice qui, sans aucune innovation de la loi, pourrait résulter pour eux de la force même des choses, et des mutations ordinaires de la propriété.

Enfin, d'après la nouvelle rédaction que nous proposons, nul ne sera admis à jouir de l'eau sans contribuer aux charges

dont cette jouissance est la compensation, ce que le projet de loi avait oublié de dire.

Nous arrivons à l'innovation principale du projet de loi. Son principe se trouve formulé dans la première des cinq propositions votées par l'assemblée générale de la Société des Agriculteurs de France, le 29 janvier 1870. Cette proposition est ainsi conçue :

« Les eaux des cours d'eau qui ne sont ni navigables ni flottables par trains sont la chose des particuliers, et non pas celle de l'Etat et de l'Administration. »

Ces expressions sont peu précises ; si on les prenait à la lettre, on pourrait croire que la Société des Agriculteurs de France propose de transférer de l'Etat aux particuliers la propriété de l'eau courante (1). Est-ce là ce qu'elle a voulu dire ? Aux termes de l'article premier du projet de loi, tout propriétaire a droit de disposer comme il l'entend des eaux pluviales qui tombent dans un même bassin ; ces eaux pluviales, avant de parvenir à leur lit, s'écoulent à la surface des terres, ou les pénètrent, et dans l'un comme dans l'autre cas, elles s'enrichissent aux dépens des terrains qu'elles traversent de tous les éléments de fertilité qu'elles entraînent avec elles. Est-ce par des considérations de cette nature qu'on voudrait conférer aux propriétaires d'un même bassin un véritable droit de copropriété sur le cours d'eau qui s'y forme ?

Si telle était la doctrine du projet de loi, elle serait inadmissible. C'est en vertu de sa nature, en effet, et par la force même des choses, que l'eau courante n'appartient et ne peut appartenir ni à une seule, ni à plusieurs personnes. Une partie de son volume, séparée du surplus, peut être appropriée ; mais en pareil cas l'objet de ma propriété, c'est de l'eau, ce

(1) Et c'est bien là, en effet, ce qui paraît résulter de la circulaire du 28 mai 1872, par laquelle, à propos du premier principe dont il s'agit, la Société des Agriculteurs de France demande s'il y a contestation du principe qui donne aux riverains la propriété de l'eau des cours d'eau non navigables.

n'est plus de l'eau courante. Une fois que les propriétaires d'un même bassin, qui avaient le droit de s'approprier les eaux pluviales en les empêchant de sortir de leurs fonds, les ont abandonnées à leur libre écoulement, ils n'ont plus aucun droit sur elles. Leur masse, rassemblée dans le lit qu'elle se creuse, n'est plus la chose de personne. Elle coule, elle passe, chaque flot qui disparaît est suivi par un autre ; elle pénètre dans les profondeurs de la terre, elle s'évapore dans l'atmosphère, elle se modifie et se transforme à mesure qu'elle se déplace, jusqu'à ce qu'elle se perde dans le réservoir des mers, pour en sortir encore par l'évaporation. Cette chose fugitive et insaisissable ne peut pas servir d'assiette au droit exclusif et jaloux de la propriété, pas plus au profit de plusieurs personnes qu'au profit d'une seule.

Les auteurs du projet n'ont pas eu la pensée de s'insurger contre cette force de la nature des choses, supérieure même à celle de la loi ; ce n'est pas un droit de propriété ou de copropriété qu'ils ont entendu conférer sur l'eau courante aux propriétaires d'un même bassin ; comme le Code civil, ils ne leur en concèdent que la jouissance : ils leur accordent le droit de s'en servir, mais à la condition de l'employer utilement, de la rendre ensuite à son cours naturel, *et de n'en point abuser* (1). Il n'est donc pas exact de dire qu'elle soit la chose des particuliers, mais elle doit être encore beaucoup moins la chose de l'Administration ou de l'Etat, et c'est en cela que réside toute la pensée du projet de loi et de l'innovation qu'il propose.

La loi actuelle, nous l'avons vu, ne confère ni à l'Etat, ni à l'Administration, la propriété de l'eau courante. C'est en vue de l'intérêt public et de l'intérêt commun de ceux à qui l'usage de l'eau courante est nécessaire, que l'Administration a été investie du droit d'en surveiller, d'en régler, et même d'en

(1) L'*abusus*, ou droit de disposition, est, comme on le sait, l'un des éléments essentiels du droit de propriété.

partager la jouissance entre les particuliers. De là, pour l'Administration, à considérer l'eau courante comme sa chose, il n'y a qu'un pas, et c'est de ce pouvoir, excessif à son gré, que le rapporteur du projet de loi, M. Randot, signale avec vigueur les inconvénients :

« L'État propriétaire des eaux, s'écrie-t-il, c'est l'arbitraire
« en permanence. Avec la crainte de l'arbitraire, on ne ten-
« dra rien, on ne risquera ni son argent, ni ses soins ; en
« agriculture plus encore qu'en industrie, il faut, pour essayer
« et accomplir des améliorations, la sécurité que donne le
« droit dans le présent et dans l'avenir... Il faut que les eaux,
« partie considérable de la richesse du sol, soient affranchies
« comme le sol, soient entre les mains libres des propriétaires
« un instrument admirable de fécondité et de richesse. Point
« de faveurs, point de concessions précaires, d'arbitraire, de
« juridiction administrative..., mais des droits perpétuels,
« garantis par des tribunaux... Il faut que la loi règle les
« droits et les obligations de chacun ; puis ensuite l'intérêt
« et l'activité privés, agissant en pleine sécurité, créeront des
« merveilles. »

On ne saurait mieux dire. Seulement il importe de rechercher avec soin si le moyen proposé, qui consiste à ne rien laisser à l'Administration des pouvoirs qui lui ont été conférés sur les eaux courantes, ne va pas à l'encontre du but qu'on veut atteindre.

Nous reconnaissons, avec M. Randot, que la toute-puissance administrative, qui ne va jamais sans inconvénients, en a de graves en cette matière. L'état de choses actuel paralyse, dans une certaine mesure, l'initiative privée ; les populations s'habituent à trop compter sur la protection de l'État, au lieu de s'aider elles-mêmes ; les difficultés de compétence et la lenteur des formalités administratives sont une gêne considérable pour l'activité individuelle ; enfin, l'Administration n'est point infallible ; elle varie dans ses appréciations ; tantôt ce sont les usiniers qu'elle favorise ; tantôt c'est aux irrigations

qu'elle est tentée d'assurer une plus grande protection ; par là elle s'expose aux reproches de partialité et d'arbitraire ; nous pouvons faire à M. Randot toutes ces concessions. Nous n'en sommes pas moins convaincus que le remède radical qu'il propose serait pire que le mal.

Remarquons d'abord que ni dans le rapport de M. Randot, ni dans aucune des dispositions du projet de loi, il n'est question du curage des cours d'eau. Entend-on laisser à l'Administration les pouvoirs qui lui ont été conférés par la loi du 14 floréal an XI, ou au contraire a-t-on la prétention de les lui enlever avec tout le reste ? Il faut le dire, il faut s'expliquer catégoriquement à ce sujet, car c'est là l'un des éléments essentiels du problème à résoudre. Si l'Administration reste investie, en effet, du droit d'ordonner ou de faire exécuter, aux frais des riverains, le curage des cours d'eau, il est clair qu'elle aura le droit de faire supprimer tous les barrages, de les autoriser par conséquent, et qu'il lui appartiendra de régler la pente et le niveau de l'eau. Or, les art. 6 et 15 du projet de loi permettent aux riverains d'élever des barrages sans autorisation, et de se servir des eaux dont ils ont la jouissance, dans tous les temps, à leur volonté, sans qu'aucun arrêté administratif puisse les en empêcher ; il est évident que ces dispositions sont inconciliables avec celles de la loi du 14 floréal an XI, et puisque l'art. 22 du projet de loi abroge toutes les lois antérieures qui sont contraires à ses dispositions, il faut en conclure que la loi de l'an XI se trouve comprise dans cette abrogation.

Il faut alors prévoir les conséquences de cette abrogation. Qu'arrivera-t-il lorsque l'Administration ne s'occupera plus du curage des cours d'eau, et que l'initiative individuelle, libre d'agir au gré du caprice ou de l'intérêt de chacun, sera seule chargée de pourvoir à ce besoin général ? N'est-il pas à craindre qu'il n'y ait bientôt plus ni ensemble, ni concordance dans le travail ? « Il faut, est-il dit au *Répertoire* de Dalloz, v^o *Eaux*, « n^o 230, il faut une main ferme, et qui ait le droit d'ordonner pour que chacun obéisse à un règlement général

« qui, accidentellement, peut nuire à quelques intérêts, mais
« qui prévient les inondations, peut améliorer la direction
« des eaux et les distribuer utilement dans un but d'intérêt
« général. — Le curage, en effet, ne consiste pas seulement
« à ôter les vases et les accrues ; il faut encore que le lit du
« cours d'eau ne soit pas modifié de manière à changer le
« point d'eau nécessaire au mouvement des usines, ce qui
« arriverait nécessairement si l'on creusait trop profondément
« dans le lit. Ainsi les usines et les prés sont exposés à souffrir, soit par la négligence, soit par l'excès dans le curage ;
« il y a une ligne mathématique qu'il ne faut pas franchir. »

Quelle autorité, à défaut de l'Administration, sera chargée de stimuler la négligence et de réprimer les excès dans le curage des cours d'eau ? Aux termes de l'art. 20 du projet de loi, ce sera, en règle générale, le juge de paix, sauf l'appel devant les tribunaux. Mais le juge de paix et les tribunaux ne peuvent statuer que sur des espèces particulières ; ils n'ont pas attribution pour faire un règlement général. Quand ils auront déterminé, entre deux riverains, cette ligne mathématique à laquelle doit arriver et s'arrêter le curage, un autre prétendra qu'elle a été mal fixée ; il faudra un nouveau jugement, qui ne sera pas opposable à d'autres intéressés et n'aura de force qu'entre les parties.

Encore supposons-nous que les parties consentent à opérer le curage à frais communs. Si l'une d'entre elles s'y refuse, le juge sera lié par les principes généraux du droit en matière de propriété et de servitude. Il ne pourra condamner le récalcitrant, ni à opérer le curage, ni à en payer les frais, même pour sa part. Tout au plus pourra-t-il le contraindre à tolérer que pour faire ce travail à leurs dépens les autres riverains traversent et occupent sa propriété pendant le temps nécessaire. Beaucoup de riverains, même de ceux qui ont le plus d'intérêt au libre écoulement des eaux, trouveront commode de ne pas contribuer sous une autre forme au curage, et se plaindront amèrement du prétendu dommage qu'ils en éprou-

vent pour n'avoir point à en payer les frais, et même au besoin pour se faire indemniser de ce dommage (Demelombe, *Servitudes*, t. I, n° 33, et Daviel, *Cours d'eau*, n° 728 bis). Au bout de peu de temps, leur apathie, l'égoïsme de leurs calculs, paralyseront le zèle des autres ; les grands intérêts dont la loi de l'an XI avait confié la garde à l'Administration resteront en souffrance, les cours d'eau n'auront plus leur libre écoulement, et leurs eaux seront perdues, en partie du moins, aussi bien pour l'agriculture que pour l'industrie.

D'autres et non moins graves intérêts se trouveront également en péril. Supposons, en effet, quelque bassin privilégié dans lequel toutes les espérances de M. Raudot commencent par se réaliser ; le curage s'y fait d'un commun accord et avec ensemble ; le pays se couvre d'irrigations, et les eaux, circulant au travers d'innombrables canaux, disposés avec art, n'arrivent dans le ruisseau, dans la rivière, et finalement dans le fleuve, qu'après avoir partout répandu sur leur passage la fécondité et la richesse. Tout ira bien tant qu'elles suffiront par leur abondance à tous les besoins ; mais lorsque par l'effet de la sécheresse elles deviendront rares et d'autant plus précieuses, il arrivera que, réduites par l'évaporation, par les infiltrations, par l'absorption naturelle des terres altérées, elles cesseront de dépasser les barrages pratiqués pour les retenir sur les fonds supérieurs. Si elles n'y sont retenues que pendant le temps strictement nécessaire pour l'irrigation, personne ne sera en droit de se plaindre. Mais d'une part les propriétaires des fonds supérieurs garderont-ils cette sage mesure ? D'autre part les riverains inférieurs, quand ils compareront leur herbe flétrie avec celle des prairies grassement irriguées du riverain supérieur, voudront-ils admettre que ce dernier n'use de l'eau que dans l'exacte proportion de ses besoins, et qu'il n'en abuse pas ? Espérer cela, ce serait trop compter sur la sagesse des hommes, lorsque leurs intérêts sont en contradiction.

Le juge de paix, dans le système du projet de loi, est là sans

doute pour faire justice, et trancher le différend. Mais pour aller devant le juge de paix, il faut du temps, des preuves, de l'argent. La petite propriété n'osera pas plaider contre la grande; elle se croira sacrifiée, et s'en vengera par des entreprises nocturnes, qui ne coûtent rien, dont il est malaisé de découvrir les auteurs, et la guerre sera déclarée entre tous les riverains.

Il n'y a pas même à espérer qu'après une première période de trouble, les riverains s'habitueront à se protéger eux-mêmes en s'adressant pour cela à la justice, car ce recours n'est pas possible ou serait complètement illusoire.

Supposons, en effet, que le riverain inférieur, prétendant que le riverain supérieur retient l'eau au delà du nécessaire, l'actionne devant le juge de paix, et parvienne à fournir la preuve de sa prétention. Le juge rend un jugement aux termes duquel il partage l'eau par moitié, entre les deux parties. Il ordonne que le riverain supérieur pourra retenir les eaux pendant douze heures chaque jour, ou un jour seulement sur deux. Aussitôt un troisième riverain va se plaindre du tort que lui font les deux autres. Il faudra un deuxième jugement pour partager l'eau par tiers, entre les trois plaideurs, et comme le juge de paix n'a pas qualité pour faire un règlement général, de nouveaux jugements deviendront nécessaires pour statuer sur les réclamations d'un quatrième, d'un cinquième, d'un sixième riverain, et ainsi de suite.

Quand le juge de paix aura statué entre tous les propriétaires de son canton, ses jugements seront-ils du moins définitifs? Nullement, car ils sont nécessairement subordonnés à la quantité de l'eau dont il s'agit d'opérer le partage, et aux besoins de chacun. Qu'une pluie survienne, que la sécheresse augmente, que les cultures varient, ces changements ont pour résultat de modifier la base des décisions du juge et d'en ruiner le principe. Il ne s'agit d'ailleurs que des propriétaires d'un seul et même canton. Comment se fera le partage lorsque les propriétés des plaideurs seront situées sur deux ou plusieurs cantons?

La conséquence évidente de ces observations, c'est qu'il est indispensable d'attribuer les pouvoirs nécessaires pour opérer le partage des eaux, non à un juge, qui ne peut statuer que sur des espèces particulières, et dans une étendue de territoire beaucoup trop restreinte, mais à l'Administration, qui seule a le pouvoir de faire des règlements généraux, d'en surveiller, jour par jour, sur tous les points, l'application, et d'en modifier les dispositions dans l'intérêt général, d'après les circonstances.

Aussi est-il digne de remarque que chez tous les peuples européens, et même en Angleterre, les législations les plus diverses s'accordent à reconnaître et consacrer le droit de police générale et supérieure des gouvernements sur tous les cours d'eau, unanimité qui s'explique par ce besoin commun d'ordre, de justice et de protection pour le commerce dont aucun Etat, quelle que soit sa forme, ne peut jamais s'affranchir (Dalloz, *ibid.*, n° 31).

Comme tout ce qui se fait par la main des hommes, l'œuvre de l'Administration est imparfaite sans doute, nous l'avons reconnu, et nous n'avons pas dissimulé les inconvénients que peut avoir la haute tutelle qu'elle exerce sur le régime des eaux. Mais cette tutelle est nécessaire. Il faut en redresser les écarts et en perfectionner les rouages. Préciser nettement les compétences, supprimer les formalités inutiles, obtenir de l'Administration qu'elle comprenne qu'il lui appartient beaucoup moins de se mettre à la place de l'individu et d'agir pour lui que d'éveiller et de diriger son initiative ; apprendre enfin aux particuliers à agir, à se défendre, à s'organiser en associations libres et puissantes pour n'avoir plus besoin de la tutelle de l'Etat : voilà le but auquel il faut tendre. Nous avons, en France, une tendance funeste à détruire nos institutions lorsqu'il nous paraît difficile de les améliorer. Le progrès exige plus de patience. Supprimer la tutelle de l'Administration sur le régime des eaux, ce ne serait pas favoriser les irrigations, ce serait en amoindrir la source

féconde, et semer des germes de discorde dans le domaine paisible de l'agriculture.

En conséquence, nous pensons que l'art. 6 et la première disposition de l'art. 13 du projet de loi doivent être rejetés.

§ III. — FLEUVES ET RIVIÈRES NAVIGABLES OU FLOTTABLES.

Les fleuves et rivières navigables ou flottables sont considérés par l'art. 538 du Code civil, comme des dépendances du domaine public. Ils n'appartiennent pas, pour cela, à l'Etat. « Ce n'est pas, disait le Parlement de Bordeaux dans une « remontrance du 30 juin 1766, ce n'est pas une véritable « propriété dans la main du Souverain, mais plutôt un dépôt « qui lui a été confié de la chose publique ou commune, pour « la conserver, la protéger, pour la rendre plus utile à tous ses « sujets. » L'Administration en a la garde et la conservation, et les particuliers n'y peuvent prétendre aucun droit d'usage ou de jouissance qu'en vertu de concessions temporaires et toujours révocables.

Le projet de loi propose de concéder aux propriétaires du bassin de ces cours d'eau, associés ou non, le droit de faire, pour leurs irrigations, une prise d'eau par un tuyau ou aqueduc dont le diamètre est laissé à leur volonté, ou d'établir une machine à élever l'eau, sans avoir de concession à demander, ou de redevance à payer, mais sous la condition de ne pas entraver le chemin de halage, et de placer le tuyau ou aqueduc de prise d'eau au point déterminé par l'Administration, au-dessus du niveau des eaux nécessaires à une bonne navigation.

Cette innovation aurait pour résultat, sinon de favoriser toujours les irrigations dans le moment où elles sont le plus utiles, c'est-à-dire dans les temps de sécheresse, au moins de permettre aux riverains d'utiliser les limons que les eaux surabondantes des rivières entraînent avec elles, et de se faire aux dépens des eaux en excès des réserves précieuses.

Il serait nécessaire de dire que les machines à élever l'eau ne pourront être établies que sur la propriété du riverain, après qu'il y aura amené l'eau, de prescrire des mesures pour la protection des digues, et enfin d'ajouter qu'il ne sera dû aucune indemnité à ce riverain dans le cas où l'Administration jugerait nécessaire, dans l'intérêt de la navigation, d'élever le point où peuvent être placés les tuyaux ou aqueducs.

§ IV. — DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES COURS D'EAU.

L'art. 19 du projet de loi n'est que la reproduction de l'art. 5 de la loi du 21 juin 1865 sur les associations syndicales. Un doute s'était élevé, à cause du texte de cette loi, sur la question de savoir si l'adhésion unanime des intéressés n'était pas nécessaire à la formation de ces sociétés. Le projet de loi décide avec raison que l'unanimité des contractants est seule nécessaire, et elle n'est exigée que pour l'acte et les statuts constitutifs de la Société.

Tous les efforts de ceux qui aspirent au progrès des irrigations en France doivent tendre à vulgariser les dispositions de cette loi, et à en faire pénétrer les avantages dans la pratique agricole. Lorsque la jouissance d'un cours d'eau forme entre tous ceux ou la grande majorité de ceux qui y ont droit, l'objet de l'une de ces associations syndicales qu'organise la loi de 1865, il est clair que leur association n'a rien à craindre des excès de pouvoir de l'Administration, et que l'Administration elle-même n'a plus à intervenir dans le règlement des intérêts auxquels il est pourvu par l'association, si ce n'est pour prêter à ceux qui l'administrent un concours qui ne peut gêner personne et qui profite à tout le monde.

CONCLUSION.

En résumé, nous vous proposons de faire les réponses ci-après aux questions posées par la Société des Agriculteurs de France.

Sur le premier Principe.

Les eaux des cours d'eau n'appartiennent et ne peuvent appartenir ni à l'État, ni aux particuliers. Elles ne sont la chose de personne. Mais il appartient à la loi d'en concéder la jouissance aux particuliers, à des conditions qui ont pour objet de protéger les intérêts généraux de la navigation, de l'agriculture, de l'industrie et de l'ordre public.

Il n'est pas d'un grand intérêt, mais il est sans inconvénient de trancher, en faveur des riverains, la question et la propriété du lit des cours d'eau qui ne sont ni navigables, ni flottables.

La pente, ou force hydraulique de l'eau, comme l'eau courante elle-même, n'est pas susceptible de propriété privée.

Sur le deuxième Principe.

Il serait contraire à l'intérêt général, à l'intérêt commun des riverains, et à l'ordre public d'enlever à l'Administration les pouvoirs généraux dont elle est investie par les lois pour la surveillance et la direction du curage et pour la police des cours d'eau. Il est donc nécessaire qu'elle ait le droit de faire supprimer tous les barrages élevés sans autorisation. Si cette haute tutelle de l'Administration sur le régime des eaux a des inconvénients, il faut appliquer à ce mal les remèdes qui lui sont propres, notamment en facilitant et en multipliant les associations entre particuliers ; mais supprimer l'action administrative en cette matière, c'est éventrer le malade pour le guérir d'une gastrite.

Les tribunaux ne répriment qu'imparfaitement les délits contre la propriété rurale. Ils ne statuent, entre particuliers, que sur des espèces particulières. Leurs décisions ne pourront et ne devront jamais ni suppléer, ni faire obstacle aux pouvoirs réglementaires et de police de l'Administration.

Sur le troisième Principe.

Les usiniers comme les riverains n'ont dû s'attendre et ne peuvent avoir droit, sauf les droits acquis, qu'à l'eau qui n'est pas utilisée pour les fonds supérieurs.

Sur le quatrième Principe.

Nous admettons ce principe, mais en ce sens seulement que les fonds les plus rapprochés des cours d'eau ne pourront en aucun cas être privés de l'eau à laquelle ils ont droit, par les propriétaires des fonds qui sont situés plus loin.

Sur le cinquième Principe.

Nous admettons volontiers, en cette matière, la compétence en premier ressort du juge de paix, à la condition de ne lui donner que les pouvoirs définis par l'art. 643 du Code civil. Il est inutile de dire que l'appel sera jugé par le tribunal civil comme en matière sommaire, puisque cela résulte de l'art. 404 du Code de procédure.

DE LA

PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE

Par feu M. BÉRAUD

CONSERVATEUR DES FORÊTS, MEMBRE CORRESPONDANT DE LA SOCIÉTÉ

SOMMAIRE.

1° Des Forêts de la Gaule antérieurement à l'invasion franque; — 2° De la propriété forestière après l'invasion franque; — 3° Anciennes jouissances dans les Forêts; — 4° Concessions forestières par les seigneurs féodaux; — 5° Propriétés forestières ecclésiastiques; — 6° Forêts communales; — 7° Forêts grevées de droit d'usage au profit des communaux d'habitants; — 8° Réductions successives des jouissances forestières; — 9° Surveillance et réglementation de la propriété forestière; — 10° Ordonnance de 1669; — 11° Modifications apportées au régime de la propriété forestière par la Révolution de 1789; — 12° Des défrichements des Forêts; — 13° Des aliénations forestières; — 14° Observations.

DES FORÊTS DE LA GAULE ANTÉRIEUREMENT A L'INVASION FRANQUE.

Les forêts actuelles sont antérieures à l'homme dans la création, et quand l'homme parut sur la terre, il la trouva peuplée de plantes variées et appropriées par Dieu à la nature des lieux où elles devaient vivre.

Or, si l'on considère qu'on ne retrouve pas à l'état fossile, dans les couches géologiques antérieures aux tertiaires, les grands dicotylédones : le chêne, le hêtre, etc..., qui composent le peuplement des forêts actuelles de nos climats, on doit croire que ces forêts ont pris naissance à l'époque tertiaire de la formation du globe, et de même que des races descendues du premier homme se sont répandues sur toute la terre avec

leurs variétés, résultant de l'éducation, des mœurs et des lieux d'habitation, de même, avant l'homme, la première plante de chaque espèce s'était répandue au loin par ses semences ou par ses racines.

La diffusion, comme le mélange de ces espèces, a produit des forêts qui, avec le temps, se sont étendues de plus en plus.

D'après la tradition des temps historiques, diverses parties de la terre, surtout dans les climats tempérés, plus convenables que les climats extrêmes à la végétation de certaines essences, n'étaient peuplées que de forêts, et notamment à une époque relativement peu éloignée de la nôtre, la Gaule et la Germanie, pour parler des contrées qui nous touchent de plus près, sont citées par les historiens comme couvertes de bois, *horridæ sylvis*, dit Tacite(1), à tel point que les naturels d'une grande partie de la première de ces contrées étaient appelés Celtes, c'est-à-dire habitants des forêts (2).

Aussi, pendant tout le temps qu'elles ont été plus que suffisantes pour les besoins de l'humanité, les forêts sont-elles restées sans maîtres, et chacun venait-il s'y approvisionner ou s'y établir à sa convenance ; mais il arriva un moment où il ne fut plus permis à tous d'y agir aussi librement.

Qui oserait se vanter de déterminer avec sûreté l'origine et les causes premières de la propriété ? Cette origine est trop ancienne, ces causes sont trop multiples, pour qu'on puisse se prononcer d'une manière certaine sur un sujet aussi vaste et aussi complexe.

A l'origine du monde, l'homme avait à lui tout l'univers ; mais quand il dut subvenir à ses besoins par le travail de la terre et quand, avec l'accroissement de sa race, il commença à craindre que cette terre ne lui fit défaut, il s'appropriä la portion du sol qu'il avait arrosée de ses sueurs.

(1) Tacite, *Germania*, cap. v.

(2) M. Lehon, *L'homme fossile*. Amédée Thierry, *Histoire des Gaulois*.

Malheureusement, l'origine de la propriété n'a pas toujours été aussi respectable ; souvent celle-ci a été conquise par la violence et la force, conquête assurément moins légitime que celle faite par le travail.

De toutes les choses de la terre, les forêts sont peut-être celles dont on a le plus tardivement cherché à s'emparer et qu'il était le plus difficile de s'approprier.

A quoi aurait servi cette appropriation, pendant que les bois étaient surabondants ? mais quand les forêts commencèrent à acquérir la valeur qui leur est propre, les hommes voulurent en jouir comme ils jouissaient des autres terres, avec tous les droits qu'ils attachèrent à la propriété.

Qu'on se figure les forêts anciennes, sans chemins, d'une étendue et d'une profondeur immenses, peuplées d'animaux sauvages, où la hache n'abattait quelques arbres que sur leurs rives et ne pénétrait jamais dans l'intérieur, où les bois naissaient, croissaient et mouraient sans que l'homme s'occupât de leur culture, où régnait le désordre grandiose des forêts livrées à elles-mêmes, on comprendra que, puisque même dans les forêts restreintes de nos jours, l'homme, quand il est seul, ne peut se défendre d'une impression indéfinissable de recueillement, d'admiration ou de crainte, le sombre aspect des forêts d'autrefois devait exercer une impression très-vive sur l'esprit de nos ancêtres, religieux à leur manière, plus religieux peut-être, dans le sens intime du mot, que les hommes de notre temps.

Aussi ne faut-il pas s'étonner de l'effet que les forêts ont toujours produit sur l'esprit des peuples.

Elles ont été si souvent chantées par les poètes ; l'imagination de ceux-ci les a dépeintes sous des couleurs si séduisantes, que l'homme même auquel elles sont le plus étrangères, les entrevoit à travers les rêves de son esprit, sous des aspects pleins de charme.

D'ailleurs la réelle magnificence de ces aspects, la profondeur de leurs retraites, l'élévation de leurs dômes, la mélan-

colie de leur silence et la diversité des tons de leurs feuilles et de leurs ombrages inspirent un sentiment de jouissance à quiconque n'a pas perdu le sens des grandeurs et des beautés de la nature.

C'est pour cela que, dans son livre des *Orateurs*, Tacite fait dire à l'un d'eux plus porté à la poésie qu'aux luttes du Forum : « Et loin de redouter les bois, les forêts, cette solitude
« profonde, je m'en fais une si douce volupté que je compte
« même parmi les plus grands avantages des vers, qu'ils ne
« se composent ni au milieu du bruit, ni pendant qu'un plaisir assiéger votre porte, ni pendant qu'un accusé est dans
« les larmes et la tristesse (1). »

Il ne faut pas s'étonner davantage de l'influence religieuse des forêts sur l'âme des peuples.

Après avoir parlé de la religion des Germains, de leur respect pour la femme, de leur culte pour Velleda, pour Aurinia et pour beaucoup d'autres, ainsi que des dieux qu'ils adoraient, Tacite ajoute : « Les Germains trouvent peu conforme
« à la Majesté céleste d'emprisonner les dieux dans des murs
« ou de leur donner une forme humaine. Ils consacrent des
« bois et donnent le nom de Dieu à cette horreur des forêts
« où ils adorent ce qu'ils ne voient pas (2), » et il semble dire par là que ces peuples n'avaient pas d'autres temples que les forêts.

Bien plus, le panthéisme si accentué des Romains qui, en toutes choses, voyaient un reflet ou une émanation de la Divinité, adorait principalement celle-ci dans les grandes productions naturelles. Aussi beaucoup de forêts étaient-elles pour eux des lieux sacrés dont Pline disait : « Nous respectons les
« bois sacrés et le religieux silence qui y règne. comme nous
« respectons les statues d'or et d'ivoire qui représentent nos
« dieux. »

(1) Tacite, *De oratoribus*, cap. xii.

(2) Tacite, *Germania*, cap. viii et xi.

Indépendamment des divinités dont leur mythologie peuplait les forêts, ils en divinisaient les arbres, et dans une forêt presque inaccessible des Pyrénées où les Romains, adorateurs du Dieu universel de la nature, avaient adressé ces adorations au hêtre, on retrouvait, il y a quelques années, une pierre votive portant l'inscription *Deo fago* qu'ils avaient transportée sur ces hauteurs dans une intention religieuse.

Pline et toutes les traditions gauloises nous apprennent aussi que c'est dans les forêts mêmes que les prêtres des peuples celtiques faisaient leurs cérémonies et célébraient leur culte.

A défaut d'indications suffisantes dans les écrits des anciens historiens et même dans ceux de Jules César et de Tacite, on sera toujours réduit aux conjectures sur la constitution primitive de la propriété forestière, même des contrées dont ces historiens se sont occupés.

Toutefois, dans la Germanie où, d'après Jules César et Tacite, nul n'avait ni champs limités, ni terrains qui lui appartenissent en propre, mais où tous les ans les magistrats et les principaux chefs assignaient des terres à chaque famille et l'obligeaient à passer ailleurs l'année suivante (1), il serait difficile de concevoir que les forêts eussent été comprises dans ces distributions et n'eussent pas composé un domaine commun, à l'exception de certaines portions, soit affectées au culte religieux, soit réservées pour les chefs, jaloux de la chasse qui était une de leurs principales occupations et un de leurs principaux moyens d'alimentation.

Mais cette communauté des forêts devait être bien plus complète chez les Sarmates, qui, comme les Scythes, menaient, dans leurs chariots ou à cheval, une vie toujours errante, et chez les Finnois, qui n'avaient ni armes, ni maisons, ni chevaux (2).

(1) Tacite, *Germania*, cap. xxvi, et César. *Commentaires*, liv. VI, chap. xxii.

(2) Tacite, *Germania*, cap. xlv.

Il n'en était pas de même dans la Gaule, où il y avait plus de stabilité chez ses habitants, et dans la propriété, où chaque bourg ou cité se composait des descendants de ceux qui, à l'origine, s'y étaient rassemblés pour y vivre en société, pour s'y fixer un domicile après avoir vécu en familles errantes et qui, pour constituer leurs propriétés sur un territoire, avaient eu à lutter contre des voisins quelquefois puissants.

Il y avait d'abord des forêts sacrées, temples naturels, où les druides célébraient leurs mystères, exécutaient leurs sanglants sacrifices, et il est probable que ces personnages, les plus puissants du pays et dont l'autorité religieuse était très-redoutée, assignaient à certaines portions de forêts des limites que nul profane n'avait le droit de franchir qu'en certaines circonstances et avec la permission des prêtres de la nation ; à cette occasion, qu'il me soit permis de redire ce que j'ai dit ailleurs : que les conditions nécessaires pour la croissance du *gui* sur les chênes, où les druides allaient cueillir ce produit rare et sacré, n'existent plus actuellement, puisqu'on ne le retrouve plus jamais sur aucun des chênes de nos climats, circonstance dont il ne faut pas s'étonner, si on compare les forêts de nos jours avec la grande forêt Hercynienne par exemple, de laquelle descend la forêt Noire actuelle et dont Pline, dans une curieuse description, disait que les chênes, aussi vieux que le monde et jouissant d'une sorte d'immortalité, avaient des dimensions et des formes tellement colossales et tellement extraordinaires, qu'elles lui paraissaient presque incroyables.

Après les prêtres, dans l'ordre de hiérarchie et d'influence, venaient les chevaliers (*equites*) qui prenaient tous les armes pendant la guerre (1). C'était la noblesse du pays, et, d'après César, le restant de la population se composait de colons ou de clients au service des nobles, et d'esclaves proprement dits.

Or, on comprend que, dans cet état social, des portions de

(1) César, *Commentaires*, liv. VI, chap. xv.

forêts, indépendamment de celles consacrées au culte, fussent la propriété des principaux de chaque bourg ou cité ; on comprend aussi que, pour l'usage des autres habitants dont, suivant la coutume gauloise, comme le dit encore César, toutes les maisons étaient dans les forêts (1) et qui avaient ainsi à leur portée le bois nécessaire, les forêts fussent soumises à une jouissance, sinon commune dans le sens absolu du mot, du moins commune pour certaines essences, ou bien qu'il restât des portions de forêts entièrement affectées à l'usage commun.

Il serait, en effet, impossible d'admettre que ces habitants, les uns libres, les autres esclaves, n'eussent eu dans la situation où ils plaçaient leurs demeures d'autre jouissance que celle de l'aspect des forêts au milieu desquelles ils vivaient.

Des auteurs ont prétendu que l'existence des forêts communales ne date que du moyen âge ; sans doute la jouissance commune des forêts ne s'exerçait pas du temps des Gaulois comme elle s'exerce dans les forêts communales de nos jours ; mais il était trop naturel qu'en dehors des forêts sacrées ou des forêts des nobles, il existât des parties destinées au reste de la population, à l'époque surtout où les forêts étaient surabondantes, pour qu'il n'en eût pas été ainsi.

J'ajoute que, dans le midi de la France où plus qu'ailleurs certains usages du régime romain ont survécu à la domination franque, les forêts communales actuelles ne sont que la continuation de l'un des modes de propriété du temps des Romains. Ceux-ci avaient d'ailleurs respecté les usages des peuples gaulois, lorsque ces usages n'avaient rien de contraire au but de domination universelle qu'ils voulaient atteindre. et ils n'auraient pas manqué non plus d'introduire dans la Gaule le régime municipal, lequel comprenait la gestion des bois de diverses sortes qui appartenaient aux réunions d'habitants soumises à ce genre d'administration.

(1) César, *Commentaires*, liv. VI, chap. xxx.

Plus que d'autres, peut-être, la propriété forestière a éprouvé d'extrêmes vicissitudes.

A l'époque de l'indépendance gauloise, quand la Gaule vivait de sa propre existence, la propriété était constituée de la manière que j'ai indiquée; mais quand, après la conquête romaine, la population de la Gaule se fut amoindrie sous l'influence d'une ruineuse fiscalité, quand une partie de ses habitants eut été chercher en Germanie un refuge contre d'épouvantables exactions, beaucoup de forêts que la puissance romaine avait confisquées au profit du Trésor impérial s'étendirent sur les terres voisines par les seules forces naturelles de la végétation forestière et devinrent désertes comme les terrains d'alentour.

On sait d'ailleurs à combien d'invasions a été en proie la contrée qui, sous le nom de Gaule, comprenait, du temps de César, au midi le pays des Aquitains, au centre celui des Celtes et au nord celui des Belges. Avant César, cette dernière contrée avait été souvent envahie par les Germains qu'il avait eus à refouler dans leur pays pour établir son pouvoir sur la Gaule tout entière.

A son tour, après une possession de quatre siècles, l'Empire romain se vit arracher cette province par les mêmes Germains qui, sous les noms de Burgondes, de Francs, etc., et par d'autres peuples du nord de l'Europe qui, sous le nom de Visigoths, vinrent y établir leur domination que les Francs ne purent d'ailleurs solidement fonder qu'à la suite de luttes incessantes, soit avec l'influence romaine toujours persistante dans le midi, soit avec d'autres compétiteurs aux riches contrées dans lesquelles ceux-ci s'étaient établis avant les Francs.

DE LA PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE APRÈS L'INVASION FRANQUE.

A la suite de l'invasion franque, la propriété forestière passa en très-grande partie dans les mains des conquérants

qui la partagèrent entre eux et les compagnons de leur conquête, en s'appropriant principalement les forêts qui dépendaient du fisc de l'Empire romain (1).

C'est même l'origine de la propriété d'une grande partie des forêts actuellement possédées par l'Etat et par les descendants des plus anciennes familles nobles de notre pays.

Lors de la formation des plus grands fiefs, des duchés, des comtés, comme des fiefs des plus humbles seigneuries du moyen âge, des forêts furent le plus souvent affectées au domaine des possesseurs de ces fiefs, au domaine, par conséquent, des ducs de Bourgogne, de Bretagne, des comtes de Flandre, de Champagne, d'Alençon, de Ponthieu, etc., comme des seigneurs les plus modestes.

De même, le domaine de la royauté franque fut enrichi, dès le principe, de forêts enlevées aussi à leurs anciens possesseurs ; mais par suite d'alliances des rois avec leurs grands vassaux, par suite d'héritages et d'incorporations, à divers titres, des grands fiefs de la monarchie à la couronne, la richesse forestière de ce domaine s'accrut de plus en plus.

On sait d'ailleurs que l'anarchie sociale, causée par tant d'invasions et par les luttes qui les suivirent, amenèrent le régime féodal dans lequel, tantôt incapable de défendre sa personne et sa terre, un homme libre mettait l'une et l'autre sous la protection d'un puissant suzerain qui, en échange de l'hommage à lui rendu et de certaines redevances convenues, s'engageait, en qualité de seigneur et maître, à défendre son vassal ; tantôt un baron non moins puissant et abusant du droit de conquête s'emparait d'un domaine, le constituait en fief et le concédait à divers sous les mêmes conditions de vasselage.

C'était un démembrement de l'autorité royale, un partage plus ou moins graduel de cette autorité entre les possesseurs des fiefs, une fédération dans laquelle la puissance du roi

(1) Augustin Thierry, *Tiers-État*, chap. 1^{er}.

faisant défaut ou étant insuffisante, l'autorité resta concentrée, pour chaque fief, dans la personne du seigneur jusqu'au moment où les rois parvinrent à amoindrir le régime féodal, à s'emparer de cette autorité et à l'exercer eux-mêmes d'une manière absolue.

Cette fédération indépendante d'un pouvoir central avait ses contrats et ses lois, mais qui étaient malheureusement trop souvent violés, car dans ce régime sans contrôle, le sort des vassaux dépendait principalement, à certaines époques, du caractère de leurs maîtres.

Les forêts étant devenues la propriété des conquérants et des seigneurs qui leur succédèrent, il n'était possible d'en jouir que sous le bon plaisir de ces dominateurs du pays ; et, en dehors des villes, la plus grande partie du peuple vaincu n'avait vu, dans le cours des temps, qu'échanger son ancienne condition d'esclave, propriété du maître, contre la condition de serf qui n'était plus qu'attaché au sol du fief sur lequel il vivait (1).

ANCIENNES JOUISSANCES DANS LES FORÊTS.

La plupart des seigneurs ne manquèrent pas, toutefois, d'accorder à leurs vassaux, aux colons et aux serfs, les tolérances à défaut desquelles l'excès d'oppression par la privation des produits forestiers les plus indispensables au chauffage, à l'agriculture et à tous les besoins sans la satisfaction desquels toute société est impossible, aurait amené des soulèvements qu'ils avaient intérêt à prévenir.

En cela, ils agissaient comme les conquérants eux-mêmes qui avaient autorisé certaines jouissances dans les forêts en faveur des peuples vaincus, suivant l'esprit de la loi Salique (2),

(1) Augustin Thierry, *Tiers-État*.

(2) La loi Salique de *furtis arborum* n'édicte des peines que pour des délits sans aucun rapport avec la coupe des bois dont les populations pouvaient avoir besoin pour les usages les plus essentiels de la vie.

les capitulaires de Charlemagne, et suivant la lettre même de la loi bourguignonne appelée loi Gombette, antérieure à ces législations, dont une des dispositions peut se traduire ainsi : « Quiconque, Burgonde ou Romain (on comprenait à cette époque sous la désignation de Romains toutes les populations qui avaient été soumises à la domination romaine), ne possède pas de forêt, a le droit de couper pour ses besoins particuliers le bois mort et le mort-bois dans quelque forêt que ce soit et sans que le propriétaire de la forêt puisse l'en empêcher. » La loi punissait en outre d'une amende celui qui s'opposait à l'exercice de ce droit (1).

Tout le monde sait ce qu'on entend par bois mort, mais bien peu connaissent la signification des mots *mort-bois*. A l'époque dont je parle, et même beaucoup plus tard, l'expression de mort-bois (*de sine fructu aut non fructiferis arboribus*) comprenait tous les arbres feuillus, autres que le chêne, le hêtre et les fruitiers proprement dits, qui ne produisaient pas de fruits, gland, faine, etc., susceptibles d'être mangés par les hommes ou par les animaux ; il est même des contrées où, par suite de la large interprétation qui était toujours, on ne sait pourquoi, donnée à cette expression, le hêtre était rangé parmi les morts-bois (2).

Cette loi bourguignonne est d'ailleurs d'un haut enseignement.

Elle prouve d'abord, ce qui ne pouvait faire l'objet d'aucun doute, que la propriété forestière était constituée dès le IV^e siècle ; les mots « *si quis sylvam non habeat* » signifient,

(1) « Si quis Burgundo aut Romanus sylvam non habeat, incidendi ligna ad usus suos de *Jacentivis et sine fructu arboribus* in cujuslibet sylvæ habeat liberam potestatem necque ab illo cujus sylvæ est repellatur... Si quis vero quemquam de *jacentivis et non fructiferis arboribus* lignum usibus suis necessarium præsumere fortasse non permiserit, ac sibi pignora tulerit restitulis in triplum pignoribus, inferat mulctæ nomine solidos sex. »

(2) Baudrillard, *Dictionnaire forestier*.

en effet, qu'à l'opposé de ceux qui ne possédaient pas de forêts, d'autres en possédaient en toute propriété.

Elle démontre aussi que les peuples conquis par les Burgondes avaient dans les forêts d'anciennes jouissances, car quoiqu'il soit admis par les historiens modernes qu'indépendamment des maux inséparables des luttes qui eurent lieu entre l'élément germain et l'élément romain, les Germains apportèrent, avec leur caractère et leurs institutions, un adoucissement à la dure condition des Gallo-Romains, surtout de ceux qui n'habitaient pas les villes, il serait difficile de ne pas croire que ces jouissances furent la consécration de jouissances antérieures aux nouvelles conquêtes.

Ainsi, comme le fait remarquer un des plus célèbres commentateurs de la loi forestière actuelle, à l'époque de cette conquête, « les forêts étaient considérées, quant à leurs produits, comme chose commune et comme une dépendance « du domaine public, et la loi bourguignonne fut, pendant « plusieurs siècles, le droit commun d'une partie de la « France (1).

J'ajoute que la consécration de ces jouissances, conséquence d'un droit primordial chez les peuples anciens, peut être regardée comme le principe des concessions d'autre nature qui ont été accordées ultérieurement.

CONCESSIONS FORESTIÈRES PAR LES SEIGNEURS FÉODAUX.

Il vint, en effet, un temps où de simples réunions d'habitants n'ayant pas encore les institutions communales qu'elles acquirent plus tard, obtinrent des seigneurs, les unes, la cession de forêts ou de portions de forêts en toute propriété, les autres, des droits d'usage plus ou moins importants, cessions et droits que consacrèrent des chartes positives. A la même époque, il fut accordé à d'autres populations des tolérances tacites analogues à celles dont elles jouissaient en vertu

(1) M. Meaume.

des lois de la conquête et dont l'importance paraît s'être accrue jusqu'à ce que les ordonnances des rois, qui avaient concentré entre leurs mains l'autorité des seigneurs, et notamment l'ordonnance de 1669 dont je parlerai plus tard, crurent devoir y mettre un terme, en se fondant sur l'intérêt de la conservation des forêts.

La réaction des populations contre les excès du régime féodal, leurs mécontentements, la crainte que ces mécontentements inspiraient aux seigneurs, le désir de se rendre favorables les sentiments des vassaux, du concours desquels ces seigneurs avaient besoin pour lutter contre de puissants rivaux, mais aussi l'adoucissement des mœurs et le développement de la charité individuelle par le christianisme, telles ont été, à l'époque dont je parle, les causes complexes des concessions faites par les seigneurs.

Mais quelles qu'aient été les causes de ces concessions, il est certain que celles-ci furent considérables ; que de leur côté, ne voulant pas rester en arrière de ce mouvement de libéralité, les rois suivirent cet exemple et ne furent pas moins généreux envers leurs sujets que les seigneurs l'étaient envers leurs vassaux. Il est certain aussi qu'aux époques postérieures de notre histoire, de pareils avantages ne furent plus accordés, et que même il vint un temps où beaucoup de seigneurs, et même les rois, obéirent à un esprit de réaction antilibérale, en reprenant aux communes, les premiers sous le nom de triage, le tiers des fonds concédés, les seconds sous le nom de tiers et danger, le tiers et le dixième en sus de ce tiers, du produit des propriétés octroyées par leurs prédécesseurs.

Cette réaction fut même telle de la part des seigneurs, que l'ordonnance de 1669 dut y mettre un terme.

Après avoir, en effet, confirmé certains droits perçus au profit du Trésor royal sur des bois autres que ceux de la couronne (1), droits qu'elle considérait comme témoignant de

(1) Articles 4 et 5 du titre XXV de l'ordonnance de 1669.

concessions faites par les rois ou par les seigneurs dont la couronne avait hérité, l'ordonnance de 1669, tout en autorisant la distraction du tiers des bois des communes au profit des seigneurs (1), quand ces bois provenaient de concessions gratuites, défendait formellement toute distraction de ce genre lorsque des chartes ou même seulement des redevances prouvaient que les concessions avaient été faites à titres onéreux.

Les termes de ces dispositions de l'ordonnance démontrent qu'il était de tradition adoptée par la jurisprudence du temps et par les feudistes qui avaient contribué à la fonder, qu'à l'époque intermédiaire entre les dernières invasions et l'affranchissement des communes, à l'époque où nulle terre n'était sans seigneur, toute la propriété forestière appartenait aux seigneurs ; que par conséquent les communautés d'habitants qui plus tard possédèrent les forêts, les possédaient, non pas en vertu du droit primordial de jouissance commune ou presque commune dont j'ai parlé plus haut, mais de la pure libéralité des seigneurs maîtres du sol et dont les concessions avaient été, les unes gratuites, les autres onéreuses, suivant le bon plaisir des donateurs ou suivant les circonstances qui faisaient agir. Comme preuve de cette doctrine, je dirai que si ces concessions avaient été accordées autrement qu'à titre purement libéral, si elles eussent eu, par exemple, le caractère de contrats synallagmatiques entre deux parties ayant des droits égaux, l'une celui d'obliger le donateur, l'autre celui de se refuser aux instances des communes, il eût été impossible aux donateurs d'amoinrir plus tard ces concessions. J'ajoute que si réellement celles-ci peuvent être considérées, moins comme des donations purement volontaires que comme des contrats entre deux parties traitant d'égal à égal, on ne peut disconvenir que les seigneurs n'avaient plus envers le peuple, à l'époque des concessions, toute la puissance oppressive qu'on leur a attribuée. Ces concessions démontrent même

(1) Articles 2 et 3 du titre XXIII de l'ordonnance de 1669.

que les désirs ou les réclamations des communes étaient d'un tout autre poids sur l'esprit des chefs de chaque famille féodale, que le seraient les réclamations de ces mêmes communes sur l'Etat abstrait et centralisé d'aujourd'hui.

Aussi ne peut-on disconvenir que la réaction qui succéda au mouvement de libéralité des seigneurs des x^e et xi^e siècles et qui se manifesta par un si violent esprit de reprise d'une partie des biens concédés, corrobore la doctrine des feudistes.

J'ajoute que cette réaction, qui s'accrut aussi dans l'ordonnance de 1669 par la rigueur de ses dispositions pénales, n'a presque toujours fait qu'augmenter par des causes qui me paraissent tenir autant à l'affaiblissement de la charité chrétienne qui s'était épanouie avec la foi religieuse dans les x^e, xi^e et xii^e siècles, qu'aux nécessités ou aux prétextes de nécessité d'une plus grande sévérité dans les moyens de conservation des forêts par suite de la diminution du sol forestier.

Les feudistes ont cherché à excuser la réaction dont je parle, en disant que la propriété forestière ayant acquis plus de valeur avec le temps, les seigneurs étaient fondés à revenir sur des concessions auxquelles cette circonstance avait donné trop d'importance; mais cette excuse n'avait rien de plausible. Déjà, en effet, au moyen âge, par suite du défrichement de très-grandes étendues de forêts, le bois avait une valeur en rapport avec celle des autres produits naturels. A cette époque, le bois n'était remplacé par aucun des produits similaires d'aujourd'hui, la houille, le fer, etc. De très-vastes foyers dans les châteaux des seigneurs en faisaient une énorme consommation; le bois était employé avec profusion sous mille formes et surtout d'une manière exclusive dans les charpentes de quantité d'églises, de constructions féodales et d'abbayes, et par toutes ces raisons, le moyen âge pouvait à juste titre être appelé *l'âge du bois*, pendant lequel les forêts ne devaient pas manquer d'être appréciées à leur valeur. J'ajoute qu'aux

époques qui suivirent le moyen âge et où on serait disposé à croire qu'avec l'étendue des forêts qui existaient encore, le bois était à bas prix, il fallait que ce prix fût au contraire assez cher pour que cette cherté eût motivé les doléances des rois dans leurs diverses ordonnances et plus tard les inquiétudes exprimées par Colbert.

On a prétendu quelquefois que les constitutions de forêts communales ou les concessions de droits d'usage par les seigneurs avaient eu un but intéressé : celui d'attirer les populations dans des contrées désertes et de donner ainsi plus de valeur aux forêts ; mais sans nier le rôle, en une certaine mesure, de l'intérêt personnel dans certaines actions des hommes, il me semble que cette explication n'est ni juste, ni exacte.

Si on considère, en effet, qu'une portion souvent importante, quand ce n'était pas la totalité des produits forestiers, était absorbée par ces usages, il serait injuste de méconnaître que la concession de la plupart de ces droits, comme l'octroi des forêts communales, a eu lieu en faveur de populations plutôt existantes que de populations ou de communes imaginaires dont on aurait voulu favoriser la création, et que la constitution des droits d'usage a été, de la part des seigneurs, un sacrifice tout aussi grand que la constitution des forêts communales cédées en toute propriété, sans qu'assurément les seigneurs pussent retirer de cette cession les prétendus avantages de plus-value dont on se prévaut pour en amoindrir l'importance et le mérite.

Il serait donc injuste, soit de déprécier outre mesure la valeur des donations faites par les seigneurs, soit de rabaisser la libéralité de ces hauts et puissants personnages qui, héritiers des conquérants et par conséquent possesseurs par le droit de conquête, auraient pu très-probablement se refuser, envers des communautés d'habitants sans puissance, à des concessions que leurs successeurs ont été jusqu'à amoindrir et dont, si ce n'est quelques affectations à certaines indus-

tries, telles que verreries, forges, etc., au développement desquelles les propriétaires des forêts étaient intéressés, on ne retrouve presque plus de grands exemples dans les siècles postérieurs aux temps féodaux.

Et, après tout, abstraction faite des autres mobiles d'intérêt personnel qui ont pu les engager à céder aux réclamations des bourgs ou des cités situées dans l'étendue de leurs fiefs, ces seigneurs étaient des hommes, et même des hommes d'un grand caractère, ainsi que nous le démontre l'histoire; et à ce titre ils étaient capables de faire le bien comme de faire le mal.

Ceux-là mêmes qui avaient pu abuser de la puissance que l'institution féodale avait mise entre leurs mains, ont pu aussi céder à l'influence de la civilisation religieuse, obéir aux sentiments généreux que l'ardente foi de cette époque et la charité leur inspiraient envers les peuples dont ils étaient les maîtres plus cléments que leurs prédécesseurs.

Si même on considère que les importantes concessions dont je parle ont coïncidé avec les croisades, avec l'honneur chevaleresque, avec l'apparition de grandes individualités laïques et religieuses, avec de nombreuses fondations de charité et avec l'élévation des grandes basiliques chrétiennes; si on considère enfin que c'est au moyen âge que la religion chrétienne et la charité ont eu le plus grand développement et ont exercé le plus d'influence, il ne faut pas s'étonner qu'un même esprit, qu'un même courant d'idées ait inspiré plusieurs mouvements généreux d'une époque qui, malgré ce qu'avait d'oppressif une autorité si morcelée et sans contrôle, malgré des excès de pénalité, restes des coutumes de l'ancienne barbarie, se distinguait, du moins, par l'indépendance et les autres vertus viriles de ces fiers seigneurs, descendants des guerriers de la vieille Germanie dans laquelle, à côté des esclaves, vivaient des hommes vraiment libres, de ces seigneurs qui avaient par conséquent la passion native de la liberté, laquelle finit par se communiquer de la race conqué-

rante à la race gauloise dont tant d'invasions et une si longue oppression par des maîtres étrangers n'avaient pu qu'amener la dégénération.

Dans l'appréciation d'une époque, il importe de tenir compte de toutes les circonstances, et il ne faut pas perdre de vue que beaucoup d'historiens n'ont toujours parlé que des méfaits du régime féodal sans jamais vouloir chercher ce qu'il avait pu faire de bien ; qu'ils ont fait ressortir tous les abus de l'autorité féodale, mais qu'ils ont passé sous silence l'esprit de communauté ou de réciprocité de certains intérêts qui, aux moments les moins mauvais de l'époque féodale, s'était établi entre beaucoup de seigneurs et les peuples de leurs fiefs, ainsi que le démontrent les concessions forestières faites à tant de réunions d'habitants.

Sans doute, il y aurait folie à regretter ou à glorifier le régime féodal, mais ce n'est point une raison d'être injuste, de se laisser aveugler par une orgueilleuse présomption, de croire, par exemple, que notre siècle a le monopole du bien et de refuser à certains siècles, uniquement parce qu'ils nous ont précédés, les mérites de charité individuelle que je viens de rappeler ; il convient d'être plus modeste et d'éviter que les siècles qui succéderont au xix^e ne lui reprochent une excessive forfanterie.

Les concessions forestières étaient d'autant plus méritoires, que plusieurs communes moins heureuses ne purent obtenir les mêmes avantages, et que les forêts situées sur leurs territoires restèrent toujours la propriété exclusive des seigneurs qui, ou plus puissants, ou moins riches, ou moins généreux que d'autres, résistèrent à toute revendication et refusèrent toutes concessions autres que des tolérances simplement tacites et par conséquent susceptibles de révocation.

Il paraît même que divers seigneurs se montrèrent intraitables, et c'est de ceux-là que les paysans du xii^e siècle disaient par la bouche des Trouvères :

« Défendons-nous contre les chevaliers ; tenons-nous tous

« ensemble, et nous pourrions couper des arbres, prendre le gibier dans les forêts et le poisson dans les viviers, et nous ferons notre volonté aux bois, dans les prés et sur l'eau (1) : » plaintes qui démontrent que, quand ils ne pouvaient, comme les autres, jouir des forêts, les paysans se considéraient comme dépouillés de leurs droits.

Mais quelles ne pourraient être les plaintes des paysans de nos jours s'ils avaient les mêmes exigences que leurs ancêtres et s'ils n'avaient été entièrement déshabitués, par d'anciennes prohibitions, de toute espèce de jouissance en dehors des forêts communales ou des rares forêts qui sont restées grevées de droits d'usage !

Ces concessions étaient même d'autant plus méritoires qu'elles étaient ou gratuites, ou à des conditions tellement peu onéreuses, qu'il y a tout lieu de penser qu'en imposant ces conditions, les seigneurs n'avaient d'autre but que de prouver qu'ils agissaient de leur propre volonté et comme maîtres, sans conteste, des forêts octroyées en toute propriété ou grevées de droits d'usage.

Je dois ajouter que ce n'est pas seulement des seigneurs féodaux, mais aussi de nombreuses abbayes ou autres communautés religieuses propriétaires de forêts, que les réunions d'habitants constituées plus tard en communes proprement dites, ont obtenu au moyen âge de si nombreuses concessions, car il était naturel que les peuples trouvassent ces sortes d'avantages autant auprès de ceux qui prêchaient la charité qu'auprès des seigneurs auxquels elle était prêchée ; et on sait d'ailleurs qu'indépendamment de ces jouissances forestières, les anciens monastères employaient leurs revenus à secourir l'infortune et la misère. Il est même permis de se demander quel avantage ont trouvé les malheureux à la destruction de ces établissements de charité.

Et pourquoi s'étonnerait-on que les concessions dépendis-

(1) Augustin Thicrry, *Considérations sur l'histoire de France*, chap. 1^{er}.

sent non-seulement des causes diverses dont j'ai parlé, mais aussi du caractère des donateurs, quand, de notre temps encore, cette dernière raison influe toujours sur les actes du genre de ceux qui nous occupent ; quand, dans les délivrances à prix d'argent, autorisées par la loi actuelle, des menus produits forestiers, ces prix sont extrêmement variables et dépendent uniquement du caractère personnel de ceux qui les déterminent : très-élevés avec les uns, modérés avec d'autres et presque nuls avec d'autres encore, ou plus bienveillants ou plus faibles ; quand encore les rapports entre les propriétaires actuels et leurs fermiers, ainsi que les prix des baux, dépendent du caractère des premiers ? Aussi est-ce par la même cause que des seigneurs qui obéissaient à l'esprit des x^e et xi^e siècles, les uns ont agi si différemment des autres.

Enfin, il vaut beaucoup mieux étudier les questions de l'espèce dans les documents de l'époque, que dans les appréciations d'historiens manquant souvent d'impartialité.

Or, quiconque étudiera les titres de concessions forestières au moyen âge, pour en découvrir les véritables mobiles, y reconnaitra sans peine que les donateurs n'ont le plus souvent obéi qu'à des sentiments de religion et de charité, et n'y trouvera pas la moindre trace d'une soumission forcée aux exigences des populations.

Je sais que plusieurs attribuent à d'autres causes les concessions forestières.

Ces concessions de l'époque féodale ayant été souvent accordées à de simples bourgades, ne jouissant encore d'aucune institution communale, elles sont considérées par certains comme la conséquence naturelle de l'obligation personnelle du contrat qui, lorsque le régime féodal régnait dans toute la plénitude de son principe, liait le seigneur à ses vassaux, ou comme une juste rémunération par le suzerain des prestations et des redevances des vassaux.

Quoique dans ce système on ne tienne pas compte des causes morales, religieuses et civilisatrices dont j'ai parlé, il n'est

pas moins vrai qu'un système par suite duquel les seigneurs accordaient au peuple de pareilles concessions, en échange même des prestations, de redevances ou d'impôts, était plus libéral envers les peuples qu'on a bien voulu le dire, plus libéral surtout, au point de vue forestier, que certains régimes modernes sous lesquels, en rémunération même des impôts plus ou moins équivalents aux prestations du régime féodal, les lois actuelles n'accordent pas aux peuples la moindre jouissance forestière en dehors de celles qui leur ont été accordées par les seigneurs féodaux, et que, comme je l'ai dit, l'antique libéralité envers ces peuples a progressivement diminué avec l'esprit chrétien et avec la charité qui en était la conséquence nécessaire.

Enfin d'autres disent : « C'est vers le ^x^e siècle que surgit la réaction des communautés d'habitants contre leur complet asservissement par la domination féodale, leurs désirs d'émancipation et leurs aspirations au régime municipal, dont les villes avaient joui sous la domination des Romains, régime qui, même sous la domination franque et jusque sous Charlemagne (1), était devenu plus indépendant du pouvoir royal ou impérial que du temps des curies romaines, et c'est sous l'empire de cette réaction, soit même avant l'époque de l'établissement des communes urbaines et rurales, soit pendant cette époque, que les seigneurs des ^x^e, ^{xi}^e et ^{xii}^e siècles ont été obligés de céder aux réclamations des habitants des campagnes en leur accordant les concessions forestières. »

Mais si c'est à cette cause qu'on doit attribuer ces concessions, il faut avouer qu'au moyen âge les communautés d'habitants luttèrent avec avantage contre la puissance des seigneurs féodaux, puisque d'une part les cités, les agglomérations urbaines conquéraient des institutions municipales dont certaines étaient presque républicaines ; que d'une autre part,

(1) Augustin Thierry, *Essai sur le Tiers-État*.

les bourgades les plus modestes obtenaient, toutes dépourvues qu'elles étaient de moyens de pression violente sur les seigneurs, la consécration des jouissances forestières qu'elles considéraient presque comme des droits, quoique les seigneurs fussent propriétaires des forêts par un ancien droit de conquête.

Tout en reconnaissant que ces deux causes ont pu contribuer aux concessions, dans une certaine mesure, je tiens pour certain que dans les études qui ont été faites jusqu'à ce jour sur l'époque encore si peu connue du moyen âge, notamment sur l'affranchissement ou l'établissement des communes, établissement qui a eu ses causes tantôt dans l'insurrection de certaines cités, tantôt dans le souvenir et dans la revendication des institutions municipales de l'époque romaine, tantôt dans un octroi spontané de la part des seigneurs, on n'a jamais tenu assez compte de l'influence de l'esprit chrétien et il me paraît impossible de ne pas admettre qu'en ce qui concerne les concessions forestières, cette influence ait été considérable sur les donateurs, si même ces donations n'ont pas été des actes presque exclusivement religieux comme les donations faites aux corporations ecclésiastiques, aux hospices, maladreries et autres établissements de charité chrétienne fondés au moyen âge.

Mais quelle qu'en ait été au juste la cause, les concessions forestières démontrent d'une manière évidente que, malgré les vices du régime féodal, malgré ce que d'extrêmes inégalités entre les classes composant la nation française et ce que les privilèges dont jouissait la noblesse ont d'antipathique à l'esprit social et aux idées démocratiques d'aujourd'hui, les peuples avaient plus d'indépendance, plus de moyens de faire respecter leurs droits qu'on a cherché à le faire croire.

PROPRIÉTÉS FORESTIÈRES ECCLÉSIASTIQUES.

Du reste, les causes qui amenèrent au moyen âge les concessions forestières en faveur des communautés d'habitants,

contribuèrent aussi au développement de la propriété ecclésiastique.

Déjà, avant l'invasion franque, le christianisme avait paru dans la Gaule ; des apôtres avaient prêché la foi nouvelle et un clergé y était organisé, des églises y étaient bâties, des abbayes établies et des évêchés institués, quand Clovis se fit baptiser à Reims par l'évêque saint Remy.

C'est qu'en effet, dès qu'après bien des oppositions violentes de la part des empereurs romains, la religion chrétienne eut été reconnue par Constantin dans l'empire d'Occident comme dans l'empire d'Orient ; dès qu'en l'année 321, Constantin eut donné cette fameuse constitution, première source des richesses de l'Eglise, par laquelle il permit aux églises d'acquérir et aux particuliers la liberté de tester en leur faveur (1) ; dès que l'autorité romaine eut à conformer sa conduite aux ordres d'un empereur chrétien, des donations en terre et en forêts commencèrent à être faites à un clergé qui, par le caractère et les vertus de ses fondateurs, comme par ses doctrines, n'avait pas tardé à acquérir une haute influence non-seulement auprès des peuples qui, soumis à un dur esclavage, entendaient avec reconnaissance prêcher la liberté, l'égalité des hommes devant Dieu et surtout la charité, mais aussi auprès des nobles, des gouverneurs des provinces romaines, comme des divers autres dépositaires de l'autorité impériale.

Déjà, en outre, immédiatement après la reconnaissance du christianisme par l'empire romain, dès le iv^e siècle et dans le cours du v^e siècle, de nombreux monastères furent fondés, soit dans des lieux déserts, non loin de forêts sans possesseurs, soit sur les domaines mêmes des familles des grands personnages romains ou gallo-romains, ou gallo-franques, qui avaient embrassé la vie monastique, pour échapper aux mille bruits d'une époque troublée et bouleversée par tant d'événements (2).

(1) *Histoire de France* du président Hénault.

(2) M. de Montalembert, *Les moines d'Occident*.

Il est certain d'ailleurs que la plupart des conquérants qui ne se firent chrétiens qu'après Clovis pillèrent les temples du Dieu adoré par leur chef et englobèrent les biens et les forêts de maintes églises gallo-romaines dans leurs usurpations.

Mais plus tard, les Mérovingiens eux-mêmes firent des donations considérables aux églises et aux monastères, dont la richesse ne tarda pas à exciter la jalousie de quelques-uns de ces rois; c'est ainsi qu'en 564, Chilpéric, le troisième des quatre fils copartageants du royaume de Clotaire I^{er}, supportait difficilement la puissance et l'influence du clergé, et répétait souvent : « Voilà que notre fisc est appauvri, voilà que nos biens s'en vont aux églises (1). »

Quoi qu'il en soit, dès que la religion et la foi eurent adouci les mœurs des conquérants et de leurs descendants, ceux-ci agirent envers cette religion et envers les clercs, comme Charlemagne agit envers le chef de la chrétienté et comme ils agirent aussi plus tard envers les communes, ainsi que le dit Augustin Thierry en parlant des principaux Francs après leur conversion au christianisme.

Par droit de conquête, et comme les premiers de la nation conquérante, ils s'étaient approprié, dans toutes les parties de la Gaule, des terres dont ils formaient leur domaine patrimonial; mais, afin d'apaiser Dieu, ils donnaient, en mourant, les terres de leur fisc aux églises.

D'ailleurs, plus tard, entraînés, subjugués par l'ardeur de leur foi, par l'ascendant moral et religieux, par la science des clercs, surtout aux meilleures époques de l'Église gallo-franque, notamment après la répression de certains désordres et au moment de chacune des régénérations cléricales qui, à la suite de graves abus, durent être faites par de grands Papes ou par d'illustres religieux (2), les seigneurs féodaux cédèrent son-

(1) Citation de Grégoire de Tours, par Augustin Thierry, *Premier Récit des temps mérovingiens*.

(2) M. Guizot, *Histoire de la civilisation en France*, 28^e leçon.

vent à ces clercs des portions considérables de leurs domaines avec la même générosité qu'ils en cédaient aux communes.

De là, ces chartes nombreuses faisant, par motifs de piété ou d'expiations, longuement développées, et sous l'invocation de Dieu, ces donations aux monastères, aux abbayes qui s'établissaient le plus souvent à proximité ou dans l'intérieur des forêts, dans les lieux les plus solitaires, les plus éloignés des bruits du monde, retraites propres au mysticisme et au spiritualisme chrétien de ces temps, et dont les habitants se complaisaient dans l'admiration des grandes œuvres de la nature et dans la glorification de celui qui les avait créées.

Le choix de ces positions résultait aussi d'une préférence particulière et presque générale à cette époque pour le séjour des champs et des bois. On sait, en effet, que ce n'est point dans les villes, comme les nobles gaulois ou les nobles gallo-romains, mais au milieu de leurs fiefs, que les seigneurs du moyen âge, héritiers du goût des anciens Germains pour la vie libre des champs, avaient établi leurs châteaux féodaux au milieu des peuples qu'ils dominaient, mais qui gagnaient à ce rapprochement de ne plus être aussi étrangers à leurs maîtres qu'ils l'étaient autrefois, quand, sous la domination romaine, ceux-ci laissaient presque exclusivement l'agriculture aux mains des esclaves (1).

C'est d'ailleurs le lieu de rappeler que les premiers habitants des abbayes qui s'établirent sur le sol de la Gaule, défrichèrent beaucoup de forêts dans l'intérêt de l'agriculture dont les travaux leur étaient imposés par les règles de leur institution, mais qu'ils eurent soin de conserver les forêts nécessaires à leurs besoins et à ceux des populations, et que d'ailleurs les forêts concédées aux abbayes par les seigneurs des XI^e et XII^e siècles, époques principales des concessions aux communes, ne subirent que très-peu de défrichements.

D'après ce qui précède, la propriété forestière se divisait à

(1) Michelet, *Histoire de France*.

une certaine époque en forêts du domaine royal, forêts seigneuriales, forêts ecclésiastiques, forêts communales, et ce fut plus tard que, par suite d'acquisitions faites en vertu des nouvelles lois civiles ou d'alliances entre nobles et roturiers, certaines forêts commencèrent dans les premières années du xiv^e siècle à devenir la propriété de la classe qui, par la suite, forma le Tiers-État (1).

Quels ont été les modes de jouissance de ces divers genres de propriété ?

FORÊTS COMMUNALES.

Avec l'importance, toujours de plus en plus grande, que la civilisation et l'accroissement de la population donnaient à la propriété en général et à la propriété forestière en particulier, le traitement, l'exploitation, la surveillance des forêts communales ne tardèrent pas à être soumis à des règlements que les chefs des communautés faisaient respecter et auxquels le temps et les circonstances apportèrent successivement diverses modifications.

D'après quel principe, dans quelle proportion, le partage des produits de ces forêts se faisait-il entre les habitants des communautés propriétaires ?

Le droit de ces communautés était évidemment plus complet que ceux des communautés simplement usagères.

Il y aurait d'ailleurs tout un travail spécial à faire sur les diverses coutumes de jouissance dans les forêts communales.

Je me bornerai à dire qu'en ce moment même, ces coutumes varient beaucoup de commune à commune, sans qu'on connaisse la cause de ces différences ; mais que généralement, dès que les forêts commencèrent à être exploitées non plus par jardinage (2) sans ordre ni fixité, mais en coupes réglées

(1) *Histoire de France* du président Hénault.

(2) L'exploitation jardinatoire, ou par jardinage, consiste à couper çà et là les arbres, soit les plus mûrs ou les plus dépérissants, soit les plus gênants pour la croissance des arbres voisins.

d'après leur contenance, ou par nombre d'arbres ou par volume basé sur leur production matérielle annuelle, les produits de ces coupes furent partagés en nature entre les habitants soit pour leur chauffage ou affouage (*ad focum*), soit pour les constructions de leurs maisons à l'exclusion des étrangers, tant qu'un domicile d'une certaine durée dans le bourg ou dans la cité n'avait pas donné à ceux-ci les mêmes droits qu'aux descendants des anciens habitants.

J'ajoute que, tout en respectant les anciens modes de jouissance des produits forestiers, les gouvernements modernes qui ont tenu à exercer leur action centralisatrice dans les affaires communales, ont admis en principe que les bois de chauffage devaient se partager par quotités égales, c'est-à-dire par feu, autrement dit par chef de famille ou de maison ayant un domicile réel et fixe dans la commune ; il y a même lieu de se féliciter que, sans avoir égard aux hasards de la naissance, comme à ceux de la fortune qui tour à tour abaissent ou relèvent les conditions des membres de la famille communale, ces gouvernements aient, conséquemment aux principes de nos institutions démocratiques, adopté celui de l'égalité, de l'égale participation de tous à l'affouage, principe qui, on doit bien le penser, n'avait pas manqué d'être adopté par la Convention dans sa loi du 13 janvier 1794, laquelle avait prescrit le partage par tête, qu'elle considérait, peut-être à tort, comme ayant l'avantage d'une répartition plus équitable que toute autre.

Quant aux bois de construction, appelés, dans la langue du moyen âge, bois de marnage, la loi actuelle, tout en attribuant la jouissance des arbres non plus aux individus, mais au corps moral de la communauté, avec réserve cependant, en faveur de ces individus, d'un droit de préemption à prix d'argent et à dire d'expert pour constructions ou réparations de maison, a également respecté les anciennes coutumes relatives au partage des bois de futaie et laissé, quand tel était l'usage, assu-

rément très-équitable, la faculté d'opérer ce partage gratuitement et par quotités égales.

Malheureusement, il est quelques communes où un ancien usage s'est maintenu, de n'accorder des bois de construction qu'aux propriétaires des maisons et d'en priver les locataires.

C'est à mon avis une dérogation flagrante aux premiers et véritables principes de la communauté, d'après lesquels pauvres et riches, prolétaires comme propriétaires, devraient, à notre époque démocratique, participer également aux produits de la forêt : il semble injuste que la richesse des uns soit favorisée et augmentée par la jouissance des produits communaux, pendant que la pauvreté des autres n'est pas même aidée par une égale participation à ces produits, qui pourrait peut-être, avec le temps, permettre au pauvre de se construire une demeure en rapport avec ses modestes ressources, et faute de laquelle se prolonge indéfiniment sa misérable existence. On pourrait en dire autant de la coutume d'après laquelle le partage du bois de construction se faisant suivant le toisé des maisons, le riche propriétaire a une part considérable aux futaies de la forêt, quand le pauvre n'a rien, ou presque rien.

A certaine époque, il n'y avait à satisfaire qu'aux besoins personnels des membres de chaque communauté ; mais avec la civilisation, le corps moral ou abstrait de ces communautés a contracté des besoins qui ont primé les besoins personnels et auxquels on a subvenu, au détriment de ces derniers, avec la vente des produits forestiers. C'est même sous cette influence que des modifications considérables ont été apportées dans le traitement et la jouissance des forêts communales. Une certaine partie de ces forêts fut réservée pour les besoins généraux de la communauté, et la jouissance individuelle ne pouvait plus s'exercer le plus souvent que sur les portions non réservées ; un usage général prévalut même dans le xvi^e siècle, de porter cette réserve au quart de la forêt.

Depuis très-longtemps sans doute, certaines forêts feuillues étaient exploitées en taillis, car les Romains désignaient sous le nom de *sylvæ caeduae*, les forêts qui étaient soumises à ce genre d'exploitation et de reproduction ; mais c'est une ordonnance de 1573 qui paraît avoir prescrit pour la première fois aux communautés religieuses et gens de main-morte, dont les forêts étaient surveillées et en partie régies par les officiers royaux, de réserver le quart de ces forêts pour croître en futaie, et plus tard l'ordonnance de 1669 soumit les communautés laïques aux mêmes prescriptions.

Pendant longtemps, c'est par la vente de ces quarts de réserve qu'on satisfaisait aux besoins des corps moraux, c'est-à-dire qu'on construisait les édifices communaux, les églises, etc. ; mais depuis un certain nombre d'années, ces besoins ont pris une telle extension que ce n'est plus seulement avec la vente des produits du quart, mais avec celle des coupes du restant de la forêt, qu'on cherche à y subvenir.

Sans doute, employés à la construction d'une mairie, d'une école, d'une église nouvelle, d'une fontaine, etc..., les produits de ces ventes sont utilisés au profit de tous les membres de la communauté ; mais le malheureux n'a pas à cet emploi des produits forestiers, l'intérêt qu'il avait au partage du bois en nature qui l'approvisionnait gratuitement de l'un des objets les plus nécessaires à sa subsistance et à celle de sa famille.

Le malheureux tient peu à la fontaine de marbre ou de bronze qui décore la place de son bourg, car il aurait autant aimé continuer à puiser son eau à la fontaine plus simple dont ses pères s'étaient contentés ; il tient peu au trop grand luxe des constructions municipales, et en supposant même qu'il retire un avantage réel de ces établissements, cet avantage est loin de compenser sa privation d'affouage, car ce qu'il lui faut avant tout, c'est le bois dont il jouissait autrefois ou dont jouissaient ses pères, qui lui manque maintenant, et qu'il eût été si facile de lui laisser, en imposant une plus forte contribution à ceux qui la peuvent supporter et

qu'intéressent d'ailleurs plus directement les créations municipales.

Aussi ne faut-il s'étonner ni de l'indifférence du malheureux pour la forêt qui lui appartient au même titre qu'à tout autre habitant, mais dont il ne retire plus les avantages personnels qu'en retiraient ses pères, ni même que, dans un jour de colère, il cherche à se venger de son éviction du domaine communal.

Dans une contrée qui a conservé ses antiques coutumes, dans les vallées boisées d'un pays voisin du nôtre, il existe des forêts communales où les besoins personnels passent avant ceux du corps moral, où les membres de chaque communauté, propriétaires de forêts, s'approvisionnent en bois de feu et où, quand des coupes sont mises en vente, une partie des produits, véritable portion du pauvre, est consacrée à payer le médecin, le pharmacien, le maréchal, le forgeron, etc., et autres dont il ne peut solder de sa bourse et l'industrie et le travail.

On ne peut que faire l'éloge des communautés qui ont conservé ces usages, et il est regrettable que, dans notre pays, le malheureux n'ait pas la même part à la jouissance des forêts communales ; que celles-ci aient été détournées de leur destination primitive, celle de procurer du bois aux habitants du bourg ou de la cité, et que par la vente des produits forestiers le pauvre soit en quelque sorte dépossédé de la propriété commune.

Mais que dire des tendances des communes à aliéner leurs forêts, à céder à autrui, à échanger contre un capital mobile et précaire, des propriétés que les ancêtres avaient eu tant de peine à constituer, à défendre contre la spoliation, à réintégrer dans le domaine de la famille communale ? Que dire de leur tendance à défricher des forêts qui avaient satisfait depuis si longtemps aux besoins des habitants et dont les produits annuels leur avaient été si précieux dans les rudes épreuves des siècles ?

Si encore une partie du capital ainsi obtenu était employée à procurer au pauvre le bois dont il s'approvisionnait dans la forêt, à satisfaire à d'autres besoins non moins impérieux, on comprendrait, jusqu'à un certain point, une pareille transformation, malgré ses périls pour la sûreté de la fortune communale ; mais il n'en est pas ainsi, car l'argent reçoit presque toujours un emploi sans rapport avec l'ancienne et naturelle destination des ressources de la forêt, et le pauvre se trouve, contrairement aux intentions des premiers fondateurs de la propriété communale, dépouillé d'un bien que l'argent placé dans la caisse municipale est bien loin de remplacer pour lui.

Pour excuser l'opération désastreuse par laquelle les communes sacrifient aux besoins souvent factices de la génération présente, les intérêts non moins respectables des générations futures, on se prévaut dans certaines contrées des ressources du combustible minéral qui jette momentanément quelque dépréciation sur les bois ; mais quelle que doive être la durée de l'exploitation des bassins carbonifères, cette durée, avec l'accroissement incessant de l'emploi de la houille, sera assurément très-limitée eu égard à celle des temps, et sera toujours moindre que celle de l'existence des communes. Celles-ci commettent donc une grave imprudence en détruisant des propriétés dont la production se serait perpétuée indéfiniment par les seules forces de la nature convenablement dirigées et qu'elles auraient dû précieusement conserver dans la sage prévision, soit des fâcheuses révolutions économiques que ne peut manquer d'amener l'inévitable épuisement des bassins houillers, soit des perturbations et notamment du refroidissement que doivent subir nos climats par suite des événements géologiques ou cosmogoniques auxquels, d'après les récents travaux de savants éminents, notre globe ne reste toujours que trop exposé.

Il se peut que ces prévisions paraissent prématurées et peu de nature à tirer l'homme de son indifférence pour ce qui ne

le touche pas directement et de l'oubli de sa descendance ; mais je n'en considère pas moins l'aliénation et les défrichements dont je parle, comme un crime de lèse-famille communale.

C'est d'ailleurs ce fatal entraînement des communes à sacrifier l'avenir aux convoitises de toute génération arrivant en tour de jouissance des legs forestiers du passé, et ne pouvant être considérées que comme de simples usufruitières, qui explique la nécessité qu'ont très-bien comprise tous les gouvernements, de soustraire la propriété forestière à la gestion communale et de la confier à une autre gestion plus indépendante de ces entraînements.

Les droits à la jouissance des forêts des communes avaient été concédés par les seigneurs à celles-ci *ut universi*, sans distinction des personnes, et c'est même ce qui explique pourquoi, par une interprétation abusive de leurs titres, certaines communautés sont trop portées à priver les habitants de cette jouissance et à s'en attribuer, comme corps moral, trop exclusivement le bénéfice.

FORÊTS GREVÉES DE DROITS D'USAGE AU PROFIT DES COMMUNAUTÉS D'HABITANTS.

Par les droits d'usage, au contraire, les seigneurs avaient accordé la jouissance de tout ou partie de forêts dont ils gardaient la propriété non pas aux communes *ut universi*, c'est-à-dire collectivement, mais aux habitants *ut singuli*, des maisons existantes, et c'est en cela que consiste l'importante distinction à faire entre la propriété communale appartenant à l'ensemble des habitants de la communauté et les droits d'usage, soit accordés par ces titres à des personnes nominativement désignées, soit affectés à l'entretien des maisons qui étaient debout à l'époque de la concession, et attribués par conséquent aux propriétaires successifs de ces maisons sans désignation d'individus.

Des usages qui permettaient ainsi aux habitants des communes, par le droit d'affouage, de se chauffer ; par le droit de marnage, de réparer leurs maisons ; par les droits de pacage et de panage, de nourrir leurs animaux, étaient assurément du plus haut intérêt pour ceux auxquels ils étaient accordés, à une époque où, comme nous l'avons dit, à défaut des produits similaires d'aujourd'hui, le rôle du bois était très-considérable dans l'économie publique.

L'exercice des droits d'usage en bois qui excédaient quelquefois la possibilité des forêts en matière et en argent et celui des droits de pâturage furent pour ces propriétés une cause, non-seulement de diminution de revenus, mais de souffrances trop réelles.

Les donateurs ne paraissent cependant pas s'en être beaucoup émus et préoccupés ; ils semblent, au contraire, avoir compté sur les forces de la nature pour la réparation du mal que, dans une certaine mesure, les populations pouvaient faire aux forêts par l'exercice de leurs droits.

C'est ce qui explique sans doute pourquoi, en dehors des droits résultant de titres positifs, quantité de tolérances tacites dont on retrouve la mention dans certains édits royaux paraissent avoir été accordées au moyen âge avec non moins de libéralité que les concessions écrites.

Du reste, des divers droits ou tolérances dont jouissaient les populations, celui de l'enlèvement des bois morts n'avait rien de préjudiciable aux forêts ; celui du mort-bois quand, depuis certaine époque, il se bornait à l'extraction des bois inférieurs et parasites, était plutôt utile que nuisible à la croissance des essences précieuses ; surtout lorsqu'ils leur servaient d'auxiliaires : celui de chauffage et de construction ne devait s'exercer, d'après l'ordonnance de 1669, qu'en proportion des ressources des forêts et, après tout, les premiers donateurs s'étaient résignés généreusement à l'amoindrissement de leur fortune forestière.

Quant aux droits de pâturage, c'étaient, lorsqu'ils étaient

mal réglementés, ceux qui nuisaient le plus aux forêts, car la dent du bétail peut ruiner pour longtemps un bois livré trop jeune au parcours, mais si le pâturage désordonné est ruineux pour les forêts, on ne peut disconvenir que la suppression absolue en est bien dure pour les populations et que l'exercice du pâturage, dans certaines conditions d'âge des bois et de surveillance, peut se concilier avec les intérêts forestiers.

Depuis longtemps, dans certaines contrées, on préconise pour le bétail la stabulation permanente et la suppression de la grasse et de la vaine pâture. On a été même jusqu'à priver les ruminants, les herbivores, de leur nourriture naturelle, et à leur ingurgiter le résidu de la manipulation de certaines plantes industrielles.

Sans doute, avec cette stabulation et avec cette nourriture, le bétail s'engraisse promptement, mais quelle chair, comparativement à celle des animaux vivant à l'air et au soleil, nourris dans les herbages des jeunes coupes défensables des forêts ou élevés dans les pâturages de certaines contrées ! Celle-ci saine, savoureuse et agréable, l'autre surchargée de graisse et d'un goût répugnant, surtout quand les animaux ont été nourris, comme dans le nord de la France, avec l'infect résidu de la fabrication du sucre, la pulpe fermentée de la betterave.

Enfin, l'énorme quantité d'engrais dont les nombreux animaux admis autrefois au parcours enrichissaient le sol forestier, compensait, en augmentant la puissance de la végétation, les inconvénients du pâturage.

RÉDUCTIONS SUCCESSIVES DES JOUISSANCES FORESTIÈRES.

Quoi qu'il en soit, se prévalant, bien postérieurement aux concessions faites par les seigneurs, des dommages que les forêts éprouvaient de tous ces usages, diverses ordonnances du pouvoir royal, et notamment l'ordonnance de 1669, crurent

devoir restreindre les droits accordés et même en supprimer un grand nombre.

Il est d'ailleurs à remarquer que la sévérité de ces restrictions a presque toujours augmenté avec l'affermissement de l'autorité royale ou du pouvoir central quel qu'il ait été dans le cours des temps, et qu'avec cet affermissement a coïncidé la diminution des jouissances individuelles de plus en plus primées par les droits et les intérêts du corps moral ou abstrait de l'Etat, autrement puissant et absolu que celui des simples communes.

Dans une forêt de 5,000 hectares, ancienne propriété des comtes d'Alençon, réunie à la couronne de France en 1607, par suite du mariage de Françoise d'Alençon avec un prince de la maison de Bourbon, un jugement des grands maîtres procédant à une réformation en 1667, régla les droits d'usage qui s'y exerçaient en vertu d'anciennes concessions faites par les comtes.

Les droits ainsi réglementés et arrêtés au profit de deux abbayes, d'un prieuré, d'une réunion de prêtres séculiers, de six particuliers et de vingt paroisses environnant la forêt, consistaient en 150 cordes de bois de feu équivalentes à six cents stères actuels, en bois à bâtir pour une des abbayes, et pour la réunion des prêtres séculiers, en droits au mort-bois et au bois mort, au bois cassé, brisé et tombé, en droits de pâturage et de panage pour au mois 1,900 brebis, 1,000 chevaux, 3,000 porcs, 1,000 bêtes à cornes, en totalité plus de 6,900 têtes d'animaux.

Or, si, indépendamment de ce qui précède, on remarque avec le célèbre commentateur Pecquet, grand maître des eaux et forêts de Normandie en 1753, qu'avant l'ordonnance de 1669, « presque toutes les forêts du Roi étaient inondées de droits de pâturage gratuits, qu'il n'y avait personne, un peu voisin des forêts, qui n'y fût usager, qu'en parlant du droit de pâturage il dit aussi : C'est une grâce des Rois, une aisance qu'ils ont bien voulu accorder à leurs sujets, » on com-

prend quelle était autrefois l'importance des forêts pour l'approvisionnement des populations d'alentour et pour la nourriture de leurs animaux domestiques; mais toutes ces ressources manquent depuis longtemps à ces populations, car dans la forêt dont je parle, comme dans beaucoup d'autres, provenant de l'ancien domaine royal et du domaine ecclésiastique, il n'y a plus trace d'anciens droits d'usage qui, comme ceux dont précède la longue énumération, ont été supprimés par l'ordonnance de 1669 (1), et l'Etat, propriétaire actuel de ces forêts, jouit de leurs revenus à l'exclusion de toute espèce de tolérance.

J'ajouterai que, depuis longtemps, de très-importantes jouissances avaient été considérablement réduites; qu'ainsi, dès le *xiv^e* siècle, les morts-bois que les populations pouvaient s'appropriier et qui, comme je l'ai dit, comprenaient tous les bois feuillus autres que le chêne, le hêtre et les fruitiers, ne comprenaient plus, d'après la charte normande de 1315, d'après diverses ordonnances des rois du *xiv^e* siècle et plus tard, d'après l'ordonnance de 1669 autorisant les possesseurs seulement des bois sujets à tiers et danger à s'approprier ces morts-bois, ne comprenaient plus, dis-je, que les saules, les marsaults, les épines, les sureaux, les genêts, les genièvres et les ronces, c'est-à-dire les plantes les plus infimes des forêts.

D'un autre côté, l'ordonnance de 1669 supprimait d'une manière générale les droits de chauffage, à l'exception seulement de ceux donnés et accordés aux églises, abbayes. etc., et abolissait les droits de bois à bâtir et à réparer, ne connaissant comme valides et remboursables en argent que les droits en bois de chauffage et de construction qui étaient possédés antérieurement à 1560. Elle prohibait tout don et toute attribution de chauffage à l'avenir; elle abrogeait en outre les permissions de feu, de morts-bois, etc., se bornait

(1) Titre XX de ladite ordonnance.

à maintenir en fait de droits et coutumes les droits de pâturage, en les réduisant néanmoins aux fiefs et maisons usagères, d'après les états arrêtés au conseil royal, ainsi que l'enlèvement des bois mort et gisant sur le sol.

Quant à la loi forestière actuelle, plus sévère que l'ordonnance de 1669, non-seulement elle supprime jusqu'à l'usage du bois mort ; non-seulement elle s'oppose à toute espèce de concession de droit d'usage, à l'avenir, dans les forêts de l'État ; mais elle ne tend à rien moins qu'à l'abolition complète des droits de pâturage et de droits de chauffage qui ont été maintenus par l'ordonnance de 1669, ainsi que des bois de construction en autorisant le rachat des droits de parcours à prix d'argent et le remplacement des autres droits par des cantonnements au moyen desquels on a la prétention de substituer équitablement à une jouissance s'exerçant sur toute l'étendue d'une forêt la pleine propriété d'une portion de cette forêt supposée équivalente en argent au capital des droits en bois ; mais il est certain qu'une pareille équivalence n'est qu'une fiction légale et que les usagers n'accepteront jamais qu'avec répugnance et à corps défendant de pareils cantonnements dans lesquels à une propriété dont toute l'étendue était grevée de droits réels et individuels, on substitue une propriété n'appartenant plus aux individus composant la famille communale, mais à un être abstrait, au corps moral de la communauté dont font partie intégrante les anciens usagers, substitution contre laquelle ces usagers ont raison de protester.

En effet, les individus en faveur desquels les forêts ont été concédées à titre communal ou à titre d'usage ne sont venus dans le principe, et souvent bien avant l'institution des seigneuries, s'établir à proximité de ces forêts que parce qu'ils pouvaient en jouir en toute liberté ou dans une certaine mesure. J'ajoute que c'est à défaut de tout autre genre de propriété, impossible ou très-difficile dans les pays de montagne, qu'ils jouissaient dans les forêts de droits individuels que les

seigneurs ont consacrés et dont il n'est par conséquent pas juste de les déposséder.

Je ne peux même assez m'étonner qu'on veuille ainsi détruire de pareils droits par la seule raison que c'est un reste de la féodalité, comme s'il était juste d'anéantir ce qu'un régime, quel qu'il soit, pouvait avoir de libéral envers les peuples.

Aux anciennes libéralités des seigneurs, a succédé un régime de moins en moins libéral.

La France avait autrefois plusieurs chefs, plusieurs princes, au lieu d'en avoir un seul, mais chaque individu n'avait qu'un maître, seigneur du lieu où il vivait : d'ailleurs, les anciens droits d'usages forestiers, les nombreuses tolérances rurales telles que la vaine pâture dont témoignent les vieilles coutumes, démontrent que, si ce n'est la chasse dont les nobles s'étaient réservé le privilège, la propriété royale, comme celle des seigneurs et celle des particuliers, était autrement accessible à ceux qui ne possédaient rien, que l'est en ce moment la propriété sous la garde de nos lois.

Or, n'est-il pas remarquable que ce soit après le moyen âge que les droits d'usage ont été toujours de plus en plus restreints, et que de restriction en restriction, par suite de l'affaiblissement de l'esprit de charité, les peuples ont été déposés des jouissances qu'en vertu d'une coutume primordiale ils exerçaient du temps des conquérants dans les forêts regardées alors comme ayant été créées pour une jouissance presque commune ; et n'est-il pas regrettable qu'au lieu des anciennes jouissances, les peuples n'exercent plus aujourd'hui le moindre droit dans ces forêts ?

Quelles ressources de moins pour les peuples, depuis que la propriété a pris une si grande intensité, qu'on ne parle de rien moins que de supprimer la vaine pâture si générale autrefois !

Qui sait même si on ne finira pas par supprimer entièrement le glanage du bois mort dans les forêts ?

On cherche à justifier cette intensité de la propriété actuelle par la cherté croissante de la terre, par les nécessités de l'amélioration de l'agriculture. Il se peut que ces raisons expliquent l'intensité dont je parle, quoique la terre dût valoir relativement plus qu'aujourd'hui à une époque où il n'était guère d'autres valeurs que celles de la terre et où les placements d'argent trouvaient si peu de concurrence, autre part qu'en bien-fonds.

L'intensité de la propriété forestière s'explique aussi par la diminution des forêts, qui, si elle continue, aura ce triste résultat que le bois acquérant une valeur excessive, toute forêt sera gardée comme le trésor de l'avare, comme devait être gardée la table de celui qui en refusait les miettes à Lazare, tandis qu'autrefois, quand le bois était moins rare, le pauvre participait dans une juste mesure à la jouissance des forêts, où il allait faire sa modeste provision sans en être empêché par la police des maîtrises.

Sans doute, la diminution du sol forestier a été une des causes de cet amoindrissement des jouissances forestières ; mais c'est précisément par cette raison que la société aurait dû écouter les conseils des Réaumur, des Buffon et de tant d'autres naturalistes, économistes ou forestiers éminents qui, à diverses époques, ont cherché à faire prédominer dans la question forestière l'intérêt public sur l'intérêt privé. C'est par cette raison que la société aurait dû s'opposer à un déboisement qui a eu pour résultat de priver les peuples d'une chose de première nécessité, et qu'elle devrait surtout conserver précieusement les forêts actuellement existantes des produits desquelles tant de circonstances, et notamment l'accroissement de la population, ne peuvent qu'augmenter la valeur d'une manière inquiétante pour l'avenir.

On a dit souvent que les besoins de l'agriculture et de la civilisation avaient nécessité à une certaine époque de grands défrichements.

Je n'en disconviens pas, mais comme il doit toujours y avoir

une juste proportion entre les forêts et les autres propriétés des contrées dans lesquelles ces forêts ont à remplir divers rôles essentiels, notamment celui d'en régulariser le climat et de défendre les biens de la terre contre la grêle, contre la violence des vents, et contre le refroidissement qu'ils occasionnent aux hommes et aux plantes, surtout de prévenir les températures extrêmes, ce serait compromettre l'agriculture et par conséquent la civilisation que d'arriver par des déboisements excessifs à la trop grande dénudation du territoire.

L'heureuse conciliation qui, sous les anciennes coutumes féodales, et grâce à l'influence de la charité chrétienne, existait au point de vue forestier entre les intérêts des possesseurs du sol et ceux des individus ne possédant rien, avait pour ceux-ci un immense intérêt, et nous nous demandons si, abstraction faite de toute considération politique, et en n'envisageant les choses qu'à un point de vue purement social, les populations riveraines des forêts ne devaient pas être plus attachées à un genre de propriété qui leur procurait tant de moyens d'existence que les populations actuelles qui ne peuvent y ramasser le moindre débris sans encourir les rigueurs de la loi, gardienne sévère de la propriété forestière.

Je me demande même si l'intensité extrême de la propriété en général, qui résulte de la conservation du droit de cette propriété dans le Code civil, n'est pas une des causes des convoitises communistes que surexcitent tant d'esprits à notre époque de commotion sociale.

SURVEILLANCE ET RÉGLEMENTATION DE LA PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE.

Il est à remarquer d'ailleurs que, dès que l'autorité se fut concentrée dans les mains de la royauté, les forêts de diverses catégories, celles des communautés civiles et ecclésiastiques, furent, comme celles du domaine de la Couronne, soumises à

des règlements uniformes de surveillance et même d'exploitation, que le pouvoir royal se réserva de faire exécuter par ses propres officiers.

Il faudrait remonter à des époques très-reculées pour retrouver la liberté la plus absolue dans la jouissance des forêts, car il est dans la nature des choses que, quand la propriété forestière commença à se constituer, le propriétaire dut employer le moyen de la défendre contre les usurpations de tous genres.

Quant aux Romains, ils avaient, sous le nom de *sylvarum custodes* et de *saltuarii*, des préposés à la garde des forêts, et César même qui, avant d'arriver au pouvoir suprême, avait successivement occupé toutes les charges de la République romaine, eut la surveillance des forêts et des chemins, qu'au dire de l'historien Suétone le Sénat lui avait confiée pour l'éloigner aussi longtemps que possible des hautes fonctions politiques auxquelles il aspirait.

Il est donc à croire que, quand César eut conquis la Gaule, les Romains ne furent pas sans s'y occuper de la propriété forestière, et sans la soumettre, dans une certaine mesure, au régime de leurs institutions municipales dont l'esprit s'est conservé pendant si longtemps dans le midi de la France.

Il serait difficile de suivre à travers le moyen âge les diverses phases de la propriété forestière, d'indiquer toutes les mesures, les transformations auxquelles elle a été soumise depuis les lois fondamentales des conquérants jusqu'au moment où les rois eurent concentré entre leurs mains l'autorité féodale.

A partir de ce moment, de nombreux édits et de nombreuses ordonnances témoignent de l'extrême sollicitude que les forêts inspirent aux rois, et du soin avec lequel ils cherchent à réglementer un genre de propriété qui était alors la principale richesse, non-seulement du domaine royal, mais aussi de nombreuses communautés civiles et religieuses, propriété précieuse non-seulement par ses ressources en bois, par les

produits de leurs ventes, mais aussi par d'importantes ressources alimentaires en gibier, réduites par beaucoup de causes à très-peu de chose aujourd'hui.

Quiconque consulterait le recueil des règlements intervenus sur les forêts, serait étonné de leur nombre et de la rigueur des considérants qui en motivent la teneur.

A partir d'une ordonnance de Philippe-Auguste, datée du 24 novembre 1219, sur les eaux et forêts, les édits sur la même matière se succèdent sous les règnes suivants et à de rares intervalles ; mais les plus saillants sont ceux de Charles V, une ordonnance de François I^{er} en date du mois de mars 1515, qui, tout en réglementant la chasse, apporte d'importantes réformes dans la gestion des maîtrises forestières, ainsi que dans la culture et l'exploitation des forêts, et après plusieurs autres ordonnances du même roi, une ordonnance de Henri IV du mois de mai 1597, portant règlement général sur la matière des eaux et forêts.

Nous devons aussi citer l'ordonnance du roi Charles IX datée de Moulins de février 1566, laquelle devient une des bases les plus solides du droit domanial, en proclamant de la manière la plus solennelle le principe de l'inaliénabilité et de l'imprescriptibilité des forêts de la Couronne, principe qui avait déjà été proclamé par plusieurs de ses prédécesseurs, mais qui n'avait pas reçu une consécration aussi formelle. Aussi, quels que fussent les épreuves et les besoins de la royauté et du pays, jamais il n'était subvenu à ces besoins par l'aliénation des forêts. Il est vrai qu'à certaines époques les rois ont engagé les forêts, c'est-à-dire en ont cédé la jouissance moyennant redevance ; mais cet engagement n'était jamais que momentané, et quelle que fût la possession des forêts par les engagistes, ceux-ci ne pouvaient en acquérir la propriété par prescription, car les forêts étaient imprescriptibles et elles faisaient retour à l'Etat, moyennant remboursement, à l'engagiste, du prix convenu. De même, lorsque, sous la troisième race, les fils des rois de France cessèrent de se par-

tager la Couronne et que les aînés en montant sur le trône firent à leurs frères l'abandon du domaine royal, le plus souvent de forêts constituant ce qu'on appelait des apanages, ces princes puînés n'eurent que l'usufruit de ces apanages qui faisaient retour à l'Etat quand ceux qui en avaient joui mouraient sans enfants mâles.

ORDONNANCE DE 1669.

Mais il est une ordonnance qui domine toutes les autres par le génie administratif qui l'a inspirée, qui a résumé et concentré les dispositions des ordonnances antérieures et qui a organisé l'administration de toutes les forêts du royaume.

C'est la célèbre ordonnance de Louis XIV, préparée par Colbert et donnée à Saint-Germain-en-Laye, au mois d'août 1669.

Cette ordonnance a été le code des eaux et forêts pendant plus d'un siècle et demi et a eu une si grande influence, non-seulement sur la propriété forestière, mais aussi sur le régime des eaux, que nous en ferons connaître les dispositions spéciales.

Elle établissait la juridiction civile et criminelle à laquelle étaient soumises les eaux et forêts et déterminait en outre toutes les matières appartenant à cette juridiction.

Après avoir déterminé d'une manière générale les attributions des officiers des maîtrises, elle instituait d'abord les grands maîtres et indiquait la nature de leurs importantes fonctions.

Elle instituait ensuite les maîtrises particulières et faisait connaître la nature des fonctions du lieutenant, du procureur du roi, du garde-marteau, du greffier et le rôle de ces divers officiers au tribunal du siège des maîtrises.

Après l'institution des officiers, elle passait à celle des gruiers, huissiers, audienciers, sergents et gardes des forêts et des arpenteurs.

Elle réglait les assises ou hauts jours des tribunaux des maîtrises, organisait les tables de marbre de Paris, Rouen et autres grands centres, chargées de juger tous les procès civils et criminels envoyés par les grands maîtres et de connaître de tous les appels des jugements rendus par les officiers des maîtrises, comme des jugements émanés des justices seigneuriales concernant les eaux et forêts ; mais elle réservait pour certains cas l'appellation des grands maîtres devant les parlements.

Elle réglait dans un titre particulier le chapitre des appellations des diverses juridictions.

Passant à la gestion des forêts, elle réglait l'assiette, le balivage, le martelage des coupes, leur vente et leurs récollements, les adjudications de menus marchés des panages des glandées et poissons.

S'occupant de la grave question des droits d'usage, elle réglait celle des droits de pâturage et de panage à exercer dans les cantons défensables, celle des droits de chauffage et de bois de construction, supprimant et révoquant ces derniers, comme nous avons déjà eu occasion de le dire pour démontrer l'esprit de sévérité qui l'a inspirée à l'égard de tout ce qui tenait aux concessions et aux tolérances anciennes.

Elle réglementait la question des bois à bâtir pour les maisons royales et les bâtiments de mer à prendre dans les forêts du domaine de la Couronne, et même moyennant paiement de leur valeur dans les forêts de toute autre catégorie.

Elle réglait la jouissance des forêts tenues à titre de douaire, d'engagement et d'usufruit, des bois en gruerie, grairié, tiers et danger, c'est-à-dire des bois qui, en vertu d'anciens titres, étaient soumis à des redevances au profit des rois ou d'anciens seigneurs ; elle réglait aussi la jouissance des bois appartenant aux ecclésiastiques et gens de main-morte, tels que collèges, hôpitaux, maladreries, ordre de Saint-Jean de Jérusalem ; celles des bois, prés, marais, landes, pâtis, pêcheries

et autres biens appartenant aux communautés et habitants des paroisses, et enfin des bois appartenant aux particuliers.

Abordant un autre ordre d'idées, l'ordonnance régleme la police et la conservation des forêts, eaux et rivières; elle réitère la très-importante prohibition faite par l'ordonnance de Moulins, en 1566, de faire aucune aliénation à l'avenir; elle établit la pénalité correspondante à chaque délit et abroge encore très-sévèrement toutes permissions et toutes délivrances de menus produits.

Elle traite enfin des routes et chemins royaux traversant les forêts et des marchepieds des rivières, des droits de péage et autres, puis de la chasse, de la pêche, et se termine par le titre des peines, amendes, restitutions, dommages-intérêts et confiscations.

Cette dernière ordonnance, qui supprimait presque tous les usages, toutes les tolérances, des habitudes chères aux populations, qui gênait en outre l'action des seigneurs en substituant l'autorité royale à la leur en beaucoup de choses, souleva le mécontentement du peuple et l'opposition des seigneurs. Aussi les officiers des maîtrises eurent-ils beaucoup de peine à en faire respecter les dispositions. Elle devint cependant la règle fondamentale de nombreux arrêtés pris à la suite de visites faites dans tout le royaume par les grands maîtres départis pour la réformation des eaux et forêts, et qui achevèrent l'œuvre de Colbert en instituant d'une manière définitive le nouveau régime auquel la France resta soumise jusqu'à la Révolution de 1789.

MODIFICATIONS APPORTÉES AU RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE PAR LA RÉVOLUTION DE 1789.

Par suite de cette Révolution, le principe résumé par Louis XIV dans les mots *l'Etat c'est moi*, n'a plus de cours; l'Etat et la nation cessent d'être personnifiés dans la royauté, le domaine de la Couronne devient domaine de l'Etat et les

forêts royales prennent le nom de forêts domaniales, mais nous verrons tout à l'heure que celles-ci ne gagnèrent pas à cet échange de position.

A l'époque dont je parle, de très-grandes modifications ont lieu dans la propriété forestière; c'est ainsi qu'une loi du 29 septembre 1791 supprime les fonctions des officiers des maîtrises et des préposés à la surveillance des forêts, ainsi que la juridiction des maîtrises et des tables de marbre, et remplace l'ancienne administration par une nouvelle à laquelle est confiée la poursuite des délits que doivent juger désormais les tribunaux ordinaires.

Elle soumet d'ailleurs au régime de cette nouvelle administration les bois et forêts du domaine national dans lequel sont compris, non-seulement les propriétés dépendant, à quelque titre que ce soit, du domaine de la Couronne, mais encore les bois et forêts qui étaient précédemment possédés par les corps et communautés ecclésiastiques.

Elle soumet au même régime les bois appartenant aux communautés d'habitants et aux établissements publics, mais elle en distrait les bois des particuliers, libres désormais de les administrer et d'en disposer comme bon leur semblera.

Elle organise la nouvelle administration tout en prescrivant l'application, jusqu'à nouvel ordre, de l'ordonnance de 1669, en tout ce à quoi il n'a pas été dérogé par l'Assemblée nationale.

Parmi les nombreuses lois de cette époque, j'en dois signaler de très-importantes pour l'étude de la propriété forestière; une loi du 15 mars 1790 abolissant le droit de triages, c'est-à-dire le droit qu'avaient les ci-devant seigneurs de se faire délivrer, dans certains cas, le tiers des biens par eux concédés aux communautés d'habitants, puis la loi du 26 mai 1790 qui interprète la loi du 15 mars, en reconnaissant la légitimité de la propriété seigneuriale, et enfin la loi du 28 août-14 septembre 1792, qui rétablit les communes dans les portions de propriétés dont elles avaient été dépouillées par l'effet de la puissance féodale.

Ainsi cette dernière loi révoque la disposition de l'ordonnance de 1669 (1) qui avait autorisé les triages, autrement dit la distraction, au profit des seigneurs, du tiers du fonds des forêts concédées en toute propriété aux communes, et elle permet à celles-ci de rentrer dans la possession de ce tiers, à charge par elles de se pourvoir devant les tribunaux.

Elle décide en outre que les communes qui justifieraient avoir anciennement possédé des biens ou des droits d'usage dont elles auraient été dépouillées, pourront se faire réintégrer dans la possession de ces biens et droits, à moins que les seigneurs ne justifient de leur propriété par un acte d'acquisition (2).

Or, si on considère que certaines communes n'avaient été dépossédées, en vertu du droit féodal consacré par l'ordonnance de 1669, du tiers de leurs propriétés forestières que quand ces propriétés avaient été concédées gratuitement, mais qu'en vertu du même droit les seigneurs n'avaient pu rien distraire, à leur profit, des propriétés communales quand celles-ci avaient été concédées à titre onéreux, on doit conclure qu'en prescrivant aux seigneurs les restitutions dont je parle, l'Assemblée de 1792 reconnaissait elle-même implicitement que, comme je l'ai déjà dit, les concessions forestières avaient été gratuites, du moins en grande partie, et qu'à ses yeux cette restitution était la conséquence forcée d'une reprise injuste, d'un manquement à la foi jurée des premiers donateurs dont les descendants auraient dû respecter la volonté en respectant la propriété librement et gratuitement concédée aux communes.

J'ajoute que si elle ne se fût pas appuyée sur une pareille considération pour ordonner ce qu'elle appelle une réintégration, l'Assemblée de 1792 eût ouvertement violé la propriété seigneuriale et autorisé toutes les attaques contre l'origine e

(1) Article 4 du titre XXV de ladite ordonnance.

(2) Article 8 de la loi du 28 août 1792.

contre le droit de ce genre de propriété, comme elle a violé d'ailleurs la propriété ecclésiastique.

Une des modifications les plus révolutionnaires apportée à l'ancien état de la propriété forestière fut sans contredit l'incorporation au domaine de l'Etat des forêts appartenant au clergé et celles des émigrés, incorporation qui agrandit considérablement le domaine de la nation et en outre la vente, comme bien national, des forêts de ces deux catégories.

Par un revirement d'opinion, par une réaction qu'on ne trouve que trop souvent dans l'histoire de l'esprit humain, aux sentiments de foi et de reconnaissance pour le christianisme qui distinguèrent le moyen âge et qui suggérèrent tant de donations en faveur du clergé, avaient succédé des sentiments philosophiques très-contraires à ce même clergé qui, quoique tenant ses terres de l'amour des peuples, de la libéralité des seigneurs et de la munificence des rois, fut complètement dépouillé des unes et des autres, bien qu'on ne voie pas en quoi les droits à la possession de ses propriétés paraissaient moins légitimes, malgré certains abus qu'il eût été facile de réformer comme ils l'ont été depuis, que ceux de l'Etat, des seigneurs et de tous les autres propriétaires, à la possession de leurs richesses.

C'est ce qui explique pourquoi on compte, dans le domaine actuel de l'Etat, des forêts provenant de deux origines distinctes, origine royale et origine ecclésiastique. Cette dernière se reconnaît même par le nom que la tradition locale conserve de l'abbaye ou du prieuré, ou de l'évêché ou du chapitre, etc., auquel appartenait la forêt dans l'intérieur ou à proximité de laquelle se montrent souvent les ruines faites soit par le temps, soit par l'esprit moderne, d'un monastère qu'avait créé la dévotion du moyen âge.

Quant aux forêts des nobles qui avaient émigré, celles qui n'avaient point été vendues leur furent restituées à leur retour en France.

Une autre modification non moins considérable fut intro-

duite dans le régime de la propriété forestière par la liberté accordée aux particuliers de disposer leurs bois comme bon leur semblerait.

DES DÉFRICHEMENTS DES FORÊTS.

Des ordonnances de François I^{er} de 1518 et de Henri III défendirent tout défrichement des forêts royales ; mais, jusqu'au xviii^e siècle, aucune ordonnance n'avait interdit le défrichement de bois, soit d'ecclésiastiques, soit de communautés, soit de particuliers ; la fameuse ordonnance de 1669 elle-même ne contenait aucune disposition à cet égard, malgré les plaintes de Colbert sur la diminution des bois ; mais il est permis de croire que le droit de visite et d'inspection, laissé par l'ordonnance aux grands maîtres chargés d'en faire respecter les dispositions relativement aux réserves dans les coupes, devait implicitement comprendre le droit d'empêcher tout défrichement, c'est-à-dire toute destruction de forêts. Quoi qu'il en soit, par une cause ou par une autre, les déboisements effectués sur une si grande échelle par les premiers moines de la Gaule et que les rois des premières races favorisaient, notamment Charlemagne tout au moins dans ses propres domaines, ainsi qu'il résulte d'un de ses capitulaires de 802 (1), paraissent avoir pris, à une certaine époque, un très-grand développement, puisque des décrets successifs de 1701, 1703, 1713, 1724, 1729, etc., interdirent à qui que ce fût tout défrichement sans la permission du roi, sous des peines très-sévères ; cette interdiction fut en outre rappelée ou renouvelée par des arrêtés postérieurs.

Usant de l'autorisation qui leur était accordée par la loi de 1791, les particuliers défrichèrent dans des proportions telles qu'il intervint, le 29 avril 1803, une loi prohibant tout défrichement sans l'autorisation du Gouvernement pendant une

(1) « Ut ubi locus fuerit ad stirpandum, stirpare facient iudices. »

époque de vingt-cinq ans, qui devait, par conséquent, durer jusqu'à l'année 1828 et qui, à défaut de toute autre loi suffisamment complète sur la répression des délits forestiers, prescrivait l'application jusqu'à nouvel ordre de l'ordonnance de 1669. D'ailleurs, la nécessité d'une loi forestière en rapport avec le nouvel état de choses et avec la nouvelle jurisprudence se faisait de plus en plus sentir, et sous le règne du roi Charles X intervint en 1827 le code forestier, si impatiemment attendu par des intérêts majeurs et qui eut son complément dans l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août de la même année.

Cette loi avait d'ailleurs, dans l'ordonnance de 1669, un modèle et des précédents tels qu'elle en a été la fidèle reproduction en ce qui concerne principalement les assiettes des coupes, les ventes, la police, et qu'elle ne s'en écarte que par la juridiction, la procédure et la pénalité, réservant d'ailleurs à des lois spéciales le règlement de la chasse et de la pêche.

La même loi forestière maintient encore provisoirement la prohibition de défricher sans autorisation, et il est à remarquer que, d'ajournements en ajournements, ce provisoire fut prolongé jusqu'en 1859, époque à laquelle on a introduit, dans le Code forestier, des peines plus sévères pour certains délits, mais où on a tellement restreint les cas de prohibition de défrichement, qu'on peut considérer cette loi comme accordant la liberté presque absolue de défricher les forêts en plaine, encourant ainsi, pour l'avenir, la grave responsabilité d'un déboisement, des conséquences duquel les législateurs ne se sont pas assez préoccupés.

Ces conséquences sont, en effet, l'inconnu d'un problème du plus haut intérêt pour la société, et nous n'avons jamais compris l'indifférence avec laquelle on s'est toujours dispensé de chercher à le résoudre par la supputation des besoins en combustible, en bois d'œuvre de toutes sortes, de la possibilité des forêts de toutes catégories, du rendement des bassins houillers, et par l'étude consciencieuse de l'influence des bois sur l'atmosphère et sur la santé publique.

Je regrette aussi que les besoins des peuples n'aient pas prévalu pour la conservation des forêts à laquelle ils sont si intéressés; je regrette que la société gaspille avec tant d'imprudence des trésors accumulés par les siècles, qu'elle dépouille la terre de son plus bel ornement et qu'elle ne se précautionne pas davantage contre certaines crises naturelles et les cruelles épreuves qui en résulteraient.

Je sais que, fier de son génie et de ses découvertes, l'homme espère remplacer indéfiniment au besoin le combustible ligneux par d'autres combustibles; qu'il espère, par exemple, trouver d'autres bassins houillers; qu'il espère même davantage pénétrer les secrets d'un fluide merveilleux et l'appliquer en grand au chauffage de nos foyers; mais est-il certain que ses espérances se réaliseront; ou plutôt n'est-il pas permis de craindre le contraire, de demander même à la société de quel droit, dans une incertitude aussi dangereuse, elle compromet l'avenir de ses descendants, en les exposant aux calamités qui, dans l'ordre économique comme dans l'ordre naturel, peuvent résulter du manque de forêts, et n'est-on pas en droit de lui faire les reproches que lui mérite son imprévoyance et son égoïsme?

DES ALIÉNATIONS FORESTIÈRES.

Mais ce qu'il y a de plus grave, c'est que les forêts de l'Etat, celles dont les rois francs et leurs nombreux successeurs lui ont légué la propriété, n'échappent pas davantage à cette fureur de destruction, à ce mépris du passé et des besoins de l'avenir; c'est qu'on ait fait table rase des anciens principes de droit public qui assuraient l'inaliénabilité et l'imprescriptibilité des forêts domaniales.

Après avoir d'abord, par la loi du 25 juillet 1790, excepté les forêts de l'aliénation des biens nationaux qu'avait ordonnée la loi du 9 mai précédent, l'Assemblée nationale, par une autre loi du 23 août de la même année, considérant que la conser-

vation des bois et forêts, c'est ainsi qu'elle s'exprime, est un des objets les plus importants et les plus essentiels aux besoins et à la sûreté du royaume, et que la nation seule, par une administration active et éclairée, peut s'occuper de leur conservation et amélioration, que les grandes masses de bois seraient exceptées d'aliénations de biens nationaux, décida qu'il ne serait vendu que les boqueteaux isolés et de faible étendue.

Une autre loi, du 1^{er} décembre 1790, excepta également de la vente et de l'aliénation des biens nationaux, les grandes masses de forêts nationales, et conserva à ces masses leur ancienne inaliénabilité et imprescriptibilité.

Du reste, malgré la difficulté des circonstances, les bois d'origine nationale furent presque tous respectés par la Révolution et par l'Empire, et il était destiné à d'autres époques de voir démesurément s'amoindrir le sol forestier.

1814 et 1815 furent des années très-menaçantes pour les forêts de l'Etat et le gouvernement d'alors voulut en vendre 300,000 hectares, mais entraînées par les adversaires de cette mesure, les assemblées de cette époque la repoussèrent définitivement.

Une loi du 25 mars 1817 autorisant l'aliénation de 150,000 hectares de forêts domaniales sans aucune limite de contenance, affecta toutes les autres forêts de cet ordre, sans exception, à la caisse d'amortissement, tout en déclarant que la caisse ne pourrait aliéner qu'en vertu d'une loi les bois qui lui étaient ainsi affectés, et cette affectation, par suite de laquelle les forêts furent considérées, à tort ou à raison, comme étant dans le commerce et par conséquent comme susceptibles d'être vendues et de prescrire, consumma la ruine du principe de l'inaliénabilité et de l'imprescriptibilité qui les avait préservées jusqu'en 1817 de toute atteinte sérieuse.

En 1819, le gouvernement ayant proposé l'aliénation de 130,000 autres hectares, cette proposition fut repoussée; mais plus tard, à la suite des événements politiques de 1830, de

1848, 1854, les aliénations ont fait de larges brèches dans le domaine forestier de l'Etat, et depuis lors l'épée de Damoclès est toujours restée suspendue sur elles, quoique l'expérience n'ait que trop prouvé, ce que le moindre raisonnement pourrait aussi démontrer, que l'aliénation des forêts n'a toujours été et ne sera toujours qu'un mauvais expédient financier, une opération enrichissant les acheteurs aux dépens des vendeurs, et quoiqu'il soit beaucoup plus juste de faire supporter par l'impôt à chaque génération, les besoins qu'elle se crée presque toujours par sa propre faute.

Vienne une guerre, une crise sociale; ce sont presque toujours les forêts qui en font les frais par l'aliénation, et à une époque qui, avec la libre pensée, voit éclore toutes les idées bonnes ou mauvaises, raisonnables ou déraisonnables, on a été jusqu'à prétendre que l'Etat ne devait plus posséder de forêts, quand, au contraire, l'Etat seul peut les posséder et les cultiver pour le plus grand avantage des intérêts généraux qui se rattachent, dans le présent et dans l'avenir, à la conservation de ces forêts, intérêts que l'Etat a le devoir de sauvegarder contre l'impéritie et l'imprévoyance, par l'amélioration des propriétés forestières qui sont entre ses mains et auxquelles il serait très-important qu'il en pût ajouter d'autres.

En un mot, aucun principe d'économie publique ne garantit plus le salut des forêts de l'Etat dans les événements de la société moderne, et la destruction de ces forêts, conséquence inévitable de leur aliénation, dépend du caprice d'une seule des nombreuses lois qui s'ajoutent si rapidement les unes aux autres dans notre mobile législation.

Sans doute, la propriété forestière est gardée par une loi sévère; nul n'y peut couper un fagot de bois sec, entamer l'écorce d'un arbre pour y graver un souvenir, sans encourir une peine; sans doute de grandes améliorations s'effectuent dans les forêts de l'Etat; on les soumet à de nouveaux aménagements en rapport avec leurs ressources, mais à quoi bon, si les populations ne peuvent plus jouir du superflu et des débris des

forêts, aimer ces forêts comme le domaine d'un bienfaiteur, s'attacher à elles comme un dernier espoir dans de grandes épreuves ? à quoi bon ces sévérités, ces améliorations, si la stabilité qu'assuraient autrefois aux forêts les grands principes d'inaliénabilité et d'imprescriptibilité n'existe plus, si leur existence est sans cesse menacée ? et n'est-il pas permis de regretter pour elles le temps où, quoique moins bien défendues contre certains excès ou abus de jouissance, elles avaient du moins l'affection des peuples et se perpétuaient de siècle en siècle dans toute leur intégrité et sans jamais redouter aucune aliénation ? N'est-il pas permis de regretter qu'on n'ait pas eu la sagesse de conserver assez de forêts pour les besoins des peuples, puisque dans ce cas la loi eût pu être moins rigoureuse et qu'une administration convenablement constituée eût pu concilier les intérêts populaires avec les intérêts forestiers et le respect de la loi ?

D'un autre côté, en passant des mains de la noblesse et du clergé dans celle de la démocratie, la propriété forestière s'est subdivisée et se subdivise toujours de plus en plus par l'effet des lois des successions. A l'esprit de conservation des familles nobles qui possédaient les forêts et qui, par le droit d'aînesse, se les transmettaient intactes de génération en génération, a succédé l'esprit de partage et le désir de défricher pour remplacer la culture des bois par un autre genre de culture. Cependant aux dispositions des arrêtés du siècle de Louis XV qui prohibaient le défrichement, quoiqu'il ne fût guère nécessaire de protéger les forêts contre de pareilles entreprises de la part de leurs possesseurs, les lois actuelles ont substitué presque la liberté de défrichement à une époque où précisément les forêts ont besoin d'être défendues contre leur destruction par la démocratie plus ou moins besoigneuse qui en possède actuellement une grande partie.

OBSERVATIONS.

Ainsi aliénation et défrichement, tel est, avec la soif des jouissances actuelles, sous l'empire des idées économiques

d'aujourd'hui et par suite des malheurs des temps, le sort presque inévitablement réservé aux forêts qui restent encore ! comme si nous étions au temps où la terre était tellement boisée, que les empereurs Tibère et Probus donnaient l'ordre général d'abattre les forêts (1).

Déjà sur certains points, dans le nord de la France et ailleurs, d'immenses plaines sont tellement déboisées que, sans la culture à laquelle elles sont soumises, elles ressembleraient aux steppes des pays déshérités de la nature.

Il est même rare d'y rencontrer une oasis où le voyageur fatigué par la chaleur puisse trouver quelque ombrage, où il soit possible de goûter les poésies de la nature forestière, d'en admirer la magnificence et de se reposer des bruits du monde dans le silence des forêts, où le malheureux enfin puisse ramasser quelques débris de bois pour le chauffage de son foyer.

En un mot, notre époque ne tient plus aux forêts et les laisse disparaître de la surface du sol. Je m'étonne toutefois que la science dont elle est si fière ne lui fasse pas redouter les conséquences d'un pareil déboisement.

Je m'étonne qu'elle ne s'inquiète pas des extrêmes irrégularités, des extrêmes différences de température si nuisibles à l'homme et aux plantes, qui se remarquent depuis longtemps déjà dans les saisons, des sécheresses de certains étés, triste partage surtout des contrées dans lesquelles il n'y a plus d'arbres pour retenir l'humidité nécessaire à la terre ou pour attirer les nuages qui doivent rafraîchir le sol et l'atmosphère (2)

(1) M. Rougier de La Bergerie, *Forêts de la France*.

(2) Il résulte d'expériences faites par MM. Becquerel père et fils, que le maximum de pluie observé avait eu lieu en été dans les localités boisées et en automne dans celles qui ne le sont pas ; d'où il faut conclure que pendant l'été les forêts sont une cause de rafraîchissement pour l'air et pour la terre.

Des faits très-remarquables, des sensations particulières avaient toujours fait penser aux esprits observateurs que les forêts régularisaient les climats ; qu'il y faisait moins chaud pendant l'été et moins froid peu-

des sécheresses que des observateurs sérieux regardent comme une des causes des plus graves maladies de la saison chaude, y compris le mystérieux et terrible fléau originaire de climats secs et brûlants, et qui depuis quelques années jette si périodiquement l'épouvante là où il n'apparaissait anciennement qu'à de très-longes intervalles, et où il ne trouvait de causes ni de formation ni de développement dans une atmosphère constamment assainie et rafraîchie par les arbres qui faisaient de notre pays un immense bocage dont les vestiges se retrouvent encore dans de riantes et agréables régions.

Je m'étonne aussi que notre époque ne s'inquiète pas du défaut d'équilibre entre les gaz atmosphériques, qui ne peut manquer de résulter du dégagement énorme de l'acide carbo-

dant l'hiver ; qu'il y avait pendant chaque saison moins de variations et moins d'extrêmes différences de température dans les contrées boisées que dans les contrées découvertes ; mais, à défaut d'expériences thermométriques positives, cette opinion pouvait n'être considérée que comme hypothétique et les hommes de bonne foi, comme ceux qu'un intérêt quelconque poussait au défrichement des forêts, pouvaient en contredire l'exactitude ; c'est même ce qui explique les nombreuses incertitudes de la science et celles des gouvernements dans les discussions et appréciations des législateurs relativement au plus ou au moins d'influence des défrichements de forêts sur les climats ; mais des expériences concluantes ne laissent plus aucun doute à cet égard et permettent de déduire de la disparition et de la conservation des forêts les conséquences les plus positives et les plus importantes au point de vue de l'économie naturelle du pays.

Il est permis d'affirmer maintenant que le déboisement amène dans les saisons d'extrêmes variations, d'extrêmes différences de température, désastreuses pour la santé publique et pour les biens de la terre ; notamment les gelées printanières qui succèdent aux précoces chaleurs et les sécheresses désolantes de la saison d'été.

En admettant, contrairement à notre opinion, que quand la terre était plus boisée, la température moyenne fût plus froide que maintenant, ceux qui l'habitaient alors avaient sur nous l'immense avantage de saisons régulières, d'une sûre défense contre les vents qui désolent nos plaines et de vrais printemps, que les anciens aimaient, qu'ils se plaisaient à chanter dans leurs poésies et dont on comprend que, reconnaissants envers une nature si bienfaisante et si belle, ils fissent un éloge que nos printemps sont depuis longtemps bien loin de mériter.

nique par l'emploi toujours croissant de la houille, pendant que les forêts, qui auraient rétabli l'équilibre en s'assimilant un des éléments de cet acide en excès, disparaissent de jour en jour.

Je m'étonne qu'on ne s'inquiète pas davantage de ces inondations périodiques et terribles qui ont leur cause tout aussi bien dans le complet déboisement des plaines que dans celui des montagnes et coteaux, puisque, dans les plaines plus ou moins accidentées, comme en montagne, ces déboisements ont pour effet de favoriser la trop grande précipitation des eaux pluviales vers les rivières et les fleuves ; de ces inondations qui ont cela de très-grave que pendant qu'autrefois, quand les eaux pluviales n'entraînaient des hauteurs garnies de forêts qu'un humus enrichissant sous forme de limon, les terres inondées des plaines, les mêmes eaux n'entraînent plus que des roches dénudées, dépouillées, par un trop long lavage, de toute terre végétale, que des débris répandant dans les plaines, sous forme de gravier et de sable, l'infertilité et la désolation : conséquence funeste de l'oubli de l'intime alliance qui avait été sagement consacrée par l'ordonnance de 1669 et qui devrait toujours exister entre le régime des fleuves, rivières et ruisseaux, et celui des forêts dont la conservation est indispensable à la conduite mesurée des eaux (1).

(1) Des expériences de MM. Becquerel père et fils ont prouvé récemment qu'il tombe en moyenne sous bois, dans les udomètres, à peu près moitié moins que hors bois, et que l'autre moitié de cette eau est arrêtée par les feuilles, les branches et les tiges des arbres.

Or, si l'on considère que l'eau tombée sur le sol d'une forêt à travers ces mille obstacles est elle-même absorbée en très-grande partie, tant par la couche spongieuse du terreau résultant de la décomposition des débris forestiers accumulés par les siècles que par de nombreuses et fortes racines d'arbres, puissants draineurs du sol qu'elles traversent en tout sens, il est facile de comprendre pourquoi, tout en attirant les nuages et en favorisant dans une certaine mesure et en certaines saisons la formation des pluies, les forêts s'opposent par toutes ces absorptions à ce que les courants d'eaux pluviales n'aient cette promptitude de rencontre et cette rapidité d'écoulement qui, dans les pentes des terrains non boisés, incultes ou même cultivés, les uns et les autres, beaucoup moins spongieux que les terrains boisés, sont la cause des inondations.

Je m'étonne surtout que la société ne s'intéresse pas davantage aux besoins du pauvre, et qu'au moment où se manifeste si hautement le désir d'améliorer le sort de la grande classe des consommateurs, on contribue par la liberté de défrichement et par l'aliénation des forêts au renchérissement du combustible ligneux que la nature produisait sans trop d'efforts, dont on ne peut espérer la facile importation de l'étranger et qui est une des choses les plus indispensables à la vie humaine.

Enfin, je m'étonne que le sort des contrées qui ont gaspillé et perdu leurs anciennes forêts, ne paraisse pas devoir être le fatal héritage des contrées qui les imitent.

Mais je ne suis pas de ceux qui ont une confiance aveugle dans la raison humaine, dans ce qu'on appelle la sagesse des nations, et je n'espère plus quelque retour aux idées de conservation forestière, qu'après de rudes épreuves, après de cruelles expériences qui prouveront qu'en détruisant les forêts, les hommes ont commis une folie comme ils en ont commis tant d'autres.

Je désire, d'ailleurs, que cette folle destruction ne se consume pas entièrement et qu'il soit encore temps de réparer le mal fait jusqu'à ce jour.

En tout cas, je ne pense pas que ce soit trop des efforts de tous les hommes dévoués au bien public pour conjurer la ruine trop précipitée des forêts.

Toujours plus curieux du passé qui a du moins des traditions pour éclairer ses mystères, que d'un avenir dont les mystères sont encore plus insondables, l'esprit, au lieu d'un aperçu trop général de la propriété forestière, voudrait connaître l'histoire de chacune des forêts qui ont survécu à tant d'autres.

Cette histoire est très-ancienne. Cependant, si on considère

D'autres expériences faites par l'École forestière de Nancy tendent également à prouver que les forêts favorisent la formation de la pluie, mais que les feuilles et matière ligneuse des arbres en arrêtent et en absorbent une portion considérable; il est évident d'ailleurs qu'elles amortissent la chute de l'autre portion sur le sol.

ses faces, il faut mener de front l'analyse psychologique et l'analyse physiologique.

Essayons de nous tenir ici dans ces limites précises.

Déterminisme psychologique.

Quand on descend sur le théâtre de la conscience et qu'on l'observe attentivement, il est facile d'y reconnaître un principe libre. Toutefois, afin d'arriver à un déterminisme psychologique rigoureux, il importe beaucoup de s'entendre sur la signification de ces mots : *libre arbitre*, *liberté*. Ce dernier a pour acception originaire l'absence d'entraves imposées par la volonté du plus fort à la spontanéité individuelle. Être libre, c'était ne pas être contraint par un maître. Cette acception n'a jamais cessé de demeurer en vigueur dans le langage, et quand un développement quelconque a lieu sans obstacle, on dit qu'il est libre. A ce titre on peut avancer que les puissances de la nature sont libres, car leur marche est invariable et leur fin toujours atteinte. Telle est la liberté conçue et admise par les écoles panthéiste, positiviste et matérialiste. Elle n'exclut pas l'intelligence, mais ne l'implique pas nécessairement. A l'exemple du docteur Paul Dupuy, nous la désignons sous le nom de *liberté d'évolution*.

Le libre arbitre est toute autre chose, car il ne va point sans l'intelligence, et il comprend, non-seulement une évolution particulière, mais encore le choix, après examen préalable. La qualification de liberté porte ici sur la faculté de prendre un parti, à l'occasion des motifs divers qui s'offrent à l'esprit. Or, la première condition du choix est évidemment la possibilité de choisir, possibilité qui réclame elle-même un certain développement intellectuel. En effet, il ne suffit point d'apercevoir un motif quelconque et de se laisser entraîner par lui, sans réflexion, comme le fer est attiré par l'aimant. Une telle action, pour être libre, répugne encore à la définition du libre arbitre. Pour qu'il y ait vraiment choix, il faut des motifs multiples que l'on puisse peser et examiner entre eux. Le

ÉTUDE PSYCHOLOGIQUE ET PHYSIOLOGIQUE

SUR L'ACTIVITÉ VOLONTAIRE ET LIBRE ET SUR L'ACTIVITÉ INVOLONTAIRE
ET SPONTANÉE DANS L'HOMME

Par M. le Dr LIZÉ, Membre titulaire

Multa paucis.

« Il a plu à la psychologie de se poser d'abord en face d'un
« moi dont elle ignore la nature, qu'elle ne sait comment
« délinir, et elle a cru que ce centre verserait sur tout l'infini
« je ne sais quelle lumière capable de l'éclairer. La science
« plus humble, plus désintéressée peut-être, a oublié l'homme
« et a d'abord étudié la nature : sa patiente analyse n'a pas
« été stérile; que de faits, que de lois, de rapports elle a
« recueillis, chacun le sait ! Mais, quand elle revient à l'homme
« après son long voyage, elle trouve quelque chose qui résiste
« à son analyse. Il n'y a qu'un matérialisme tout à fait
« vulgaire, gorgé et plein de lui-même, qui puisse chercher à
« courber sous le même niveau l'instinct et l'intelligence, la
« bête et l'homme. Une psychologie qui méconnaîtrait les
« droits de la science serait absurde ; mais non moins absurde
« serait la science qui compterait pour rien le témoignage que
« l'homme se donne à lui-même de sa conscience, de son
« individualité, de sa liberté. »

Ainsi s'exprime un esprit sagace, M. Auguste Laugel.

De ces réflexions si justes et si élevées, on peut tirer cette
conclusion : que pour élucider le sujet en question sous toutes

l'obéissance desquels il nous incline. Nous ne sommes plus fatalement entraînés par les impulsions instinctives de la bête et de l'enfant, l'adhésion est devenue raisonnée, faite en connaissance de cause. Le rejet d'une loi, l'acceptation d'une autre dépend de notre propre choix. Ainsi le jugement demeure le fait primitif, l'action de la volonté vient ensuite, mais au fond de l'un et de l'autre, il y a le moi qui juge et le moi qui veut. Il est facile de voir que nous reconnaissons au libre arbitre une existence réelle, au lieu d'en faire la simple résultante d'activités multiples, comme le veut l'école positiviste. En effet, aux yeux de son chef M. Littré, la volonté est entraînée par le motif actuellement le plus puissant, autant que l'est un des plateaux de la balance par un poids plus pesant. La cause de la décision est dans les motifs et non dans le moi. Le conflit des impulsions est tel chez l'homme que l'illusion s'ensuit et qu'il croit à son libre arbitre.

Ajoutons que Stuart-Mill, qui procède de Hume et non de Comte, tient à peu près le même langage.

Comme on le voit, deux théories sont en présence : le libre arbitre cause et le libre arbitre-effet. Il n'entre point dans notre intention de soumettre à une discussion approfondie une thèse qui exige des connaissances psychologiques plus grandes que les nôtres ; il nous suffit d'exposer ici les phénomènes de conscience tels que nous les comprenons, au sujet du libre arbitre dans l'homme.

Lorsque celui-ci est dans la plénitude intellectuelle et morale de son être, lorsqu'il se trouve en présence des motifs d'action, on croit pouvoir affirmer que le plus fort va l'emporter nécessairement, et alors on se complait à comparer notre cerveau à une balance dont le plateau le plus chargé l'emporte invariablement sur celui qui l'est le moins. Il est d'observation intérieure que notre intelligence sait fort bien établir une hiérarchie parmi les motifs : le bon, l'utile, le plaisir, trois termes représentant la moralité, le calcul et la passion. De telle sorte qu'en cas de litige, nous accordons la su-

priorité au bon qui obtient toujours l'adhésion du jugement. S'il l'emportait dans toutes les circonstances, il y aurait là une forte présomption contre le libre arbitre. Mais il arrive souvent que notre jugement adhère au bien tel qu'il est conçu, et néanmoins notre esprit, se refusant à écouter la voix de la raison, s'abandonne aux excitations mesquines du calcul et de la passion :

*Video meliora, proboque,
Deteriora sequor.*

Nous sommes alors en face d'une situation illogique, notre intelligence prononce un arrêt, et il nous est loisible d'échapper aux conséquences pratiques du jugement. Le type du bien, qui est conçu comme objectif, a succombé dans une lutte fictive contre un sentiment égoïste, un calcul intéressé, c'est-à-dire un élément personnel au premier degré.

Un pareil résultat semble bizarre et cependant il se comprend, car il est de pleine évidence que ce qui fait la force du calcul et de la passion c'est leur caractère essentiellement égoïste. Or l'égoïsme étant le point de départ de tout développement individuel, si nous n'avions à tenir compte que de ce fait, on pourrait être induit à mettre en doute la liberté de nos déterminations. Toutefois, dans certaines circonstances, au nom d'une notion purement idéale qui est le bien, nous pouvons réagir contre l'impulsion primitive plus ou moins persistante, et triompher définitivement du motif le plus énergique.

En dernière analyse, nous ajouterons que la force du motif ne doit jamais être estimée d'après le résultat ou l'acte lui-même, mais bien d'après le jugement austère d'une réflexion éclairée, laquelle assignera toujours le premier rang à l'élément moral et lui subordonnera l'élément personnel.

Supposons maintenant démontré ce qui est en question, c'est-à-dire l'action nécessitante de certains motifs, et voyons ensuite quelles sont les conséquences de cette hypothèse. La doctrine soi-disant physiologique de la volonté a pour image de prédilection la balance et ses plateaux. Cette machine

n'étant que la condition de l'acte et ne jouissant d'aucune causalité, il en résulte que le cerveau joue exactement le même rôle. Ainsi raisonne M. Littré et toute l'école positiviste.

Admettons le cas d'un homme qui se détermine à commettre un assassinat après la lutte de divers motifs : si la volonté a été entraînée, comme le plateau le plus chargé, il en découle nécessairement, puisque la chute du plateau exprime une résultante différentielle, que l'assassinat commis est également une résultante différentielle. Mais dans l'ordre moral, nous voyons journellement l'esprit, tourmenté par les regrets, essayer de supprimer, d'annuler et les motifs d'action et les effets de ces motifs. S'imagine-t-on alors la balance annulant les effets du poids mis dans un de ses plateaux ? Si dans l'hypothèse positiviste l'esprit, ou le cerveau qui en est l'organe, ressemble à une balance, il doit être inerte comme elle, et pour obéir aux lois fatales de la mécanique, il doit toujours fournir une résultante différentielle sans jamais la modifier. Les faits de part et d'autre ne sont point comparables, et la conséquence n'est fausse que parce que le principe est faux ; donc, ce qu'on appelle la *balance humaine* a une *initiative*, une *force intrinsèque* qu'il faut évidemment refuser à la machine.

Quel sens attache-t-on à la lutte des motifs ? Suivant M. Littré, la suppression de toute causalité propre à l'individu mène à reconnaître que la lutte existe entre les motifs eux-mêmes, la conscience réfléchissant un tableau qui lui est extérieur. D'abord qu'est-ce que cette expression : *Lutte des motifs* ? Manifestement ce n'est qu'une expression fictive, car il ne peut y avoir lutte entre deux plateaux inégalement chargés ; le plus lourd entraîne le plus léger en perdant de son poids une quantité égale au poids de ce dernier. Il est bien clair qu'il ne peut exister ici une lutte proprement dite. Toute lutte implique l'effort, et l'effort implique une initiative ; or dans la théorie de la balance ou négation radicale du facteur personnel, du moi, nous n'avons rien de semblable. Si la lutte existe, affirmons qu'elle ne se passe point entre les

motifs, mais que c'est nous-mêmes qui sommes à la fois siège et acteurs de la lutte. Si l'esprit était entraîné fatalement par les motifs, le sentiment du combat ou de la résistance serait inintelligible et n'aurait pas plus sa raison d'être en nous qu'entre les poids inégaux dont on charge les plateaux d'une balance. L'existence et le rôle des motifs n'en demeurent pas moins certains ; une volonté affranchie des motifs nous mettrait en présence de l'acte aveugle et fatal ; la matière brute agit aussi sans motifs, sinon sans cause, et personne n'y voit la plus haute expression du libre arbitre.

Ainsi donc, nous n'agissons point sans motifs : tel est le premier fait psychologique. Le second, c'est la possibilité du choix entre les divers motifs qui s'offrent à notre intelligence et de posséder la conscience de pouvoir agir d'une manière différente, quand on en accepte un plutôt qu'un autre. Notre pensée est capable de comprendre le meilleur parmi les motifs qui se présentent, et notre volonté est apte à l'exécuter ; mais si, par cela seul que nous comprenons le meilleur, nous étions nécessairement portés à l'exécuter, le choix n'existerait plus, notre adhésion serait contrainte, et partant, plus de liberté. Les phénomènes de notre vie morale ont donc leurs lois comme tous les autres phénomènes de la nature ; mais ils s'en distinguent en ce que les êtres destitués de libre arbitre obéissent passivement, tandis que l'homme est appelé à réaliser lui-même sa propre loi. Aussi, nous le répétons, celui-ci ne saurait être libre qu'à la condition d'être une cause productrice. Si nous ne possédons aucune causalité qui nous soit propre, il est manifeste que nous sommes une simple résultante du monde extérieur. Or, comme celui-ci se résume en un problème de mécanique, il s'ensuit que, sollicités à des mouvements de masse ou de molécules par l'action du milieu, notre rôle consisterait à subir et à transmettre avec ou sans transformation le mouvement reçu. La biologie ne serait alors qu'une partie de la dynamique, et la nature entière un ensemble de phénomènes moteurs régis par une loi unique : la métamorphose indéfinie.

Évidemment une semblable théorie anéantit la personnalité humaine tout entière, et est par là même condamnée à tomber comme une muraille qui n'a ni ciment, ni base.

En poursuivant l'analyse psychologique sur le même théâtre de la conscience, on ne tarde pas à reconnaître qu'au-dessous du libre arbitre, d'une intelligence souveraine et libre, règnent des forces involontaires, inconscientes, désignées sous le nom d'*instincts*. Si on les classe d'après un ordre naturel, on trouve à l'étage inférieur l'instinct de conservation. Sous le rapport physique, cet instinct ne diffère point chez l'homme de ce qu'il est chez l'animal. Sous le rapport moral, il devient l'amour de soi, l'égoïsme. En effet, celui-ci n'est ni raisonné, ni voulu; il oppose au contraire un obstacle perpétuel au raisonnement et à la volonté; il est exigeant, brûlant comme la robe de Nessus; c'est l'étoffe même dont notre vie est faite, dit un penseur austère. La force aveugle du moi agit sans cesse comme un ressort continuellement tendu sur la liberté; aussi le moraliste observateur retrouve-t-il cette force élémentaire au fond de tous les sentiments, de toutes les passions, de toutes les actions. Elle conduit les lèvres du nouveau-né vers le sein de sa nourrice; elle fait contracter involontairement les muscles de celui qui se noie; elle fait fuir les lâches sur le champ de bataille; enfin elle apparaît comme un dernier auxiliaire dans les grands périls de la vie. L'animalité qui est en nous, qui veut boire, manger, remuer, jouir, est du domaine de l'instinct de conservation, de l'égoïsme; mais cette puissance aveugle peut revêtir un caractère plus subtil en se mêlant aux manifestations de la vie supérieure, à l'héroïsme, à l'amour, aux plus nobles élans de l'âme. Le triomphe d'une idée n'est pas assez doux pour l'homme quand il ne s'accompagne pas de l'humiliation de son adversaire; la cause de la vérité devient encore plus sacrée quand elle devient en même temps notre propre cause. La passion religieuse n'entraîne point l'âme à se perdre tout à fait en Dieu sans espoir de récompense; l'amour est souvent un égoïsme à deux. En un mot, le moi

ramène tout à lui, lois, gouvernement, morale, politique, guerre, philosophie, religion. Derrière toute opinion, une passion se trouve blottie, et il nous est impossible de nous donner tout entiers, de sortir de nous-mêmes pour nous asseoir tranquillement dans le culte de l'absolu.

Ainsi que l'instinct de conservation, celui de la reproduction est de l'ordre purement animal; chez l'homme comme chez tous les êtres, il ne se développe qu'au moment où l'individu arrive à la plénitude de ses facultés. Mais à partir de ce jour, son empire est tyrannique; quelque chose pousse invinciblement un sexe vers l'autre; chez l'immense majorité, l'amour n'est que le serviteur de l'espèce, dit un savant distingué. Le jeune homme et la jeune fille croient s'aimer, mais au fond ils sont tourmentés à leur insu par la virilité impatiente, par la maternité en puissance. L'éducation, les lois, les bienséances jettent leur manteau sur le bas instinct animal, mais ne l'étouffent jamais. Enfin, il suffit d'ouvrir les yeux pour s'apercevoir que l'instinct de sociabilité commun à beaucoup de familles animales est poussé chez l'homme jusqu'aux dernières limites. Ce penchant invincible existe surtout chez l'enfant que la misanthropie ne détourne point de ses voies naturelles. *Faire comme les autres* : voilà pour l'enfant l'unique idéal; aussi, l'esprit d'imitation apporte-t-il un puissant levier à une pédagogie habile. On peut ajouter que cet esprit ne meurt pas avec les années de la jeunesse, car dans les mille relations sociales il se nomme l'esprit mondain, et il n'est que la forme la plus raffinée de l'esprit d'imitation. Qu'est-ce que la routine, si ce n'est encore une forme de l'esprit d'imitation? Elle est, en effet, si dominante parmi nous, que celui qui veut changer quoi que ce soit est voué d'avance à une vie de douleurs et de sacrifices. La critique, l'impartialité, l'indépendance du caractère sont tous les jours traitées comme choses odieuses. Dans une foule de nos actions, bonnes ou mauvaises, on retrouve cet esprit d'imitation, et s'il nous était permis de faire une excursion dans le champ de la vie privée, de la vie politique

et de la vie religieuse, nous verrions à chaque instant nos actes fatalement guidés par l'esprit d'imitation. Ainsi l'observation psychologique nous apprend que des instincts spécifiques, des forces aveugles existent dans l'homme à côté d'une activité volontaire et libre; que ces éléments de nécessité, de fatalité, transmis avec des variations diverses de génération en génération, sont les causes déterminantes les plus habituelles des actions humaines. Cependant, il faut s'empresser d'ajouter que si ces forces involontaires étaient nos seuls guides, l'humanité mènerait sa vie comme les autres espèces animales. Heureusement nos actions ne sont pas uniquement sollicitées par d'aveugles désirs, elles sont aussi provoquées par une puissance secrète qui s'agite au dedans de nous-mêmes et qui se nomme la liberté. Le drame de notre vie est la lutte perpétuelle entre notre nature inférieure et cet idéal qui se développe et se fortifie progressivement dans nos âmes.

Déterminisme physiologique.

Après l'analyse psychologique, passons à l'analyse physiologique, afin de jeter encore quelque lumière sur le problème du dualisme humain.

Depuis longtemps, tout le monde savait que l'intelligence et la volonté ne sont pas possibles sans le cerveau, mais à l'école des Magendie, des Flourens, des Longet et des Claude Bernard, l'expérimentation physiologique a précisé le rôle qui revient à chacune des portions de l'encéphale. Elle nous apprend, en effet, que c'est dans les lobes cérébraux que résident l'intelligence et la volonté, tandis que les parties inférieures de l'encéphale offrent des centres nerveux dont les fonctions appartiennent à un ordre moins élevé.

Ce n'est pas ici le lieu d'expliquer le rôle particulier de ces différentes espèces de centres nerveux qui se superposent et s'échelonnent en quelque sorte jusque dans la moelle épinière; il suffit de constater que nous en devons la connaissance à

diverses méthodes qu'il est bon d'exposer brièvement afin de rendre notre déterminisme plus rigoureux.

La méthode qui s'applique d'une manière générale à toutes les investigations physiologiques, prend le nom de *vivisection par ablation organique*. Au moyen des lésions cérébrales qu'il produit, le physiologiste ne se borne pas à provoquer des paralysies locales qui suppriment l'action de la volonté sur certains appareils organiques; il peut aussi, en rompant seulement l'équilibre des fonctions cérébrales, entraîner la suppression de la liberté dans les mouvements volontaires. C'est ainsi qu'en blessant les pédoncules cérébelleux et divers points de l'encéphale, l'expérimentateur peut à son gré faire marcher un animal à droite, à gauche, en avant, en arrière, ou le faire tourner, tantôt par un mouvement de manège, tantôt par un mouvement de rotation sur l'axe de son corps. La volonté de l'animal persiste, mais il n'est plus libre de diriger ses mouvements. Malgré ses efforts de volonté, il va fatalement dans le sens que la lésion organique a déterminé. Les pathologistes ont signalé chez l'homme beaucoup de faits analogues. Les lésions des pédoncules cérébelleux entraînent donc, chez l'homme et chez les animaux, des mouvements de rotation. D'autres malades ne pouvaient aller droit devant eux. « Par une cruelle ironie, dit Claude Bernard, un brave et vieux général ne pouvait marcher qu'en reculant. » — « La volonté, qui part du cerveau, ajoute ce grand physiologiste, ne s'exerce donc pas sur nos organes locomoteurs eux-mêmes; elle s'exerce sur des centres nerveux secondaires qui doivent être pondérés par un équilibre parfait. »

Il est une autre méthode expérimentale plus délicate qui consiste à introduire dans le sang des substances toxiques destinées à porter leur action sur les divers éléments anatomiques des organes laissés en place et conservés dans leur intégrité. A l'aide de cette méthode, on peut éteindre isolément les propriétés de certains éléments nerveux et cérébraux, de la même manière qu'on isole les éléments organiques muscu-

laïres ou sanguins. Les anesthésiques, par exemple, font disparaître la conscience et engourdissent la sensibilité en laissant la motilité intacte. Le curare, au contraire, détruit la motilité et laisse dans leur intégrité la sensibilité et la volonté. Il est ainsi facile de voir, par cette méthode d'investigation ou d'analyse élémentaire des propriétés organiques, que le cerveau et les phénomènes dont il est le siège peuvent être atteints de la même manière que tous les autres appareils fonctionnels du corps.

Enfin, il est une troisième méthode d'expérimentation que Claude Bernard nomme celle *des expériences par réintégration*. Cette méthode réunit en quelque sorte l'analyse et la synthèse physiologiques ; elle permet d'établir par preuve et par contre-épreuve les relations qui rattachent la fonction à son organe dans les manifestations cérébrales. Lorsqu'on enlève le cerveau chez les animaux inférieurs, la fonction de l'organe est nécessairement supprimée ; plus d'intelligence, plus d'activité volontaire ; mais la persistance de la vie, chez ces êtres, permet au cerveau de se reformer, et à mesure que l'organe se régénère, on voit ses fonctions reparaitre. Cette même expérience peut aussi réussir chez des animaux supérieurs, tels que les oiseaux, chez lesquels l'intelligence est beaucoup plus développée. Les lobes cérébraux ayant été enlevés chez un pigeon par exemple, l'animal perdit immédiatement l'usage de ses sens et la faculté de chercher sa nourriture. Toutefois, avec la nourriture ingurgitée, l'animal put survivre, parce que les fonctions nutritives étaient restées intactes, grâce à l'intégrité des centres nerveux spéciaux. Peu à peu le cerveau se régénéra avec ses éléments anatomiques, et à mesure que cette régénération s'opérait, on vit l'usage des sens, l'intelligence et l'activité de l'animal revenir. « Ici, dit Claude Bernard, l'expérience a été complète ; il y a eu en quelque sorte analyse et synthèse de la fonction vitale, puisque la destruction successive des diverses parties du cerveau a supprimé successivement ses diverses manifestations fonctionnelles et que la reproduction successive de ces mêmes parties a fait reparaitre ces mêmes manifestations. »

Les maladies, qui ne sont au fond que des perturbations vitales produites par la nature au lieu d'être provoquées par la main du physiologiste, atteignent le cerveau suivant les lois ordinaires de la pathologie, c'est-à-dire en donnant naissance à des troubles fonctionnels qui sont habituellement en rapport avec la nature et le siège de la lésion. Quand celle-ci disparaît, les troubles de l'intelligence et de la volonté cessent et tout revient à l'état normal. La pathologie nous fournit donc encore une sorte d'analyse et de synthèse fonctionnelle, comme dans les expériences de réintégration. En effet, la maladie supprime plus ou moins la fonction en altérant plus ou moins la texture de l'organe, et la guérison rétablit la fonction en reconstituant l'état organique normal.

Ainsi, on ne doit plus avancer sans preuve que le cerveau est l'étage supérieur où réside l'activité volontaire de l'homme avec son intelligence, parce que l'expérimentation physiologique démontre cette vérité d'une manière irréfragable.

L'ancienne physiologie était incapable de dédoubler les phénomènes volontaires, individuels, qui ont le cerveau pour centre, de cette classe si importante de phénomènes qu'on nomme *réflexes* et qui ont pour organe principal la substance grise de la moelle épinière. La physiologie a fait, en ce siècle, des découvertes nombreuses et importantes dans le système de la moelle et du grand sympathique; elle commence à connaître assez bien les régions de la vie inférieure, des mouvements inconscients, de l'animalité spécifique. Elle en classe, elle en localise même les fonctions; elle démonte l'homme automate et en examine à loisir les moindres ressorts. Jetons un coup d'œil rapide sur ces centres secondaires où s'opère le travail monotone et fatal de l'activité spontanée, purement instinctive.

La moelle épinière est considérée par les physiologistes comme un appendice du cerveau et en même temps comme un centre nerveux indépendant. Dans le premier cas, elle est la collection des éléments nerveux qui conduisent au cerveau les impressions et qui en ramènent les excitations motrices;

dans le second cas, elle ne joue plus le rôle de conducteur, elle est une colonne nerveuse montant vers la tête et semblant lui apporter des échelons successifs qui vont des plus basses aux plus nobles fonctions, de la bestialité à l'humanité. A chacun de ces échelons correspond une sorte de petit cerveau, vassal du centre nerveux souverain de l'encéphale, mais relégué dans sa région indépendante. Ces petits cerveaux sont autant de centres qui ont leur vie propre, leur activité sourde, immanente, continue et révélée de temps à autre par ce que la physiologie appelle un phénomène *réflexe*. Dans ces appareils ajustés avec le soin exquis que la nature met à ses œuvres, la circulation du sang permet d'emmagasiner une certaine dose d'énergie potentielle ; toute excitation partie du dehors et transmise par les nerfs sensitifs ébranle en quelque sorte tel ou tel de ces appareils ; de potentielle devenue dynamique, une fraction d'énergie est mise à l'état libre et agite la partie du corps soumise à l'empire du centre nerveux excité. Trois choses sont donc nécessaires à un phénomène réflexe : des nerfs sensitifs ou excitateurs, un appareil régulateur central et des nerfs moteurs. Au centre, tout se trouve disposé pour la transformation des forces ; l'appareil fonctionne tout seul au plus léger contact ; le *moi* n'a pas besoin d'intervenir ; tout est spontané, réglé, fatal. Aussi, le mouvement réflexe est-il un mouvement spécifique, complètement involontaire ; c'est l'arme défensive de la bête, le dernier retranchement de la vie menacée dans ses plus intimes profondeurs. En effet, dans une foule de mouvements vitaux on voit se développer des forces qui n'obéissent point à l'initiative personnelle. Il suffit de nommer le clignement involontaire des paupières occasionné par l'approche imprévue d'un objet, l'éternuement, la toux, les vomissements, les convulsions, le chatouillement ; dans chacun de ces phénomènes une excitation est portée à la moelle et y provoque la métamorphose d'une certaine dose d'énergie potentielle en énergie dynamique. La direction de ces efforts dynamiques est tracée d'avance ; à une

impulsion donnée répond toujours une combinaison donnée de mouvements harmoniques. L'excitation externe ouvre en quelque sorte une barrière à des forces toujours prêtes à l'action. Chaque partie de la moelle a une sorte de vie indépendante. Le chatouillement de la plante des pieds fait bondir tout le corps ; la présence des vers dans l'intestin fait tomber l'enfant en convulsions ; il s'établit une sympathie constante entre la sécrétion des larmes et l'irritation de la muqueuse nasale ; enfin la bouche se mouille au contact des aliments. D'un système à l'autre, d'un centre aux centres voisins, les excitations s'irradient et se répandent avec la vitesse de l'éclair, et dans l'espace clos du corps, toutes sortes de sympathies délicates s'échangent tour à tour.

La moelle épinière est donc bien le siège des actions réflexes ou de l'activité involontaire, inconsciente. Comment peut-on se rendre compte de l'action réflexe ? Pour qu'une impression ou qu'une irritation portant sur une partie sensible soit perçue ou sentie par l'animal, et pour qu'il réagisse volontairement, il faut que la partie sensible communique avec la moelle, et que celle-ci communique avec l'encéphale. Si l'on pratique une section qui interrompt la communication de la moelle avec le cerveau, l'impression ne sera plus sentie, et le mouvement volontaire sera anéanti. Le siège des mouvements volontaires est donc dans l'encéphale et non dans la moelle. Maintenant, si après cette section chez un animal décapité, on provoque des mouvements des membres et du tronc par des excitations sur un point de la peau, il est hors de doute que ces mouvements sont *réflexes* et qu'ils n'ont point l'encéphale pour siège, car la moelle seule suffit à leur manifestation.

Les sections multiples de la moelle laissant à chacune des parties correspondantes aux segments nerveux la possibilité de se contracter sous l'influence des excitants directs, le prouvent manifestement.

On peut aussi démontrer par preuve et par contre-épreuve le lien immédiat qui rattache l'action réflexe à la moelle par l'em-

ploi successif de la strychnine et de la fève de Calabar. La première substance augmente le pouvoir excito-moteur de la colonne nerveuse en produisant des convulsions tétaniques, et la seconde abolit complètement ce pouvoir, quelle que soit l'excitation à laquelle on ait recours ensuite. Mais ce serait un hors-d'œuvre de répéter ici toutes les expériences faites par Prochaska, Legallois, Flourens, Brown-Sequard, Marshall-Hall, Muller, Longet, pour établir une vérité désormais acquise à la science.

Jusque dans ces derniers temps, on avait cru que la moelle épinière était l'organe indispensable de toutes les actions réflexes, mais les récentes expériences de Claude Bernard ont démontré que les ganglions nerveux sympathiques peuvent être d'une façon indépendante le point de départ de phénomènes réflexes. Ceux-ci doivent, en effet, être groupés en deux classes principales : les uns se rattachent aux fonctions de la vie de relation et sont du domaine de la moelle, les autres se rattachent plus particulièrement aux fonctions de la vie de nutrition et sont du domaine du grand sympathique. Dans les amas ganglionnaires de cette chaîne nerveuse git encore un véritable instinct spécifique, une force aveugle, fatale, qui préside aux plus essentielles fonctions de la vie. Ainsi, les nerfs du grand sympathique tiennent sous leur dépendance les canaux dans lesquels chemine le sang ; ils en règlent le calibre en resserrant ou en relâchant les fibres musculaires de la tunique des vaisseaux. Cette puissance formidable leur assujettit les phénomènes de nutrition, de sécrétion et d'excrétion, ce qu'il y a par conséquent de plus profond, de plus intime dans les métamorphoses de l'être. — L'homme choisit ses aliments, mais avant même que la déglutition les ait entraînés, ils ne lui appartiennent plus. Ce qui pour l'un deviendra bien-être, sera pour l'autre maladie, souffrance.

La force directrice nécessaire du grand sympathique conduira l'aliment esclave de laboratoire en laboratoire et le suivra fatalement dans toutes ses transformations ; nous digérons, nous dormons tous les jours, sans savoir ce que c'est que

digérer et dormir. C'est bien là le *nec plus ultra* de la nécessité, de la fatalité ; la vraie servitude est celle qui s'ignore et qui ne souffre pas du joug, dit un philosophe.

Il serait superflu de mentionner ici les belles expériences de Claude Bernard pour établir que, dans le grand sympathique comme dans la moelle, réside une puissance involontaire, nécessaire, qui doit perpétuellement entretenir la vie de l'individu et de l'espèce. Ce serait entrer trop largement dans le champ de la physiologie et nous éloigner conséquemment des limites circonscrites de notre thèse spéciale.

CONCLUSION.

D'après tout ce qui précède, on peut avancer que l'énergie totale condensée dans l'homme a des emplois absolument distincts : qu'une part est au service de l'activité volontaire, et qu'une autre part est au service de l'activité involontaire, instinctive. Il y a dans l'homme des centres multiples de vie qui, sans être complètement étrangers les uns aux autres, sont tous capables d'efforts spontanés, indépendants. On peut reconnaître parmi ces centres une véritable hiérarchie ; dans les étages inférieurs existe une force régulatrice, inconsciente, involontaire, qui travaille aveuglément à conserver le mouvement vital ; à l'étage supérieur uniquement règne une volonté libre et personnelle.

Cependant les deux mondes de la conscience et de l'inconscience, de la liberté et de la nécessité, quoique réellement séparés, demeurent perpétuellement en communication. En effet, l'observation journalière des autres et de nous-mêmes démontre que le premier est tour à tour l'esclave du second, ou le second l'esclave du premier. Malgré les plus grands efforts pour se dégager des liens de l'animalité, on n'en porte pas moins l'empreinte douloureuse de l'instinct, dit un moraliste. Les esprits d'élite que passionne la vision des idées pures ne peuvent échapper à l'influence des organes, l'âme qui pense et qui veut ne peut

toujours dompter les âmes inférieures qui révoltent la bête. Ainsi, on ne peut éviter l'action despotique et fatale que le grand sympathique exerce sur les opérations les plus hautes de l'intelligence et de la volonté. En gouvernant la circulation du sang, ce grand appareil nerveux exerce une influence indirecte sur l'esprit. Ce n'est pas qu'il dicte telle ou telle pensée, telle ou telle résolution ; mais en tenant sous sa dépendance les nerfs vaso-moteurs de la circulation encéphalique, il détermine en quelque sorte la température et le ton du monde cérébral. Des pressions inconscientes, involontaires, arrêtent ou précipitent sans cesse l'essor de l'énergie humaine.

Au reste, un observateur qui suivra d'un œil attentif les drames obscurs qui se jouent autour de lui, en apprendra bientôt plus que dans les traités théoriques sur l'âme ou les ouvrages de physiologie. Il n'est pas nécessaire de s'enfoncer dans les ténèbres du moi ou les expérimentations les plus délicates du laboratoire, quand l'humanité pose complaisamment devant nous et déroule à nos yeux le tableau de ses passions. En effet, comment discerner les mobiles de l'activité humaine, si on les cherche dans un homme artificiel, dans une substance idéale privée de lien avec le présent ou le passé ? Ce qui imprime à l'existence un caractère si dramatique, c'est l'antagonisme perpétuel entre le libre arbitre et l'instinct, entre notre raison et les tyrannies sourdes qui nous pressent de toutes parts. Sans ce combat dont les péripéties sont à notre avantage ou à notre perte, il n'y aurait point de vie morale. La flamme de la conscience s'allume toujours au cœur de l'homme ; elle brille du plus vif éclat chez les héros, elle pâlit chez les faibles et elle ne s'éteint jamais complètement chez les criminels.

La liberté oscille donc sans cesse comme un aimant entre les deux pôles de l'animalité et de la personnalité ; la bête et le moi sont comme les deux plateaux d'une balance ; l'un ne peut monter sans que l'autre descende. Il n'y a pas une action, pas un calcul, pas un sentiment, pas une résolution où une fine analyse ne découvre le conflit des forces les plus dissem-

blables. Les fatalités du sang, de la race, de l'instinct se mêlent aux opérations viriles de l'activité libre, et, par cette lutte incessante, l'homme échappe à l'esclavage du hasard, étant contraint de réaliser lui-même sa propre destinée.

En résumé, la psychologie et la physiologie se prêtent un mutuel appui pour nous convaincre que le dualisme de l'homme et de l'animal, de l'ange et de la bête, n'est pas chimère, antithèse, fantaisie, que ce dualisme existe réellement; et si Dieu, en créant l'homme, prévoyait qu'il abuserait de la liberté, il ne peut guère exiger de sa créature qu'en proportion de ce qu'il lui a donné. Ainsi le comprenait un grand génie, Leibnitz, quand il disait que *Dieu est plus philanthrope que les hommes*.

A la fin de cette étude si incomplète et qui exigerait pour être épuisée des travaux considérables et un esprit philosophique d'une haute portée, qu'il nous soit permis de conclure par ces nobles réflexions de M. Charles Levêque, professeur au Collège de France : « A quoi nous servirait de
« connaître les métaux, les plantes, les animaux, à quoi servirait aux générations présentes d'avoir appris et la distance
« qui nous sépare des astres, et le poids de ces grands corps,
« et même la composition chimique du soleil ; à quoi nous
« servirait d'avoir fait reculer en tous sens les horizons de la
« science, si nous venions à perdre la notion de notre âme et
« de ce qu'il y a dans notre âme de plus personnel, de plus
« noble, de meilleur ? A la science de l'univers n'allons pas sacrifier la science de l'homme. Un tel sacrifice n'est pas nécessaire, et rien ne pourrait le compenser. Etudions les
« forces fatales, mais étudions plus attentivement encore notre
« puissance libre. Que la postérité ne puisse jamais dire de
« nous que si nous n'avons pas goûté tous les fruits de la
« liberté, c'est que nous l'avions ou niée, ou méconnue. »

DES
PRISONS DÉPARTEMENTALES

RÉPONSE

AUX QUESTIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LE RÉGIME
DES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES.

Par M. BOISSEAU, Membre titulaire.

La Commission de l'Assemblée nationale chargée de faire une enquête sur le régime des établissements pénitentiaires, a voulu connaître l'opinion de la magistrature et des fonctionnaires de l'ordre administratif sur les réformes qu'il peut être utile d'introduire dans nos prisons, et elle a rédigé un ensemble de questions auxquelles j'ai été appelé à répondre. Je me suis attaché à raconter fidèlement, sans esprit de système, les faits au spectacle desquels j'assiste chaque jour, dans l'exercice de mes fonctions, depuis plus de vingt ans, et je me suis abstenu de parler de ceux que je n'ai pu connaître qu'accidentellement, ou par ouï-dire. Mon travail, à défaut d'autre mérite, est donc la déposition d'un témoin consciencieux. J'ai pensé qu'à ce titre il pourrait présenter quelque intérêt, et je le sou mets, sans autre préambule, aux appréciations de la Société, dans l'ordre même des questions qui m'ont été posées.

§ I. — RÉGIME DES PRISONS.

1° Quel est l'état actuel des différents établissements pénitentiaires situés dans votre ressort ou votre département, ou bien placés sous votre surveillance, en envisageant ces établissements au point de vue hygiénique et au point de vue de la séparation ou de la promiscuité des détenus ?

L'établissement qui sert, au Mans, de maison d'arrêt, de maison de justice et de prison départementale, a reçu, depuis quelques années, d'importantes améliorations. De nouveaux dortoirs et de nouveaux ateliers de travail y ont été construits. Il renferme ordinairement de 100 à 130 détenus, quelquefois davantage, et il pourrait en contenir près de 200. L'installation, au point de vue hygiénique, est en général satisfaisante.

Les détenus sont soumis au régime de l'emprisonnement en commun.

2° Quels efforts sont faits dans ces établissements pour prévenir la corruption des détenus les uns par les autres, et pour arriver à leur moralisation ?

Les détenus sont surveillés, à la prison du Mans, par un gardien-chef, trois gardiens ordinaires et trois sœurs de la congrégation d'Evron, dont l'une a le rang de Supérieure. Un quatrième gardien remplit les fonctions de portier. Les sœurs, le gardien-chef et le portier ont leur logement à la prison. Les trois gardiens ordinaires résident en ville, et vont chaque jour, à des heures réglées, prendre leurs repas dans leurs familles. Ils ne couchent à la prison que deux nuits sur trois.

Un gardien et une sœur se tiennent, pendant le jour, dans les ateliers où les condamnés des deux sexes sont assujettis au silence pendant le temps du travail. Les autres détenus sont ordinairement libres dans leurs quartiers respectifs, et il leur est facile d'échapper à toute surveillance, en se

tenant dans les chauffoirs, ou aux autres endroits que le regard des gardiens de service ne peut pas atteindre.

Il y a, pour les hommes, quatre dortoirs, dont deux seulement sont surveillés, pendant la nuit, par les gardiens qui couchent à côté, et peuvent voir ce qui s'y passe. Les deux autres, une fois fermés, ne sont soumis à aucune surveillance; ils sont éclairés, et une sonnette d'appel correspond à la loge du portier, en cas d'accident. Les cinq dortoirs de la prison des femmes sont surveillés au moyen des guichets.

Cette organisation de la surveillance suffit pour maintenir l'ordre extérieur et la discipline dans la prison, lorsque les gardiens sont actifs et bien dirigés. Mais, quel que soit leur zèle, ils ne peuvent pas empêcher les détenus les plus dépravés de corrompre les autres.

Quant à la moralisation des condamnés, dans l'état actuel des choses il serait chimérique d'y songer. Un entrepreneur leur distribue du travail; l'administration fournit le dimanche, à ceux qui savent lire, quelques-uns des soixante-quinze volumes dont se compose la bibliothèque de la prison; les sœurs font chaque soir, avant la prière, une lecture à haute voix qui dure environ dix minutes; elles essayent quelquefois, dans leurs conversations particulières avec les détenues, de leur inspirer le désir d'une vie meilleure. Il n'est pas fait d'autre effort pour moraliser les condamnés, et avec le régime de l'emprisonnement en commun, nous ne pensons pas qu'il soit possible de rien tenter de plus.

3° Les prisons doivent-elles être placées sous le contrôle d'une autorité centrale? — L'autorité centrale doit-elle partager les pouvoirs de l'administration avec l'autorité locale et dans quelle mesure?

Il est indispensable que le service des prisons soit placé sous le contrôle et sous la direction de l'autorité centrale, et la mesure qui a mis à la charge de l'Etat, à partir de 1856, la dépense des prisons départementales, a réalisé un véritable

progrès. L'autorité centrale doit contrôler, surveiller, diriger, stimuler l'autorité locale. Par les inspecteurs généraux du service et par les préfets, elle a le moyen de savoir ce qui se passe et de rappeler partout à l'exécution des règlements et de la loi les administrations particulières qui pourraient tendre à s'en écarter. Toutefois qu'elle n'oublie pas que son rôle est de gouverner, bien plus que d'administrer. On peut gouverner de loin, mais on n'administre bien que de près. Si elle s'attache trop aux détails, si elle veut tout faire, si elle vise à cette uniformité purement extérieure, qui est l'idéal puéril de beaucoup d'esprits, elle fait mal ce qu'elle fait ; elle comprime toute initiative ; elle arrête tout progrès.

Nous pouvons en donner un exemple entre beaucoup d'autres.

Les sœurs de la prison du Mans avaient, de temps immémorial, pour leur usage particulier, une porte de sortie, solide d'ailleurs, dont elles gardaient les clefs. L'existence de cette porte n'avait soulevé aucune plainte ; le Préfet, la Commission de surveillance, le Directeur même de la prison attestaient qu'il n'en pouvait résulter aucun abus, et les inspecteurs du service général, reconnaissant que cet état de choses était nécessité par la disposition particulière du local, n'avaient jamais soulevé d'objection à ce sujet. Un autre, plus zélé, a fait fermer la porte, il y a deux ans, par le motif qu'il est de règle que les prisons n'en aient qu'une. La règle est observée ; cet idéal de l'uniformité, si cher à notre pays, est presque atteint ; mais les sœurs, pour sortir de la prison, et les personnes du dehors qui viennent les visiter, ont à traverser les longs et nombreux corridors de la prison des hommes, où elles sont exposées à rencontrer les détenus chargés du service intérieur ; un gardien doit se déranger de sa surveillance pour ouvrir les portes et conduire jusqu'à la maison des sœurs les étrangers que celles-ci ramèneront ensuite, par le même chemin, à la sortie. Les sœurs souffrent, un temps précieux se perd, le service est entravé, et la Commission de surveillance, voyant que ses avis ont si peu de poids, même en de si petites

choses, se demande quel crédit elle pourrait espérer d'obtenir si elle se donnait la peine d'appliquer son attention et ses recherches à de plus graves questions.

4° Quelles conditions sont actuellement exigées pour faire partie du personnel des prisons dans les prisons d'hommes et de femmes? — Comment se comporte ce personnel et quelles modifications y aurait-il lieu d'apporter dans son organisation et son mode de recrutement?

Nous avons vu que la surveillance des femmes de la prison du Mans est confiée à trois sœurs de la congrégation d'Evron. Elles ont remplacé avec avantage, il y a une vingtaine d'années, les gardiennes laïques. Elles inspirent plus de respect et plus de confiance aux détenues. On ne peut que rendre hommage à leur zèle et à leur dévouement.

Les gardiens ordinaires, nommés par le Préfet, ont été choisis parmi d'anciens militaires, de vingt-cinq à quarante ans, d'une constitution robuste, sachant lire et écrire, d'une bonne moralité. Aux termes de l'article 18 du dernier règlement du 24 décembre 1869, nul ne peut plus être admis comme gardien ordinaire s'il n'est âgé de vingt et un ans au moins et de trente-deux ans au plus. Mais cette limite d'âge est prolongée jusqu'à quarante-sept ans pour les militaires retraités. Peut-être ne serait-il pas sans inconvénients de nommer pour gardiens des jeunes gens de vingt et un ans seulement.

Le gardien-chef de la prison départementale et ceux des maisons d'arrêt de Mamers, La Flèche et Saint-Calais devraient être également nommés par le Préfet. C'est, du moins, ce qui résulte formellement de l'article 606 du Code d'instruction criminelle, du règlement général du 30 octobre 1841, du décret du 25 mars 1852 sur la décentralisation administrative, d'un décret du 12 août 1856 dont nous aurons à parler ci-après, et enfin d'un dernier décret du 25 décembre 1869. Comment se fait-il qu'en dépit de la loi et de règlements si nombreux, les gardiens-chefs soient, peut-être sans

exception, nommés par le Ministre? Ils ne peuvent guère être pris que parmi les employés des maisons centrales, ou parmi les gardiens ordinaires d'une capacité exceptionnelle; il arrive donc rarement, lorsqu'un emploi devient vacant, que le Préfet ait sous la main un candidat convenable. L'administration centrale a trouvé le moyen de pourvoir à cette difficulté sans avoir à modifier la loi : aux termes de l'article 3 du décret du 2 décembre 1857, et de l'article 26 du décret du 5 décembre 1869, les promotions de classe et de grade n'ont lieu qu'en vertu de décisions ministérielles. Il va sans dire que la nomination d'un gardien-chef est toujours une promotion de grade.

Le personnel des gardiens est bien composé. Le Gardien-chef actuel de la prison du Mans, en fonctions depuis près de dix ans, est un homme intègre, ferme, appliqué à ses devoirs.

Nous avons le regret de ne pouvoir pas faire le même éloge de la plupart des nombreux directeurs qui se sont succédé à la prison du Mans. Les hommes n'ont pas honoré la fonction. Quant à la fonction même, nous la considérons comme plus nuisible qu'utile. Nous croyons devoir entrer dans quelques développements pour justifier cette appréciation.

C'est le règlement général pour les prisons départementales du 30 octobre 1841 qui a, le premier, autorisé la nomination de directeurs dans les prisons autres que les maisons centrales; mais l'instruction jointe à ce règlement en avait sagement limité le nombre; l'exception n'était applicable qu'aux prisons renfermant habituellement plus de deux cents détenus et dans lesquelles le travail, l'instruction religieuse et l'instruction élémentaire n'avaient pas encore reçu une organisation permanente. Il résulte d'une instruction ministérielle du 2 février 1857, qu'avant le décret du 12 août 1856 il n'y avait que quatre prisons départementales qui fussent administrées par des directeurs.

De cette exception si restreinte, le décret du 12 août 1856

a fait la règle. Aux termes de l'article 3 de ce décret, les maisons d'arrêt, de justice et de correction, situées aux chefs-lieux de préfecture, sont toutes administrées par des directeurs.

Une instruction ministérielle, en date du 4 février de la même année, semble avoir eu pour objet d'annoncer à l'avance cette innovation, ou du moins de la faire pressentir. Cette instruction, adressée aux Préfets, leur fait remarquer qu'en mettant à la charge de l'Etat les dépenses des maisons d'arrêt, de justice et de correction, jusqu'alors rangées parmi les dépenses départementales, la loi de finances du 3 mai 1855 a assimilé ces prisons aux maisons centrales ; que leurs administrateurs auront désormais à gérer des fonds de l'Etat, et à prendre en charge un mobilier appartenant à l'Etat ; que, par suite, la responsabilité du Ministre se trouve directement engagée dans le choix de ces agents, et que son intention est d'y appeler des hommes présentant des garanties d'expérience et possédant des connaissances spéciales.

Il semble qu'il n'y avait pas à se tromper sur la conséquence logique et naturelle de ces observations : puisque les gardiens-chefs des prisons départementales, jusqu'alors considérés comme des employés du département, avaient été, comme tels, nommés par les Préfets, maintenant qu'ils devenaient employés de l'Etat, il paraissait juste que leur nomination passât du Département à l'Etat, ou de la Préfecture au Ministère. Est-ce là ce que le décret du 12 août 1856 a décidé ?

Nullement, et le décret du 12 août 1856 décide précisément le contraire. Il maintient expressément aux Préfets, par son article 3, le droit de nommer les gardiens-chefs chargés de l'administration des prisons d'arrondissement ; il ne leur enlève pas la nomination des gardiens-chefs des prisons situées aux chefs-lieux de préfecture ; il n'ôte à ceux-ci aucune de leurs attributions antérieures, par conséquent il leur laisse la charge avec la responsabilité de tout le service, et à côté d'eux, au-dessus d'eux, dans la même prison, il place des directeurs.

Mais alors, qu'est-ce que ces nouveaux directeurs auront à faire ? Voilà une question qu'il est fort embarrassant de résoudre.

Dans la pensée du règlement du 30 octobre 1841, le Directeur placé à la tête d'une prison contenant plus de deux cents détenus était spécialement chargé d'organiser le travail industriel des prisonniers, et de faire de la prison, comme d'une maison centrale, un vaste atelier. Or, les prisons départementales de cette importance sont, comme nous venons de le voir, extrêmement rares, puisqu'il n'y en avait que quatre en 1856. Les autres, défalcation faite des prévenus, des accusés, des enfants, des détenus de passage, des malades et de tous les condamnés dont la peine est trop courte pour qu'ils aient le temps de faire l'apprentissage du travail particulier des prisons, contiennent souvent moins de quarante condamnés à qui il soit possible de donner du travail. Est-ce pour diriger des ateliers de cette importance qu'on a cru nécessaire de créer tout à coup plus de quatre-vingts nouveaux directeurs ?

Il fallait autre chose, même en 1856, pour motiver la création subite d'un aussi grand nombre de dispendieux emplois, et l'on s'est efforcé de donner quelque consistance à la fonction en la gonflant d'attributions nouvelles.

« Les directeurs des prisons des chefs-lieux de préfecture, « dit l'article 6 du décret du 12 avril 1856, sont chargés, « sous l'autorité des Préfets, de diriger le service économique des maisons d'arrêt, de justice et de correction, et « des dépôts de sûreté du département; de préparer les « marchés et cahiers des charges; de contrôler les opérations « de dépense et de recette; d'en vérifier le règlement et « la liquidation; de surveiller la comptabilité espèces et « matières. »

Voilà, certes, des attributions fort compliquées en apparence; mais donnons-nous la peine de les prendre une à une, et nous allons voir que sous le luxe des mots il n'y a rien.

1° *Direction du service économique des maisons d'arrêt,*

de justice et de correction. — Avant 1856, il y avait une direction du service économique de ces prisons, et cette direction était très-compiquée. Les gardiens-chefs avaient à pourvoir à l'entretien des détenus, à leur nourriture, à leur travail. Ils faisaient cela sous l'autorité des Préfets, à l'aide des subventions votées par les Conseils généraux, au moyen de marchés contractés avec les entrepreneurs de la localité, en se conformant aux instructions ministérielles. Ces instructions témoignent des immenses difficultés que l'autorité centrale rencontrait alors, dans un grand nombre de départements, pour faire donner aux détenus la nourriture nécessaire, le vêtement, le blanchissage, des paillasses au lieu de paille malpropre, enfin du travail. « Dans le cas où des difficultés « sérieuses, dit aux Préfets l'instruction générale du 30 octobre 1841, vous empêcheraient d'organiser immédiatement le travail, il serait du moins toujours possible de faire « confectionner par les détenus eux-mêmes les toiles et les « effets d'habillement à leur usage. »

La loi de finances du 5 mai 1855 a ouvert, pour les prisons départementales, une ère toute nouvelle. En se chargeant de la dépense, l'Etat avait en vue de simplifier le service. Aujourd'hui, il est pourvu, par un entrepreneur général des prisons, en vertu d'un marché passé à Paris avec l'autorité centrale, à toutes les dépenses des détenus. L'entrepreneur a, dans chaque département, un sous-entrepreneur, son représentant et son mandataire, qui, moyennant le payement par le Trésor d'un prix de journée fixe, prend en charge, dans toutes les prisons et les dépôts de sûreté du département, le mobilier appartenant à l'Etat, fournit à tous les détenus la nourriture, le vêtement, la lingerie, la literie, le chauffage, l'éclairage, le blanchissage, les médicaments, pourvoit même aux frais du culte, au transport de certains malades à l'hôpital, aux inhumations, en un mot à toutes les dépenses, et procure aux condamnés du travail dont il partage les bénéfices à des conditions réglées par son marché.

Il suit de là que le décret du 12 août 1856 a chargé plus de quatre-vingts nouveaux directeurs de la direction du service économique des prisons dans le moment même où la direction de ce service allait devenir une sinécure.

2° *Direction du service économique des dépôts de sûreté du département.* — Il existe, dans beaucoup de cantons, à côté de chaque brigade, un *dépôt de sûreté*, où les gendarmes retiennent pour quelques heures, tout au plus pour la nuit, les prisonniers qu'ils ne peuvent pas conduire immédiatement à destination. Là où ces dépôts n'existent pas, les gendarmes gardent leurs prisonniers dans une *chambre sûre* de leur caserne, conformément à l'article 85 de la loi du 28 germinal an VI. Ces dépôts de sûreté sont en même temps des *maisons de police municipale*, et c'est sous ce titre qu'ils ont été institués par un arrêté ministériel du 20 octobre 1810. En conséquence de leur double destination, il y a lieu de distinguer entre les dépenses. Les unes, assimilées aux frais de translation des détenus, sont à la charge de l'Administration ; les gendarmes, qui font les avances, s'en font rembourser par l'entrepreneur, et l'entrepreneur lui-même les comprend dans ses prix de journées. Quant aux frais de séjour et de nourriture des détenus par mesure de police municipale, une circulaire du 11 juillet 1811 les met, avec les loyers, l'entretien des locaux et autres menues dépenses, à la charge des communes où les dépôts sont situés. Il paraît juste, en effet, que les municipalités qui se servent des chambres de sûreté, tout au moins pour y déposer leurs ivrognes, entretiennent le local à leurs frais, et il nous semble que la loi de finances du 5 mai 1855 n'a pas entendu mettre cette dépense purement municipale à la charge de l'Etat. Dans tous les cas, ce serait à l'entrepreneur d'y pourvoir conformément aux conditions de son marché. Par conséquent, la direction du service économique des dépôts de sûreté du département n'impose pas de longues veilles au directeur de la prison du chef-lieu.

3° *Préparation des marchés et cahiers des charges.* — Les

marchés généraux pour le service des prisons se passent à Paris ; c'est l'Administration centrale qui dresse les cahiers des charges, et le Directeur de la prison départementale n'a rien à y voir. Avant qu'il existât un entrepreneur général des prisons, il était souvent nécessaire de faire, dans chaque département, des marchés particuliers ; c'est dans les bureaux de la Préfecture qu'avaient lieu la préparation et la conclusion de ces marchés. Cela ressort, à chaque ligne, des nombreuses instructions adressées à ce sujet par l'Administration centrale aux Préfets ; nous signalerons particulièrement l'Instruction ministérielle du 12 septembre 1857.

4° *Contrôle des opérations de recette et de dépense.* — Les recettes et dépenses de l'entrepreneur ne regardent que lui ; il est responsable, il a un cautionnement, le menu mobilier qu'il doit fournir est un gage pour l'Etat ; l'Administration n'a pas à contrôler ses écritures. Mais pour se faire payer de ses prix de journées, l'entrepreneur doit joindre à son mandat des états nominatifs, conformes aux registres d'écrou, et certifiés par le gardien-chef. Ici le directeur a quelque chose à faire : il doit viser ces états, qui seront visés encore par le Préfet (Instr. minist. du 12 septembre 1860). Il arrive quelquefois que des détenus doivent être placés à l'hôpital, ou à l'asile des aliénés, ou qu'ils obtiennent d'être transportés par chemin de fer d'une prison à l'autre ; il y a là des causes accidentelles de dépense auxquelles l'entrepreneur n'est pas tenu de pourvoir. Ces dépenses sont mandatées par le Préfet, et payées par le Trésorier payeur général sur le vu de mémoires dont la formule imprimée contient toutes les indications nécessaires pour le contrôle. Dans les prisons où il n'y a pas de directeur, les gardiens-chefs les moins lettrés s'acquittent très-exactement du travail que les opérations de cette nature leur imposent. Nous ne connaissons aucune autre opération de recette ou de dépense que le directeur ait à contrôler.

5° *Surveillance de la comptabilité espèces et matières.* — Ce sont encore là des expressions pompeuses qui ne correspon-

dent pas à un travail sérieux. Le gardien-chef tient des écritures qui sont relatives à l'entrée, à la distribution et à la sortie des objets de lingerie, literie, vestiaire, qui ne sont pas fournis par l'entrepreneur, et qui appartiennent aux détenus ; il reçoit en dépôt leurs bijoux, valeurs ou espèces ; il y ajoute la part des produits de leur travail dont il leur est dû compte par l'entrepreneur. C'est là ce qui constitue la comptabilité espèces et matières. Elle figure sur de nombreux registres que tient le gardien-chef, en se conformant aux modèles qui lui sont fournis par les instructions ministérielles (Voir Instr. des 17 mars et 16 avril 1860). La surveillance du directeur au sujet de cette comptabilité est évidemment sans objet. Les détenus la surveillent eux-mêmes, en ce qui les concerne, avec un soin jaloux, et ils ne manqueraient pas de se plaindre si le gardien-chef commettait quelque erreur à leur détriment. Quant au gros mobilier de la prison, qui n'est pas fourni par l'entrepreneur, et dont l'entretien seul est à sa charge, c'est aux inspecteurs du service général qu'il appartient de vérifier et de contrôler les écritures qui y sont relatives.

Voilà à quoi se réduisent les attributions conférées au directeur par l'article 6 du décret du 12 août 1856. Ce sont là ses attributions générales, s'appliquant à tout le département. Il est en outre le directeur de la prison départementale proprement dite, ou, pour employer les expressions mêmes de l'article 5 du décret, il est chargé d'*administrer* la prison située au chef-lieu de préfecture. Qu'est-ce qu'*administrer*, et n'y a-t-il pas encore là un mot qui paraît tout dire, et ne dit rien ?

Le règlement général du 30 octobre 1841, en autorisant la création de quatre directeurs de prisons départementales, les chargeait, dans la prison même, et non ailleurs, d'attributions nettement définies. « L'action du directeur, dit l'article 8 de ce règlement, s'étend à toutes les parties du service. « Tous les employés lui sont subordonnés et doivent lui « obéir. » Il était spécialement chargé, par les articles 9, 10 et 11, de l'exécution des règlements, de la police de la prison,

de l'exécution des marchés, du classement des détenus, de l'examen de leur correspondance, de tout ce qui concerne le travail et de la tenue des nombreux registres de comptabilité. Ainsi, dans la pensée du règlement, le directeur était le chef, et le seul chef de la prison, responsable, par conséquent, de tout le service ; il n'avait pas d'autre fonction, et le gardien-chef, immédiatement placé sous ses ordres, n'était, comme dans les maisons centrales, qu'un premier gardien.

Au lieu de ces attributions si claires, le décret du 12 août 1856 confère au directeur, en un seul mot, l'administration de la prison située au chef-lieu de préfecture. Il administre, soit. Mais le gardien-chef conserve-t-il ses attributions ? Il les conserve par cela même qu'aucune ne lui est ôtée. Les doutes que le silence du décret sur cette question eût pu laisser subsister ont été levés d'ailleurs par l'instruction du 2 février 1857, aux termes de laquelle les gardiens-chefs ne sont relevés d'aucune des obligations dont ils étaient auparavant chargés par les règlements. C'est donc au gardien-chef qu'il incombe de tenir tous les registres de la prison, de faire exécuter les règlements, de donner pour cela des ordres aux gardiens, de recevoir les fournitures, d'en vérifier la qualité, de garder les détenus, de les classer dans leurs quartiers, de les distribuer dans les divers ateliers de travail, de recevoir l'argent qui leur appartient, d'être responsables des évactions, etc., etc. Evidemment, si le gardien-chef est capable et remplit tous ces devoirs, l'administration du directeur consiste à ne rien faire, à moins qu'il ne désapprouve ce qui est bien, afin d'avoir l'air de faire quelque chose. Si, au contraire, le gardien-chef est incapable, il faut nécessairement le changer, sous peine d'arrêter immédiatement la marche du service, dont il est le moteur essentiel. Enfin s'il ne se présente pas de candidats qui soient aptes à cette fonction, parce qu'elle est pénible et peu rétribuée, qu'on la relève en augmentant le traitement ; qu'on donne même le titre de directeurs aux employés modestes qui se contentaient jusqu'ici d'être des gardiens-

chefs, ce sera convenable et sage ; mais placer à la tête d'un seul et même service deux fonctionnaires, l'un chargé d'attributions nettement définies, et responsable, l'autre payé pour se croiser les bras en regardant de quelle manière le premier s'acquitte de ses fonctions, évidemment c'est un abus.

Le directeur, dit-on, a pour mission de centraliser le service, et à cause de cela il prend, dans l'usage, le titre de directeur des prisons départementales. Mais le service de la prison départementale proprement dite, des maisons d'arrêt et des dépôts de sûreté est déjà centralisé dans les bureaux de la préfecture, et le véritable directeur des prisons du département, c'est, sous l'autorité et la responsabilité du préfet, le chef de division de la préfecture dans les attributions duquel est rangé ce service. L'institution d'un directeur particulier des prisons départementales n'est qu'un double emploi, qui complique l'organisation d'un rouage superflu.

A-t-on voulu faire du directeur l'œil, en quelque sorte, de l'Administration centrale dans chaque département ? L'institution, même à ce point de vue, n'aurait pas de raison d'être, puisque l'Administration centrale, par ses inspecteurs et par sa correspondance avec les préfets, possède un bien meilleur moyen et de savoir ce qui se passe dans les prisons départementales, et d'introduire, à chaque instant, dans les plus petits détails du service, toutes les modifications qu'elle peut juger utiles.

Il nous est donc impossible, à quelque point de vue que nous nous placions, de découvrir une seule des attributions du Directeur qui ne rentre pas dans les fonctions ou du Préfet, ou du Maire, ou des Inspecteurs, ou de la Commission de surveillance, ou du Gardien-chef. Il n'a pas d'attribution qui lui soit propre, il ne fait rien que par double emploi. Il n'y a que ses écritures qui soient vraiment son œuvre ; encore le directeur de la prison du Mans s'est-il débarrassé de ce stérile travail en obtenant de faire attacher à son bureau, sous le titre de greffier, aux appointements de huit cents francs et le

chauffage en sus, un cinquième gardien qui lui sert de commis, et ne rend à la prison aucun autre service.

Telle est, dégagée de ses voiles, la fonction dont le titulaire reçoit, sans rien rendre en retour, la jouissance d'un logement spacieux, d'une grande cour et de vastes jardins, le chauffage et l'éclairage aux frais de l'entrepreneur, un traitement qui varie de deux mille à trois mille cinq cents francs, et en outre des indemnités de voyage lorsqu'il va, deux fois au moins par an, après le préfet, les sous-préfets et les maires, inspecter les trois prisons et les chambres de sûreté du département. S'il existe beaucoup d'abus de cette force dans les autres services, il est navrant de voir gaspiller ainsi les deniers d'une nation qui a tant besoin de ménager ses ressources.

Si encore l'institution n'était qu'inutile ! Mais ces fonctionnaires, qui d'après l'instruction ministérielle du 4 février 1856, devaient présenter des garanties d'expérience et de savoir, sont trop souvent des hommes déclassés, besoigneux, qui n'ont pas su se procurer ailleurs, par l'intelligence et le travail, une position quelconque. Nous pourrions citer des faits nombreux, qui ont fait scandale à la prison du Mans, même parmi les détenus, et qui prouvent que la plupart des directeurs de cette prison étaient inférieurs, sous beaucoup de rapports, au modeste gardien-chef dont ils se trouvaient cependant les supérieurs dans la hiérarchie.

Mais ce n'est pas seulement par la faute des hommes, c'est par son vice même que l'institution doit être condamnée. En établissant dans chaque prison de chef-lieu de préfecture, pour administrer cette prison, un fonctionnaire en même temps chargé de la direction des autres prisons du département, le décret du 12 août 1856 a créé une situation indécise, hybride, qui permet au directeur, tantôt de se prévaloir de son autorité dans la prison du chef-lieu pour y dominer, pour revendiquer l'honneur de ce qui s'y fait de bien, trop souvent pour empêcher le bien ; tantôt de se retrancher der-

rière son autorité dans le département, pour se dire étranger au service intérieur de la prison du chef-lieu et se soustraire à la responsabilité de ce qui s'y fait de mal. La conséquence nécessaire de cette situation, c'est de rendre la responsabilité incertaine, et par conséquent de la détruire; c'est d'affaiblir l'autorité en la partageant; c'est enfin de créer, entre le directeur et le gardien-chef, un antagonisme qui désorganise le service et ruine la discipline. Nous en avons eu sous les yeux de tristes exemples.

Enfin, lorsque nous parlerons des Commissions de surveillance, nous aurons à montrer que l'hostilité des directeurs est l'un des plus difficiles obstacles qu'elles aient à vaincre pour réussir dans leur utile mission, et que leur bonne volonté échoue trop souvent contre cet écueil.

On se propose, parait-il, de réduire des deux tiers le nombre de ces directeurs, de manière à comprendre dans le service de chacun d'eux trois départements au lieu d'un. Le remède, à notre avis, sera pire que le mal. Le directeur dont l'autorité s'étendra à trois départements aura un peu plus d'écritures à faire, mais il n'exécutera pas pour cela plus de travail utile. Là où il ne résidera pas, il ne sera qu'un sous-inspecteur, et l'avantage résultant de ses inspections n'en payera pas les frais. Là où il résidera, son autorité sera plus grande et son influence plus funeste.

5° *Quelle est l'étendue et quelles doivent être les garanties du pouvoir disciplinaire attribué aux Directeurs et Gardiens-chefs?*

Les peines disciplinaires que le Gardien-chef et la Supérieure des sœurs peuvent prononcer provisoirement, sauf approbation du Directeur, sont :

- 1° La privation de cantine;
- 2° La privation de soupe (pain sec) ;
- 3° Le cachot, dont la durée est toujours fixée par le Directeur. Toutes les semaines, l'un des membres de la Commission

de surveillance visite les différents quartiers de la prison du Mans. Il écoute les plaintes que les détenus ont pleine liberté de lui adresser sans être entendus des gardiens, et il les consigne sur son procès-verbal. A chaque réunion de la Commission, ces procès-verbaux sont analysés, et la Commission délibère sur les observations ou les plaintes qui s'y trouvent formulées. Si les peines disciplinaires manquaient, soit de fermeté, soit de modération, la Commission pourrait en faire officieusement l'observation, ou même, au besoin, consigner son avis à ce sujet dans son procès-verbal. Les procès-verbaux des séances de la Commission sont transcrits, dans les bureaux de la préfecture, sur un registre spécial, après avoir été soumis à l'examen du Préfet. Cette organisation nous paraît suffisante pour assurer le maintien d'une discipline sévère, sans rigueurs inutiles. La nécessité de l'approbation du Directeur est au contraire fâcheuse, parce qu'elle peut énerver l'autorité du Gardien-chef ou de la Supérieure.

6° *Quelle place est faite dans les prisons à l'enseignement religieux et à l'enseignement primaire? — Comment et à l'aide de quel personnel est organisé ce double enseignement?*

Il n'y a pas d'enseignement primaire à la prison du Mans.

Chaque jour, le matin et le soir, la prière est dite, à la chapelle, par une sœur; les détenus répondent. Les dimanches et les jours de fêtes, ils assistent, de huit à neuf heures, à une messe basse et à un sermon approprié à leur situation, qu'ils écoutent en général avec attention. Autrefois, la messe et les vêpres étaient chantées par des détenus choisis par l'aumônier; en 1874, l'un des derniers directeurs s'avisait de décider que les détenus nommeraient eux-mêmes leurs chantres; ils en ont fait une plaisanterie, et désigné ceux d'entre eux qui étaient le moins dignes de remplir cet office. Il a fallu remplacer la grand'messe par une messe basse et supprimer les vêpres. La bénédiction est donnée le dimanche, à trois heures.

Dans la prison des femmes, lorsqu'elles sont couchées, une détenue dit le chapelet; toutes les autres répondent.

Une sœur leur explique chaque dimanche le catéchisme.

On reproche quelquefois aux aumôniers des prisons de ne pas s'attacher davantage à moraliser les détenus. Nous ne savons pas si le zèle de quelques-uns n'est pas au-dessous de leur saint ministère; mais il nous paraît juste de reconnaître que la bonne volonté des autres se trouve nécessairement paralysée par l'impossibilité d'arriver, dans l'état actuel des choses, à aucun résultat.

Les sœurs, nous l'avons vu, essayent quelquefois de prendre à part les détenues les moins dépravées, afin de leur inspirer le désir d'une vie meilleure. Ces femmes leur ont souvent répondu : « Oui, vous avez raison, nous le comprenons; nous « voudrions faire ce que vous dites; mais, au jour de notre « libération, les camarades vont être là, à la porte de la « prison, pour nous attendre et fêter notre sortie. On nous « fera boire, et ce sera à recommencer! » L'une d'elles, il y a quelques jours, ajoutait : « Ma sœur, je vous en prie, accom- « pagnez-moi, quand je sortirai, jusqu'à la gare, afin que je « ne sois pas reprise par les autres. »

7° Quel système est appliqué principalement dans les prisons départementales au point de vue de la classification des détenus en diverses catégories, et quel est celui qui paraît le plus rationnel?

Au Mans, la prison des hommes se divise en quatre quartiers, qui comprennent :

- 1° Les prévenus, les accusés, les détenus de passage (passagers civils) et les condamnés à plus d'un an de prison, lesquels, en attendant leur translation à la maison centrale, sont considérés comme prisonniers de passage;
- 2° Les condamnés à moins d'un an de prison;
- 3° Les détenus pour dettes et les jeunes détenus;
- 4° Les militaires.

Les quatre quartiers de la prison des femmes sont affectés :

- 1° Aux prévenues, accusées, détenues de passage et condamnées à plus d'un an ;
- 2° Aux femmes nourrices ;
- 3° Aux jeunes détenues ;
- 4° Aux condamnées à moins d'un an.

Ces aménagements intérieurs de la prison du Mans sont une violation formelle de la loi. En effet, aux termes des articles 603 et 604 du Code d'instruction criminelle, les prévenus et accusés, séparés les uns d'avec les autres, ne doivent jamais être confondus avec les condamnés. Avant la guerre, la maison d'arrêt du Mans était séparée de la maison de justice, et les prévenus avaient leur quartier spécial. C'est par suite de l'encombrement résultant des nouvelles constructions et du grand nombre de militaires de passage, que cet état de choses a été modifié ; les prévenus et les condamnés à plus d'un an de prison ont été envoyés à la maison de justice, et le quartier des prévenus a été affecté aux militaires. Il y a lieu d'espérer que cette situation ne sera que temporaire, car il est aussi inhumain que contraire à la loi de confondre de simples prévenus, qui peuvent être innocents, dont plusieurs seront acquittés, avec des individus déjà flétris, soit par un jugement de condamnation, soit par un arrêt de mise en accusation. La disposition matérielle du local affecté à la maison de justice rend d'ailleurs cette promiscuité absolument intolérable. Ce quartier, qui n'a pas de dortoirs, contient dix-sept cellules donnant sur un vaste préau. Elles restent ouvertes pendant le jour ; la nuit elles sont fermées. Lorsque le nombre des détenus dépasse dix-sept, ils couchent deux dans une même cellule, ce qui, pour certains prévenus, peut aggraver d'une manière odieuse le supplice de la détention préventive.

Le mélange des jeunes détenus avec les détenus pour dettes n'a pas les mêmes inconvénients. Ce n'en est pas moins une violation de la loi et des règlements (Voir Loi du 5 août 1830, art. 2, et art. 108 du règlement général du 30 octobre 1841).

Les dispositions intérieures de la prison du Mans ne permettent pas qu'il en soit autrement.

Il n'est pas aussi facile qu'on pourrait le croire, avec le régime de l'emprisonnement en commun, de classer les détenus conformément aux prescriptions de la loi. Il est, en effet, nécessaire, pour que la loi et les règlements ne soient pas violés, que toute prison départementale contienne des quartiers séparés pour les jeunes détenus, les prévenus, les accusés, les condamnés, les femmes nourrices, les militaires de passage et les détenus pour dettes; au total, pour les deux sexes, onze quartiers distincts, avec autant de cours et de dortoirs spéciaux. Une circulaire ministérielle du 26 septembre 1860, s'appuyant, à défaut de dispositions expresses de la loi, sur d'impérieuses considérations de morale, demande que les *jeunes adultes* (mineurs de 16 à 20 ans), prévenus, accusés ou condamnés, ne soient pas confondus avec les détenus plus âgés des mêmes catégories, ce qui nécessiterait pour les deux sexes six nouveaux quartiers. L'art. 89 § 2 du règlement général du 30 octobre 1841, dont la disposition ne peut pas être exécutée au Mans, exige que les prisonniers de passage (passagers civils) soient placés dans des chambres séparées, et ne communiquent pas avec les autres détenus. L'art. 112 du même règlement ordonne que les mineurs détenus par voie de correction paternelle soient complètement séparés, le jour comme la nuit, de tous les autres détenus, et par conséquent des jeunes prévenus avec lesquels ils sont confondus dans la prison du Mans. Enfin, il serait absolument indispensable que les dispositions de la prison permissent de mettre à part certains détenus qui se distinguent des autres par une perversité particulière, leur état de récidive, leur situation sociale, leur santé, la nature des infractions qui leur sont reprochées, etc., ou dont la mise au secret a été ordonnée par le juge d'instruction.

Aucune prison départementale ne peut contenir assez de divisions pour un aussi grand nombre de catégories diverses de détenus.

nus. La nécessité contraint à chaque instant l'Administration de la prison à enfreindre les règlements, ou même à violer les dispositions les plus expresses et les plus salutaires de la loi, tantôt accidentellement, tantôt même d'une manière permanente.

Ces nécessités sont fâcheuses, souvent intolérables, et il est choquant de punir les infractions à la loi par des moyens qui sont une violation de la loi.

Nous verrons bientôt que des considérations puissantes d'humanité, de morale, de justice, d'intérêt social, commandent impérieusement de remplacer le mode d'emprisonnement en commun par le régime de l'emprisonnement individuel. Si le premier devait être conservé pendant longtemps encore, il serait tout au moins indispensable d'établir, dans chaque prison, un quartier de cellules, en nombre assez grand pour recevoir le tiers au moins de la population totale de l'établissement.

8° Que faut-il penser de la réunion dans les maisons centrales des condamnés correctionnels avec les réclusionnaires et avec les femmes condamnées aux travaux forcés, dans les prisons de femmes ?

Il n'y a pas de maison centrale dans le département.

9° L'organisation du travail est-elle satisfaisante dans les maisons centrales et dans les prisons départementales ?

Dans une prison départementale de 100 à 130 détenus, parmi lesquels se trouvent des prévenus, des accusés, des prisonniers de passage, des malades, des infirmes, des enfants, des condamnés à des peines de très-peu de durée, le travail ne peut pas être organisé sur une vaste échelle. Au Mans, l'organisation est aussi satisfaisante qu'il est possible.

10° Quels sont les avantages respectifs de la régie ou de l'entreprise envisagés principalement sous le rapport

des facilités ou des obstacles apportés à la moralisation des détenus?

Sous ce rapport, nous n'apercevons pas une différence sensible, au moins pour les prisons départementales, entre le régime de la régie et celui de l'entreprise.

11° *Les pénitenciers agricoles ont-ils donné de bons résultats et doit-on en multiplier le nombre?*

12° *L'organisation et la tenue des établissements d'éducation correctionnelle, publics ou privés, sont-elles satisfaisantes?*

Il n'existe pas d'établissement de ce genre dans le département. Les jeunes délinquants qui sont renvoyés dans une maison de correction, en vertu de l'article 66 du Code pénal, sont placés, savoir : les filles à la communauté religieuse du Bon-Pasteur au Mans, et les garçons à la colonie agricole de Mettray (Indre-et-Loire). Cet établissement jouit au Mans d'un renom mérité. Beaucoup de parents font des efforts considérables pour obtenir que ceux de leurs enfants dont ils ont à se plaindre y soient admis.

13° *Y aurait-il utilité à employer les jeunes filles détenues dans ces établissements à des travaux agricoles?*

Nous manquons des enseignements de l'expérience sur cette question.

En résumé :

14° *Quelles sont les réformes partielles et urgentes qu'il serait possible d'introduire dès à présent dans les établissements pénitentiaires?*

15° *Dans l'hypothèse d'une réforme radicale du système pénitentiaire, quel système paraîtrait devoir être adopté?*

16° *Dans le cas où le système cellulaire paraîtrait préférable, ce système devrait-il être appliqué à toute la peine, ou seulement à une partie de la peine?*

L'emprisonnement en commun a pour résultat d'accroître

la dépravation des détenus. Cette vérité, aussi douloureuse qu'incontestable, doit nécessairement amener, tôt ou tard, des modifications radicales dans ce mode d'emprisonnement. Soumettre des hommes, pour les punir de leur perversité, à un régime dont la conséquence inévitable sera de les rendre pires, au moins pour la plupart, c'est une contradiction au point de vue rationnel, et au point de vue social c'est un immense danger. Les peuples qui sont encore enfants ne s'interrogent pas sur des questions de cette nature ; ils n'ont pas conscience de ces problèmes ; s'ils sentent et s'ils comprennent le mal, ils n'y peuvent rien, ils n'y voient pas de remède, et ils le subissent comme fatal. De là cette longue durée d'institutions qui nous semblent barbares, quoiqu'elles aient peut-être constitué, à l'origine, un adoucissement à un passé plus barbare encore. Mais lorsqu'une fois, grâce aux progrès de la civilisation, des institutions et des mœurs, le problème du système pénitentiaire se trouve nettement posé devant la conscience publique, il est impossible qu'elle ne se rende pas compte des vices de l'emprisonnement en commun, qu'elle ne se sente pas responsable des maux qui en sont la suite, et qu'elle ne condamne pas à périr l'arbre qui porte des fruits aussi détestables.

Toutefois, ce n'est pas avec un article de loi qu'on détruit d'un seul coup une institution qui dure depuis tant de siècles. En France, où la question serait depuis longtemps résolue législativement (1), si l'attention du pays n'en avait été détournée par les événements, on a sagement commencé par faire l'essai partiel du mode d'emprisonnement qui a pour base l'isolement de chaque détenu, et des maisons cellulaires ont remplacé, dans beaucoup de départements, les prisons qui étaient à reconstruire. Nous pensons qu'il serait mieux encore,

(1) Voir notamment la circulaire ministérielle du 1^{er} août 1838, le tableau des opinions exprimées par les Conseils généraux des départements, dans leur session de 1838, sur la réforme du régime des prisons, et le rapport présenté par M. Béranger à la Chambre des Pairs, en 1847 (*Moniteur universel* du 1^{er} mai 1847).

et qu'il est urgent d'établir, comme nous l'avons proposé en répondant à la septième question, un quartier de cellules dans toute maison d'arrêt, de justice et de correction, et nous sommes convaincu que peu à peu, par le seul effet de ses avantages de toute nature, dûment constatés par l'expérience, le quartier cellulaire finirait par absorber et remplacer les autres.

Les cellules devraient d'abord servir aux accusés et aux prévenus. Pour un innocent, et l'innocence doit être présumée jusqu'au jugement, être confondu avec des criminels, vivre de la même vie, subir à chaque instant leur contact, coucher la nuit, souvent sans protection, loin de toute surveillance, dans les mêmes dortoirs, c'est une effroyable aggravation de la détention préventive ; la pensée seule d'un tel supplice a de quoi faire frémir, et nous estimons que c'est un véritable droit, pour les prévenus détenus préventivement, d'être séparés de tous les autres.

Par une raison inverse, les récidivistes doivent être séquestrés, non dans leur intérêt, mais pour la protection des autres détenus, qui, même reconnus coupables, ont le droit de n'être pas exposés à des influences pernicieuses, contre lesquelles il leur serait trop souvent impossible de se défendre.

Les cellules recevraient encore, conformément aux règlements, les détenus de passage, les jeunes adultes, les mineurs détenus par voie de correction paternelle, et enfin, soit temporairement, soit pour toute la durée de leur peine, les condamnés dont l'indiscipline, les mauvaises mœurs, ou d'autres causes laissées à l'appréciation de l'administration de la prison, rendraient la séquestration nécessaire.

On reproche à l'emprisonnement cellulaire d'être une peine trop dure.

Sans doute c'est un tourment de se trouver seul entre quatre murs, sans moyen d'en sortir, avec le remords d'être là par son crime ; mais c'est un tourment moral et salutaire. Il n'y a que l'âme qui souffre, et cette souffrance est de nature à la purifier, à l'éclairer à l'améliorer.

Il est vrai que la solitude, quand elle est absolue et de trop longue durée, peut devenir dangereuse pour l'âme comme pour le corps. Mais, d'une part, l'emprisonnement cellulaire, tel qu'on l'a toujours pratiqué en France, ne prive pas le détenu, d'une manière absolue, de la société de ses semblables. Il a des relations, qui ne laissent pas que d'être assez fréquentes, avec les gardiens, l'entrepreneur, l'aumônier, l'instituteur, le médecin, les membres de la commission de surveillance, les fonctionnaires chargés par la loi de l'inspection de la prison, enfin avec toutes les personnes du dehors, parents ou amis, qui sont autorisés à le visiter. Il n'est donc en réalité séparé que de ceux dont la fréquentation pourrait lui être funeste. D'autre part, il est de règle que les prisons départementales ne renferment pas de condamnés à plus d'un an de prison, et l'expérience a prouvé que, pendant la durée de peines aussi courtes, l'emprisonnement cellulaire ne peut avoir aucun résultat fâcheux pour l'intelligence ou pour la santé des détenus.

Enfin, il existe dans plusieurs de nos maisons cellulaires, notamment dans celle de l'arrondissement de Cosne, à Nevers aussi, croyons-nous, un aménagement intérieur qu'il est facile de reproduire partout. Entre les cellules, dans le mur de séparation, est une double porte. Lorsque ces portes sont fermées, l'isolement est absolu. Il suffit de placer dans des cellules voisines les détenus qu'il n'y a pas d'inconvénient à laisser communiquer ensemble, pour avoir les avantages de l'emprisonnement en commun, sans ses dangers. Entre les mains d'une administration intelligente, cette disposition de la prison peut devenir un moyen puissant d'exercer sur les détenus une action favorable à leur amendement.

Ainsi appliqué, le système cellulaire ne mérite nullement le reproche d'être une peine trop dure, et son application aux prisons départementales ne peut vraiment donner lieu à aucune objection sérieuse, en principe du moins. Quant à la mise en pratique, ce n'est plus qu'une question de temps et d'argent. La mesure transitoire que nous proposons aurait l'avantage

de n'exiger qu'une dépense qui n'a rien d'effrayant, de parer au plus pressé, et de laisser au temps le soin de faire le reste.

Ajoutons qu'il y a urgence. On reconnaît que la société est en péril, lorsque la prison est une école de perversité. Ce péril n'est pas le seul, et il en est un autre auquel peut-être on ne donne pas assez d'attention.

L'état déplorable de nos prisons excitait à juste titre, il y a cinquante ans, l'indignation publique. Aujourd'hui il n'en est pas une seule dont le séjour ne puisse être, au point de vue purement matériel, un objet d'envie pour toute une partie de la population. L'État doit fournir aux détenus tout ce qui est nécessaire à la conservation de leur santé et de leurs forces ; il ne leur doit que cela, il ne leur donne rien de plus ; mais par cela même qu'il leur assure le nécessaire, il leur procure un bien-être, une sécurité que la plupart d'entre eux ne sauraient pas gagner par leur travail, s'ils étaient libres, et dont ne jouissent pas des milliers de malheureux qui ne sont coupables cependant que de leur misère. Il en résulte que, par l'effet d'adoucissements que l'humanité réclamait, et auxquels il n'y a rien à changer, la peine de l'emprisonnement a cessé d'être exemplaire pour tous ceux (le nombre en sera toujours trop grand) que l'infamie de la peine ne touche pas, et à qui la liberté ne donne pas un bien-être égal à celui de la prison. Qui-conque s'occupe de l'administration de la justice répressive sait que, chaque année, au commencement de l'hiver, beaucoup de malheureux se font arrêter, pour mendicité ou pour vagabondage, afin de n'avoir pas à chercher, pendant la dure saison, un gîte, des vêtements, du pain et du travail. C'est là un mal considérable. L'emprisonnement cellulaire est un moyen d'y remédier et nous n'en connaissons pas d'autre.

La question de l'application du système cellulaire aux détentions de longue durée est, sinon plus délicate, au moins plus compliquée.

Tout homme, après une certaine dépense d'énergie, a besoin

de se recueillir, de regarder en soi, et de chercher dans cette sorte d'examen de conscience de nouvelles forces et de nouveaux conseils. Les criminels ont généralement horreur de ce retour sur eux-mêmes; ils s'évitent, ils se fuient, afin de mieux s'étourdir et de ne point entendre le cri de leur conscience. L'un des plus grands bienfaits du système cellulaire est de les contraindre à se regarder dans la solitude et à se voir tels qu'ils sont.

Mais la solitude trop prolongée peut devenir funeste. Si l'homme a besoin, de temps à autre, de se recueillir, il n'a pas moins besoin de la société de ses semblables. C'est un besoin de sa nature, impérieux, despotique, auquel il est nécessaire qu'il soit donné satisfaction, sous peine de voir se produire, dans l'état mental comme dans l'être physique du détenu, de graves désordres. Les partisans à outrance du système cellulaire soutiennent que les visites que le détenu reçoit dans sa cellule sont suffisantes pour donner satisfaction à ce besoin; ils invoquent à l'appui de leur opinion des autorités considérables. Nous n'entrerons pas dans l'examen de cette question, vivement débattue, parce qu'il est à nos yeux une autre raison qui ne permet pas d'appliquer le système cellulaire, d'une manière continue, à des peines d'une longue durée.

La peine de l'emprisonnement de moins d'un an a pour objet de contraindre le condamné à réfléchir sur la mauvaise action qu'il a commise, à s'en repentir, à l'expier, et de lui inspirer la résolution de ne plus retomber dans de pareils écarts. Si ces résultats sont obtenus au moment de la cessation de la peine, elle a atteint le but et rempli tout son objet. Au contraire, les peines de longue durée s'appliquent à des natures plus profondément perverses. Il ne suffit pas que le détenu ait expié son crime, qu'il en ait compris la gravité, qu'il s'en repente, ni même qu'il ait pris la ferme résolution de ne plus récidiver; il importe encore à la société, comme à lui-même, qu'avant de redevenir libre, il ait appris l'art si difficile d'user de la liberté, de se vaincre, de dompter ses

passions, de résister à ses habitudes vicieuses, et d'échapper aux terribles tentations de la misère, de la paresse ou des mauvais exemples. Cela ne s'apprend pas, comme des préceptes de morale, avec de la mémoire, et c'est peu de connaître la règle pour qui ne l'a pas encore pratiquée. Si le condamné, après plusieurs années de cellule, est rendu tout à coup à la liberté, il va se retrouver, avec son repentir et ses bonnes résolutions, dans le même courant auquel il s'est, une première fois, laissé entraîner. Il veut résister, il veut lutter ; mais les mêmes camarades l'entourent et lui font fête, le même cabaret lui ouvre ses portes, les mêmes habitudes lui imposent l'ancien joug, et il se réveille, comme d'un long sommeil, au milieu de cet entourage qui l'a autrefois perdu, avide de ces plaisirs funestes dont il vient d'être privé, d'autant moins capable de résister à ces entraînements qu'il a le souvenir d'une première chute, depuis laquelle il n'a eu ni l'occasion, ni le moyen d'essayer ses forces. La peine, avant de cesser, doit lui donner les moyens de faire, dans des conditions favorables, l'épreuve de ces forces qu'elle a pour objet de lui rendre : elle doit le mettre à même de remplacer les habitudes dangereuses par des habitudes d'ordre, de travail, de sobriété, d'économie, et, pour cela, il est nécessaire qu'à la période d'expiation, qui se passe dans la cellule, succèdent une ou plusieurs périodes d'épreuve, de sorte que le détenu soit ramené à la vie libre, non d'un seul coup, mais pas à pas, et s'il se peut par des transitions insensibles.

A nos yeux, l'idéal du régime pénitentiaire pour les peines de longue durée serait atteint, si à l'isolement de la cellule, absolu d'abord, aggravé même, au besoin, par la privation de lumière, de visites et de travail, mais de moins en moins rigoureux, succédaient une première période de travail en commun, pendant le jour, dans l'atelier, puis une autre période de travail en plein air, sous une surveillance de moins en moins apparente, laissant même place à certaines tentations, celles de la cantine par exemple, et enfin la mise en liberté

préparatoire, avec la condition, jusqu'à l'expiration de la peine, que toute faute, même légère, aurait pour conséquence de faire rétrograder le coupable d'une ou de plusieurs périodes, et de le ramener dans la cellule, quand la faute serait grave.

Nous pensons que la peine, ainsi organisée, serait morale, expiatoire, salubre pour le condamné, exemplaire pour tous, éminemment utile, et que c'est à la rendre telle qu'il faut tendre, avec ensemble et avec persévérance, mais lentement, sagement, en mettant à profit les leçons de l'expérience, au fur et à mesure des ressources de l'État.

En résumé, nous proposons :

1° De supprimer les directeurs institués par le décret du 12 août 1856 ;

2° De remplacer, dans toute prison départementale, le régime de l'emprisonnement en commun par le régime de l'emprisonnement individuel ;

3° De fonder, à titre d'essai, dans un lieu bien choisi, une maison centrale dont les détenus, successivement assujettis à l'emprisonnement cellulaire de jour et de nuit, puis au travail en commun, d'abord dans des ateliers, plus tard dans la campagne, ne devraient être rendus à la liberté définitive qu'après avoir subi la salubre épreuve de la liberté préparatoire.

§ II. — PATRONAGE ET SURVEILLANCE.

1° *Quelle est, dans l'état actuel des choses, l'assistance donnée aux libérés adultes et aux jeunes détenus des deux sexes, soit par l'Administration, soit par les Directeurs des établissements pénitentiaires, soit par les Sociétés de patronage, soit par les particuliers ?*

Les libérés des deux sexes et de tout âge qui sortent de la prison du Mans, ou qui, à l'expiration de leur peine, vieu-

nent s'établir dans cette ville, ne reçoivent, ni de l'Administration, ni de personne, aucune assistance particulière.

2° *Que pourrait-on faire pour rendre cette assistance efficace, sans modifier la législation pénale et le régime actuel des établissements pénitentiaires ?*

3° *Doit-on particulièrement développer l'institution des Sociétés de patronage et comment doivent-elles être organisées ?*

Nous avons plus d'une fois douloureusement senti la nécessité d'une institution de patronage qui aurait pour objet d'aider les libérés de toute catégorie à se retirer des liens de la misère et du vice. Nous n'avons jamais entrevu, et nous n'apercevons encore aucun moyen pratique, dans l'état actuel des choses, de réaliser ce progrès, pourtant si désirable.

Le patronage suppose deux contrats : l'un qui constitue l'association, l'autre qui se forme entre l'association et chaque libéré.

Une association de patronage est fort difficile à fonder. Il est nécessaire que les associés consacrent à une telle œuvre, par pur dévouement, tous un peu d'argent, quelques-uns beaucoup de temps. Les dévouements sont rares, et tous dès longtemps accaparés par des indigents, des infirmes, des vieillards, des crèches, des salles d'asile, des orphelins, des femmes en couche, etc., etc., clientèle innombrable, toujours croissante, et d'autant plus digne d'intérêt qu'elle est innocente des maux dont elle souffre. L'œuvre de la réhabilitation des condamnés, jadis populaire, a beaucoup perdu de cette faveur, et les femmes, ordinairement les chevilles ouvrières d'entreprises de ce genre, hésitent, par une délicatesse bien naturelle, à se mettre en contact avec des natures souillées par le vice, flétries par la justice et dégradées par la peine.

En soi, d'ailleurs, l'organisation du patronage présente des difficultés si grandes, qu'elles ont de quoi faire reculer les plus

braves. Prendre des condamnés des deux sexes à l'expiration de leur peine, leur donner un asile momentané, procurer à chacun d'eux, dans le milieu le plus convenable, le travail auquel il est propre; les soumettre tous, en quelque lieu qu'ils résident, à une surveillance assidue et intelligente, qui les guide, les dirige, les protège contre eux-mêmes, et les défende de toute influence dangereuse; trouver enfin le moyen d'échapper à la responsabilité des mauvaises actions qu'ils pourront commettre; tout cela suppose un personnel nombreux, des ressources considérables, des ramifications étendues et d'immenses relations.

Pourtant une pareille œuvre aurait une si grande portée, au point de vue moral et au point de vue social, qu'il n'est pas impossible, en dépit de tant d'obstacles, de trouver, une fois le but bien compris, les éléments d'une association de cette nature. Mais ce n'est pas assez que l'association de patronage se fonde, il faut qu'elle fonctionne, et, pour cela, qu'il se forme un nouveau contrat entre elle et les libérés auxquels elle se propose de donner l'assistance.

Il est clair, en effet, que, pour être secourable, le patronage doit commencer par être volontaire, et librement accepté comme il est librement offert, sans quoi l'association ne serait considérée par les libérés que comme une seconde forme de la haute police; elle ne parviendrait pas à s'en faire aimer; elle ne les retiendrait que par la contrainte, et elle n'aurait aucun espoir d'arriver à les rendre meilleurs. Il est donc absolument indispensable qu'elle ait le moyen de se faire connaître des condamnés, avant leur libération, pour qu'ils comprennent qu'il est de leur intérêt et qu'il y va de leur salut, en sollicitant son appui, d'accepter les conditions auxquelles elle peut l'offrir.

Il est non moins indispensable que, de son côté, elle puisse les connaître, qu'elle lève le masque d'hypocrisie sous lequel ils s'efforcent de cacher leur laideur, qu'elle sonde leurs consciences, et qu'elle sache, avant de s'en charger, ce qu'il peut être permis d'es-

pérer de chacun d'eux. Si elle commettait la faute de se charger indistinctement de tous ceux qui réclameront le patronage elle s'exposerait à tomber sur des natures foncièrement perverses, incorrigibles, qui se serviraient d'elle pour de nouveaux méfaits, qui compromettraient par là le succès de l'entreprise, et dont les mauvaises actions lui feraient encourir, par rapport à ceux qui en seraient victimes, une responsabilité écrasante.

C'est donc, de toute nécessité, à la prison même que doit commencer l'œuvre du patronage ; c'est là que doit se former, entre le représentant de l'association et le condamné, le contrat solennel qui doit aider celui-ci à racheter son passé. Dans l'état actuel des choses, cela n'est pas possible. Il n'est pas possible qu'un pareil accord s'établisse dans la promiscuité de la prison, et le régime de l'emprisonnement en commun est un premier obstacle, un obstacle absolument insurmontable, à l'œuvre du patronage.

Lorsque l'emprisonnement individuel sera la règle, le patronage pourra pénétrer dans la cellule, étudier chaque détenu, le connaître et s'en faire connaître, s'y intéresser et s'en faire aimer, agir ensuite en connaissance de cause. Alors, mais alors seulement, les commissions de surveillance, si elles ne se fondent pas dans la Société de patronage, pourront servir à celle-ci d'intermédiaires et lui prêter un très-utile concours.

4° Les Commissions de surveillance auprès des prisons départementales pourraient-elles être employées à l'œuvre du patronage? — Ces sociétés fonctionnent-elles régulièrement? S'il n'en est point ainsi, pourquoi et comment sont-elles tombées en désuétude?

La Commission de surveillance de la prison du Mans avait cessé de fonctionner depuis de longues années, lorsqu'elle a été reconstituée en 1863. L'un de ses membres, qui n'en fait plus partie, lui donna alors, d'accord avec le Préfet, une organisa-

tion très-simple, mais excellente, et qui mérite peut-être d'être citée comme exemple. Président de droit de la Commission, le Préfet ne peut la présider que très-rarement ; elle a donc été appelée à se choisir un Vice-Président, qui est le président de fait. Tous ses membres sont, à tour de rôle, de service pendant une semaine, et chacun d'eux doit visiter la prison, pendant son temps de service, au moins une fois. Il reçoit, à cet effet, un imprimé qu'il renvoie au Vice-Président après en avoir rempli les colonnes. Au bout de deux ou trois mois, tous les membres de la Commission ont achevé leurs visites hebdomadaires, et les derniers ont pu contrôler les observations qu'ils ont trouvées inscrites sur les procès-verbaux des premiers. La Commission, convoquée par son Vice-Président, se réunit alors. Les procès-verbaux sont dépouillés ; les observations inutiles sont écartées, et le procès-verbal de la séance, qui sera soumis à l'examen du Préfet, ne mentionne que les vœux sur lesquels la commission tout entière croit nécessaire et opportun d'appeler son attention.

Cette organisation est très-pratique. Si le Vice-Président est actif, le service ne se ralentit jamais ; s'il est négligent, ses collègues et souvent même les employés de la prison n'hésitent pas à réveiller son attention, ce qu'ils ne se permettraient pas de faire à l'égard du Préfet. Si tous s'oublient, il suffit au Préfet de demander au Vice-Président l'avis de la Commission sur une question quelconque, pour qu'elle soit contrainte de se réunir et que le roulement recommence naturellement. C'est en fonctionnant de la sorte que la Commission a pu, depuis bientôt dix ans, provoquer de nombreuses améliorations dans le service, empêcher sans aucun doute plus de mal encore qu'elle n'a fait de bien, et se défendre des causes de dissolution dont les Commissions de surveillance sont trop souvent menacées.

Elles ont à lutter, en effet, contre de nombreux obstacles. C'est pour elles une première difficulté, souvent considérable, de se reconnaître dans les innombrables détours de la

prison, d'en distinguer les quartiers, de se rendre compte des classifications ; qu'est-ce donc lorsqu'elles s'efforcent de pénétrer dans le dédale, bien autrement obscur, des règlements, des instructions, des circulaires, des décrets et des lois dont se compose le Code des prisons ? Il leur est souvent presque impossible de s'en procurer les textes. Ce n'est qu'après de longues et minutieuses visites à la prison, et par l'effet d'une pratique assidue, qu'elles parviennent à débrouiller ce chaos et à y voir clair. Si elles ne visitent la prison qu'en corps, précédées du Préfet, dans des circonstances solennelles ; si elles ne se réunissent que sur la convocation du Préfet, à de longs intervalles, elles n'apprennent rien, elles ne savent rien des questions qui leur sont soumises, elles n'ont pas de moyen de les étudier, elles y répondent de confiance, sans les comprendre, et, parce qu'elles sentent que les avis qu'elles donnent sont dépourvus de valeur, elles ne s'intéressent pas à ce qu'elles font.

Lorsque l'Autorité préfectorale leur laisse plus de liberté et se confie à leur initiative, elles viennent souvent se heurter contre la sourde hostilité du Directeur dont elles troublent l'omnipotence. Supprimez la Commission de surveillance, et le Directeur est le maître de faire dans la prison à peu près tout ce qu'il veut. Dans ce petit espace, il distribuera à son gré injustices et faveurs ; les employés honnêtes gémiront en silence, les autres seront de connivence avec le Directeur ; les plaintes des détenus ne franchiront que rarement les murs du tour de ronde, et si le Directeur est habile, quand les Inspecteurs viendront, ils trouveront tout en règle. La Commission de surveillance n'a, par elle-même, aucun pouvoir dans la prison ; elle n'a ni reproches à faire, ni ordres à donner ; mais elle est l'œil de l'Administration supérieure, et tant qu'elle veille, les abus redoutent son regard. On comprend que sa présence soit une gêne insupportable pour certains Directeurs, et qu'ils s'ingénient à semer sous ses pas, sans trop se compromettre, de petits obstacles, qu'ils renouvellent sans cesse,

dans l'espoir de fatiguer un zèle dont le mobile désintéressé leur semble inexplicable. Leur triomphe, c'est lorsque la Commission, perdant patience, commet la faute de se plaindre. De telles vétilles sont insaisissables ; la preuve en est toujours difficile à fournir, l'Administration supérieure n'a pas le temps de s'attarder à ces minuties, et la Commission, sentant qu'elle a inutilement et maladroitement compromis sa dignité, se décourage et laisse faire.

Une autre cause du découragement de beaucoup de Commissions, c'est le mince résultat, en apparence au moins, de leurs efforts. Le mal qu'elles empêchent est considérable, mais ne se voit pas, et le bien qu'elles font se réduit presque toujours, dans l'état actuel des choses, à des améliorations purement matérielles au sort des détenus ; c'est leur moral qu'elles voudraient atteindre ; l'emprisonnement en commun ne permet pas de rien tenter de ce côté.

Lorsque l'emprisonnement cellulaire sera devenu la règle, elles auront moins à se préoccuper de l'installation matérielle de la prison, et un nouveau champ, vaste et fécond, sera ouvert à l'initiative de chacun de leurs membres. Leur présence fera fête dans la cellule : le condamné sera joyeux de les voir, d'entendre leur voix, de leur parler ; il leur sera facile de profiter de cette heureuse disposition de son esprit pour provoquer ses confidences et faire appel à sa raison ; peut-être parviendront-ils à remuer dans son cœur quelque bon sentiment inconnu de lui-même ; ils seront sûrs, du moins, que leurs efforts pour le ramener au bien ne fourniront pas à d'autres un sujet de grossières moqueries. Il est impossible qu'ils ne finissent pas par trouver un détenu sincèrement disposé à suivre leurs conseils ; que, l'ayant trouvé, ils ne s'intéressent pas à son sort, et qu'effrayés des dangers qui l'attendent au jour de sa libération, ils n'éprouvent pas le désir de l'en préserver, de lui procurer des secours, du travail, toute l'assistance qui lui sera nécessaire, et de le suivre, avec sollicitude, dans cette voie de réparation qu'ils lui auront ouverte.

Ce jour-là, la Société de patronage sera vraiment fondée. Elle aura eu, comme toutes les grandes choses de l'ordre matériel ou de l'ordre moral, un petit commencement ; mais elle grandira, elle se développera, comme grandissent et se développent tous les germes qui contiennent un principe de vie ou de vraie charité.

5° *Existe-t-il, en dehors des sociétés de patronage, d'autres moyens de venir en aide aux libérés ?*

Ce que nous venons de dire répond à la question.

6° *La surveillance de la haute police, telle qu'elle est organisée, soit par le décret du 8 décembre 1851, soit par l'article 44 du Code pénal, est-elle favorable ou contraire à l'action du patronage ?*

Avant d'avoir vu une société de patronage à l'œuvre, on ne peut répondre à cette question que par des conjectures.

7° *L'action du patronage pourrait-elle être fortifiée par l'adoption ou la mise en vigueur d'un système de liberté préparatoire ?*

Nous pensons que l'action du patronage se concilierait merveilleusement avec la mise en vigueur d'un système de liberté préparatoire. Les deux institutions se prêteraient un mutuel et très-utile secours.

§ III. — RÉFORMES LÉGISLATIVES.

1° *L'amélioration du système pénitentiaire rend-elle nécessaire d'introduire des modifications dans la législation pénale ?*

Il ne nous paraît pas que la réforme du système pénitentiaire rende nécessaire, au moins quant à présent, d'introduire des modifications dans la législation pénale.

Il y a plus de trente ans que la réforme de notre système pénitentiaire est à l'étude. Trois ou quatre gouvernements

ont coopéré à cette grande œuvre ; d'immenses travaux ont été entassés les uns sur les autres ; d'admirables projets ont vu le jour ; nous n'avons cependant rien fait, et ce sont les nations voisines qui appliquent chez elles les institutions dont nous nous sommes contentés de découvrir la formule. Nous voudrions couler d'un seul jet un monument impérissable, digne de transmettre aux siècles à venir la gloire des architectes ; nous le voulons parfait, nous nous attardons à en dessiner avec art les plus petits détails ; le temps se passe, le vent des révolutions emporte tous ces projets, si mûrement conçus, si péniblement élaborés, et tout est à refaire. Si nous pouvions nous contenter d'appliquer nos idées aussitôt qu'elles sont mûres, lorsque la nécessité de les appliquer est reconnue, et dans la mesure de cette nécessité, ce serait un grand progrès. La cause du système cellulaire pour les peines de courte durée est depuis longtemps gagnée devant l'opinion. Appliquons d'abord cette réforme. Si elle est féconde, elle se développera toute seule, car le bien, lui aussi, a sa contagion. Nous verrons plus tard à modifier notre législation pénale, quand la question sera mûre.

2° L'échelle des peines doit-elle être modifiée, principalement en ce qui concerne la distinction entre l'emprisonnement et la réclusion ?

Sans doute, lorsque le système cellulaire aura été établi dans toutes nos maisons centrales, la peine de l'emprisonnement et celle de la réclusion ne se distingueront plus guère, dans l'application, que par leur durée. Elles ne se confondront pas cependant, puisque les deux condamnés n'auront pas le même droit sur les produits de leur travail, et que l'un des deux restera frappé d'incapacités qui n'atteignent pas l'autre. Il sera, d'un autre côté, facile de distinguer les deux peines par les prisons où elles seront subies. Enfin, quand bien même elles devraient être presque entièrement confondues dans l'application, nous ne verrions pas à cela de bien graves

inconvenients. La peine de la réclusion, avec le formidable cortège de ses conséquences, restera toujours plus exemplaire que l'autre, et le condamné à l'emprisonnement, si le régime auquel il est soumis lui est salubre, n'aura point à se plaindre d'être traité comme un réclusionnaire. L'expérience a d'ailleurs prononcé. Il y a longtemps que la peine de l'emprisonnement de plus d'un an se confond à peu de chose près, dans l'application, avec la réclusion. Le besoin de supprimer la réclusion, et de bouleverser pour cela toute notre législation pénale, ne s'est cependant pas fait sentir.

3° Quel doit être le mode d'exécution de la peine des travaux forcés ?

L'ancienne peine des galères ne mérite plus aujourd'hui ni l'un ni l'autre de ces deux noms. Elle a été remplacée par la transportation.

La déportation, ou transportation, nous vient des Anglais. Nous la leur avons empruntée dans le moment même où ils n'en voulaient plus. Un premier essai, tenté à Cayenne, paraît avoir échoué par la faute du climat. Avant de se prononcer sur l'expérience qui se poursuit en ce moment à la Nouvelle-Calédonie, dans des conditions, paraît-il, très-différentes, il faut attendre que les faits aient parlé.

4° La transportation doit-elle être appliquée seulement à la peine des travaux forcés, ou doit-elle être appliquée également aux récidivistes et après combien de condamnations ?

L'opinion publique a toujours été favorable, en France, à la déportation, considérée comme moyen de débarrasser le pays de ses plus dangereux malfaiteurs. Quand on se rappelle l'étude si lumineuse à laquelle la question a été soumise, en 1847, dans le rapport de M. Bérenger à la Chambre des Pairs, on hésite à se laisser aller à ce courant. Puisque l'expérience est commencée, il faut la continuer. Mais il y aurait de graves inconvenients à y soumettre les récidivistes condam-

nés à un simple emprisonnement, ou même à la réclusion, quel que soit d'ailleurs le nombre de leurs condamnations antérieures.

5° *Quel effet produisent les sentences répétées à un court emprisonnement ?*

Il y a des repris de justice dont le bulletin, délivré au greffe du Tribunal de leur lieu de naissance, mentionne plus de trente, quelquefois même plus de quarante condamnations. Depuis l'âge de dix-huit ou vingt ans, ils ont passé la moitié ou les trois quarts de leur misérable vie dans les prisons. Ils ne sont pas cependant bien dangereux, puisque les tribunaux s'obstinent à ne leur infliger que des peines d'une courte durée. Ils se font, en général, condamner pour mendicité, pour vagabondage, pour des vols sans gravité, surtout pour rupture de ban. La prison n'a rien qui les effraye, ils en ont l'habitude, elle varie leur existence ; c'est pour eux un abri qui vaut autant et souvent mieux que d'autres.

Un aussi grand nombre de condamnations sur un même bulletin, c'est l'exception. Mais il n'est pas rare de voir des délinquants qui ont subi huit ou dix condamnations antérieures, dont plusieurs à plus d'un an de prison. Ce sont là des récidivistes fort dangereux, qui s'appliquent à ne pas aller jusqu'au crime, mais dont la dépravation volontaire et calculée paraît sans remède. Malheur à la prison qui les reçoit ! Ils ne la redoutent pas. Adroits, insinuants, habiles à capter la confiance des directeurs, ils se jouent des gardiens, dominent et intimident leurs co-détenus, et pervertissent à jamais ceux de qui on pouvait encore espérer quelque bien. Il est absolument indispensable qu'il y ait, dans toute prison où ils subissent leur peine, un moyen de les séparer des autres. Nous pensons que le régime cellulaire pourrait venir à bout même de ces natures perverses. S'il paraissait préférable d'en débarrasser le pays par la transportation, au moins faudrait-il laisser aux tribunaux la responsabilité d'une mesure aussi contraire à

l'économie générale de notre législation, en ne permettant à l'Administration de transporter que les seuls récidivistes qui seraient condamnés au maximum de leur peine.

6° L'application d'un système de liberté préparatoire rendrait-elle nécessaire la modification du régime des peines, tel qu'il résulte de la législation pénale et du système suivi pour l'exécution des condamnations ?

La mise en liberté préparatoire n'est pas la grâce, ni même une simple commutation de peine ; c'est une faveur que l'Administration ne peut accorder qu'en vertu d'une loi, et qu'elle ne doit accorder qu'à des condamnés qui auraient été d'abord soumis à un régime pénitentiaire organisé en vue de leur amendement.

Appliquée à des condamnés qui l'ont vraiment méritée par de longs et persévérants efforts, la mise en liberté préparatoire serait une mesure excellente, et appelée à devenir féconde. Mais il faut bien se garder de compromettre le principe en l'appliquant mal. C'est ce qui arriverait infailliblement si les condamnés pouvaient espérer d'obtenir leur mise en liberté préparatoire par leur hypocrisie. Mettre un condamné en liberté avant l'expiration de sa peine, c'est dire qu'on le considère comme amendé. Il importe que ce témoignage, qui doit être aux yeux de tous, et pour lui-même d'abord, un honneur, un encouragement, un premier titre à la réhabilitation, ne lui soit délivré qu'à la suite d'un examen sérieux. Les directeurs, même ceux des maisons centrales, ne sont pas de bons juges en pareil cas (1), parce qu'ils sont trop disposés à

(1) On vient de me communiquer la lettre qu'écrivait à sa mère, il y a peu de jours, un détenu d'une maison centrale. Cet homme a une fille de quinze ans, et la famille s'inquiète à la pensée qu'il sera, dans quelques mois, après sa libération, maître de cette enfant. Il rassure les siens sur son sort ; il leur explique qu'il est convenablement nourri, bien couché, proprement vêtu ; il est particulièrement satisfait de son linge ; il se félicite d'avoir, par sa conduite, mérité les bonnes grâces du directeur ; il travaille peu, ayant surtout à surveiller le travail des autres, ce qui n'a

ne tenir compte que de la conduite extérieure du détenu. C'est sa conscience qu'il faut interroger, fouiller, retourner, mettre à nu ; il n'y a que des commissions composées d'hommes capables et expérimentés qui puissent être chargées de cette tâche délicate. Il leur serait impossible de la remplir à l'égard de détenus soumis au régime de l'emprisonnement en commun. L'application d'un système de mise en liberté préparatoire est donc nécessairement subordonnée à l'établissement du régime cellulaire. Il suffira alors que la loi donne à l'Administration le pouvoir de mettre provisoirement en liberté, avant l'expiration de leur peine, les condamnés qui seront jugés dignes de cette faveur. Aucune autre modification de la législation pénale ne sera nécessaire.

7° Y a-t-il lieu de réviser la loi du 5 août 1850, relative à l'éducation correctionnelle des jeunes détenus ?

Nous ne sommes pas en mesure d'étudier les faits dont la connaissance serait nécessaire pour la solution de cette question.

8° Y a-t-il lieu de modifier les articles du Code pénal qui concernent les mineurs de seize ans, principalement au point de vue de la limite d'âge au-dessous de laquelle la question de discernement est posée ?

Nous ne pensons pas qu'il y ait rien à changer aux articles du Code pénal qui concernent les mineurs de seize ans. Sans

rien de pénible, et il s'estime heureux. L'objet de sa lettre est d'obtenir que sa fille lui écrive ; il veut, dit-il, entendre les premiers battements de ce jeune cœur ; il prie l'excellent curé de sa commune de placer sous l'autorité de la religion le respect dû à l'autorité paternelle ; il prie maintenant ; plus tard, s'il le faut, il n'hésitera pas à invoquer la loi. Cette lettre, qui a passé sous les yeux de l'administration de la maison centrale, n'a sans doute pas fait perdre à ce détenu modèle les bonnes races de son directeur. Elle m'a cependant paru l'œuvre d'un scélérat.

doute les tribunaux regrettent souvent qu'un jeune prévenu, qu'ils sont forcés de condamner, ne soit pas plus jeune de quelques mois, ce qui leur permettrait de l'acquitter et de l'envoyer dans une maison de correction. Mais si la limite d'âge, au-dessus de laquelle la question de discernement ne peut plus être posée, était élevée à dix-sept ans par exemple, un prévenu qui ne dépasserait cet âge que de quelques jours, pourrait inspirer le même regret à ses juges. Il n'en sera plus ainsi lorsque les tribunaux n'auront plus à craindre que le jeune coupable qu'ils envoient à la prison y soit corrompu par les autres. L'absence de discernement après seize ans ne peut être d'ailleurs qu'une exception fort rare. Si le cas se présentait, il faudrait acquitter purement et simplement le prévenu, ce qui serait regrettable ; mais il y aurait de plus graves inconvénients peut-être à envoyer dans nos colonies pénitentiaires de jeunes détenus, d'un âge trop avancé, déjà corrompus et capables d'exercer sur les autres une influence funeste.

9^e D'une manière générale quels sont les points sur lesquels notre législation pénale peut paraître vicieuse dans ses rapports avec le système pénitentiaire ?

Nous répéterons ici ce que nous avons dit en répondant à la première question. La réforme de notre système pénitentiaire est urgente. Commençons par là. Nous verrons plus tard à réformer notre législation pénale, quand la question sera mûre.

NOTE DE M. CHARLES

MEMBRE ASSOCIÉ,

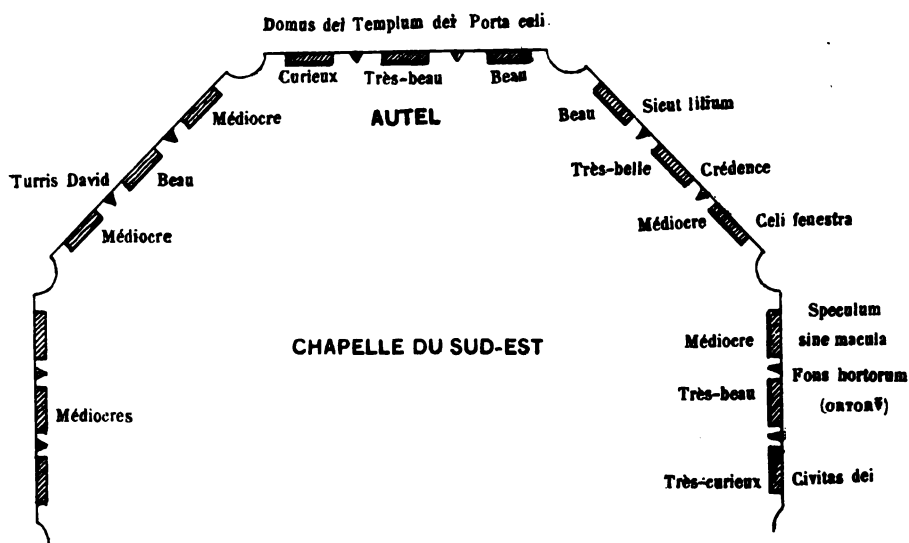
SUR LES DATES D'EXÉCUTION ET LES NOMS DES ARTISTES
ET DES OUVRIERS QUI ONT TRAVAILLÉ
AUX DIVERSES PARTIES DE L'ÉGLISE DE LA FERTÉ-BERNARD (1).

Les chapelles absidales de l'église de La Ferté-Bernard ont été commencées vers 1510 et bénites en 1529 par l'évêque de Léon, Christophe de Chauvigny, venu du Mans. Les voûtes plates sont de 1540-1544 (date extrême). Les bas-reliefs de la chapelle du sud-est, qui paraît avoir été consacrée à la Vierge, si l'on en juge par toute sa décoration, ses inscriptions et ses ornements, sont de 1535. Je veux parler de sa crédence et de quelques-uns des quatorze bas-reliefs qui portent cette date. Mais le « *fons hortorum*, » le « *templum Dei*, » le « *porta cæli*, » le « *sicut lilium inter spinas* » et le « *civitas Dei* » ne sont pas datés et ce sont les plus beaux ; car tous les bas-reliefs ne sont pas d'un égal mérite, tant s'en faut. Il est certain, pour

(1) La Commission d'archéologie ayant remarqué que le bas-relief d'une des chapelles de La Ferté-Bernard, intitulé : *Fons hortorum*, offrait des rinceaux identiques à ceux de la face postérieure du tombeau de Charles IV, comte du Maine, à la cathédrale du Mans, et désirant avoir un élément de plus pour déterminer la date de ce tombeau, a fait prier, par son président, M. Charles, de La Ferté-Bernard, de vouloir bien envoyer son avis sur la date probable de ce bas-relief et de faire connaître les noms des artistes et des ouvriers qui ont collaboré aux chapelles et aux autres parties de l'église de La Ferté. M. Charles a adressé, le 27 février 1872, à M. Hucher, président de la Commission, la note qu'on va lire, et qui a été postérieurement communiquée à la Société dans sa séance du 17 mai 1872. (Voir le procès-verbal de cette séance.)

moi, qu'ils ont tous été placés, après coup et par incrustation, dans les parois de la chapelle.

Voici le plan des lieux et leur disposition :



Je feuillette, à votre intention, 550 pages des comptes de la fabrique, dont l'original est sous ma main, et j'en extrais « les noms des ouvriers » (tailleurs de pierre, sculpteurs et maçons).

1^o du 24 décembre 1532 au 24 décembre 1533 :

Jehan Grignon, maczon, tailleur de pierres, 24 journées à 3 sols ;

Jehan Marcadé, tailleur de pierres, 24 journées à 3 sols ;

Jehan Queuret, tailleur de pierres, 5 journées à 3 sols ;

Loys Levasseur, maczon, tailleur de pierres, 106 journées à 4 sols ;

Jehan Marcadé, 151 journées à 3 sols et 151 à 12 deniers pour ses serviteurs Michel Teixier, Guillot Jardin, 149 journées à 3 sols ; Jehan Queuret, 19 journées à 3 sols.

Tous les susnommés sont tailleurs de pierre ou sculpteurs.

2^o de Noël 1533 à Noël 1534 :

Loys Vasseur, 73 journées à 4 sols (le même que Levasseur) ;

Jehan Marcadé, 146 journées à 3 sols, son serviteur 147 journées à 20 deniers (c'est Michel Teixier);

Guillet Jardin, 144 journées à 3 sols;

Guillaume Le Plège, 27 journées à 3 sols;

René Bruyère, maçon, 19 journées pour 57 sols.

Cette année, Jehan Courtois vient pour vitrer le Rosaire ou chapelle du Chevet, avec un *imagier*, envoyé par le *contrerolleur* d'Orléans, pour la *contretable* de la même chapelle.

3^e de Noël 1534 à Noël 1535 :

45 sols payés à Mathurin de La Borde, appelé à conduire l'œuvre de l'église, pour son voyage « d'être venu voir et visiter ledit œuvre. »

46 livres payées au même pour 124 jours à 7 sols 6 deniers par jour (prix convenu avec les habitants en assemblée générale);

Bertrand Gouyn, son serviteur, reçoit 25 livres 13 sols pour 158 journées à 3 sols; Marin Morice, son autre serviteur, à 3 sols 3 deniers par jour, 153 jours, 24 livres 17 sols 3 deniers;

Jehan Marcadé, 44 livres 10 sols 10 deniers pour 160 journées de lui, à 3 sols, et pour 160 journées de son serviteur Michel Teixier, au prix de 20 deniers d'abord, puis de 2 sols 6 deniers; René Bruyère, 23 livres 11 sols pour 157 journées; Guillot Jardin, 13 livres 19 sols pour 93 journées à 3 sols; Thomas Martin, 6 livres 6 sols pour 42 journées à 3 sols; Macé Myanneau, 102 sols pour 34 journées à 3 sols; Pierre Jobin, 102 sols pour 34 journées à 3 sols.

EXTRAIT DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

Pendant le 3^e Trimestre de 1872.

Séance du 5 juillet 1872.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. BELLÉE, SECRÉTAIRE.

La correspondance manuscrite et imprimée comprend : — une Lettre par laquelle M. le Préfet de la Sarthe adresse à la Société trente exemplaires du placard de sa circulaire du 14 juin dernier, annonçant le troisième concours à ouvrir en 1872 pour l'établissement de routoirs isolés des cours d'eau ; — *Le Pape des Halles, René Benoit, évêque nommé de Troyes, curé de Saint-Eustache de Paris*, par M. Denais, membre correspondant ; — une livraison des *Promenades de Paris*, par M. Alphand, et un certain nombre de publications périodiques des Sociétés savantes des départements.

La Société décide, par un vote favorable, que M. Ricour reprend dans son sein la place de membre titulaire, qu'il occupait autrefois avant son départ du Mans.

M. Martin présente ensuite un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner les comptes de M. le Trésorier pour l'année 1871.

M. le Rapporteur propose d'approuver ces comptes, non sans avoir constaté la clarté avec laquelle ils sont établis et le zèle habituel de M. le Trésorier. La Société adopte ces conclusions.

M. le commandant Follie dit que le solde en caisse, accusé par les comptes de M. le Trésorier, permet à la Société de continuer et d'accentuer exceptionnellement la propagande scientifique qui rentre dans son rôle de Société savante ; que notamment, au point de vue agricole, rien ne serait plus utile que de chercher à vulgariser la connaissance des notions météorologiques et des observations qui s'y rattachent ; que, dans ce but, la Société pourrait, à son avis, employer une partie des ressources dont elle dispose, pour acheter et faire placer dans un des lieux les plus fréquentés de la ville un baromètre public, dont la population suivrait avec intérêt les indications. Une discussion s'engage sur ce point entre plu-

sieurs membres, à la suite de laquelle la Société décide que le bureau, convoqué par les soins de M. le Président, délibérera sur le meilleur emploi à faire de nos ressources actuelles et soumettra à la Société dans une de ses prochaines séances les propositions qu'il aura cru devoir adopter.

Il est ensuite donné lecture par le secrétaire d'une partie d'un travail posthume de M. Béraud, membre correspondant, sur la *Propriété forestière*.

Séance du 26 juillet 1872.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. BELLÉE, SECRÉTAIRE.

La correspondance manuscrite et imprimée comprend une dépêche de M. le Ministre de l'Instruction, des Cultes et des Beaux-Arts, donnant avis d'une allocation de 300 fr. faite comme d'habitude à notre Société.

M. le Président fait connaître à l'Assemblée les recherches et les propositions du bureau sur le meilleur mode d'emploi du solde en caisse accusé par les derniers comptes annuels de M. le Trésorier. Il rappelle les divers projets proposés à la dernière séance, c'est-à-dire la proposition de M. le commandant Follie relative à l'établissement d'un baromètre public dans la ville du Mans ; — l'appropriation des salles de dessin à la tenue de nos séances et au placement de notre bibliothèque ; — l'agrandissement des salles dont nous avons actuellement la jouissance ; — ou enfin des achats de livres pour la bibliothèque de la Société et le complément des diverses collections littéraires ou scientifiques qui y ont été commencées et qui sont interrompues depuis longtemps. Il expose les raisons qui peuvent militer en faveur de l'adoption de chacun de ces projets, ainsi que les motifs qui ont amené le bureau à proposer à la Société de suspendre jusqu'à nouvel ordre toute décision à cet égard. La réalisation de deux de ces projets est impossible et l'adoption des deux autres devra être précédée d'un travail d'examen assez long.

M. Martin dit que, depuis la dernière séance, il a pu s'occuper de la question d'établissement d'un baromètre public ; que, d'après des renseignements puisés aux sources les plus sûres, il en résulterait seulement une dépense de 250 fr., qui serait couverte jusqu'à concurrence de 150 fr. par une allocation promise par M. le Préfet, de sorte qu'il ne resterait à fournir par la Société qu'une somme de 100 fr., dépense minime pour une œuvre aussi utile et que M. Martin prie l'Assemblée de vouloir bien voter. — La Société admet cette proposition et approuve celle du bureau ainsi modifiée.

M. le président Boisseau lit un rapport fait au nom de la Commission chargée de l'examen d'un projet de loi sur le régime des eaux et les irrigations, proposé par la Société des Agriculteurs de France.

La Société approuve les conclusions de ce rapport et décide qu'une copie en sera adressée à la Société des Agriculteurs de France.

Séance du 2 août 1872.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. CHARDON, SECRÉTAIRE.

La correspondance comprend une Lettre de M. le Directeur de la Bibliothèque populaire du Mans qui demande la cession gratuite du Bulletin de la Société. Cette lettre est renvoyée à M. le Secrétaire général et à M. l'Archiviste.

M. Charault donne lecture d'une lettre de M. Huart, naturaliste au Mans, qui signale l'existence actuelle de nombreux épis de seigle ergoté dans les environs de Pontlieue et appelle sur ce point l'attention de la Société et de l'Administration.

M. d'Amécourt pense que la Commission d'hygiène a examiné cette question, qu'il y a dans ses comptes rendus un mémoire sur cette maladie du seigle et que M. le Préfet a dû insérer dans le Bulletin administratif des notes sur les précautions à prendre.

M. Charault a la parole pour donner les renseignements qu'il a pu recueillir sur les ravages exercés par des larves de Lépidoptères sur les pommiers de quelques localités des environs du Mans. Ces larves sont celles de l'*Yponomeuta cognatella*, genre des Yponomeutes, section des Yponomeutides, tribu des Tinéites, famille des Nocturnes.

« Plusieurs fois déjà, dit-il, on a eu à signaler des ravages causés aux pommiers de nos contrées et à ceux de la Normandie par les larves de l'*Yponomeuta cognatella*.

« Vers 1800, plus tard en 1838, une invasion de ces larves dévasta les pommiers (lettre de M. Lefebvre à M. Guérin) : un assez grand nombre d'arbres périrent. Une opinion populaire existait alors sur la coïncidence d'apparition entre ces larves d'yponomeute et un vent du N.-O. dit Roux-Vent : les habitants des campagnes étaient persuadés que ce vent, précurseur de l'invasion, transportait les larves sur les pommiers. L'honorable M. Anjubault a simplement mentionné dans un opuscule publié en 1858, sur les principales causes qui ont nui à la production des pommiers à cidre en 1835, une espèce voisine de celle qui nous occupe, l'yponomeute du cerisier (*Yponomeuta padella*).

« Les larves de l'*Yponomeuta cognatella*, insecte qui nous occupe en ce moment, sont éminemment filandières ; elles cohabitent en grand nombre sous une toile commune ; chacune d'elles file une petite coque de soie blanche attachée à la toile commune ; la nymphe donne naissance au papillon dans les derniers jours de juin ou les premiers jours de juillet.

« Les chenilles, dans leurs excursions hors de la toile commune, cou-

vrent peu à peu les rameaux, les branches, les troncs mêmes des arbres, d'un tissu soyeux et serré formé de leurs soies entrelacées.

« On a essayé en Allemagne de forcer les larves de l'*yponomeute* qui nous occupe de filer leur soie sur des moules de forme donnée : on est parvenu à obtenir ainsi des objets que l'on a fait servir à la toilette des dames.

« L'existence des nids d'*yponomeuta cognatella* n'est point localisée sur les pommiers : j'ai trouvé sur les haies des chemins qui s'irradient autour du Mans, un grand nombre de ces nids.

« L'invasion en cette année des chenilles d'yponomeutes a été et est encore combattue par des parasites directs, dont les larves vivent dans les larves du papillon yponomeute, savoir :

« 1^o Un parasite du genre des *Pténomatiens* ; tribu des *Chalcidites* ; famille des *Puvipores* ; section des *Térébrants* ; ordre des *Hyménoptères* ;

« 2^o Un parasite du genre des *Ichneumons* ; tribu des *Ichneumonides* ; famille des *Pupivores* ; ordre des *Hyménoptères* ;

« 3^o L'*Ophion* jaune (*Ophion luteus*) ; tribu des *Ichneumonides* ; ordre des *Hyménoptères* ;

« 4^o Un parasite de l'ordre des *Diptères*. »

M. Charault met sous les yeux de ses collègues un grand nombre de ces parasites ; ils sont sortis des nids d'*Yponomeuta cognatella* qu'il avait recueillis.

M. Charault termine en exprimant le regret que les agriculteurs n'appliquent point avec assez de vigilance, chaque année, la pratique de l'échenillage.

M. Surmont répond que les chenilles cette année se sont trouvées sur les pommiers dans une quantité telle que l'échenillage devenait impossible ; il pense que, quand on demande des mesures de répression, il faut qu'elles soient pratiques.

M. Charault présente ensuite quelques observations qui établissent l'existence actuelle du *gui du chêne*, que M. Beraud, dans son travail lu à la dernière séance, prétendait ne plus exister aujourd'hui.

M. le Président annonce qu'il a reçu du Ministère de l'Agriculture le programme du concours régional agricole qui doit avoir lieu au Mans ; il propose de déléguer M. Guéranger pour réunir une collection de productions agricoles présentée par la Société.

La Société délègue M. Guéranger pour remplir cette mission.

La Société décide qu'une somme de 100 fr. sera mise à la disposition de la Commission météorologique du Mans pour ériger un baromètre automoteur.

M. Surmont demande que la Société propose un prix pour arriver à découvrir la loi d'après laquelle il tombe plus d'eau dans certains points que sur d'autres, quoique assez rapprochés.

M. Follie dit que la Commission météorologique s'en occupe, mais qu'il ait pour cela des observations privées pendant plusieurs années ; dans ce moment la Commission fait des cartes de distribution des pluies.

Séance du 16 août 1872.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. CHARDON, SECRÉTAIRE.

M. le Président rend compte des démarches qu'il a faites auprès de M. Guéranger, pour le prier de vouloir bien organiser une exposition des produits agricoles du département, pour le compte de la Société, au prochain concours régional. Sur les vives instances qui lui ont été adressées, M. Guéranger a enfin consenti à se charger de ce travail, qu'il a si bien dirigé lors de l'exposition de Londres.

MM. Vétel, de Villiers, Pellier, Percheron, ont bien voulu se joindre à lui, et ont promis de lui apporter leur concours. M. le Président demande que cette Commission soit autorisée à faire aux frais de la Société les dépenses nécessaires; cette proposition est suivie d'un vote favorable.

M. le Président expose qu'il a reçu le questionnaire envoyé par la Commission d'assistance publique dans les campagnes; il fait ressortir l'importance capitale des questions à examiner, qu'il signale à l'attention de la Société. Il demande la nomination d'une Commission chargée de les étudier spécialement. MM. Surmont, Le Bêle, Garnier, Chardon, Mordret, sont nommés membres de cette Commission.

M. le Président donne ensuite lecture d'une lettre écrite par M. Surmont, ayant pour objet la nomination d'une Commission chargée d'examiner quelles dépenses seraient à faire en vue de développer les études scientifiques et littéraires, et notamment dans quelle mesure il pourrait être opportun, pour la Société, de concourir à la publication des documents de la Commission de météorologie sur la marche des orages. Vu le petit nombre des membres assistant à la séance, l'examen de cette proposition, conformément à l'avis exprimé par M. Surmont, est renvoyé à la première réunion qui suivra les vacances.

M. le Secrétaire donne ensuite lecture du rapport de M. Percheron, fait au nom de la Commission de la visite des fermes, sur le *Concours agricole départemental de l'arrondissement de Saint-Calais*, pour les cantons de Saint-Calais, Bouloire et Vibraye.

Ce rapport conclut à ne pas décerner cette année le 1^{er} prix de 400 fr. et à n'accorder qu'un 2^e et un 3^e prix de 200 et 100 fr.

Les conclusions de ce rapport sont adoptées. M. Chardon exprime le vœu que M. le Président veuille bien demander à M. le Ministre de l'Agriculture que la somme qui n'a pas été distribuée dans ce concours soit laissée à la disposition de la Société pour un autre emploi.

M. Surmont propose de demander que la Société soit autorisée à em-

ployer cette somme en frais pour le Concours régional ; cette proposition est adoptée.

La Commission d'Agriculture est autorisée à s'entendre avec la Société du Matériel agricole sur le mode, le lieu et le temps de la distribution des primes à décerner.

Sur le désir exprimé par plusieurs membres, et eu égard à l'urgence de la réponse à faire au questionnaire rédigé par la Commission d'enquête sur le régime pénitentiaire, M. le Président donne lecture d'un mémoire où il examine les diverses questions relatives à l'*organisation des prisons* et au *régime pénitentiaire*. La Société remercie M. Boisseau de lui avoir communiqué ce travail d'une importance capitale et du plus sérieux intérêt : après quoi la séance est levée.

R A P P O R T

de M. BOISSEAU, Président

SUR L'EXPOSITION DES PRODUITS AGRICOLES

DU DÉPARTEMENT DE LA SARTHE

Organisée par la Société d'Agriculture, Sciences et Arts,
lors du Concours régional du Mans.

MESSIEURS,

A la dernière réunion du mois d'août, vous avez chargé une commission, composée de MM. Guéranger, Vérel, Percheron, de Villiers et Pellier, d'exposer au concours régional qui devait s'ouvrir au Mans, à la fin de septembre, un ensemble de tous les produits agricoles du département.

La tâche que vous aviez imposée à cette commission devait être laborieuse, puisqu'il s'agissait de s'adresser aux cultivateurs et d'en obtenir des spécimens de leurs produits, assez beaux, en assez grand nombre, et disposés avec le soin nécessaire pour donner aux visiteurs du concours régional une idée des progrès de l'agriculture dans notre département.

M. Guéranger, à qui sa qualité de membre honoraire pouvait fournir le prétexte de ne prendre qu'une moindre part du fardeau, a bien voulu, à la demande de ses collègues et à la mienne, accepter la présidence de la commission, et je ne serai contredit par personne en lui rendant ce témoignage que c'est à ses efforts et à son dévouement qu'est particulièrement dû le succès de notre exposition.

Il fallait avant tout pourvoir à la dépense. M. Guéranger a demandé à M. le Ministre de l'Agriculture de nous autoriser à

employer pour cela la somme de 400 francs, restant disponible sur le montant des récompenses agricoles à distribuer dans les cantons de Saint-Calais, Bouloire et Vibraye. La réponse a été favorable. M. Guéranger a de plus obtenu de M. le Maire du Mans que la ville voulût bien se charger de la moitié des frais d'installation de la tente nécessaire à notre exposition. Grâce à ces ressources, la part pour laquelle nous aurons à contribuer à la dépense totale n'excédera pas les forces de notre budget.

Je n'ai point à faire la description de notre exposition. Vous l'avez vue, vous l'avez admirée, et vous avez pu vous rendre compte de l'activité qu'il a fallu déployer pour réunir, en aussi peu de temps, un ensemble aussi complet des divers produits de notre sol. Vous avez surtout remarqué le catalogue raisonné de ces produits, qui renferme en quelques pages tant de faits, tant de renseignements, tant de conseils sages et utiles. Il serait certainement à désirer que ce petit volume fût placé entre les mains de tous nos cultivateurs.

Le succès, vous le savez déjà, a dépassé nos espérances. Notre exposition avait lieu hors concours. Malgré cela, le jury a pensé qu'une récompense spéciale devait nous être accordée, et, s'associant à ce vœu, M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, par dépêche du 7 octobre dernier, m'a fait connaître qu'une médaille d'or, grand module, était accordée à la Société d'Agriculture de la Sarthe, pour l'ensemble des produits de la localité exposés par elle au concours régional.

Cette médaille m'a été transmise, le 25 octobre dernier, par M. le Préfet de la Sarthe, à qui j'en ai accusé réception, en même temps que j'ai remercié M. le Ministre, au nom de la Société, de ce haut témoignage de son bienveillant intérêt.

C'est pour la seconde fois que la Société est honorée de témoignages de cette nature. Déjà, en 1862, l'exposition, à Londres, des produits de notre département, à laquelle M. Guéranger présidait aussi, nous a valu deux médailles.

Ce sont là, pour notre Société, des titres qui ne doivent pas rester enfouis dans nos cartons.

J'ai, en conséquence, l'honneur de soumettre à la Société les propositions suivantes :

1° Les trois médailles obtenues par la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, au concours de Londres, en 1862, et au concours régional du Mans, en 1872, convenablement encadrées, seront placées à part dans la bibliothèque de la Société ;

2° Le catalogue des produits exposés par la Société au concours régional de 1872, dont M. Guéranger est l'auteur, sera reproduit dans la prochaine livraison de notre Bulletin ;

3° Des remerciements sont votés à M. Guéranger.

Ces conclusions ont été adoptées par la Société dans la séance du 8 novembre 1872.

CATALOGUE RAISONNÉ
DES
PRODUITS AGRICOLES DU DÉPARTEMENT DE LA SARTHE

EXPOSÉS
Par les soins de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts

AU CONCOURS RÉGIONAL DU MANS

Le 24 Septembre 1872

INTRODUCTION

Le département de la Sarthe ne peut pas être considéré comme un pays agricole renommé par des cultures remarquables ou par des productions spéciales. Néanmoins il fournit largement son contingent aux besoins de la vie, aux exigences de l'industrie et même aux nécessités du commerce. Et il le fait modestement, sans se rendre compte à lui-même de l'importance des services qu'il rend à la société sous ces trois rapports. Frappé de cette idée et autorisé par M. Surmont, alors président, j'entrepris en 1862 l'inventaire des produits agricoles du département; je les réunis et les présentai, au nom de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, à l'Exposition universelle de Londres. Cette exhibition eut un succès auquel j'étais loin de m'attendre. Le jury de l'Exposition décerna à la Société d'Agriculture de la Sarthe deux médailles et une mention honorable. Si de ce côté j'avais dépassé le but que je m'étais proposé, d'un autre côté je ne réussis pas à exciter parmi les agriculteurs ce zèle bien entendu, qui provient de la connaissance de ses propres forces. Nos récompenses honorifiques furent reçues avec froideur, ou même restèrent ignorées. Il est vrai qu'il y a des semences qui restent longtemps enfouies avant de pousser leur germe, et peut-être que celle-ci

est du nombre. Toujours est-il que, à l'occasion du Concours régional du Mans, la Société d'Agriculture s'est ressouvenue de l'Exposition de Londres, et a choisi dans son sein une commission pour réunir et exposer les produits agricoles de la Sarthe. Cette commission est composée de

MM. BOISSEAU, président de la Société d'Agriculture,
Sciences et Arts de la Sarthe ;

Ed. GUÉRANGER, membre honoraire, délégué pour
représenter le président ;

VÉREL, membre titulaire ;

PELLIER, membre titulaire ;

PERCHERON, membre titulaire ;

DE VILLIERS DE L'ISLE-ADAM, membre titulaire.

Chacun a apporté à cette œuvre son zèle et son dévouement, espérant qu'en mettant ainsi sous les yeux des habitants de la Sarthe ce que produit le sol du pays, les cultivateurs s'en retourneront convaincus de l'importance de notre agriculture, et persuadés qu'elle ne le cède pas aux départements qui nous environnent. Or, quand le succès est ainsi démontré, la confiance dans le travail devient plus ferme et l'on est entré, sans s'en apercevoir, dans la voie du progrès. Il en résultera un autre avantage, celui de faire connaître nos produits aux étrangers qui visiteront l'Exposition : ce sera un moyen d'en faciliter l'écoulement dans des conditions plus avantageuses.

Après cet exposé, que j'ai jugé indispensable pour expliquer la pensée qui a dirigé la commission, je commence le Catalogue explicatif dont on m'a fait l'honneur de me confier personnellement la rédaction.

Le Mans, ce 20 septembre 1872.

Ed. G.

PREMIÈRE PARTIE
PRODUITS VÉGÉTAUX

PREMIÈRE SECTION

Produits servant à l'alimentation de l'homme.

FROMENT. *Triticum vulgare*, Will. — Le département de la Sarthe produit beaucoup de froment, surtout depuis que l'usage de la chaux en a augmenté le rendement dans une proportion considérable. Les variétés les plus cultivées sont le saint-lô, le blé anglais, le boussicot, etc. Le premier réussit mieux dans les terres fortes, le second dans les terres douces, le troisième dans les terres naturellement calcaires et rocailleuses. Depuis quelque temps on commence à cultiver avec avantage le blé de l'île de Noé.

Les semailles se font du 15 octobre au 15 novembre. — Chaque *journal* (1) de quarante-quatre ares donne, en moyenne, quarante doubles décalitres; quelques terres exceptionnelles produisent jusqu'à quatre-vingts et même cent; les plus inférieures, vingt à vingt-cinq. — Le chaulage des semences est généralement pratiqué pour prévenir la carie, qui sans cette préparation préliminaire ferait de grands ravages dans celles de nos terres qui sont froides et humides. Dans les années pluvieuses, la *rouille* occasionne des pertes qu'aucun moyen ne saurait prévenir. L'*ergot* se montre aussi quelquefois sur le froment, mais c'est une exception très-rare. — La production de la paille est de quinze cents à deux mille kilogrammes par *journal*.

Le froment est l'objet d'un commerce considérable dans la Sarthe. Les principaux marchés sont : Le Mans, Sablé, Saint-Calais, Mamers, Beaumont, Sillé, Fresnay, Vallon, Loué,

(1) Quoique le mot *journal* ne représente pas une mesure officielle, nous l'employons néanmoins pour céder à un usage local enraciné; mais il sera entendu que cette mesure agraire équivaut, dans la Sarthe, à une surface de 44 ares.

Conlie, Le Lude, etc. C'est sur ces différentes places qu'on trouve aussi les autres grains dont il nous reste à parler.

1. BLÉS ANGLAIS.

2. BOUSSICOT.

3. BLÉ DE NOÉ OU BLÉ BLEU.

4. BLÉ GALAND.

5. SEIGLE. *Secale cereale*, L. — Une portion notable du département de la Sarthe est recouverte d'un sol léger, de nature siliceuse, propre à la culture du seigle. Nos meilleures terres à seigle donnent de trente-cinq à quarante doubles décalitres au *journal*. Les plus maigres n'en donnent que quinze. La moyenne pour la paille est de mille kilogrammes au *journal*. Le seigle n'est pas sujet à la carie, mais, dans les champs dont le sous-sol est humide, et dans les années pluvieuses, il se produit beaucoup d'*ergot*. Le seigle se sème à la même époque que le froment.

La paille de seigle sert à recouvrir les chaisses. C'est la meilleure qu'on puisse employer pour façonner les ruches, pour le toit des chaumières, et pour fabriquer les paillassons destinés à l'horticulture.

Il existe dans le département de la Sarthe des terres à seigle capables néanmoins de produire un peu de froment. On sème dans ces champs les deux céréales en mélange et on les récolte sous le nom de *méteil*. Dans les terres légères en question, ce système de culture est plus productif que si l'on semait exclusivement l'un ou l'autre de ces deux grains.

6. ORGE DE PRINTEMPS. *Hordeum vulgare*, L. — Cette céréale exige une terre douce et substantielle, parfaitement préparée par les labours, aussi ne réussit-elle pas dans toutes les terres à froment. Malgré cela, elle est encore au nombre des produits importants de notre agriculture. Suivant les coutumes de la Sarthe, la place de l'orge dans l'assolement est immédiatement après le froment. Le trèfle se sème en même temps et se trouve protégé par les feuilles de cette graminée contre les ardeurs du soleil que sa délicatesse à l'état naissant ne saurait supporter. — L'orge se sème fin de mars, commencement d'avril. — La moyenne de son rendement est de cinquante-cinq doubles décalitres au *journal*. Mais il n'est pas rare de

rencontrer des terres qui en produisent jusqu'à cent dans les bonnes années. — Le poids de la paille est depuis quinze cents jusqu'à deux mille kilogrammes au *journal*.

La paille d'orge, plus tendre que celle des autres céréales, est une très-bonne nourriture pour la race bovine, surtout dans les années favorables à la croissance du trèfle ; car, alors, les feuilles et les jeunes pousses de cette légumineuse s'y trouvent ajoutées dans une proportion notable. — Le grain mêlé au froment est employé dans la ferme à préparer le pain de ménage. Il sert en outre à la fabrication de la bière, à l'engraissement des porcs et des animaux de basse-cour.

7. ORGE D'HIVER. *Hordeum hexastichon*, L. — Cette espèce, qui mûrit beaucoup plus tôt que la précédente et qui ne craint pas nos hivers, est malgré cela peu cultivée. On la sème à l'automne, mais c'est plus particulièrement dans les années de disette, afin de jouir quelques semaines à l'avance des prémices de la nouvelle récolte.

8. MAÏS. *Zea mays*, L. — Le maïs réussit parfaitement dans nos terres à seigle. Sa culture est assez générale partout où cette nature de sol se rencontre. On le sème fin d'avril et commencement de mai. Il fleurit fin d'août et se récolte en octobre. Le maïs produit trente à trente-cinq doubles décalitres au *journal*. On cultive dans la Sarthe le maïs rouge, le maïs jaune et le maïs blanc. Dans le cas où ces trois variétés sont cultivées dans le même champ, il se manifeste des phénomènes d'hybridation très-curieux. Ainsi les mêmes épis contiennent des grains jaunes, des grains blancs et des grains rouges. — On cultive aussi, par exception, une variété naine, connue sous le nom de *quarantain*. Le sommet des tiges qui portent les épis mâles est coupé et employé comme fourrage aussitôt après la dispersion du pollen. — Le maïs est quelquefois attaqué par la carie.

Quoique le maïs serve dans une certaine proportion à la nourriture de l'homme, son usage le plus fréquent est pour l'engraissement des animaux de basse-cour.

9. SARRASIN. *Polygonum fagopyrum*, L. — À mesure que l'agriculture progresse, le sarrasin, autrefois très-cultivé dans la Sarthe, disparaît pour faire place à d'autres produits plus

avantageux ; c'est pourquoi nous ne le mentionnons que pour mémoire. On s'en sert encore aujourd'hui, dans les ménages, à faire des *galettes*. Sa farine est la base des pâtons avec lesquels on engraisse les poulardes de La Flèche.

HARICOT. *Phaseolus vulgaris*, L. — Cette plante légumineuse est cultivée en plein champ dans plusieurs contrées du département de la Sarthe. On choisit les variétés naines et on les sème dans les terres à froment, la quatrième année de l'assolement. Cette culture, qui est épuisante, ne doit être adoptée que dans les terres très-fertiles. Les échantillons exposés représentent les variétés le plus fréquemment cultivées.

10. HARICOT FROMENT.

11. HARICOT COCO.

12. HARICOT SOISSONS.

13. POIS A CONSERVE. *Pisum sativum*, L. — L'industrie des conserves de petits pois a pris dans la Sarthe, et surtout au Mans, une extension considérable. L'agriculture locale y trouve un débouché nouveau et très-profitable. C'est le pois Michaux qui est le plus généralement cultivé pour cet usage, en raison de sa précocité et aussi parce qu'il ne demande qu'une demi-rame. On le sème fin de février et commencement de mars, pour le récolter fin de mai et commencement de juin. La terre devenue libre peut recevoir des choux de Poitou, des betteraves, des navets ou autres récoltes du même genre. Les cosses reviennent à la ferme, où elles sont utilisées comme un aliment sain dont les animaux sont très-friands (1).

II. SECTION

Produits servant à l'alimentation des animaux.

14. AVOINE. *Avena sativa*, L. — L'avoine, moins difficile sur la nature du sol, se sème dans les terres à froment trop compactes pour produire l'orge. Cette culture est d'un bon rapport. Son rendement est d'environ cinquante doubles déca-

(1) Nous renvoyons à la cinquième subdivision de ce catalogue, qui traite de l'arboriculture, ce qui concerne les fruits alimentaires : pommes, poires, noix, noisettes, châtaignes, etc.

litres au *journal*, et la paille de mille kilogrammes. Celle-ci est mangée à l'étable avec appétit. L'avoine est très-sujette à la carie. — Les balles d'avoine sont employées, dans la Sarthe, à faire des couchettes pour les petits enfants, ce qui produit un certain rapport au cultivateur soigneux. L'avoine cultivée comme plante fourragère rend un autre service à l'agriculture de la Sarthe : la variété d'hiver se sème en automne avec le vesce, dont elle soutient les tiges débiles. Le mélange de ces deux plantes donne un excellent fourrage vert qui se consomme au printemps.

15. TRÈFLE. *Trifolium pratense*, L. — L'introduction de cette plante dans l'assolement de notre agriculture moderne est sans contredit un des progrès les plus heureux. Le trèfle bien planté produit en moyenne pour première coupe trois mille kil. de fourrage par *journal* de 44 ares, les meilleures terres vont dans les années favorables jusqu'à quatre et cinq mille. La seconde coupe est de quinze cents à deux mille. Cette seconde coupe est quelquefois sacrifiée pour laisser grainer la plante, qui donne sous cette dernière forme un produit souvent plus avantageux. On plâtre le trèfle au mois de mars et cette pratique en augmente le produit dans une proportion considérable.

Le fourrage est consommé dans la ferme, mais la graine fait l'objet d'un commerce très-important dans le pays. — Le trèfle a un grand ennemi dans l'*Orobanche minor* ; cette plante parasite infeste quelquefois les champs de trèfle de manière à ce qu'ils en sont tout couverts.

16. TRÈFLE INCARNAT. *Trifolium incarnatum*, L. — Les terres à seigle, qui ne peuvent produire le trèfle ordinaire, sont très-propres à la culture du trèfle incarnat. Cette plante, bien inférieure comme rapport à la précédente, rend néanmoins de très-grands services dans les sols maigres de la Sarthe, si pauvres en productions fourragères. Le trèfle incarnat se sème après la récolte des céréales, souvent avec des navets, et ne donne qu'une seule coupe qu'on recueille à la fin d'avril et au commencement de mai. Le rendement est extrêmement variable suivant le degré de pauvreté du sol, et aussi suivant que le temps a été plus ou moins favorable.

16 bis. SAINFOIN. *Hedysarum Onobrychis*, L. — Autre plante fourragère qui se plaît dans un autre milieu que les deux précédentes. Celle-ci réussit dans les sols pierreux et calcaires, même ceux qui n'offrent qu'une très-faible épaisseur de terre végétale. Elle est cultivée avec avantage dans une partie du département de la Sarthe dont le terrain est constitué de cette manière, et connu sous le nom de grouas ; son rendement est aussi très-variable.

17. LUZERNE. *Medicago sativa*, L. — La luzerne rend dans la Sarthe les bons services qu'elle rend partout : fourrage de qualité supérieure, trois ou quatre coupes dans le cours de la saison. Mais, en raison de sa longue durée, elle ne saurait entrer dans l'assolement ordinaire, circonstance qui l'exclut des petites cultures qui ont besoin de tout leur terrain. — Cette utile légumineuse est quelquefois dévorée par la cuscute, *Cuscuta epithymum*, Murr., plante parasite, qui la détruit avec une rapidité effrayante.

18. LUPULINE. *Medicago lupulina*, L. — Petite plante appartenant à la famille des légumineuses, ce qui est une garantie de ses propriétés nutritives ; se ramifiant beaucoup en s'allongeant au milieu des herbes de nos prairies, et, par conséquent, produisant beaucoup de bon fourrage. Il sera toujours utile de la propager par la semence.

19. FOIN provenant de prairies naturelles. — Le département de la Sarthe renferme 63,496 hectares de terre cultivée en prairies naturelles. Cette culture peut être divisée en trois catégories principales : les prés secs, les prés humides et les prés sains. Les prés secs, outre qu'ils produisent peu de foin, renferment encore un assez grand nombre de mauvaises herbes dont plusieurs appartiennent à la famille des *Rhinanthacées*. Ils peuvent le plus souvent être améliorés par des irrigations bien entendues. Les prés mouillés fournissent beaucoup de joncs, de canches, de colchique, etc., toutes mauvaises herbes qui diminuent la qualité du foin. Ces prés peuvent être assainis par des drainages dirigés avec assez de prudence pour ne pas les dessécher tout à fait. Enfin, les prairies saines constituent une des parties les plus précieuses de nos terres cultivées. Le foin qu'elles produisent est toujours le plus re-

cherché et par conséquent se vend un prix plus élevé. Ce foin est composé en majeure partie de graminées succulentes et aromatiques, de petits trèfles et autres plantes appartenant à la famille des légumineuses.

20. FLOUVE ODORANTE. *Anthoxanthum odoratum*, L. — Graminée garnissant peu, mais utile dans les prairies par la bonne odeur qu'elle communique au foin. Spontanée dans la Sarthe, et très-commune.

21. SEIGLE MULTICAULE. — Cette variété de seigle est essentiellement prolifère. On compte souvent jusqu'à soixante tiges et plus sorties d'une même semence. Le grain en est petit, et par conséquent la mouture donne une moindre proportion de farine. Voici, d'après M^{me} la marquise de Pronleroy, le produit d'un hectare dans une terre de landes :—130 doubles décalitres de grain pesant 34 livres ; une charretée de paille ; trois charretées de chaume. — Le même seigle avait donné à l'automne deux charretées de foin. — Une autre pièce de terre, à la Cour-de-Broc, mesurant un hectare et demi, a donné 179 doubles décalitres ; mais la plante est un fourrage de bonne qualité, très-productif et donnant plusieurs coupes dans le courant de la saison.

Nous mentionnons pour mémoire deux plantes chaleureusement recommandées et qui n'ont pas réussi chez nous : le BROME SCHADER et le GALEGA. Suivant nous le cultivateur, trop souvent accusé de routine, fait très-bien de se méfier des annonces dictées quelquefois par l'enthousiasme, d'autres fois par un sentiment moins noble de spéculation.

22. RAY-GRASS. — Cette graminée, qui pousse avec vigueur, peut être cultivée, isolément en prairie artificielle, ou en mélange avec le trèfle et le sainfoin.

23. MAÏS GÉANT. — Nous avons parlé du maïs ordinaire employé à la nourriture de l'homme. Cette autre variété s'emploie comme fourrage et fournit à l'étable une nourriture saine et abondante.

Nous recevons sous le nom de *Mais amélioré* une plante que nous envoie M. Le Guicheux, président du comice agricole de Fresnay. Cette variété, qui serait une hybride, provenant du mélange du maïs géant et du maïs précoce ordinaire.

aurait l'avantage de mûrir dans toute la France, ce que ne fait pas le maïs géant. Son rendement peut s'élever jusqu'à 30,000 kil. de fourrage vert à l'hectare. Sans prendre la responsabilité de ces renseignements, voici l'adresse du fournisseur : M. Vidal, agriculteur, expérimentateur, à Montbel (Ariège).

24. CHOU DE POITOU. — Race précieuse pour l'abondance du fourrage qu'elle donne par ses feuilles pendant l'automne et une partie de l'hiver, et par les rameaux fleuris qu'elle pousse au printemps.

24 bis. CHOU A NOËLLE. — Plus délicat et moins cultivé que le précédent, ce chou fournit aussi beaucoup de feuilles à l'étable. De plus, sa tige tendre, ainsi que l'indique son nom, rentrée à temps pour la préserver des gelées précoces, est mangée avec plaisir dans une saison où la nourriture des bestiaux commence à devenir moins commune.

25. VESCES D'HIVER ET D'ÉTÉ. *Vicia sativa*, L. — Ces deux variétés sont cultivées avec un grand profit dans les bonnes terres de la Sarthe, où elles produisent un fourrage excellent qu'on peut faire consommer vert ou sec. On sème la vesce après la récolte des blés, avec de l'avoine dont les tiges sont destinées à lui servir de support, ainsi qu'il a été dit précédemment.

26. SARRASIN DE TARTARIE. *Polygonum Tataricum*, L. — Cette polygonée obtient aujourd'hui une faveur méritée dans nos cultures ; peu exigeante pour la qualité du terrain, elle produit ordinairement des récoltes abondantes. Son grain est exclusivement employé à l'alimentation des animaux de basse-cour, et surtout des porcs, dont l'élève constitue un des produits importants de l'agriculture de la Sarthe.

La plante enfouie en vert est un excellent engrais.

27. CITROUILLE. *Cucurbita pepo*, L. — La citrouille est cultivée avec avantage dans le département. Sa place dans l'assolement vient la quatrième année. On la sème en mai pour la récolter fin de septembre. Sa chair fournit dans les étables une nourriture précieuse et abondante. On retire des pépins une huile employée dans les fermes à assaisonner les aliments et à éclairer pendant les soirées d'hiver.

28. POMME DE TERRE CHARDON. *Solanum tuberosum*, L. — Cette variété très-remarquable, née dans la Sarthe, se distingue surtout pour l'abondance de ses produits, et pour la constitution robuste à laquelle elle doit le privilège d'avoir été presque entièrement préservée de la maladie qui exerce sur les autres espèces des ravages si déplorables.

La pomme de terre Chardon, d'abord très-aqueuse, s'améliore peu à peu dans nos cultures, et fournit aujourd'hui aux féculeries un rendement qui rivalise avec les bonnes espèces rurales.

Les pommes de terre, en général, sont cultivées avec succès dans le département de la Sarthe. Elles réussissent dans les bonnes terres à seigle aussi bien que dans les terres à froment. La moyenne du produit par *journal* est de cent doubles décalitres. Avant l'invasion de la maladie, il n'était pas rare d'obtenir le double et même au delà.

Grâce au zèle et à la persévérance de Parmentier, ce tubercule figure aujourd'hui sur la table du riche comme sur celle du pauvre. Ce qui n'est pas consommé pour la nourriture de l'homme est employé à l'alimentation et à l'engraissement du bétail. L'agriculture trouve encore, pour ce produit, un débouché avantageux dans les féculeries, qui en débitent chaque année des quantités très-notables.

28 bis. TOPINAMBOUR. *Helianthus tuberosus*. — Plante trop dédaignée, car c'est une des moins délicates de nos cultures et son rendement est avantageux. Ses tubercules, ne craignant pas nos hivers les plus rigoureux, peuvent rester en place et être serrés à mesure du besoin; de plus ses tiges hautes et nombreuses, employées en litières, absorbent bien le purin et augmentent d'une manière notable la quantité d'engrais de ferme.

29. BETTERAVE. *Beta vulgaris*, L. — La culture de cette racine fourragère se propage de plus en plus dans la Sarthe. Elle occupe dans l'assolement la quatrième année. On sème la graine en mai, ou bien on repique le jeune plant. Dans une terre bien fumée et bien labourée, on obtient un produit considérable si on a eu le soin de biner et sarcler à temps convenable. Les racines s'arrachent à l'automne; on les dé-

pose dans des silos ou simplement sous des feuilles où elles passent l'hiver sans geler; elles sont pour les étables une ressource extrêmement précieuse.

30. NAVETS. *Brassica napus*. — Le grand avantage de cette racine est la promptitude avec laquelle elle se développe, ce qui permet de semer sa graine en récolte dérobée sur les chaumes de céréales. Abrisés dans des silos ou couverts de feuilles, les navets se conservent bien l'hiver et fournissent à l'étable une nourriture saine, et d'autant plus précieuse qu'elle est rare à cette époque de l'année.

III^e SECTION

Conserves et produits végétaux manufacturés.

31. POMMES TAPÉES, pour dessert.

32. POIRES TAPÉES, pour dessert.

33. GUIGNES CUITES, pour dessert.

L'industrie de ces trois produits, fort intéressants pendant la saison où les fruits naturels manquent sur la table, a pris naissance à La Bazoge, s'y est maintenue, en s'étendant un peu dans les communes environnantes.

34. TOMATES. *Lycopersicum æsculentum*, L. Mill. — Plusieurs de nos maraîchers cultivent en grand la tomate. On prépare avec le fruit une conserve qui sert de condiment et qui fait l'objet d'un commerce assez étendu.

Ce produit est toujours assuré d'un écoulement avantageux.

Je ferai la même remarque pour les conserves de pois et de haricots.

35. CONSERVES de pois.

36. CONSERVES de haricots.

37. VINS DE LA SARTHE (1). — La Sarthe n'est pas un pays vignoble, néanmoins les cantons situés sur les confins de l'Anjou et de la Touraine produisent des vins ordinaires très-potables, et même quelques-uns plus fins qui sont recherchés dans le commerce. Les clos les plus estimés sont ceux

(1) Une liste des vins exposés sera imprimée à la fin du catalogue.

des Janières et de la côte Sainte-Cécile dans les environs de La Chartre.

En partant des limites méridionales du département pour se diriger vers le centre jusqu'au Mans, la vigne est cultivée çà et là. Dans ces dernières contrées la culture des céréales envahit le terrain quand le sol est de nature à s'y prêter, et la vigne disparaît peu à peu.

Voici un résumé de l'importance de la viticulture dans le département :

Arrondissement du Mans.....	1100 hectares.
— de Mamers.....	300
— de La Flèche.....	4200
— de S ^t -Calais.....	3470

Total pour le département..... 8970 hectares.

Année moyenne, le rendement en vin est de 18 hectolitres par hectare, ce qui fait un total de 163,770 hectolitres pour le département. En 1871, la moyenne a été de 33 hectolitres par hectare, soit un total de 204,600 hectolitres, mais la qualité a été inférieure par suite de la non-maturité des raisins.

Une culture spéciale qui fournit des produits de cette importance mérite plus d'attention qu'on ne lui en accorde généralement dans notre pays.

Le plant de Bordeaux a été essayé dans quelques localités favorisées ; mais on n'a point obtenu ce bouquet si justement renommé, qui probablement tient au sol plus encore qu'au climat.

38. CIDRE. — Ainsi que nous le disions plus haut, le pommier se plante partout dans la Sarthe, et quelquefois même avec profusion. Il en résulte que le pays produit beaucoup de cidre. En dehors des soins apportés à la manipulation, deux conditions essentielles influent beaucoup sur la qualité du cidre : le terroir et le choix des fruits. On a remarqué que, toutes choses égales d'ailleurs, un sol léger et rocailleux était celui qui produisait les qualités supérieures. Quant au choix des fruits, le plus avantageux résulte d'un mélange de pommes douces et de pommes amères. Les instruments employés à la fabrication du cidre sont : un moulin pour diviser les pommes et un pressoir. Le pressoir a fait beaucoup de progrès depuis quelques années ; il n'en est pas de même du

moulin, qui consiste en deux mâchoires en fonte tournant en sens inverse et s'engrenant l'une dans l'autre de manière à déchirer les pommes que leur fournit incessamment une trémie. Ce système ne brise qu'une partie des cellules du fruit, celles qui restent intactes retiennent avec force le jus qu'elles renferment. Aussi la pomme traitée ainsi ne rend-elle guère que les deux tiers de son suc. Le fermier s'en dédommage en faisant ce qu'il appelle *petit cidre*, c'est-à-dire en faisant macérer le marc dans de l'eau et le soumettant de nouveau au pressoir.

La première fermentation du cidre est assez tumultueuse; quand elle est apaisée, on soutire une première fois et on réserve dans des tonneaux la lie qui est muqueuse et abondante. On soutire une seconde fois dans le mois de février. Quand on veut du cidre mousseux, on met en bouteille au mois de mars ou d'avril.

Le cidre bien préparé se conserve en bon état dans les tonneaux pendant une année.

Les lies étant réunies, on en obtient une eau-de-vie passable au moyen de la distillation. Malheureusement cette opération se fait avec l'ignorance la plus complète et la plus entêtée, au détriment de la quantité et de la qualité du produit. Nous exposons de l'eau-de-vie de cidre améliorée par l'âge.

Le marc de pommes, quand on en a retiré le petit cidre, sert à l'alimentation des bestiaux. Quelques cultivateurs ramassent les pepins pour semence et en retirent un petit bénéfice.

39. ALCOOL de lie de cidre.

40. ALCOOL de betteraves.

41. FRUITS CUITS *pour boisson*. — Les années d'abondance, on fait cuire et dessécher au four les pommes coupées par quartiers, certaines poires, les cormes. Ces fruits conservés sont employés plus tard à préparer une boisson saine, agréable et mousseuse; mais elle ne se conserve pas longtemps sans passer à l'aigre. C'est néanmoins un auxiliaire avantageux pendant les années où le cidre est rare, et d'un prix trop élevé pour la classe moyenne.

42. FARINES. — La meunerie constitue pour la Sarthe une

industrie considérable. Les cours d'eau importants qui arrosent ce département fertile en céréales, la pente qui existe depuis leur source jusqu'à leur embouchure permettant un grand nombre de barrages, les marchés voisins dont les halles sont abondamment fournies sont autant de conditions avantageuses dont on a largement profité. Il serait difficile d'indiquer, même d'une manière approximative, le chiffre des affaires de ce genre qui se font dans la Sarthe ; les détails suivants suffiront pour établir que le montant doit en être fort élevé. Les principales minoteries qui fonctionnent aujourd'hui dans notre circonscription sont indiquées dans le tableau suivant par ordre alphabétique :

LIEU où l'Usine est située.	NOMBRE de Paires de Meules.	RIVIÈRE sur laquelle l'Usine est située.
Ardenay.....	4	Le Narais.
Beaumont.....	6	La Sarthe.
Bessé	4	La Braye.
Bouches-l'Huisne...	13	L'Huisne.
Château-du-Loir...	13	Le Loir.
Fresnay.....	4	La Sarthe.
Gué-do-Maulny.....	16	L'Huisne.
Juigné.....	6	La Sarthe.
La Chartre.....	4	L'Huisne.
La Ferté-Bernard..	9	L'Huisne.
La Flèche.....	14	Le Loir.
La Suze.....	6	La Sarthe.
Malicorne.....	6	La Sarthe.
Mamers.....	4	La Dive.
Noyen.....	12	La Sarthe.
Pont-de-Gennes...	5	L'Huisne.
Pontlieue.....	12	L'Huisne.
Sablé.....	12	La Sarthe.
Saint-Calais.....	4	L'Anille.
Saint-Georges.....	20	La Sarthe.
Solesmes.....	6	La Sarthe.

C'est donc un total de cent soixante-dix-sept paires de meules qui fonctionnent dans le département, sans compter les petits moulins établis d'après l'ancien système et qui, quoique

nombreux encore, ne travaillent que sur commande. La consommation de chaque paire de meules varie beaucoup suivant la puissance et la régularité de la chute d'eau servant de moteur. Le maximum du travail est de 18 à 20 hectolitres par 24 heures; le minimum, 14 à 15. — Le chômage est aussi irrégulier : pour l'Huisne et le Loir il peut être estimé à un sixième, pour la Sarthe à un tiers, pour les autres cours d'eau à un quart.

Les blés recherchés pour les premières marques sont le blé blanc *perfectionné*, le vert-bâtard, le boussicot. — Le blé anglais *non perfectionné*, le blé de noé, le poulard donnent des produits de qualité inférieure. — La moyenne du rendement, pour les bonnes années, est de : toute farine, 70 pour cent, — recoupes et petit son, 10, — gros son, 20. Dans les mauvaises années, la moyenne ne s'élève pas au delà de 65 à 66 pour cent, toute farine. — S'il n'est pas possible, pour une marchandise d'un prix aussi variable que le froment, d'estimer la valeur en numéraire, à défaut de ce renseignement, les documents qui précèdent suffiront pour établir l'importance industrielle et commerciale de nos minoteries et les débouchés prompts et assurés qu'ils offrent à notre agriculture.

Les premières marques de la Sarthe sont connues avec avantage et recherchées sur les places principales de France et d'Angleterre. Elles doivent leur réputation tout à la fois aux talents des chefs d'usine et au bon choix de la matière première.

43. FÉCULES. — Les féculeries offrent un débouché assuré à l'agriculteur qui se livre à la culture de la pomme de terre. La facilité de vendre immédiatement ce qui ne sera pas utilisé pour l'alimentation du bétail est un avantage pour le producteur d'une récolte aussi encombrante et exposée aux altérations de ce qu'on appelle la maladie, et même aux atteintes de la gelée dans les hivers rigoureux.

Il existe, sur le sol du département de la Sarthe, douze féculeries livrant annuellement au commerce, ensemble, 45,500 sacs de chacun 100 kil., ce qui fait un total de 4,550,000 kil., se vendant en moyenne 40 à 45 fr. le sac.

La moyenne du rendement de la pomme de terre est de 14

pour cent. — La pulpe, privée de la fécule par le lavage, retourne à l'étable pour servir à la nourriture du bétail, et se vend à l'état frais, 2 fr. 50 les 250 litres. Cette quantité de pulpe est produite comme résidu par le traitement de 800 kil. de pomme de terre.

Toutes les féculeries de la Sarthe fonctionnent à la vapeur et emploient une force qui varie de 6 à 12 chevaux, suivant l'importance de l'usine. Le travail commence au mois d'octobre et dure de trois à cinq mois.

44. HUILE DE NOIX. — Le noyer, ainsi que nous le disons ailleurs, est un des arbres cultivés avec succès dans plusieurs contrées du département. Son fruit, qui vient enrichir nos desserts d'abord à l'état vert, plus tard à l'état sec, renferme une huile abondante, assez estimée quand elle a été préparée avec soin et à froid.

IV. SECTION

Produits employés dans l'industrie ou dans les usages domestiques.

CHANVRE. *Cannabis sativa*, L. — C'est un des principaux produits agricoles du département de la Sarthe, dans les contrées où le sol peut se prêter à sa culture. Cette plante textile exige une terre riche, meuble et bien préparée. On la sème en juin et on la récolte en septembre, à deux fois : le mâle d'abord, quand le pollen s'est échappé des étamines ; la femelle ensuite, quand la graine a mûri. Le chanvre arraché est porté au routoir, mais il est bon de remarquer que celui qui a roui dans une eau courante est toujours supérieur en qualité à celui qui a subi la même opération dans une eau stagnante. Le climat de la Sarthe ne permet pas tous les ans à la graine de chanvre de mûrir convenablement ; aussi, sous ce rapport, notre département est-il souvent tributaire de l'Anjou et de la Touraine pour l'achat des semences. Dans une bonne terre le chanvre atteint trois mètres de hauteur, il produit par journal deux cent cinquante douzaines de poignées ; chaque douzaine produit en moyenne un kilog. cinq cents grammes de filasse brute, dont le prix moyen, sur le marché du Mans, est depuis

5 jusqu'à 7 francs le *poids* (sept kilog.), suivant la qualité et aussi suivant le cours du marché.

Les choux verts semés avec le chanvre réussissent très-bien. Cette plante les garantit à la fois des ardeurs du soleil et de l'atteinte d'un insecte qui occasionne de grands ravages dans les semis de crucifères.

La graine de chanvre s'emploie cuite, à l'étable, comme nourriture ; on en extrait une huile qui est utilisée en peinture ; le tourteau sert encore à l'alimentation des animaux et à l'engrais des terres.

Le chanvre sorti des mains de l'agriculteur et remis dans celles des commerçants et des industriels, devient l'objet d'opérations fort importantes pour le pays.

45. CHANVRE VERT.

46. CHANVRE ROUI.

47. CHANVRE TEILLÉ.

48. GRAINE DE CHANVRE.

49. LIN. *linum usitatissimum*. — Plante fort peu cultivée dans le département, quoiqu'elle réussisse bien dans le canton de Sablé.

50. COLZA. *Brassica napus*, L. — Var. *Oleifera*. — Cette graine oléagineuse est fort peu cultivée dans la Sarthe. Et si nous la mentionnons aujourd'hui par anticipation, c'est que des essais récents nous font espérer que cette crucifère, d'un si bon rapport dans les contrées voisines, finira par entrer avec avantage dans les cultures de notre département.

51. GUINCHÉ. — Sous ce nom vulgaire on désigne dans la Sarthe certaines feuilles de graminées qui croissent en abondance dans nos landes humides et qui servent à faire de très-bonnes paillasses et même des matelas pour la classe indigente.

52. BALLE D'AVOINE. — C'est le calice de l'avoine cultivée qui sert, ainsi que nous l'avons déjà dit, à faire des couchettes pour les petits enfants.

53. OSIER. — Plusieurs espèces du genre *Salix* sont employées dans la Sarthe sous le nom d'osier. Les vigneron et les cultivateurs ont tous quelques plants d'osier pour leur usage particulier, mais la culture des *oseraies* pour les besoins de l'industrie ne fait encore que de s'introduire dans le département.

54. ÉGLANTIER. *Rosa canina*, L. — Le sol de la Sarthe, si boisé et si entrecoupé de haies, produit spontanément l'églantier en assez grande abondance pour en faire l'objet d'un commerce relativement assez important. Son prix est de 4 à 6 fr. le cent, et quand il a reçu de la main de nos horticulteurs un écusson de rose, il se vend au bout d'un an depuis 50 jusqu'à 75 c. Ainsi cet arbuste, en nourrissant de sa sève la reine des fleurs, contribue à la fois à l'ornementation de nos jardins et à la prospérité des hommes de travail qui consacrent leur industrie à l'horticulture.

55. JONC DES CHAISERS. *Scirpus lacustris*, L. — Croît abondamment dans nos étangs et dans nos rivières. On l'emploie à enfoncer les chaises communes et à faire des paillassons.

56. JONC DES JARDINIERS. — Employé pour attacher les plantes aux tuteurs et palisser les jeunes arbres.

57. BRUYÈRE. — Le *Calluna vulgaris*, Sal., les *Erica cinerea*, L., *E. tetralix*, L., *E. ciliaris*, L., qui croissent abondamment dans nos landes et jusque dans nos sapins, sont employés à faire des balais. Mais ce n'est pas leur seul usage : l'agriculture recherche ces plantes qui, employées en litière, ont la propriété d'absorber et de retenir les liquides et de les transporter ainsi dans les champs. La bruyère exploitée pour cet usage se vend 9 fr. la charretée. L'*Erica scoparia* est beaucoup plus rare dans le département et ne s'emploie qu'à la fabrication des balais.

58. POMMES DE SAPIN. — On désigne sous ce nom, dans le département, les cônes du pin maritime. Ce fruit, imprégné naturellement de principes résineux, s'enflamme avec une grande facilité. Cette propriété le rend très-précieux à nos ménagères pour allumer le feu. C'est un objet de commerce assez important dans la Sarthe.

V^e SECTION

Arboriculture.

Depuis quelques années, l'industrie des pépinières a pris dans la Sarthe un très-grand développement, et ce dévelop-

pement est toujours en progrès. Quoique, relativement à la surface plantée en pépinières, nous soyons encore inférieurs à l'Anjou et à la Touraine, nous pouvons dès à présent faire concurrence à ces deux provinces par la vigueur et la belle qualité des sujets cultivés dans la Sarthe.

Les pépinières improvisées de notre exposition ne peuvent donner qu'une idée bien imparfaite de cette branche si intéressante et si lucrative de nos cultures. D'une part nous sommes obligés de nous restreindre beaucoup, et d'autre part la saison nous force à montrer au public les arbres dépourvus de leurs feuilles, et ce déshabillé ne leur est pas avantageux. C'est M. Bougard, un de nos meilleurs pépiniéristes, qui a bien voulu se charger de cette partie de notre installation, et il l'a fait avec un désintéressement qui mérite toute notre reconnaissance.

Arbres fruitiers.

Nous n'avons compris, dans cette partie de notre exposition, que les arbres fruitiers cultivés en plein champ, laissant à la Société d'horticulture le soin de faire valoir les arbres plus délicats, exclusivement destinés aux jardins.

59. POMMIER. *Pyrus malus*, L. — Voici, dans nos contrées, l'arbre par excellence. Prodiges de ses bienfaits sans acception de personne, son fruit se voit tout aussi bien dans la main de l'enfant du pauvre que sur la table somptueuse du riche. Aussi faut-il que la terre soit bien maigre pour que le cultivateur ne le plante pas dans son champ et ne le multiplie pas, quelquefois même aux dépens des autres récoltes. Les variétés de cet arbre se comptent par centaines. Comme les plus remarquables sont connues de tout le monde, je ne mentionnerai que celles qui sont spéciales au département de la Sarthe : 1° la pomme de rosat, fruit délicieux que nous regrettons de ne pouvoir exposer, mais qui ne se garde pas assez longtemps ; 2° une variété de reinette cultivée sans nom dans les environs de Mamers, se gardant très-tard ; 3° la pomme de jaune, d'un goût fin, et pouvant se conserver jusqu'à la récolte suivante ; 4° la pomme de Martrange, ayant du rapport avec la précédente, mais moins bonne et d'une moins

longue conservation. — Nous regrettons que la saison trop avancée nous empêche d'exposer des *pommes tapées*. Ce sont des pommes cuites au four par un procédé particulier et destinées à remplacer, dans nos desserts, les fruits naturels quand la saison les a fait disparaître. C'est l'objet d'une industrie spéciale à La Bazoge, et qui s'étend dans plusieurs communes environnantes.

En dehors des pépiniéristes de profession, quelques cultivateurs sèment des pommiers et apportent leur plant d'un an au marché du Mans, où ils le vendent depuis 2 fr. jusqu'à 4 fr. le cent. Ce sont les terres légères de Montfort, d'Yvré-l'Évêque et des environs où cette industrie réussit le mieux. Le marché du Mans est encore très-approvisionné l'hiver de sujets de pommiers de six à sept ans, qui se vendent depuis 1 fr. 50 jusqu'à 2 fr. chaque. Nous exposons des plants de pommier d'un an, de qualité supérieure.

Comme tout ce qui est utile dans le monde, le pommier a ses ennemis et ses parasites. Le parasite est le Gui, *viscum album*, L., plante que le cultivateur respecte beaucoup trop, le réservant pour faire une tisane aux vaches qui viennent de faire leur veau. Les ennemis sont plusieurs insectes, parmi lesquels le plus redoutable est le Puceron lanigère.

Quoique le pommier soit un excellent bois de travail, comme on ne l'abat guère que quand il est vieux et en partie gâté, il sert plus souvent à l'usage du foyer qu'à celui de la menuiserie.

60. POIRIER. *Pyrus communis*, L. — Le poirier est relativement rare dans nos champs. C'est dans nos jardins qu'on le trouve surtout avec ses variétés si nombreuses et si délicates. Cet arbre écussonné sur cognassier est, dans la Sarthe, l'objet d'un commerce considérable et qui s'étend tous les jours par l'établissement de nouvelles pépinières. On sème aussi le poirier, comme le pommier, pour greffer sur franc, mais en proportion beaucoup moindre. Nous exposons un échantillon de jeune plant d'un an. Les *poires tapées*, préparées dans la même localité, par les mêmes procédés, sont destinées aux mêmes usages que la pomme tapée. Malgré sa bonne qualité le bois de poirier, de même que le précédent,

est plus souvent employé comme bois de feu que comme bois de travail. Les poires de toute espèce, cueillies un peu avant la maturité, sont devenues, dans la Sarthe, l'objet d'un commerce important d'exportation. Il en est de même des pommes.

61. PRUNIER. *Prunus domestica*, L. — Le prunier est beaucoup moins cultivé, dans la Sarthe, que les deux arbres précédents. La récolte de ses fruits est moins assurée sous notre climat. Sa floraison hâtive, souvent visitée par nos dernières gelées, devient fréquemment stérile. Le bois du prunier, dur et agréablement coloré en rouge, est recherché pour les ouvrages de tour.

62. CERISIER. *Prunus cerasus*, L. — Arbre de jardin et de plein champ, le cerisier produit des fruits fort recherchés et remarquables par leur saveur et leur variété. A La Bazoge et dans les communes environnantes, les *guignes* cuites au four font l'objet d'un petit commerce. Le cerisier prospère sur presque toute la surface du département de la Sarthe ; son bois, d'un grain fin et serré et d'une couleur qui se rapproche de l'acajou, est employé dans la menuiserie d'ameublement.

63. CORMIER. *Sorbus domestica*, L. — Les fruits de ce grand et bel arbre sont acerbés, mais s'adoucent par une maturité avancée et par la cuisson. Sous ces deux états ils sont la base d'une boisson fort agréable. Le bois de cormier, dur et liant, se prête à tous les usages, mais il est spécialement recherché par les mécaniciens qui en font des chevilles d'engrenage. Dans la Sarthe, le cormier se plaît particulièrement dans les terrains argileux, mais à mesure que l'agriculture fait des progrès cet arbre tend à disparaître. Aucune récolte ne peut réussir sous l'ombrage de ses branches longuement étalées et son produit annuel est loin de compenser cette perte.

64. NOYER. *Juglans regia*, L. — Ce bel arbre, d'un bon rapport, réussit parfaitement dans le département de la Sarthe, dont il aime le sol et le climat. Parmi les variétés nombreuses et fort peu étudiées de son fruit, on distingue comme remarquables les trois suivantes : Noix *non angleuse*, à coque dure ; — Noix à la pie, qu'il ne faut pas confondre avec la noix à mésange :

elle en diffère par une coquille plus ferme, mais dont les valves sont à peine soudées et se désunissent au moindre effort; — Noix de jauges, différant des deux précédentes par un volume double. Cette beauté néanmoins ne git que dans l'enveloppe, car en ouvrant le fruit on est surpris de ne trouver qu'une amende relativement chétive.

Les noix produisent une huile douce, très-usitée dans le département pour les besoins de la table, mais il faut qu'elle soit exprimée à froid. Après cette première opération le tourteau est de nouveau broyé, puis chauffé et remis à la presse. On en retire une nouvelle quantité d'huile d'un goût et d'une odeur désagréables. Ce dernier produit est employé en peinture, et à la campagne pour alimenter les lampes. La tourte de noix sert à engraisser les porcs. Un échantillon d'huile de noix pour l'usage de la table est exposé. Le commerce des noix, sur la place du Mans, atteint environ 200,000 1/2 kil. et représente une valeur de 24,000 fr.

Le bois de noyer est fort estimé pour la menuiserie d'ameublement, les pièces de choix sont débitées en placage. Les sabotiers en font un grand usage. C'est aussi avec ce bois qu'on fait dans la Sarthe les lames de fléau pour battre le grain.

85. COUDRIER. *Corylus avellana*, L. — Spontané et commun dans la Sarthe. Ses fruits sauvages, petits, mais d'une saveur très-agréable, sont fort recherchés des enfants. On en cultive dans les jardins plusieurs variétés perfectionnées. Le coudrier pousse des baguettes qui servent aux horticulteurs à soutenir les ceillels et autres plantes à tige faible. C'est avec ce bois que les boulangers font leurs *coches*, système élémentaire de comptabilité qui s'est conservé jusqu'à présent.

CHATAIGNIER. *Castanea vulgaris*, Lam. — Le châtaignier est bien, avec le chêne, un des arbres qui rend les plus nombreux services par les différents usages auxquels il se prête; aussi est-il cultivé avec soin et sur une large échelle dans la Sarthe, où il réussit parfaitement. Comme arbre fruitier il fournit plusieurs bonnes espèces, parmi lesquelles se distingue le marron nousillard. Cette variété, spéciale à un des cantons du département (Mayet), est remarquable par son goût savoureux et par le défaut d'adhérence de sa pellicule intérieure.

Le châtaignier, quand il est grand, sert à la charpente ; on en fait des tonneaux, du bardeau, etc. Cultivé en taillis, ses gaules de neuf ans sont employées à faire du cercle, des lattes, des barreaux de terrasse, des tuteurs pour soutenir les arbres et arbustes de toute taille, des tonnelles, des treillages, etc. — On le propage dans nos pépinières en semant les petites châtaignes sauvages.

Les marrons et les châtaignes sont du nombre des denrées du pays et donnent lieu à un commerce assez important. La quantité approximative vendue sur la place du Mans est de 300,000 1/2 kil. et représente une valeur de 37,500 fr.

Le châtaignier, tout à la fois arbre à fruits et arbre de forêt, fournit pour notre exposition les numéros suivants :

66. CHATAIGNES ET MARRONS avant la maturité, la saison ne permettant pas de les présenter autrement.

67. Un lot d'articles de treillages comprenant : le treillage qui enclôt l'exposition ; plusieurs échelles ; des poteaux d'arcade ; des tuteurs de différentes forces ; des lattes ; des barreaux de terrasse, etc.

Le bois de cet arbre a le grand avantage de se conserver longtemps en terre sans pourrir.

LA VIGNE A VIN. *Vitis vinifera*. — Voici quelques cépages qui ne sont pas ordinairement cultivés par nos vignerons et que nous ne recommandons qu'à titre d'essai :

68. VIGNE DE BOURGUEIL, plant d'un an et plant de deux ans.

69. VIGNE DE BOURGOGNE, plant d'un an et plant de deux ans.

70. VIGNE D'ANJOU, — vin blanc, — plant d'un an et plant de deux ans.

71. ABRICOTIER. *Prunus armeniaca*, L. — Arbre fruitier peu chanceux sous notre climat et par conséquent peu cultivé dans nos campagnes.

72. AMANDIER. *Amygdalus communis*. — Même remarque que pour le précédent.

73. PÊCHER. *Amygdalus persica*. — Le pêcher fournit plusieurs variétés rustiques et assez fertiles qui appartiennent à la grande culture. On en trouve à fruit blanc, à fruit jaune, à fruit rouge. Cultivé en plein vent, il n'exige pas une taille habile et dispendieuse ; il suffit à la rigueur de supprimer chaque

année le bois mort. Cet arbre ne dure pas un grand nombre d'années ; mais il se reproduit facilement de noyau, et commence à donner du fruit dès la quatrième année.

74. NÉFLIER. *Mespilus germanica*. — Cet arbre rustique, qui se greffe ordinairement sur l'épine blanche, est d'une petite valeur pour le fruit, comme pour le bois. Il en existe une variété curieuse, sans noyau.

Arbres forestiers.

La culture forestière représente dans le département de la Sarthe un intérêt de premier ordre.

Outre nos sapinières qui utilisent avec un grand profit la vaste étendue de nos terrains sablonneux qui ne produisaient, il y a environ un siècle, que des bruyères et des ajoncs, nous avons encore les forêts de l'Etat et les bois dépendant de la propriété particulière.

Les forêts de l'Etat sont au nombre de deux : la forêt de Bercé et la forêt de Perseigne.

La forêt de Bercé couvre une étendue de 5,455 hectares 32 ares, celle de Perseigne 5,080 hectares 49 ares ; total 10,535 hectares 81 ares.

Le rapport des coupes pour l'Etat est de 700,000 francs chaque année : Bercé 400,000 francs, Perseigne 300,000 francs. Il serait difficile d'estimer ce que l'industrie ajoute de valeur à ce prix brut, en utilisant ces bois pour la marine, pour la charpente, pour la menuiserie, les écorces pour la tannerie ; et pour bois de feu ou pour charbon les branches et les parties impropres à tout autre usage. Une autre source de production industrielle des forêts est la boissellerie qui fait vivre un grand nombre d'ouvriers et procure à nos ménages une foule de petits articles d'une grande utilité. Malgré la vulgarité de ces objets, dont il serait d'ailleurs difficile de se passer, nous n'avons pu résister au désir d'en exposer la série. Nos visiteurs auront la charité de ne voir dans cette exhibition que l'utilité de ces petits ustensiles, et le pain que leur fabrication fournit à un assez grand nombre de familles nécessiteuses.

D'après l'enquête agricole, les bois appartenant aux particuliers représentent une surface de 72,404 hectares 78. L'aménagement de ces bois n'est point aussi régulier que celui des forêts de l'Etat. Chacun exploite à sa guise, et il serait difficile de fournir même approximativement un chiffre représentant la valeur annuelle de cette branche de notre agriculture.

Afin de représenter les différentes essences dont l'ensemble compose nos bois et nos forêts, nous avons improvisé une pépinière renfermant en jeunes plants les espèces les plus ordinaires. La saison ne nous a pas permis de rendre cette collection aussi complète que nous aurions voulu et surtout de lui donner un air de vie qui l'eût mieux fait valoir.

Nous aurions désiré encore réunir en échantillons tous les bois qui servent à la charpente, à la menuiserie et même à l'ébénisterie, et les présenter avec le fini de travail qui permet d'en estimer la valeur. Nous nous sommes arrêté devant deux impossibilités ; nous n'étions assez riche ni de temps, ni d'argent. Les mêmes raisons nous ont empêché de donner à notre catalogue une étendue et quelques figures qui eussent en partie suppléé à ce défaut.

75. AUBÉPINE. *Crataegus oxyacantha*, L. — Arbrisseau spécialement destiné à faire des haies de clôture. Abandonné à lui-même, il finit par prendre des dimensions assez grandes ; il sert alors de sujet pour greffer le néflier. On en cultive plusieurs variétés d'ornement : à fleur rose simple et double, et à fleur blanche double. Nos pépiniéristes cultivent en abondance le plant d'aubépine, qui se vend 10 fr. le mille. Son bois est employé pour les ouvrages de tour.

76. ACACIA. *Robinia pseudoacacia*, L. -- Grand et bel arbre remarquable par ses fleurs abondantes et d'une odeur suave. Cultivé avec avantage dans les massifs, dans les avenues et sur les grandes routes. Son bois jaune, susceptible d'un beau poli, est recherché pour les ouvrages de tour et de charronnage. Communément cultivé dans la Sarthe.

77. BOULEAU. *Betula alba*, L. — Habite nos forêts et même nos bois de sapin, où son écorce blanche ressort agréablement sur la couleur sombre des conifères. Son bois est spécialement

employé à la fabrication des sabots. Ses jeunes rameaux servent à faire des balais.

79. CHÊNE FORÊSTIER et CHÊNE CHAMPÊTRE. *Quercus robur*, L. — Roi des arbres de nos contrées. Le département de la Sarthe le fournit de qualité supérieure, pour tous les usages qui réclament son emploi : charpente, menuiserie, ébénisterie, boissellerie, etc. Le mètre cube se vend dans la Sarthe, sur le parterre des coupes, depuis 25 fr. jusqu'à 90 fr., suivant la qualité. C'est un excellent bois de feu, et le charbon qu'il fournit est de première qualité. Le chêne s'exploite aussi, comme taillis, en coupes réglées de sept à neuf ans. Quelquefois on enlève l'écorce qui est livrée aux tanneurs. Dans la culture ordinaire le chêne, sous forme de têtard, se trouve planté sur les haies qui séparent les champs. Le fermier l'exploite tous les sept ou neuf ans pour ses besoins particuliers.

79. CHÊNE BROSSÉ. *Quercus Toza*, Bosc. — Ce chêne prospère dans les terrains sablonneux où il est cultivé en taillis, et souvent en têtard sur le bord des champs. Son bois croît plus lentement et s'exploite à des intervalles plus éloignés. Il est plus estimé comme bois de chauffage. On le trouve surtout dans le sud-ouest du département (arrondissement de La Flèche).

80. CHARME. *Carpinus betulus*, L. — Plus généralement cultivé dans les jardins pour former des salles de verdure, le charme se maintient à une petite hauteur sous l'influence d'une taille sévère et périodique. Abandonné à lui-même, il s'élance et devient un grand et bel arbre. On voit dans la Sarthe de très-belles avenues plantées de cette essence. Dans l'arrondissement de Saint-Calais il est fréquemment cultivé sous forme de têtard. Son bois nouveau et très-résistant est employé utilement dans le charronnage. C'est aussi un très-bon bois de feu.

81. ÉRABLE CHAMPÊTRE. *Acer campestre*, L. — Cultivé en têtard sur le bord des champs dans plusieurs contrées du département de la Sarthe.

82. FRÊNE. *Fraxinus excelsior*, L. — Grand et bel arbre assez répandu sur le sol du département de la Sarthe, dans les bosquets, dans les avenues et sur le bord des champs. Son

bois est recherché dans l'ébénisterie, la carrosserie, le charonnage. C'est sur les feuilles de cet arbre que se récolte la cantharide, insecte coléoptère qui rend à la médecine des services signalés.

83. HÊTRE. *Fagus sylvatica*, L. — Le hêtre croît avec vigueur sur le sol du département de la Sarthe. Envisagé sous le rapport du diamètre qu'il est susceptible d'atteindre, on pourrait même le considérer comme le géant de nos forêts, surtout quand on rencontre quelques-uns des individus monstrueux dispersés çà et là sur notre territoire. Son bois se fend aisément et se prête à la fabrication de tous les ouvrages de boissellerie. Ses fruits, connus sous le nom de faines, servent à faire une huile douce et alimentaire.

84. MARRONNIER D'INDE. *Æsculus hyppocastanum*, L. — Ce bel arbre, par sa forme élégante, par son feuillage, par ses gracieux et larges épis de fleurs, produit un effet très-remarquable planté en quinconce ou en avenues. Son fruit, entièrement négligé dans la Sarthe, pourrait être utilisé avec quelque profit. Son bois, de qualité supérieure, peut se prêter à tous les ouvrages de menuiserie et de tour.

85. ORME. *Ulmus campestris*, L. — Ce bel et grand arbre, planté sur le bord de nos champs, contribue beaucoup à la beauté de nos paysages. Tantôt il se présente majestueux avec un tronc robuste, élevé, et une tête touffue ; le plus souvent sa tige effilée dessine les angles les plus capricieux. On le désigne alors sous le nom d'orme tortillart. C'est le bois le plus employé pour le charonnage. C'est encore un excellent bois de feu. Le cultivateur soigneux ramasse à la fin de l'été les feuilles d'orme, qui, séchées au grenier, font un excellent fourrage d'hiver.

L'orme produit encore dans la Sarthe une variété intéressante sous le rapport physiologique ; c'est l'orme subéreux dont quelques botanistes font une espèce. Ce n'est pas ici le lieu de discuter ce point délicat ; je me bornerai à dire qu'il n'est pas rare de trouver des ormes ayant sur le même pied des rameaux plus ou moins lisses et des rameaux plus ou moins subéreux. La Société a exposé un échantillon de cette forme curieuse.

86. PIN MARITIME. *Pinus maritima*, D. C. — Cet arbre a rendu à l'agriculture de la Sarthe les services les plus importants ; il a changé en forêts très-productives ses landes dont le sol siliceux ne pouvait se prêter à aucune autre culture. On sème le pin maritime en février ou en septembre. Dans le premier cas, on met huit kilogrammes de graine par hectare ; dans le second, il en faut dix. En tout cas, la première époque est préférable. Au bout de sept ans, on opère un premier éclaircissage, qui ne paye guère que la main-d'œuvre. Trois ans après, on en fait un second qui est déjà profitable ; à partir de ce moment une sapinière, dont l'émondage est bien conduit, donnera au propriétaire des produits annuels jusqu'à l'âge de trente ans, époque à laquelle on réalise un capital important en vendant les arbres sur pied, ou les faisant exploiter soi-même. Trois ans après, on peut semer de nouveau le même terrain.

Le pin, suivant sa grosseur, se vend comme bois de charpente, bois de menuiserie et bois de chauffage. Les poteaux des lignes télégraphiques sont de jeunes pins imprégnés de cuivre par la méthode de Boucherie. Outre le bois, les sapinières produisent encore : 1° des cônes qui, sous le nom de pommes de pin, sont l'objet d'un commerce qui n'est pas sans importance dans le pays ; 2° la graine qui se vend sur place, dans les années communes, 30 fr. les 50 kil. ; 3° les feuilles ou sapinettes, dont les indigents se chauffent et que le cultivateur intelligent fait pourrir dans la cour de la ferme pour les réduire en engrais. A plusieurs reprises, l'industrie a essayé d'extraire de nos pins la résine et l'essence. Les produits obtenus sont abondants et de bonne qualité. Néanmoins, comme il faudrait changer le système de culture, éloigner l'époque de la réalisation des capitaux, il paraît qu'il n'y a aucun avantage à *résiner* nos arbres. Aussi a-t-on abandonné l'entreprise.

87. PLATANE. *Platanus vulgaris*, Spach. — Ce grand et bel arbre se plaît dans nos terres légères sur lesquelles il prend un développement merveilleux. Planté sur le bord de nos routes, il réussit parfaitement. Son bois est propre à tous les travaux de menuiserie.

88. PEUPLIER SUISSE OU DE VIRGINIE. *Populus monilifera*,

MICHX. — PEUPLIER D'ITALIE. *Populus fastigiata*, Poir. — PEUPLIER BLANC DE HOLLANDE, *Populus alba*, L. — PEUPLIER TREMBLE. *Populus tremula*, L.

Ces peupliers sont cultivés dans la Sarthe avec beaucoup de succès. Les trois premiers surtout donnent un bois tendre très-communément employé pour les ouvrages de menuiserie et de tabletterie. On commence à s'en servir pour les charpentes légères, dans tous les cas où elles ne doivent pas être exposées à l'eau.

89. SORBIER DES OISEAUX. *Sorbus aucuparia*, L. — Arbre ornemental par ses fruits ; exclusivement cultivé comme décoration. Son bois possède les mêmes qualités que le cormier.

90. TILLEUL. *Tilia platyphylla*, L. — Arbre très-employé pour les promenades publiques, les avenues, les allées de verdure, etc. Ses fleurs abondantes et d'une odeur suave sont utilisées en médecine et font dans le pays l'objet d'un petit commerce. Son bois fin et très-liant se prête à toute espèce de travail.

Articles omis.

Nous continuons notre numérotage pour des articles oubliés pendant la rédaction trop précipitée de ce catalogue. Ils se trouvent ainsi placés hors de leur classification, mais du moins ils sont mentionnés, et l'intérêt qui s'y attache ne permettait pas de les laisser dans l'oubli.

91. POMMES MODELÉES. — Nous exposons sous cet titre une petite collection de *fac-simile* que notre regretté collègue, M. Anjubault, avait fait exécuter pour représenter des pommes particulières au département de la Sarthe.

92. CHÊNE. — Ce numéro comprend les articles de boissellerie fabriqués avec le chêne du pays. Je ne suis pas renseigné sur le chiffre d'affaires que représente cette industrie rustique, mais le total en est assez important pour mériter notre attention.

92 bis. Ecorces de chêne pour tannerie. — L'exploitation de ces écorces a une importance majeure dans le pays, et représente une somme de plus de 500,000 fr.

93. HÊTRE, boissellerie et industrie forestière. — Voici toute

une série de gros et petits objets vulgaires fabriqués, en forêt, avec le bois du hêtre. C'est à l'obligeance de M. Le Brun, inspecteur des forêts, que nous devons cette collection. Nous la distribuons en trois lots appartenant chacun à un fabricant particulier.

On peut se faire une idée approximative de l'importance économique et commerciale de cette industrie toute locale, par les documents que M. l'inspecteur Le Brun a pris la peine de recueillir pour nous, pendant le cours de cette publication.

LA FORÊT DE PERSEIGNE occupe pour la boissellerie et la tournerie 70 ouvriers, qui mettent en œuvre, annuellement, 600 mètres cubes de bois de hêtre, sans compter le bouleau qui s'y trouve pour une faible part. Nous ne connaissons pas la nature des objets fabriqués, ni leur valeur commerciale.

La fabrication des sabots, dans la même forêt et dans les communes limitrophes, donne du travail à environ 300 ouvriers, c'est-à-dire 142 *haches* et autant de *creuseurs*. Chaque hache fabrique en moyenne 45 sommes de sabots marchands. La somme se compose de 80 paires de toute grandeur. Les 142 haches produisant 6,390 sommes, à 40 fr. la somme en moyenne, rapportent une valeur totale de 255,600 fr.

Ce résultat est obtenu par la mise en œuvre de 3,834 mètres cubes de bois, ainsi composés :

Bois de hêtre	2,875 m.	50
Bois de bouleau	958	50
Total égal		3,834 mètres.

LA FORÊT DE BERCÉ nous offre un état plus détaillé de ses produits; le voici tel qu'il nous a été communiqué.

Gamelles, cuillers à pot, gèdes, balances, mortiers, couvercles de baratte, couloirs à lait.....	11,000 fr.
Bouche-bouteilles, cuillers de toute espèce.....	6,000
Godets.....	10,000
Fuseaux à pointe, fuseaux à thier, gobelets, entonnoirs	2,000
A reporter.....	29,000 fr.

<i>Report</i>	29,000fr.
Poivrières, salières, grugeoirs, pesons, flûtes, sifflets, hautbois.....	1,000
Saunières.....	7,000
Cannelles à cuve, chantepleures à liège et ordi- naires.....	20,000
Battoirs de toute forme.....	3,000
Cassettes, bobines, tuyaux.....	2,000
Pelles plates et à rebord.....	10,000
Petits objets de tournerie.....	2,000
Attels.....	6,000
Saboterie.....	90,000
Total.....	170,000 fr.

C'est donc un revenu annuel de plus de 425,600 fr. que ces populations intéressantes savent donner aux produits des forêts de l'État, situées sur le territoire de la Sarthe.

94. PIN maritime pour poteaux télégraphiques et pour galeries de mines.

95. AULNE. *Alnus glutinosa*, Gaertn. — Cet arbre, qui se plaît particulièrement sur le bord des ruisseaux, est très-répandu dans la Sarthe; son bois sert particulièrement à la fabrication des sabots, ainsi que dans les travaux de tour et de menuiserie. Le défaut de ce bois, et c'en est un grave, est de se contourner longtemps encore après sa dessiccation et de donner du gauche aux travaux dans lesquels il est employé. Les habitants de la campagne emploient son écorce en teinture.

96. BOURDAINE. *Rhamnus frangula*, L. — Ses baguettes longues et flexibles sont employées dans la vannerie commune, surtout pour les paniers d'emballage. L'horticulture y trouve des tuteurs solides et élégants. Le charbon de cet arbuste, qui croît spontanément et abondamment dans la Sarthe, est très-estimé pour la fabrication de la poudre.

DEUXIÈME PARTIE
PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE

Produits de la race ovine.

Le mouton se plaît dans les terres calcaires et rocailleuses des arrondissements de Mamers et de Saint-Calais. La culture des laines de qualité supérieure n'est encore dans le département qu'à l'état d'exception, et se maintiendra peut-être longtemps encore en cet état, attendu que les laines de la Sarthe, si elles ne sont pas de première finesse, sont longues et produisent un étain recherché ; les plus communes trouvent un débouché assuré et très-productif dans les ménages, pour la fabrication des matelas. — L'élève du mouton comme viande de boucherie, comme peau et comme laine, forme un produit très-notable dans l'agriculture du département de la Sarthe, surtout des deux cantons signalés plus haut. Le seul produit de la laine dans le département est environ de 150,000 fr. chaque année. Un des échantillons exposés est le produit de la race du pays, l'autre est amélioré par le croisement.

1. Une peau de mouton préparée, avec sa laine.
2. Une toison de mouton, race du pays.
3. Une toison de mouton, race perfectionnée.
4. Laine en poil pour matelas.

Produits de la race bovine.

5. Bourre de vache.
6. Bourre de veau.
7. Fromage dit *de la Mariette*. — Ce fromage, qui se fabrique au Mans depuis un certain nombre d'années, est estimé et se consomme à l'état frais. Je mentionne pour mémoire les fromages de Marolles et de La Ferté-Bernard. Ces deux produits, qui portent le nom de la localité où on les fabrique,

sont connus depuis longtemps, et donnent lieu à un commerce assez important.

Produits de la race hircine.

8. Peaux de chevreau brutes.— Cet article rapporte au département de la Sarthe environ 400,000 francs chaque année. Le prix est de 5 francs environ la peau brute. Ces peaux servent à la ganterie et c'est la ville d'Annonay qui a le monopole de la préparation qu'elles ont à subir avant d'être mises entre les mains du gantier. S'il se trouvait dans le département de la Sarthe un industriel capable d'entreprendre cette fabrication, la matière première ne lui manquerait pas et le pays profiterait des bénéfices de cette industrie. Nous nous bornons à faire des vœux pour la réalisation de cette idée.

Les peaux de chèvres mères, employées pour chaussures, donnent dans le département un produit qu'on peut estimer à une cinquantaine de mille francs. Mentionnons pour mémoire le fromage de chèvre qui est assez recherché au Mans et qui donne quelques profits à la petite agriculture.

Produits de la race porcine.

9. Soies de porc, employées pour broserie et pinceaux. — Cet article représente, dans le département, une somme d'environ 50,000 francs.

Produits de la race chevaline.

- 10. Crins longs pour casques de cavalerie.**
- 11. Crins courts pour broserie.**
- 12. Crins frisés pour matelas et pour fauteuils.**

Pelleterie.

Les peaux de renard, de putois, de martre, de belette, de lapin et de lièvre, que nous mentionnons et que nous n'osons exposer à cause de la trivialité attachée à ce genre de com-

merce, représentent, dans la Sarthe, un chiffre d'affaires qui dépasse chaque année 150,000 francs.

Oiseaux de basse-cour.

Plumes d'oie. — Quoique cet article ne paraisse dans notre agriculture qu'un accessoire peu capable d'attirer l'attention, il n'en est pas moins vrai qu'il est d'un rapport étonnant. Les plumes d'oies de la Sarthe sont l'objet d'un commerce annuel, estimé, seulement dans la ville du Mans, à 1,500,000 fr., et dans le reste du département, à 500,000 fr. Les oies grasses, de leur côté, qui abondent sur notre place, sont exportées au loin et le chiffre d'affaires qu'elles représentent se monte à environ 180,800 fr.

13. Plumes choisies pour literie.

14. Duvet pour édredon.

15. Queues de coq pour plumasseaux. — Cet article, tout petit qu'il est, a néanmoins un certain intérêt dans la contrée où l'on élève beaucoup de gallinacés.

Apiculture.

MIEL. — CIRE. — Autrefois les *bougies du Mans* avaient contribué à donner à notre pays une certaine renommée. A cette époque, qui n'est pas encore bien loin de nous, on ne connaissait ni l'huile de colza épurée, ni les lampes Carcel et modérateur à double courant d'air et à mèche constamment baignée d'huile ; on n'avait encore découvert ni le gaz, ni les bougies stéariques. Les lampes de ce temps-là donnant trop de fumée, on n'éclairait les salons qu'avec du suif ou de la cire. Aujourd'hui les temps sont bien changés et les modifications qui en sont la conséquence sont bien profondes. La cire, qui était indispensable, a perdu beaucoup de son importance, et la production a dû nécessairement en ressentir le contre-coup.

Le miel, de son côté, ne peut plus faire, comme autrefois, concurrence au sucre qui lui est supérieur en qualité, et qui, grâce au progrès de l'industrie, a encore sur lui l'avantage du bon marché.

Dans ces circonstances relativement défavorables, la culture des abeilles a été naturellement négligée; il est même étonnant qu'elle n'ait pas été abandonnée tout à fait, surtout si l'on considère que certaines modifications introduites dans l'agriculture, par exemple la suppression presque complète du sarrasin, ont occasionné dans les ruches une disette inaccoutumée. Aujourd'hui, dans la Sarthe, l'apiculture a encore quelques partisans dévoués, mais on les trouve plutôt parmi les amateurs que dans les exploitations agricoles où les ruchers nombreux sont devenus rares. Mais il est juste de dire que les hommes spéciaux qui se sont adonnés à la culture des abeilles ont apporté de grandes améliorations dans les soins que réclament ces insectes domestiques, dans le système de construction de leur demeure et de leur propagation. Il en est résulté un perfectionnement de qualité et une augmentation de quantité dans leurs produits.

16. Un rayon de miel.

17. Une ruche morte avec son produit.

18. Un modèle de ruche perfectionnée.

TROISIÈME PARTIE

MINÉRAUX UTILISÉS POUR L'AGRICULTURE

Les amendements calcaires sont très-employés dans l'agriculture du département de la Sarthe et produisent généralement des effets avantageux. On en distingue de deux sortes : les marnes et la chaux vive.

MARNES. — Les gisements de marne sont communs sur presque toute la surface du département et se rencontrent dans les formations jurassique, crétacée et tertiaire. Les marnes de ces différentes origines n'ont pas une composition uniforme ; une analyse chimique très-simple, indiquant le dosage du calcaire et la nature des matières avec lesquelles il est associé, sert à classer cet amendement en marnes calcaires, marnes sableuses, marnes argileuses, et à diriger le choix qu'il faut en faire suivant la nature du sol qu'on veut amender.

Voici quelques renseignements sur les échantillons de marne exposés :

1. Marne du terrain oolithique : origine, Mamers ; — se trouve aussi à Fyé, Saint-Benoît-sur-Sarthe, etc.

2. Marne du terrain callovien : origine, Fercé ; — se trouve aussi à La Suze, Saint-Benoît, etc.

3. Marne du terrain cénomanien : origine, Thorigné ; — se trouve aussi à La Ferté-Bernard, Sceaux, Ballon, etc.

4. Marne du terrain turonien : origine, Sargé ; — se trouve aussi à Neuville, Tuffé, Duneau, etc.

5. Marne du terrain lacustre : origine, La Chapelle-Saint-Aubin ; — se trouve aussi à Fyé, Pruillé-le-Chétif, etc.

CHAUX. — La chaux a transformé l'agriculture dans la partie du département de la Sarthe qui touche à la Mayenne. Cette région privilégiée, dans laquelle le charbon et le calcaire se trouvent réunis, a pu produire la chaux à des conditions assez avantageuses pour que son emploi se soit promptement généralisé. De là il s'est étendu peu à peu aux autres localités,

toutes les fois que le haut prix du combustible ne s'y est pas opposé et que les gisements calcaires n'ont pas fait défaut. Aujourd'hui le nombre des fours qui cuisent la chaux pour les besoins de l'agriculture est considérable, et la quantité qu'ils livrent annuellement augmente tous les jours. La seule chose qui reste à désirer sous ce rapport est l'abaissement des prix, et encore ce progrès se réalise peu à peu. Le prix de vente aujourd'hui est depuis 1 fr. jusqu'à 2 fr. l'hectolitre.

Les calcaires exploités dans le département de la Sarthe, pour fournir à l'agriculture la chaux dont elle fait usage, devaient être représentés par les échantillons suivants, si nos correspondants avaient été fidèles à nous les procurer. Nous exposons les plus importants :

6. Terrain dévonien : Brûlon, Viré, etc.
7. Terrain carboniférien : Juigné, Auvers-le-Hamon.
8. Terrain liassien : Précigné, Poillé.
9. Terrain thouarcien : Chevillé.
10. Terrain bajocien : Tennie.
11. Terrain bathonien : Saint-Benoît, Domfront.
11. Terrain oxfordien : Aubigné.
12. Terrain corallien : Ecommoy.
13. Terrain sénonien : Saint-Fraimbault.

Ce catalogue ne comportant aucun des détails concernant l'emploi de la chaux en agriculture, nous engageons ceux qui auraient besoin de quelques renseignements pratiques, à consulter les traités spéciaux, particulièrement ceux de M. Puvis.

QUATRIÈME PARTIE

ENGRAIS ARTIFICIELS.

Engrais Aillerot. — Il y a déjà quelques années que M. Aillerot a créé à La Flèche une fabrique d'engrais composés des matières animales. La chair, le sang, les poils, la corne, les sabots, les os carbonisés ou privés d'osséine par une cuisson énergique en vase clos à une pression de plusieurs atmosphères, sont pulvérisés à part et dosés avec intelligence, suivant la nature des récoltes ou le désir du cultivateur. Les bouillons sont absorbés par la bourre de trèfle et vendus pour être étalés sur les prairies. Ces bouillons sont aussi livrés en nature pour être répandus sur le sol à la manière des autres engrais liquides.

Cette usine, que j'ai visitée dans ses détails, m'a intéressé autant sous le rapport de l'industrie que sous celui des services qu'elle rend à l'agriculture, et même à la salubrité, en transformant en matières utiles et inoffensives beaucoup de débris animaux qu'on laisse ordinairement se corrompre sur la voie publique.

1. Ce numéro représente la série des articles de M. Aillerot.
2. Cet autre numéro comprend les produits d'une fabrique d'engrais récemment établie dans la commune de Pontlieue, sous la direction éclairée de M. Guillemare, professeur de chimie et de physique au lycée du Mans.
3. Tourtes de différentes graines oléifères employées pour engrais.

APPENDICE

Quelques ennemis de notre agriculture.

1. La foudre ou carie des blés.
2. La rouille.
3. L'ergot.

4. L'oidium.
5. La cuscute.
6. Le gui.
7. Le hanneton et sa larve.
8. Le courtilleur.
9. La chenille des arbres à fruits.
10. Le puceron lanigère.
11. La cochenille de la vigne.
12. L'insecte du pin maritime.
13. Le charançon des blés.

PLANTES VÉNÉNEUSES

Nous terminons ce catalogue en signalant à l'attention des cultivateurs quelques plantes vénéneuses qui croissent naturellement dans nos campagnes et qui de temps en temps occasionnent des accidents plus ou moins graves.

1. *DATURA STRAMONIUM*, vulg. Pomme épineuse.
2. *HYOSCYAMUS NIGER*, vulg. Jusquiame, Hanebasse.
3. CIGUE, grande et petite. — La première connue de tout le monde; la seconde, quelquefois confondue avec le persil auquel elle ressemble beaucoup, occasionne des accidents graves.
4. *RANUNCULUS SCCLERATUS*. La renoncule scélérate. — Cette plante, qui porte légitimement un nom suspect, est trop peu connue à la campagne, quoiqu'elle y soit assez commune. Elle se plaît au bord des abreuvoirs, et les animaux qui la broutent en venant se désaltérer sont pris de malaise qui, suivant la quantité ingérée, peut atteindre les caractères d'un véritable empoisonnement.
5. *PAPAVER DUBIUM*. Pavot douteux. — Ce pavot, qui ressemble au pavot sauvage ou coquelicot, croît particulièrement sur les terrains sablonneux. Cette plante produit sur les bêtes de la race bovine une ivresse furieuse accompagnée de convulsions. En 1865, j'ai été témoin des effets funestes de ce pavot sur un taureau et sur des vaches appartenant à la

ferme des Dégoutières, située commune de Moncé-en-Belin.

6. TAXUS BACCATA. If commun. — Les feuilles de cet arbre sont un poison très-violent. On a beaucoup d'exemples de chevaux qui, ayant été attachés par mégarde à un if, ont mangé les feuilles de cet arbre, et ont succombé à un empoisonnement rapide.

ED. GUÉRANGER,
Président de la Commission.

Nous complétons ce catalogue par la liste des personnes qui ont bien voulu concourir au succès de notre exposition, et nous signalons la nature des produits agricoles qu'elles nous ont procurés. Cette liste est divisée en deux catégories : la première renfermant les produits divers, la seconde spécialement destinée aux vins.

PRODUITS DIVERS.

MESSIEURS

AILLEROT, fabricant d'engrais à La Flèche : échantillons d'engrais de sa fabrique ; graisse pour voitures, échantillons de crins de différentes qualités.

BICOT, apiculteur au Mans : une ruche rustique.

BOURGINE, commerçant au Mans : peaux de chevreau, crin long, soies de porc arrachées, plumes de coq.

BAY, cultivateur à Champ-Garreau : chanvre vert, chanvre roui, chanvre teillé, ray-grass.

BOUGARD, horticulteur au Mans : toute la collection des arbres fruitiers et forestiers, betteraves.

BOUTTIER-BEAUDRY, à Jupilles : une collection d'articles de boissellerie.

BOUDIN (Eloi), fabricant de paillassons : une poignée de jonc des chaisiers, deux paillassons, une botte de paille de seigle pour paillassons de serre.

DURAND, tanneur au Mans : une peau de mouton, deux échantillons de laine, un échantillon de crin, une botte écorce de tan, tan en poudre.

DUGASSEAU, conservateur du musée du Mans : une collection de vingt-cinq pommes modelées, représentant autant d'espèces du département.

DHOMMÉE, treillageur, rue de Ballon : treillages, échelles, divers objets fabriqués avec le bois de châtaignier.

DESPRÉS, commerçant, rue Saint-Louis : une série nombreuse de céréales et de graines de plantes fourragères.

DESPRÉS (Louis), cultivateur à la Fosse, commune de Saint-Pavin : un lot de chanvre roui, une poignée de chanvre teillé.

ESNAULT, commerçant, rue de Paris : échantillons de plumes d'oie et de duvet.

FONTEINNE (Dom), cellerier à l'abbaye de Solesmes : un échantillon de calcaire servant à préparer la chaux pour l'agriculture.

FOUQUERAY-MOTREUIL, fabricant d'huile, rue Basse : tourteau de chènevis, tourteau de lin, tourteau de colza, tourteau de noix pour engrais ; les mêmes tourteaux en poudre.

FESSARD fils, boisselier à La Fresnaye : une nombreuse série d'objets concernant son état.

FOULARD, cultivateur à Saint-Aubin : trois poignées de chanvre vert, une poignée de chanvre teillé.

GUILLEMARE, professeur de chimie et de physique au lycée du Mans : plusieurs échantillons d'engrais d'origine animale, fabriqués sous sa surveillance.

GAUMÉ, professeur de dessin au lycée du Mans : une ruche à compartiments, nouveau modèle.

GODEFROY, à La Bazoge : un lot de poires tapées préparées pour l'exposition.

GODEFROY, cultivateur à la Chalopinière, commune de Vaas : un lot de betteraves champêtres, d'une grosseur remarquable pour la saison.

HARLIN (l'abbé) : une ruche vitrée, permettant de voir le travail des abeilles.

JAMIN et LEROUX, rue Saint-Louis : échantillons de farine première et deuxième marque ; un échantillon de son.

DE LORIÈRE, propriétaire à Chevillé : deux échantillons de calcaire servant à faire la chaux pour l'agriculture ; trois variétés de maïs géant ; choux à moelle blancs et rouges ; un lot de citrouilles ; un sac de feuilles d'ormeau pour fourrage ; deux variétés de betteraves à sucre ; un échantillon d'alcool de betteraves ; échantillons de topinambours et de chanvre vert.

LE GRIS, propriétaire au Mans : marne de Fercé, deux grappes de raisin dit chasselas extrême.

LEGUICHEUX, président du comice agricole de Fresnay : maïs amélioré — hybride du maïs géant et du maïs ordinaire ; — chou moellier ; échantillons de marnes ; échantillons de calcaire servant à faire la chaux pour l'agriculture.

LEVRARD, jardinier à Coulaines : un joli lot de tomates.

PANCHER, cultivateur à Neuvy-en-Champagne : blé Galand, blé Saint-Lô ; un fort lot de chanvre roui ; une série nombreuse de graines fourragères.

MOUETTE, aubergiste, avenue de Paris : une petite botte du foin de ses prairies.

MALHERBE, agriculteur : luzerne, sainfoin, trèfle, cuscute, choux moelle, betteraves, navets.

PERCHERON, secrétaire du comice agricole du Mans : un lot de noisettes, plusieurs produits agricoles provenant de ses cultures.

DE PRONLERËY (M^{me} la marquise) : seigle multicaule, un échantillon de paille, un échantillon de grain.

PELLIER, fabricant de conserves au Mans : conserves de tomates, conserves de petits pois, conserves de haricots.

PELLIER, cultivateur à Parigné-le-Pôlin : un lot de navets, un échantillon de fécule, une tige de chêne brosse avec ses rameaux et ses feuilles.

PIÉDOR (M^{me}), au château de La Roche : un échantillon de calcaire servant à faire la chaux pour l'agriculture. L'argile, les briques, les pavés, n'ayant pas de rapport avec l'agriculture, n'ont pu trouver place à l'exposition.

POIRIER (Victor), à La Bazoge : un lot de poires tapées préparées pour l'exposition.

POULAIN, vannier, rue Saint-Dominique : un lot d'osiers contenant cinq espèces différentes.

PIGNARD, boisselier, avenue de Paris : un petit baril à beurre, en bois de hêtre ; un petit baril à rhum, en bois de chêne ; plusieurs articles de boissellerie.

TANSORIER, cultivateur à Spay : épis de maïs, trèfle incarnat ; plants de chêne, de pin maritime, de bourdaine, de coudrier.

THUAU, marchand grainier, place des Halles : un assortiment de graines agricoles et forestières.

DE VILLIERS DE L'ISLE-ADAM, agronome : échantillons de marne de Sargé, marne des Jubinières ; chanvre vert, chanvre roui, chanvre teillé ; un lot de citrouilles.

VÉREL, président du comice agricole du Mans, a été le fournisseur infatigable de l'exposition. C'est une justice de déclarer que partout où il y avait une lacune, notre collègue a fait tous ses efforts pour chercher les moyens de la combler.

VINS.

L'appel que nous avons fait aux propriétaires et aux vignerons nous a procuré un nombre étonnant d'échantillons de vins de la Sarthe, provenant de crus différents, répartis sur la surface du département. Cette collection considérable, et pourtant incomplète, eu égard à sa spontanéité, nous a convaincu que le sol du département est plus favorable à la vigne qu'on ne le pense généralement, et que cette culture mérite une attention sérieuse. Dans un concours régional, où tout marche vite, il n'a pas été possible d'estimer comparativement la qualité de ces produits, ni leur importance comme richesse locale. Mais il restera de cette manifestation un souvenir dont

la Société pourra profiter un jour en cherchant les moyens d'encourager dans le pays la culture de la vigne. Une société n'a pas, comme un concours, une allure bâlée : elle peut donner à ses œuvres le temps qui convient à chacune, et juger sans précipitation les questions délicates qui méritent son attention.

Voici, avec la liste des honorables exposants qui ont bien voulu répondre à notre invitation, le lieu de production :

MESSIEURS

BELLANGER, propriétaire à Yvré-le-Pôlin : vins d'Yvré-le-Pôlin ; échantillons de raisins.

BRUNEAU DE MIRÉ, propriétaire au Mans : vins d'Arthezé.

CHAUVEAU, propriétaire à Dollon : vins de Mareil-sur-Loir.

CHAUVEAU, juge de paix à La Chartre : vins des Janières, 1840.

DEVRE, propriétaire au Mans : vins de Neuville-sur-Sarthe.

DUMAS-DESCOMBES, propriétaire à Yvré-l'Evêque : vins d'Yvré-l'Evêque.

FOUCHÉ (M^{me}), propriétaire à Saint-Mars-d'Outillé : vins de Saint-Mars-d'Outillé.

FONTAINE (Dom), cellier à l'abbaye de Solesmes : vins de Solesmes, 1869.

GUYOT, propriétaire à Ecommoy : vins d'Ecommoy.

GUÉRINEAU, propriétaire à Ruillé : vins de Ruillé.

GAUDIN, propriétaire à Champagné : vins de Champagné.

GAUTIER DE LA ROCHE, propriétaire à Bazouges : vins de Bazouges, clos des Bourissais, 1864, des Fougerais, 1868, des Frélonnières, 1869-1870.

LETESSIER, maire de Vernie : vins de Vernie.

LEPORCHER, propriétaire à Noyen : vins de Noyen, des Grands-Clos ; clos des Chalunières, 1865.

LEGRIS, propriétaire au Mans : vins de Fercé ; vins de Sablé, clos de Courtiliers, 1870-1871.

LANGLOIS, propriétaire à Saint-Mars-la-Brière : vins de Champagné.

MAUBOUSSIN, ancien notaire : vins de Chemiré-le-Gaudin.

MORISSON, propriétaire à Dissé-sous-le-Lude : vins de Dissé, clos de l'Ormeau.

MARTINEAU, propriétaire au Lude : vins du Lude, clos des Briolons, 1865, 1868, 1870.

DE NICOLAÏ, propriétaire à Montfort : vins des Janières, clos de Saint-Jacques, 1870-1871.

PAUTONNIER, propriétaire à Verneil-le-Chétif : vins de Verneil, 1858, 1865.

PASQUIER, propriétaire au Mans : vins de Saint-Benoît-sur-Sarthe ; échantillons de raisins.

PAVY, propriétaire à Coulaines : vins de Coulaines, clos de l'Andouillerie.

DE PRONLEROY (M^{me} la marquise) : vins de Dissé-sous-le-Lude, clos de la Cour-de-Broc.

POURRIAU aîné, propriétaire au Mans : vins de Gazonfier ; échantillons de raisins.

POURRIAU (Adrien), propriétaire au Mans : vins de Gazonfier ; échantillons de raisins.

SAINT-MARTIN, juge de paix au Mans : vins de Parcé, 1869.

SARCÉ, propriétaire à Yvré-le-Pôlin : vins d'Yvré-le-Pôlin, 1868-1871.

TOUCHARD, propriétaire à Domfront : vins de Domfront, 1870-1871.

TOURY, expert à Montfort : vins de Savigné-l'Évêque, clos des Jeunoirs.

NOTA. — La Commission a cru entrer dans l'intention des exposants en faisant remettre aux Petites-Sœurs des pauvres les vins qui sont restés après la dégustation du Jury.

RÉPONSE AU PARAGRAPHE III
DE L'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE
SUR
LES CONDITIONS DU TRAVAIL EN FRANCE

Par M. PERCHERON, Membre titulaire

§ 3 de l'Enquête. — L'AGRICULTURE

1° Faire connaître, d'après le recensement de 1872, le mouvement des populations agricoles. — 2° Déterminer les causes de ce mouvement.

A défaut de données certaines sur le dernier recensement de 1872, on peut, d'après de nombreux renseignements, estimer que le mouvement des populations agricoles vers les villes suit une progression continue et des plus inquiétantes.

Ce mouvement, indépendamment d'autres causes, peut être attribué, en grande partie, aux trois causes suivantes :

- 1° Abandon de l'Agriculture par les fils de fermiers aisés ;
- 2° Abandon de la culture par les serviteurs ruraux ;
- 3° Abandon de la vie rurale par les enfants des écoles.

Les gouvernements, depuis plusieurs années, voulant procurer, à tout prix, de l'ouvrage aux ouvriers des villes, et sans se préoccuper assez de l'avenir de l'Agriculture, et malgré les avertissements donnés par les sociétés agricoles, avertissements repoussés trop légèrement, ont excité les villes à entreprendre des travaux peu raisonnés.

Les villes, sous cette fatale impulsion, ont entrepris des travaux souvent fort indépendants les uns des autres ; on aurait dû avoir la prudence de ne les faire exécuter que successivement, et en tant seulement qu'il en fallait pour occuper les ouvriers des villes, et les occuper le plus longtemps possible. Les ouvriers des villes n'ont pu suffire à ces travaux simultanés, et il a fallu faire appel aux ouvriers ruraux qui, sur l'appât d'un salaire plus élevé, ont abandonné les durs labeurs des champs pour une vie qu'on leur faisait voir plus douce et surtout plus fertile en plaisirs.

Cette désertion a fait un vide dans le travail rural, vide qui n'a pu être comblé, et qui a eu des conséquences désastreuses.

Les serviteurs ruraux, se voyant plus rares et partant plus recherchés par les fermiers qui ne pouvaient se passer d'eux, ont fait la loi à ces derniers ; ils ont élevé leurs salaires démesurément de plus de moitié en moyenne, et ils ont surtout imposé des conditions de travail souvent intolérables.

Dans cette circonstance, l'établissement désordonné de cafés à la campagne, de ces cafés borgnes que la police surveille peu, ou plutôt ne surveille pas du tout, est venu offrir aux serviteurs ruraux l'occasion de dépenser en orgies nocturnes tous leurs salaires ; on voit souvent ces insensés se réunir dans un de ces bouges, où les filles domestiques commencent à se rendre, y passer la nuit, jusqu'à 2 et 3 heures du matin, y dépenser tous leurs salaires, rentrer harassés de ces orgies et, le lendemain, ne pouvoir fournir qu'un travail souvent illusoire.

Après quelques mois de cette vie de désordre, ils sont tout disposés à rejoindre en ville leurs camarades qui les y ont devancés et qui font luire à leurs yeux une vie de travaux moins pénibles et de plaisirs plus faciles et en tous cas plus nombreux.

Plus les domestiques sont devenus rares, plus ils se sont montrés exigeants envers leurs maîtres ; ces derniers peuvent à peine leur faire les observations les plus modérées.

Ces domestiques savent que, pour une place perdue, ils en retrouveront quatre, et la position des fermiers devient véritablement intolérable.

Les fermiers payent de plus en plus cher des domestiques dont ils obtiennent de moins en moins un travail sérieux.

Aussi voit-on fréquemment les fils de fermiers aisés abandonner la noble et utile profession de leurs pères, principalement pour se soustraire à cette triste servitude.

On les voit surtout abandonner les grandes fermes, où il faut beaucoup de serviteurs, pour se retirer dans le bien de leur père, qu'ils pourront faire valoir en famille, sans le concours si désolant de ces serviteurs.

Et, comme conséquence, on voit dans les journaux des annonces de fermes à louer, comme on n'en avait jamais vu.

Cet abandon de l'Agriculture par les fils de fermiers aisés est préjudiciable au progrès de l'Agriculture; eux seuls peuvent faire à la terre les avances nécessaires pour en retirer de bonnes récoltes, sans la détériorer.

A leur défaut, les fermes sont louées à des individus aussi habiles peut-être, mais sans ressources suffisantes, qui tirent de la terre tout ce qu'ils peuvent, sans lui restituer les engrais nécessaires à son bon entretien de production; cette production ne tend pas à augmenter, et les ressources de l'alimentation publique pourront en souffrir.

Indépendamment de l'abandon par les serviteurs ruraux et par les fils de fermiers aisés, la pépinière des ouvriers ruraux diminue toujours; les enfants des écoles ne sont pas toujours encouragés par les instituteurs à suivre la carrière agricole de leurs parents; on voit trop souvent les instituteurs pousser à aller se caser en ville leurs élèves qui montrent le plus d'intelligence; les jeunes pâtres deviennent de plus en plus rares, et cependant ces jeunes pâtres formaient la pépinière indispensable d'où sortaient les jeunes domestiques et plus tard les grands valets.

3° *Le nombre des propriétaires du sol tend-il à augmenter ou à diminuer ?*

La division des grandes propriétés tendrait plutôt à diminuer qu'à augmenter depuis quelque temps ; et la preuve c'est que les marchands de biens trouvent plus difficilement aujourd'hui qu'autrefois à acheter des grandes propriétés ; par suite la progression si forte autrefois du nombre des petits propriétaires semblerait subir un moment d'arrêt.

Des marchands de biens se voient obligés d'acheter très-cher les grandes propriétés à diviser, et trouvent moins facilement à revendre à bénéfice aux petits acquéreurs.

Cela peut venir de ce que les capitaux ruraux s'en vont de plus en plus s'engouffrer dans les spéculations hasardeuses de la bourse et des emprunts.

4° *La propriété change-t-elle fréquemment de main ?*

Par les raisons ci-dessus, la propriété changerait moins fréquemment de main.

5° *La terre est-elle, pour la plus grande partie, cultivée par les propriétaires, ou est-elle louée ?*

Les grandes propriétés sont louées, pour la plus grande partie, et l'on voit trop peu de grands propriétaires cultiver leurs terres, soit par eux-mêmes, soit sous leur direction.

Mais pour la petite propriété, elle est autant cultivée par les propriétaires que par les fermiers.

6° *Quelles sont les formes habituelles et la durée des contrats de louage ?*

La forme la plus habituelle des contrats de louage est le bail sous seing privé.

La durée des baux est le plus ordinairement de huit ans ; quelques-uns sont de douze ans, mais c'est l'exception.

Cette courte durée des baux de huit ans est une des plus grandes plaies de l'Agriculture, celle qui l'empêche le plus de progresser.

Le propriétaire ne songe, le plus souvent, qu'à une chose, augmenter son prix de ferme tous les huit ans ; il n'en voit pas plus loin il ne songe pas que le fermier, si honnête homme qu'il soit, ne peut penser à faire des avances sérieuses à une ferme qu'il est exposé à abandonner tous les huit ans ; s'il a quelques ressources, il fera bien quelques avances les quatre premières années, mais il s'efforcera, tout en songeant à se mettre en règle avec sa monnaie, de retirer de la terre, pendant les quatre dernières années, tout ce qu'elle pourra produire.

En Angleterre, un grand mouvement se prononce en ce moment pour obtenir une loi qui oblige le propriétaire à indemniser le fermier sortant de la mieux-value résultant de ses avances.

Puisse la France imiter cet exemple, et l'Agriculture y gagnera beaucoup !

7° Quels sont les rapports légaux et coutumiers des propriétaires et des fermiers avec les ouvriers ruraux ?

Ces rapports changent de canton à canton ; généralement les domestiques qui abandonnent, sans raisons graves, leurs maîtres qui ont besoin d'eux et les réclament, perdent le tiers de leur année. Le louage se fait sans écrit, et le maître est cru sur sa déclaration.

8° Les salaires ont-ils augmenté ?

Les salaires avaient doublé au moment de l'invasion ; en 1871, les travaux des villes étant moins suivis, les serveurs ruraux se casaient moins facilement en ville, quittaient moins la campagne, et leurs salaires avaient un peu diminué, de trente à cinquante francs pour les grands valets ; mais cette année, le mouvement d'émigration reprend, et les salaires

reviennent à leur ancien taux, trois cents francs en moyenne pour les grands valets.

Quant aux filles, leurs salaires ont aussi subi une baisse en 1870 et 1871, et cette diminution persiste encore cette année. Les malheurs des temps ont fait que beaucoup de maisons bourgeoises ont diminué le nombre de leurs filles domestiques; par suite les servantes rurales ont moins émigré vers les villes.

9° Le prix des objets nécessaires à la vie a-t-il augmenté?

Dans les campagnes, chaque agriculteur se procure par devers lui les objets nécessaires à la vie; il ne s'aperçoit de l'augmentation de ces objets, qu'en bien, en vendant plus cher ses produits; mais ce qui a augmenté de plus de moitié, c'est le prix des fournitures et réparations des bourreliers, maréchaux et charrons, augmentation qui devient une charge véritablement accablante pour l'Agriculture.

9 (bis). Les ouvriers agricoles du département s'occupent-ils d'un travail industriel, et dans quelle proportion ?

Les ouvriers agricoles ne s'occupent généralement pas de travaux industriels, c'est une très-faible exception, attendu qu'il y a fort peu de travaux industriels dans la campagne; c'est un très-grand bonheur, car dans les communes où les ouvriers agricoles s'occupent momentanément de travaux industriels, leur moralité baisse promptement, et leur aptitude aux travaux agricoles diminue d'une manière déplorable.

9 (ter). Le système d'exploitation agricole du pays tend-il à se transformer, et dans quel sens ?

Le système d'exploitation tend peu à se transformer; pour une transformation, il faudrait des capitaux, des avances, et les fermiers n'ont pas de fonds à leur disposition, et ils ne peuvent s'en procurer que difficilement et à de trop gros intérêts, malgré tout ce qui a été tenté jusqu'à ce jour pour leur don-

ner ce crédit agricole sans lequel il n'y aura point de progrès sérieux en Agriculture.

10° *A défaut des auteurs faire connaître les publications locales ayant pour objet d'élucider une ou plusieurs de ces questions.*

Il n'y a point de publications locales dans ce sens, mais les *Bulletins de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe*, contiennent beaucoup de faits et de travaux relatifs à ces questions.

Cette réponse au Questionnaire, préparée par M. PERCHERON, membre titulaire, a été approuvée par la Société dans sa séance du 8 novembre 1872.

FAUNE SECONDE SILURIENNE
ENTRE
SAINT-DENIS-D'ORQUES ET CHEMIRÉ-EN-CHARNIE

Par **M. Albert GUILLIER**, Membre titulaire.

(Note additionnelle.)

J'ai présenté à la Société, en 1867, une note (1) sur les terrains dans lesquels on rencontre la faune seconde silurienne dans la Sarthe, spécialement à la côte du Creux, entre Saint-Denis-d'Orques et Chemiré-en-Charnie. Je n'ai rien à changer à la partie stratigraphique de cette notice, mais par suite de nouvelles recherches, la liste paléontologique doit être singulièrement augmentée.

J'ai confié à M. de Tromelin, géologue distingué, qui a étudié d'une manière toute spéciale les terrains siluriens de l'Ouest, les fossiles que j'ai recueillis dans la couche de schistes noduleux à Calymene Tristani; il y a reconnu les espèces suivantes qui sont caractéristiques de l'étage des schistes d'Angers :

CRUSTACÉS.

TRILOBITES :

1. Calymene Tristani, BRONG.
2. — Arago, ROUAULT.
3. — pulchra, BARR.
= (C. VERNEUILI, ROUAULT, non d'ORB.)

(1) Voir page 69, 3^e trimestre de 1867, tome XIX de la collection de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts.

TRILOBITES :

4. *Dalmanites Torrubiæ*, VERN et BARR.
5. — *Vetillarti*, ROUAULT.
6. *Asaphus nobilis*, BARR.
= (*OGYGIA EDWARDSI*, ROUAULT.)
7. — *glabratus*, SALTER.
8. *Illænus Sanchezi*, VERN et BARR.
9. — *giganteus*, BURM.
10. — *Guillieri*, TROMELIN.
11. *Placoparia Tourneminei*, ROUAULT.
12. *Chirurus Guillieri*, TROM.

OSTRACODES :

13. *Primitia simplex*, JONES.
14. *Beyrichia Guillieri*, TROM.

MOLLUSQUES.

CÉPHALOPODES :

15. *Endoceras Cenomanense*, BARR.
16. — *Guerangeri*, TROM.
17. *Orthoceras remotum*, SALT.
= (*O. TALLAVIGNESI*, ROUAULT.)

PTÉROPODES :

18. *Conularia Mayeri*, ROUAULT.
19. *Hyalithes striatulus*, BARR.
20. — *undulatus*, BARR.

HÉTÉROPODES :

21. *Bellerophon bilobatus*, Sow.
= (*B. LHUISSIERI*, ROUAULT.)
22. — *acutus*, Sow.
= (*B. ALEXI*, ROUAULT.)

GASTÉROPODES :

23. *Pleurotomaria Bussacensis*, SHARPE.

ACÉPHALES :

24. *Redonia Deshayesiana*, ROUAULT.
25. — *Duvaliana*, ROUAULT.

ACÉPHALÉS :

- 26. *Nucula Cizæ*, SHARPE.
= (*N. DESGLANDI*, ROUAULT.)
- 27. — *Bayani*, TROM.
- 28. — *Bohemica*, BARR.
- 29. *Modiolopsis elegantulus*, SHARPE.
- 30. *Leda Escosuræ*, SHARPE.

BRACHIOPODES :

- 31. *Lingula attenuata*, Sow.
- 32. *Orthis vespertilio*, Sow.
= (*SPIRIFER DAVIDI*, ROUAULT.)
- 33. — *redux*, BARR.
= (*O. FILICERÆI*, ROUAULT.)
- 34. — *macrostoma*, BARR.
- 35. — *ellipsoides*, BARR.

ÉCHINODERMES.

CYSTIDÉES :

- 36. *Echinosphœrites Murchisoni*, VERN et BARR.
- 37. *Calix Sedgwicki*, ROUAULT.

M. de Tromelin prépare, sur les fossiles paléozoïques de l'Ouest de la France, un travail très-important, où toutes les espèces nouvelles seront décrites et figurées ; ses études spéciales tant en Bretagne qu'en Normandie et en Anjou, lui permettront certainement de mener à bonne fin ce travail délicat, qui est appelé à rendre de grands services.

Pendant que ces pages passent sous presse, nous devons profiter de cette occasion pour rectifier le passage suivant de la *Siluria*, 1887, page 123, que nous traduisons :

« Les corps ensiformes que l'on trouve dans les ardoises à trilobites de « Saint-Léonard-des-Rois, et que M. Rouault a supposé être des ichthyo-
« lithes, n'ont pas le moindre rapport avec des vertébrés et ne peuvent
« être considérés comme appartenant à un ordre plus élevé que les fu-
« coides. — Voyez l'Appendice G de la précédente édition de la *Siluria*

« et les comptes rendus de l'Académie des sciences, vol. XLVII, page 469.
« — En réalité, aucune trace de vertébré n'a été trouvée dans les roches
« siluriennes de la France. »

Il est très-exact qu'aucune trace de vertébré n'a été découverte dans le terrain silurien de la France et que les tiges de Saint-Léonard-des-Bois appartiennent aux fucoïdes; aussi les avons-nous désignées sous le nom de *Fucoïdes? Letellieri, Tromelin*. Mais c'est à tort que MM. Triger et de Verneuil ont cru que les fossiles que décrivait M. Rouault sous les noms de *Machærius Larteti* et *M. Archiaci* provenaient du terrain silurien de Saint-Léonard. Ces corps, qui appartiennent bien réellement à des poissons, ont été trouvés dans le terrain dévonien des Courtoisières et offrent les plus grands rapports avec le genre *Ctenacanthus, Gieb*. Le fait signalé par M. Rouault rentre dans l'ordre normal et servira à établir de nouvelles analogies entre la localité des Courtoisières et l'étage F de la faune troisième de Bohême, où l'on trouve des restes de poissons très-semblables. Nous rappelons que la Sarthe fournit un grand nombre de fossiles identiques à ceux de cet étage. (Note de M. DE TROMELIN.)

RAPPORT DE LA COMMISSION

CHARGÉE DE PRÉPARER

UNE RÉPONSE AU QUESTIONNAIRE

DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

D'ASSISTANCE PUBLIQUE DANS LES CAMPAGNES (1).

MESSIEURS,

La commission que vous avez chargée de préparer et de vous proposer une réponse au Questionnaire de la Commission d'assistance publique dans les campagnes, après avoir étudié, dans leur ensemble, les questions à résoudre, a cru, en raison de leur importance et de leur diversité, qu'il y avait lieu de partager entre ses membres le travail de rédaction d'une réponse commune.

Nous considérons l'assistance publique donnée aux indigents, en général, comme un moyen d'obvier à la mendicité, et en conséquence nous pensons que c'est aux particuliers, intéressés les premiers à la répression de la mendicité, qu'il incombe de fournir à l'assistance publique les ressources dont elle a besoin pour secourir tous les indigents. Les communes, le département et enfin l'Etat n'ont qu'à venir en aide à ces premiers efforts.

Au contraire, c'est le département qui doit aux orphelins ou enfants abandonnés l'assistance qui leur est nécessaire. Il y pourvoit par des mesures et à l'aide de ressources qui n'ont

(1) Cette Commission était composée de MM. GARNIER, docteur LE BÊLE, docteur MORDRET, CHARDON, SURMONT père, et BOISSEAU, Président de la Société.

rien de commun avec celles qui sont destinées à obvier à la mendicité.

L'assistance médicale, pharmaceutique et hospitalière dont les indigents ont besoin, lorsqu'ils sont atteints de maladies incurables ou accidentelles, a des procédés qui lui sont propres, et les questions qui se rattachent à cette partie du Questionnaire sont spéciales.

Enfin, les mesures destinées à prévenir l'indigence, au moyen de l'épargne ou autrement, forment un sujet à part.

Nous avons donc divisé notre réponse en quatre parties :

Dans la première, *de l'Assistance publique considérée comme moyen d'obvier à la mendicité*, la réponse de la Commission aux paragraphes 1, 2, 6 et 7 du Questionnaire sera présentée par *M. Boisseau*.

Dans la deuxième (paragraphes 3 et 4), nous vous proposons d'adopter le travail de *M. le docteur Mordret*, auquel le Comité consultatif de la Médecine des Pauvres dans le département a déjà adhéré.

Dans la troisième partie, *M. Chardon* répondra, au nom de la Commission, au paragraphe 5 du Questionnaire sur les *enfants orphelins ou abandonnés*.

Enfin, *M. Surmont père* a été chargé du paragraphe 7, relatif aux *mesures de prévoyance*.

PREMIÈRE PARTIE (1).

De l'assistance publique considérée comme moyen d'obvier à la mendicité.

(§§ 1, 2, 6 et 7 du Questionnaire.)

On peut penser que c'est un devoir pour les communes de secourir leurs pauvres dans la mesure de leurs ressources, mais il serait dangereux de donner à ce devoir la sanction de la loi. L'indigent qui se croit en droit d'exiger des secours ne les mesure qu'à ses besoins, c'est-à-dire presque toujours à ses convoitises ; il méprise la parcimonie, souvent trop légitime, de son bienfaiteur, et il se regarde comme frustré de tout ce qu'il réclame sans pouvoir l'obtenir. Aussi l'assistance publique, uniquement fondée sur l'obligation à la bienfaisance, et alimentée par l'impôt, est-elle un encouragement à la dissipation, à l'imprévoyance et à la paresse, en même temps qu'elle sème entre les hommes, au lieu de les rapprocher, des germes de division et de haine. Pour être vraiment secourable aux indigents, sans menacer ni le repos, ni la liberté des autres, il est nécessaire que l'assistance publique cherche ailleurs sa base et son ressort. Nous croyons qu'elle peut les trouver dans l'intérêt qu'ont les particuliers, les communes, les départements et l'État à la répression de la mendicité.

L'indigent qui mendie, sans employer ni menace, ni violence, ni fraude, ne commet pas de délit. La société n'a pas le droit de le punir, ni même d'interdire ce dernier moyen d'existence à ceux qui n'en ont pas d'autre.

Cependant, lorsque la mendicité est permise aux indigents, il est à peu près impossible d'empêcher qu'elle ne devienne,

(1) M. BOISSEAU.

pour d'autres, un métier aussi avilissant que lucratif; elle encourage alors le vagabondage, favorise les malfaiteurs et multiplie les incendies; elle détourne, au profit de la fainéantise et des vices qui en sont la suite, une part des trésors que la charité privée réserve au malheur; elle arrache même, par la crainte, aux populations laborieuses des campagnes, une autre part de leurs produits. Les particuliers, les communes, les départements et l'Etat, les habitants des campagnes surtout, ont donc un immense intérêt à la répression de la mendicité.

C'est pour leur permettre de l'interdire d'une manière absolue, même aux indigents, que les dépôts de mendicité sont institués.

Puisque la société n'a pas le droit d'interdire la mendicité à ceux qui n'ont pas d'autre moyen de vivre, on a imaginé d'ouvrir aux indigents des refuges, où ils sont assurés de trouver leur subsistance, à la seule condition de prouver qu'ils n'ont pas d'autre ressource. On acquiert ainsi le droit de les empêcher de mendier en leur enlevant tout prétexte de le faire. En conséquence, la mendicité est interdite, et devient un délit, dans les départements pour lesquels il existe un dépôt de mendicité. (Art. 274 du Code pénal.)

Pour cela, il est absolument nécessaire, d'une part, que tous les indigents aient la faculté de se faire admettre au dépôt, et, d'autre part, que la mendicité ne soit permise à personne. Ni les préfets, ni les maires n'ont le droit d'accorder à quelques privilégiés, plus ou moins dignes d'intérêt, la permission de mendier, sous le prétexte de diminuer la dépense que l'entretien du dépôt coûte au département; autrement, ils violent la loi qu'ils ont mission de faire respecter, ils la signalent comme tyrannique, ou tout au moins comme arbitraire, au mépris public; ils avilissent l'indigent dont ils favorisent les vices; enfin, ils faussent, dans son principe, et ils rendent inique toute condamnation prononcée pour mendicité contre des indigents, puisque la mendicité n'est interdite et ne de-

vient un délit, même d'après la loi, qu'à la condition que le dépôt soit vraiment et loyalement ouvert à tous les indigents.

Pour que le dépôt de mendicité puisse recevoir quiconque ne possède aucune autre ressource, il est nécessaire que la plupart des indigents reçoivent, à domicile, dans leurs communes, les secours dont ils ont besoin ; sans cela, le dépôt serait encombré, quelque sévère qu'en soit le régime, et les départements, même les plus riches, ne pourraient pas suffire à cette dépense. L'organisation de l'assistance publique, dans les communes, est donc le corollaire indispensable de l'établissement d'un dépôt de mendicité dans le département.

Même avec ce tempérament, l'entretien d'un dépôt de mendicité coûte fort cher. Celui de la Sarthe, fondé au Mans en 1854, coûte au département, en tenant compte des intérêts du fonds engagé, 25,000 francs en moyenne par an. C'est une dépense insignifiante, par rapport aux dommages moraux et matériels dont elle permet au département de se préserver, mais énorme, si on la compare au petit nombre d'indigents qui ont demandé asile à cet établissement.

Depuis le 20 novembre 1854, date de son ouverture, jusqu'au 26 octobre 1872, le dépôt de mendicité de la Sarthe a reçu 104 indigents, en moyenne 5 par an, qui ont obtenu d'y être admis, après avoir prouvé par un certificat du maire de leur commune, aux termes du règlement, que les secours publics de leur localité étaient insuffisants pour les assister. C'est pour donner, pendant quelques mois, un refuge et la subsistance à ces cinq indigents (1) que le département dépense 25,000 francs par an.

(1) Il est vrai que le dépôt de la Sarthe a reçu, en outre, dans le même temps, 1,235 individus, ou 68 par an, condamnés pour mendicité, qui y ont séjourné, après l'expiration de leur peine, de trois à six mois. Mais il est à remarquer que l'Administration n'aurait violé ni les principes, ni la loi, en s'abstenant de faire conduire ces 1,235 condamnés au dépôt. Pour être un moyen d'obvier à la mendicité il faut, mais il suffit, que le dépôt soit ouvert à tous les indigents ; il n'est nullement nécessaire qu'il soit en outre

Le dépôt de mendicité rend, en même temps, un autre service : il donne au département la certitude qu'aucun indigent ne peut être réduit à la nécessité de mendier, et que, par conséquent, l'interdiction de la mendicité est légitime. Aussi serait-il insensé de songer à le supprimer, sous prétexte d'économie, sans le remplacer par rien, puisque ce serait rétablir la mendicité, qui coûte infiniment plus cher. Mais on peut se demander s'il n'existe pas quelque autre institution qui puisse rendre à moins de frais le même service. Nous pensons que cette institution existe, c'est l'organisation actuelle de l'assistance publique dans les communes, et qu'il suffirait d'en perfectionner les rouages pour assurer des secours à tous les indigents. Le dépôt de mendicité pourrait alors être supprimé comme inutile, et l'interdiction de la mendicité ne cesserait pas pour cela d'être légitime.

En 1854, au moment où le dépôt de mendicité de la Sarthe allait être ouvert, l'assistance publique a été organisée d'une manière générale, dans le département, comme le corollaire indispensable de cette institution. Elle n'a pas emprunté son ressort à la charité seule, ni ses premières ressources à l'impôt ; elle s'est fondée sur un autre principe, aussi vrai que fécond, c'est que l'assistance publique donnée, dans chaque commune, aux indigents, en vue de l'interdiction et de la répression de la mendicité, est une économie dont ceux qui veulent en profiter doivent être les premiers à payer les frais.

Tous les indigents, quel que soit leur nombre, et quelque grands que soient leurs besoins, trouvent le moyen d'y pourvoir par la mendicité, lorsqu'elle est tolérée. La mendicité leur fournit le nécessaire, souvent même beaucoup plus, et, lorsqu'ils parviennent à émouvoir fortement la pitié publique, elle leur prodigue des largesses dont ils se feraient une for-

ouvert aux condamnés. Ceux-ci subissent leur peine dans la prison, où le travail est désormais organisé aussi bien qu'au dépôt. La mesure accessoire, et d'ailleurs purement facultative, du renvoi des condamnés au dépôt, n'a pas le caractère de la nécessité.

tune, s'ils ne préféreraient pas dépenser dans la débauche tout ce qu'on leur donne. D'ailleurs, la mendicité n'est pas une ressource pour les seuls indigents ; les paresseux s'en font un métier, qu'ils savent rendre lucratif par la compassion ou par l'effroi qu'ils inspirent. Au contraire l'assistance publique, qui agit avec régularité, avec unité et avec clairvoyance, surtout dans les campagnes, ne donne qu'aux indigents, et ne les assiste que dans la mesure exacte du besoin de chacun d'eux. Elle est une économie pour tous ceux sur qui pèse exclusivement le fardeau de la mendicité ; c'est donc à eux, s'ils veulent être délivrés de ce fléau, qu'il incombe d'abord d'en fournir le moyen à l'assistance publique par leurs dons et par leurs souscriptions. Lorsque ces souscriptions, quoique proportionnées à leurs ressources, seront insuffisantes, c'est alors, mais alors seulement, que les communes, le département et l'Etat, intéressés, eux aussi, au moins indirectement, à la répression de la mendicité, devront intervenir pour pourvoir à ce qui manque.

C'est là ce que des commissions de charité, instituées en 1854 par l'autorité préfectorale dans chaque commune, ont eu la mission de faire comprendre aux populations. Elles ont recueilli d'abondantes souscriptions. Les secours, presque toujours distribués en nature, ont été fournis de bonne grâce par les souscripteurs, heureux de donner moins que par le passé, de donner à des malheureux dont ils connaissaient l'indigence, au malheur desquels ils prenaient intérêt ; et, parce que ces secours étaient donnés librement, ils ont été reçus avec reconnaissance. Les résultats ont été satisfaisants, puisque chaque année cinq indigents (1) seulement sont contraints de

(1) Pour être exact, il faudrait ajouter, à ces cinq indigents, tous ceux qui ont obtenu de la police ou de l'Administration la permission de mendier sans être poursuivis. Leur nombre, qu'il est impossible de déterminer, n'est pas d'ailleurs très-élevé, car il est notoire que depuis 1854 la mendicité a disparu dans la Sarthe, au moins en tant que fléau public.

se faire admettre au dépôt, faute de trouver dans leurs communes les secours nécessaires.

Si donc l'assistance publique, telle qu'elle fonctionne dans le département, n'a pas encore atteint le but, elle s'en rapproche, et il est facile de prouver qu'avec un peu d'effort elle pourrait assurer des secours à tous les indigents, et ne laisser aucun prétexte à la mendicité.

Les documents administratifs constatent que, sur les 386 communes du département, 276 fournissent à leurs indigents pour 440,000 francs de secours, dont 20,000 francs proviennent des subventions du département ou de l'Etat, et 417,000 francs de dons ou souscriptions volontaires. Ce dernier chiffre ne représente peut-être pas la dixième partie de ce que la tolérance de la mendicité coûtait aux particuliers. Il serait certainement possible d'obtenir d'eux des souscriptions volontaires d'une plus grande importance.

Il résulte des mêmes documents que les 110 autres communes, n'ayant à réclamer aucune subvention, ne justifient d'aucun effort pour obvier à la mendicité, et les préfets en concluent, ou que les ressources particulières de ces communes leur permettent de secourir tous leurs indigents, ou qu'elles n'ont pas d'indigents à secourir. Peut-être est-il permis de penser que quelques-unes d'entre elles ont des indigents, mais ne se croient pas obligées à les assister.

Il suit de là que les communes qui n'ont pas d'indigents à secourir, et les communes qui ne veulent pas secourir leurs indigents, profitent, comme toutes les autres, de l'interdiction de la mendicité, sans avoir à s'imposer pour cela aucun sacrifice, tandis que les communes qui ont un grand nombre d'indigents à secourir supportent à elles seules toute la charge.

D'autre part, et même dans les communes qui s'efforcent

Elles en s'y maintient que comme un délit, peut-être plus fréquent que d'autres, parce qu'il n'est plus aussi dangereux, et que l'Administration se croit en droit de le tolérer plus ou moins, suivant les circonstances.

d'obvier à la mendicité par l'assistance publique, les commissions de charité agissent isolément, à leur guise ; elles se conforment, comme il leur plaît, et quand il leur plaît, aux instructions générales de l'administration ; elles n'ont ni l'émulation, ni les enseignements de l'exemple ; tout dépend de leur initiative, tout est abandonné à leur arbitraire, et elles n'ont à rendre compte de leurs travaux qu'autant qu'elles éprouvent le besoin de justifier des résultats qu'elles obtiennent, pour se concilier les faveurs du département ou de l'Etat.

Une organisation aussi vicieuse est évidemment susceptible de perfectionnement. Pour lui donner l'unité, la vie, la régularité et le caractère de stabilité qui lui manquent, peut-être suffirait-il de relier toutes les commissions de commune par un comité cantonal, composé des délégués de chacune d'elles, et dans le sein duquel seraient contradictoirement débattues toutes les questions qui se rattachent au fonctionnement des commissions locales. Les communes qui n'ont pas d'indigents, et celles qui se refusent encore à secourir les leurs, seraient naturellement mises en demeure, dans ces réunions générales, de s'associer à l'œuvre commune de l'assistance publique dans le département. Elles resteraient absolument libres d'y concourir dans la mesure qu'elles fixeraient elles-mêmes, après avoir débattu le chiffre et la forme de leur contribution, ou de n'y prendre aucune part. Mais, dans ce dernier cas, elles ne seraient point admises, comme nous allons le voir, à profiter, par une injustice criante, d'avantages qui ne sont dus qu'aux sacrifices des autres.

C'est sous l'impulsion, sous la direction et sous le contrôle du comité de canton, que les comités locaux dresseraient, tous les ans, 1° la liste des indigents qui résident depuis plus de six mois dans chaque commune ; 2° l'état des besoins de chacun d'eux et des sommes nécessaires pour les secourir ; 3° enfin, l'état des dons, des souscriptions volontaires et des ressources de toute nature assurées pour pourvoir aux besoins prévus et imprévus, et fixeraient le chiffre de la subvention

à obtenir du département ou de l'Etat, pour pourvoir à ce qui manque.

Aussitôt que le comité de canton aurait contrôlé et approuvé ces documents, il les transmettrait, en temps utile, par l'intermédiaire du préfet, au Conseil général, qui statuerait et proposerait, chaque année, à l'administration supérieure le budget général de l'assistance publique dans le département.

Ce budget, comprenant, d'une part, l'ensemble des besoins et des ressources, et, d'autre part, les sommes votées par le département, soit pour venir en aide aux communes les plus pauvres, soit pour pourvoir aux besoins imprévus, présenterait évidemment toutes les garanties qu'il est nécessaire d'obtenir pour que l'interdiction de la mendicité soit légitime. Au besoin, l'Etat suppléerait, comme il le fait toujours, pour les départements les plus pauvres, à ce qui manque, et le dépôt de mendicité pourrait être supprimé comme un rouage désormais superflu, puisqu'une organisation aussi complète de l'assistance publique serait, à elle seule, un moyen bien autrement efficace et plus sûr d'obvier à la mendicité. Au surplus, l'administration supérieure resterait toujours maîtresse de ses appréciations, et ce n'est qu'en connaissance de cause, après avoir examiné l'organisation proposée, dans tous ses détails, qu'elle donnerait à l'institution le caractère public nécessaire pour que la mendicité soit interdite. Mais la mendicité ne serait interdite que dans les communes comprises dans l'organisation ; les autres devraient la subir, puisqu'il n'existerait pas pour elles d'établissement public organisé afin d'y obvier. (Art. 274 du Code pénal.) Elles ne feraient pas longtemps, on peut y compter, l'épreuve de ce qu'elle coûte, sans demander d'elles-mêmes à prendre leur part des efforts qui sont nécessaires à son interdiction.

Pour que cette organisation de l'assistance publique puisse fonctionner, est-il nécessaire de modifier la loi ?

Il suffirait de supprimer, dans l'article 274 du Code pénal, les douze derniers mots de la disposition, qui semblent indi-

quer que l'établissement dont il est parlé dans la première partie de l'article ne peut être autre qu'un dépôt de mendicité.

Cette suppression ne peut avoir aucun inconvénient, maintenant surtout que le travail est organisé dans toutes les prisons, aussi bien qu'au dépôt, et nous la proposons.

Nous ne voyons aucun autre changement à faire aux dispositions du Code pénal qui sont relatives à la mendicité.

Il n'est pas nécessaire de faire une loi pour accorder, soit aux comités de commune, soit aux comités de canton, et généralement aux bureaux de bienfaisance, une action en justice contre les parents qui sont légalement tenus de fournir des aliments à l'indigent secouru. Ils peuvent, sans sortir du droit commun, ne le secourir qu'à la condition qu'il intente son action, et la diriger en son nom, soit devant le bureau d'assistance judiciaire, soit devant les tribunaux.

Quant à la transportation des mendiants récidivistes, nous n'en dirons qu'un mot : c'est que l'extrême rigueur est impolitique là où la seule modération peut être efficace.

DEUXIÈME PARTIE (1).

I

Assistance médicale et pharmaceutique.

(§ 3 du Questionnaire.)

10° QUESTION. — *Doit-on organiser dans chaque commune ou dans chaque canton les secours médicaux et pharmaceutiques?*

Il importe assez peu que l'organisation des secours médicaux et pharmaceutiques ait lieu par communes ou par cantons. L'essentiel c'est que cette organisation soit partout sérieuse et efficace : un seul médecin ne suffit pas pour un canton, il ne suffit pas même pour une commune importante et étendue. D'autre part on ne pourra pas se procurer un médecin pour chaque commune, et, presque toujours, il faudra de toute nécessité que le même médecin en desserve plusieurs. Il suit de là que la meilleure organisation semble celle qui, sans tenir compte des divisions administratives, cantonales ou communales, partagera le département en circonscriptions médicales établies le plus conformément qu'il sera possible aux habitudes de clientèle des médecins. C'est ce qui s'est fait dans le département de la Sarthe. Les circonscriptions y sont aussi nombreuses qu'il s'y trouve de médecins qui veulent bien prendre part à l'œuvre de la médecine gratuite. Ces circonscriptions sont essentiellement mobiles, afin de pouvoir s'accommoder aux exigences des médecins. Chaque année, en effet, des modifications peuvent devenir nécessaires, par suite d'adhésions nou-

(1) Cette partie de la réponse au § 3 du Questionnaire, rédigée par M. le docteur MORDRET, avait été préalablement présentée au Comité de la médecine des pauvres dans la Sarthe, qui lui a donné son approbation avant qu'elle reçût celle de la Société.

velles, de démissions, de décès, de changement de domicile, etc. Il faut, en un mot, que les circonscriptions aillent trouver le médecin, car il ne viendra pas à elles, à moins toutefois qu'il n'y trouve son intérêt, et c'est là qu'est véritablement le nœud de la difficulté d'organisation de l'assistance médicale. Il faut faire en sorte que les médecins soient assez largement rétribués pour qu'ils puissent accepter, sans trop de dommage, les charges qui leur sont imposées par la médecine des pauvres.

11° QUESTION. — *Sur quelles bases doit être faite cette organisation ?*

Cette question très-complexe est avant tout une question de budget. Elle serait en effet résolue, s'il était possible de payer pour les pauvres les mêmes honoraires que payent les malades ordinaires. Dans ce cas l'assimilation serait complète, et les médecins seraient à la discrétion des pauvres dans les mêmes limites qu'ils sont à la discrétion des riches. L'assistance médicale n'a besoin d'être organisée que parce que cette assistance ne peut être donnée qu'au rabais. La meilleure solution sera donc celle qui, en assurant des soins médicaux et pharmaceutiques suffisants aux indigents, et qui, étant acceptée par un assez grand nombre de médecins pour assurer le service des pauvres, sera la moins onéreuse.

Il résulte de cette première considération que la solution cherchée ne doit pas être une, car les exigences des médecins ne seront probablement pas les mêmes partout. Il est des localités où les médecins sont massés et dans lesquelles le service peut être très-divisé et facile ; il en est d'autres où les médecins sont clair-semés et dans lesquelles le service sera très-chargé et très-fatigant par suite de la grande étendue que chaque médecin devra parcourir. Les habitudes médicales ne sont pas non plus partout exactement les mêmes, etc. On ne saurait imposer un règlement identique, là où les conditions ne sont rien moins que dissemblables. Il conviendra donc de

maintenir des règlements locaux appropriés à des exigences locales, à côté du règlement général sur la matière.

Dans l'étude de cette question de l'organisation de l'assistance médicale, il convient d'abord d'exposer rapidement ce qui, depuis dix-sept ans, se fait dans le département de la Sarthe. Ce sera le point de départ pour examiner et comparer ensuite entre eux les divers systèmes adoptés.

Dès l'année 1855, une circulaire préfectorale faisait appel à l'esprit de charité qui caractérise les corps médical et pharmaceutique, et demandait aux médecins de donner gratuitement des soins aux malades pauvres, aux pharmaciens de leur fournir des médicaments à prix réduit. Les médecins ne devaient pas recevoir d'honoraires, mais seulement une prime légère et variable qui ne serait qu'une indemnité insuffisante de déplacement ou une récompense plus insuffisante encore des services rendus. Avec un désintéressement et une abnégation qui l'honorent, le corps médical de la Sarthe, presque tout entier, s'inscrivit et, depuis dix-sept ans, il n'a pas manqué à sa mission de charité. Le Conseil général n'avait d'abord voté qu'une allocation de 10,000 fr. Cette allocation fut ensuite portée à 12,000 fr., et depuis quelques années seulement à 16,150 fr., service de la vaccine compris : ce qui ne permet aujourd'hui d'offrir à chaque médecin qu'une prime de 100 à 300 fr., soit 150 fr. en moyenne. C'est avec ces infimes ressources que le comité consultatif institué par M. le Préfet, et qui est composé de trois médecins, a dû organiser le service.

Tous les médecins ayant été conviés à l'œuvre de la médecine cantonale, le comité a assigné à chacun d'eux une circonscription le plus en rapport qu'il a été possible de l'établir avec ses offres et avec ses habitudes de clientèle.

Les médecins cantonaux ne recevant pas de traitement, le but constant du comité a été de ménager au moins leur indépendance et leur dignité, en leur laissant en toutes choses la plus grande liberté, la plus grande initiative possible. A cet effet, l'investiture leur a été donnée par le préfet, ce qui les met

complètement en dehors de l'action et de la surveillance des autorités locales. Le médecin est membre de la commission quidresse les listes des indigents dans chaque commune : membre-né si la commune n'a pas de bureau de bienfaisance, membre avec voix consultative seulement dans le cas contraire, parce qu'alors la loi ne permet pas de faire mieux. Le médecin peut donc, dans tous les cas, surveiller la confection des listes et prendre part à leur discussion. Mais comme il doit arriver souvent que ses occupations ne lui laisseront pas le temps d'assister aux séances de la Commission ; comme, d'autre part, il doit connaître mieux que personne les véritables indigents, il peut de son autorité privée, lorsqu'il est appelé près d'un malade, l'ajouter à la liste des pauvres, s'il croit qu'il y ait eu omission, ou l'en retrancher s'il constate qu'il y a eu abus, à la charge par lui d'en informer le maire qui soumet ensuite les faits à la Commission. Il peut donc toujours, en définitive, vérifier l'exactitude des listes des pauvres et les rectifier au besoin.

Enfin, si, en acceptant le titre de médecin cantonal, chaque médecin est moralement tenu de donner ses soins aux malades pauvres de sa circonscription, l'administration ne lui impose aucun mode de le faire, il ne subit aucun contrôle, ne reçoit aucun ordre de personne ; il demeure seul juge de l'utilité de ses visites et de leur fréquence ; les autorités locales ont pour mission de l'aider, jamais elles n'ont le droit d'intervenir autrement. Or, malgré les précautions prises pour l'éviter, si quelque conflit survient, c'est l'administration supérieure seule qui en connaît et qui prononce après avoir consulté le comité. Dans de telles conditions, l'investiture cesse d'être une attache administrative, elle n'est plus pour le médecin qu'un titre qui lui confère des pouvoirs suffisants pour lui rendre plus facile la tâche qu'il a consentie.

Chaque année, le médecin cantonal reçoit une formule de rapports qu'il est invité à remplir afin de fournir au comité quelques renseignements sur son service. Ces renseignements

servent à la répartition des primes et à la confection du rapport général annuel. Mais il demeure encore libre de les donner ou de les refuser. De plus ceux qu'il transmet ne sont jamais contrôlés, parce qu'on ne saurait supposer qu'un médecin s'oublie jusqu'à présenter sciemment et dans un but intéressé des résultats exagérés.

En cas d'absence, de maladie, d'empêchement quelconque, d'urgence, etc., les médecins cantonaux peuvent se suppléer sans invitation préalable de l'autorité; cela est laissé à leur bonne volonté.

Le service de la pharmacie a été établi sur des bases tout aussi libérales. Un tarif de médicaments à prix réduit a été rédigé par le comité (ce tarif est celui que MM. Roussel et Morvan ont donné comme annexe à leur projet de loi). Les pharmaciens qui ont accepté ce tarif ont été nommés pharmaciens cantonaux de la circonscription où ils avaient leur résidence, et dans le cas où l'on n'a pu se procurer un pharmacien, le médecin a été autorisé à fournir les médicaments au prix du tarif. Des formules de mémoire sont remises chaque année aux pharmaciens, ainsi qu'aux médecins qui en font l'office, et tous doivent établir, pour chaque commune, leurs mémoires conformes à ces formules et joindre leurs ordonnances à l'appui. Les médecins sont dispensés de cette dernière formalité, par la raison qu'elle ferait pour eux double emploi sans donner de moyen de contrôle. Les mémoires et les ordonnances sont adressés au Préfet, qui les transmet au comité chargé de la vérification. Ils sont ensuite approuvés par le Préfet, et les médicaments sont payés par les communes.

Le service des enfants assistés et celui de la vaccine sont reliés à la médecine cantonale tout en conservant une existence distincte.

Telles sont les bases de l'assistance dans le département de la Sarthe. On a emprunté aux systèmes exclusifs cantonal ou communal, et même au système de liberté absolue, ce qu'il y avait de pratique dans chacun d'eux; on a mis de côté ce qui

n'a pas semblé l'être. Ainsi on a admis les circonscriptions aussi divisées que possible et mobiles, l'investiture, mais sans qu'elle puisse constituer une véritable attache administrative, sans qu'elle puisse être accusée de fonctionnariser le médecin cantonal. On a sauvegardé les intérêts des malades pauvres en leur assurant des secours aussi prompts et aussi faciles que possible. Ils n'ont à remplir aucune formalité pour aller trouver le médecin et celui-ci, ayant accepté de leur donner ses soins, se trouve engagé d'honneur et ne les leur refuse jamais. Les pauvres se montrent même parfois trop exigeants et le médecin subit quelquefois trop ces exigences, dont il pourrait d'ailleurs s'affranchir, s'il était moins esclave de la promesse faite.

Les intérêts des médecins ont été ménagés autant que possible en ce qui concerne leur dignité, leur liberté d'action, leur indépendance absolue envers l'autorité locale. Tous intermédiaires entre eux et les malades ont été supprimés; point de billets de visite émanant du maire ou de son délégué, car les malades considèrent trop souvent ces billets comme de véritables ordres. Aucun contrôle de leur conduite envers les malades, leur conscience seule est leur juge; point de suspicion dans les chiffres statistiques que les médecins produisent. Si, faute de notes qu'ils n'ont pas toujours le temps de prendre, ces chiffres peuvent n'être pas toujours d'une exactitude absolue, ils sont au moins l'expression la plus rapprochée de la vérité, la bonne foi des médecins ne pouvant être mise en doute. Il y aura lieu du reste de revenir sur ces diverses questions en traitant les autres numéros du Questionnaire.

Mais, il faut bien en convenir, les intérêts matériels des médecins ont été complètement sacrifiés dans cette organisation et il n'en pouvait guère être autrement, avec les faibles ressources dont le comité a disposé; si ces ressources étaient augmentées dans une proportion suffisante, il deviendrait très-facile, sans rien changer aux bases de cette organisation, de

donner aux médecins de la Sarthe une légitime satisfaction.

C'est pour l'obtenir que dans la dernière réunion générale de leur association ils ont adopté un projet de règlement qui, dans ses détails, n'est que la copie de celui qui est en vigueur, mais qui en diffère essentiellement dans ses articles organiques. Ce projet de règlement ayant été présenté comme modèle à suivre dans le projet de loi de MM. Roussel et Morvan, et ayant été imprimé comme annexe à la suite de leur travail, votre Commission a dû le discuter, parce qu'elle le considère comme étant tout à fait impraticable d'une part, et d'autre part comme étant entièrement contraire aux intérêts bien entendus des malades et des médecins de la Sarthe ; elle a le regret de ne pouvoir approuver sans réserves le travail si remarquable d'ailleurs de MM. Roussel et Morvan ; mais par cela même que ce travail est destiné à servir de base à la discussion qui doit s'ouvrir devant l'Assemblée nationale, elle a cru de son devoir de signaler ici quelques points qui lui semblent défectueux.

Le premier point de dissidence est celui de l'investiture qu'on voudrait supprimer.

Votre Commission s'est exprimée sur sa nécessité ; elle y reviendra tout à l'heure.

Un autre point est relatif à la création des billets de visite qui doivent être délivrés par le maire ou son ayant-droit. Les bons de visite sont aussi adoptés dans le projet de MM. Roussel et Morvan. Les avantages qu'on en attend sont d'éviter aux médecins des déplacements trop fréquents, le bon de visite ne devant être délivré qu'à ceux qui sont sérieusement malades. On espère encore obtenir ainsi un contrôle facile et efficace du nombre des visites faites, donner une base certaine aux statistiques et aux rapports médicaux ; enfin le bon de visite est une pièce de comptabilité qui justifie du déplacement du médecin et qu'il produit pour se faire rétribuer le prix de sa visite. Votre Commission ne croit pas que le bon de visite

soit une chose praticable, elle nie les avantages qu'on lui prête, et elle lui trouve des inconvénients sérieux. En effet, dans tous les cas urgents, il faudra bien que le médecin se passe de ce bon. Dans tous les autres cas, il ne donne aucune garantie de la réalité de la maladie, car celui qui le délivre n'est pas compétent pour en juger, et ne peut par conséquent refuser ce bon à l'indigent qui le lui demande. Le médecin sera donc tout aussi souvent appelé pour des cas légers que si le billet de visite n'était pas exigible. Or ce bon, qui ne sauvegarde en rien les intérêts du médecin, est une gêne énorme pour le malheureux qui ne peut l'obtenir sans une perte de temps assez considérable. Il lui faut en effet aller à la mairie de sa commune d'abord, puis de là se rendre chez le médecin qui peut habiter dans une autre commune; et ces formalités longues et difficiles doivent être renouvelées pour chaque visite. S'il est vrai que le temps soit de l'argent, une semblable exigence équivaudra dans bien des circonstances au prélèvement d'un impôt sur l'indigent, impôt parfaitement improductif d'ailleurs.

Dans un autre ordre d'idées, le bon de visite délivré par le maire constituerait pour le médecin une attache administrative bien autrement sérieuse que l'investiture à laquelle on fait déjà ce reproche. Le bon de visite ne peut être admis par cela seul qu'il place le médecin sous la dépendance plus ou moins directe du maire. Si le bon de visite sert à contrôler le travail du médecin, il doit encore être rejeté par ce seul motif. Si le contrôle est une suspicion, on ne peut l'admettre, parce qu'à quelque degré qu'elle s'exerce, elle blesse la dignité du médecin; si le contrôle n'est qu'une forme administrative, il n'a pas de raison d'être dans l'espèce, car comme pièce de comptabilité le bon ne peut avoir d'utilité que si le médecin est rétribué par visite, et la Commission croit ce mode de rémunération mauvais lorsqu'il s'agit de la médecine des pauvres. Enfin la statistique médicale n'a rien ou presque rien à gagner avec le bon de visite, car il y aura toujours un grand

nombre de malades qui seront visités sans bon, ou le service sera très-mal fait.

2. Votre Commission pense que le système mixte d'organisation de l'assistance médicale qui fonctionne dans le département de la Sarthe réunirait presque tous les avantages qu'on peut attendre de cette institution, si elle était dotée d'un budget suffisant pour rétribuer convenablement les médecins. Tous les modes de rétribution peuvent du reste s'appliquer à ce système.

1° *Abonnement communal.* — Le médecin et la commune peuvent en effet convenir d'une rémunération fixe, quels que soient le nombre des malades et la nature des maladies, ainsi que cela se pratique dans les hôpitaux et dans nombre d'autres circonstances, lycées, chemins de fer, etc.

2° *Abonnements par tête.* — C'est le mode de rétribution adopté par les sociétés de secours mutuels. La commune paye alors pour chaque indigent inscrit une somme convenue et le médecin doit ses soins à tous ceux qui sont malades. Dans le projet de MM. Roussel et Morvan, cette rétribution est fixée à 1 fr. 50 par tête.

3° *Rétribution par visite.* — Le prix de la visite étant déterminé pour chaque commune eu égard à la distance à laquelle réside le médecin, celui-ci présente chaque année sa note sur laquelle il a inscrit le nombre de ses visites, ainsi qu'il a coutume de le faire pour ses clients ordinaires. C'est avec ce système que les bons de visite ont leur raison d'être, ils sont alors en effet une pièce justificative du nombre des visites faites; mais cette justification ne se fait pas pour les clients ordinaires, elle ne saurait être plus indispensable pour les clients pauvres. Si le médecin ne peut être payé que sur un bon de visite, il perdra le prix de toutes celles qu'il aura dû faire sans que le malade ait pu lui fournir ce bon, ce qui ne sera pas juste, et si le médecin ne se déplace qu'au reçu de ce bon, les malades devront, dans nombre de circonstances urgentes, attendre fort longtemps sa visite, ou même s'en passer.

4° *Rétribution à taux variable, suivant la distance parcourue, la nature des soins donnés, et l'heure de la visite faite le jour ou la nuit.* — Ce système serait le meilleur s'il était réalisable, car il est le seul qui permette de rétribuer véritablement le médecin suivant l'importance des services rendus. Mais il est trop complexe pour être pratique. Chaque médecin apprécierait en effet d'une manière différente la valeur de ses services et le budget ne pourrait être réglé d'avance.

5° *Rétribution kilométrique de M. Chevandier.* — Ce système est un abonnement dans lequel l'indigent est représenté par le nombre de kilomètres qui le sépare de son médecin. Une famille de cinq membres qui réside à 4 kil. de son médecin, est représentée par 20 kil. La même famille, si elle réside à 6 kil., est représentée par 30 kil. — On fait ensuite l'addition de tous les kilomètres desservis par le même médecin et le total est multiplié par le prix accordé pour 1 kilomètre de déplacement.

De tous ces modes de rémunération, le plus simple nous paraît le meilleur, et le plus simple est assurément l'abonnement. Si cinq à six petites communes limitrophes veulent s'entendre pour s'abonner avec un médecin, elles pourront facilement lui constituer un traitement fixe de 1,200 à 1,500 fr. et même supérieur. Chacune d'elles ne s'imposera pour cela qu'un léger sacrifice, et il est infiniment probable qu'elles trouveront un médecin qui acceptera ces conditions. Elles pourront même le plus souvent lui faire une obligation de résider au centre de la circonscription, ce qui rendra son service plus facile, et ce qui, en favorisant la dissémination des médecins dans nos campagnes, sera un avantage pour la population aisée, aussi bien que pour la population indigente.

Votre Commission n'a pas cru qu'il fût de sa compétence de s'occuper des moyens d'assurer le budget. Ceci est l'affaire du législateur. C'est à ce titre que MM. Roussel et Morvan ont dû aborder la question dans leur travail. Après avoir établi que la dépense de l'assistance médicale doit être obligatoire, ils

proposent de la répartir de la manière suivante : trois sixièmes à la charge des communes, deux à la charge du département, un à la charge de l'Etat. Ils estiment la dépense à six millions environ, et il y serait fait face par la création de centimes additionnels portant sur les quatre contributions.

12^e QUESTION. — *Doit-on laisser le malade indigent libre dans le choix de son médecin ? Procédera-t-on au contraire par voie d'abonnement dans les communes, ou confiera-t-on à un médecin spécial par canton, le soin de l'assistance ?*

Il a été répondu presque entièrement à cette question en traitant des bases de l'organisation de l'assistance médicale. Le choix du médecin par l'indigent suppose la suppression de l'investiture, et l'investiture est indispensable pour assurer le fonctionnement régulier du service. Elle crée pour le médecin une obligation morale qui cesserait avec elle. D'ailleurs, le droit absolu pour le malade pauvre de choisir son médecin, équivaldrait souvent pour lui à l'impossibilité absolue de se procurer des secours, car le médecin serait libre aussi de ne pas aller voir le malade qui l'appellerait ; il le renverrait à un autre, qui pourrait toujours, au nom de la liberté, le renvoyer à un troisième, et ainsi de suite. On peut même assurer que le malade refusé par le premier médecin auquel il se serait adressé, n'en trouverait pas facilement un autre, si cet autre venait à savoir qu'il n'est qu'un pis-aller. Ce ne serait pas non plus le prix payé pour la visite d'un indigent qui serait une amorce bien tentante. Il faut, pour assurer le service des pauvres, quelque chose de plus efficace ; il faut un lien moral, et ce lien, c'est l'investiture donnée au médecin pour telle ou telle circonscription. D'ailleurs, il est nombre de circonstances où le malade ne peut choisir son médecin ; il en est ainsi dans l'armée, dans les chemins de fer, dans les sociétés de secours mutuels, dans les lycées, dans les hôpitaux, etc. ; et les malades de ces diverses catégories ne sont pas l'objet de soins moins dévoués et moins éclairés que les malades qui ont le

libre choix de leur médecin. La société ne saurait, au surplus, être tenue de faire pour les indigents plus que ce qu'elle fait pour un grand nombre de ses membres. Ajoutons toutefois que les règlements doivent se montrer assez larges sur la question des remplacements, et qu'il y aura toujours là, pour l'indigent, un moyen de satisfaire, dans une mesure raisonnable, à ses préférences pour tel ou tel médecin. L'intérêt bien compris des pauvres exige donc qu'ils ne soient pas entièrement libres dans le choix de leur médecin.

D'autre part, de combien de tracasseries le système du libre choix ne serait-il pas la source pour les médecins eux-mêmes ? Souvent l'un d'eux serait surchargé au point de ne plus pouvoir satisfaire aux besoins de ses autres clients ; un malade pauvre se gênerait d'autant moins de changer de médecin sous le prétexte le plus futile, qu'il ne le payerait pas ; souvent il en appellerait plusieurs à la fois, et cela à l'insu les uns des autres. Les billets de visites diminueraient sans doute cet abus, sans le supprimer toutefois, mais la Commission ne saurait admettre ces billets et croit avoir donné des raisons assez péremptoires de leur rejet, pour qu'il soit inutile de les renouveler ici. On assure, il est vrai, que dans le département des Landes, le système du libre choix fonctionne assez bien, mais on sait aussi de source certaine que partout ailleurs où il a été tenté, ce système a échoué, notamment dans le département d'Ille-et-Vilaine.

Enfin, au point de vue de la dépense, le système du libre choix semble encore inférieur à tous les autres. Il faudra élever la rétribution des médecins presque au taux de leurs honoraires ordinaires, pour donner à ce système quelques chances de succès, et de tels sacrifices ne pourront être faits que dans un petit nombre de localités. Il y aura aussi une plus grande dépense de médicaments, car les indigents aiment surtout les remèdes, et ils s'adresseront de préférence aux médecins qui formulent le plus. Heureux encore s'ils n'obtiennent pas des ordonnances de deux ou de trois médecins à la fois.

La Commission a déjà manifesté ses préférences pour le système d'abonnement des communes, que cet abonnement soit à tarif fixe ou à tarif variable, calculé sur le nombre des indigents inscrits, ainsi que cela se pratique d'ordinaire dans les sociétés de secours mutuels. Elle ne croit pas devoir revenir sur l'exposé de ses motifs.

13^e QUESTION. — *Quel sera le mode de rétribution des médecins de l'assistance ? Sera-t-elle proportionnelle au nombre des malades visités, ou au nombre des indigents inscrits ?*

Cette question est implicitement contenue dans la précédente. Il paraît utile cependant de lui donner ici quelques développements spéciaux.

La rétribution par visite est dans les habitudes médicales et satisferait sans doute mieux les médecins que toute autre, mais elle offre dans l'application de très-sérieuses difficultés. D'abord, pour être équitable, il ne faudrait pas que le prix de visite fût uniforme. La distance à parcourir doit être, à la campagne surtout, un des éléments qui le feront varier. S'il n'y avait que cette difficulté, elle pourrait être résolue par la fixation d'un prix kilométrique de déplacement ; mais il y a aussi à tenir compte des visites urgentes, de celles de nuit surtout. L'intervention chirurgicale devrait aussi être rétribuée à part et à des prix très-divers, suivant son importance. Il faudrait au moins faire trois ou quatre catégories d'opérations de petite, moyenne ou grande chirurgie. Encore les opérations dites de petite et même de moyenne chirurgie offrent-elles dans leur importance et dans leur difficulté des variations très-nombreuses, qui peuvent les faire changer de classe. Les opérations de grande chirurgie ne sont pas toutes non plus, à beaucoup près, de la même importance. La pratique des accouchements présente encore, s'il se peut, des variétés plus grandes, tant sous le rapport du temps qu'il faut y consacrer, que sous celui de la gravité et de la difficulté des opérations obstétricales. Une version, une application de forceps, peu-

vent être, suivant les cas, la chose la plus simple à pratiquer, ou l'une des opérations les plus délicates et les plus difficiles de la chirurgie. Si, comme le proposent MM. Roussel et Morvan, il est alloué 6 francs par accouchement à une sage-femme, on ne peut offrir la même somme au médecin qui interviendra dans un cas d'une extrême gravité, et qui aura dû parfois passer beaucoup de temps auprès de la malade.

La rémunération par visite implique nécessairement des tarifs différents pour des conditions différentes, et comme il n'est pas possible de prévoir dans un tarif toutes ces conditions, il faudrait laisser au médecin la latitude de fixer lui-même ses honoraires pour chaque cas particulier, ou tout au moins établir un assez grand nombre de catégories fixes, dans lesquelles il devrait faire rentrer chacun de ces cas. Cette disposition, pour être à l'avantage des médecins, devrait être très-onéreuse pour le budget de l'assistance ; autrement, ils n'y trouveraient aucun bénéfice réel. Dans tous les cas, elle aurait l'inconvénient très-grave de laisser à la dépense beaucoup d'imprévu.

Il paraît donc plus rationnel et plus simple de donner aux médecins des pauvres des honoraires fixes, mais suffisants, à la charge pour eux de faire tout ce que les circonstances commanderont, ainsi que cela se pratique du reste dans les hôpitaux. Que les services soient chargés, ou qu'il y ait peu de malades, que les cas en traitement soient graves ou légers, le traitement des médecins d'hôpitaux reste le même. Ce qu'acceptent ceux-ci, il est probable que les médecins de l'assistance l'accepteront. Maintenant toutes les communes, ou d'une manière plus générale, toutes les circonscriptions médicales n'ayant pas la même importance comme étendue, comme population, etc., il est évident que chacun de ces éléments devra entrer pour sa quote-part dans la fixation du traitement offert par chaque commune ou par chaque circonscription.

Votre Commission est donc partisan de la voie d'abonnement communal, tout en tenant compte du nombre d'indigents ins-

crits, de leur dissémination dans un périmètre plus ou moins étendu, de la difficulté des communications, des ressources plus ou moins grandes que le médecin peut trouver dans la commune pour sa clientèle payante, etc. Le chiffre de 1 franc 50 centimes par tête d'indigent, qui est proposé par MM. Roussel et Morvan, paraît être à peu près suffisant pour rétribuer les médecins. Nous avons dans la Sarthe environ 40,000 indigents, ce qui élèverait la subvention pour soins médicaux à 60,000 francs, au lieu de 14,000 francs qui lui sont seulement affectés en ce moment.

14^e QUESTION. — *Doit-on demander aux médecins de l'assistance des rapports annuels sur l'état sanitaire de leur circonscription?*

Il ne paraît pas douteux qu'on doive demander aux médecins de l'assistance des rapports annuels. Ces rapports devront contenir tous les documents relatifs à la marche du service, à l'hygiène publique, à la constitution médicale de la circonscription, à sa géographie médicale, etc. Un rapport général devrait aussi être fait chaque année avec ces éléments partiels, et fournirait ainsi, en peu de temps, une bonne statistique de l'état sanitaire et hygiénique de chaque département, et par suite de toute la France. Mais, pour obtenir ces résultats, il est à désirer que les rapports partiels soient tous conformes à un modèle uniformément adopté. Tous les modes d'organisation de l'assistance, à l'exception de celui du libre choix du médecin, se prêtent presque également bien à la confection de ces rapports.

15^e QUESTION. — *Doit-on établir, dans chaque canton où il n'existe pas de pharmacien, un dépôt pharmaceutique pour l'usage de l'assistance?*

Dans les localités où il n'existerait pas de pharmacien, ou dans lesquelles le pharmacien refuserait de fournir les médicaments au prix adopté, il semble qu'il vaudrait mieux char-

ger le médecin de fournir lui-même les médicaments, s'il lui convenait de le faire. Dans le cas contraire, il n'y aurait pas d'autre moyen que d'établir une pharmacie dans un local désigné à cet effet. Cette pharmacie serait alors sous la direction du médecin qui, à défaut d'une personne experte, devrait préparer lui-même toutes les prescriptions magistrales. Les préparations officinales seraient achetées dans une officine, et les médicaments simples, tels que les tisanes, pourraient être délivrés, sur l'ordonnance du médecin, par la personne préposée à la garde du dépôt des médicaments.

Ce dépôt, qui est une véritable pharmacie en petit, ne doit pas être confondu avec le dépôt d'autres objets à l'usage des malades et que nous appellerons mobilier médical. Un mobilier médical doit, autant que possible, exister dans toutes les communes. Il se compose essentiellement de linge à pansement, d'objets de literie, de vêtue, de tisaniens, baignoires, seringues, etc., objets qui sont prêtés aux malades sur la demande du médecin, et qui doivent être restitués par eux. Les mobiliers médicaux doivent encore pouvoir disposer d'une certaine quantité de bons de pain, de viande, de vin, de bois, etc., et, d'une manière générale, de toutes les substances qui sont plutôt des aliments que des médicaments. Les bons ou les substances en nature ne peuvent être également délivrés que sur la prescription du médecin.

16^e QUESTION. — *Convient-il de faciliter, par des conditions spéciales, la délivrance des remèdes dans les pharmacies attachées à des établissements charitables ?*

Lorsque, dans une localité, on sera dans la nécessité d'installer un dépôt de médicaments, il paraîtra plus simple, s'il existe déjà dans cette localité une pharmacie dépendante d'un établissement de charité, de charger cette pharmacie de fournir les remèdes aux pauvres. Mais alors elle devra se conformer à toutes les règles édictées sur la matière. La Commission pense qu'il y aurait inconvénient sérieux à accorder trop de

facilités aux pharmacies privées, parce qu'elles ont en général une grande tendance à sortir de leurs attributions spéciales et à se mettre au service du public. Toutefois, si la pharmacie privée était gérée par un pharmacien, il semble qu'elle devrait rentrer dans le droit commun.

17^e QUESTION. — *Doit-on confier aux Conseils généraux l'organisation et la surveillance des services médicaux et pharmaceutiques dans les divers cantons du département ?*

Le Conseil général doit évidemment connaître de tout ce qui concerne l'assistance médicale dans son département, et le Préfet est l'intermédiaire naturel par lequel cette connaissance doit lui arriver. Le Conseil général étant de plus appelé à voter des fonds pour le service de l'assistance, il doit exercer une certaine surveillance sur l'emploi de ces fonds.

Quant à l'organisation du service, elle ne pourrait lui être confiée qu'autant que cette organisation serait spéciale à chaque département. Dans ce cas même, il serait bon qu'il ne fût pas exclusivement chargé du soin de cette organisation. La composition des Conseils généraux est trop mobile, et l'un pourrait défaire ce qu'aurait fait celui qui l'a précédé. L'organisation de l'assistance n'aurait alors rien de stable. Pour cette raison, la Commission pense que, tout en maintenant pour une large part l'intervention des Conseils généraux, il ne convient pas de leur donner un pouvoir absolu pour organiser et diriger le service de l'assistance.

18^e QUESTION. — *Convient-il d'organiser dans chaque département une inspection spéciale des services médicaux et pharmaceutiques de l'assistance ?*

Il paraît indispensable que, dans chaque département, tous les documents du service de l'assistance soient centralisés à la préfecture et remis à une personne compétente pour être étudiés et analysés. Le Préfet et le Conseil général ne peuvent

être tenus au courant du service que par les rapports qui leur seront faits sur chaque question. Toutefois, au lieu de confier ce travail à un inspecteur, il y aurait probablement avantage à en charger un comité, ainsi que cela a lieu dans la Sarthe. Ce comité, composé d'hommes spéciaux, pourrait être nommé par le Préfet, et choisi de préférence parmi les membres du conseil central d'hygiène, dont il serait alors une émanation. L'assistance médicale pourrait ainsi, jusqu'à un certain point, rentrer dans les attributions des conseils d'hygiène au même titre que les inspections des pharmacies. Le comité consultatif pourrait encore être nommé au scrutin par les médecins de l'assistance, ainsi que le proposent les médecins de la Sarthe dans leur projet de règlement.

Quel que soit le mode adopté pour la nomination de ses membres, ce comité serait saisi de toutes les questions relatives à l'assistance médicale, et donnerait son avis sur chacune d'elles, de sorte qu'avant d'arriver au Préfet, elles auraient été déjà élucidées par une commission sérieuse. Le comité aurait aussi l'avantage de ne rien coûter, tandis qu'un inspecteur spécial devrait, en raison de la grande responsabilité qu'il assumerait et du temps considérable qu'il devrait consacrer à ses inspections et aux travaux de direction de l'assistance, recevoir un traitement assez élevé.

L'inspection des pharmacies de l'assistance relève évidemment des inspections pharmaceutiques générales qui se font chaque année. L'inspection des médecins n'aurait probablement pas de résultats bien sérieux.

Nous proposons donc que l'inspection du service, sa direction, et même au besoin son organisation, soient confiées à un comité consultatif de trois à cinq membres au plus, parce que les commissions trop nombreuses sont moins homogènes et fonctionnent peu régulièrement. La responsabilité étant partagée entre ses membres, elle sera moindre pour chacun, et les travaux étant également partagés, un seul ne sera pas surchargé.

Nous ne croyons pas que le comité puisse être appelé à dé-

cider aucune question, mais seulement à les étudier et à proposer les mesures et les solutions qu'il croit les meilleures. Il est à peine utile d'ajouter que les membres de ce comité doivent être des médecins.

II

Assistance hospitalière.

(§ 4 du Questionnaire.)

19° QUESTION. — *L'entretien des malades dans les hôpitaux doit-il être mis à la charge de leurs communes respectives ?*

Chaque fois que les ressources d'une commune le lui permettent, elle doit pourvoir à l'entretien des malades qu'elle envoie dans un hôpital. Dans le cas contraire, le département et l'Etat doivent lui venir en aide. On pourrait accepter ici la proportion que MM. Roussel et Morvan proposent pour l'assistance médicale à domicile. Trois sixièmes de la dépense seraient à la charge des communes, deux sixièmes à la charge du département et un sixième à celle de l'Etat. Toujours est-il qu'on ne saurait en aucun cas imposer à un hôpital de recevoir une catégorie quelconque de malades à laquelle il n'a pas été destiné, sans l'indemniser complètement de la dépense. Les revenus des hôpitaux sont, en effet, presque toujours le résultat de fondations pieuses, que les donataires ont spécialement affectées à tel ou tel usage. Il faut donc, en toutes circonstances, respecter leurs intentions, et ce ne serait pas le faire que d'obliger les hôpitaux à recevoir à leurs frais des malades auxquels les secours dont ces établissements disposent n'ont pas été destinés.

20° QUESTION. — *Les malades indigents doivent-ils être admis et entretenus dans l'hôpital de leur circonscription, toutes les fois que leur translation est déclarée nécessaire par le médecin qui les assiste ?*

Nous ne croyons pas qu'il puisse y avoir d'hésitation à répondre affirmativement. Il faut toutefois, pour que la chose soit possible, que les hôpitaux puissent disposer d'un certain

nombre de places en faveur des malades étrangers. Nous pensons aussi que le malade qui refuserait de laisser opérer sa translation, devrait continuer de recevoir l'assistance médicale à domicile.

21° QUESTION. — *Par qui doivent être supportés les frais d'entretien des malades dans les hôpitaux ?*

Cette question n'est autre que la question 19. Nous pensons que c'est aux communes à payer les frais d'entretien de leurs malades dans les hôpitaux, sauf dans le cas où le département ou l'Etat croiront devoir apporter un allègement à cette charge.

22° QUESTION. — *Quelles mesures convient-il de prendre pour l'assistance des vieillards et des infirmes ?*

Les vieillards et les infirmes doivent être assistés par les communes, au même titre que les malades. L'assistance peut leur être donnée à domicile ou dans un hospice, suivant les circonstances. Il est un grand nombre de vieillards et d'infirmes qui, sans être en état de pourvoir entièrement à leur existence, peuvent cependant le faire en partie. Alors, la commune aura souvent plus d'avantage à ne les assister qu'à domicile. Il en est d'autres qui sont dans le dénûment le plus complet, et pour ceux-là il sera souvent plus convenable et même moins onéreux de les placer dans un hospice, pourvu qu'ils y consentent. Dans tous les cas, la commune ne saurait être tenue de leur accorder, à domicile, un secours plus étendu que la valeur du prix de journée à l'hospice.

23° QUESTION. — *La loi du 22 mars 1851 doit-elle être modifiée dans ses dispositions relatives à l'admission et à l'entretien des malades et des infirmes dans les hôpitaux ou hospices ?*

Cette loi paraît suffisante. Elle met l'entretien des malades et des incurables à la charge des communes, quand leurs ressources leur permettent d'y pourvoir, et, dans le cas contraire, la pension doit être payée par les fonds départementaux. La seule chose à faire, c'est de rendre ces dispositions obligatoires.

TROISIÈME PARTIE (1).

Enfants orphelins ou abandonnés.

(§ 5 du Questionnaire.)

24^e QUESTION. — *Quel est l'état actuel du service des enfants assistés ?*

C'est là une pure question de fait. Le soin de constater l'état actuel du service des enfants assistés, dans la Sarthe, incombe naturellement à la commission administrative de l'hospice dépositaire, à l'inspecteur du service, à l'administration préfectorale et au Conseil général.

L'examen minutieux de cette organisation entraînerait dans des détails trop longs et tout à fait spéciaux, qui ne sont pas de la compétence de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe.

Toutefois, la Société ne saurait se tenir complètement à l'écart de l'étude des questions d'un si haut intérêt social, qui se rattachent à cette organisation ; elle en examinera donc les points principaux, qui intéressent à la fois la charité et la moralité publiques.

Le service des enfants assistés, dans la Sarthe, est organisé aujourd'hui d'après un règlement du 30 novembre 1868, appliqué à partir du 1^{er} janvier 1869, ayant reçu depuis, du Conseil général, de légères modifications, dont plusieurs sont contenues dans un arrêté préfectoral du 15 novembre 1869.

Ce règlement de 1868 émane du Conseil général, à qui la loi du 18 juillet 1866 avait donné un pouvoir plus grand pour l'emploi des fonds qu'il est appelé à voter chaque année.

Il a remplacé un arrêté réglementaire du 25 novembre 1862,

(1) M. CHARDON.

imposé, après la grande enquête de 1860 sur les enfants assistés, par la centralisation administrative du temps, qui concluait à l'uniformité d'organisation du service, sans tenir compte des circonstances particulières à chaque département.

Cet arrêté était venu lui-même se substituer à un règlement du Conseil général du 27 novembre 1853, qui a été en vigueur pendant près de dix ans, et dont la principale innovation avait été la suppression du *tour d'exposition* dans la Sarthe, où il avait été maintenu jusqu'alors, malgré les suppressions opérées dans les départements voisins. Chacune de ces dates, on le voit, correspond, pour ainsi dire, à un état nouveau du service.

C'est au règlement de 1868 qu'il faut se reporter, nous le répétons, pour étudier l'organisation actuelle, en y joignant la loi du 5 mai 1869. Cette loi, qui règle les dépenses des enfants assistés, appelle les communes et l'Etat à y concourir dans une faible mesure, exonère justement les hospices dépositaires des dépenses de vêtements qu'ils avaient eu à supporter jusqu'alors, mais grève lourdement le budget des départements.

Le service des enfants assistés, par l'excellence de son organisation et la régularité de son fonctionnement, est, on l'a dit avec une grande justesse, un de ceux qui, aujourd'hui, font le plus d'honneur au département de la Sarthe, et peut être, à bon droit, cité comme devant servir de modèle aux autres.

Pour apprécier les modifications heureuses qui y ont été apportées, il suffit de parcourir les procès-verbaux annuels du Conseil général. On y verra à chaque session l'édifice s'élever pierre à pierre ; on y reconnaîtra la trace d'améliorations de détail, incessantes et progressives, qui ont transformé, on peut le dire, le sort des enfants assistés dans ce département. Toutefois, ce résultat n'est pas dû seulement à la générosité du Conseil général, et à l'intérêt tout particulier qu'il a porté à ce service, qu'il n'a cessé de traiter *con amore*. Bien que l'assem-

blée départementale ait droit à une bien large part de la reconnaissance de ces infortunés, ils ne sauraient, de même que l'opinion publique, oublier celui qui, avec un dévouement infatigable, s'est voué tout spécialement, dans la Sarthe, à l'amélioration de l'existence des enfants abandonnés, M. l'abbé Dubois, administrateur-tuteur qui, lui aussi, grâce à son active et intelligente initiative, a su les faire profiter, tant pour leur vie morale que pour leurs besoins physiques, de toutes les mesures bienfaisantes que lui a inspirées le génie de la charité.

Bornons-nous à indiquer les points principaux de l'état actuel de ce service.

Les enfants admis à l'hospice en 1874 sont au nombre de 149, dont 136 enfants abandonnés et 13 orphelins. Le nombre des admissions, qui était encore, en 1862, de 206, n'a guère varié depuis que de 150 à 146; la moyenne des admissions dans les neuf dernières années est ainsi restée à peu près stationnaire.

Au 1^{er} juillet 1872, le nombre des enfants, depuis le premier âge jusqu'à 12 ans, inscrits sur les registres de l'hospice se montait à 677, savoir 4 enfants trouvés, 622 enfants abandonnés et 51 orphelins.

Le nombre des enfants inscrits a donc diminué dans une proportion notable, même depuis 1859, moment de l'enquête. La diminution qui s'est effectuée paraîtrait plus considérable, si l'on remontait jusqu'au temps où le tour était encore ouvert et donnait de si grandes facilités aux abandons. En 1859, le chiffre de ces enfants était de 1,077.

Il est vrai qu'alors le département de la Sarthe, découragé par la fâcheuse expérience de 1846 à 1849, n'admettait pas les filles-mères aux secours temporaires, et que ce nombre de 1,077 représentait la totalité des enfants assistés. Aujourd'hui, au contraire, pour avoir le bilan complet de la charité administrative à l'égard de ces innocentes victimes des fautes de leurs parents, il faut ajouter le chiffre de 126 enfants se-

courus temporairement au 1^{er} juillet 1872, ce qui donne un total de 803 enfants, soit 274 de moins qu'en 1859. Notre département, comme la plupart des contrées malheureuses de l'Ouest, sauf l'Ille-et-Vilaine, était classé dans l'enquête de 1860 parmi ceux qui comptaient le plus grand nombre d'enfants assistés, eu égard à leur population. Il était placé au vingt et unième rang seulement de l'échelle décroissante, comme ayant 1 enfant assisté sur 433 habitants ; il occuperait certes aujourd'hui un numéro bien moins élevé dans un classement analogue.

Ces heureux résultats néanmoins ne sont pas dus exclusivement au progrès de la moralité ; il faut les attribuer à la fois à la diminution de la misère et aux facilités moins grandes que laisse aujourd'hui le bureau d'admission pour l'entrée des enfants, dans le but de prévenir les abandons et d'écarter les dépôts faits par des parents domiciliés hors du département.

Depuis le décret de 1814, l'hospice du Mans a seul reçu les enfants abandonnés dans la Sarthe, en sa qualité d'unique hospice dépositaire. Le tour d'exposition, fermé à la fin de 1853, a été remplacé par un bureau d'admission, fonctionnant tantôt souverainement, tantôt avec le concours de l'administration préfectorale. Ce bureau a su toujours, grâce à sa discrétion absolue, en satisfaisant également la morale et l'humanité, respecter l'honneur des familles et le secret des mères ; mais il a exigé, depuis une dizaine d'années, pour être admis, un ensemble de formalités destinées à garantir la société contre un trop grand nombre d'abandons, et à s'assurer de la pauvreté, du domicile et de l'identité des enfants. Si ces formalités sont commandées par un puissant intérêt social, il est à désirer toutefois qu'elles ne puissent jamais servir à détruire le secret qui est la loi du bureau d'admission et qu'elles n'entraînent pas de trop grandes lenteurs, qui mettraient en danger la vie de l'enfant, souvent abandonné sans soins, sans vêtements, avant son entrée, à des mains étrangères. En tous cas,

des admissions provisoires peuvent venir remédier à ce que de trop longs retards auraient de périlleux pour l'existence de ces êtres infortunés, déjà parfois compromise avant leur naissance.

Les enfants du premier âge, comme les autres, ne font que passer à l'hospice dépositaire, malgré toutes les séductions d'une crèche modèle, où tout sourit à l'enfance, où tout a été combiné par une main ingénieusement charitable pour lui assurer un confortable élégant. Dans l'intérêt des enfants eux-mêmes, il faut les enlever à ce milieu si riant, où ils pourraient avoir à redouter, malgré le luxe des précautions prises, les dangers de l'agglomération, toujours si à craindre dans les hospices, et qui viendraient encore accroître les chances de mortalité déjà si nombreuses pour eux.

Les enfants sont placés à la campagne, dans des familles de cultivateurs, surveillés par l'inspecteur et par un comité de patronage. De la naissance à douze ans révolus, le département leur fait donner tous les soins matériels nécessaires et leur assure une instruction primaire suffisante. Layettes, vêtements suffisamment renouvelés et n'ayant plus un fâcheux caractère d'uniformité, transport en voiture chez les nourriciers, service médical, vaccinations, école, indemnités tant à ceux qui gardent les enfants depuis le premier âge jusqu'à douze ans, qu'à ceux qui leur assurent plus tard un état, tout cela a été réglé avec une prévoyance qu'on pourrait appeler maternelle et, dans ces derniers temps, avec un commencement de libéralité consolante, qui assurent à la fois les bonnes conditions de la vie physique et de la vie morale des enfants assistés.

Aujourd'hui, la dépense moyenne faite pour chacun d'eux, depuis le premier âge jusqu'à douze ans, s'élève environ à 1,860 francs (1). Elle a été chaque année en s'élevant, et

(1) La partie la plus élevée de la dépense a trait au montant des mois de nourrices, et aux frais de vêtements qui se décomposent ainsi qu'il suit :

chaque augmentation s'est traduite par une amélioration dans le sort de la famille adoptive du département.

Nous sommes loin du temps où, même avec l'infatigable et sainte charité de saint Vincent de Paul, on ne parvenait à assurer aux enfants trouvés, pour les garantir de la mort, qu'une somme de trente livres par an !

Pendant la période duodécennale, la dépense annuelle va en

Montant des mois de nourrices et des pensions pour chacune des douze années de l'éducation :

1 ^{re} Année.	{ Enfants allaités au sein , 16 fr. par mois. 192 fr.	
	{ Enfants élevés au biberon, 12 fr.	= 144 fr.
2 ^e Année.....	9 fr.	= 108 fr.
3 ^e Année.....	9 fr.	= 108 fr.
4 ^e Année.....	7 fr.	= 84 fr.
5 ^e Année.....	id.	= 84 fr.
6 ^e Année.....	id.	= 84 fr.
7 ^e Année.....	id.	= 84 fr.
8 ^e Année.....	5 fr.	= 60 fr.
9 ^e Année.....	id.	= 60 fr.
10 ^e Année.....	id.	= 60 fr.
11 ^e Année.....	id.	= 60 fr.
12 ^e Année.....	id.	= 60 fr.

Indépendamment de ces allocations, diverses indemnités ou primes sont accordées exceptionnellement aux nourriciers : 1^o 12 francs aux nourrices qui ont conservé l'enfant douze mois après la période de l'allaitement ; 2^o 18 francs à ceux qui ont entouré de bons soins et fait vacciner avec succès l'enfant âgé de moins de neuf mois ; 3^o 30 francs à ceux qui l'ont bien soigné depuis la première enfance jusqu'à douze ans, lui ont procuré les bienfaits de l'instruction primaire et fait faire sa première communion ; 4^o un dernier trousseau d'une valeur de 50 francs leur est fourni pour l'enfant de douze ans envers qui ils prennent l'obligation de lui apprendre un état ou de le mettre en situation de gagner sa vie ; 5^o une indemnité mensuelle d'un franc est accordée aux nourriciers qui envoient exactement les enfants aux écoles, etc., sans parler de l'indemnité de transport de 20 centimes par kilomètre pour aller chercher ou ramener l'enfant à l'hospice.

Le prix des layettes, de la naissance à vingt et un mois, est fixé à 27 fr. 87 cent. ; il en est délivré deux. Celui des vêtements de vingt et un mois à quatre ans est de 34 fr. 5 cent. ; deux sont également délivrés. Au-dessus de cet âge, de quatre à douze ans, le prix des vêtements est de 39 fr. 47 cent. ; il en est délivré huit. Le prix de la dernière vêture est de 50 fr.

diminuant à mesure que l'enfant avance en âge ; elle est beaucoup plus élevée dans les premières années, pendant lesquelles les soins ont besoin d'être plus continus et doivent lutter contre des chances de mort plus nombreuses. Pour diminuer la mortalité des enfants du premier âge, le Conseil général s'est efforcé de leur assurer les avantages de l'allaitement au sein ; mais, malgré l'augmentation du tarif mensuel récemment accordée aux femmes qui élèvent de la sorte les enfants de l'hospice, et reçoivent *ad hoc* 16 francs par mois, la commission administrative n'a pu trouver qu'un nombre bien insuffisant de ces nourrices présentant les garanties voulues, soit 58 pour 135 enfants, dans les dix-huit derniers mois écoulés jusqu'au 1^{er} juillet 1872. Les nourrices *sèches* sont donc restées en majorité, s'il m'est permis de désigner ainsi celles qui nourrissent les enfants au biberon ou avec le petit pot traditionnel des campagnes. Aussi, bien que la mortalité sur les enfants du premier âge ait heureusement baissé dans ces derniers temps, est-elle encore aujourd'hui considérable. Elle était de 53 pour 100 en 1863 ; elle est aujourd'hui de 33,36 pour 100, c'est-à-dire beaucoup plus forte même que la mortalité sur les enfants des filles-mères secourus temporairement, qui n'a été en 1871 que de 13,72 pour 100. Il est vivement à désirer que l'extension du mode d'allaitement au sein vienne diminuer la mortalité de ces pauvres enfants, dont la vie a à lutter contre tant de chances mauvaises, et dont un certain nombre a déjà souffert même avant de naître.

La somme annuelle que le budget départemental consacre aujourd'hui pour assurer ainsi le service des enfants assistés est de 128,000 francs environ.

C'est jusqu'à l'âge de douze années seulement que le département pourvoit ainsi aux dépenses des enfants assistés. A partir de douze ans, ils sont tenus de subvenir eux-mêmes à leurs besoins ; mais ces pupilles de douze à vingt et un ans restent placés sous la tutelle de la commission administrative de l'hospice du Mans.

Au 1^{er} janvier 1872, ils étaient au nombre de 658, se répartissant ainsi :

	Garçons.	Filles.	Total.
Placés à la campagne,	313	242	557
En apprentissage,	4	»	4
A l'hospice dépositaire,	17	61	78
Au Bon-Pasteur du Mans,	»	10	10
A la colonie de Mettray,	9	»	9
	343	313	658

C'est surtout sur ces pupilles que s'est étendu le dévouement de M. l'abbé Dubois, administrateur-tuteur. Autrefois, ce service marchait à peu près sans guides. Les enfants une fois placés chez les cultivateurs, on ne s'en occupait guère ; aussi restaient-ils trop souvent abandonnés à eux-mêmes et livrés à la discrétion complète de ces derniers, qui n'avaient pas toujours à leur égard les meilleurs procédés. Des mesures n'étaient prises que bien rarement en faveur de leurs intérêts pécuniaires et moraux, si parfois on en prenait.

La tutelle active et intelligente de M. l'abbé Dubois a changé les conditions fâcheuses de ce déplorable laisser-aller.

Aujourd'hui, non-seulement M. l'abbé Dubois s'est assuré le moyen d'exercer sur ces enfants la surveillance la plus exacte, et d'en suivre en quelque sorte la situation jour par jour, au moyen d'écritures tenues avec l'exactitude la plus parfaite, mais il se charge lui-même du soin de choisir à la campagne leurs maîtres, et de fixer la rémunération du travail de ses pupilles. Le contrat de louage se renouvelle chaque année dans les meilleures conditions possibles pour eux, et leur tuteur surveille la rigoureuse exécution des engagements réciproques stipulés aux traités de placement. Pour les premières années seulement, jusqu'à seize ans, les gages des enfants sont fixés d'une manière uniforme. Le salaire est toujours encaissé par le tuteur, qui prélève sur son importance une somme fixée par un tarif et versée à la caisse d'épargne dans le nom de chaque titulaire du livret.

Pour se rendre compte du dévouement et du succès de M. l'abbé Dubois, il suffit de dire qu'en 1855, le chiffre connu des gages des pupilles ne s'élevait qu'à 5,089 francs, tandis qu'au 1^{er} janvier 1872, les pupilles possédaient, soit à la caisse d'épargne, soit en obligations départementales, une somme s'élevant à 66,876 francs 55 centimes. La moyenne de leurs gages, qui était de 134 francs en 1870, est descendue en 1871, par suite de la diminution des salaires, provenue temporairement des derniers événements, à 112 francs pour les garçons et à 110 francs pour les filles. A leur majorité, les garçons peuvent assez facilement retirer du produit de leur travail un capital de 500 francs et les filles un pécule de 300. Peu sinon point d'enfants légitimes de vingt et un ans, à l'état de domesticité, ont mis en réserve sur leurs gages une épargne aussi relativement élevée. On le voit, quand la majorité vient mettre fin à la tutelle de l'hospice, le pupille est un garçon pourvu d'un petit capital, accoutumé au travail et à l'économie. En compensation des sacrifices qu'elle a faits pour lui, la société a droit de compter, comme on l'a si bien dit, sur un honnête père de famille et sur un bon citoyen.

Tel est le résultat obtenu, je le répète, grâce à l'initiative de M. l'abbé Dubois, qui a su asseoir son œuvre sur des fondements si solides et y associer si intimement la commission administrative de l'hospice et les sœurs chargées de ce service, qu'on est sûr qu'elle pourra désormais lui survivre, quand les pupilles viendront à perdre celui qui est leur providence après Dieu.

Ce sont ces excellents résultats obtenus, les garanties données par cette éducation à l'enfant et à la société qui, indépendamment des inconvénients au point de vue de la morale et de l'effet déplorable produit sur les populations, ont longtemps fait hésiter le Conseil général de la Sarthe à tenter de nouveau l'expérience des secours donnés temporairement aux filles-mères pour élever leurs enfants. Cette expérience, tentée déjà de 1846 à 1849, n'avait donné que de fâcheux résultats.

Depuis, imposée d'abord au Conseil général par le règle-

ment du 28 novembre 1862, malgré une longue et vive résistance, l'admission des filles-mères au bénéfice des secours temporaires n'a été pratiquée dans le département qu'avec prudence, discernement et réserve, comme un moyen destiné à prévenir les abandons.

Aussi, cette mesure n'a-t-elle plus rencontré la répugnance dont elle avait été l'objet jusqu'alors, et a-t-elle continué de fonctionner sans récriminations, depuis même que, grâce à la décentralisation, le Conseil général est le maître souverain de l'emploi des fonds qu'il destine aux enfants assistés.

Les secours temporaires sont distribués à celles-là seules des filles-mères qui n'ont commis qu'une première faute, et sont dans l'impossibilité absolue de pouvoir élever l'enfant qu'elles ont légalement reconnu. Donné avec cette discrétion, le secours ne constitue ni une prime pour la débauche, ni un droit sur lequel puissent compter les filles-mères. Celles qui retombent dans l'inconduite se voient immédiatement retirer le bénéfice de l'assistance départementale.

Les deux systèmes de l'admission des enfants assistés à l'hospice dépositaire, et celui des secours temporaires donnés à la mère élevant son enfant auprès d'elle, dans un milieu qui n'offre pas toujours les meilleures garanties pour l'enfant et pour la société, fonctionnent donc parallèlement aujourd'hui dans la Sarthe, après s'y être vivement combattus. Toutefois, le premier est la règle ; l'admission aux secours temporaires, bien qu'infiniment moins onéreuse pour le budget départemental, ne s'y maintient qu'à l'état inférieur d'exception et d'essai. 126 enfants seulement étaient secourus temporairement au 1^{er} juillet 1872. Sans se prononcer aucunement sur ce mode de secours pratiqué aujourd'hui avec une sage réserve, qui n'avait pas été gardée de 1846 à 1849, on peut dire que l'étude comparative des deux ordres d'admission à l'assistance ne semble pas avoir prouvé, dans la Sarthe, que les secours temporaires aient été une cause active de la décroissance dans le nombre des enfants déposés à l'hospice.

Tel est aujourd'hui, d'après une esquisse à grands traits, l'ensemble de l'organisation actuelle du service des enfants assistés dans le département.

23° QUESTION. — *Convviendrait-il d'apporter des modifications à la législation en cette matière?*

On l'a reconnu déjà, il s'agit moins en cette matière d'innover que de perfectionner. Les mesures à prendre pour améliorer ce service sont presque toutes du domaine administratif. L'intervention législative désirable pourrait se borner à modifier la répartition des dépenses effectuée par la loi du 5 mai 1869, et à mettre à la charge du budget de l'Etat une bonne part des dépenses dont cette loi a exonéré les hospices dépositaires pour en grever le budget départemental. Le législateur pourrait aussi contribuer à restreindre le nombre des abandons, en édictant une pénalité contre les intermédiaires reconnus des dépôts abusifs, qui les favorisent par leurs mauvais conseils et leur coupable industrie.

Mais c'est à l'administration à prendre progressivement l'initiative des améliorations dont le service est encore susceptible, telles que généralisation de l'allaitement au sein et de l'institution des comités de patronage, amélioration des tarifs de pension et des vêtements, mesures de toutes sortes tendant à diminuer les chances nombreuses de maladie et de mort pendant le premier âge, fréquentation plus prolongée de l'école, garanties morales à exiger des nourriciers, etc., etc.

24° QUESTION. — *Quelles mesures doit-on prendre à l'effet de recueillir dans chaque commune, entretenir et élever les enfants orphelins ou abandonnés?*

Il serait difficile et même dangereux de prendre dans chaque commune des mesures pour recueillir, entretenir et élever les enfants abandonnés.

Des mesures efficaces ne peuvent être utilement prises que par un établissement central, départemental, doté d'une orga-

nisation puissante, à la dépense duquel les communes peuvent être appelées à contribuer, comme elles le sont aujourd'hui, en proportion du nombre de sujets qu'elles y envoient.

Placés trop près des populations, les établissements locaux ainsi multipliés pourraient même provoquer à l'oubli du devoir et à l'abandon des enfants. On remarque déjà que les enfants déposés à l'hospice du Mans appartiennent pour la plupart à cette ville ou aux communes environnantes. De plus, il serait difficile de conserver dans ces établissements le secret qui doit toujours accompagner le fonctionnement du bureau d'admission et le placement des enfants chez les nourriciers.

Des mesures prises seulement pour recueillir les enfants orphelins ne présenteraient pas les mêmes inconvénients, mais elles semblent pouvoir être organisées difficilement dans chaque commune. Celles-là seules qui ont un hospice pourraient être appelées à recueillir provisoirement, à défaut de la charité privée, les orphelins du canton, jusqu'à l'admission définitive à l'hospice central dépositaire.

Ce qui semble le plus pratique, c'est d'arriver dans chaque localité au fonctionnement *réel et actif* d'un comité de patronage, sérieusement convaincu de l'importance de sa mission, et étendant sa protection sur tous les enfants abandonnés ou orphelins de la commune, sans parler de ceux qui proviennent de l'hospice dépositaire.

27^e QUESTION. — *Faut-il développer dans chaque département l'institution des orphelinats agricoles ?*

Non. L'expérience a été faite à cet égard et les résultats en sont consignés dans l'enquête de 1860. Sans doute il faut diriger vers la vie agricole les nombreux orphelins dont la moralisation importe tant à la société. Les travaux de la terre, on ne saurait trop le répéter, ont une influence saine et fortifiante que n'a pas la vie d'atelier, qui est pour tous les enfants, et spécialement pour ceux qui sont sans famille, une atmosphère délétère et corruptrice. Mais ce qu'il faut à ces enfants,

c'est la vie agricole dans des familles de cultivateurs, et non pas la vie collective, symétrique, sans initiative, sans liberté, d'une colonie. Dans la plupart des départements, comme dans la Sarthe, sauf dans la Seine et quelques autres régions industrielles, les enfants assistés, déposés à l'hospice, trouvent à se placer d'une façon convenable chez des cultivateurs du pays offrant des garanties. Ce mode de placement est beaucoup plus dans l'intérêt de l'enfant et plus conforme à ses besoins. Il le fait vivre, pour ainsi dire, de la vie de famille, et lui donne place à un foyer domestique où il trouve, la plupart du temps, de l'intérêt et même de l'affection. Il est aussi beaucoup plus avantageux pour les départements et pour la société, que ne le sont les ruineuses institutions des colonies agricoles.

Tout, en un mot, se réunit pour prouver qu'il n'y a pas lieu de développer davantage le système des colonies et de tenter de nouveaux essais, que suivrait très-probablement l'insuccès même de ces établissements.

QUATRIÈME PARTIE (1).

Mesures de prévoyance.

(§ 7 du Questionnaire.)

37° QUESTION. — *Doit-on développer dans les communes rurales l'institution des caisses d'épargne ?*

Tout homme qui possède un premier capital, si minime qu'il soit, aspire à l'accroître ; pour y parvenir il devient plus laborieux et apporte à ses dépenses une surveillance plus grande, puis forme des projets d'avenir pour l'emploi de ses fonds ; dès ce moment, il devient un défenseur convaincu de l'ordre social.

On ne saurait donc trop encourager le développement des caisses d'épargne, et c'est surtout dans les campagnes qu'elles sont appelées à rendre de grands services, car c'est là que se trouvent en grand nombre des économies de peu d'importance relative, qui ne peuvent se placer que dans ces caisses que les Anglais appellent si justement banques de salut (*saving banks*).

38° QUESTION. — *Pourrait-on autoriser les percepteurs ou les receveurs des postes à recevoir les dépôts et à délivrer des livrets ?*

Non-seulement il serait bien de développer cette institution en autorisant les percepteurs et les receveurs des postes à recevoir des dépôts et à délivrer des livrets, mais il serait mieux encore d'organiser une caisse dans chaque commune rurale avec le concours de quelques personnes notables et les secrétaires de mairie.

(1) M. PAUL SURMONT.

Les percepteurs devraient, dans ce cas, servir d'intermédiaires pour les encaissements et les remboursements de chaque semaine.

Le concours des notables de la commune aurait comme résultat de favoriser le développement de l'institution en y intéressant plus de personnes et en inspirant plus de confiance aux déposants.

La gestion des caisses exclusivement par l'État, soit avec l'administration des postes, soit avec celle des finances, ne donnera jamais d'aussi bons résultats. Cette opinion ressort de ce qui a lieu en Angleterre, où moins de cinq cents caisses privées ont en dépôt près d'un milliard, alors que les sommes reçues par les caisses postales ne s'élèvent qu'à quatre ou cinq cents millions avec plus de quatre mille bureaux de recette.

Le régime mixte utilisant au lieu d'écarter les activités individuelles sous la surveillance et avec le concours de l'État, nous paraît donc de beaucoup préférable.

Si chaque commune pouvait avec cinq ou six administrateurs seulement, présidés par le maire et employant le secrétaire de mairie comme agent comptable ayant les remises ordinaires, créer une caisse déposant ses fonds chez le percepteur, on ne tarderait pas à en voir s'organiser dans presque toutes les localités.

L'utilité des caisses d'épargne en elle-même n'est contestée par personne; il est donc inutile d'insister pour en démontrer l'importance, mais quelques personnes en redoutent l'extension dans la crainte d'en voir résulter des complications graves pour les finances de l'État par les remboursements considérables qui seraient demandés dans les moments de crise financière ou sociale.

C'est ce qui eut lieu en effet en 1848 ; mais ce qui aggrava la crise et la rendit surtout désastreuse, ce furent les mesures adoptées et consistant à rembourser les dépôts en valeurs variables et subissant chaque jour une dépréciation. En 1870, on

a adopté, du moins pour la caisse de Paris, une mesure bien plus rationnelle : on a espacé les remboursements et on les a toujours effectués en valeurs ayant cours, ce qui a maintenu la confiance des déposants et modéré les demandes en remboursement. Il suffirait donc de transformer en loi d'organisation ce qui n'a été qu'une disposition improvisée, et l'on écarterait ainsi les dangers de ces remboursements.

Outre que la mesure serait alors légale, les déposants comprendraient et accepteraient sans peine des délais pour leur remboursement intégral, et le paiement en valeurs ayant cours donnerait aux livrets une importance qui permettrait à leurs possesseurs de se procurer sur cette garantie tout le crédit dont ils auraient besoin.

Il n'y aurait aucun inconvénient sérieux à limiter les remboursements à 50 ou même à 25 fr. par chaque quinzaine ; mais on devrait aussi limiter les remboursements en bons du trésor ou les conversions en rentes ; car ces valeurs ne seraient demandées que pour être vendues de suite, ce qui contribuerait à les déprécier au grand dommage du crédit public.

Il ne faudrait pas exagérer les avantages de ce mode de remboursement dans les temps de crise et croire qu'on peut, sans inconvénient, augmenter et le chiffre de chaque dépôt et surtout le total de chaque livret ; car s'il est vrai qu'au début d'une crise l'importance des demandes de remboursements provient surtout du nombre des livrets, il n'en reste pas moins certain que si la crise a quelque durée, l'importance des dépôts aggraverait la situation.

Pourquoi, d'ailleurs, chercher à obtenir que le total des dépôts présente un gros chiffre ? Le rôle de cette institution ne doit pas être de lui donner le caractère d'une banque importante, mais seulement de provoquer la formation de l'épargne ; et il nous semble bien préférable, au contraire, de tendre à ce que ces épargnes soient ce que nous appellerons classées le plus tôt possible en favorisant et hâtant leur conversion, soit en rentes, soit en autres placements.

Il nous semblerait donc préférable de réduire à 500 francs le total de chaque livret, ou tout au moins de réduire à ce chiffre par un achat de rente dans les conditions actuelles tout livret arrivé à 1,000 francs.

Ce qui serait très-désirable c'est que les percepteurs fussent autorisés à payer les intérêts de ces rentes. Il serait plus important encore de faciliter la vente de ces titres en n'exigeant pas que les individualités soient nécessairement attestées par un notaire, mais bien par le percepteur ou le maire, en présence de deux personnes connues d'eux et sans frais.

39^e QUESTION. — *Convierait-il d'étendre aux communes rurales le bénéfice des associations de secours mutuels et des institutions de crédit agricole ?*

Une commune rurale est généralement composée de personnes d'un âge déjà avancé, qui se retirent au bourg après avoir réuni quelques ressources en travaillant aux champs et parfois à la ville.

Leurs enfants se placent dans les fermes ou dans les grands centres pour y acquérir aussi leurs moyens d'existence. Les ouvriers encore jeunes sont fort peu nombreux dans les communes rurales.

Le personnel des campagnes n'est donc pas dans les conditions désirables pour constituer des associations de secours mutuels.

Ces associations, si utiles dans les localités où la population ouvrière est nombreuse, réussiraient difficilement dans les campagnes et n'y rendraient que peu de services.

Les ouvriers qui travaillent aux champs sont, au moins dans la Sarthe, ordinairement gagés à l'année et les interruptions momentanées de travail ne leur sont pas déduites par les chefs de ferme. Quant à la population des communes, elle est presque toute composée de petits rentiers ne travaillant plus que pour se distraire. Leurs interruptions de travaux ne sauraient être l'objet d'une règle précise.

Une association de secours mutuels dans les campagnes n'aurait donc à pourvoir qu'aux frais médicaux, et l'organisation si importante de ces secours ne peut être entreprise utilement sous la forme de sociétés de secours mutuels.

La fixation en effet des cotisations, le droit aux secours, la surveillance dans leur emploi seraient autant de questions insolubles avec les populations disséminées ou déjà âgées qui constituent le personnel d'une commune rurale. Il faut donc rechercher sous une autre forme les moyens de donner aux populations rurales les secours médicaux qui y sont si rares et si dispendieux ; c'est ce qui a dû être examiné sous la section III, questions 10 et suivantes.

L'expression crédit agricole est sonore, mais vide de signification claire en tant que désignant quelque chose de distinct du crédit ordinaire. Il est donc impossible de rien exposer de précis sur des institutions dites spécialement de crédit agricole.

Sans doute il est important pour tout emprunteur d'obtenir, lorsqu'il en a besoin, des capitaux à bon marché, mais comment rêver des institutions distinctes et à prix réduit, pour les travaux des champs ? Tous les emprunteurs deviendraient plus ou moins cultivateurs pour y recourir. Si les agriculteurs veulent emprunter, ils se procureront facilement des capitaux aux banques ordinaires et aux conditions admises pour les autres industries en offrant une solvabilité suffisante.

Il ne faut pas croire, d'ailleurs, qu'il suffise de dépenser force capitaux sur un fonds de terre pour en faire sortir des trésors ; bon nombre de capitalistes ou de propriétaires se sont laissé entraîner par cette illusion, et la plupart n'y ont trouvé que la ruine, au grand dommage du vrai progrès agricole.

S'il est utile dans l'industrie de diminuer ses frais généraux en groupant sous la même direction des travaux se reliant les uns aux autres, et pour cela d'employer souvent des capitaux considérables, en agriculture le mieux est, au contraire, de marcher

progressivement, de ne pas entreprendre trop d'améliorations à la fois; et alors, si le cultivateur est propriétaire, le banquier auquel il doit s'adresser, c'est lui-même; il doit employer à des améliorations nouvelles les excédants obtenus déjà par ses travaux, au lieu d'acheter de nouveaux fonds de terre. S'il est fermier, il devra s'adresser au propriétaire qui pourra consentir à un retard dans la réception du fermage, soit gratuitement, soit à un intérêt de 3, 4 ou même 5, bien inférieur encore au taux des banquiers. Hors de là, tout emprunt sera ruineux quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent.

Après en avoir délibéré, la Société, dans sa séance du 6 décembre 1872, adopte les réponses de sa Commission, et décide qu'une copie de ce travail sera adressée par M. le Président à la questure de l'Assemblée nationale.

EXAMEN DES QUESTIONS GÉNÉRALES
RELATIVES A L'ORGANISATION
DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE
DANS LES CAMPAGNES,

Par M. GARNIER, Membre titulaire.

I. — BUREAUX DE BIENFAISANCE.

1^{re} QUESTION. — *Doit-on instituer un Bureau de bienfaisance dans chaque commune ?*

Il serait fort à désirer que dans chaque commune on pût réunir les ressources nécessaires pour venir en aide aux familles pauvres qui, pour diverses causes, ne peuvent trouver dans leur travail, secondé par l'ordre et la prévoyance, de quoi subvenir à leurs besoins les plus urgents. Ce problème, si intéressant à tous les points de vue, ne paraît pas, heureusement, irréalisable. Partout, en effet, on trouve bon nombre de personnes qui, par devoir de conscience ou par humanité, consentent à retrancher quelque chose de leur superflu, et même restreignent les jouissances légitimes de leur position, pour secourir les misères qui se trouvent à leur portée. Et ce ne sont pas seulement les personnes riches ou aisées qui s'imposent de tels sacrifices. Le fermier refuse rarement à l'indigent qui se présente à sa porte un morceau de ce pain qu'il produit au prix de ses sueurs et de fatigues incessantes. L'artisan lui-même, la simple et modeste ouvrière, donnent quelquefois des exemples de charité bien touchants. Mais distribués isolément

et un peu au hasard, souvent même à des inconnus, ces secours ne tombent pas toujours à propos et sur les misères les plus réelles et les plus méritantes. Les uns reçoivent plus qu'il ne serait nécessaire, et sont tentés d'exploiter leur pauvreté et d'en faire une coupable industrie, sans crainte d'épuiser à leur profit les sources de la charité et de la bienfaisance, tandis que les autres, et souvent les meilleurs, plus timides ou plus fiers, souffrent et gémissent en silence. Si un état des familles pauvres, avec indication de leurs ressources et de leurs besoins, était dressé dans chaque commune, si un appel chaleureux était fait à la conscience et à l'humanité des habitants, nul doute que l'on ne réunît des secours nombreux qui, distribués par des mains charitables et intelligentes, suffiraient à secourir efficacement les misères réelles et involontaires. La répartition se ferait d'une manière plus équitable et mieux réglée. Comme dans les campagnes, tout le monde, à peu près, se connaît, les abus seraient en grande partie impossibles. En intéressant la commune tout entière au sort des familles pauvres qu'elle renferme, une sorte d'émulation s'établirait entre les personnes capables de contribuer à l'œuvre commune; les moins disposés à secourir l'indigence trouveraient un stimulant dans l'exemple, comprendraient bientôt que c'est une œuvre d'intérêt commun, et tout le poids de l'assistance ne retomberait pas, comme il arrive souvent, sur les mêmes personnes. En même temps, l'assistance publique pourrait et devrait être un moyen puissant de moralisation. La commune s'imposant volontairement des sacrifices serait en droit d'en surveiller l'emploi, et de ne pas souffrir que la charité devint un encouragement à la paresse, à l'ivrognerie et aux désordres de toute nature qui, dans les villes, multiplient la misère dans des proportions effrayantes. Car il importe grandement que les chefs de famille soient sans cesse tenus en haleine par la nécessité de pourvoir eux-mêmes aux besoins des leurs; l'assistance ne doit être qu'un secours là où la bonne volonté et l'activité ne peuvent suffire entièrement.

Les avantages qui résulteraient de l'assistance bien organisée et administrée avec zèle et dévouement sont aussi évidents que nombreux. Mais il faudrait un élément qui malheureusement ne se décreète pas : l'élément religieux et l'esprit de charité. Outre que les pauvres seraient plus efficacement et plus équitablement secourus, il s'établirait comme un lien de famille entre tous les habitants de la commune, les plus favorisés de la fortune exerçant un patronage bienveillant et fraternel sur ceux que la Providence a voués aux privations et aux travaux les plus pénibles. Pour cela, il faut que les dons restent libres et spontanés, afin de maintenir l'intérêt affectueux d'une part et la reconnaissance de l'autre. L'interdiction de la mendicité, aussi fâcheuse pour ceux qui l'exercent que pour les campagnes, dont elle est trop souvent le fléau, deviendrait aisément praticable. D'un autre côté, la dépopulation des campagnes, dont on se préoccupe avec raison, verrait disparaître une de ses causes. On entend souvent alléguer aux familles qui émigrent de la campagne, outre l'espoir de trouver un travail plus facile et plus lucratif, l'absence de secours qu'elles espèrent trouver dans les villes. Là, cependant, la plupart du temps, de cruelles déceptions les attendent. On exige avec raison un séjour de plusieurs années pour donner droit aux secours du bureau de bienfaisance, et la charité privée devient impuissante à soulager des misères qui s'accroissent et s'accumulent d'année en année. Au lieu du soulagement qu'elles venaient chercher, ces familles trouvent le plus ordinairement la démoralisation qui les rive à la misère, et deviennent ainsi un danger pour la société.

Tout gagnerait donc à l'organisation bien entendue de l'assistance dans les campagnes. Maintenant faut-il organiser un bureau de bienfaisance dans toutes les communes ? Il serait difficile peut-être de se prononcer d'une manière absolue pour l'affirmative ; mais l'on peut dire hardiment qu'il est nécessaire d'y procéder partout où une telle institution est réalisable. Les communes offrent à cet égard de notables différences. Telle

commune riche, où les aumônes seraient abondantes, a peu ou presque pas d'indigents ayant besoin de secours. Telle autre, au contraire, assez dénuée de ressources, offre un nombre considérable de familles indigentes. Là, n'y aurait-il pas à craindre de décourager les communes en décrétant tout d'abord l'institution? En l'établissant, au contraire, partout où la réalisation n'offre que peu de difficulté, l'exemple rayonnera de proche en proche, et avec le temps, les communes les plus dénuées verront leurs efforts allégés et rendus efficaces par le concours des communes voisines plus favorisées. On comprendra bientôt que, pour le bien de tous, il est nécessaire parfois d'élargir le cercle de l'assistance. Il ne s'agit point, en effet, d'un intérêt purement local. Pour une organisation générale et efficace de l'assistance publique, les parties sont nécessairement solidaires de l'ensemble. Ce serait à tort que les communes qui n'ont que peu ou presque pas de pauvres voudraient restreindre leurs sacrifices aux besoins locaux. Leurs intérêts bien entendus s'y opposent. Qu'elles se rappellent qu'elles ont été parfois parcourues par des bandes de mendiants vagabonds, exigeant plutôt que sollicitant des secours de tous genres, et promenant avec eux, dans les fermes isolées, une sorte de terreur. Si elles veulent que l'autorité les mette à l'abri de ce fléau, et maintienne la sécurité dans les campagnes, elles doivent lui en faciliter les moyens en rendant possible et légitime l'interdiction de la mendicité. Or, une telle interdiction est aussi contraire à la justice qu'à l'humanité, là où les pauvres manquent de pain et des choses les plus nécessaires à la vie. Ainsi donc, l'organisation de bureaux de bienfaisance dans chaque commune, sauf les difficultés de réalisation momentanée et locale, doit être admise en principe, comme une œuvre d'intérêt général, aussi bien que de charité et d'humanité.

2° QUESTION. — *De quelle manière arrêtera-t-on la liste des indigents admis à recevoir des secours alimentaires?*

Le premier soin des bureaux de bienfaisance sera de se

livrer à une enquête sérieuse pour connaître les familles ou les individus qui, à raison du grand nombre d'enfants, de l'âge ou des infirmités, sont dans l'impossibilité de pourvoir eux-mêmes à leurs besoins les plus essentiels. Cette connaissance est facile à acquérir dans les campagnes, où les fraudes et les abus, si communs dans les villes, sont presque impossibles, et échoueraient devant une enquête intelligente et consciencieuse.

Ce point est d'une importance majeure, car si l'on veut que la pauvreté involontaire soit efficacement secourue, il faut veiller à ce que les ressources ne tombent pas sur des sujets indignes, et servent ainsi d'aliment à la paresse et à l'imprévoyance, tout en diminuant la part de secours à allouer aux véritables indigents. Avant d'arrêter une liste définitive, il faut s'entourer de tous les renseignements possibles et les soumettre à un contrôle sérieux.

3^e QUESTION. — *De quelle manière arrêtera-t-on la liste des indigents admis à recevoir les secours médicaux ?*

Il va de soi que l'on admettra d'abord aux secours médicaux toutes les familles inscrites pour les secours alimentaires. Il serait fort à souhaiter qu'on pût les étendre à d'autres familles qui, en temps ordinaire, peuvent strictement se suffire à elles-mêmes. Mais survienne un accident, ou une maladie qui se prolonge : à la suppression du travail, qui est la vie même de la famille, vient s'ajouter un surcroît de dépenses pour les visites de médecin et l'achat des remèdes. Qu'arrive-t-il alors ? Ou bien l'on recule devant ces frais, on s'adresse à des charlatans, et la maladie, restée sans traitement efficace et intelligent, se prolonge, s'aggrave et se termine fatalement ; ou bien la famille s'impose des sacrifices au dessus de ses forces, elle contracte des dettes qu'elle est incapable d'acquitter, perd courage, et s'affaisse bientôt pour ne plus se relever. Voilà une famille qui, à l'aide de secours temporaires donnés à propos, aurait franchi heureusement une crise passagère, et qui tombe au niveau de celles qu'il faut désormais secourir

habituellement. Combien il importe de prévenir une pareille déchéance ! La maladie est vraiment le fléau des familles ouvrières, et la source la plus ordinaire de l'indigence involontaire. Il est donc urgent d'admettre aux secours médicaux toutes les familles qui, en dehors de la maladie, n'ont que les ressources strictement nécessaires à leur existence de chaque jour.

4^e QUESTION. — *Où sera fixé le domicile de secours ?*

Le domicile de secours doit être naturellement là où la famille ou l'individu a son domicile légal. La commune ne doit l'assistance qu'à ceux qui l'habitent, et dont la situation et les besoins sont bien constatés. Si un individu, venu d'une commune éloignée pour y chercher du travail, vient à se trouver malade ou dans la détresse, le bureau peut lui venir en aide momentanément, et lui donner les moyens de regagner son domicile, sauf à se faire indemniser par la commune à laquelle il appartient.

5^e QUESTION. — *Convient-il de conférer une action aux bureaux de bienfaisance pour le recouvrement de leurs avances contre les parents qui sont légalement tenus de fournir des aliments à l'indigent secouru ?*

Avant d'admettre aux secours du bureau de bienfaisance, on a dû s'informer avec soin de la situation, des ressources et des besoins de ceux qui les réclament. Si, parmi ces derniers, il s'en trouve dans le cas dont il s'agit, le bureau doit les engager à recourir à ce moyen de subvenir à leurs besoins, et leur en faciliter les moyens par des conseils ou des renseignements, en un mot intervenir d'une manière officieuse. Si, en attendant le succès de ces démarches, le bureau a fait des avances, elles doivent être considérées comme des secours temporaires accordés à des indigents à titre d'aumônes, et dès lors il n'y a pas lieu à en poursuivre le recouvrement. En conférant aux bureaux une action légale dans ce but, ce serait leur attribuer un rôle qui répugne à leur caractère tout de cha-

rité et de bienveillance, et les engager dans des procès qui donneraient lieu à des récriminations, même de la part des pauvres assistés, qui souvent auraient refusé le secours s'ils avaient prévu qu'il donnerait lieu à des poursuites contre leurs proches. Il faudrait d'ailleurs se livrer à des enquêtes pénibles, toujours odieuses, qui indisposeraient les familles, et inspireraient une sorte de terreur, loin de concilier aux bureaux la confiance et la sympathie dont ils ont besoin. Pour ces divers motifs, nous ne pensons pas qu'il y ait lieu de conférer un tel droit aux bureaux de bienfaisance.

6^e QUESTION. — *Convient-il d'admettre en principe les bureaux de bienfaisance à agir en justice sous le bénéfice de l'assistance judiciaire?*

Les raisons alléguées ci-dessus s'appliquent à la présente question pour la faire résoudre négativement.

II. — COMITÉS CANTONAUX.

7^e QUESTION. — *Doit-on instituer, dans les cantons composés de plusieurs communes, un comité chargé de prendre les mesures générales d'assistance dans le canton, et de veiller à l'organisation et au fonctionnement, dans chaque commune, des bureaux de bienfaisance?*

Si chaque commune composant le canton est en état de faire face par elle-même aux besoins de ses pauvres, un comité cantonal n'est pas rigoureusement nécessaire; il sera néanmoins fort utile pour donner l'impulsion, activer le zèle et prévenir les défaillances locales qui pourraient se produire avec le temps. Son action devrait être, tantôt tempérée, pour ne pas empiéter sur celle du bureau communal, dont l'initiative et les efforts ne doivent être qu'encouragés et secondés, tantôt plus énergique, si une sorte de langueur venait à se manifester quelque part. Si, au contraire, les communes composant le canton présentent des différences notables sous le rapport des

ressources, l'institution d'un comité cantonal est indispensable pour déterminer le concours des communes moins chargées de pauvres, fixer dans quelle mesure celles-ci doivent venir en aide aux autres, et veiller à la répartition équitable des secours. Le comité cantonal serait un arbitre entre les communes intéressées à des titres différents.

8^e QUESTION. — *Quelles attributions pourraient être en outre conférées aux comités cantonaux pour les mesures relatives à l'hygiène, à la salubrité, au service médical, enfin à la perception et à la répartition des ressources de l'assistance?*

On pourrait les charger de prendre et de faire exécuter les mesures relatives à l'hygiène et au service médical, là où il n'y a pas d'organisation spéciale pour ces divers services. Mais s'il y a dans le canton un conseil d'hygiène composé de médecins, ceux-ci sont plus compétents pour prescrire les mesures, et le comité cantonal pourrait seulement veiller à leur exécution. Quant à la perception et à la répartition des ressources de l'assistance, il serait là dans son véritable élément. Composé sans doute de membres pris dans les diverses communes, il sauvegarderait les intérêts de chacune, contrôlerait les demandes et veillerait à la répartition la plus équitable des charges et des secours, fonctions pour lesquelles on lui conférerait les plus larges attributions.

9^e QUESTION. — *Convient-il d'attribuer aux comités cantonaux, pour les intérêts de l'assistance cantonale, des droits analogues à ceux des bureaux de bienfaisance?*

Ces droits, sans doute, sont ceux visés par les numéros 5 et 6, et, pour les mêmes motifs, ils ne nous semblent pas compatibles avec le caractère et la mission des comités cantonaux.

DE LA RÉPRESSION

DE

LA MENDICITÉ

Par M. BOISSEAU, Membre titulaire.

La Commission de l'Assemblée nationale, chargée d'étudier les questions qui se rattachent à l'organisation de l'assistance publique dans les campagnes, demande quelles mesures il convient de prendre pour l'extinction de la mendicité.

Tant qu'il se trouvera des hommes pour préférer la paresse au travail, l'insouciance à la réflexion, le plaisir à l'épargne, et les misérables attraites du vagabondage aux joies sérieuses d'une vie régulière, il y aura des mendiants. On peut donc craindre que l'extinction de la mendicité ne soit une chimère.

Il n'en est pas de même de sa répression. La mendicité peut être réprimée, tout aussi bien que le vol par exemple ; mais il ne faut pas se borner pour cela à punir les mendiants, comme on punit les voleurs, car le vol est toujours un délit, même lorsque les circonstances en sont atténuantes, tandis que la mendicité peut être non-seulement excusable, mais légitime ; il suit de là que la première question à résoudre est, avant tout, de savoir dans quels cas et à quelles conditions il peut être permis de l'interdire.

I

Un homme capable de gagner honnêtement sa vie, qui mendie par goût, parce qu'il préfère le pain de la charité aux

fruits du travail, manque à son premier devoir, qui est d'utiliser la force dont il est doué ; il contracte des habitudes vicieuses ; il s'avilit ; il consomme sans avoir rien produit ; il dérobe une part de l'aumône réservée au malheur, et la fraude dont il se rend coupable a trop souvent pour résultat de tarir dans le cœur du riche les sources de la bienfaisance. Il commet donc une action mauvaise en soi, autant que nuisible aux autres. La société a le droit et le devoir de le punir.

En est-il de même de l'homme habituellement laborieux, mais imprévoyant, qui vit au jour le jour, sans souci du lendemain, lorsqu'un chômage inattendu, la maladie, ou quelque accident qu'il aurait dû prévoir, lui enlèvent tout moyen de subsistance ? Sa faute n'est pas d'avoir mendié puisqu'il n'avait plus aucune autre ressource, mais de s'être réduit, par ses dissipations et par son incurie, à cette extrémité. La société, dont les lois n'atteignent pas les fautes de cette nature, n'a le droit ni de le punir pour avoir mendié, ni même de l'empêcher de mendier, parce qu'il serait inhumain de le mettre dans l'inexorable alternative ou de violer la loi, ou de périr.

Enfin il n'est pas possible de blâmer, et il est encore moins permis de condamner l'enfant, le vieillard, l'infirme, incapables de tout travail, sans famille, ou abandonnés par leurs parents, qui, n'ayant aucun moyen d'existence, se trouvent fatalement réduits, sans qu'il y ait de leur faute, à la nécessité de mendier pour vivre.

Voilà donc trois catégories de mendiants bien distinctes : les uns commettent un délit : la société a le droit de les empêcher de le commettre, et de les punir lorsqu'ils l'ont commis ; les autres ne sont coupables que d'une faute, qui trouve son châtiment dans ses conséquences mêmes ; enfin les derniers ne méritent aucun blâme, la société n'a pas à les punir de la fatalité dont ils sont les victimes ; elle n'a même pas le droit de leur enlever l'unique moyen qui leur reste de conserver leurs jours.

II

Elle a cependant un puissant intérêt à interdire la mendicité d'une manière générale et absolue, même à ceux qui n'ont et ne peuvent se procurer aucune autre ressource.

Il est, en effet, nécessaire, au point de vue de la répression, que la mendicité soit toujours un délit légal. Si elle est tolérée dans certains cas, il est presque impossible de la réprimer dans les autres. Lorsqu'un gendarme voit un malfaiteur occupé à crocheter une porte, ou à commettre quelque attentat contre les personnes, c'est son droit et c'est son devoir de l'arrêter dans cette tentative, parce qu'il est certain qu'elle constitue un délit ou un crime. Au contraire, lorsqu'un malheureux tend la main, dans la rue, à l'aumône des passants, comment les agents de la répression discerneront-ils si son action est défendue ou permise par la loi ? Il a les apparences d'un homme valide, soit ; mais ces apparences sont quelquefois trompeuses ; avant de savoir, d'ailleurs, si c'est un mendiant de la première catégorie ou de la deuxième, s'il fait de la mendicité son métier ou s'il ne mendie qu'accidentellement et par nécessité, les agents n'ont le droit ni de l'arrêter, ni même de l'empêcher de mendier ; et pendant qu'ils se livrent à une enquête pour éclaircir leur doute, le mendiant disparaît et va exercer ailleurs sa coupable industrie. Aussi est-il certain que, lorsque la mendicité est tolérée dans quelques cas, elle ne peut être que difficilement et rarement réprimée dans les autres.

La mendicité, même celle qui peut être tolérée par la loi, est toujours pour la société un désordre et un mal. Il est bon, il est moral, il est salutaire que la misère, même imméritée, s'habitue à rougir d'elle-même et à se cacher. Lorsqu'elle s'étale avec cynisme aux regards du public, c'est un spectacle non-seulement affligeant, mais dangereux. L'aumône qu'elle sollicite ne va pas, avec discernement, au plus digne,

mais au plus importun ; elle est alors plus avilissante que secourable pour celui qui la reçoit, sans être méritoire pour celui qui la fait ; une part considérable des secours destinés à la véritable indigence, détournée de son but, sert à alimenter le vice et devient, pour la fainéantise, un appât séduisant ; ainsi alimentée et irritée, la plaie de la mendicité s'étend des parties malades aux parties plus saines, et menace bientôt de couvrir le corps social tout entier.

L'interdiction générale et absolue de la mendicité est donc un besoin social, en même temps que c'est un devoir pour la société de ne pas l'interdire aux indigents qui n'ont pas d'autre ressource. Comment concilier cette nécessité et ce devoir ?

III

Il s'est écoulé de longs siècles avant que le législateur eût pleinement conscience de ce problème. En France, aussitôt que la mendicité, d'abord tolérée sous l'empire d'idées religieuses mal comprises, eut pris les proportions d'un fléau public, elle fut souvent interdite d'une manière générale, sans distinction, ou plutôt sans qu'on se donnât la peine de préciser le délit. Ces prohibitions demeurèrent sans effet. On s'efforça alors d'effrayer les mendiants par l'énormité des peines : ils furent successivement condamnés à la prison, à la marque, au bannissement, à la torture, à la peine de mort, et même au supplice atroce de la roue. Mais les plus grandes rigueurs sont impuissantes lorsqu'elles ne sont pas ratifiées par la conscience publique, et les ordonnances de nos rois font souvent le plus effroyable tableau de cette plaie de la mendicité à laquelle elles cherchent vainement un remède. Ce n'est guère qu'au milieu du xvi^e siècle qu'on a commencé à entrevoir les rapports intimes qui rattachent la question de la mendicité à celle de l'assistance publique. La société n'a pas le droit d'enlever aux indigents l'unique moyen qu'ils aient de vivre, et il n'y a pas de peine, si effrayante qu'elle soit, qui puisse empêcher

un homme affamé de demander son pain ; la loi qui le condamnerait pour l'avoir fait paraîtrait barbare et ne serait pas appliquée mais si la société offre à ce malheureux les secours dont il a besoin, elle acquiert, à ce prix, l'incontestable droit de l'empêcher de mendier. Tel est le principe des dépôts de mendicité, dont l'institution ne remonte qu'à la déclaration du 2 août 1764 et à l'arrêt du Conseil du 21 septembre 1767. Il existait, en 1792, trente de ces dépôts dans toute la France.

IV

La destination de ces établissements n'a pas toujours été et n'est pas encore partout parfaitement comprise.

Dans le système des articles 274 et suivants du Code pénal, la mendicité n'est pas interdite, en principe du moins. Les enfants, les vieillards, les infirmes, les invalides, et en général tous ceux qui sont incapables de gagner leur vie par leur travail, ont le droit de mendier, même habituellement, pourvu qu'ils n'emploient ni menaces, ni violence, ni fraude. Les valides mêmes peuvent se livrer accidentellement à la mendicité, et ne deviennent punissables que lorsqu'ils en font leur métier habituel. La mendicité n'est donc défendue et punie que par exception. Mais les populations auxquelles ce fléau devient insupportable trouvent dans la loi le moyen de s'y soustraire. Aux termes de l'article 274 du Code pénal, la mendicité est interdite, d'une manière absolue, à toute personne, dans les lieux pour lesquels il existe un établissement public organisé afin d'obvier à la mendicité.

Les dépôts de mendicité sont des établissements de cette nature. Mais les départements qui recourent à ce moyen de se débarrasser de la mendicité, ne doivent pas perdre de vue qu'il est absolument indispensable que leur dépôt soit ouvert à tous les indigents, sans que cependant il en résulte, pour leurs finances, une charge accablante. Ce sont les deux termes corrélatifs d'un problème difficile à résoudre.

Le dépôt de mendicité n'est, à proprement parler, ni une prison, ni un hospice. N'est-ce qu'un lieu de travail ?

L'empereur Napoléon I^{er}, qui attachait une grande importance à la bonne et prompt organisation de ces établissements, écrivait ce qui suit dans une note adressée à son ministre de l'Intérieur : « Les choses, disait-il, devraient être établies « de manière qu'on pût dire : Tout mendiant sera arrêté. « Mais l'arrêter pour le mettre en prison serait barbare ou « absurde ; il ne faut l'arrêter que pour lui apprendre à gagner « sa vie par le travail. » Ces brèves paroles jettent sans doute une vive lumière sur la destination des dépôts de mendicité. Mais les lumières mêmes du génie ne suppléent pas toujours aux enseignements de l'expérience. La question est de savoir si les enfants, les vieillards, les infirmes et tous ceux dont la misère provient de leur inaptitude au travail, seront ou ne seront pas admis au dépôt de mendicité. Si le dépôt les reçoit, ce n'est pas pour leur donner le travail auquel ils sont impropres ; s'il ne les reçoit pas, il sera impossible de leur interdire de mendier.

Il est donc nécessaire, pour que le dépôt soit vraiment un moyen d'obvier d'une manière générale à la mendicité, qu'il constitue, non pas seulement un lieu de travail, mais un refuge où tous ceux dont l'indigence est constatée, et qui se trouveraient, sans cela, dans la nécessité absolue de mendier pour vivre, soient assurés d'obtenir leur subsistance, à la seule condition de se soumettre à la discipline de l'établissement, et de s'y livrer au travail dans la mesure de leurs forces.

Les invalides mêmes y doivent être admis et y rester, au moins jusqu'à ce que l'Administration ait trouvé le moyen, soit de les placer dans un hospice, soit de leur faire donner dans leur famille, dans leur commune, ou autrement, les secours qu'ils sont incapables de se procurer eux-mêmes.

Les valides, s'il en est qui demandent, dans un cas de nécessité absolue, leur admission au dépôt, n'y doivent rester que pendant le temps nécessaire pour amasser, par leur travail, le petit pécule au moyen duquel, après leur sortie, ils pourront subvenir à leurs premiers besoins, en cherchant d'autres ressources.

Enfin, aux termes de l'article 274 du Code pénal, le dépôt doit recevoir, après l'expiration de leur peine, les individus qui ont été condamnés pour délit de mendicité. Leur séjour au dépôt n'est point une aggravation de la peine qu'ils ont subie ; en la subissant, ils ont satisfait pleinement à la loi ; aussi a-t-il été jugé qu'il n'appartient pas au Tribunal d'ordonner le renvoi du condamné au dépôt. Ce renvoi, dont le but est rarement bien compris, n'est qu'une mesure de précaution, purement préventive, et de l'opportunité de laquelle l'Autorité administrative est seule juge. Lorsque le condamné a des ressources particulières, ou un moyen quelconque d'existence, elle doit le renvoyer, dès sa sortie de prison, dans sa famille ou dans sa commune, ou enfin le mettre purement et simplement en liberté. Au contraire, lorsqu'il est dépourvu de toute ressource, sa mise en liberté immédiate le replacerait dans la nécessité de mendier. On l'envoie donc au dépôt, en attendant, s'il est invalide, que l'Administration lui trouve un autre moyen d'existence, ou, s'il est valide, qu'il ait gagné, par son travail, la petite somme qui lui sera nécessaire pour subvenir, après sa mise en liberté, à ses premiers besoins.

Tel est, ou tel doit être le dépôt, pour constituer un établissement organisé afin d'obvier à la mendicité. Aussitôt que l'Administration supérieure lui a reconnu publiquement ce caractère, le département qui fait les sacrifices nécessaires à son installation et à son entretien, acquiert, à ce prix, le droit de se soustraire au fléau de la mendicité. Elle y est interdite, d'une manière absolue, à toute personne, même aux indigents. Nul ne peut plus avoir de prétexte pour violer cette

défense : ceux qui possèdent ou peuvent se procurer des moyens d'existence volent le bien des pauvres lorsqu'ils se livrent à la mendicité ; quant aux indigents, il est aujourd'hui incontestable et généralement reconnu qu'ils n'ont nullement le droit de commettre un acte dommageable à la société, pour se procurer, en mendiant, d'autres moyens de subsistance que ceux qui leur sont offerts dans le dépôt. Tout acte de mendicité est donc un délit.

VI

Il appartient à la police de constater ce délit, comme tous les autres, pour en assurer la répression, et elle peut le rendre d'autant plus rare qu'elle sera plus vigilante.

Malheureusement, la police et les autorités qui la dirigent sont trop souvent tentées, par un sentiment de fausse humanité, ou peut-être par des raisons d'une autre nature, d'entrer en compromis avec la misère. Il n'est pas de département, même de ceux dans lesquels la mendicité est interdite, où l'on ne rencontre chaque jour, à la porte d'une église, sur un pont, au coin d'un carrefour, des femmes, des vieillards, des infirmes, qui mendient avec la tolérance ou même avec la permission écrite de l'Administration. C'est là un abus dont les dangers nous sembleraient très-graves, si l'habitude de le voir ne nous empêchait pas d'y faire attention. Ni la police, ni les maires, ni les préfets n'ont le droit de tolérer la violation de la loi. En permettant de l'enfreindre, ils protestent contre sa sagesse, ils provoquent les populations à la considérer comme inhumaine, tout au moins comme arbitraire, et à désobéir sans scrupule à ses commandements. Le moyen le plus sûr d'éteindre la mendicité, ce serait de mettre le public dans le parti de la loi, et de faire comprendre aux âmes charitables qu'il est de leur strict devoir de ne pas se rendre complices, par fausse humanité, d'actes que la loi condamne avec raison. Parviendront-elles à se rendre compte de ce de-

voir, si c'est l'autorité chargée de faire respecter cette loi qui les invite à l'enfreindre? Les délinquants eux-mêmes, pour qui leur condamnation devrait être un enseignement, peuvent-ils accepter leur châtement comme juste, lorsqu'ils savent que d'autres, qui commettent chaque jour le même délit, ont le privilège de le commettre impunément, grâce à la faveur du maire ou du préfet?

Sans doute, ces tolérances ne sont accordées, ou ne doivent l'être, qu'à des malheureux vraiment dignes d'intérêt. Elles n'en restent pas moins illégales, et de plus elles deviennent presque toujours funestes à ceux mêmes qui en vivent. Un bon ouvrier, qui vivait honnêtement de son travail, a été victime d'un de ces accidents trop fréquents dans l'industrie ; il est aveugle, ou peut-être estropié, et d'une si terrible manière qu'il n'est plus propre à aucun travail. C'est un père de famille ; on l'autorise à mendier, et comme son malheur est digne de pitié, les aumônes qu'il reçoit sont abondantes ; il obtient, en quelques heures, plus d'argent que ne lui en valait naguère toute une journée de travail. Il continue cependant à tendre la main, car peut-être la moisson des jours suivants ne sera pas aussi belle. Le lendemain et les jours suivants, même succès ; décidément l'accident qui l'a mutilé lui vaut une fortune. Que fera-t-il de cette richesse ? Son premier besoin est de la cacher ; il ne thésaurisera pas cependant, comme le font quelquefois ses semblables ; c'est inutile, puisque la mendicité lui fournira toujours une ressource assurée ; ce serait dangereux, car si on le savait riche, on l'empêcherait de mendier ; le voilà donc réduit à devenir hypocrite ; sa famille et lui ne doivent se montrer que sous les haillons de la misère ; son logis doit être sordide ; c'est en secret, avec des amis sûrs, ou avec les siens dont il a fait ses complices, qu'il boit, qu'il mange, qu'il fait ripaille, à la santé des bonnes âmes qui croient à sa détresse. Cet homme n'était que malheureux ; le privilège dont il jouit en fait un homme vil, et c'est avec la permission de l'autorité publique qu'il

dérobe chaque jour, pour en nourrir ses vices, une part des dons que la charité privée réserve à l'indigence.

Cette part est souvent considérable. Ces privilégiés de la misère, qui peuvent mendier impunément, reçoivent d'autant plus qu'ils ont le monopole de la mendicité, et que la protection qui les couvre les signale plus particulièrement à la pitié publique. On assure qu'il existe, dans quelques grandes villes, des places de mendiants qui valent de gros emplois, et dont les titulaires peuvent devenir des rentiers de l'Etat; l'Administration se laisse accuser de tolérer que ces places se vendent comme des offices publics.

Mais, dit-on, il s'agit de malheureux dont le nombre est si grand, qu'il n'y a pas plus de place pour eux au dépôt de mendicité que dans les hospices !

Ceux qui font une semblable objection ne réfléchissent pas à sa portée. Si le dépôt de mendicité ne contient pas assez de place pour tous les indigents, c'est sans droit que la mendicité est interdite dans le département ; si le dépôt de mendicité ne contient pas assez de place pour tous les indigents, c'est par surprise qu'a été obtenu le décret qui l'a déclaré établissement public organisé afin d'obvier à la mendicité ; par conséquent, toute condamnation prononcée pour mendicité contre des indigents constitue une fraude à la loi, un abus de la force et une iniquité. Voilà le sens de la tolérance accordée à certains mendiants ; voilà ce que l'Administration enseigne aux populations, lorsqu'elle autorise exceptionnellement quelques indigents à mendier, sous prétexte qu'il n'y a pas de place pour eux au dépôt. Les départements, on ne saurait trop le redire, n'ont le droit d'interdire la mendicité qu'à la condition d'avoir auparavant assuré un refuge à tous leurs indigents. La loi, qui tolère la mendicité de la part de ceux-ci, permet aux départements de la leur interdire à cette condition. Mais la mendicité ne peut pas être en même temps permise et interdite ; les départements n'ont pas la faculté de la permettre aux uns pour se réserver le moyen de l'interdire aux autres.

Elle doit être ou interdite, ou permise, d'une manière absolue, à tous les indigents. C'est la loi, la loi pénale, et toute violation d'une loi qui prononce des peines est une iniquité. Les départements qui veulent se soustraire au fléau de la mendicité sont donc rigoureusement tenus, ou de renoncer à ce dessein, ou d'ouvrir les portes de leur dépôt à tous leurs indigents, sans aucune exception.

VII

Est-ce praticable ? Est-ce possible ? Les départements qui voudraient tenter une pareille entreprise ne s'imposeraient-ils pas une charge au-dessus de leurs forces ? C'est la seconde face du problème. Envisageons maintenant la question à ce nouveau point de vue.

Les départements où la mendicité est interdite sont strictement tenus de ne pas abandonner leurs indigents à l'inexorable nécessité de mendier pour vivre. Là se trouvent tout à la fois le principe de leur obligation et sa mesure. Il peut être satisfait à cette obligation pleinement, loyalement, sans compromettre les ressources du département, mais à des conditions que nous allons faire connaître, en nous fondant sur ce qui se pratique depuis dix-huit ans dans le département de la Sarthe.

VIII

La première de ces conditions, c'est que le dépôt de mendicité, ouvert à tous les indigents, ne reçoive que des indigents, et ne garde chacun d'eux que le temps nécessaire.

L'article 3 du règlement du dépôt de mendicité de la Sarthe est ainsi conçu :

« Pourront être admis sur leur demande, et en vertu d'une décision du Préfet, à titre de reclus volontaires, les indivi-

« dus sans moyens d'existence, qui justifieront, par un certificat du maire de leur commune :

- « 1° Qu'ils n'ont point de ressources pour vivre ;
- « 2° Qu'ils ne peuvent s'en procurer par leur travail ;
- « 3° Qu'ils n'ont aucun parent à qui ils puissent légalement demander des aliments et qui soit en mesure de leur en fournir ;
- « 4° Que les secours publics de leur localité sont insuffisants pour les assister. »

Ces dispositions sont parfaitement correctes et conformes à l'esprit de la loi. Aucun indigent ne peut plus avoir de prétexte pour mendier dans le département, puisqu'il lui suffit de justifier de son indigence pour se faire admettre au dépôt, et y trouver les secours qui lui sont nécessaires ; ceux qui négligeraient de faire certifier leur indigence ne pourraient s'en prendre qu'à eux-mêmes des suites de leur incurie, car la loi n'a pas à dispenser, même les indigents, de toute précaution et de toute prévoyance ; quant à ceux qui pourraient se trouver sous le coup de quelque-une de ces nécessités, subites et imprévues, qui ne laissent pas le temps de recourir à l'autorité, en cas d'incendie ou d'inondation par exemple, les victimes de pareils désastres trouvent toujours, dans les secours spontanés de la charité publique ou privée, le moyen de satisfaire à leurs premiers besoins, sans qu'il leur soit nécessaire de recourir à la mendicité. Le dépôt de mendicité de la Sarthe est donc suffisamment ouvert à tous les indigents, en même temps qu'il dépend de la vigilance de l'autorité administrative de le fermer à d'autres.

Les indigents qui y sont admis y trouvent un abri, des aliments, tout ce qui est absolument indispensable à l'existence. Le département ne leur doit que cela ; tout ce qu'il leur donnerait en plus serait, pour d'autres, un encouragement à la paresse, à la dissipation, à l'insouciance. C'est donc avec raison que le régime du dépôt de mendicité du Mans est assez sévère, sans dureté toutefois, pour inspirer à ceux que leur

faute y conduit de salutaires réflexions sur les tristes suites de leur imprévoyance. Quant à ceux qui ne doivent qu'à un malheur immérité d'être admis dans l'établissement, ils n'ont pas à se plaindre de n'y recevoir que le nécessaire, et ne peuvent pas exiger que, pour adoucir leur sort, on risque de nuire à la moralité des autres. Nous avons vu, au surplus, que les invalides ne doivent rester au dépôt que jusqu'à ce qu'il leur ait été trouvé un autre moyen de vivre. Il y a des hospices ou des établissements spéciaux pour les malades, les idiots, les vieillards. C'est à l'Administration qu'il appartient de veiller à ce que ces malheureux ne restent au dépôt qu'autant qu'il est absolument impossible de les placer ailleurs.

En ce qui concerne les reclus valides, l'article 8 du règlement contient une disposition également sage : ils ne sont retenus que pendant le temps convenable pour leur permettre d'amasser, par leur travail, les ressources nécessaires aux premiers moments qui suivront leur sortie.

IX

Ces règles, appliquées avec sollicitude par l'Administration, devaient avoir et ont eu pour résultat d'exclure du dépôt de mendicité du Mans quiconque peut obtenir, de quelque manière que ce soit, un autre moyen de vivre. Est-ce assez pour empêcher le dépôt d'être encombré ? C'était là, au moment de la fondation de cet établissement, une question redoutable. Les souvenirs du passé pouvaient inspirer de légitimes inquiétudes. On se rappelait, en effet, que les cinquante-neuf dépôts de mendicité, créés ou reconstitués pendant le premier Empire, avaient été envahis par une telle multitude de mendiants, dénués de toute ressource, qu'il avait été impossible de subvenir à des besoins si nombreux, et que la plupart de ces établissements avaient succombé sous cette charge ; l'institution même avait pendant longtemps paru compromise. Le dépôt de mendicité du Mans n'aurait-il pas le même sort ?

L'interdiction de la mendicité n'allait-elle pas y faire affluer cette masse énorme d'indigents qui ne vivaient alors que des produits de l'aumône ? L'établissement serait-il assez vaste pour les contenir, et l'obligation de donner à tous, même aux infirmes, aux vieillards, aux malades, aux invalides de toute catégorie, les secours indispensables, ne serait-elle pas pour le département une charge écrasante ?

Fortement préoccupés de ce péril, les membres du Conseil général et le Préfet auxquels est due la fondation du dépôt de mendicité de la Sarthe, ont heureusement compris que, pour assurer la répression de la mendicité dans un département, il ne suffit pas d'y construire un dépôt, ni même de doter cet établissement d'un règlement bien fait ; qu'il faut encore que les indigents, secourus à domicile, et retenus dans leurs communes par l'assistance qu'ils y trouvent, ne soient qu'exceptionnellement, et en petit nombre, réduits à la nécessité de se faire admettre au dépôt ; que c'est là, pour le dépôt, une condition absolue d'existence, et que, par conséquent, l'organisation d'un vaste système d'assistance publique dans les communes est le corollaire indispensable de cette institution. Telle est l'œuvre fondée, en 1854, dans le département. Peut-être ne sera-t-il pas inutile d'entrer dans quelques détails pour en faire brièvement connaître les principes et les avantages à ceux mêmes qui en jouissent depuis près de vingt ans, sans bien s'en rendre compte.

X

On peut penser que c'est un devoir, pour les communes, de secourir leurs indigents dans la mesure de leurs ressources ; mais il est souverainement dangereux de donner à ce devoir la sanction de la loi. L'indigent, que la loi autorise à exiger des secours, ne mesure pas sa demande aux ressources disponibles, mais à ses besoins, c'est-à-dire presque toujours à ses convoitises ; il méprise la parcimonie, souvent trop lé-

gitime, de ses bienfaiteurs, et se considère comme frustré de tout ce qu'il réclame sans pouvoir l'obtenir. Aussi l'assistance publique, uniquement fondée sur l'obligation à la bienfaisance et alimentée par l'impôt, est-elle un encouragement à la dissipation, à l'imprévoyance et à la paresse, en même temps qu'elle sème entre les hommes, au lieu de les rapprocher, des germes de division et de haine. Pour être vraiment secourable aux indigents, sans menacer ni la sécurité, ni la liberté des autres, elle doit chercher ailleurs sa base et son ressort.

Elle a été fondée, dans le département de la Sarthe, sur un tout autre principe, aussi vrai que fécond : c'est que l'assistance publique donnée, dans chaque commune, aux indigents, en vue de l'interdiction et de la répression de la mendicité, est une économie dont ceux qui veulent en profiter doivent être les premiers à payer les frais.

Tous les indigents, quel que soit leur nombre, et quelque grands que soient leurs besoins, trouvent le moyen d'y pourvoir par la mendicité, lorsqu'elle est tolérée. La mendicité leur fournit le nécessaire, souvent même beaucoup plus, et lorsqu'ils parviennent à émouvoir fortement la pitié publique, elle leur prodigue des largesses dont ils se feraient une fortune, s'ils ne préféreraient dépenser dans la débauche tout ce qu'on leur donne. D'ailleurs, la mendicité n'est pas une ressource pour les seuls indigents ; les paresseux s'en font un métier, qu'ils savent rendre lucratif par la compassion ou par l'effroi qu'ils inspirent. Au contraire, l'assistance publique, qui agit avec régularité, avec unité, avec clairvoyance, surtout dans les campagnes, ne donne qu'aux indigents, et ne les assiste que dans la mesure exacte du besoin de chacun d'eux. Elle constitue une économie, et une économie souvent considérable, pour tous ceux sur qui pèse exclusivement le fardeau de la mendicité. La mendicité ne coûte rien aux pauvres et, en général, à ceux qui n'ont ou croient n'avoir que le nécessaire pour vivre ; ils n'ont qu'un intérêt éloigné et indirect à

sa répression ; c'est donc aux autres, s'ils veulent s'en défendre, qu'il incombe d'abord d'en fournir le moyen à l'assistance publique par leurs dons et par leurs souscriptions. Il leur en coûtera toujours moins, à quelque somme que leur souscription s'élève, que d'avoir à nourrir d'abord les mendiants de la localité, et à rassasier ensuite ces bandes innombrables de vagabonds, étrangers au pays, tous fainéants, que le cultivateur ne connaît pas, et dont il est cependant forcé de subir les exigences, par la crainte qu'il éprouve d'avoir à souffrir de leur ressentiment. Lorsque les souscriptions, quoique proportionnées aux ressources des souscripteurs, seront insuffisantes, c'est alors, mais alors seulement, que les communes, le Département et l'Etat, intéressés, eux aussi, au moins indirectement, à la répression de la mendicité, devront intervenir pour pourvoir à ce qui manque.

XI

En 1854, lorsque la mendicité était encore tolérée dans la Sarthe, toutes les semaines, le samedi, des bandes d'innombrables mendiants parcouraient le département, les campagnes comme les villes. Ils demandaient du pain, du cidre, de l'argent. Dans les villes, beaucoup de maisons se prêtaient de bonne grâce à ces exigences ; c'était une manière de faire l'aumône sans avoir à s'inquiéter des besoins de celui qui la reçoit. Ceux qui voulaient mettre un peu plus de discernement dans leurs bonnes œuvres fermaient leur porte aux mendiants, parce qu'ils n'avaient rien à en craindre ; dans les campagnes, au contraire, les cultivateurs, éloignés de tout secours, ne leur refusaient rien, pour ne pas exposer leur maison, ou tout au moins leurs récoltes au danger de l'incendie. La mendicité était devenue un métier qui dispensait de tout travail ; on y dressait avec soin les enfants, dont le malheur manque rarement d'inspirer une compassion irrésistible, et cette honteuse industrie rapportait de scandaleux profits. En voici un exemple

qui résume tout le reste : un jeune homme, à peine libéré du service militaire, venait d'épouser une veuve, indigente, infirme, sordide, mère de plusieurs enfants. On lui demandait comment il pourrait les nourrir : mais ce sont eux, répondit-il avec cynisme, qui me nourriront maintenant ; ils mendieront pour moi !

Il n'est pas nécessaire de faire ressortir le mal moral causé par un tel état de choses. Il en résultait de plus un dommage matériel qu'il était facile d'évaluer en chiffres : chaque cultivateur qui donnait, par semaine, dix kilogrammes de pain par exemple, savait qu'au bout de l'année il avait plus ou moins volontairement payé à la mendicité un impôt de 200 francs. On demanda à ces cultivateurs s'ils consentiraient à faire l'abandon volontaire du quart tout au plus de la somme que leur coûtait annuellement la mendicité, pour secourir les indigents de la commune, à la condition d'être à tout jamais délivrés des mendiants. La réponse ne pouvait pas manquer d'être affirmative. Des commissions de charité furent organisées ; elles dressèrent avec soin la liste des indigents, se rendirent compte de leurs besoins, recueillirent les souscriptions destinées à y pourvoir, et déterminèrent la quantité de secours qu'en raison de la somme souscrite chaque souscripteur aurait à donner, chaque semaine, soit en argent, soit plutôt en nature, à l'un des indigents admis sur cette liste. En même temps, un dépôt de mendicité était établi au Mans. Ce dépôt s'ouvrait le 20 novembre 1854, et à partir du 1^{er} janvier 1855 la mendicité était interdite dans le département.

Les résultats ont été excellents.

Ces bandes, qui parcouraient, chaque samedi, nos villes et nos campagnes, ont immédiatement et complètement disparu. Les mendiants étrangers au département n'y sont pas revenus ; ceux du département, qui n'avaient pas le courage de résister à des habitudes invétérées, ont émigré, allant chercher l'impunité ailleurs ; d'autres, en plus grand nombre, voulant rester dans le pays, ont dû se mettre au travail, d'abord à

contre-cœur, bientôt de leur plein gré; il en est plusieurs dont la santé, de chétive et misérable qu'elle était, s'est refaite dans les habitudes d'une vie régulière; quelques-uns ont honnêtement gagné un bien-être relatif, et se félicitent maintenant d'avoir été contraints à changer de vie. Les véritables indigents ont trouvé dans leurs communes tous les secours nécessaires; ces secours leur ont été fournis de bonne grâce par les souscripteurs des bureaux de charité, heureux de donner moins que par le passé, de donner à des malheureux dont ils connaissaient l'indigence, au malheur desquels ils prenaient intérêt, et, parce que ces secours étaient donnés librement, ils ont été reçus avec reconnaissance. Enfin, le dépôt de mendicité n'a pas été encombré, et nous verrons tout à l'heure, au contraire, que le nombre des indigents qui y ont été reçus a été fort minime.

XII

Il faut reconnaître, pour être exact, que ces brillants résultats n'ont pas été atteints d'un seul coup et sans tâtonnements. On avait, au début, commis quelques fautes.

Ainsi, la crainte de l'encombrement du dépôt avait fait introduire, dans le règlement, une disposition qui avait pour objet d'en exclure les enfants, les idiots et les épileptiques. Les tribunaux se sont en conséquence refusés à condamner les mendiants de cette catégorie. C'est en 1862 seulement que cette disposition a été retranchée du règlement.

En fondant le dépôt, on s'était bercé du chimérique espoir que les mendiants qui y seraient reçus pourraient se corriger de leur funeste habitude; pour cela, on croyait devoir les soumettre, le plus longtemps possible, au régime salubre de l'établissement. C'était une injustice à leur égard, et un stérile surcroît de dépense pour le département. C'est encore en 1862, qu'à la demande de la commission de surveillance de l'établissement, a été introduite, dans le règlement, une disposition nouvelle, en vertu de laquelle les condamnés doivent

être mis en liberté aussitôt qu'ils ont gagné, par leur travail, la petite masse qui leur permettra de pourvoir, après leur sortie, à leurs premiers besoins.

Les engagements recueillis, en 1854, par les commissions de charité, devaient avoir une durée de cinq ans. Quelques souscripteurs, après avoir fourni, pendant les deux ou trois premières années, le secours par eux promis, se refusèrent à en continuer le payement. Les uns invoquaient des embarras de fortune; d'autres prétextaient de griefs plus ou moins plausibles contre les municipalités de leurs communes. Plusieurs furent poursuivis, et les juges de paix hésitèrent quelquefois à les condamner au payement d'une obligation souscrite, par pure bienfaisance, sans formes légales. D'autre part, le souvenir des dommages causés par la mendicité s'éteignait au fur et à mesure de la répression. Après une première période de cinq ans, on pouvait craindre que les souscriptions ne fussent pas renouvelées, ou qu'elles ne le fussent pas en quantité suffisante. Le zèle et l'activité des commissions de charité furent mis souvent à une rude épreuve; les souscriptions et les dons tombèrent même, dans quelques communes, à des chiffres très-faibles. Mais il a toujours suffi à l'Administration de rappeler aux populations le grand intérêt qu'elles ont à se montrer généreuses pour rendre à l'esprit de charité tout son élan. Les commissions de charité n'ont été nulle part réduites à l'impuissance; elles fonctionnent encore, à l'heure qu'il est, dans toutes les communes qui n'ont pas l'heureux privilège d'être sans indigents, et les secours qui leur sont librement consentis, augmentés, quand cela est nécessaire, des subventions du Département et de l'Etat, suffisent à peu près partout au soulagement de toutes les infortunes.

La mendicité n'est pas pour cela absolument éteinte dans le département; elle y reste un délit, peut-être même un peu plus fréquent que d'autres, parce qu'il est moins dangereux, et que la répression en est plus ou moins sévère, suivant les

circonstances. On peut affirmer, sans exagération, que ce qui était la règle est devenu l'exception, et il est notoire que la mendicité a totalement disparu en tant que fléau public.

XIII

A quel prix ce résultat est-il obtenu ? Les documents administratifs vont nous l'apprendre. C'est à ceux de l'année 1899, la dernière des années non troublées, que nous allons emprunter nos chiffres ; on sait d'ailleurs que ces chiffres ne subissent d'une année à l'autre que des modifications sans importance.

Le rapport du Préfet au Conseil général constate que le département dépense, pour secourir des indigents particulièrement dignes d'intérêt, des sourds-muets, des aveugles, des idiots, des épileptiques, des aliénés, ceux qui sont atteints de maladies de toute nature, et pour venir en aide aux bureaux de bienfaisance, une somme d'environ 200,000 fr. par an, à laquelle les communes contribuent pour environ 87,000 francs.

Les communes s'imposent en outre des sacrifices qui ont directement et immédiatement pour objet d'obvier à la mendicité, et de soustraire leurs indigents, en général, à la nécessité, soit de mendier, soit de se faire admettre au dépôt de mendicité.

Sur les 386 communes que compte le département, 110 ne justifient pas de leurs diligences à cet effet, et ne sollicitent aucune subvention, ce qui annonce, ainsi que le constate le Préfet, ou que leurs ressources sont suffisantes pour leur permettre de secourir tous leurs indigents, ou qu'elles n'ont pas d'indigents à secourir.

Au contraire, 276 communes établissent, à l'aide de justifications administratives, qu'elles fournissent à 28,477 person-

nes, tant valides qu'invalides, appartenant à 11,666 familles,
des secours dont le montant s'élève à..... 421,718 fr.

Les dons et souscriptions volontaires recueil-
lis par les commissions de charité figurent dans
cette somme pour un chiffre de 157,314 francs.
Les communes qui font ces justifications et qui
établissent qu'elles sont obérées ou trop char-
gées d'indigents, obtiennent, à titre de subven-
tion du Département ou de l'Etat..... 17,096

Enfin il est accordé par l'Administration, à
titre de secours individuels, à 156 indigents,
une somme de..... 1,315

TOTAL..... 440,129 fr.

Ainsi, sans parler des secours que les malheureux reçoivent
dans les hospices et de ceux que la charité privée leur procure,
les particuliers, les communes et le département s'imposent,
chaque année, pour donner l'assistance à 28,000 pauvres, un
sacrifice d'environ 650,000 francs, à quoi il faut maintenant
ajouter la somme que coûte annuellement le dépôt de mendi-
cité du Mans.

XIV

La fondation de cet établissement a coûté au département,
pour achat de l'immeuble, acquisition du mobilier, frais ac-
cessoires et travaux d'appropriation, une somme d'environ
240,000 francs. En 1865, le département a vendu à la ville
pour 68,000 francs de bâtiments et de terrains qui faisaient
partie du dépôt; mais il a été nécessaire de remplacer ces bâti-
ments par d'autres; l'économie n'a pas dépassé 50,000 francs;
de sorte qu'il y a lieu de considérer le dépôt comme ayant
coûté bien près de 200,000 francs, somme dont l'intérêt
annuel est d'environ 10,000 francs.

En outre, et pour assurer la marche du service, le départe-

ment est forcé, chaque année, d'allouer à l'établissement une subvention qui s'est d'abord élevée à 20,000 francs, et qui, depuis 1858, a été successivement abaissée à 18,000, 16,000, 12,000, et enfin, depuis deux ans, à 11,500 francs. L'entretien d'un dépôt de mendicité a donc coûté au département, depuis dix-huit ans, d'abord 32,000 francs, plus tard 21,500 francs, et en moyenne 25,000 francs par an.

XV

Quelque considérable que soit cette dépense, il n'y a pas lieu de la regretter, puisqu'elle est, d'après la loi, l'indispensable condition de l'interdiction de la mendicité, et ceux qui demandent, aujourd'hui encore, la suppression pure et simple de cet établissement, témoignent, ou de beaucoup d'imprévoyance, ou d'une grande ignorance des questions qui intéressent pourtant à un si haut degré la prospérité et la sécurité même de leur département. Si la mendicité cessait d'être interdite, les bandes qui ravageaient, il y a vingt ans, nos campagnes, y reparaitraient, les frelons rentreraient dans la ruche, les enfants seraient de nouveau dressés à la mendicité, les incendies attribués à la malveillance, qui ont subi depuis 1855, les statistiques judiciaires le constatent, une diminution considérable, éclaireraient de nouveau nos contrées de leurs sinistres lueurs. Certes, la somme de 20 ou 30,000 francs que nous coûte chaque année le dépôt est une dépense insignifiante, quand on la compare aux dommages moraux et matériels dont elle nous permet de nous préserver.

Toutefois, est-ce par une vertu qui lui soit propre, et qui résulte de la nature même des choses, ou par le simple effet des dispositions arbitraires de la loi, que le dépôt de mendicité nous rend un tel service ? Nous avons vu que la société n'a pas le droit d'interdire la mendicité à ceux qui n'ont pour vivre aucune autre ressource, et qu'en offrant aux indigents les secours nécessaires les dépôts ont précisément pour objet

de leur enlever tout prétexte de mendier. C'est là leur raison d'être. Mais nous venons de voir aussi que, dans le département de la Sarthe, les commissions de charité, les communes, le département, les particuliers se sont en quelque sorte constitués en une vaste association d'assistance publique, et fournissent chaque année à leurs pauvres, pour les soustraire à la nécessité de mendier, des secours dont le montant s'élève à près de 700,000 francs. Cette association n'est-elle pas une institution organisée afin d'obvier à la mendicité, et là où il en existe une semblable, le dépôt de mendicité ne devient-il pas un rouage superflu? S'il conserve quelque utilité qui lui soit particulière, en quoi est-ce qu'elle consiste? Cette question mérite assurément d'être examinée avec soin.

XVI

Depuis le 20 novembre 1854, date de sa fondation, jusqu'au 26 octobre 1872, le dépôt de mendicité de la Sarthe a reçu 2,344 individus. Mais il faut défalquer de ce chiffre un nombre de 1,005 indigents, que les départements de la Mayenne, du Calvados, de la Manche, de Maine-et-Loire, d'Ille-et-Vilaine et de la Vendée, qui ne possèdent pas d'établissement de ce genre, ont, en vertu de traités, envoyés au dépôt de mendicité du Mans. Le nombre des indigents de la Sarthe, admis au dépôt, s'est donc élevé, en dix-huit ans, à 1,339.

Il faut encore décomposer ce dernier chiffre, parce qu'il contient deux catégories d'indigents bien distinctes. Les uns avaient été condamnés pour mendicité, et ont été, après l'expiration de leur peine, renvoyés au dépôt. Les autres y ont été admis à titre de reclus volontaires. Le nombre de ces derniers a été de 104.

Il suit de là qu'en dix-huit ans, 1,235 individus, condamnés pour mendicité par les tribunaux du département de la Sarthe, ont été, après l'expiration de leur peine,

admis au dépôt du Mans. C'est une moyenne de 68 par an.

Le renvoi des mendiants au dépôt, nous l'avons déjà dit, n'est pas répressif, mais préventif. Son objet n'est pas de punir une seconde fois les délinquants d'avoir mendié, mais de leur éviter de se trouver de nouveau, lorsqu'ils n'ont pas de ressources, dans la nécessité de mendier pour s'en procurer. C'est donc une mesure facultative, dont il appartient à l'Administration d'apprécier l'opportunité. Si le condamné a des ressources personnelles, s'il a pu s'en procurer par son travail dans la prison, s'il est possible de lui trouver un moyen d'existence quelconque, l'Administration n'a pas le droit, en le renvoyant au dépôt, d'imposer au département la charge de l'y nourrir. Il semble qu'elle ne devrait pas être embarrassée pour trouver à ces condamnés, quand ils sortent de prison, des moyens d'existence ; qu'elle n'aurait qu'à les renvoyer, avec secours de route, dans leurs communes, et que les communes, qui donnent chaque année des secours à 28,000 indigents, trouveraient peut-être le moyen d'en assister 68 de plus ; les préfets pourraient, au besoin, leur venir en aide par une subvention ; ce serait encore une économie pour le département. On peut donc penser qu'aucune nécessité ne contraindrait l'Administration à renvoyer un aussi grand nombre de condamnés au dépôt.

Ajoutons que ce n'est pas pour eux que le dépôt a été institué, et qu'il serait assurément permis de le supprimer s'il n'avait pas d'autre destination. Pour que la mendicité soit interdite, il est nécessaire que le dépôt soit ouvert à tous les indigents ; mais pour que la peine infligée à ceux qui violent cette interdiction soit légitime, il n'est, à aucun titre, nécessaire qu'ils soient assurés d'être ensuite conduits au dépôt.

Le dépôt de mendicité du Mans n'a pas reçu que des condamnés. Un certain nombre d'indigents y ont été admis, comme reclus volontaires, après avoir établi, d'après le règlement, qu'ils n'avaient ni ressources, ni travail, ni famille, et que les secours de leur localité étaient insuffisants pour les

assister. C'est à ceux-là que le dépôt est vraiment destiné; c'est pour eux qu'il est institué, afin de leur procurer les secours sans lesquels ils seraient réduits à la nécessité de mendier pour vivre. Combien, depuis sa fondation, le dépôt en a-t-il reçu? En dix-huit ans, il en a reçu 104, c'est-à-dire 5.77 par an. C'est pour donner, pendant quelques mois, un refuge et la subsistance à chacun de ces cinq indigents que le département dépense 25,000 francs par an!

Hâtons-nous d'ajouter qu'il s'agit ici d'une de ces questions de justice dans la balance desquelles les plus gros chiffres n'ont pas toujours le plus de poids. Les commissions de charité assistent chaque année 28,000 pauvres, et le dépôt de mendicité n'en reçoit pas plus de 5; mais par là il donne au département et à la loi la certitude qu'aucun indigent ne peut être réduit à la nécessité de mendier pour vivre. Les commissions de charité rendent-elles le même service, et peut-on compter sur elles pour avoir la même assurance? Non, sans doute, au moins jusqu'à présent, puisque le Préfet autorise, chaque année, l'admission au dépôt de cinq indigents, dépourvus de toute ressource, et qui prouvent, par un certificat du maire de leur commune, que les secours publics de leur localité sont insuffisants pour les assister. Si ces cinq indigents n'avaient pas pu se faire ouvrir la porte du dépôt, ils auraient été réduits à l'inexorable nécessité, ou de violer la loi, ou de périr, et, s'ils avaient mendié, la peine qu'ils auraient encourue pour ce fait aurait été injuste.

Il ne faut pas croire, au surplus, qu'il n'y ait eu que cinq indigents qui aient manqué, chaque année, dans leurs communes, de l'assistance et des secours dont ils avaient besoin. Il n'y en a que cinq qui aient demandé ou obtenu d'être admis au dépôt. D'autres, des aveugles, des vieillards, des infirmes, dont la situation méritait de l'intérêt, et pour lesquels il n'y avait pas de place dans les hospices, au lieu d'être admis au dépôt, ont été autorisés plus ou moins expressément par l'Administration, à mendier pour vivre. Nous n'en savons pas le

nombre ; il est impossible de le calculer, même approximativement ; nous ne le croyons pas très-élevé ; il n'en est pas moins certain, et de notoriété publique, que tous les ans des tolérances de cette nature sont accordées à des indigents plus ou moins recommandables, mais qu'il serait nécessaire d'admettre au dépôt pour ne pas violer la loi.

Il suit de là que, malgré ses efforts pour obvier à la mendicité, l'assistance publique dans le département de la Sarthe n'a pas encore atteint le but ; elle s'en rapproche, mais l'institution d'un dépôt de mendicité ne cessera pas d'être indispensable avant qu'elle l'ait atteint.

XVII

A quelles conditions pourrait-elle s'en rapprocher davantage, et peut-être l'atteindre ?

Chaque année, le département de la Sarthe consacre une somme de plus de 200,000 francs à secourir des indigents, malades ou infirmes. La charité privée, dont les sacrifices ne figurent sur aucun document officiel, apporte, de son côté, un soulagement à des maux innombrables. Enfin les commissions de charité et les bureaux de bienfaisance distribuent pour 440,000 francs de secours à 28,000 pauvres, appartenant à 11,000 familles, ce qui donne, en moyenne, 15 francs par personne et 37 francs par famille. Les dons et souscriptions volontaires ne figurent, dans cette distribution, que pour un chiffre de 157,314 francs. C'est ce dernier chiffre auquel il faut s'attaquer. Il est certainement inférieur, et de beaucoup, à ce que coûtait la mendicité lorsqu'elle était tolérée, et nous pensons qu'il est possible de le grossir, dans une proportion considérable, en perfectionnant les rouages d'une organisation qui n'est encore que très-défectueuse.

Nous avons vu qu'en 1869, sur les 386 communes du département, il s'en est trouvé 110 qui n'avaient pas justifié de leurs diligences pour obvier à la mendicité, et le Préfet, dans

son rapport, conclut de leur silence, ou que les ressources particulières de ces communes leur permettaient de secourir tous leurs indigents, sans demander de subvention, ou qu'elles n'avaient pas d'indigents à secourir. Peut-être est-il permis de supposer aussi que quelques-unes d'entre elles ont des indigents, mais ne se croient pas obligées à les assister.

Quoi qu'il en soit, il résulte de ce fait que, dans l'organisation actuelle, les communes qui n'ont pas d'indigents, et les communes qui ne veulent pas secourir leurs indigents, profitent, comme toutes les autres, de l'interdiction de la mendicité, sans avoir à s'imposer pour cela aucun sacrifice, tandis que les communes qui ont un grand nombre d'indigents à secourir, supportent, à elles seules, toute la charge.

D'autre part, et même dans les communes qui s'efforcent d'obvier à la mendicité par l'assistance publique, les commissions de charité agissent isolément et à leur guise ; elles se conforment, comme il leur plaît et quand il leur plaît, aux instructions générales de l'Administration ; elles n'ont ni l'émulation, ni les enseignements de l'exemple ; tout dépend de leur initiative, tout est abandonné à leur arbitraire, et elles n'ont à rendre compte de leurs travaux qu'autant qu'elles éprouvent le besoin de justifier des résultats qu'elles obtiennent pour se concilier les faveurs du Département ou de l'Etat.

Une organisation aussi vicieuse, quoiqu'elle repose sur un principe fécond, est assurément susceptible de beaucoup de progrès. Gardons-nous toutefois de la détruire sous le prétexte de l'améliorer. Si la loi voulait faire acte d'autorité ; si elle imposait, soit aux départements, soit aux communes, de voter, selon les besoins, des centimes additionnels pour l'assistance publique, les dons et souscriptions volontaires disparaîtraient aussitôt ; ce chiffre de 157,000 francs, qu'il s'agit de grossir, serait réduit à zéro, et nous aurions échangé tous les avantages moraux et matériels de l'organisation actuelle contre les dangers et les inconvénients de l'income-tax.

Efforçons-nous donc de perfectionner l'organisation dont nous jouissons, sans en ruiner le principe.

Nous pensons que, pour donner à cette organisation l'unité, la vie, la régularité et le caractère de stabilité qui lui manquent, il suffirait à l'autorité administrative de relier toutes les commissions de commune par un comité de canton, composé des délégués de chacune d'elles.

Toutes les questions qui se rattachent au fonctionnement des commissions de commune seraient contradictoirement examinées, pesées et débattues, entre leurs représentants, dans le comité de canton. Les communes qui n'ont pas d'indigents, celles qui se refusent encore à secourir les leurs, seraient naturellement mises en demeure, dans ces réunions, de s'associer à l'œuvre générale de l'assistance publique dans le département. Elles resteraient absolument libres d'y concourir dans la mesure qu'elles fixeraient elles-mêmes, après avoir contradictoirement débattu le chiffre et la forme de leur contribution, ou de n'y prendre aucune part. Mais, dans ce dernier cas, elles ne seraient plus, comme nous allons le voir, admises à profiter, par une criante injustice, d'avantages qui ne sont dus qu'aux sacrifices des autres. Enfin, les commissions locales, qui se dispensent aujourd'hui de faire connaître leurs travaux, seraient appelées à en justifier; leur zèle n'en souffrirait pas, et leurs opérations gagneraient à cela plus de fixité et plus de régularité.

C'est sous l'impulsion, sous la direction et sous le contrôle du comité de canton que les comités locaux dresseraient tous les ans, 1° la liste des indigents qui résident depuis plus de six mois dans chaque commune; 2° l'état des besoins de chacun d'eux et des sommes nécessaires pour les secourir; 3° l'état des dons, souscriptions volontaires et ressources de toute nature, destinés à pourvoir tant aux besoins prévus qu'aux besoins imprévus, et détermineraient, en cas d'insuffisance, le chiffre de la subvention à obtenir du Département ou de l'Etat.

Aussitôt que le comité de canton aurait contrôlé et ap-

prouvé ces documents, il les transmettrait, en temps utile, par l'intermédiaire du Préfet, au Conseil général, qui statuerait et présenterait chaque année, à l'Administration supérieure, le budget général de l'assistance publique dans le département.

Ce budget, comprenant, d'une part, l'ensemble des besoins et des ressources, d'autre part, les sommes votées par le département pour venir en aide aux communes les plus pauvres, ou pour pourvoir aux besoins imprévus, présenterait évidemment toutes les garanties qu'il est nécessaire d'obtenir pour que l'interdiction de la mendicité soit légitime ; au besoin, l'État suppléerait, comme il le fait toujours pour les départements les plus pauvres, à ce qui manque. Le dépôt de mendicité devrait dès lors être supprimé comme un rouage superflu, puisqu'une organisation aussi complète de l'assistance publique serait, à elle seule, un moyen bien autrement efficace, et plus sûr, d'obvier à la mendicité. Au surplus, l'Administration supérieure resterait toujours maîtresse de ses appréciations ; ce n'est qu'en connaissance de cause, après avoir examiné une première fois l'organisation proposée, dans tous ses détails, et après en avoir suivi le fonctionnement dans la pratique pendant les années suivantes, qu'elle donnerait ou renouvellerait à l'institution le caractère public nécessaire pour que la mendicité soit interdite.

Le jour où elle reconnaîtrait, par décret, que l'assistance publique est organisée, dans le département, de manière à ne laisser à aucun indigent de prétexte pour mendier, l'établissement particulier du dépôt serait supprimé comme désormais inutile, et, par conséquent, la mendicité ne resterait interdite que dans les communes associées à l'organisation générale de l'assistance publique. Celles qui persisteraient à s'en tenir écartées, soit parce qu'elles n'ont pas d'indigents, soit pour toute autre cause, ne seraient plus protégées par le dépôt contre la mendicité, et la mendicité serait de nouveau tolérée sur leur territoire, puisqu'il n'existerait plus pour

elles aucun établissement public organisé afin d'y obvier (art. 274 du Code pénal). Elles ne subiraient pas longtemps cette épreuve, on peut y compter, sans demander d'elles-mêmes, pour s'y soustraire, à supporter leur juste part de la charge commune.

XVIII

Nous pensons qu'une semblable organisation de l'assistance publique, irréprochable dans son principe, et d'un fonctionnement facile, serait appelée à devenir féconde en bons résultats. Elle aurait l'avantage de laisser à chacun sa liberté d'action. Les communes, les cantons, les départements pourraient, à leur gré, ou l'adopter, ou ne pas s'y soumettre. Là même où elle serait appliquée, les particuliers qui, sans être dans la misère, n'ont pas de superflu qu'ils puissent partager avec le pauvre, et par conséquent n'ont pas à se défendre de la mendicité, n'auraient point à contribuer, malgré eux, par le moyen de l'impôt, aux charges de l'assistance publique, ou du moins ils n'y participeraient que dans la mesure de l'intérêt qu'ils ont à la répression générale de tous les délits. Les gens plus aisés, sur qui pèse exclusivement le fardeau de la mendicité, seraient portés, par la considération même de leur intérêt, à envoyer aux commissions de charité leurs dons et leurs souscriptions; à vrai dire, ce ne serait pas de leur part un sacrifice, ce serait bien plutôt une économie; mais leur action resterait libre, spontanée, généreuse encore quoique lucrative, et par conséquent méritoire. Les indigents seraient aidés, assistés, secourus; mais ils ne verraient pas dans les secours qui leur seraient accordés le paiement d'une dette, et ne se croiraient pas dégagés de toute reconnaissance. Ces secours leur seraient souvent répartis, par l'assistance publique, avec une rigoureuse parcimonie; ils ne recevraient que le nécessaire de l'existence et n'auraient plus de superflu pour le vice; leur dignité, leur moralité y gagneraient, et la

charité privée, la vraie, celle qui n'attend pas que le malheur lui tende la main, mais qui va le chercher partout où il se cache, la charité privée, dont une règle inflexible ne retient pas les élans, trouverait le moyen d'adoucir leur sort sans les avilir. Il n'y a que les paresseux qui ne seraient plus aussi libres de se livrer à la fainéantise ; mais cette contrainte même leur serait salutaire, aussi bien qu'aux autres. Enfin la mendicité pourrait être interdite avec une pleine et entière sécurité, parce qu'il serait absolument certain qu'aucun indigent ne peut désormais se trouver réduit à la nécessité de mendier pour vivre.

Nous avons vu que le dépôt de mendicité a pour objet de donner la même certitude. Il la donne en théorie, lorsque sa porte est légalement ouverte à tous les indigents ; mais il y a place, dans la pratique, à beaucoup d'arbitraire. Pour se faire admettre au dépôt, l'indigent doit prouver, par un certificat du maire de sa commune, qu'il n'a pas de ressources, et que les secours publics de sa localité sont insuffisants pour le faire vivre. Si le maire, appréciant mal les faits, refuse de lui donner les attestations nécessaires, à qui ce malheureux pourrait-il en appeler de cette décision ? A personne, et il n'aura pas même la ressource, s'il est poursuivi pour avoir mendié, d'expliquer à ses juges qu'il lui a été impossible de se faire recevoir au dépôt, parce que les tribunaux n'ont pas le droit de juger et de redresser les actes de l'Administration. Au contraire, dans l'organisation que nous venons de décrire, l'indigent dont le nom ne figure pas sur la liste du comité de commune, pourra porter sa plainte au comité de canton, et même, au besoin, jusqu'au Conseil général. Il ne sera donc pas abandonné, sans recours, à la juridiction sans contrôle d'un maire peut-être malveillant.

Ajoutons que l'indigent sera secouru sans avoir à donner sa liberté pour prix de sa subsistance. Il ne sera pas renfermé dans un établissement qui contient toujours, au nombre des condamnés pour mendicité, des repris de justice dont le

seul contact est une flétrissure. Il restera dans sa famille, à qui il pourra rendre encore des services, soit par ses conseils, soit, si ses forces le lui permettent, par un peu de travail.

Les dépôts de mendicité avaient autrefois leur raison d'être dans les imperfections de l'état social. Sous le premier Empire, il n'y avait pas encore d'assistance publique. Les hospices, qui venaient d'être ruinés par la révolution, commençaient seulement à réparer leurs désastres; il n'existait d'asiles, sauf par exception, ni pour les aliénés, ni pour les infirmes, ni pour les vieillards; les communes, dépeuplées par la guerre, manquaient de ressources pour assister leurs pauvres; il était donc nécessaire, pour avoir le droit d'interdire la mendicité, même aux indigents, de leur ouvrir un refuge où ils fussent assurés de ne pas mourir de faim. Depuis cette époque la richesse publique s'est accrue, et avec elle les ressources de l'assistance publique se sont multipliées. Cette forme rudimentaire de l'assistance publique, le dépôt de mendicité, n'est plus qu'un embarras.

Nous avons vu, en effet, que le dépôt de mendicité ne peut se soutenir qu'en s'appuyant sur une vaste organisation de l'assistance publique dans les communes, autrement il serait encombré. D'autre part, l'assistance publique doit se garder, le plus possible, d'emprunter ses ressources à l'impôt, sous peine de compromettre à la fois les finances et la paix de l'Etat. Elle doit donc faire appel au concours des particuliers. Si elle, ne s'adressait qu'à la charité seule, la charité, qui préférera toujours donner à sa guise, à son heure, quand et comme il lui plaît, aux indigents de son choix, resterait sourde à cet appel. Il faut donc nécessairement que l'assistance publique, pour émouvoir les populations, s'adresse à leur intérêt; elle leur montre la mendicité menaçante, et mesure à ce qu'elle coûte l'intérêt qu'elles ont à s'en préserver; voilà le point d'appui et le levier à l'aide desquels elle parvient à remuer l'égoïsme.

N'est-il pas évident qu'elle doit se trouver gênée et souvent même paralysée dans ses efforts par la présence d'un dépôt

de mendicité dans le département, puisque le dépôt suffit pour préserver ceux qui ne donnent rien, aussi bien que les autres, du danger qu'on veut leur faire craindre ? Les moins généreux se croient bien avisés parce qu'ils comptent, pour soutenir cet établissement, sur le Conseil général qui l'a fondé, ou sur les communes assez riches pour être généreuses, et ils attendent, avant d'envoyer leur souscription à l'assistance publique, qu'il leur soit absolument impossible de faire autrement. Quant aux communes qui n'ont pas, ou qui prétendent qu'elles n'ont pas d'indigents, elles ont un prétexte qui leur semble admirable pour ne rien faire. Voilà comment, sur les 386 communes du département, il y en a 140, près d'un tiers, qui ne répondent rien aux demandes de l'assistance publique.

Que le Conseil général supprime le dépôt de mendicité, ou, mieux encore, qu'il se contente d'annoncer sa résolution de le supprimer aussitôt que l'assistance publique aura reçu une organisation convenable; que les populations soient bien prévenues qu'elles ne doivent plus compter que sur elles-mêmes pour se défendre, et que la mendicité cessera d'être interdite dans toute commune qui ne ferait pas partie de cette organisation : les choses changeront aussitôt, et les intelligences les plus rebelles s'ouvriront à la voix de l'assistance publique, parce qu'elles auront réellement intérêt à l'entendre.

XIX

Est-il nécessaire, pour cela, de modifier la loi ?

Aux termes de l'article 274 du Code pénal, la mendicité n'est interdite d'une manière absolue, même aux indigents, que dans les lieux pour lesquels il existe un établissement public organisé afin d'obvier à la mendicité.

C'est là le principe, un principe vrai, nous l'avons vu, à la fois juste, humain et politique, c'est à savoir qu'il ne peut être permis à la commune, au département, à l'État, d'interdire aux indigents de mendier, sans avoir pris, à l'avance, toutes

les précautions convenables pour les soustraire à l'inexorable nécessité, ou de violer la loi, ou de périr faute de ressources.

En quoi doivent consister ces précautions? La loi laisse à l'Administration publique le soin d'en déterminer la nature. C'est d'un décret, et non pas de la loi, que les établissements organisés afin d'obvier à la mendicité reçoivent le caractère public en vertu duquel la mendicité se trouve interdite dans les lieux pour lesquels ils existent.

Si l'article 274 du Code pénal ne contenait que cette disposition, il n'y aurait rien à y changer, et l'organisation que nous venons de proposer n'en serait que l'application. Il suffirait à l'Autorité départementale de soumettre à l'approbation de l'Administration supérieure une bonne organisation de l'assistance publique. Aussitôt que cette organisation aurait été reconnue et approuvée par décret, la mendicité serait interdite dans le département.

Mais les derniers mots de l'article 274 disent, en outre, que toute personne condamnée pour avoir mendié sera, après l'expiration de sa peine, conduite au dépôt de mendicité. Nous avons déjà vu que cette disposition n'est pas impérative. Toutefois, il semble en résulter que, dans la pensée de la loi, l'établissement destiné à obvier à la mendicité ne peut être qu'un dépôt, et dès lors il devient nécessaire de supprimer cette dernière disposition de l'article, pour rendre à la première le caractère de généralité qu'elle doit avoir. Cette suppression peut se faire sans aucun danger. Sous le premier Empire, le travail n'était pas organisé dans les prisons; il pouvait donc paraître sage d'envoyer les mendiants au dépôt, après l'expiration de leur peine. Aujourd'hui, ils auront souvent pu gagner, dans la prison, par leur travail, la petite somme nécessaire à leurs premiers besoins. Dans tous les cas, l'assistance publique leur fournira le moyen de rentrer dans leurs communes et d'y recevoir les secours nécessaires.

Nous proposons, en conséquence, de supprimer, dans l'article 274 du Code pénal, ces mots qui le terminent : *et sera*,

après l'expiration de sa peine, conduite au dépôt de mendicité.

Cette suppression n'aura pas pour résultat, dans les départements qui croiraient devoir maintenir leur dépôt, d'empêcher les mendiants d'y être admis après l'expiration de leur peine. Seulement ils y seront reçus, s'il y a lieu, non comme condamnés, mais comme indigents.

Nous ne voyons aucun autre changement à faire aux dispositions du Code pénal qui sont relatives à la mendicité.

Quant à la transportation des mendiants récidivistes, nous n'en dirons qu'un mot : c'est que l'extrême rigueur est impolitique là où la seule modération peut être efficace.

J. BOISSEAU.

COMPTE RENDU DES TRAVAUX
DE LA
COMMISSION D'ARCHÉOLOGIE

Pendant les 1^{er}, 2^e et 3^e trimestres de 1872

Par M. E. HUCHER, Président de cette Commission

La Commission d'archéologie et d'art s'est réunie, depuis le dernier compte rendu, pendant le premier et le deuxième trimestre de 1872, les 25 février et 14 avril 1872. Dix membres étaient présents; et de plus M. Chaplain-Duparc assistait à la séance du 14 avril. Ce dernier est l'auteur, comme l'on sait, de fouilles fructueuses, pratiquées dans une partie de la section destinée à l'établissement de la nouvelle rue qui doit relier le quartier du Pré à la place des Jacobins.

M. Bellée a donné lecture de son travail sur le sceau de Guillaume de Passavant, évêque du Mans, et M. Hucher a fait passer sous les yeux des membres le cliché de la gravure en relief de ce sceau, qu'il a obtenu par le *procédé Comte*, et qui a servi à l'impression du mémoire de M. Bellée.

La Commission s'est ensuite occupée du tombeau de Charles IV, comte du Maine, mort en 1472, tombeau placé à la cathédrale du Mans, dans la chapelle des fonts baptismaux. M. Gaullier notre collègue, avait bien voulu envoyer à la séance le moulage en plâtre, fort bien réussi, de la face aujourd'hui cachée de ce tombeau, et découverte si heureusement par M. Soyer.

La Commission a pu, au vu de ce moulage, former sa con-

viction sur l'époque approximative à laquelle paraît remonter cette œuvre de statuaire. En effet, le blason du comte Charles IV affecte cette forme échancrée, avec volutes au sommet, qui est propre aux monuments de l'époque de François I^{er} ou de Henri II au plus tard.

Le blason offre les armes d'Anjou moderne brisées, dans la bordure, à dextre, d'un petit lion grimpant, comme on l'a vu dans le sceau de ce prince, récemment reproduit dans le bulletin de la Société : *Sigillographie du Maine*. — *Sceaux des comtes du Maine*.

La statue du comte couchée, les mains jointes sur la poitrine, est couverte d'une armure sur laquelle est une dalmatique ou cotte d'armes fleurdelisée avec la bordure d'Anjou brisée du petit lion grimpant, dont nous venons de parler. La coiffure est celle d'un personnage du temps de Louis XII ou de François I^{er} (1). La tête est ceinte d'une couronne mortuaire et non fleurdelisée. La même couronne entoure le casque placé à ses pieds. De plus, l'ornementation du coussin sur lequel repose sa tête, est aussi du temps de François I^{er} ou de Henri II au plus tard.

Ce tombeau n'est donc pas celui qui fut élevé en 1472, par Thibaud de Luxembourg, évêque du Mans, et beau-frère du comte Charles, au dire de tous les historiens du Maine, et il faut admettre qu'il le fut très-postérieurement à la mort de cet évêque, arrivée en 1477.

C'est ce qu'établit M. Rodier, membre de la Commission, dans un travail dont il a donné lecture dans la séance du 14 avril, mais qu'il a retenu, dans un but de révision ultérieure.

Il est impossible, en effet, dit-il, qu'on ait employé en 1472, pour le tombeau du comte Charles IV, le style de la renaissance avancée, lorsque, dans les premières années du xvi^e siècle,

(1) On a de nombreuses médailles de François I^{er} portant les cheveux longs à la mode du règne précédent.

cle, on élevait dans cette cathédrale un magnifique Jubé et divers tombeaux, notamment celui de ce même Thibaud de Luxembourg, dans une donnée entièrement gothique et sans aucun mélange de style grec ou romain.

A l'appui de son travail, M. Rodier produit un croquis au crayon, offrant une partie angulaire de la face antérieure du cénotaphe, et un dessin à la plume de M. Ferdinand Hucher, secrétaire de la Commission, représentant la partie aujourd'hui cachée du monument, et exécutée d'après le beau plâtre de M. Gaullier. Ce dernier dessin est reproduit dans la planche à l'appui de ce compte rendu.

M. Rodier met également sous les yeux de la Commission l'estampage, sur papier, de l'inscription latine existant aujourd'hui sur le tympan de l'édicule qui abrite le tombeau. Cette inscription, qui reproduit à peu près la substance de celle en langue vulgaire existant autrefois sur une lame de cuivre(1), est donnée assez exactement par Trouillart (*Mémoires des Comtes du Maine*), à l'exception du mot TRINACRIAE, écrit par erreur TINACRIAE, dans cet auteur.

M. Gasté est prié par la Commission de vouloir bien examiner ces deux inscriptions et d'en fixer approximativement la date.

M. Soyer, qui s'est occupé de faire des recherches sur l'ancien état du tombeau de Charles IV, constate qu'en 1562, date du sac de la cathédrale par les huguenots, ce monument était encore dans le chœur, à côté du maître-autel, car le procès-verbal, dressé par les experts, le dit expressément. Il est probable même que, sauf ce qui concerne la plaque de cuivre qui dut être détournée alors, le tombeau eut peu à souffrir des atteintes des iconoclastes qui, du reste, avaient épargné le blason royal, placé au-dessus de la porte du Jubé.

Ainsi le cénotaphe qui existe aujourd'hui était bien celui qu'on voyait en 1562 dans le chœur de la cathédrale.

(1) La perte de cette inscription sur cuivre doit sans doute être imputée aux ravages et pillages des huguenots en 1562.

Il est assez difficile, ajoute M. Soyer, de dire comment ce tombeau se trouvait relégué hors du chœur, adossé à sa clôture extérieure, du temps du père Anselme qui paraît l'avoir vu à cette place : « *et est enterré, dit-il (Charles IV), dans l'église « cathédrale du Mans, où se voit son tombeau de marbre, à « droite, contre la clôture du chœur, en dehors. »* »

La première édition de l'*Histoire généalogique et chronologique de la maison royale de France* date de 1674.

Après ce premier déplacement, qui eut lieu conséquemment avant cette date, notre tombeau en subit un second, et il est certain que ce n'est que sous l'épiscopat de Mgr de Grimaldi qu'il fut placé dans le réduit en forme d'anse de panier où on le voit aujourd'hui. Cette espèce de niche, qui rappelait celle où se trouvait la relique du pied de S. Philippe, pouvait avoir été construite par Charles de Beaumanoir, évêque du Mans (1601-1637), pour y placer cette relique après les ravages des huguenots; au moins cet édicule porte-t-il tous les caractères de cette époque.

Dans tous les cas, il est certain que ce monument ne fut pas fait pour abriter notre tombeau, puisqu'il a fallu mutiler ce dernier pour l'y faire entrer.

La face aujourd'hui visible du tombeau porte l'inscription suivante en belles capitales romaines : HIC. CAROLVS ; COMES. GENOMANIAE. OBIIT. X. APRILIS. MCCCCLXXII, que l'on doit interpréter dans le sens de : « Ce Charles, comte du Maine, mourut le 10 avril 1472; » de même que, dans l'épithaphe de Langey du Bellay, incrustée dans les parois du tombeau de ce personnage, on lit :

Cy dessous est gisant
Dont le cueur dolent j'ay
Ce renommé Langey.

.

Dans ces deux cas c'est le tombeau qui parle.

Dom Piolin, le savant et consciencieux auteur de l'*Histoire*

de l'Eglise du Mans, paraît donc avoir été induit en erreur, en insérant le mot JACET entre HIC et CAROLVS, sans doute sur la foi d'un renseignement inexact (tome V, page 180).

Le mot HIC est ici pronom démonstratif, et non adverbe de lieu, et le verbe JACET n'existe pas.

Il est certain que cette inscription est du même temps que le tombeau, au moins est-il incontestable qu'elle existait en 1643, car Trouillart l'a donnée dans ses *Mémoires des Comtes du Maine*, édités à cette époque.

Mais il est d'autres motifs pour penser que cette façade, la seule visible aujourd'hui, existait dès l'origine, et qu'elle remonte, comme le corps même du tombeau, à la renaissance.

En effet, les deux anges ou génies ailés qui soutiennent le cartouche où se trouve l'inscription précitée, offrent certains détails qui n'auraient pas été soufferts aux époques postérieures; de plus, leur anatomie est soignée, et le style des draperies flottantes rappelle celui des longs voiles que déploient les divinités marines du bas-relief qui décore le tombeau de Langey du Bellay.

Ainsi notre tombeau, dans toutes ses parties essentielles, même ses marbres, appartiendrait à l'époque qui embrasse le règne de François I^{er}, et quelques années de celui de Henri II, spécialement à la période de 1515 à 1550.

Le moment était propice pour élever le tombeau de Charles IV. Le Maine possédait alors une pléiade d'artistes éminents qui avaient fait leurs preuves à La Ferté-Bernard.

M. Léopold Charles a transmis à la Commission les renseignements les plus précieux sur la date de la construction de diverses parties fort remarquables de l'église de cette ville (1).

Les chapelles absidales, regardées comme des chefs-d'œuvre de style et de goût, ont été commencées en 1510 et bénites en

(1) La note de M. Charles, à l'appui de ce compte rendu, a été insérée dans le précédent *Bulletin*.

1529, par l'évêque de Léon ; les voûtes plates sont de 1540-1544, et les bas-reliefs de la chapelle du sud-est, dont les moulages sont déposés au Musée d'archéologie de notre ville, appartiennent à l'année 1535, date inscrite sur une crédence et sur quelques-uns de ces bas-reliefs. On peut voir dans celui intitulé FONS ORTORV des rinceaux qui rappellent en tous points ceux qui accostent le blason du comte Charles sur la face aujourd'hui cachée du tombeau.

La forme même de ce blason ne permet pas de descendre au-dessous de l'époque de François I^{er} ; en effet, les échancrures de l'écu sont particulières à ce règne : on les voit dans tous les blasons du temps. D'un autre côté, les volutes qui décorent la partie supérieure de cet écu se rencontrent aussi à cette époque. Ainsi ces volutes décorent des blasons échancrés existant à des clefs de voûte provenant du prieuré de S.-Victeur du Mans, et surmontant des pieds-droits qui offrent des ornements à rinceaux symétriques dits *raphaéliques*. Ces clefs de voûtes, véritables jalons architectoniques, sont déposées au Musée archéologique du Mans. Alliées à des rinceaux raphaéliques, elles ne permettent pas d'abaisser au-dessous de 1550 l'époque de confection de notre tombeau. Nous donnons ces curieux écussons, qui n'ont pas encore été déterminés, sous les numéros 1 et 2 de notre planche (1).

(1) Nous avons reproduit, sur la même planche et sous le n° 3, un très-curieux jeton de compte de Simon Testu, receveur du Maine sous François I^{er}. Ici, aucune incertitude n'est possible ; le jeton porte, en effet, l'F de François I^{er} et la salamandre qui entrait dans la devise de ce prince. De plus il est très-probable que ce jeton a été frappé peu avant 1513, date à laquelle François I^{er} donna à sa mère, Loyse de Savoie, le comté du Maine, qui, depuis la mort du dernier comte, Charles V, était régi par les officiers de la couronne. Simon Testu, qui s'intitule, dans ce jeton, *receveur du Maine et clerk de l'ostel du Roi*, était un de ces officiers. Le Père Ménestrier, dans sa *Nouvelle méthode raisonnée du blason*, nous apprend que la famille des Testu était de Paris ; elle portait : *d'or à trois lions léopardés de sable, l'un sur l'autre, celui du milieu contre-passant* ; telles sont, en effet, les armes reproduites sur notre jeton qui repose dans les tiroirs du Musée archéologique du Mans.

Ajoutons qu'en examinant avec soin la partie inférieure de la statue du comte Charles IV, on y trouve un *graffito* en caractères gothiques de l'époque de François I^{er}; le nom tracé à la pointe est *René* (René).

Enfin une dernière considération à l'appui de l'opinion qui ne permet pas d'attribuer ce tombeau à une basse époque comme serait le règne de Henri III, c'est qu'en ce moment, pas plus qu'antérieurement, on ne *restituait* pas les œuvres du passé, et qu'on ne saurait admettre qu'on eût reproduit alors minutieusement une statue tombale qui porte, dans ses diverses parties, le cachet du règne de Louis XII ou de François I^{er}. Le xix^e siècle seul, dans son goût pour l'archéologie, s'est permis cette innovation qui sera même peut-être le cachet typique de notre temps.

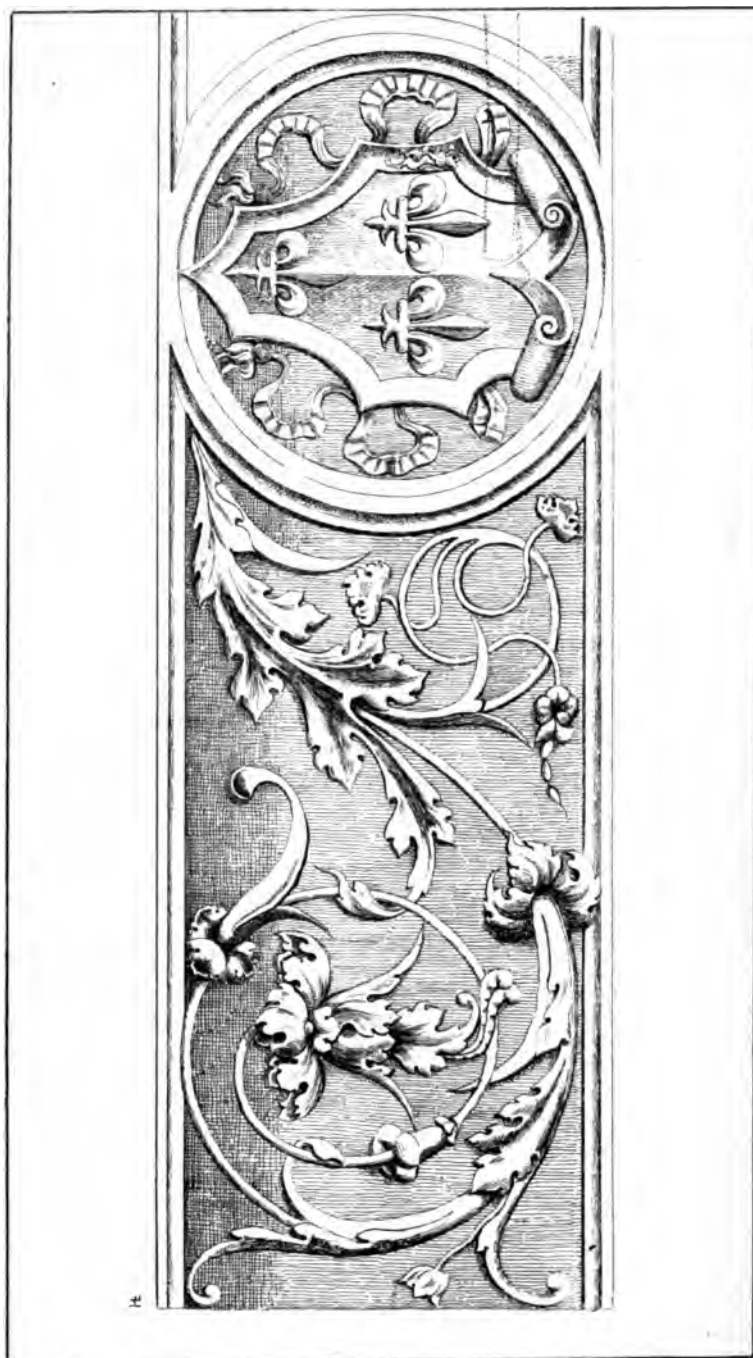
La Commission veut bien ensuite écouter M. Ferdinand Hucher, qui lit un travail sur le Poêle de la corporation des maîtres fondeurs de Paris, d'après un fort bon dessin à la plume dû à un Italien du nom de Caffieri et portant la date de 1718.

Ce dessin a été trouvé au Mans, chez un revendeur; il est en ce moment au Musée archéologique de cette ville, qui s'en est rendu acquéreur.

Le faire de l'habile dessinateur peut être assimilé à celui du célèbre architecte Robert de Cotte à qui l'on doit, en France, la perfection et la diffusion du style dit de la Régence.

Ce Poêle représente les deux patrons de la corporation : saint Eloi, évêque de Noyon et argentier des rois de France Dagobert et Clotaire II, et saint Hubert, patron de la province de Liège, d'où une école fameuse répandit dans le monde entier la réputation des ouvriers fondeurs de cette région.

La Commission entend ensuite avec un grand intérêt les explications que donne, sur les fouilles de la rue de Gourdain, M. Chaplain-Duparc, qui avait apporté à la séance divers objets trouvés dans les résidus de ces fouilles. Notons d'abord deux petites médailles de bronze à tête radiée d'empereur



F. HUCHER del. et lith.

TOMBEAU DE CHARLES IV, COMTE DU MAINE

A LA CATHÉDRALE DU MANS

(Partie postérieure du cénotaphe, aujourd'hui invisible).

1

2

3

4

5

6

romain, identiques d'époque avec celle qu'il a déjà déposée entre les mains de M. le Maire. Ces trois pièces paraissent être des Tétricus (268-274) ou appartenir à ce temps. Ces médailles se rencontrent dans tous les établissements gallo-romains de la province; mais, comme elles sont très-usées et très-altérées, elles ont pu être perdues et enfouies un ou deux siècles plus tard. M. Chaplain-Duparc a produit ensuite de petits objets qui ont été reconnus par les membres de la Commission pour être des fermoirs de bourses mérovingiennes, comme on en voit dans les ouvrages de MM. l'abbé Cochet, Baudot, Troyon, etc.; puis une anse d'amphore avec une inscription de potier, très-mutilée, où on lit les caractères ... ISARI ..., un style et enfin un culot de vase qui pourrait être gaulois.

M. le Président fait connaître à cette occasion qu'une somme de 400 francs a été mise à la disposition de la Commission pour être employée suivant ses vues; il propose, en conséquence, d'affecter cette somme à aider M. Chaplain-Duparc dans sa généreuse entreprise. Cette proposition est agréée par la Commission, qui a désigné MM. Gasté et Soyer pour effectuer l'emploi de cette somme de la manière la plus utile et la plus fructueuse.

De plus, il est décidé que deux vues photographiques au moins seront faites de l'état des lieux, lorsqu'ils auront été complètement déblayés, et M. le Président informe à ce sujet la Commission qu'un de nos collègues, M. Arthur Bertrand, veut bien prêter sa bonne intervention pour obtenir d'un amateur, M. de la Villebrune, ces deux vues photographiques.

La Commission décide ensuite qu'elle se rendra avec M. Chaplain-Duparc sur les lieux, pour examiner les résultats qu'il a obtenus, et visiter ses fouilles, qui vont recevoir une impulsion nouvelle par suite du crédit accordé par la Commission des Monuments historiques, près le ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

A la séance du 28 février, M. E. Hucher avait soumis à la

Commission un choix de vingt pièces de monnaie de l'époque de Charles VI et Charles VII, prélevées sur une masse de huit cents médailles trouvées, il y a quelque temps, dans les ruines du vieux château de La Roche, près La Suze.

M. E. Hucher ayant rédigé une note qui a été insérée au *Bulletin*, il n'y a pas lieu de s'appesantir davantage sur cette découverte.

La Commission d'archéologie et d'art ne s'est réunie qu'une fois pendant le troisième trimestre de 1872. Sept membres étaient présents.

M. Ferdinand Hucher a donné lecture d'un travail que M. le Président et lui ont préparé sur les sceaux des sires de Bueil, Jean IV et Jean V, seigneurs de Saint-Calais. Ce nouvel élément de la sigillographie du Maine est accompagné de deux dessins de sceaux et de celui d'un *ex-voto* qui est fort remarquable, à raison des armes de la veuve de Jean V de Bueil qui y sont sculptées.

Ces trois figures seront gravées par les auteurs du *Mémoire*, pour appuyer le texte à imprimer dans le *Bulletin*.

Le sceau de Jean de Bueil offre cet intérêt particulier qui s'attache aux objets qui ont été à l'usage personnel d'hommes éminents dans les armes et dans les lettres.

Jean V de Bueil se signala en effet, dans la guerre contre les Anglais, par son ardent patriotisme et ses entreprises audacieuses, au point d'être surnommé le *fléau des Anglais*. De plus, il eut dans sa vieillesse l'insigne honneur de joindre la gloire des lettres à celle des armes; il est, en effet, l'auteur du *Jouvencel*, ouvrage qu'il composa pour l'éducation de son fils Antoine, et dans lequel respirent les sentiments les plus nobles et les plus louables; cet ouvrage jouit pendant le xv^e et le xvi^e siècle de la réputation la plus méritée.

M. le Président a ensuite communiqué la copie d'une pièce fort curieuse des archives de Saint-Lô, qui donne le nom du *Maître ès œuvres* de la cathédrale du Mans en 1420.

C'était le moment où l'on élevait aux frais du roi, du dau-

phin, du cardinal Fillastre et d'autres généreux donateurs, le transept septentrional de l'église de notre ville, transept si remarquable par sa rose d'une légèreté et d'une hardiesse extraordinaires.

L'architecte, le *Maître ès œuvres* de cette immense construction, était Nicole de l'Escluse, nommé dans ce document qui sera reproduit dans le *Bulletin*.

M. Arthur Bertrand a soumis à la Commission plusieurs photographies qui lui ont été offertes par M. de la Villebrune, amateur distingué de cette ville ; ces photographies représentent divers aspects de l'état actuel des fouilles entreprises par M. Chaplain-Duparc, rue de Gourdain. Des remerciements ont été votés à M. de la Villebrune, et M. le Président a été prié de lui en transmettre l'expression.

M. le Président s'est d'ailleurs procuré auprès de M. Ferré, photographe, quelques autres épreuves qui offrent des aspects différents, de sorte que la Commission est aujourd'hui en possession de huit photographies relatives aux fouilles de M. Chaplain-Duparc.

M. Lecomte a déposé sur le bureau et soumis à la Commission un fragment assez considérable d'un grand vase identique à ceux dont la Commission s'est occupée en 1870, et qui offre à l'extérieur des frettes en relief et des impressions d'œil-de-perdrix. Ce fragment, trouvé à la Courtoiserie, près Le Grand-Lucé, n'est pas micacé, ce qui indiquerait une origine autre que ceux d'Héloup (Orne). Le Musée archéologique possède un fragment de vase du même genre, remarquable aussi par l'absence de mica.

M. Brière a fait connaître qu'il s'est rendu acquéreur du sceau de Marie-Anne-Charlotte de Rabodange, abbesse d'Etival-en-Charnie, de 1726 à 1768. La Commission l'a prié de vouloir bien lui faire un travail sur ce sceau.

E. HUCHER.

NOTE

sur

NICOLE DE L'ESCLUSE

MAÎTRE ÈS ŒUVRES DE LA CATHÉDRALE DU MANS EN 1420

Par M. E. HUCHER, Membre titulaire

Le transept septentrional de la cathédrale du Mans, si remarquable par la légèreté et la hardiesse de sa construction, par sa rose encore presque intacte et par les curieux vitraux qui la garnissent, a été élevé pendant la première moitié du xv^e siècle. Jusqu'ici, on avait ignoré le nom de l'architecte à qui l'on doit la direction de cette importante construction.

Nous avons reproduit dans les pièces à l'appui de notre travail sur le vitrail de la rose (*Etudes sur l'histoire et les monuments du département de la Sarthe*, page 77), une curieuse mention du Secrétariat du Chapitre de la Cathédrale, déposée aux Archives de ce département, ainsi conçue :

Année 1423.

Il est accordé au maître ès œuvres, non dénommé, « *unam pippam vini antiqui, ut diligentius vaccet, circa negotia nostra et ecclesie nostre.* »

Quel était ce maître ès œuvres qui nous a laissé une preuve si éclatante de son habileté, et à qui le Chapitre de la Cathédrale accordait un encouragement si mérité ?

Nous allons l'apprendre par une pièce existant aux Archives

départementales de Saint-Lô, et qui aurait pu y rester longtemps ignorée sans l'obligeance bien connue de tous les amis des lettres et des arts, de M. Dubosc, archiviste du département de la Manche.

Dans un récent voyage que nous avons fait à Saint-Lô, nous avons reçu de ce dernier la révélation du nom de notre habile constructeur, et nous croyons que tous les amis de notre archéologie nationale l'apprendront avec plaisir.

Son nom est : Nicole de l'Escluse ; son titre : maître des œuvres de l'église du Mans ; l'époque où il apparaît avec ce titre : l'année 1420.

Nous donnons ci-après la copie exacte du document qui a conduit à cette heureuse découverte. Il s'agit d'un procès-verbal d'arbitres, à la requête du prieur de Saint-Victor, contre un sieur Fournier, qui avait indûment construit sur le sol d'une ruelle allant de la rue Dorée aux « douves ou foussez appelez Merdereau. » On sait que ce ruisseau, qui servait à expulser les immondices de la ville, coulait au bas des murs d'enceinte, depuis la place des Jacobins jusqu'à la Sarthe, en passant dans les fossés derrière la rue Dorée.

Le **xxi^e** jour de juillet lan mil quatre cens vint, maistre Nicole de L'Escluse maistre des ouvres de l'église du Mans, Henri Gilot maczons, Robin de La Roche et André Julien charpentiers, touz jurez sur le fait des ouvres de la ville du Mans et du débat des edifices, à la requeste de frère Raoul Hubert prieur du prieuré de Saint Victor, d'une part, et Jehan Le Fournier cordier demurant en rue Dorée du Mans, d'autre part; nous suismes transportez sur aucuns lieux contencieux esperé à mouvoir entreulx, pour cause d'une venelle sise entre la maison et court dudit prieuré en ladite rue Dorée du Mans et la maison et place d'arrière dudit Fournier, dont les religieux abbé et couvent du Mont Saint Michiel ou péril de la mer firent japiecza baillée au profil dudit prieuré, cest assavoir aux prédécesseurs dudit Fournier qui de présent tient et pocede ladicte maison et place, sur ce que ledit prieur disoit contre ledit Fournier que en

faisant en sa place derrière une maison neufve nouvellement édifiée contre les choses dudit prieuré et sur la venelle qui fut réservée par la baillée desdits religieux pour aler et venir de la dicte rue Dorée aux douves ou foussez appelez Merdereau, concluant dudit prieur que ledit Fournier retree sa maison tellement que ladicte venelle ne soit aucunement empeschée ou prejudice dudit prieur... veu la teneur ou ensaînement de la letre de lad. baillée... Nous en sur ce conseil et deliberation ensemble avons dit, decleré et dicerné (*sic*) par nostre jugement et ordenance, que audit prieur de Saint Victour est et doit appartenir une venelle d'un pié et demi de laize entre sa maison et choses et la place anxienement baillée et en longueur depuis les murs de la cloison de la ville jusques au bout d'arriere de la maison devant sise sur ladite rue Dorée où demeure ledit Fournier ; et que ledit Fournier retrera sadicte maison neufve qui est sur ladicte venelle en telle maniere que ladicte venelle sera franche et delivre en bas et en air sans aucun empeschement. Et pour plus grant confirmation de nostre jugement et ordenance par nous decleré, dit et dicerné (*sic*), avons fait signer ces présentes du saign manuel de Jehan Blanchet tabellion des contraz du Mans.

I. BLANCHET.

(Avec paraphe.)

Original aux archives de la Manche, fonds de l'abbaye du Mont-Saint-Michel, carton (provisoire) 27.

Il n'est pas douteux que M^e Nicole de l'Escluse ne fût l'architecte conducteur des travaux du transept, car le Secrétariat du Chapitre, dont nous avons parlé plus haut, et qui comprend les années 1420 à 1427, mentionne souvent le travail de construction du transept sous les noms d'*ouvrage du Roi*, *ouvrage nouveau*, *ouvrage de la forge* ; parmi les dons faits à l'église du Mans à cette intention, on remarque notamment, en 1422, celui de cinq cents livres versées par le représentant du Dauphin Charles VII, et en 1424, 1426 et 1427, ceux de deux cents écus d'or, de cent écus d'or et de deux cents écus d'or dus à la générosité du cardinal Fillastre, dont le blason

figure à la voûte du transept, en même temps que son effigie, peinte sur verre, décore le vitrail de la rose.

Du reste, le travail était depuis longtemps entrepris ; dès l'année 1393, le roi Charles VI avait accordé une somme de mille francs d'or pour la construction de ce transept. « On « regrette, dit Dom Piolin, dans son *Histoire de l'église du* « *Mans*, si remplie de faits curieux, de ne pas connaître le « nom du *maître-maçon* qui éleva cette construction, dont la « hardiesse et l'élégance se font admirer même à côté des « beautés incomparables du chœur. Justes appréciateurs de « son talent, les chanoines lui assignèrent, par une délibération du 13 mai 1394, une gratification de vingt livres « ajoutées à ses salaires ordinaires, qui étaient de quarante « sols par semaine pour tout le temps qu'il travaillerait à « l'*Œuvre du Roi*. » (*Arch. du Chap. du Mans*, reg. B — 13, p. 3.) Nous sommes heureux d'avoir pu remplir le *desideratum* du savant historien de l'église du Mans.

ARCHIVES

OUVRAGES REÇUS PAR LA SOCIÉTÉ

Durant les années 1871 et 1872.

I. DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

- AIX.** — Séance publique de l'Académie des Sciences, Agriculture, Arts et Belles-Lettres, années 1870 et 1871.
- ALGER.** — Bulletin de la Société d'Agriculture, 13^e année 1870, n^o 49, 50, 51. — 14^e année 1871, n^{os} 52 à 55.
- AMIENS.** — Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1870, n^o 2. — Année 1871. — Année 1872, n^o 1.
- Mémoires.... Documents inédits concernant la province, tome VIII, 1871, 1 vol. in-4^o.
- Mémoires de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, 2^e série, tome VIII (1869-70 et 71); — tome IX (1871-1872).
- ANGERS.** — Bulletin de la Société industrielle, 3^e série, années 1869 et 1871.
- Mémoires de la Société nationale d'Agriculture, Sciences et Arts, — nouvelle période, tome XII, 1869, n^{os} 3 et 4, — tome XIII, 1870, — tome XIV, 1871, n^{os} 1, 2, 3, — tome XV, 1872, n^{os} 1, 2.
- Annales de la Société d'Horticulture, 1870, 2^e trimestre.... — 1871, 1872, trimestres 1, 2, 3.
- Mémoires de la Société académique de Maine-et-Loire, tomes XXV et XXVI.
- ARRAS.** — Bulletin agricole publié par la Société centrale d'Agriculture, 5^e série 1868, 1^{er} et 2^e semestres, — 1869 id., — 1870 id., — 6^e série 1871 id.
- Mémoires de l'Académie des Sciences, Lettres et Arts, 2^e série, tome IV, 1870, 1 vol. in-8^o.
- AUXERRE.** — Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles, années 1870, 1871 et 1872.

- BEAUVAIS.** — Mémoires de la Société académique d'Archéologie, Sciences et Arts, tome VII, 3^e partie, 1870, — tome VIII, 1^{re} partie, 1871.
- BÉZIERS.** — Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire, 2^e série, tome V, 2^e livraison, — tome VI, 1^{re} et 2^e livraisons 1872.
- BLOIS.** — Bulletin de la Société des Sciences et des Lettres, 1870, tome I, 1^{re} livraison.
- BORDEAUX.** — Actes de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, 3^e série, années 1869 et 1870.
- Actes de la Société linnéenne, 3^e série, tome VII, 2^e partie 1871, — tome VIII, 1^{re} partie 1872.
- BOULOGNE-SUR-MER.** — Bulletin de la Société d'Agriculture, année 1870, janvier à août, — année 1871, septembre à décembre, — année 1872, janvier à mai.
- CAEN.** — Bulletin de la Société d'Agriculture et de Commerce, 110^e année, nouvelle série, 1871, 1 vol. in-8^o.
- Mémoires de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres, années 1870 et 1871.
- Bulletin de la Société centrale d'Horticulture, années 1870 et 1871.
- Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie, 3^e série, VII^e volume, 2^e partie, 1871 ; — VIII^e vol. (séance publique).
- Bulletin 10^e année 1869, tome V, 4^e trimestre.
- Mémoires de la Société linnéenne, 3^e série, vol. III, 1868 ; — vol. IV, 1868-1869.
- CAMBRAI.** — Mémoires de la Société d'émulation, tome XXXI, 1869, 1^{re}, 2^e et 3^e parties.
- CHALONS-SUR-MARNE.** — Mémoires de la Société d'Agriculture, Commerce, Sciences et Arts, années 1870-1871.
- COLMAR.** — Bulletin de la Société d'Histoire naturelle, 11^e année, 1870, 1 vol. in-8^o.
- COMPIÈGNE.** — L'Agronome praticien, 1871, n^{os} 1, 2, 4, 5, 6.
- DJON.** — Journal d'Agriculture de la Côte-d'Or, année 1872, 1^{er} fascicule.
- DOUAI.** — Société d'Agriculture, Sciences et Arts. — Bulletin de l'arrondissement, n^o 3, janvier 1868 à décembre 1869. — Années 1870-1871, n^o 1.
- Mémoires, 2^e série, tome X, 1867-1869, 1 vol. in-8^o.
- DRAGUIGNAN.** — Société d'Agriculture, de Commerce et d'Industrie, 7^e série, tome 1^{er}, 1^{re} livraison 1872.
- DUNKERQUE.** — Mémoires de la Société Dunkerquoise pour l'encouragement des Sciences, des Lettres et des Arts, XV^e vol. 1869-1870.
- EPINAL.** — Annales de la Société d'émulation des Vosges, tome XIII, 3^e cahier 1870.

GRENOBLE. — Bulletin de l'Académie delphinale, 3^e série, tome V, 1866, et tome VI, 1870.

— Société de Statistique, Sciences et Arts (les Palafittes ou constructions lacustres du lac Paladru), 1871 (13 planches).

LE HAVRE. — Recueil des publications de la Société nationale havraise d'études diverses, 36^e année, 1869, 1 vol. in-8°. — Séance du 25 février 1870.

LILLE. — Archives de l'Agriculture du nord de la France, année 1870, juillet à décembre, — année 1871, — année 1872, janvier et février, avril à novembre.

— Mémoires de la Société des Sciences, de l'Agriculture et des Arts, 3^e série, VII^e vol. 1869.

LYON. — Mémoires de la Société littéraire, historique et archéologique, années 1870, 1871.

— Mémoires de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, tome XIV, 1868-1869 (classe des lettres); — tome XVIII, 1870-1871 (classe des sciences).

LE MANS. — Société du Matériel agricole. — Procès-verbaux. — 1871, 19^e livraison.

— Bulletin de la Société d'Horticulture, 1871, 3^e et 4^e trimestres. — 1872, trimestres 1, 2, 3, 4.

— Bulletin de la Société de Médecine, 1870 et 1871.

— Association médicale de la Sarthe, 1872.

MARSEILLE. — Mémoires de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, années 1870-1871, 1 vol. in-8°.

— Revue Horticole des Bouches-du-Rhône, n^{os} 203 à 209, — 211 à 221.

— Répertoire des travaux de la Société de Statistique, tomes XXVIII (1^{er} fascicule), — XXXI, XXXII, XXXIII, XXXIV.

MEAUX. — Société d'Agriculture, Sciences et Arts. — Publications de l'année 1868-1869.

MELUN. — Bulletin de la Société d'Archéologie, Sciences, Lettres et Arts, 5^e année.

— Société d'Agriculture (Expériences faites pendant cinq ans de l'emploi comparatif du fumier et des engrais industriels).

MONTAUBAN. — Recueil de la Société des Sciences, Belles-Lettres et Arts, années 1867, 1868-69, 2 vol. in-8°.

MONTBÉLIARD. — Mémoires de la Société d'Emulation (Catalogue des mousses, sphagnum et hépatiques des environs de Montbéliard, par le docteur Quélet).

MONTPELLIER. — Bulletin de la Société centrale d'Agriculture et des Comices agricoles, 1870, octobre à décembre, — 1871, janvier à décembre.

MULHOUSE. — Bulletin de la Société industrielle, 1870, juillet à décembre, — 1871, janvier à décembre, — 1872, janvier à octobre. — Programmes des prix proposés pour 1872 et pour 1873.

NANCY. — Mémoires de l'Académie de Stanislas, année 1869.

NANTES. — Annales de la Société Académique, années 1870, 1871 et 1^{er} semestre de 1872.

— Bulletin de la Société Archéologique, tome X, 1870-1871, trimestres 1 et 2, — tome XI, 1872, trimestres 1 et 2.

— Société Nantaise d'Horticulture, Règlement. — Annales et résumé des travaux en 1870 et 1872.

NICE. — Bulletin de la Société centrale d'Agriculture, d'Horticulture et d'Acclimatation, 1870, 4^e trimestre, — 1871, les 4 trimestres, — 1872, 1^{er} et 3^e trimestres.

NIMES. — Mémoires de l'Académie, années 1868, 1869 et 1870, — tables décennales.

— Bulletin de la Société d'Agriculture, 1871, juillet-octobre-décembre, — 1872.

ORLÉANS. — Mémoires de la Société d'Agriculture, Sciences, Belles-Lettres et Arts, 2^e série, tome XIII, 1870-71, 4^e trimestre, — tome XIV.

PARIS. — Bulletin des séances de la Société centrale d'Agriculture de France, 3^e série, tome VII, n^{os} 3 à 10.

— Mémoires de la Société centrale d'Agriculture de France, années 1868, 1869, 1870, 1871.

— Comptes rendus hebdomadaires de l'Académie des Sciences, années 1871, 1872.

— Bulletin mensuel de la Société des Agriculteurs de France, 1870, n^o 9, — 1871, n^{os} 1 à 5, — 1872, n^{os} 1 à 11, — liste générale des membres au 1^{er} mai 1872, — comptes rendus des travaux de la Société des Agriculteurs de France, 3^e session générale annuelle, annuaire de 1872.

— Bulletin mensuel de la Société d'Acclimatation, 2^e série, tome XIII, 1870-71, 4^e trimestre, — tome XIV.

— Annuaire de la Société philotechnique, années 1870-1871, — tome XXXII, 1872.

— Bulletin de la Société protectrice des animaux, tome XVI, 1870-1871, août à décembre, — tome XVII, 1872, janvier à juillet.

POITIERS. — Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 1870, trimestres 2 et 3, — 1871, les 4 trimestres avec une carte monumentale du département, — 1872, trimestres 1 et 2.

— Bulletin de la Société académique d'Agriculture, Belles-Lettres, Sciences et Arts, 1870, n^{os} 148 à 154, — 1871, n^{os} 155 à 164, — 1872, n^{os} 165 à 170.

- PRIVAS.** — Bulletin de la Société d'Agriculture, 1871, janvier à juillet inclusivement, — 1872, avril à septembre.
- RIOM.** — Bulletin agricole du Puy-de-Dôme, 1871, n° 8, 9, 10, — 1872, n° 1 à 11.
- ROCHEFORT.** — Société d'Agriculture, des Belles-Lettres, Sciences et Arts. — Travaux, années 1866, 67, 68, 69.
- ROUEN.** — Précis analytique des Travaux de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, années 1870-1871, 1 vol. in-8°.
- Extrait des travaux de la Société centrale d'Agriculture, cahiers 180, 181.
- ST-ETIENNE.** — Annales de la Société d'Agriculture, Industrie, Sciences, Arts et Belles-Lettres, tome XIV, 1870, et tome XV, 1871.
- ST-OMER.** — Société des Antiquaires de la Morinie. — Bulletin historique, 18^e et 19^e années, livraisons 71 à 80.
- ST-QUENTIN.** — Société académique des Sciences, Arts, Belles-Lettres, Agriculture et Industrie, 3^e série, tome IX, 1869.
- STRASBOURG.** — Société des Sciences, Agriculture et Arts, 1870, tome V, n° 2.
- Journal de la Société d'Horticulture, 1871, tome IX, n° 1, 2, 3.
- TOULON.** — Bulletin de la Société académique du Var, nouvelle série, tome IV, 1871.
- TOULOUSE.** — Mémoires de l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres, 7^e série, tome II, 1870, et tome III, 1871.
- TOULOUSE ET ARIÈGE.** — Journal d'Agriculture pratique pour le midi de la France, année 1871, février à décembre, — 1872, janvier à août.
- TOURS.** — Annales de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts, tome XLIX, 1870, avril à décembre, — tome L, 1871, janvier à octobre.
- Mémoires de la Société archéologique, tome XXI, 1871; — Bulletin archéologique, tome I, 1869-1870, 4 fascicules, — tome II, 1871.
- TROYES.** — Mémoires de la Société académique d'Agriculture, des Sciences, Arts et Belles-Lettres, 3^e série, tome VI, 1869.
- VANNES.** — Société polymatique du Morbihan, années 1870, 1871, 1872 (1^{er} semestre).
- VALENCIENNES.** — Société d'Agriculture, Sciences et Arts de l'arrondissement. — Revue agricole, industrielle, littéraire et artistique, tome XXIV, 1870, juin et juillet, — tome XXV, 1871, juillet à décembre, — tome XXVI, 1872, janvier à septembre, — tome XXVII, juin, juillet, août.
- VENDOME.** — Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire, 9^e année 1870 et 10^e année 1871.
- VERSAILLES.** — Bulletin de la Société d'Agriculture et des Arts, 2^e série, mars à décembre 1871.

VERSOUL. — Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts, 3^e série 1872, n^o 3.

II. DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES.

AMÉRIQUE.

BOSTON. — *Proceedings...* procès-verbaux, vol. XII; signatures 18, jusqu'à la fin. — Volume XIII, signatures 1 à 28. — Agassir, discours pour l'anniversaire centenaire de la naissance de Humboldt. — Rapport sur les invertébrés de Massachusetts. — Procès-verbaux de l'Académie américaine des Arts et des Sciences, vol. VIII, signatures 1 à 17. — Mémoires (notes historiques sur les tremblements de terre de la nouvelle Angleterre), 1838-1869.

COLUMBUS (Ohio). — 23^e et 24^e rapports de la Société d'Agriculture de l'Ohio, 2 vol. in-8^o, 1868 et 1869 (texte allemand).

SALEM (Essex). — Bulletin de l'Institut d'Essex, vol. I et II, 1869 et 1870. — Procès-verbaux et communications, vol. VI (première et deuxième parties), 1868-1871. — *To day...* aujourd'hui, feuille contenant le récit de la foire (*fair*) de l'Institut d'Essex, du 31 octobre au 4 novembre 1870

MADISON. — Actes de la Société d'Agriculture de l'Etat du Wisconsin, tomes VIII et IX.

WASHINGTON. — *Smithsonian Institution...* Rapports annuels du Bureau des Régents, pour les années 1868, 1869 et 1870 — *Contributions to knowledge*, vol. XVI et XVII. 1870 et 1871. — *Miscellaneous collections...* mélanges, vol. VIII et IX. — *Anniversary...* Discours annuel prononcé devant la Société de médecine du district de Colombie. — *Journey...* Voyage à Musardu par Benj. Anderson, New-York, 1870.

— *Patent office...* Rapport du Commissaire des Brevets d'invention pour l'année 1868, 4 vol. in-8^o reliés.

— *Department of Agriculture...* Rapports mensuels du Commissaire de l'Agriculture pour les années 1869, 1870 et 1871, 3 vol. reliés.

LAUSANNE (Suisse). — Bulletin de la Société Vaudoise des Sciences naturelles, vol. X, 1870, n^{os} 63, 64, 66, 67.

CHRISTIANIA (Norvège). — Université royale de Norvège. Travaux divers.

Le 18 mai 1872, la Société d'Horticulture du Mans, conformément à une décision prise à la dernière réunion de son Comité d'administration, a remis à la Société d'Agriculture, Sciences et Arts les ouvrages ci-après :

1. Enquête sur les engrais industriels, grand in-4^o, tomes I et II.
2. Annuaire des eaux de la France pour 1851, 1 vol. in-4^o, 2^e partie, 1^{re} livraison.

3. Lois et documents relatifs au drainage, 1 vol. in-4°, 1854.
4. Fécondation artificielle des céréales, 1865, br. petit in-4°.
5. Recherches expérimentales sur le développement du blé, 1 vol. in-4°, 1866.
6. Description des espèces bovine, ovine et porcine, 1 vol. in-4°, tome 1 (1^{re} livraison), 1857.
7. Concours d'animaux de boucherie en 1859, 1 vol in-4°.
8. Documents concernant le typhus contagieux des bêtes à cornes, br. petit in-4°, 1865.
9. Concours international de machines à moissonner, br. grand in-8°, 1860.
10. Principes d'agriculture rationnelle, gros vol. in-8°. 1864.
11. Recueil des travaux de la Société d'Agriculture de l'Eure, 1 vol. in-8°; 1870.
12. Voyages agricoles en France, Belgique, Hollande, etc., 1 vol. in-8°, 1865.
13. Des institutions de crédit foncier et agricole, un gros volume in-8°, 1861.
14. Le crédit de l'Etat et le crédit industriel, br. in-8°, 1866.
15. L'Agriculture et la liberté, par V^{or} Borie, 1 vol. in-8°, 1866.
16. Le blé et le pain. Liberté de la boulangerie, 1 vol. in-12, 1862.
17. Labourage à la vapeur, br. in-8°, 1864.
18. Trente années d'agriculture pratique, 1 vol. in-18, 1866.
19. Chaux, marne et calcaire coquillier, br. in-18, 1858.
20. Sang de rate des animaux de l'espèce bovine, br. in-18, 1865.
21. Stabulation de l'espèce bovine, br. in-18, 1858.
22. Le mouton, par Lefour, 1 vol. in-18.
23. Le porc, par Gustave Heuzé. 1 vol in-18.
24. De l'établissement des porcheries, br. in-18.
25. Du traitement des porcs, br. in-18.
26. Les profits en agriculture, in-18.
27. Sur la valeur des fourrages, vol. in-18.
28. Catéchisme d'agriculture, br. in-18, 1866.
29. Agriculture primaire, br. in-18, 1867.
30. Le mouvement agricole en 1865, petit in-18.
31. Le petit cultivateur au XIX^e siècle, br. in-18, 1865.

III. DE QUELQUES-UNS DE SES MEMBRES.

MM. Mgr L'ÉVÊQUE. — Mandements et lettres pastorales, nos 44, 45, 46, 47, 48, 49.

- D^r JOUSSET. — La ville romaine de Saint-Ouen-de-la-Cour ; page d'histoire percheronne. Mortagne, Daupéley frères, 1870.
- Archéologie percheronne. Le crochemêlier.
- Hôpital de Bellême. Rapport médical annuel (1870) au ministère de la Guerre.
- Notre pauvre Perche. — Les Allemands, page d'histoire par un témoin.
- Us et Coutumes du vieux Perche. Testament de Gaspard de Regnoust, écuyer, sieur du Chêne, ancien gendarme de la garde du Roi (Extraits de *l'Echo de l'Orne*.)
- ARMAND THIELENS. — Trois jours d'herlorisation aux environs de Gœ, Welkenraedt et la forêt d'Hertogenwald. Gand, 1871.
- V^{or} CHATEL. — Projet de Société nationale et intercommunale d'enseignement et de propagande agricoles et horticoles, 26 mai 1871.
- B^{on} CLOUET. — Etude politique. — M. le comte de Chambord. — Correspondance de 1841 à 1871.
- HUCHER. — L'Art gaulois, 2^e partie, sign. 1, 2, 3, 4, 5, 6.
- J. LE BÊLE. — Rapport sur les travaux des Conseils d'hygiène publique et de salubrité, pendant les années 1869 et 1870.
- CHARDON. — Un mot sur nos chemins de fer départementaux. mai 1872.
- DENAI. — Histoire de l'Hôtel-Dieu de Beaufort-en-Vallée (Maine-et-Loire) (1412-1810). Angers, Lachère et Dolbeau.
- Le pape des halles, René Benoist, évêque nommé de Troyes, surintendant du collège de Navarre, conseiller du Roi, etc., etc. (1521-1608). Angers. Barassé, 1872, 1 vol. br. in-8.
- GASPARD-BELLIN. — Exposition internationale de Lyon. — Cantate, Juillet 1872.

IV. D'AUTEURS ÉTRANGERS A LA SOCIÉTÉ.

- De la décentralisation intellectuelle, par M. l'abbé Fayet, membre de l'Institut des provinces. Caen, Blanc-Hardel, 1871.
- 1789-1870, par A. Voysin de Gartempe. Paris, Ch. Douniol, 1871.
- Annuaire de la Sarthe, partie administrative, 1871. Ed. Monnoyer.

- Procédés de culture des prairies naturelles, etc., etc., par M. Goetz.
- Compte rendu des travaux du Comité de secours de la Sarthe, par M. Léon Boulanger.
- Dissertation sur la légende *Virginis parituræ*, d'après laquelle les Druides, plus de cent ans avant la naissance de Jésus-Christ, auraient rendu un culte à la Vierge Marie et lui auraient élevé une statue et consacré un sanctuaire sur l'emplacement actuel de la cathédrale de Chartres, par Morin, avocat. Paris, Martinet, 1865.
- De la confiscation des biens de la famille d'Orléans et de leur légitime restitution, — 2° Les exilés, — 3° Discours sur la souveraineté nationale, — 4° La reconnaissance, par M. Ch. Desbans, directeur de l'Enregistrement et des Domaines au Mans (hommage à la Société).
- Maladie de la vigne, pourrissant désormais par ses racines. — Résumé de la méthode expérimentale, avec deux lettres, l'une au président de la République, l'autre au ministre de l'Agriculture, par M. Bro.
- Les chemins de fer et l'enquête parlementaire, par C. Lavollée.
- Annuaire de la Sarthe, partie administrative, pour 1872, par M. Ed. Monnoyer.
- De l'impôt proportionnel appliqué aux boissons, par G. Duclaud.
- La question des chemins de fer, par F. Nouette-Dalorme.
- L'art dentaire, par Préterre. Nouvelle série, 1872 (mai, juin, juillet, septembre et novembre).
- Aperçus financiers, par Alfred Neymarck, 1868-1872. 1 vol. in-8°.
- Communication à l'Académie des Sciences sur les opuscules de M. Goetz, par M. Chevreul.
- Insuffisance des pensions accordées aux militaires blessés. Moyen de les augmenter sans accroître les charges du Trésor, par M. le comte de Biencourt. Paris, Lachaud, 1872.

V. DE M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES CULTES.

- Revue des Sociétés savantes, 5° série, année 1870, tome I^{er} et tome II. Année 1872, tome III, janvier-février, mars-avril, mai-juin.
- La Romania, recueil trimestriel pour l'étude des langues et littératures romanes, année 1872.
- Dictionnaire topographique du département de l'Aisne.
- Dictionnaire topographique du département de la Meuse, rédigé sous les auspices de la Société philomatique de Verdun, par M. Félix Liénard, 1872.

— Répertoire archéologique du département de la Seine-Inférieure, rédigé sous les auspices de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Rouen, par M. l'abbé Cochet. Paris, Imprimerie nationale, 1872.

**VI. DE M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU
COMMERCE.**

Les promenades de Paris, livraisons 39 à 42 — 43 à 46 — 47 à 50 — 51 à 54 — 55 à 58 — 59 à 62.

— Instruction résumant la situation actuelle de la nouvelle maladie de la vigne, et programme du prix de 20,000 francs pour l'inventeur d'un procédé pratique et efficace pour la guérir.

— Exposition universelle de Vienne en 1873. — Section française. — Règlement général.

PAR ABONNEMENTS.

Journal *l'Institut*.

Annales de chimie et de physique.

Journal de l'Agriculture, rédigé par Barral.

Journal d'Agriculture pratique, par Lecouteux.

Bulletin monumental.

Gazette des campagnes, par L. Hervé.

Le Sud-Est, journal agricole et horticole. Grenoble.

Observations météorologiques. — Mois de Juillet 1872.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				5 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Udometre pluie tombee en 24 heures	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel — Observations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur.	à maxima	à minima							
1	752.33	17.	27.75	12.	»	753.27	21.50	O.S.O.	☉ V.	753.19	23.
2	754.27	21.	24.	14.	»	754.41	26.75	S.S.O.	☉	754.81	28.25
3	755.54	22.50	29.	13.75	»	755.87	27.	S.S.E.	☉ V.	756.19	27.
4	755.88	22.75	28.50	15.	»	755.44	26.75	E.S.E.	☉	755.25	27.
5	754.96	23.	27.	17.	»	754.08	29.	E.S.E.	☉	753.43	29.50
6	751.09	23.	30.	15.50	»	750.11	29.75	E.	☉ V.	749.56	29.75
7	748.97	22.	30.	15.75	»	747.72	25.	E.N.E.	☉ Ton. V.	747.32	25.50
8	747.21	19.	26.	16.	2.00	747.96	24.	O.S.O.	☉ V.	748.53	25.
9	751.19	20.	25.50	16.75	»	752.20	27.	S.S.O.	☉	751.99	27.50
10	751.76	22.25	28.	18.	0.20	751.45	27.75	S.O.	☉	751.01	28.
11	750.23	21.	29.	19.	»	749.86	29.	S.S.O.	☉ V.	749.97	29.75
12	751.76	20.	30.50	17.	»	752.23	23.	S.O.	☉	752.33	22.75
13	751.17	18.75	23.50	17.	1.	751.53	19.75	S.O.	☉ Ton. V.	751.61	21.
14	751.26	14.	23.	13.50	7.	751.70	21.	S.O.	☉ V.	752.09	22.
15	753.83	17.	22.75	13.	»	754.42	21.	S.O.	☉ V.	754.61	21.75
16	753.11	17.	22.	15.	»	754.62	22.	O.S.O.	☉	754.11	23.
17	753.27	13.75	23.50	12.	»	752.81	23.	O.	☉ V.	752.20	23.50
18	752.89	21.	24.	15.	»	753.61	23.	O.	☉	754.10	25.
19	755.79	23.	28.	17.	»	756.31	28.	E.N.E.	☉	756.67	29.
20	755.82	24.	29.75	16.	»	755.59	30.25	E.	☉	755.28	31.
21	754.87	26.	32.	15.	»	754.28	31.75	E.	☉	753.49	31.75
22	750.76	26.50	32.	17.50	»	750.63	32.50	E.N.E.	☉ Ton.	750.07	33.
23	749.79	20.	35.50	19.	2.	750.27	24.	S.O.	☉ Ton.	750.41	23.
24	750.60	21.	26.	19.25	»	750.48	27.75	S.O.	☉ Ton.	750.37	29.
25	749.48	19.	29.25	21.	»	749.89	29.	S.O.	☉	750.07	30.75
26	750.22	19.	31.50	16.50	1.20	750.49	28.	S.S.O.	☉ Ton.	751.02	28.25
27	751.47	21.	29.	15.	14.	751.97	28.50	O.	☉ Ton.	752.19	27.75
28	753.66	18.	29.25	14.75	0.50	753.94	26.	O.	☉ Ton.	754.03	27.
29	753.41	19.75	27.	15.	9.	752.78	24.	S.O.	☉	751.44	24.50
30	747.11	20.	25.	16.	8.	746.27	23.75	O.	☉	746.19	24.
31	747.96	19.	25.50	14.	»	748.71	24.	O.N.O.	☉	749.29	24.25
Tot.	23314.76	631.25	853.75	491.25	45.50	23314.83	793.75	S.O.		23312.98	826.50
Max.	755.88	26.50	35.50	21.		756.31	32.50			756.67	35.
Min.	747.11	14.	22.	12.		746.27	19.75			746.19	21.
Med.	752.09	20.36	27.54	15.85		752.09	25.60			752.03	26.66

Moyenne barométrique, 752.07 — Moyenne thermométrique, 23.20.

Observations météorologiques. — Mois d'Août 1872.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				5 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Udémètre pluie lombée en 24 heures	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel — Obser- vations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur	à maxima	à minima							
1	748.47	17.	25.	10.	»	748.19	23.	O.	☉	747.71	23.50
2	747.13	16.75	24.	11.	»	746.43	20.	O.	☉ Ton.	745.89	19.
3	746.98	16.	21.	10.	3.	747.61	20.	O. S. O.	☉	747.79	21.
4	747.83	18.	22.	9.50	2.	747.23	22.	O.	☉	746.54	23.
5	747.39	17.	23.25	11.	»	747.11	20.50	S. S. O.	☉ Pl.	746.89	21.75
6	745.28	17.75	22.	13.	4.	744.96	21.50	S. O.	☉	744.47	22.25
7	744.89	16.	22.50	12.25	3.20	745.19	20.	S. O.	☉ V.	745.38	20.
8	746.35	18.	20.75	14.	»	746.51	21.75	S.	☉	746.67	22.
9	747.27	13.25	22.	10.75	5.	747.82	23.	O.	☉ V.	748.24	22.25
10	748.83	17.	23.	12.	13.20	749.17	23.	O. S. O.	☉ V.	749.49	23.50
11	750.86	17.	24.75	13.25	»	751.33	22.	O.	☉	751.84	20.75
12	755.49	14.	23.50	9.25	»	756.23	20.	S. O.	☉	756.97	22.
13	757.07	16.	23.	9.50	»	757.18	22.75	O.	☉	757.43	23.75
14	756.98	15.75	24.25	10.50	»	756.49	24.	N. N. O.	☉	756.20	24.
15	754.63	16.	25.	10.25	»	754.11	24.	N. O.	☉	753.97	25.
16	760.		29.	2.	»		29.	O.	☉		
17	759.		30.	12.	»		36.	N.	○		
18	759.		30.	13.	»		31.	N. E.	○		
19	758.		31.	12.	»		25.	E.	○		
20	755.		30.	12.	»		26.	E.	☉		
21	756.		30.	15.	»		20.	O.	●		
22	756.		24.	15.	»		24.	O.	☉		
23	759.		24.	11.	2.45		22.	N. O.	●		
24	763.		26.	13.	»		25.	E.	☉		
25	762.		28.	12.	»		23.	S.	○		
26	757.		30.	12.	»		25.	S. O.	☉		
27	758.		26.	13.	»		23.	O.	●		
28	762.		24.	11.60	»		20.	N. O.	○		
29	763.		24.	7.	»		21.	N. O.	○		
30	760.		25.	10.	»		23.	O.	☉		
31	758.		26.	12.	»		21.	O. S. O.	☉		
Tot.	11245.43	245.50	346.00	168.25	32.95	11245.56	327.50	O.		11245.48	333.75
Max.	757.07	18.	25.	15.25	»	757.18	24.			757.43	25.
Min.	744.89	13.25	20.75	9.25	»	744.96	20.			744.47	19.
Med	749.69	16.37	23.08	11.22	»	749.70	21.82			749.70	22.25

Moyenne barométrique, 749.70. — Moyenne thermométrique, 18.94.

NOTA. — L'auteur, n'ayant pu faire ses Observations depuis le 16 août jusqu'au 19 septembre, a dû emprunter à des Observations particulières les chiffres posés dans cet intervalle et qui pour cela ne font pas partie des comptes mis au bas des colonnes.

Observations météorologiques. — Mois de Septembre 1872.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				3 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Udèmetre pluie tombee en 24 heures	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel — Observations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur.	à maxima	à minima							
1	759.		26.	11.	»		23.	N.	○		
2	755.		26.	12.	»		24.	N.E.	○		
3	750.		30.	17.	»		27.	S.	☉		
4	748.		34.	19.	0.20		21.	S.	●		
5	747.		31.	11.	»		23.	S.O.	☉		
6	749.		30.	12.	»		22.	S.S.O.	☉		
7	753.		27.	10.	»		21.	N.E.	☉		
8	758.		25.	9.	»		23.	E.	○		
9	758.		26.	8.	»		26.	N.	☉		
10	758.		26.	8.	»		21.	O.	●		
11	761.		27.	9.	»		22.	O.S.O.	☉		
12	765.		26.	12.	»		24.	O.	○		
13	766.		27.	15.	»		26.	N.O.	○		
14	763.		27.	14.	1.		21.	N.	●		
15	764.		25.	11.	»		20.	N.N.O.	☉		
16	760.		24.	15.	»		21.	N.O.	☉		
17	758.		24.	13.	»		20.	N.O.	☉		
18	753.		22.	9.	»		20.	O.	○		
19	752.		20.	7.	»		19.	O.	☉		
20	752.98	6.	10.50	1.	»	752.53	16.	S.O.	☉ G.bl.V.	750.84	10.
21	751.87	8.	16.	6.	»	752.11	8.	O.	☉	753.07	9.
22	754.96	7.50	9.75	5.	»	753.14	8.75	S.S.O.	●	753.43	8.25
23	753.18	5.	9.25	3.	»	754.67	10.	O.	☉ Pl.	754.19	9.
24	753.43	7.	10.75	6.	»	753.29	9.25	O.S.O.	☉	753.12	8.75
25	752.49	7.	10.	4.	»	751.84	8.75	S.S.O.	☉ Pl.	750.96	9.
26	749.18	8.	9.75	3.	»	748.91	19.	S.S.E.	○	748.61	19.50
27	747.56	4.75	19.50	2.	»	747.09	17.	S.S.E.	☉ Gel.bl.	746.83	18.
28	745.20	7.	19.25	3.	»	744.66	9.	E.S.E.	☉ Pl.	744.01	8.50
29	743.31	9.50	11.	7.	»	742.52	12.	S.S.O.	☉	741.79	11.50
30	749.42	10.	13.	8.75	»	740.07	20.	O.S.O.	☉	739.74	19.
Tot.	8243.68	77.75	138.75	53.75	55.	8241.83	137.75	S.		8236.59	130.50
Max.	755.18	10.	19.50	8.75		753.14	20.			753.43	19.50
Min.	740.42	4.75	9.25	2.		740.07	8.			739.74	6.25
Med	749.61	11.11	12.61	4.89		749.26	12.52			748.96	11.86

Moyenne barométrique, 749.28. — Moyenne thermométrique, 10.60.

Observations météorologiques. — Mois d'Octobre 1872.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				5 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Udromètre pluie tombee en 24 heures	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel — Observations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur	à maxima	à minima							
1	739.71	12.	21.	10.	»	729.67	18.	S. O.	● Pl.	739.43	21.
2	740.58	16.	22.	14.	6.	741.03	17.75	S. O.	● Pl.	741.37	20.
3	743.43	10.	21.50	7.	8.	744.27	17.	S. S. O.	● Pl.	743.24	21.
4	748.82	9.75	22.	6.	3.80	749.11	19.	S. S. E.	● Vt.	749.47	19.
5	752.49	7.	21.	5.75	1.	752.24	18.25	S. E.	○	752.04	19.
6	751.17	4.25	19.	2.5	»	751.49	16.	S. O.	● Gel. bl.	751.89	17.50
7	752.54	8.	18.	4.	5.	752.96	15.50	O.	● Pl.	753.68	16.
8	753.63	6.	16.75	3.	4.	755.43	15.25	S. O.	● Vt.	753.17	18.
9	753.47	11.	18.	9.25	2.20	753.29	16.75	S.	●	753.06	17.
10	752.71	18.	19.75	10.	2.80	752.99	21.	S. S. O.	● Pl.	753.29	21.
11	753.83	11.	21.75	4.	2.80	754.20	17.	S. S. O.	● Ten.	754.81	17.50
12	756.77	10.	19.	1.50	3.	756.66	15.	N. O.	○ Gel. bl.	756.14	16.
13	755.81	8.	17.	1.	»	755.77	14.75	N. E.	● Gel. bl.	754.99	15.25
14	753.04	10.	16.	2.25	0.60	753.41	13.	E. S. E.	○ Gel. bl.	753.53	13.
15	753.76	9.	17.	3.	4.	754.01	15.	S. S. E.	● Vt.	754.21	17.
16	755.32	10.	18.25	5.	»	755.18	18.	S. E.	●	754.93	17.75
17	753.09	7.	19.	4.	2.	752.14	16.	S. S. E.	● Pl. Ten.	751.72	15.75
18	750.92	11.	16.	7.	11.	750.43	14.50	S.	● Pl.	750.12	12.
19	750.85	8.25	15.	4.75	6.	751.12	15.75	S. O.	●	751.27	16.
20	751.58	8.	18.	5.	2.	752.12	17.	S. S. O.	● Vt.	753.01	16.50
21	758.99	6.75	18.	4.	2.60	760.09	17.25	S. O.	●	759.79	17.
22	758.	9.	18.75	1.50	»	758.32	18.75	O.	● Pl.	757.96	19.
23	757.68	12.	20.	6.	3.20	756.19	15.75	O. S. O.	● Vt.	755.83	15.
24	754.47	9.	17.	3.	1.80	754.20	13.	S. S. O.	● Vt.	754.18	13.
25	754.03	7.	14.	2.25	»	754.41	11.75	S. O.	●	755.17	12.
26	753.54	9.	13.25	5.75	2.	752.84	17.	O. S. O.	● Pl. Vt.	752.62	16.
27	751.54	8.75	17.	5.	4.20	751.16	16.50	S. S. E.	●	750.59	16.
28	749.58	6.	17.	2.	4.	749.28	13.	E. S. E.	● Gel. bl.	749.22	13.50
29	748.76	7.	14.25	3.	7.	748.07	14.75	S.	● Pl.	747.96	14.
30	747.	7.50	15.	4.	3.50	747.11	15.	S.	● Pl.	747.34	16.
31	748.18	10.	17.50	6.	10.	748.96	15.	S. O.	● Vt.	749.70	15.
Tot.	23305.29	288.25	357.75	154.25	102.50	23306.15	500.25	S.		23307.13	514.75
Max.	758.99	18.	22.	14.		760.09	21.			759.79	21.
Min.	751.78	9.30	17.99	4.97		751.88	16.14			751.81	16.00
Med.	739.71	4.25	13.25	1.		739.67	11.			739.43	12.

Moyenne barométrique, 751.83. — Moyenne thermométrique, 12.88.

Observations météorologiques. — Mois de Novembre 1872.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				5 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Udometre pluie tombée en 24 heures	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel — Observations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur.	à maxima	à minima							
1	752.27	12.	15.50	11.	»	751.83	15.	S. S. O.	☉ Vi.	751.54	14.50
2	750.04	11.	17.	9.	1.50	748.97	16.	S. O.	☉ Pl. Ten.	745.10	14.
3	743.83	13.	16.	10.25	35.	743.76	14.25	O.	☉ Vi.	743.79	14.
4	745.19	13.	15.	11.	3.	745.47	14.	S. O.	☉ Vi.	745.68	13.25
5	746.10	10.	15.	9.25	1.	746.49	13.	S. O.	☉ Pl.	748.14	12.
6	749.11	8.	13.	5.	1.30	749.51	14.	S.	☉	750.04	13.
7	752.54	7.	15.	4.	»	752.99	12.50	S. S. O.	☉	753.04	12.25
8	753.96	4.75	13.	1.25	1.40	753.83	9.75	N. O.	☉ Gel. bl.	753.84	10.
9	754.18	7.	10.	5.	»	754.56	8.75	N. N. O.	☉ Pl.	755.17	8.
10	756.33	7.50	10.	5.	5.20	756.43	10.	O.	☉ Pl.	756.88	9.
11	757.25	8.	11.50	4.25	1.80	757.33	11.50	O. N. O.	☉	757.35	9.75
12	757.44	8.	12.	6.	1.20	757.32	10.	O.	☉ Pl.	757.21	9.
13	756.08	9.	10.	6.50	2.60	755.45	9.	O.	☉ Pl.	754.84	7.
14	753.47	8.	10.	6.	6.	752.86	10.25	O. S. O.	☉	751.19	7.75
15	747.09	9.50	10.25	7.	4.	745.97	10.	S. S. O.	☉ Pl.	745.05	9.
16	744.87	7.	10.	5.75	11.40	744.67	9.50	S. S. E.	☉	744.54	9.25
17	743.04	9.	10.	6.	3.	743.	11.	S.	☉	742.82	11.
18	742.24	9.50	12.	7.	2.80	742.32	12.	E. S. E.	☉	742.81	11.
19	743.65	8.	12.	6.	1.20	743.89	10.	S. O.	☉ Vi.	744.19	9.75
20	744.82	8.	11.	7.50	9.	744.77	10.25	S. O.	☉ Pl.	744.79	10.
21	745.17	7.	11.	5.	7.60	745.65	9.	S. O.	☉	746.06	9.
22	746.69	7.25	10.75	4.75	1.40	746.58	9.	S. S. O.	☉ Vi.	746.47	8.75
23	745.55	4.	9.	2.25	3.	745.64	7.75	S.	☉	745.54	7.
24	744.06	7.	8.	5.	1.	743.67	9.	S. O.	☉ Vi.	742.91	9.
25	740.33	8.	9.	7.	5.46	740.17	10.	S. O.	☉ Pl. Vi.	739.96	9.
26	739.17	8.75	10.	7.	17.40	738.77	11.	O. S. O.	☉ Pl. Vi.	737.90	11.
27	736.91	9.	12.	10.	1.40	736.49	12.25	N. O.	☉	736.07	11.75
28	735.23	10.75	12.25	9.	18.	735.17	12.	N.	☉	735.21	11.
29	734.04	10.	12.	9.25	0.80	733.74	12.	N. O.	☉ Pl.	733.48	12.
30	736.96	10.25	12.50	10.	23.60	737.63	13.50	S. S. O.	☉ Pl.	737.11	12.75
Tot.	22397.61	259.25	354.75	202.	171.	22394.93	336.25	S.		22390.72	314.75
Max.	757.44	13.	17.	11.		757.33	16.			757.35	14.50
Min.	734.04	4.	8.	1.25		733.74	7.75			733.48	7.
Med.	746.57	8.64	11.82	6.77		746.50	11.21			746.36	10.49

Moyenne barométrique, 746.48. — Moyenne thermométrique, 9.79.

Observations météorologiques. — Mois de Décembre 1872.

JOURS.	9 HEURES DU MATIN.					MIDI.				5 H. DU SOIR.	
	Baromètre à zéro.	THERMOMÈTRE			Udromètre pluie tombee en 24 heures	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.	VENT.	État du Ciel — Observations.	Baromètre à zéro.	Thermo- mètre extérieur.
		exté- rieur.	à maxima	à minima							
1	733.83	7.	10.	2.50	1.40	733.67	8.50	S. S. E.	☉ Vt.	733.61	7.
2	733.42	6.25	8.75	3.	»	736.11	8.25	E. N. E.	☉ Pl. Vt.	733.97	8.
3	734.09	5.	9.	3.50	6.40	736.17	8.	S. E.	☉ Pl. Vt.	738.41	7.50
4	744.84	7.	8.50	5.	3.	747.11	7.75	N. O.	☉	752.17	5.75
5	751.26	3.	8.	-1.	»	751.19	8.	N. N. O.	☉ Gel. bl.	750.92	6.
6	748.73	10.	10.	5.	7.	747.51	12.	S. E.	☉	746.24	11.
7	743.99	8.50	12.	3.	6.60	745.11	9.75	S. O.	☉ Gr. Vt.	745.84	9.50
8	743.17	7.	10.	6.	0.80	742.75	11.	S. S. O.	☉ Vt.	742.52	10.
9	740.28	6.	11.25	4.	1.60	738.49	9.	E. S. E.	☉ Vt.	735.67	8.50
10	726.16	3.75	9.75	0.75	1.	726.10	9.25	S. S. E.	☉ Gr. Vt.	726.61	9.
11	749.76	1.	9.	-1.	1.40	753.18	9.	N. N. O.	☉ Vt.	710.84	8.
12	736.05	3.	10.	0.50	20.	738.23	8.50	O.	☉ Gel. bl.	735.46	9.
13	754.84	0.75	10.	-1.50	»	753.29	7.	O.	☉ Pl. G. bl.	751.17	7.
14	742.09	9.	9.	1.	21.60	741.96	8.50	O. S. O.	☉ Pl.	741.53	8.
15	745.19	5.	9.50	2.50	1.	746.76	9.50	O.	☉	747.84	9.
16	749.46	5.	10.	3.	1.60	749.82	9.	S. O.	☉	750.24	9.
17	746.98	4.75	10.	0.75	4.	747.35	8.75	S. S. O.	☉	748.03	8.50
18	747.67	6.	9.	4.	2.20	747.14	7.50	S. S. O.	☉ Vt.	746.96	8.
19	748.28	3.50	8.75	1.25	1.	744.91	8.	S. O.	☉	744.29	7.25
20	743.79	7.	9.	4.	0.40	743.57	8.	S.	☉	743.17	7.25
21	746.95	8.	8.59	6.	8.	747.11	8.50	S. O.	☉ Pl.	747.24	8.
22	752.17	9.	10.	7.	5.20	752.49	12.50	S. S. E.	☉	752.37	12.
23	749.28	5.50	13.	4.50	»	748.63	12.	S. O.	☉	747.96	12.
24	743.39	7.	12.75	5.	»	742.04	12.75	S. O.	☉ Vt.	740.82	13.
25	738.11	6.25	13.	4.	»	737.18	13.	S. S. O.	☉ Vt.	737.17	12.50
26	737.20	7.50	13.	6.	»	737.11	11.25	O. S. O.	☉	737.60	11.
27	738.84	7.	12.	5.25	»	739.41	10.	S. S. O.	☉	740.44	11.
28	742.76	5.	11.75	4.	»	743.89	12.	S. O.	☉	745.01	11.50
29	748.17	5.	12.50	4.	»	749.11	10.	S. S. E.	☉	750.03	9.50
30	733.31	6.	10.	5.	»	733.77	10.	S. S. O.	☉	734.	9.
31	749.23	7.	10.25	4.25	1.60	750.21	8.	S. S. O.	☉	751.11	7.75
Fol.	23062.27	171.75	318.25	101.25	95.80	23071.37	295.25	S.		23079.21	270.50
Max.	754.84	10.	13.	7.		733.77	13.			755.46	13.
Min.	726.16	0.75	8.	-1.50		726.10	7.			726.61	5.75
Med.	743.94	5.54	10.27	3.27		741.24	9.52			744.49	8.73

Moyenne barométrique, 744.22. — Moyenne thermométrique, 7.47.

EXTRAIT DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

Pendant le 4^e Trimestre de 1872.

Séance du 8 novembre 1872.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. CHARDON, SECRÉTAIRE.

La correspondance manuscrite et imprimée comprend, entre autres :

1^o *Le Répertoire archéologique du département de la Seine-Inférieure*, par M. l'abbé Cochet ;

2^o Le programme de la ferme-école de la Sarthe nouvellement installée à la Pilletière ;

3^o Deux livraisons de l'*Art Gaulois*, par M. Hucher, membre titulaire, et des *Promenades de Paris*, par M. Alphand ;

4^o *La Pratique du drainage*, par Antoine Françon ;

5^o Les programmes des prix à décerner par plusieurs Sociétés savantes, notamment par la Société d'Encouragement pour l'industrie nationale. M. Surmont appelle l'attention de notre Compagnie sur l'importance du programme de cette société, qui recherche les moyens de venir puissamment en aide aux branches que nous étudions. Il rappelle qu'avant les vacances il a lui-même saisi la Société d'une proposition ayant pour but d'étudier les moyens de développer les études scientifiques et littéraires ;

6^o Un rapport de M. Percheron sur les principaux articles du *Journal d'Agriculture pratique*, parmi lesquels il signale celui de notre collègue M. de Villiers fils, sur le concours régional du Mans ;

7^o Une lettre de M. le Préfet nous annonçant que le Conseil général a maintenu la subvention qu'il accorde d'ordinaire à notre Société ;

8^o Un questionnaire de la Société des Agriculteurs de France, relatif à la sériciculture et aux insectes nuisibles. M. Surmont appelle l'attention de notre Compagnie sur cette dernière partie du questionnaire qui est renvoyé à l'examen de M. Charault. M. Martin insiste sur l'importance qu'il attache à voir les sociétés de province se préoccuper des questions posées par la Société des Agriculteurs de France dans ses sessions au-

nuelles. C'est à ces sociétés à discuter surtout plus particulièrement celles des questions ainsi ouvertes, qui intéressent spécialement tel ou tel département.

Plusieurs membres rappellent que la Commission d'Agriculture a été chargée précisément d'examiner la question des rapports entre le propriétaire et le fermier sortant posée par la Société des Agriculteurs de France; ils expriment le désir que le fonctionnement de cette Commission lui permette de soumettre prochainement à notre Compagnie le résultat de ses études.

9° M. le Président fait connaître successivement les demandes d'admission, au titre de membre titulaire, de M. de Villepin, nouveau directeur de la ferme-école de la Sarthe, présenté par MM. Courtillier et Chardon, M. le vicomte Menjot d'Elbenne, licencié en droit, membre de la Société française de numismatique, et de M. Rathouis, ancien officier de marine, directeur de la fabrique des vitraux des Dames carmélites du Mans, présentés, le premier par MM. Hucher père et Boisseau, le second par MM. Hucher et Clouet.

10° M. le Président lit ensuite une lettre de M. Liblin, directeur de la *Revue d'Alsace*, qui vient de ressusciter cette revue à Belfort dans le but de conserver, à une province arrachée à la mère-patrie, un organe continuant d'y représenter la pensée française sur le terrain historique et littéraire. M. Liblin demande aux sociétés savantes de France de lui accorder le concours de leurs souscriptions. Cette demande de souscription est renvoyée à l'examen du Bureau qui s'inspirera des idées émises par la Société en faveur de cette œuvre patriotique. Le Bureau est également chargé d'examiner une demande de souscription en faveur de M. Barral, directeur du *Journal d'Agriculture*, formée par plusieurs agriculteurs, afin de venir en aide à cet agronome rudement éprouvé par les derniers événements.

11° M. le Président donne lecture d'une lettre de M. l'abbé Voisin, membre titulaire, qui demande qu'à cause de sa mauvaise santé persistante la Société veuille bien lui accorder le titre de membre honoraire. Cette demande est immédiatement suivie d'un vote unanime de prise en considération.

M. le Président rend compte ensuite des travaux de la Commission chargée par la Société d'organiser au dernier concours régional une exposition de l'ensemble de tous les produits agricoles du département. Il rend hommage au zèle de M. Guéranger qui, bien que membre honoraire, a consenti à accepter la présidence de la Commission, et dont les efforts et le dévouement ont tout particulièrement assuré le succès de cette exposition hors concours, pour laquelle une médaille d'or grand module a été accordée à la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, par M. le Ministre d'Agriculture, sur la demande du jury.

Il propose en conséquence :

1° Que cette médaille et deux autres déjà obtenues à l'exposition de

Londres soient convenablement encadrées et placées à part dans la Bibliothèque de la Société;

2° Que le catalogue des produits exposés par la Société au concours régional de 1872, dont M. Guéranger est l'auteur, soit reproduit dans la prochaine livraison de notre bulletin;

3° Que des remerciements soient votés à M. Guéranger.

La Société s'empresse d'adopter l'ensemble de ces propositions.

M. le Président expose qu'il a reçu pendant les vacances le questionnaire de l'enquête sur les conditions du travail en France. Notre Société était chargée particulièrement d'exprimer son avis sur le § III, relatif à l'Agriculture. M. le Président a prié M. Percheron de vouloir bien répondre à cette partie du questionnaire.

La réponse de M. Percheron est, en son absence, lue par M. le Secrétaire.

La Société remercie M. Percheron de son consciencieux travail. Plusieurs membres proposent à la Société d'y donner son approbation et de se l'approprier.

M. de Villiers fait des réserves sur l'approbation exprimée par M. Percheron en faveur du courant d'idées qui se manifeste en ce moment en Angleterre pour obtenir une loi qui oblige le propriétaire à indemniser le fermier sortant de la mieux-value résultant de ses avances. Il pense que ce système jetterait le propriétaire dans la voie des procès, qu'il serait fort difficile de constater la plus-value et d'apprécier si des améliorations, souvent plus factices que réelles, sont le fait du fermier, qui pourrait de la sorte aussi entraîner son propriétaire malgré lui dans des dépenses dépassant ses moyens.

MM. Surmont et Boisseau pensent que le simple vœu émis par M. Percheron est au contraire utile à l'Agriculture, que ce serait une bonne solution des progrès agricoles, et qu'il est désirable qu'on puisse arriver à des moyens pratiques de tenir compte à chacun de la quote-part de ses dépenses dans l'amélioration du sol.

M. Chardon rappelle que l'examen de cette importante question a été renvoyé déjà à une Commission spéciale par la Société.

Le rapport de M. Percheron est mis aux voix et adopté.

M. le Président expose que le questionnaire de la Commission d'assistance publique dans les campagnes a été envoyé à l'examen d'une Commission composée de MM. Garnier, Le Bêle, Mordret, Chardon et Surmont père; que chacun des membres de la Commission, afin de se partager le travail, a été chargé de l'étude d'un paragraphe spécial de cet important questionnaire; il ajoute que, dans la rédaction de ce document, il est des séries de questions qui se reproduisent plusieurs fois, et qu'il y a de la sorte plusieurs doubles emplois dans les demandes et dans les réponses. Chaque membre ayant été chargé d'une part de travail, il pourra donc se présenter des réponses divergentes. Aussi est-ce le travail individuel de chacun qui va être lu à la Société, et non le travail de la Commission.

Quelques membres regrettent que la Commission ne se soit pas mise d'accord pour faire un véritable rapport, et apporter sur chaque question une solution pratique, une réponse unique et tangible qu'on puisse adopter, au lieu des opinions divergentes de chacun. D'autres membres expriment l'avis que la lecture de chaque travail soit suivie de sa discussion.

M. le Président croit, au contraire, préférable de connaître tous les travaux, toutes les réponses avant de les discuter. Il pense que la discussion générale viendra mieux à la fin de toutes les lectures.

Cette question du meilleur ordre de discussion à suivre et la précédente donnent lieu à de nombreuses observations auxquelles prennent part M. le Président et MM. Surmont, Martin, Chardon, Julien et Le Bêle; après quoi, la Société décide que pour abréger le temps de la discussion, et dans l'espérance de mieux asseoir son jugement en pleine connaissance de cause, il sera d'abord donné lecture de toutes les réponses de chacun, après quoi seulement la discussion sera ouverte.

M. Garnier lit ses réponses sur les §§ 1 et 2, intitulés : *Bureaux de bienfaisance et Comités cantonaux*.

M. Mordret lit ensuite son travail sur le § 3, intitulé : *Assistance médicale et pharmaceutique*, travail approuvé et adopté déjà par le Comité consultatif de la médecine des pauvres dans le département. M. Le Bêle, donnant à la même question une solution différente, lit à son tour un projet de règlement d'assistance médicale, déjà publié dans le *Bulletin de l'Association médicale de la Sarthe*, et met en relief les points principaux de ce règlement, dont il dépose un exemplaire imprimé sur le bureau.

M. Mordret, en son nom particulier, soumet à la Société les réponses qu'il a rédigées sur le § 4 du questionnaire, intitulé : *Assistance hospitalière*, après quoi la suite des lectures est renvoyée à la prochaine séance.

Séance du 22 novembre 1872.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. CHARDON, SECRÉTAIRE.

La correspondance manuscrite et imprimée comprend, outre les publications périodiques échangées avec les autres Sociétés savantes :

1° Un compte rendu des journaux agricoles par M. Percheron, qui signale un article de M. Lecouteux sur la luzerne et le sainfoin et un autre de M. Barral sur le prix de la farine et du pain et les bénéfices de la meunerie;

2° Une lettre de M. Marcellin Vétillart père, de Pontlieue, qui offre à la Société des fruits d'un noyer tardif ne craignant pas les gelées du prin-

temps; il en recommande la propagation, avec la certitude de rendre un service aux personnes qui voudraient le cultiver.

M. le Président remercie M. Vétillart de sa communication et de son offre. Les noix qu'il a bien voulu envoyer à la Société sont distribuées à ceux des membres qui en font la demande, conformément à son désir et au but d'utilité publique qu'il poursuit. Elles seront en outre propagées autant que possible dans la mesure de nos relations.

Après un vote unanime, M. l'abbé Voisin est proclamé membre honoraire.

On procède ensuite au scrutin sur la prise en considération des demandes du titre de membre titulaire de MM. de Villepin, Menjot d'Elbenne et Rathouis, et le vote donne successivement un résultat favorable sur ces trois demandes.

La Société procède ensuite à l'audition de la suite des réponses au questionnaire de l'Assemblée nationale sur l'assistance publique dans les campagnes.

M. Chardon donne lecture d'une série d'observations sur le § 5, relatif aux enfants orphelins ou abandonnés.

M. Surmont, chargé de l'examen du § 8, spécial aux mesures de prévoyance, après avoir développé verbalement les phases différentes par lesquelles les caisses d'épargne ont passé depuis leur création jusqu'à ce jour, donne lecture de ses réponses écrites relatives à la question du développement de l'institution des caisses d'épargne et des sociétés de secours mutuels dans les campagnes.

Puis M. le Président Boisseau lit un mémoire dans lequel il examine les différentes mesures à prendre pour l'extinction de la mendicité, le rôle et l'utilité actuelle des dépôts, les modifications à introduire dans l'organisation actuelle de l'assistance publique. La Société remercie M. Boisseau de son remarquable mémoire; après quoi, vu l'heure avancée, la discussion générale est renvoyée à la prochaine séance.

Séance du 6 décembre 1872.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. CHARDON, SECRÉTAIRE.

La correspondance manuscrite et imprimée comprend :

1° La demande d'admission comme membre titulaire formée par M. Augier, ancien membre du Conseil général, présenté par MM. Boisseau et Martin;

2° Le dépouillement des journaux d'agriculture par M. Percheron. M. Percheron signale entre autres, dans le journal de M. Lecouteux (numéro du 7 octobre 1872, p. 77), un article sur le concours régional du Mans, la race mancelle et son exclusion du concours en tant que race

principale; il pense qu'il est utile de réfuter cet article et de prendre la défense de notre race locale.

M. Chardon s'associe à l'idée exprimée par M. Percheron; signalant ce qu'ont fait les agriculteurs en faveur de la race charolaise, il pense que la mission de réhabiliter, de ressusciter en quelque sorte la race mancelle, bien utile encore dans l'état actuel de la culture de la plupart de nos cantons, revient tout naturellement à la Société d'Agriculture de la Sarthe; il demande la nomination d'une Commission chargée d'étudier cette question. Cette opinion est appuyée par M. Martin, qui est d'avis de réagir contre l'exclusion dont est frappée la race mancelle, et signale l'urgence de l'examen de la question, en vue du prochain concours régional d'Alençon.

La Société désigne MM. Vérel, Martin, Percheron, de Villepin, de Villiers père pour faire partie de la Commission chargée de cet examen, et les invite à s'enquérir de l'opinion des cultivateurs.

Après des votes favorables, MM. de Villepin, d'Elbence et Rathouis sont successivement proclamés membres titulaires.

On entend ensuite la lecture de la réponse générale faite par la Commission au questionnaire de l'Assemblée nationale sur l'assistance publique dans les campagnes. Cette réponse comprend : 1^o un résumé du Mémoire de M. Boisseau lu à la dernière séance; 2^o un travail de M. Chardon sur l'état actuel du service des enfants assistés, et les modifications à y apporter; 3^o les réponses précédemment lues de M. Mordret sur l'assistance médicale, et de M. Surmont sur les associations de prévoyance.

M. le Président demande à la Société si elle veut bien donner son approbation à cette réponse générale. La discussion est ouverte à cet égard et tout spécialement sur les moyens d'arriver à l'extinction de la mendicité.

Après une discussion vive et animée, à laquelle prennent part MM. Martin, Follie, Paul Surmont et Vigneau, qui font de nombreuses réserves en faveur de l'existence des dépôts de mendicité, après d'intéressantes observations de M. Clouet sur le caractère purement volontaire que doit toujours conserver l'assistance, M. Boisseau ayant de nouveau développé les avantages de l'organisation qu'il propose et passé en revue les objections qui lui ont été adressées, la Société, considérant que le système proposé par M. Boisseau ne supprime pas purement et simplement les dépôts, mais ne les fait disparaître qu'après les avoir remplacés par une organisation nouvelle de l'assistance publique, adopte la réponse au questionnaire présentée sur ce point, comme sur tous les autres, par sa Commission et décide qu'elle sera transmise à la questure de l'Assemblée nationale.

Séance du 19 décembre 1872.

PRÉSIDENCE DE M. BOISSEAU.

M. CHARDON, SECRÉTAIRE.

La correspondance manuscrite et imprimée comprend :

1^o Un avis de la Société des Agriculteurs de France, annonçant pour le 10 février prochain l'ouverture de la session annuelle ;

2^o Une circulaire de M. Dumoret, maire de Bagnères et président de la Société d'encouragement pour l'agriculture et l'industrie, tenant le comice agricole de l'arrondissement de Bagnères-de-Bigorre, circulaire relative aux concours régionaux, dont cette Société demande la suppression, en alléguant contre eux, comme principal grief, qu'ils servent aujourd'hui à faire vendre à la boucherie les meilleurs reproducteurs ;

3^o Le programme du Congrès scientifique de l'Institut des Provinces qui s'ouvrira à Pau, le 31 mars. La Société vote une adhésion, et pourra plus tard à la nomination d'un ou de plusieurs délégués ;

4^o Une lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique annonçant à la Société le don d'un exemplaire de l'année 1872 de la *Romania*. M. le Président annonce qu'il a remercié M. le Ministre de l'envoi de cette revue ; la Société exprime le désir de voir l'envoi de cette importante publication lui être ultérieurement continué.

5^o Une circulaire de M. Vérel, président de la Commission chargée d'élaborer un projet d'union entre les diverses Sociétés agricoles du département de la Sarthe, et annonçant pour le 24 janvier une Assemblée générale des présidents et vice-présidents de chaque Comice ou Société agricole, et des délégués que chaque Société est priée de nommer au nombre de deux. M. le Président demande si la Société veut bien procéder à la désignation de deux délégués. Quelques membres font observer qu'il faudrait préalablement statuer sur la question de savoir si notre Compagnie est d'avis de donner son adhésion à la nouvelle Société.

M. Martin pense qu'avant de prendre une décision, il est indispensable de connaître le programme qui a dû être discuté et arrêté par les délégués nommés, et qu'il est difficile de formuler une adhésion à une Société dont les statuts n'existent pas.

Pour répondre à M. Martin, M. Vérel explique comment le Comice agricole du Mans a eu le premier la pensée d'unir en un seul groupe toutes les Sociétés agricoles de la Sarthe. Cette pensée a été soumise à toutes les Sociétés et Comices dans une réunion générale à la mairie du Mans. Dans cette assemblée il a été décidé de donner suite à l'idée, et l'on a nommé une commission de douze membres chargée d'élaborer un programme. Cette commission, dans les deux réunions qu'elle a eues, s'est bornée à poser des jalons, sans rien arrêter d'une façon définitive. Elle a décidé en principe quelques points principaux, réservant à l'association

le soin de se prononcer sur le reste. De là, la réunion du 24 janvier à laquelle sont conviés les présidents et délégués de toutes les Sociétés pour arrêter d'une façon définitive l'organisation de l'œuvre à créer. Ce n'est pas une Société nouvelle qu'on se propose d'établir, mais seulement une union des Sociétés existantes qu'on veut relier entre elles afin de faire progresser l'agriculture.

Après ces explications de M. Vérel, M. le Président est d'avis que la question vaut la peine d'être sérieusement étudiée. La Société décide qu'elle sera mise à l'ordre du jour de la prochaine séance.

M. le Président dépose ensuite une note de M. Percheron, contenant le dépouillement des journaux agricoles. M. Follie, commandant du génie, exprime à cette occasion la peine qu'il a ressentie en voyant le journal de M. Barral contenir des insultes à l'adresse de l'armée. Il invite la Société à s'associer à lui et à exprimer le regret qu'elle a de voir M. Barral émettre des opinions de nature à jeter l'inquiétude parmi les agriculteurs.

La motion de M. Follie est suivie de plusieurs observations, auxquelles prennent part M. le Président Boisseau, MM. Vérel, Pellier, Martin, de Villiers, motivées sur les inconvénients qu'il y a, suivant ces trois derniers membres de la Société, à voir des journaux essentiellement agricoles parler de politique dans leurs colonnes, alors que les Sociétés agricoles s'interdisent cet ordre de discussions.

M. Martin fait observer qu'on peut trouver tout particulièrement déplorable de voir le journal de M. Barral faire de la politique sous le titre mensonger de Chronique agricole, alors que d'autres journaux agricoles se disent du moins franchement politiques et montrent loyalement leur drapeau.

Après une courte discussion sur la forme à donner à l'expression du mécontentement éprouvé par la Société, il est décidé qu'une adhésion unanime aux regrets émis par M. Follie sera insérée au procès-verbal.

Après un vote favorable, la demande du titre de membre titulaire de la Société, formée par M. Edouard Augier, est prise en considération.

Il est ensuite procédé au renouvellement du Bureau et d'abord à l'élection du Président.

Aucun des membres, au premier tour du scrutin, n'ayant obtenu la majorité absolue exigée par le règlement pour l'élection, il est procédé à un second tour.

M. Martin prie ceux de ses collègues qui lui ont donné leurs voix, de vouloir bien faire choix d'un autre membre, ses nombreuses occupations ne lui permettant pas de pouvoir remplir les laborieuses fonctions de la présidence.

Il est procédé à un second tour de scrutin, et M. Chardon, ayant obtenu la majorité des suffrages, est proclamé Président de la Société, pour les années 1873 et 1874.

M. Chardon remercie la Société de l'honneur qu'elle vient de lui faire et du témoignage de sympathie qu'elle lui accorde. Il lui en est très-recon-

naissant. Il regrette toutefois qu'on ait fait choix de sa personne pour les fonctions de la présidence qui exigent naturellement une résidence presque continuelle, condition qu'il lui est impossible de remplir. Son zèle et tout son dévouement sont acquis aux intérêts de la Société; il s'efforcera, en ne les ménageant pas, de se rendre digne des suffrages qu'il vient d'obtenir; mais il compte sur l'obligeance des honorables vice-présidents, pour bien vouloir le suppléer lors des absences qui le tiendront éloigné de la ville.

On procède ensuite à l'élection d'un premier vice-président. M. Chardon rappelle qu'il est de tradition dans la Société de conférer ce titre au président sortant, et propose en conséquence, pour remercier M. Boisseau de tout l'intérêt qu'il a porté à notre Compagnie pendant sa présidence, de lui conférer par acclamation et sans passer au scrutin le titre de premier vice-président. La Société s'associe à cette pensée et M. Boisseau est immédiatement proclamé premier vice-président par les voix unanimes des membres présents.

Le vote pour l'élection d'un second vice-président donne la majorité à M. Clouet.

L'élection de M. Chardon à la présidence ayant rendu nécessaire l'élection d'un nouveau secrétaire général à élire pour cinq ans, il est procédé à sa nomination. M. Ricour est proclamé secrétaire général après avoir obtenu la majorité des suffrages.

Après un vote favorable, M. Bellée est maintenu comme par le passé dans les fonctions de secrétaire.

MM. de Villiers et Leprince sont acclamés unanimement en qualité de trésorier et d'archiviste.

Le Bureau étant ainsi constitué pour les années 1873 et 1874, il est procédé à la nomination de la Commission chargée de recevoir les comptes du trésorier. MM. Martin, Surmont et Saint-Martin sont désignés pour en faire partie.

Il est donné lecture du *Compte rendu des travaux de la Commission d'Archéologie pendant les trois premiers trimestres de 1872*. Ce compte rendu a surtout trait aux recherches auxquelles s'est livrée la Commission pour donner la date, l'histoire et la description du tombeau du comte du Maine Charles IV, mort en 1472 et inhumé dans la Cathédrale du Mans. Le compte rendu rapporte la date approximative de ce tombeau à la période de la Renaissance qui s'étend de 1520 à 1550, et pense qu'il n'est pas le même que celui qui fut élevé tout d'abord après la mort du comte du Maine.

Un membre fait observer, à titre de pur renseignement, que deux autres opinions ont aussi été exprimées dans la Commission: l'une voit dans le tombeau actuel, sur lequel est couchée la statue de Charles IV, une œuvre italienne, ce qui permettrait d'y reconnaître le premier monument élevé peu de temps après la mort de ce personnage; l'autre, au contraire, croit ce tombeau postérieur au pillage de la Cathédrale du Mans par les Huguenots, en 1562.

Il est ensuite donné lecture d'une notice de M. Hucher, mentionnée dans ce compte rendu, sur la précieuse découverte du nom de *Nicole de l'Escluse, maître ès-œuvres de la Cathédrale du Mans, en 1420*, architecte présumé du transept septentrional qu'on élevait à cette époque.

M. Albert Guillier lit une note additionnelle sur la *faune seconde silurienne* dans la Sarthe, entre Saint-Denis-d'Orques et Chemiré, qui, sans rien changer à la partie stratigraphique de sa première notice, augmente notablement la liste paléontologique des fossiles du département de la Sarthe. M. Guillier met sous les yeux de l'assemblée ces curieux fossiles, nouveaux pour notre pays, et qu'on ne connaissait que dans l'étage des schistes ardoisiers d'Angers. On examine avec intérêt ces premiers êtres qui aient peuplé les mers; des remerciements sont adressés à M. Guillier pour ses fructueuses recherches.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. Surmont demandant la nomination d'une Commission chargée : 1^o d'examiner dans quelle mesure il pourrait être opportun de concourir à la dépense de la publication des renseignements de la Commission météorologique du département, sur la marche des orages et des pluies; 2^o de rechercher s'il n'y aurait pas d'autres dépenses à proposer en vue de développer les études scientifiques ou littéraires dans la Sarthe.

M. Surmont développe sa proposition qui a pour but de faire rayonner au dehors l'action de la Société, de manifester sa vie par des actes et de faire constater davantage les services qu'elle rend, en accordant, par exemple, des prix à tel ou tel ordre de travaux.

Après quelques réserves présentées par MM. Bertrand, Chardon et Clouet, tant sur l'opportunité d'une augmentation des dépenses à faire que sur les moyens de concilier les vues excellentes de M. Surmont avec les ressources budgétaires, la Société décide la nomination d'une commission chargée de l'examen de la proposition de M. Surmont et dont les cinq membres devront être choisis autant que possible parmi les représentants des différentes branches de nos études. On procède immédiatement au vote. MM. Surmont, Martin, Boisseau, Hucher et de Villiers père, ayant obtenu la majorité, sont nommés membres de la commission, après quoi, l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

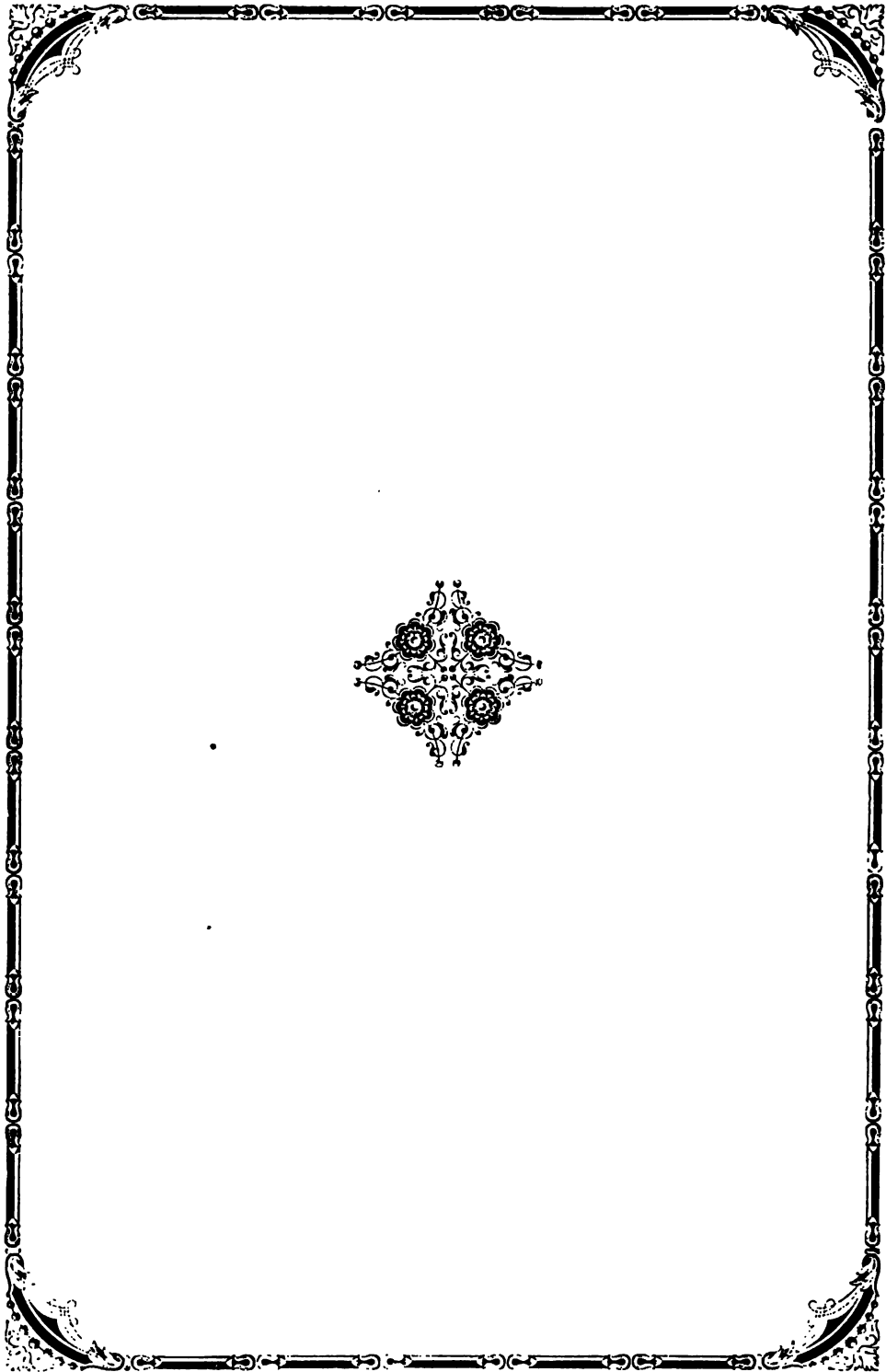
CONTENUES DANS LE XXI^e VOLUME

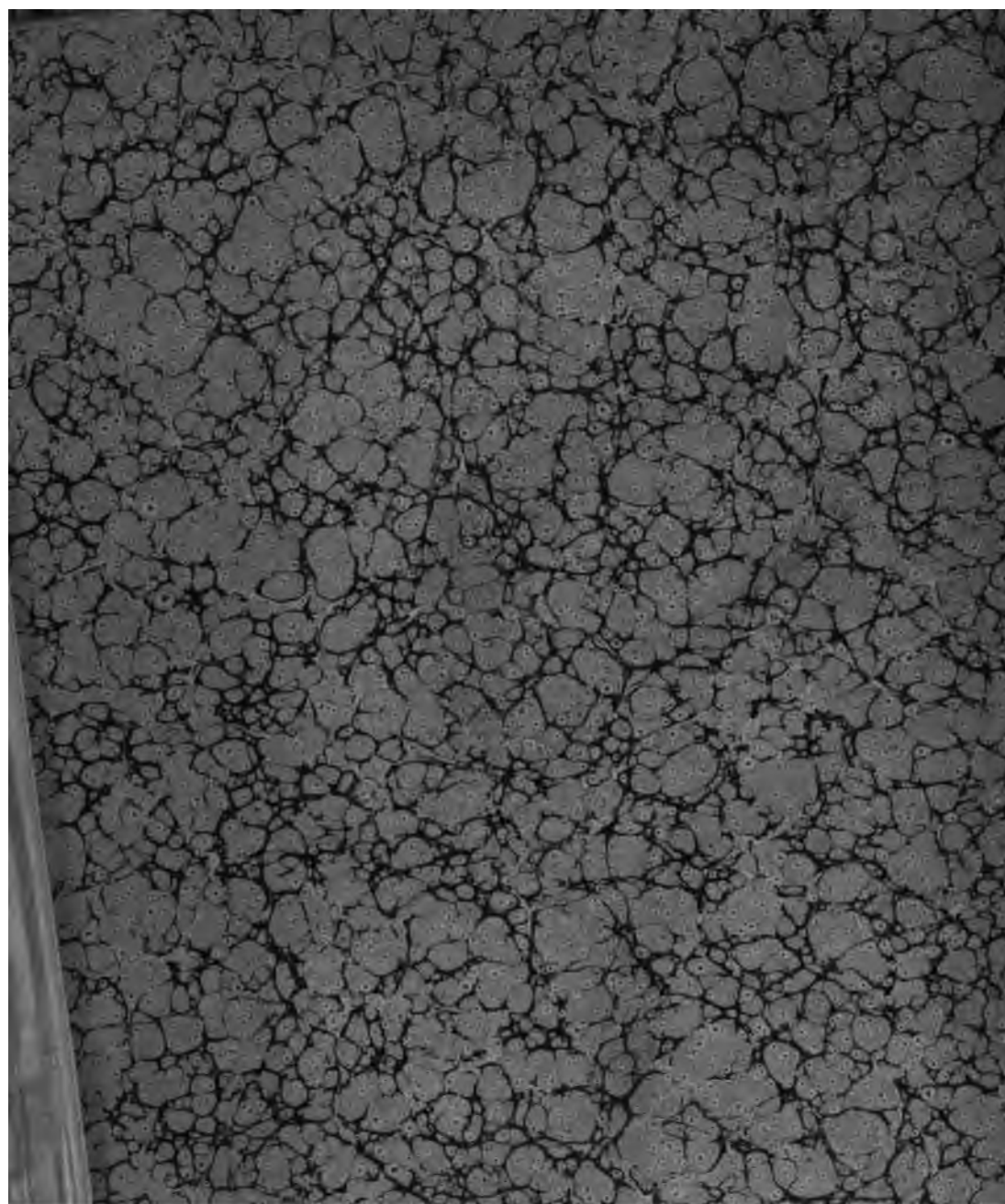
XIII^e DE LA 2^e SÉRIE. ANNÉES 1871-1872

Analyse de nodules de phosphate de chaux trouvés dans la Sarthe par M. GUILLIER, par M. CHARAULT, membre titulaire.	298
Catalogue raisonné des produits agricoles du département de la Sarthe, exposés par les soins de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts au Concours régional du Mans, le 24 septembre 1872, par M. GUÉRANGER, membre honoraire.....	380
Compte rendu des travaux de la Commission d'Archéologie, par M. HUCHER, membre titulaire.....	299, 730
Concours agricole de 1870 (<i>Distribution des récompenses du</i>)..	20
Découverte de médailles françaises de l'époque de Charles VI, roi de France. Note de M. E. HUCHER, membre titulaire.....	381
Description et nature de la maladie de Charles VI, roi de France; analyse de la monographie de M. le docteur Chéreau, par M. le docteur LIZÉ, membre titulaire.....	345
Epellation et étymologie. Réponse à M. le baron Clouet, par M. Armand GASTÉ, membre titulaire.....	370
Etude historique sur la sculpture dans le Maine. — Le <i>Saint-Martin</i> de Château-du-Loir et d'Ecommoy, l' <i>Hercule et l'Antée</i> du château du Lude, par M. Henri CHARDON, membre titulaire.....	204
Etude psychologique et physique sur l'activité volontaire et libre, et sur l'activité involontaire et spontanée dans l'homme, par M. le docteur LIZÉ, membre titulaire.....	507
Examen des questions générales relatives à l'organisation de l'assistance publique dans les campagnes, par M. GARNIER, membre titulaire.....	687
Extrait des procès-verbaux des séances.....	141, 242, 271, 391, 571, 760
Faune seconde silurienne entre Saint-Denis-d'Orques et Chemiréen-Charnie, par M. Albert GUILLIER, membre titulaire.....	633
Julien Bigot (M ^e), curé de Montfort, et l'hôpital de Montfort et Pont-de-Gennes, par M. BELLÉ, membre titulaire.....	338
Liste des membres de la Société.....	5
Nature (De la) et distinction des syllabes latines, par M. L.-C. CLOUET, membre titulaire.....	301

Note de M. CHARLES, membre associé, sur les dates d'exécution et les noms des artistes et des ouvriers qui ont travaillé aux diverses parties de l'église de La Ferté-Bernard.....	568
Note sur des nodules de phosphate de chaux découverts dans le département de la Sarthe, par M. A. GUILLIER, membre titulaire.	23
Note sur les failles du coteau de Saint-Vincent, par M. Albert GUILLIER, membre titulaire.....	130
Note sur Nicole de L'Escluse, maître ès-œuvres de la cathédrale du Mans, en 1420, par M. HUCHER, membre titulaire.....	740
Observations météorologiques, par M. D. BONHOMET, membre titulaire.....	135, 230, 268, 388, 754
Ouvrages reçus par la Société durant les années 1872 et 1873...	744
Peste bovine (Discussion sur la).....	20
Prisons départementales (Des). Réponse aux questions de la Commission d'enquête sur le régime des établissements pénitentiaires, par M. BOISSEAU, membre titulaire.....	526
Propriété forestière (De la), par feu M. BERAUD, conservateur des forêts, membre correspondant.....	448
Rapport à la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, sur le Concours agricole départemental de l'arrondissement de Saint-Calais, pour les cantons de Saint-Calais, Bouloire et Vibraye, fait à la Société le 16 août 1872, par M. PERCHERON, membre titulaire.....	408
Rapport de la Commission chargée de préparer une réponse au questionnaire de la Commission parlementaire d'assistance publique dans les campagnes, par MM. BOISSEAU, MORDRET, CHARDON et Paul SURMONT.....	637
Rapport fait au nom de la Commission d'Agriculture sur le service de la médecine vétérinaire dans le département, par M. BOISSEAU, membre titulaire.....	149
Rapport sur le service de santé dans la ville du Mans, du 19 août 1870 au 20 avril 1871, par M. le docteur MORDRET, membre titulaire.....	160
Rapport sur l'exposition des produits agricoles du département de la Sarthe, organisée par la Société d'Agriculture, Sciences et Arts, lors du Concours régional du Mans, par M. BOISSEAU, membre titulaire.....	577
Régime des eaux et irrigations. Rapport fait au nom de la Commission chargée de l'examen du projet de loi proposé par la Société des Agriculteurs de France sur le régime des eaux, par M. BOISSEAU, membre titulaire.....	420
Réponse au § III de l'enquête parlementaire sur les conditions du travail en France, par M. PERCHERON, membre titulaire....	626
Répression de la mendicité (De la), par M. BOISSEAU, membre titulaire.....	685

Secours à l'agriculture. — Compte rendu de la distribution gratuite de semences provenant des diverses associations de bienfaisance et notamment de la Société anglaise, dite des Amis, en faveur des cultivateurs nécessiteux éprouvés par la guerre, par M. PONTON D'AMÉCOURT, membre titulaire, secrétaire du Comité de distribution	245
Société des Agriculteurs de France (Compte rendu sommaire de la session annuelle de la), pour l'année 1872, par M. MARTIN, membre titulaire.....	277
Un maraîchiste peint par lui-même, par M. HENRI CHARDON, membre titulaire	29
Un médecin normand en 1610. — Sonnet de Courval. — Etude par M. ARMAND GASTÉ, membre titulaire.....	109





Stanford University Libraries



3 6105 121 194 505

DATE DUE

Stanford University Libraries
Stanford, Ca.
94305

